

Acta Historica

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК

JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

ZLITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

Index

ETUDES

Gy. Spira: Petőfi et les dirigeants libéraux
de la révolution hongroise de 1848

F. Rottler: Beiträge zum Versuch der Bildung einer Gruppe von kirchlichen
Geschichtsschreibern im Ungarn der 1860er Jahre

T. Hajdu: A Contribution to the History
of the Proclamation of the Hungarian Republic of Councils in
1919

I. Tóth: The Role of the National Peasant
Party in the People's Democratic
Revolution 1944–1948

COMMUNICATIONS

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE
COMPTE RENDU DE LIVRES
CHRONIQUE



AKADÉMIAI KIADÓ
BUDAPEST

1973

TOMUS XIX

Nr. 1–2

ACTA HISTORICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

ADRESSE DE LA RÉDACTION: BUDAPEST I, ÚRI U. 51—53.

Membres du Comité de la rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), I. T. BEREND,
I. DIÓSZEGI, L. ELEKES, GY. EMBER, T. HAJDÚ, E. MÁLYUSZ, F. MUCSI (rédacteur) M. ORMOS,
E. PAMLÉNYI, J. PERÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. TOKODY, E. S. VINCZE,

T. WITTMAN, L. ZSIGMOND

Az *Acta Historica*, az MTA történettudományi folyóirata francia, orosz, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történettudomány köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg: négy füzet alkot egy kb. 25—30 íves, évente megjelenő kötetet.

Megrendelhető a belföld számára az „Akadémiai Kiadó”-nál (1363 Budapest Pf. 24. Bankszámla 215-11448, a külföld számára pedig a „Kultúra” Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (1389 Budapest 62, P. O. B. 149. Bankszámla: 218-10990) vagy külföldi képviselőiteinél és bizományosainál.

Les *Acta Historica* paraissent en français, russe, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui forment un volume à 400—500 pages par an.

Le prix de l'abonnement est de \$ 24.00 par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du commerce extérieur de livres et journaux «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

Petőfi et les dirigeants libéraux de la révolution hongroise de 1848

Par

GY. SPIRA

C'est dans la journée décisive du 13 mars de l'an 1848 que Sándor Petőfi compose son *Chant national* (Nemzeti dal) avec ses vers mémorables:

Plus éclatant le sabre que les chaînes
Et il orne bien mieux le bras !
Et pourtant nous portons des chaînes.
Nos vieux sabres, rendez-les nous !*

Mais, lorsque sa plume trace ces mots, il n'a pas la moindre idée de ce qui s'est joué, le même jour à Vienne et, rien que pour cela, il ne saurait les destiner à servir d'appel pour faire exploser une révolution hongroise; avec ce poème, il se propose uniquement de contribuer au succès de cette assemblée populaire convoquée, pour le 19, aux champs de Rákos, dont le but est de faire recevoir les *Douze points* formulés par Petőfi et quelques-uns de ses camarades radicaux, il y a deux jours; or, en ce moment, ils ne désirent présenter ce document qu'à la Diète de Presbourg — et encore sous forme de simple pétition — et ne pensent à la possibilité d'aucune autre entreprise efficace en dehors de ce soutien extérieur, moral à la noblesse libérale qui, depuis des mois, y mène une lutte stérile contre ses adversaires conservateurs.

Par contre, le lendemain, la nouvelle se propage promptement à Pest aussi que la révolution de Vienne a triomphé et à ce moment Petőfi, lui aussi prend conscience qu'il ne suffit plus de s'en remettre aux libéraux de la Diète, « aux héros brailleurs de la politique quotidienne », puisque « ceux-ci ne sont pas ces grands comédiens qui, sur la scène universelle, interprètent l'énorme drame de la renaissance, mais seulement les décorateurs, la figuration qui pendent les draperies, disposent les tables et les chaises sur les planches »; en conséquence, après ce qui a eu lieu, c'est lui et son cercle qui doivent prendre

* Traduit par Jean Rousselot.

les initiatives, de plus: «dès demain . . . car, après-demain, il sera peut-être tard!»

En quoi doivent consister ces initiatives, Petőfi tente encore toujours de le cerner d'une façon extrêmement modérée: comme «logiquement, le premier pas de la révolution et, en même temps, son devoir principal est de libérer la presse», «demain, nous devons arracher la liberté de presse», mais, pour ce qui est des autres tâches, «je m'en remets à dieu et à ceux qui sont appelés à poursuivre ce qui a été commencé», car «moi, je n'ai qualité que pour donner la première impulsion». En effet, Petőfi qui est le mieux situé pour savoir combien «petite, petite est notre armée» juge que les forces de celle-ci ne suffisent guère à porter plus loin le mouvement. Si donc cette cohorte se proposait plus que d'accomplir le premier pas, elle ne connaîtrait que l'insuccès, arriverait tout au plus à refouler dans le camp adverse même les libéraux qui — bien que plus modérés que le poète et se distinguant, jusque-là non tant par des actes que par des discours — sont également les partisans des transformations bourgeoises. Si, par contre, sa cohorte se contente de faire le premier pas, elle peut compter — et uniquement dans ce cas — que cela ne restera pas sans suite, car un seul pas, mais réussi rassurera les libéraux, loin de les pousser dans le camp adverse, les encouragera à ce qu'ils sont seuls aptes à faire rien que par leur nombre: à poursuivre «ce qui a été commencé».

Conformément à ce raisonnement, le 14 au soir, Petőfi juge motivé de s'attribuer l'*initiative*, mais non de tenter de s'emparer de la *direction*. Au contraire, il s'ancre toujours à sa prise de position développée, trois jours auparavant, dans un poème adressé aux «glorieux grands seigneurs» et révélant plus crûment que jamais sa haine à l'égard de ceux-ci; il y disait, en effet:

Nobles seigneurs, si vous voulez,
Ralliez-vous,
Voici nos mains, tendez-nous
Les vôtres.
Soyons tous les maillons
D'une chaîne,
Notre patrie a besoin de
Chacun de nous.

De ce point de vue, il ne s'en départira le lendemain non plus, quand la petite troupe de la Jeunesse de Mars, ralliée à son analyse de la situation, fera effectivement exploser la révolution à Pest; il ne se laissera pas ébranler dans sa conviction même alors que, à son appel, une foule de vingt mille personnes que les rues de Pest n'ont jamais encore vues et que les plus auda-

cieuses chimères n'auraient laissé espérer le suit. Ainsi, lorsque le représentant local principal du mouvement libéral de la noblesse, le second sous-comte (sous-préfet) du comitat de Pest, Pál Nyáry, qui — l'avant-midi encore — avait « insulté et raillé » les apôtres de la révolution leur offre, l'après-midi, sa collaboration, toutefois en exigeant de pouvoir placer son mot dans l'orientation du cours des événements, Petőfi et ses compagnons acquiescent à cette demande; puis, sans la moindre plainte, ils acceptent le soutien que se déclarent prêts à leur accorder les dirigeants pour la plupart conservateurs de la bourgeoisie de Pest et qui exigent, en contrepartie, que plusieurs de leurs représentants — il est vrai, appartenant à la minorité libérale — soient délégués dans l'organisme du pouvoir révolutionnaire, le Comité du Salut Public qui va être formé, et que leur nombre dépasse celui des porte-parole de la Jeunesse de Mars. Et Petőfi et son groupe ne protestent également pas, quand on décide que leurs *Douze points* soient portés, malgré les circonstances bien changées, comme une pétition seulement devant la Diète; ils ne soufflent mot de cette éventualité d'écarter la Diète, ils se contentent de réclamer qu'elle se transfère enfin à Pest, c'est-à-dire qu'elle se place sous le contrôle immédiat des masses révolutionnaires de la ville. Mais, quatre jours plus tard, la Diète rejettera cette modeste exigence aussi; alors, le poète et ses amis en prendront acte de manière parfaitement disciplinée.

Ce procédé mariant la capacité d'agir au bon sens correspond souverainement aux exigences de l'évolution historique au moment donné. En effet, il est d'une brûlante nécessité, en Hongrie, de remplacer les structures internes de caractère fondamentalement féodal par un régime bourgeois; or, l'occasion s'en présente enfin — cela sous une forme favorable qui ne se répétera peut-être jamais plus. D'un autre côté, la force dirigeante du combat qui se poursuit, depuis des décennies, pour les transformations bourgeoises, mais qui ne peut se vanter que de peu de résultats tangibles, la noblesse libérale n'est effectivement pas capable de faire le pas décisif sans une impulsion extérieure; la cause en est, en fin de compte, qu'elle ne se rattache pas, par des liens solides, uniquement au futur régime capitaliste, mais aussi au féodalisme implanté, si bien que ses intérêts sont excessivement contradictoires; malgré cela, on ne saurait la dépouiller de son rôle directeur, puisque, dans les conditions données de la société hongroise, il n'existe tout simplement pas d'autre force sociale considérable qui pourrait se porter à la pointe du combat pour les transformations bourgeoises et l'y remplacer. Petőfi, en prenant, d'un geste décidé l'initiative, sans tenter d'accaparer la direction aussi, fait ce qu'il faut: moins serait une faute politique, plus serait un pas déraisonnable; rien ne le prouve mieux que le comportement de la noblesse libérale qui, cette fois, entre effectivement en lice et se porte non contre les fidèles plus conséquents qu'elle des transformations bourgeoises, mais contre les représentants de la réaction féodale.

C'est pour cela que l'éminent poète contemporain János Vajda a pu taxer le 15 mars de « journée de Petőfi »; c'est pour cela que, méditant les événements du 15 mars, Petőfi peut, à juste titre, exprimer son sentiment:

Le commandement d'un tel jour,
Et la vie est récompensée . . .
Même contre la gloire de Napoléon
Je ne voudrais échanger la mienne !

Il ne fait également aucun doute que, à partir de cette date, la popularité du poète en Hongrie ne saurait être comparée qu'à celle de Lajos Kossuth — à condition qu'il rengaine son sabre et pour toujours, qu'il ne soit plus jamais forcé de manier d'autre instrument que sa plume.

Mais . . . mais la possibilité de se retirer glorieusement de l'arène politique quotidienne ne lui est pas donnée. La victoire du 15 mars ne signifie pas le triomphe définitif des transformations bourgeoises. La noblesse libérale accomplit, certes, un grand pas en avant dans ce sens, mais elle est incapable de se dépêtrer des rêts de ses intérêts contradictoires; c'est pourquoi le danger est effectif: par la suite, elle hésitera, flanchera, voire même rétrogradera. Ce qui pèse encore plus dans la balance, c'est que, le 15 mars 1848, les forces du conservatisme n'ont pas subi de défaite écrasante, elles ont tout juste été forcées à la retraite; il faut donc compter qu'après le premier instant de panique elles réussiront à réorganiser leurs rangs, puis à passer à la contre-attaque et qu'elles tenteront, après coup, de reprendre ce qu'elles ont perdu. Ce danger aggrave encore le précédent, celui d'un fléchissement éventuel de la noblesse libérale, car — précisément par suite du caractère contradictoire de ses intérêts — cette couche dirigeante de la révolution n'est pas seulement bénéficiaire de celle-ci: en partie, elle est perdante aussi et il n'est pas inimaginable que si, plus tard, elle enregistre une résistance de la part de ceux qui sont les indubitablement lésés de la révolution, elle soit plutôt prête à composer avec ceux-ci et à ne pas courir de risques dans une affaire qu'elle ne prend que tant soit peu à cœur.

Ainsi, pour l'instant, même après la victoire du 15 mars, la vie politique ne saurait se passer de la présence de Petőfi. C'est une chose dont lui-même a totalement conscience. Dans les journées à venir, il restera donc à l'œuvre, toujours dans le même esprit, qui le guidait le 15 mars, c'est-à-dire en s'efforçant constamment de faire avancer les libéraux de la révolution, mais en évitant d'exercer une pression trop forte sur eux, afin d'empêcher qu'ils soient poussés dans le camp adverse. Le poète ne témoigne aucune velléité de réfuter les rumeurs qui se répandent, le 16 mars, lorsque la majorité libérale du Comité du Salut Public se refuse fermement à ouvrir les portes de la garde nationale de Pest qu'on est en train de former devant les milliers d'ouvriers et d'étudi-

ants prêts à prendre les armes et que le groupe de Petőfi voudrait y voir; on parle alors — sans aucun fondement d'ailleurs — que l'assemblée populaire convoquée pour le 19 et, depuis, dépassée par les événements, devenue superflue sera malgré tout tenue à Rákos — et dès le jour même; de là «les agitateurs se porteront dans les principales régions du pays», «gare alors aux messieurs tant qu'ils sont», d'autant plus que, dans la poche de ces «missionnaires» qui n'attendent que de prendre leur départ se trouve une copie manuscrite de cet effroyable poème composé le 11, mais encore non imprimé, dans lequel on peut lire soi-disant des strophes de ce genre:

Hors des chaumières tous en avant,
Millions !
Faux, bêches et fourches
Dans vos mains !
C'est d'elle-même que s'offre
L'occasion,
L'heure a sonné de la grande
Vengeance !

Mille ans, les seigneurs ont engraisé
Sur notre dos,
Que maintenant nos chiens engraissent
Sur le vôtre !
Enfourchez les tous, puis
Au fumier,
Qu'ils servent, là, de repas
A nos chiens !

Petőfi ne fait aucun geste pour réfuter les bruits en l'air. Mais, lorsque les libéraux du Comité du Salut Public plient et, après bien des tergiversations, acceptent qu'une partie au moins des ouvriers et étudiants qui se portent volontaires soit incorporée à la Garde Nationale, on pose la question à Petőfi: quel est son but, après tout, avec son poème adressé aux «glorieux grands seigneurs»; lui n'hésite pas un instant à déclarer qu'il n'a plus aucune visé avec cette œuvre, qu'il a définitivement écarté toute idée de la faire paraître éventuellement, qu'il détruira même, «partout où il peut le faire» ses nombreuses copies manuscrites qui sont colportées.

Dans des cas semblables, Petőfi a recours à des procédés identiques dans les jours à venir, à tel point que, dans cette période, même les plus modérés des libéraux ne peuvent lui refuser leur estime. «Devant Petőfi — écrit, le 20 mars, Lajos Kovács qui se trouve à l'aile droite de la noblesse libérale —, nous levons notre chapeau: il est l'une des personnes les plus incomparables du pays. Autant il a usé d'une force magique dans la création de l'effervescence

et a tout imprégné de ses poèmes, de ses allocutions, autant il veille, maintenant, sur l'ordre . . . »

Cependant, une fois les deux premières semaines de la révolution passées, la situation se modifie brusquement. En effet, à la fin de mars, les représentants de l'ancien régime qui, jusque-là, presque sans aucune résistance, s'étaient conformés dans l'impuissance à toutes les exigences se hérissent d'un jour à l'autre et montrent les dents: la Cour de Vienne qui, précédemment, avait accédé à la codification de tous les textes législatifs à contenu révolutionnaire élaborés par la Diète refuse inopinément, le 28 mars, de fournir l'accord du souverain aux projets de loi sur l'émancipation des serfs et sur le gouvernement parlementaire hongrois devant fonctionner en toute indépendance de celui d'Autriche; elle exige que la Diète apporte des amendements à ces textes de façon que l'émancipation des serfs ne se fasse qu'une fois les seigneurs terriens indemnisés et que la large autonomie du gouvernement hongrois dans les affaires de la défense nationale et des finances, visée par le texte, soit sensiblement limitée. S'il est vrai que les Habsbourg qui doivent, désormais, compter non seulement avec la révolution de Vienne et de Hongrie, mais aussi avec celle éclatée à Milan et à Venise ne sont pas, pour le moment, en mesure d'élargir cette tentative offensive en une attaque générale visant l'étouffement total de la révolution hongroise, il est tout autant valable que, au cours de ces deux semaines, les possibilités de celle-ci ne se sont pas améliorées, qu'elle n'est donc pas dans une situation de répondre, à de telles velléités, par une charge encore plus fougueuse que celle du 15 mars et de tenter de détruire ces positions des Habsbourg qu'elle n'a pu écraser alors non plus.

Donc, à ce moment, ni l'un, ni l'autre des adversaires qui s'observent n'a aucune chance de l'emporter définitivement sur l'autre, or, ni l'un, ni l'autre ne peut recourir aux moyens ultimes. Par contre, à l'aide de moyens politiques, les résultats accessibles à l'un ou à l'autre ne peuvent être que partiels: la Cour peut, tout au plus, exiger, comme c'est le cas le 28 mars, que le cadre des transformations bourgeoises de Hongrie soit quelque peu restreint; la révolution hongroise peut, tout au plus, lutter pour que la Cour abandonne de telles exigences. La confrontation commencée le 28 prend fin dès le 31 sous le signe de concessions réciproques, il est vrai plus grandes de la part des Habsbourg et moins importantes de celle de la révolution hongroise: en fin de compte, la Cour acquiesce à la mise en application immédiate de l'émancipation des serfs, ainsi qu'à l'insertion au code de la plupart des mesures visant à assurer l'autonomie du gouvernement hongrois, tandis que la Diète de Presbourg accepte quelques modifications au texte original de celles-ci et limite les attributions du gouvernement hongrois: par exemple, pour ce qui est de l'utilisation des soldats hongrois en dehors des frontières du pays, c'est le souverain, à l'avenir aussi, qui en décidera seul et le palatin ne pourra le remplacer, en son absence, comme pour les autres affaires.

Ainsi, la codification en cours peut, malgré tout, réduire les rapports entre la Hongrie et les provinces héréditaires autrichiennes presque au niveau de l'union personnelle; cela a pour cause que, pour le moment, même la possibilité offerte par Vienne d'ajourner l'émancipation des serfs ne suffit pas à faire hésiter les Ordres, car ceux-ci sont certains que tout ajournement dans ce domaine amènerait une insurrection paysanne de force irrésistible; c'est pourquoi la Diète même reçoit les exigences du 28 mars de la Cour avec une résistance passionnée. Mais cette opposition en soi ne suffit pas à faire de nouveau reculer la Cour. Car, pour que ces milieux finissent par ce faire à une autonomie poussée de la Hongrie, il faudrait d'abord réveiller en eux la crainte salutaire de voir, s'ils ne composent pas un mal encore plus grand: la Hongrie devenir non autonome de cette façon, mais totalement détachée de l'Autriche. Or, la résistance quelque violente qu'elle soit de la Diète n'est pas assez pour susciter de telles craintes, puisque même les plus libéraux qui y siègent ne pensent pas à une sécession complète — rien que par suite des mouvements des nationalités qu'on ne saurait contenir sans le concours des Habsbourg; tout cela, on le sait fort bien à Vienne.

Pour être en mesure de forcer la Cour à une nouvelle retraite, il faut, à nouveau, faire entrer en lice les révolutionnaires de Pest. Et ceux-ci ne se font pas attendre: dans les rues de la ville, les dernières journées de mars, les réunions les plus véhémentes se suivent, toujours plus d'interventions réclament la séparation totale de la Hongrie et de l'Autriche, certains vont même jusqu'à suggérer avec insistance l'abolition de l'institution de la royauté et l'introduction de la république; naturellement, nous retrouvons Petőfi à leur tête: il ne se borne maintenant non plus à organiser, ni à prononcer des allocutions enflammées, car c'est à ce moment qu'il compose *La mer s'est déchaînée* . . . (Föltámadott a tenger . . .) et donne sa forme définitive à son poème *Aux rois* (A királyokhoz), la « première parole publique du republicanisme » hongrois. Nous comprenons donc que les fidèles de la Cour à Pest submergent Vienne de rapports désespérants, exprimant à l'unison dans leurs paperasses, leur conviction que « la Hongrie est perdue pour la dynastie, si un arrangement favorable ne survient pas, en quelques jours, surtout pour ce qui est des ministères des Finances et de la Guerre »; aujourd'hui, le fait est prouvé que ce furent ces communications qui fournirent les mobiles les plus vigoureux à Vienne dans sa reculade du 31 mars.

Cependant, Petőfi a beau rendre, pour la seconde fois, un service inestimable à la cause des transformations, la sympathie dont il bénéficiait, jusque-là, dans les milieux libéraux se dissipe — malgré cela, ou précisément à cause de cela. Et ce n'est qu'apparemment que nous en avons la motivation dans ce hasard qu'il est coutume d'avancer en guise d'explication, à savoir le fait que, malencontreusement, le poème *Aux rois* ne sort des presses que le 1^{er} avril, c'est-à-dire le jour où, à Pest, on a connaissance de la reculade de la

Cour; mais, même si ces vers avaient vu le jour avant l'issue de la présente épreuve de force, la Hongrie de 1848 n'aurait cessé de lui reprocher d'avoir osé, par cinq fois, jeter à la face du monde:

Quoi que dise l'insolente flatterie,
Il n'y a plus de roi *bien-aimé*!

Car en Hongrie, ce ne sont pas uniquement les centaines de milliers de privilégiés qui témoignent une dévotion quasiment religieuse à la couronne, mais — n'importe que cela soit fondé ou non — les millions de ceux qui sont exclus de leurs droits voyaient aussi leur unique soutien dans le roi; combien sont donc en mesure de saisir que ces paroles, au moment donné, il fallait effectivement les clamer publiquement et justement pour que, de monarchie absolue, la Hongrie devienne, au moins, une monarchie constitutionnelle?

Ce n'est donc pas la tournure malheureuse de la succession chronologique des événements qui fait que, à partir de ce moment, les libéraux de la révolution ne diffèrent guère, pour ce qui est de l'appréciation de Petőfi, des contre-révolutionnaires; indépendamment du moment où il a rendu publique sa profession de foi républicaine et de la situation alors donnée, le seul fait qu'il ose à n'importe quel temps proposer des buts plus élevés que les libéraux et même si, en pratique, ces aspirations sont, pour l'heure, irréalisables (ainsi, leur proclamation n'a pour résultat que d'aider au moins ces éléments modérés à se rapprocher de leurs propres buts) plante dans ceux-ci la crainte que le poète n'entraîne, avec le temps, la révolution hongroise au-delà des limites qui leur sont encore acceptables.

Mais le grief à l'égard de Petőfi n'est pas seulement qu'il plane bien plus haut que tous ses contemporains: du point de vue plus élevé d'où il considère le monde, il voit aussi bien plus loin que tous. Or, cette vertu ne le sépare pas seulement des libéraux de la révolution, mais aussi de ses compagnons d'armes immédiats, d'une partie de la Jeunesse de Mars, comme cela apparaît, pour la première fois, ce même 1^{er} avril. En effet, ce jour-là, sur le modèle du Comité du Salut Public de la ville de Pest fondé le 22 mars, se réunit celui du comitat de Pest pour discuter les nouvelles les plus récentes arrivées de Presbourg; on apprend et que la Cour a abandonné la plupart de ses exigences du 28 mars, et que les Ordres et, les membres du gouvernement libéral en voie de formation, dans leur volonté de ne pas en venir à la rupture, ont fait quelques concessions à Vienne dans le cas d'exigences d'ordre secondaires auxquelles celle-ci s'accrochait. L'annonce de ces compromis est reçue avec satisfaction aussi bien par les libéraux présents à l'Hôtel du Comitat que par plusieurs membres de la Jeunesse de Mars, même par certains d'entre eux — tels cet Ákos Birányi — qui, pour ce qui est du sentiment républicain, ne demeurent guère en arrière du poète.

Quand, à cette réunion, l'un des représentants de la Jeunesse de Mars, Dániel Irányi fustige durement la Diète pour son opportunisme, le fait sans précédent se présente que ce n'est pas seulement Pál Nyáry qui se dépêche de mettre en doute sa thèse, mais aussi un membre de son propre camp, József Irányi. Quelle conséquence cela aura-t-il? Petőfi qui partage, naturellement, les vues de Irányi craint, et non sans cause, que la discussion n'aille s'envenimant, ce qui mènerait à une division irrémédiable de la Jeunesse de Mars; si bien que, malgré le franc parler dont il est coutumier, il se voit contraint de ravalier son opinion et se contente de déclarer:

— J'ai vu frémir, j'ai vu des visages pâlir, je ne voudrais pas continuer à voir dans cet état les fils de ma nation; c'est pourquoi, maintenant, retenu, je laisse reposer mon sabre, mais ne le brise pas !

Il est vrai que ce qui a lieu à cette séance n'a, en soi, guère d'importance pour ce qui est de l'avenir immédiat, car, bien que les représentants des opinions se heurtant déclarent alarmante, réciproquement, l'imposition du point de vue de l'adversaire, à ce moment, ni le triomphe de l'un, ni celui de l'autre ne comporte de véritable danger direct. Les porte-parole de l'esprit de concession ont beau avancer que la Hongrie susciterait l'attaque armée immédiate de la contre-révolution, si elle se refusait à lâcher le moindre lest: en réalité, la contre-révolution n'est pas, pour le moment, prête à une intervention armée, si bien que les révolutionnaires de Pest maintenant leurs exigences excessives et la Diète mettant à profit une telle circonstance pour ne pas faire la moindre concession, la Cour serait, temporairement, obligée de se plier. Mais les adversaires du compromis ont aussi beau arguer que les concessions faites affaiblissent fatalement le pays: en réalité, la confrontation armée de la révolution et de la contre-révolution qui, d'une façon ou d'une autre, ne pourront manquer de s'affronter ne dépendra guère d'une telle circonstance subsidiaire qu'est la signature du souverain ou du palatin sous les ordres destinés à fixer les tâches des troupes hongroises cantonnées au-delà des frontières du pays.

Mais si, dans le débat du Comité du comitat, le triomphe de l'une ou de l'autre partie reste passablement dénué d'intérêt pour ce qui est des conséquences directes, on ne saurait, cependant, minimiser l'importance des divergences de vues qui se révèlent ce 1^{er} avril et cela parce que, cette fois-ci, ce n'est pas seulement dans l'appréciation des questions quotidiennes que se manifestent des différences essentielles entre les deux parties s'affrontant ouvertement au cours du débat, mais aussi dans celle de l'avenir plus éloigné, des perspectives mêmes de la révolution. Il apparaît des déclarations de ces membres de la Jeunesse de Mars qui se sont ralliés aux libéraux que, s'ils ont pris position pour les concessions, cela n'a pas été pour avoir, éventuellement, adopté la crainte des libéraux de voir la Hongrie provoquer l'attaque armée immédiate de la contre-révolution en restant fermée à tout compromis, mais pour avoir fait leur l'espérance de l'autre partie, selon laquelle une certaine

souplesse permettrait d'écarter, une fois pour toutes, du pays le danger des entreprises contre-révolutionnaires. Par contre, il ne vient même pas à l'idée de Petőfi de s'ancrer à de tels espoirs; au contraire, sa conviction solidement établie est que « la révolution n'est pas encore finie », que tout ce qui est arrivé jusque-là « n'a été que le premier acte » et que, pour la Hongrie, ce n'est que maintenant que viendront les heures les plus difficiles.

Lorsque, après la réunion du 1^{er} avril, Petőfi rentre à la maison et se remémore les phrases creuses alignées par Nyáry, à l'Hôtel du Comitat, sur la nécessité de ménager « les gouttes encore non versées du sang des citoyens », il ne peut résister de répondre à ce démagogue — au moins dans le journal qu'il tient: « Possible que le sang aurait dû, alors, couler. Mais vous voulez des transformations sans effusion de sang? Dieu nous aide, mais il n'en sera jamais rien. La terre, pour qu'elle soit fertile et fleurisse, a besoin non seulement de pluie, mais aussi, de temps à autre, de sang; et, si nous ne l'abreuvs pas à temps, plus tard, quand elle sera très assoiffée, elle en exigera deux fois plus. » Car rien n'est plus éloigné du poète que de voir tout baigné de sang; il reste celui qui, le 15 mars, a salué la révolution de Pest de la sorte: « Que tu est belle, plus belle que tes sœurs des autres pays, car tu n'as pas été aspergée de sang, comme elles, tu as été lavée par de pures larmes de joie; et les oreillers de ton berceau n'ont pas été des cadavres froids, rigides, mais des cœurs brûlants, palpitants. » Cependant, Petőfi n'est rien moins qu'un songe-creux égaré, par hasard, dans une révolution; il est un vrai révolutionnaire qui ne se borne pas à distinguer uniquement ce qui est réjouissant: ainsi, il sait parfaitement qu'il n'y a pas de concessions partielles qui pourraient satisfaire Vienne de manière durable, celle-ci doit donc, tôt ou tard, tenter de reprendre les conquêtes fondamentales arrachées par les Hongrois, même celles contre la codification desquelles elle n'a pas jugé bon, pour l'instant, de lancer la moindre protestation.

Quelque grande que soit, de la sorte, la distance qui, dans l'appréciation des possibilités de l'avenir, sépare momentanément Petőfi non seulement des libéraux de la révolution, mais aussi d'une partie de la Jeunesse de Mars, il se voit contraint de rengainer et de patienter encore, cela justement, parce que, à l'opposé de ceux-ci, il est certain que bientôt l'attaque générale de la contre-révolution aura lieu. Une telle prise de conscience ne saurait le stimuler à approfondir, mais, bien au contraire, le pousse à combler, la faille qui se présente entre lui et les partisans moins conséquents de la révolution. Car si en ce moment, une fraction de la Jeunesse de Mars se détourne aussi de lui, il lui reste encore moins de chance que précédemment de faire adopter son point de vue: l'exacerbation des divergences de vues n'aurait pour résultat que de jeter la perturbation dans le camp des révolutionnaires, ne ferait-ce que faciliter la tâche de l'adversaire. Si, par contre, il s'impose, maintenant, le silence, il risque — il est vrai — de voir se maintenir, s'étendre même, dans le camp

de la révolution, l'aveuglement à propos des buts de l'adversaire, mais il sauvegarde, pour le moment de l'attaque de celui-ci, l'unité relative des siens. Et si ce moment ne vient pas trop tôt, il peut aussi espérer que les événements dessilleront, d'ici là, les yeux à plus d'un.

C'est pour cela que, à partir de cet instant et pour un certain temps, Petőfi est obligé de faire chômer son sabre. Lui qui, selon ses vœux, sonnerait plutôt le tocsin, combien il doit souffrir de se refréner continuellement de la sorte ! Pourtant, il ne réussit pas à trouver d'autre solution. Tantôt il se compare à « un aigle aux ailes liées », tantôt il écrit :

Me voici comme le cheval fougueux
Qui est déjà harnaché
Et rue, piaffe en attendant
Son maître qui bavarde au logis . . .

A des occasions répétées, il se fait violence ; quand il aurait l'occasion de se manifester en public, comme à la réunion du 5 avril devant le Musée National, il laisse passer systématiquement l'occasion.

Ce n'est pas seulement dans la période faisant immédiatement suite au 1^{er} avril qu'il use de ce procédé, mais aussi dans les semaines après la clôture de la Diète de Presbourg et l'installation au pouvoir du gouvernement libéral sous la présidence du comte Lajos Batthyány, alors que les illusions que ce cabinet nourrit au sujet de la Cour — illusions qui apparaissent, jour après jour, dans les moindres activités gouvernementales — poussent, petit à petit, au désespoir complet le poète qui identifie plus que quiconque son destin à celui de la révolution. Ce désespoir lui fait reprendre la plume pour composer le *Chant noir et rouge* (Fekete-piros dal) :

L'ennemi se prépare ; et nous, que faisons-nous ?
Que devient le gouvernement ?
Au lieu de veiller, d'un sommeil profond il dort
Là-haut, sur la tour de guet du pays.
Teignons nos drapeaux en noir et rouge,
Car deuil et sang seront la part de notre nation . . .

Il ne tente même pas de faire imprimer son poème, il le cache immédiatement au plus profond de son tiroir ; s'il contredit la politique gouvernementale, ce n'est que dans ses extraits de journal qui voient le jour le 1^{er} mai. Là, il adopte un ton bien plus modéré. « Si le ministère a confiance dans la nation — écrit-il — qu'il joue donc son rôle en son nom et avec toute l'autorité requise ; s'il n'a pas confiance en elle, — c'est ainsi qu'il pose la question — comment a-t-il donc osé endosser la tâche de conduire un pays sur lequel, selon sa propre

conviction, il ne peut prendre appui? Mais que le ministère soit convaincu — poursuit-il en mettant l'accent sur les phrases suivantes — qu'il peut avoir confiance en nous dans la mesure ou nous pouvons avoir confiance en lui, nous ne l'abandonnerons jamais ni par félonie, ni par lâcheté tant qu'il portera devant nous l'étendard du bonheur et de la gloire de la patrie . . . »

Grâce à ce comportement, Petőfi réussit à éviter de s'aliéner ces membres de la Jeunesse de Mars qui, pour l'instant, considèrent Vienne dans l'optique des mêmes illusions que celles des libéraux. Il doit, naturellement, payer le prix de ce succès: de l'autre côté, des compagnons d'armes commencent maintenant à s'éloigner de lui parmi ceux qui sont exempts des illusions de ce genre et qui constatent avec toujours plus de stupéfaction dans les activités du gouvernement, surtout pour ce qui est de l'autonomie de la Défense, une carence continuelle; ces éléments ne sont pas suffisamment pondérés pour mettre une sourdine à leurs déclarations, aussi au contraire: ils professent que, dans les circonstances données, la gauche doit se donner comme tâche « le maintien en excitation constante des esprits ». Pál Vasvári qui se rallie en tout à Petőfi a beau réussir à faire inaugurer, le 8 mai, le Club de Mars appelé à rassembler tous les représentants de la Jeunesse de Mars, les mécontents ne se rallient pas à cette formation qui a déjà les caractéristiques d'un parti, mais fondent leur organisme autonome sous le nom de Club de la Démocratie et se mettent sur-le-champ au travail.

C'est ainsi qu'ont lieu, les 7, 8 et 9 mai, ces charivaris dont l'initiative revient au Club de la Démocratie et qui visent à faire relever de leurs fonctions les contre-révolutionnaires nantis de hautes attributions au temps de l'ancien régime et placés à des postes-clé par le gouvernement Batthyány aussi. Puis, le 10 mai, c'est la manifestation contre le général de cavalerie baron Ignaz von Lederer pour écarter du haut commandement en Hongrie ce soldat réactionnaire jusqu'à la moelle, qui ne s'efforce même pas de cacher qu'il méprise totalement le gouvernement hongrois et ne considère comme obligatoires que les ordres arrivant de Vienne, alors que la loi ayant reçu sa forme définitive, à Presbourg, le 31 mars et revêtue de la sanction royale le 11 avril stipule qu'en Hongrie « dans toutes les questions de la défense nationale, Sa Majesté n'exercera désormais le pouvoir exécutif qu'exclusivement par l'entremise du ministère hongrois ». Et c'est, ce 10 mai, le massacre organisé parmi les manifestants, par les soldats de Lederer.

Ce massacre est un événement non seulement déchirant, mais aussi galvanisant, dont l'effet a d'élargir le cercle des critiques de gauche du gouvernement. Ainsi, le comte László Teleki qui se situe à l'aile gauche de la noblesse libérale et qui, dès la fin d'avril, avait exigé du cabinet, à la nouvelle des efforts séparatistes dans cette Croatie dominée par la Hongrie et pouvant devenir, rien que pour cela, la Vendée de la Hongrie, la « création d'une armée » hongroise indépendante de celles impériales et « à organiser . . . par le recrute-

ment à l'échelle nationale de volontaires», ce comte Teleki prend conscience, le 10 mai, que la Hongrie n'est pas menacée, uniquement et en premier lieu, par la Croatie: le lendemain, non seulement il réitère sa proposition, mais il réclame aussi le limogeage de Lederer et rallie à sa prise de position bon nombre de politiciens libéraux. Quant à ces membres de la Jeunesse de Mars qui, précédemment non plus, ne craignaient pas de critiquer la politique gouvernementale, sans toutefois souscrire à la campagne de charivaris du Club de la Démocratie, ils vont maintenant plus loin; par exemple, la feuille de Albert Pálfi, le *Marczius Tizenötödike* (Le Quinze Mars) n'exige rien moins que la démission du cabinet Batthyány et la remise du pouvoir à ce Pál Nyáry qui, le 15 mars, s'était déclaré prêt à coopérer avec la gauche révolutionnaire.

Cependant, le dernier mot au nom de l'opposition de gauche du gouvernement ne sera pas prononcé à ce moment par Pálfi, mais par Petőfi. A la vue des événements sanglants du 10 mai, celui-ci ne peut manquer de mettre, de nouveau, son sabre au clair. En compagnie de Vasvári, il convoque une assemblée populaire pour le 12 et, là, faisant fi de sa retenue précédente, il clame au gouvernement:

— Moi, à ce ministère je confierais non ma patrie, non ma personne, mais même pas mon chien !

Mais le poète, s'il ne partage pas les illusions de Batthyány et de ses ministres à l'égard de Vienne, ne partage pas celles non plus que Pálfi nourrit à propos de Pál Nyáry; et, même s'il a lâché la bride à sa fureur, il est loin d'avoir perdu son bon sens, d'oublier la configuration réelle des rapports de forces: même à cette occasion, il ne reprend pas l'idée de Pálfi de faire démissionner sur l'instant le gouvernement, mais d'accord avec Teleki, il souligne seulement, lui aussi l'importance de la création d'une armée hongroise autonome, tout en réclamant la convocation d'un parlement représentatif, cela le plus vite possible pour, ensuite, lui conférer le contrôle sévère et incessant des activités du cabinet.

Batthyány et ses collègues qui jugent que le remodelage de la Hongrie n'est possible qu'à l'aide de la coopération bienveillante de la Cour et qui s'ancrent de toutes leurs forces à leurs illusions envers Vienne ne peuvent, naturellement, pardonner à Petőfi son comportement. Mais bientôt, sous l'effet des mouvements antihongrois des nationalités qui se développent en Croatie, puis parmi les Serbes de la Hongrie méridionale aussi rapidement, ils se voient contraints de venir à résipiscence: quelques jours plus tard, la formation des premiers bataillons de honvéds commence et on convoque également l'assemblée; cependant, ils ne sont pas capables d'arriver à prendre conscience du fait que, en fin de compte, c'est la Cour qui est à l'arrière-plan des mouvements des nationalités, si bien qu'ils suivent, certes, la voie tracée par Petőfi sans, toutefois, pouvoir lui pardonner de s'être attaqué aux fondations mêmes du gouvernement, ce qu'ils considèrent comme un crime capital. Dans

son indignation première, Batthyány soulève l'idée de faire proclamer la loi martiale contre « tout discours ou toute presse d'irritation ». Ses collègues plus pondérés du cabinet réussissent à le dissuader de mettre à réalisation ce projet qui ferait que Petőfi pourrait facilement connaître, grâce à Batthyány, la fin qui a été réservée à celui-ci grâce à ceux qu'il soutient, maintenant encore, inconditionnellement contre le poète; mais les autres ministres ne s'opposent pas à ce que la voix de celui-ci soit étouffée par d'autres moyens.

Après quoi, par une belle soirée de mai, un anonyme bonhomme du comitat de Somogy, accompagné de « quelques bons patriotes » et mobilisé par Mór Perczel, ce chef de la section de Police du Ministère de l'Intérieur, dont le radicalisme verbal ne saurait être surpassé, fait son apparition au Café Pilvax qui est le lieu de réunion le plus en vogue de la Jeunesse de Mars et y déclare, soutenu par « l'approbation décidée » de sa suite que ceux – tels Pálfi et Petőfi – qui osent dire le moindre mal sur le gouvernement « méritent une grave punition », car ils ne sont que de vulgaires « traîtres à la patrie ». Ensuite ce sont des milliers de nobles et de bourgeois du pays qui sont mis en branle: indépendamment de leur conviction libérale ou conservatrice, ils font parvenir des adresses d'un même acabit au gouvernement et se déclarent prêts à le défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang – s'il se décide à régler le compte de l'unique ennemi de la patrie, la gauche révolutionnaire.

Tout cela porte ses fruits. Lorsque la meute se met à ses trousses, Petőfi commence par se récrier: « Mon Dieu, si je suis coupable, je mérite l'échafaud plutôt que des galopins à l'âme en haillons pour me malmener de leur langue que, jusqu'ici, tels des chiens dociles frétilant de la queue, ils ont utilisée pour lécher les bottes seigneuriales de l'arbitraire régnant. » Car, « dans les circonstances désespérantes, si je clame que je n'ai pas confiance dans le ministère, cela ne peut m'être imputé comme crime que par ceux qui ignorent ce que c'est l'amour de la patrie ». Puis, le fait que « chaque patriote passant devant moi considère de son devoir de me jeter une pierre » lui fait comprendre que, pour l'instant, la grosse majorité ne se rend toujours pas compte de la grandeur de l'effectif danger de contre-révolution qui menace le pays, si bien qu'elle n'a pu encore s'apercevoir de l'insuffisance de la politique gouvernementale non plus. Il ne reste au poète que le choix de développer, dans un article de journal, pour se justifier, la thèse que « quiconque avertit la patrie que, là et là, un danger la menace ne saurait être son ennemi »; puis, aussi vite qu'il lui est possible, il rengaine une seconde fois son sabre.

Pourtant, il ne se détache pas autant de l'arène de la vie politique que la première fois, en avril. La cause principale en est certainement un rapprochement partiel sous l'effet du 10 mai et des événements après le 10 mai, des groupes précédemment de plus en plus dissociés de la Jeunesse de Mars, voire même que le cercle des critiques de gauche du gouvernement s'est sensiblement élargi, lorsque Teleki et ses compagnons sont passés à l'opposition.

De tels changements peuvent renforcer Petőfi dans l'idée qu'il a présentée avec insistance dans son discours du 12 mai, à savoir que le parlement à élire représentativement sera de composition passablement gauchiste et, de la sorte, en mesure d'exercer une saine influence sur la formation à venir de la politique gouvernementale. Une telle conviction doit naturellement le pousser à se lancer, fougueusement, dans la campagne électorale dès que le cabinet la déclare, enfin, ouverte.

Et, quand il ne réussit pas à emporter un mandat de député, quand il s'avère que ses espérances étaient sans fondement, que, dans le législatif, le gouvernement n'aura pas à affronter une opposition tant soit peu considérable, qu'au contraire il y aura une majorité écrasante — la nouvelle déception ne fait que pousser Petőfi à étendre et intensifier ses activités. La nouvelle assemblée nationale n'est donc même pas convoquée, mais, le 2 juillet, en compagnie de Pál Vasvári, il a déjà fondé le Club Démocrate, dont la dénomination empruntée au précédent Club de la Démocratie laisse prévoir que son but est de rassembler, enfin, en une seule organisation tous les membres de la Jeunesse de Mars, ceux qui ont fait, en sa compagnie, partie en mai du Club de Mars, mais ceux aussi qui ont pris une voie séparée et se sont ralliés au Club de la Démocratie. Un autre club de gauche, organisé par les frères Madarász, avec l'entente de Mihály Táncsics, éminent politicien, représentant de la paysannerie, se constitue sous le nom de Société d'Égalité. Ce club concentre avant tout les politiciens nobles radicaux, élus à l'assemblée nationale. Après quelques semaines, lorsqu'il devient connu que ce club rend possible une concentration encore plus large de la gauche, à l'exemple de la plupart des jeunes de mars, lui aussi, il demande adhésion à ce club, afin que plus rien ne sépare les divers groupes de l'opposition de gauche du gouvernement, que ceux-ci puissent agir dans une unité indéfectible et que la vigueur de leurs manifestations cohérentes puisse compenser la suprématie numérique de ceux qui se situent à droite.

Mais pendant ce temps, Petőfi subit de nouvelles déceptions l'une après l'autre. Il est vrai que, le 11 juillet, dans un enthousiasme incomparable et à l'unanimité totale, l'assemblée nationale donne mandat au gouvernement de recruter deux cent mille soldats et que ce rebondissement le berce, quelques instants dans l'illusion que

De nouveau, le Hongrois est hongrois,
Héroïquement, il se porte à l'avant
Et le monde, le vaste monde
Se prépare à voir des merveilles !

Mais ensuite, c'est Petőfi plutôt qui peut voir des « merveilles » et non de réjouissantes: le 22 juillet, à une énorme majorité, la Chambre des Députés

autorise le gouvernement à envoyer les premières recrues en Italie du Nord, pour y soutenir les troupes impériales, alors que, dans la vallée du Pô, celles-ci mènent, depuis le début, une guerre à objectifs contre-révolutionnaires contre les patriotes de Lombardie et de Vénétie qui apparaissent comme les alliés naturels de la révolution hongroise. Parallèlement, on publie dans la presse le projet de loi du ministre de la Guerre, Lázár Mészáros: il ne fait plus de doute que, selon les intentions du gouvernement, les deux cent mille recrues ne serviront pas à former des bataillons de honvéds, mais à porter les effectifs de paix des régiments hongrois de l'armée impériale au niveau des effectifs de guerre, ainsi qu'à créer des régiments de ligne nouveaux, mais également à fondre dans celle-ci.

Une partie importante des députés libéraux trouve, alors, qu'on commence à exagérer, ce qui ne doit pas être indépendant du fait que, lorsque le projet de loi est, dans la dernière semaine de juillet, portée devant la Chambre des Députés, les troupes autrichiennes ont, après quatre mois d'efforts pénibles, remporté une victoire décisive en Lombardie; la commission de la Chambre qui prépare les débats de la motion prend donc position, au cours des pourparlers préliminaires, pour d'importantes modifications du projet de Lázár Mészáros. Mais, quoique le groupe des députés libéraux entraînés tout d'un coup à gauche dans leur effarement s'élargisse d'importance, il n'arrive toujours pas à s'opposer totalement aux conceptions gouvernementales; par conséquence, lors de la préparation de la motion de la commission (puis au cours du débat de la Chambre), la majorité décide que les nouveaux corps d'armée à former avec les recrues doivent être des bataillons de honvéds, en même temps, cette majorité ne s'oppose non plus, à l'instant, au complément des régiments de ligne hongrois existants de l'armée impériale par des recrues.

Si donc, à la suite des élections parlementaires, Petőfi nourrissait encore quelque attente à propos des activités futures de l'assemblée nationale, si ses espérances ont même été renforcées par la décision du 11 juillet sur le recrutement, cette fois-ci, il peut se débarrasser définitivement de ses éventuelles illusions. A la vue des députés libéraux qui se détournent dans leur majorité toujours plus du gouvernement, il peut, certes, constater avec satisfaction que « les yeux s'ouvrent, désormais, de ces heureux rêveurs qui non seulement avaient confiance dans le ministère, mais, de plus, soutenaient aussi qu'il est seul en mesure de sauver la patrie ». Mais l'étendue de la fermentation qui se manifeste enfin dans les rangs des politiciens libéraux ne saurait guère le satisfaire. La majorité n'est plus immobile, mais son mouvement s'opère d'assez mauvaise grâce, comme si « l'ennemi ne commençait qu'à jeter, sur le Gange, le pont qui lui permettra sa marche sur nous ». En réalité, le danger est proche, imminent; si nous ne prenons pas très rapidement, pour l'écarter, des mesures très fermes, nous « serons perdus, mais de manière tellement ignoble comme aucune nation n'a encore été perdue ».

C'est ainsi que la conviction se fait, à cette époque, toujours plus profonde en Petőfi que si les yeux des « malheureux adorateurs du ministère » ne sont qu'en train de s'ouvrir, mais non encore dessillés et que, s'il n'y a personne d'autre pour accélérer le mouvement, c'est lui qui doit prendre l'initiative malgré l'éventuelle campagne de vengeance, pareille à celle du 12 mai, que cela peut susciter contre lui. Il se peut aussi que, au début d'août, Petőfi n'ait plus guère à craindre de la reprise des poursuites contre sa personne; précisément car, si les yeux ne sont pas encore dessillés, ils sont, tout de même, en train de s'ouvrir, ce qui apparaît non seulement des réactions de la Chambre lors du débat sur le recrutement, mais aussi de la prise de position d'un nombre croissant de libéraux: ceux-ci ne sont pas encore prêts à avouer qu'en mai « Petőfi avait parfaitement raison », mais ils commencent, tout de même, à reconnaître que, dans ces journées, « Petőfi n'avait pas tout à fait tort ».

Malgré tout, le poète ne saurait calculer à l'avance avec une totale certitude les échos favorables ou défavorables que sa nouvelle manifestation suscitera dans l'opinion publique. Mais, comme il a le sentiment que le lancement de l'attaque armée de la contre-révolution contre la Hongrie n'est, tout au plus, que question de quelques semaines, cette incertitude des réactions escomptables n'est plus suffisante pour le retenir; d'ailleurs, il ne se reconnaît qu'un seul principe directeur: « Que je sois, à l'avenir aussi, comme jusqu'ici, le martyr de ma conviction exprimée courageusement et avec intransigeance, plutôt que de devoir m'accuser de lâcheté. C'est avec moi-même que je veux vivre en paix et non avec le monde. » Donc, le 11 août, quand, réellement, la Hongrie n'est plus qu'à un mois de la charge de la contre-révolution, Petőfi affronte de nouveau l'opinion publique sur les colonnes du *Marczius Tizenötödike* et, à cette occasion, ne se prend pas uniquement au gouvernement, mais aussi à l'assemblée nationale, cela avec une véhémence même chez lui sans exemple:

« Depuis mille ans, la nation hongroise a souvent été à toute extrémité, mais je ne crois pas qu'elle l'ait jamais été plus que maintenant. »

« Nous nous sommes libérés de la compagnie de Metternich, nous voici avec le ministère Batthyány sur le dos. A ce propos, nous pouvons effectivement dire que nous avons changé notre cheval borgne pour un aveugle. Celui-là tendait à notre perte par ses activités, celui-ci la causera par son inactivité. »

Quant aux représentants de l'assemblée nationale! « Juste Dieu, une nation réveillée, enthousiaste, pleine d'esprit d'entreprise, résolue les délègue et les voici qui sont à se traîner, à marmonner en bavant, comme des invalides aux os rompus », si bien que « nous allons, tout d'un coup, nous apercevoir que ce n'est pas entre deux, mais entre quatre feux que nous sommes et que nous n'avons pas suffisamment de pompes d'incendie même pour éteindre la flamme d'une allumette ».

«C'est donc pour cela que nous avons souffert pendant mille ans, que nous avons sué des larmes et pleuré du sang, que nous avons traversé à tâtons, trébuchant la longue nuit du moyen âge, pour que maintenant, quand enfin l'aurore se lève, nous succombions éreintés, évanouis au bord du chemin, pour que les premiers rayons de l'aube des peuples tressent une couronne mortuaire sur le front de la Hongrie!»

«Que c'est triste, que c'est triste. Pourtant, voilà ce qui adviendra, si la nation ne se réveille pas le plus tôt possible et n'arrache pas à son gouvernement et à ses députés le pouvoir qu'il leur a remis de bonne foi, dont, en partie, ils n'ont su user et dont, en partie, ils abusent honteusement.»

Les jours suivants, dans ses poèmes comme dans des lettres adressées à ses amis, il ne cesse de répéter que «jamais nous n'avons eu d'assemblée et de ministère plus vils, plus oiseux que ceux que nous avons présentement», qu'ainsi «le plus grand ennemi se trouve dans nos rangs mêmes», que «les ennemis les plus invétérés de notre liberté et de notre grandeur future se trouvent ici-même, à Pest», que «les temps sont tristes», parce que «tes pères t'ont abandonnée, oh nation», qu'après tout cela rien ne serait plus compréhensible que si «on exterminait, en premier lieu, les ministres et l'assemblée».

Cela revient à dire que Petőfi — qui, auparavant, même au mémorable meeting du 12 mai, n'avait jamais soulevé l'idée d'une démission forcée du gouvernement Batthyány et qui réclamait avec insistance la convocation urgente de l'assemblée nationale, parce qu'il croyait encore que le cabinet aura beau s'ancrer à la conception erronée adoptée en avril, les députés sauront, avec le temps, le pousser sur la bonne voie — Petőfi ne pense même plus, après que la majorité libérale de l'assemblée nationale eut trompé maintes fois ses espoirs, à exiger, du gouvernement en place, une politique plus vigoureuse, voire même qu'il ne parle pas de le remplacer, éventuellement, par un autre cabinet parlementaire, mais lance le mot d'ordre du renversement simultané du gouvernement et de l'assemblée; or, cette prise de position n'est autre que l'appel à l'instauration de la dictature révolutionnaire.

Et, cette fois-ci, l'action du poète ne reste pas sans suites. Voici, par exemple, Ákos Birányi qui, au début d'avril et tout à l'opposé de Petőfi, se berçait d'illusions: si la Hongrie se contente des résultats du 15 mars, les conquêtes pourront, peut-être, être conservées sans guerre civile; maintenant, à la réunion plénière de la Société de l'Égalité, le 15 août, il se fait déjà l'écho de l'opinion du poète et déclare que, dans la situation donnée, à la suite de la victoire en Italie des troupes impériales, «l'absolutisme latent de Vienne n'a besoin que d'un soupçon de bon vent et, de nouveau, nous pourrions geindre sous le joug pendant trois cent années» — et à cette séance aucun membre de la Société ne met plus en doute le bien-fondé de cet avertissement. Dans les journées suivantes, la Chambre des Députés procède au débat du projet de loi sur le recrutement et sa majorité reçoit la motion selon laquelle une partie

seulement des nouvelles troupes sera organisée en bataillons de honvéds; à l'unanimité, les radicaux décident d'entrer en lice pour faire modifier les décisions prises, cela conformément à la proposition de Vasvári, après une initiative en ce sens de Petőfi à la réunion extraordinaire du 23 août de la Société de l'Égalité: c'est «l'opinion publique nationale» qu'il faut, désormais, dresser contre la majorité parlementaire!

Cependant, si — sur la base des paroles prononcées à cette réunion de la Société d'Égalité — certains libéraux sont enclins à déduire que les radicaux ont tous adoptés les mots d'ordre de Petőfi sur l'instauration de la dictature révolutionnaire aussi, ils ne feraient qu'exagérer grossièrement: à cette séance (et même pas chez Vasvári), même la pensée ne se manifeste pas de liquider le régime parlementaire et, pour terminer, les participants au débat concluent tout à l'opposé: c'est en faisant défiler les masses qu'il faut forcer l'assemblée à modifier la loi et à placer sous drapeaux hongrois l'ensemble de deux cent mille recrues. Il est vrai que, sinon en ce moment, mais plus tard, au début de septembre, la conviction de plus d'un, entre autres de Vasvári sera indubitablement que repousser l'attaque très proche de la contre-révolution pourrait être, en toute certitude, la tâche d'un gouvernement à former conformément aux principes de la dictature révolutionnaire; pourtant, les radicaux ne passent pas à une attaque dans cet esprit et restent dans l'expectative même le 10 septembre, quand — d'un instant à l'autre — en fait, les masses de Pest se mettent en mouvement. Ce jour-là, Petőfi parle du cœur de tous les radicaux, quand il proclame:

Le temps est enfin arrivé, quand
Nous allons montrer au monde entier,
Si nous sommes dignes de vivre,
Ou, plutôt, mûrs pour la mort?

Mais, le 10 septembre, les radicaux comprennent tous non seulement que le pays est arrivé à la limite du choix, mais aussi que c'est en vain que des masses aussi énormes que lors de l'inoubliable 15 mars les suivent et leur font confiance: ce camp n'est toujours pas suffisamment large — même pas approximativement — pour tenter avec quelque chance de succès d'installer une dictature révolutionnaire.

De la sorte, après et malgré le durcissement de la politique des radicaux au début de septembre 1848, l'assemblée nationale conserve des possibilités illimitées pour — enfin et effectivement — corriger elle-même ses erreurs du mois d'août. Et les élus, cette fois-ci, ne manquent pas de saisir cette opportunité: le 11 septembre, quand les troupes contre-révolutionnaires s'abattent pour de bon sur la Hongrie, le gouvernement Batthyány démissionne, reconnaissant par cela, après coup, le caractère erroné de sa ligne politique, tandis

que la Chambre des Députés décrète, dans l'une de ses résolutions prises sous l'effet des événements les plus récents, que les recrues seront toutes organisées, contrairement à la décision préalable, dans des bataillons de honvéd. Ce qui permet de soupirer d'aise même à ces radicaux qui, au cours des semaines précédentes étaient obsédés par l'idée que les dirigeants libéraux vont livrer le pays, sans défense aucune, à la contre-révolution; car ce qui arrive dans la salle de séance parlementaire du 11 septembre leur suggère que la grosse majorité de la noblesse libérale se refuse à abandonner sans combat toutes les conquêtes de la révolution, que leurs bévues d'auparavant n'étaient donc pas dues à leur indifférence à la cause de la révolution, mais uniquement à leur aveuglement à l'égard de la contre-révolution et que, au moment où le danger latent de celle-ci est devenu un fait tangible, il n'y a plus à craindre la répétition de pareilles erreurs.

Ce qui fait que, par conséquence, l'idée de la dictature révolutionnaire est encore plus profondément ensevelie: à partir du 11 septembre, voyant «le beau et rutilant costume de guerre» que l'assemblée nationale a revêtu ce jour-là, même Petőfi ne parle plus d'évincer complètement du pouvoir la noblesse libérale, il se dépense, entièrement en accord déjà avec les autres radicaux, à faire remplacer le gouvernement Batthyány par un cabinet capable de tenir solidement les rênes, mais toujours issu du sein du parlement et composé, à côté des libéraux, de membres radicaux aussi. Or, dans les circonstances données, quand les masses en mouvement à partir du 10 septembre suivent encore pendant des semaines Petőfi et ses compagnons, quand les libéraux acceptant le combat d'auto-défense se voient enfin contraints à reconnaître la justesse des avertissements précédents lancés par la gauche, aussi bien que la nécessité d'une coopération, à l'avenir, avec celle-ci, ces aspirations peuvent être imposées: le 8 octobre, sous le nom de Comité National de la Défense de la Patrie, le nouveau gouvernement fondé sur l'alliance des libéraux et des radicaux peut entrer en fonctions pour réussir ensuite, sinon à assurer la victoire finale de la révolution, du moins à changer le pays entier en un camp de guerre et à empêcher de cette façon même la contre-révolution finissant par triompher à respecter plusieurs des conquêtes fondamentales de la révolution. Ajoutons que, selon les réalités, il ne serait d'ailleurs pas possible d'installer, en Hongrie de 1848, un gouvernement plus à gauche.

Ainsi, en automne 1848, après tant d'échecs, Petőfi peut encore une fois avoir le sentiment d'un grand succès. Mais celui-ci, justement, parce que, dans le pays d'alors, on ne saurait avoir de gouvernement plus à gauche que le Comité National de la Défense de la Patrie, lui ôte immédiatement toute possibilité de nouveaux succès politiques à l'avenir. Toutefois, de nouveaux échecs ne le menacent également pas, lui, le plus grand révolutionnaire hongrois de 1848. Comme s'il était, lui-même, conscient que sur le champ de bataille politique il n'a plus à se battre, il change, dès l'avènement du Comité

de la Défense de la Patrie, le sabre qu'il tient depuis le 15 mars pour celui de l'officier de l'armée de honvéds. Et ce geste conduira l'homme jusque-là indispensable à la politique hongroise, mais désormais devenu superflu sur une voie qui lui permettra de se sauver de la mort *politique*.

Петёфи и либеральные руководители венгерской революции 1848 года

ДЬ. ШПИРА

Резюме

13-го марта 1848 г., когда Петёфи писал свою «Национальную песнь», он еще не собирался вызвать революционный взрыв, а хотел лишь оказать помощь политическим деятелям либерального дворянства в их борьбе против консервативного крыла в сословном государственном собрании в Пожони. И все же узнав о победе революции в Вене, Петёфи становится инициатором пештского революционного взрыва 15-го марта. Однако и тогда он еще не стремился к захвату руководства революционным движением, ибо хорошо знал, что стоявшая за ним группа мартовской молодежи недостаточно сильна для того, чтобы взять на себя руководящую роль. Подобная попытка, по его мнению, не имея шансов на успех, лишь толкнула бы в лагерь контрреволюции даже либеральных сторонников буржуазных преобразований.

Таким образом Петёфи уже 15-го марта примиряется с тем, что большинство членов создаваемого в результате победы революции пештского революционного комитета представляют либералы. И в последующие недели он стремится лишь к тому, чтобы угрожая народными движениями побуждать либералов в государственном собрании к возможно более последовательным действиям, остерегаясь в то же время оказать на них такое давление, которое могло бы отбросить их во враждебный лагерь. Только в конце марта, когда Габсбурги предпринимают попытку существенно урезать самостоятельность находившегося в стадии образования парламентарного правительства Венгрии, и в этих целях венский двор отказывается утвердить законы, определившие круг функций (компетенции) венгерского правительства, Петёфи незамедлительно выдвигает лозунг о введении республиканской формы государственного правления, т.е. лозунг полного разрыва с Габсбургами. В этот момент, однако, — и не в последнюю очередь как раз под впечатлением этого выступления Петёфи — двор отступает; подобный поворот порождает — не только у либералов, но и у части мартовской молодежи — такие иллюзии, что Габсбурги теперь уже окончательно признали результаты революции. Сам Петёфи, будучи полностью свободным от подобного рода иллюзий и считавшийся с возможностью повторения в будущем только что сорванной контрреволюционной попытки, до поры до времени настраивается на примирительный лад во имя того, чтобы в случае нового выступления контрреволюции лагерь революции мог взять брошенную ему перчатку в состоянии единства, а не внутреннего разлада.

Однако перемена в тоне выступлений Петёфи имела своим следствием обстоятельство, что вслед за частью мартовской молодежи, разделявшей иллюзии, от него начали отдаляться и те представители мартовской молодежи, которые, подобно ему самому, полностью сознавали масштабы контрреволюционной угрозы, но в противоположность Петёфи, не были в состоянии терпеливо и трезво принять к сведению тот факт, что либеральные руководители революции и сами члены правительства Баттяни слепо не замечали контрреволюционных приготовлений Вены. Вследствие этого указанная группа молодежи, не желая принять во внимание тактические соображения Петёфи организовала целую серию демонстраций против контрреволюционеров, занимавших высокие посты с согласия правительства. В ответ на эти выступления барон Игнац фон Ледерер, главнокомандующий войсками в Венгрии, 10-го мая на глазах министров устроил резню среди демонстрантов, шествовавших мимо резиденции Ледерера. Наглость контрреволюционеров, однако, побуждает к действию теперь уже и Петёфи: выступая на митинге 12-го мая он говорит о бессилии правительства и требует создания венгерской армии, независимой от императорской армии, а также скорейшего созыва нового государственного собрания, основанного на принципе народного представительства, с тем, чтобы оно могло взять под строгий контроль действия правительства.

Однако Баттьани и его сторонники сначала упорно отклоняли требования Петёфи. Через некоторое время государственное собрание все же было созвано, но большинство его поддерживало политику правительства, направленную на достижение соглашения с Веной; так, собрание хотя и одобрило законопроект о призыве двухсот тысяч рекрутов в целях обороны страны, но в то же время согласилось с тем, чтобы часть этих новобранцев была использована для пополнения венгерских линейных полков императорской армии, находившихся под командованием контрреволюционных офицеров. Таким образом Петёфи пришлось разочароваться в своих надеждах, связанных с деятельностью государственного собрания. В связи с этим в газетной статье, опубликованной 11-го августа, он выступает одновременно и против правительства и против государственного собрания, настаивая на немедленном устранении правительства с одновременным роспуском государственного собрания. Таким образом этим неожиданным поворотом Петёфи уже тогда, т.е. в августе 1848 г. выступает за введение революционной диктатуры.

События последующих недель положили начало брожению и в рядах либералов, которые в течение долгого времени заблуждались насчет истинных намерений Габсбургов, оставаясь впрочем верными делу революции. Когда же в сентябре 1848 г. императорские войска приступили к военным действиям с целью подавления венгерской революции, а правительство Баттьани признав ошибочность своей прежней политической линии, подало в отставку, государственное собрание, исправляя собственные ошибки, провозгласило: из новобранцев, призываемых на военную службу, должны быть сформированы независимые от императорской армии полки хонведов. Вслед за тем государственное собрание передает правительственную власть Комитету защиты родины, избранному частично из либеральных и частично из радикальных политических деятелей. После этого Петёфи предчувствуя как бы, что этим актом венгерскую революцию отныне возглавил такой правительственный орган, левее, радикальнее которого в тех условиях в силу сложившегося тогда соотношения классовых сил не представлялось возможным создать, — навсегда покидает политическую сцену, вступив в ряды армии хонведов.

Beiträge zum Versuch der Bildung einer Gruppe von kirchlichen Geschichtsschreibern im Ungarn der 1860er Jahre

Von

F. RÖTTLER

In der Epoche der wissenschaftlich-technischen Revolution, in der Hunderte von Universitäten und Forschungsinstitute im Dienst der Wissenschaft stehen und sich eine spezielle Disziplin mit der Ausbildung von Fachleuten befaßt, ist es heute noch ein Problem, die jungen, angehenden Wissenschaftler in die Geheimnisse ihres Fachs einzuführen, ihre Tätigkeit mit den bereits wirkenden Arbeitsgruppen oder mit dem Wirken einzelner großer Forscher zu verbinden.

Die Ansätze einer schnelleren Entwicklung der Wissenschaften, somit auch der Geschichtswissenschaft in Ungarn können in die Mitte des 19. Jahrhunderts gesetzt werden. Die Entfaltung der ungarischen bürgerlichen Geschichtsschreibung begann im großen und ganzen in der Periode der bürgerlichen Entwicklung in Ungarn, als wirtschaftliche und gesellschaftliche Wandlungen eine große Wirkung auf die politischen Verhältnisse der Zeit ausübten. Diese Wandlungen beeinflussten auch die jungen Historiker zu Beginn ihrer Laufbahn. Eines der Ziele unserer historiographischen Forschungen ist, die Entstehung und Tätigkeit der bedeutenderen Richtungen und Gruppen der Geschichtsschreibung aufzudecken. In unserer vorliegenden Studie verfolgen wir das Aufkommen der Gruppe der sog. *kirchlichen Geschichtsschreiber*¹ bzw. den Beginn der Laufbahn eines jungen geistlichen Historikers.

Die katholische Kirche in Ungarn hatte während der langwierigen Gegenreformation ihre Reihen geordnet und — wenn auch nicht lückenlos — ihre früheren wirtschaftlichen, kulturellen und politischen Positionen wiedererlangt. Doch im ausgehenden 18. Jahrhundert wurde unter dem Einfluß der Aufklä-

¹ In der vorliegenden Studie berichten wir über die zeitweilige Zusammenarbeit kirchlicher Geschichtsschreiber (vornehmlich über eine Gruppe katholischer geistlicher Historiker). Die Triebkraft bei der Herausbildung der Gruppe war die gleiche Rechtsstellung der Geistlichen (sie waren alle Pfarrer der Esztergomer Diözese) und ihr gemeinsames geschichtliches Interesse. Bis Mitte der 1870er Jahre hatten sie die Möglichkeit, eine einheitlich ausgerichtete Geschichtsanschauung erfolgreich zu vertreten. Ihre Weltanschauung und soziale Stellung wichen jedoch so sehr voneinander ab, daß sie nur zu Beginn zusammenarbeiten konnten.

Über die Anhänger dieser Richtung bzw. Gruppe und über das Wesen ihrer Tätigkeit sind noch keine Studien erschienen. Über einige Kriterien dieser Gruppe vgl. F. RÖTTLER: *Beiträge zur Kritik der Historiographie des frühen Mittelalters. Über die Geschichtsanschauung László Erdélyis*. Annales Universitatis Budapestinensis, Sect. Hist. Tom. III, 15. Budapest 1961, S. 121—152.

rung und der Josephinischen Kirchenpolitik ihre Stellung wieder geschwächt. In der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts ließ der in Ungarn herrschende liberale Geist keinerlei erfolgversprechende kirchliche »Gegenangriffe« zu. Die Zeit nach der Niederschlagung des ungarischen Freiheitskampfes 1848/49 begünstigte jedoch eine konservative kirchliche Restauration und man unternahm den Versuch, das »fluchbelastete« Erbe des Josephinismus zu liquidieren.

Bei diesem Restaurationsprozeß spielten auch die kirchliche Geschichtsschreibung bzw. ihre Vertreter eine wichtige Rolle. Sie hatten die historische Vergangenheit der katholischen Kirche zu rechtfertigen, die katholische Geschichtsauffassung zu propagieren und zu diesem Zweck auch auf den verschiedenen Foren der Forschungen und des Unterrichtswesens in Ungarn eine Rolle zu übernehmen.

Die Vertreter dieser Richtung müssen wir in erster Linie unter den geistlichen Historiographen suchen, u. E. haben wir aber ihnen auch jene weltlichen Geschichtsschreibern, Publizisten, Schriftsteller usw., die sich der katholischen Kirche verschrieben hatten, zu ihr enge Beziehungen unterhielten und von den Lehrstühlen, in den Spalten der Zeitungen und Zeitschriften die konservative kirchliche Geschichtsauffassung — fügen wir hinzu: mit großer Breitentwicklung — vertraten. Trotz der gemeinsamen welt- und geschichtsanschaulichen Grundlagen war diese Richtung — dies sei schon hier betont — hinsichtlich der gesellschaftlichen Stellung wie der politischen Auffassung ihrer Angehörigen sehr differenziert.

Stellung und Politik der katholischen Kirche zur Zeit des Dualismus ist in den Details noch unerforscht. Demzufolge sehen wir heute noch nicht klar alle Beweggründe und Komponenten des Aufschwungs der kirchlichen Historiographie. Wir sind der Meinung, daß wir in Ermangelung einer Zusammenfassung mit der Darlegung von Einzelheiten beginnen müssen, in der Hoffnung auf eine spätere Synthese. Den Beginn der Laufbahn von *Vilmos Fraknói*² kann man als ein solches Moment betrachten. Er war bei der Gründung der

² *Vilmos Fraknói* (1843—1914) wurde von Bálint Hóman der »geistige Vater« der kirchlichen Geschichtsschreibung genannt; vgl. B. HÓMAN: *A magyar történetírás új útjai* (Die neuen Wege der ungarischen Geschichtsschreibung). Budapest 1931, S. 32. Sein Lebenslauf wurde noch nicht geschrieben, einige biographische Angaben bringt A. BERZEVICZY: *Fraknói Vilmos ig. és t. tag emlékezete*. A MTA elhunyt tagjai fölött tartott emlékezésedek (In memoriam Vilmos Fraknói, Direktor und ordentliches Mitglied. Gedenkreden auf die verstorbenen Mitglieder der Ungarischen Akademie der Wissenschaften [des weiteren UAW]). Bd. XX, Nr. 2, Budapest 1927 (im weiteren *Emlékezésedek*). Seine Angaben beziehen sich vorwiegend auf die Zeit, als Fraknói bereits ein bekannter Wissenschaftler war. Die Angaben über seine Jugend sind ungenau und mangelhaft. L. TÓTH: *Fraknói Vilmos*. Magyar Könyvszemle, Jhg 1924, S. 98—105, Sonderdruck 1925. Eine nekrologartige Schrift mit wenigen biographischen Angaben. A. ZELLIGER: *Egyházi írók Csarnoka. Esztergom Főegyházmegyei papság irodalmi munkássága* (Die Halle der kirchlichen Schriftsteller. Die literarischen Werke der Geistlichen der Esztergomer Diözese). Nagyszombat 1893, S. 135—141. Außer einigen biographischen Daten eine fast vollständige Bibliographie (bis einschließlich 1891). Vgl. auch J. SZINNYEI: *Magyar írók élete és munkái* (Leben und Werke ungarischer Schriftsteller). Bd. III, Budapest 1894, S. 702—712; F. RÖTTLER: *Fraknói Vilmos történetírói pályakezdése* (Beginn der historiographischen Laufbahn Vilmos Fraknois). Századok 1969, S. 1048—1076.

Ungarischen Historischen Gesellschaft (Magyar Történelmi Társulat) zugegen, war Redakteur der kirchengeschichtlichen Zeitschrift »Új Magyar Sion« (Neues Ungarisches Zion), unterrichtete im erzbischöflichen Gymnasium zu Nagyszombat (Trnava, Thyrnau) und im Priesterseminar von Esztergom (Gran). In den späteren Jahren war er einer der profiliertesten Vertreter der Geschichtsschreibung zur Zeit des Dualismus, dessen umfangreiches Lebenswerk schon zu seiner Zeit viele Widersprüche hervorrief. Seine große Wirkung ist aber bis zum heutigen Tag unbestritten.

Vilmos Fraknói wurde am 27. Februar 1843 in Ürmény (Komitat Nyitra) geboren, wo sein Vater Dr. Sándor Frankl — Arzt auf dem Gut des Grafen Hunyadi war. Die jüdische Familie trat 1845 zum katholischen Glauben über. Vilmos Frankl nahm erst nach dem Tode seines Vaters, Anfang 1874 den ungarischen Namen Fraknói an.³ Vilmos Fraknói wurde ohne sein Wissen getauft (er war damals zwei Jahre alt), doch schon während seiner Schulzeit wurde er durch die Tatsache beeinflußt, daß er Konvertit war. Wir kennen nicht alle Gründe für seine Berufswahl; sein Entschluß mag von seinem Milieu, seinen geistlichen Lehrern oder einem seiner Patres mitbestimmt worden sein. In seiner Biographie Péter Pázmány's schrieb er mit dem Anklang eines Selbstbekenntnisses: »Der religiöse Enthusiasmus, der die Seele der *Convertiten* aus Überzeugung in höherem Maße erfüllt, bewog ihn, in die Reihe jener zu treten, in denen er die würdigsten Vorbilder sah.«⁴ Neben all dem trug auch die Erkenntnis zu seiner Entscheidung bei, daß die Priesterseminare zu jener Zeit eine hervorragende Möglichkeit zum Erwerb von Wissen und zur Entfaltung der Fähigkeiten boten.

Seine Grund- und Mittelschulen absolvierte er in Nagyszombat und Esztergom, hier hat er um Aufnahme unter die Seminaristen. Er war noch keine 16 Jahre alt, als sein Namen unter denen der Hörer des ersten Semesters der Pester theologischen Fakultät angeführt wurde.⁵ Seine theologischen Studien beendete er 1862, studierte aber noch zwei Jahre Philosophie an der Pester Universität. Nach Abschluß seines Universitätsstudiums wurde er Lehrer am erzbischöflichen Gymnasium in Nagyszombat, von wo er nach einem Jahr als Lehrer für Kirchengeschichte und Philosophie an das Priesterseminar in Esztergom versetzt wurde.

³ BERZEVICZY: a. a. O. S. 5; SZINNYEI: a. a. O. S. 702. Über die Namensänderung vgl. auch: Dr. Frankl Vilmos — Dr. Fraknói Vilmos m. t. *akadémiai osztálytitkár*. BM 11260—74. Századunk névváltoztatásai 1800—1893 (Dr. Vilmos Frankl — Dr. Vilmos Fraknói, Klassensekretär der UAW. BM 11260—74. Namensänderungen in unserem Jahrhundert 1800—1893). Budapest 1895, S. 80. In unserer Studie benutzen wir, ausgenommen in Zitaten und Fußnoten, nur den Namen Fraknói.

⁴ V. FRANKNÓI: *Pázmány Péter. Magyar Történelmi Életrajzok* (Ungarische historische Lebensläufe). Budapest 1886, S. 18. Pázmány wurde mit 13 Jahren katholisch getauft und trat vier Jahre später in den Jesuitenorden ein.

⁵ E. HERMANN—E. ARTNER: *A Hittudományi Kar története*. (Die Geschichte der Theologischen Fakultät) 1635—1935. Budapest 1938, S. 409 [im weiteren: Artner].

Für den Beginn von Fraknói Laufbahn als Priester und Geschichtsschreiber waren die Pester Universitätsjahre von ausschlaggebender Bedeutung. Als er mit seinen theologischen Studien begann, herrschten an der Theologischen Fakultät — wie an den übrigen Fakultäten — unsichere politische und wissenschaftliche Zustände. Die Krise und der spätere Sturz der Willkürherrschaft des Neoabsolutismus, der Landtag von 1861, die Möglichkeit für eine Regelung und einen Ausgleich wirkte sich auch auf die Universitäten aus.

Die Theologische Fakultät nahm Mitte der 50er Jahre den Kampf um die Wiedererlangung ihrer Selbständigkeit, für die völlige Anerkennung der theologischen Wissenschaften und im allgemeinen für die Sicherung des Priesternachwuchses auf erwünschtem Niveau auf. Als erstes Anzeichen einer Wandlung führte man 1858 an der Fakultät neue Lehrpläne ein. Der Übergang zum Unterricht in ungarischer Sprache begann. Im Konkordat vom Jahre 1855 wurde u. a. auch die finanzielle Unterstützung der unter kirchlicher Aufsicht stehenden Schulen geregelt. So drängte die Theologische Fakultät innerhalb der Universität auf die Anerkennung des katholischen Charakters der Universität, vor allem um die größeren finanziellen Möglichkeiten zu gewährleisten. Doch die anderen Fakultäten und das Kultusministerium wollten die Struktur der Universität nicht ändern.⁶ Wir sind zwar noch weit von den kirchenpolitischen Kämpfen der zweiten Hälfte des Jahrhunderts, doch die Lehrbeauftragten und Hörer der Theologischen Fakultät — unter ihnen Vilmos Fraknói — konnten schon »Vorstudien« zur Theorie und Praxis der späteren politischen Kämpfe betreiben.

Der herrschende Geist an der Fakultät und seine Lehrer gaben Fraknói die ersten Anregungen zu seiner späteren kirchenpolitischen Einstellung und Tätigkeit. Wer aber konnte ihn darin fördern, die Laufbahn eines Historikers zu ergreifen? Bei der Beantwortung dieser Frage können wir als Orientierung seine eigenen Worte anführen, denn über den Beginn seiner Laufbahn als Geschichtsschreiber bekannte er in der Gedenkrede anlässlich des Ablebens von Mihály Horváth (1879): »Welche Einflüsse weckten in seiner Seele die Berufung zum Geschichtsschreiber? Und fand sich jemand, der durch seine Anleitung behilflich war, die Hindernisse des Anfangs zu überwinden? Wir wissen es nicht. Es ist sehr wahrscheinlich, daß auch ihm, *wie den meisten von uns* (von mir hervorgehoben — F. R.) die die heutigen reichen Hilfsmittel der wissenschaftlichen Ausbildung entbehren mußten, ohne Schule und Meister, ringend mit den unzähligen Schwierigkeiten der *Naturalisten und Autodidakten* (von mir hervorgehoben — F. R.) nur die eigene Begeisterung Kraft verlieh, die

⁶ ARTNER: a. a. O., S. 392 f. GY. LINDER: *A magyar egyházpolitika* (Die ungarische Kirchenpolitik). I. Budapest 1894; I. RÉVÉSZ: *Fejezetek a Bach-korszak egyházpolitikájából* (Kapitel zur Kirchenpolitik in der Bachperiode). Budapest 1957, S. 19 f.

eigene Einsicht den Weg wies.«⁷ Auf dem Höhepunkt seiner Laufbahn — 1901 — kam er wieder auf die Schwierigkeiten dieser Anfangsjahre und auf das Fehlen einer »Schule« zu sprechen. Im Nachruf auf Sándor Szilágyi schrieb er: »Als er sich dazu entschloß, sein Leben der Erforschung vergangener Jahrhunderte zu widmen, trat er diesen Weg ohne bestimmten Reiseplan an. Diesen Mangel teilen wir alle mit ihm, die als *Autodidakten das Feld der Geschichtsschreibung betraten* (von mir hervorgehoben — F. R.). In Ermangelung der Hinweise von Meistern und einer entsprechenden Vorbereitung vermochten wir über den Stand der Wissenschaft nicht richtig orientiert, zur Beurteilung unserer Kräfte nicht fähig zu sein.

So waren bei der Wahl unserer Aufgaben die Chancen des Zufalls, uns in die Hände geratene neue Quellen, gesetzte Preisfragen, Aufträge von Redakteuren und festliche Anlässe maßgebend. Daraus entstanden uns viele Nachteile. Oft übernahmen wir Aufgaben, die unsere Kräfte überstiegen, oder verrichteten Arbeiten, für die der Zeitaufwand nur zu schade war. Dabei lähmten der meist unüberbrückte Übergang von der einen Epoche zur anderen, die Beschäftigung mit gänzlich verschiedenen Themen, ich könnte auch sagen: Hast und Überstürzung unsere Arbeitskraft.«⁸

Fraknói studierte sechs Jahre an der Pester Universität. Ist also seine Behauptung nicht übertrieben, er habe seine Arbeit ohne Meister und Anleitung begonnen? Verließ er wirklich als Autodidakt die damals bereits mehr als 200jährige Pester Universität?

In seiner angeführten Arbeit schrieb Edgar Artner, das wissenschaftliche Niveau der Theologischen Fakultät sei befriedigend gewesen, unter den Lehrbeauftragten habe es mehrere anerkannte Gelehrte und Professoren gegeben. Dementsprechend hätten die Studenten jedwede fachliche und pädagogische Hilfe für ihre künftige Tätigkeit erhalten. Einige Zeitgenossen jedoch — vornehmlich, die das interne Leben der Theologischen Fakultät gut kannten — waren anderer Meinung. Eine in Nagyszombat erscheinende katholische Zeitschrift beispielsweise schrieb zu dieser Frage: »Man hört viele Beschwerden gegen die Pester Universität. Die niedrige Zahl der Professoren und Lehrstühle befriedigt niemanden . . . Man beklagt sich über die Professoren. Es heißt, viele von ihnen stünden nicht auf der Höhe der Wissenschaft . . . Kann denn die theologische Wissenschaft dort gedeihen, wo sich der Professor nach einer Tätigkeit von 10–15 Jahren als Kanonikus zur Ruhe setzt? Wenn sich einer auf dem Catheder nur solange abquält, bis er Kanonikus wird, dann aber dem

⁷ V. FRANKÓI: *Horváth Mihály emlékezete* (Gedenken an Mihály Horváth). Budapest 1879, S. 8. Vorgelesen in der Sitzung der Magyar Történelmi Társulat (Ungarische Historische Gesellschaft) am 6. März 1870.

⁸ V. FRANKÓI: *Emlékezés Szilágyi Sándor r. tag felett* (Gedenkrede auf das ordentliche Mitglied der UAW, Sándor Szilágyi). *Emlékezések*, Bd. XI, Nr. 4, Budapest 1902, S. 10. Vorgelesen in der Generalversammlung der UAW am 26. November 1901.

Unterricht und der Pflege der Wissenschaft den Rücken kehrt, von dem kann die geistliche Wissenschaft begreiflicherweise außer einigen belanglosen Artikeln kaum etwas anderes erwarten.«⁹

Unserer Ansicht nach spiegelt der Inhalt des Artikels — bei aller subjektiver Überspitzung — annähernd die wahre Lage wider. Die Theologische Fakultät gehörte zu jener Zeit keineswegs zu den bedeutenden wissenschaftlichen Wirkungsstätten. Sie hatte — selbst im Vergleich zur Philosophischen Fakultät — keine überragenden Gelehrten. Einige Professoren jedoch boten die pädagogische Hilfe, auf die sich die begabtesten Studenten als Anleitung beim Beginn ihrer Laufbahn stützen konnten. Zur besseren Orientierung stellen wir die Lehrer des jungen Fraknói vor, die auf die Herausbildung seiner Anschauungen und Methoden Einfluß ausübten.

Die Kirchengeschichte wurde 1853—59 von *János Zalka* gelesen.¹⁰ Seine kirchengeschichtliche Tätigkeit war in diesen Jahren unbedeutend, »er zeigte keine besondere Neigung für die Geschichte«. Kleinere Artikel — diese befaßten sich zum Teil mit Kunstgeschichte — veröffentlichte er in verschiedenen kirchlichen Zeitschriften. Auch sein Nachfolger, *Ferenc Laubhaimer*, übte keine literarische Tätigkeit aus. Aus dem Obigen folgt, daß der junge Vilmos Fraknói von den Professoren der Kirchengeschichte tatsächlich keine Anregungen erhalten konnte.¹¹

Unter den Lehrkräften der Theologischen Fakultät fanden sich aber auch Persönlichkeiten, die, obgleich nicht durch ihre wissenschaftliche Tätigkeit, so durch ihre große pädagogische Ausstrahlung das Interesse jener wenigen zu lenken und zu fördern vermochten, die den Weg der Wissenschaft beschrei-

⁹ Havi Szemle, Nagyszombat, Jg. 3, Nr. 7, 1869, S. 421 f. Der Artikel ohne Unterschrift trug den Titel »*A pesti M. Kir. Egyetem Hittani Kara és a Központi Papnövelde*« (Die Theologische Fakultät der Ung. königl. Universität Budapest und das Zentrale Priesterseminar). Der Verfasser war wahrscheinlich P. HATALA (1832—1918), Professor für Pastoraltheologie. Durch seine liberale kirchenpolitische Auffassung machte er sich viele Feinde, doch ebenso viele Freunde. Die Havi Szemle / Szabad Egyház redigierte er zusammen mit T. PRILEVSKY. Nach einem kurzen Bestehen ging das Blatt im Januar 1870 ein. Der Artikel wird auch von ARTNER erwähnt (S. 419), doch ohne den Passus, der sich gegen die Fakultät richtet.

¹⁰ *Ev. J. Zalka* (1820—1901). 1859 Kanonikus in Esztergom, danach als Nachfolger von J. Simor von 1867 bis zu seinem Tode Bischof von Győr. Über sein Leben und literarisches Wirken vgl. ZELLIGER: a. a. O. S. 566—569. Er hielt sich für einen Geschichtsschreiber, doch in seinen späteren Schriften erreichte er nicht einmal das Minimum des damaligen wissenschaftlichen Niveaus. Seine Tätigkeit als Förderer der Wissenschaft war viel positiver.

¹¹ Bibelkunde wurde von S. Márkfi und J. Samassa gelesen. Jener, ein Benediktiner war einer der hervorragendsten Professoren an der Fakultät. In Anerkennung seiner wissenschaftlichen Aktivität wurde er zum Mitglied der Akademie gewählt. Samassa hatte keine wissenschaftlichen Ergebnisse aufzuweisen: 1873—1912 war er Erzbischof von Eger. Fraknói und Samassa hegten gegeneinander eine Antipathie, jeder ging seinen eigenen Weg, wobei sie Zusammenstöße zu vermeiden suchten. V. Fraknói an A. Ipolyi. Pest, 1. Juli 1873. Országos Széchényi Könyvtár Kézirattára, Levelestár (Manuskriptenarchiv der Nationalbibliothek Széchényi, Briefarchiv; im weiteren OSZKK Levelestár). Fraknói—Ipolyi. Budapest, 22. Juli 1875. OSZKK Levelestár; Fraknói—B. Tárkányi, Budapest, 1. Juli 1885. OSZKK Levelestár; Fraknói—Tárkányi o. D. (6. Oktober 1881) OSZKK Levelestár.

ten wollten. Unter ihnen übte *János Pollák*, Professor für Bibellehre an der Theologischen Fakultät, den größten Einfluß auf Fraknói aus.¹²

1861 wurde Pollák die Leitung der Redaktion der »Religio« übertragen und nach einer einjährigen Tätigkeit formulierte er sein eigenes und das Programm seines Blattes: »Im Lager Zions«, schrieb er, »haben gleichsam als Vorhut die Geschütze des Gegners denen angezeigt, die vielleicht Macht genug haben werden, diese zerstörenden Waffen, wenn auch nicht abzurüsten, doch zumindest zu entschärfen . . . , und auf dem Gebiet von Religion, Moral, Recht und Gemeinschaft der Kirche allen Ränken, von wem und woher sie auch ausgehen mögen, ohne Zögern entgegenzutreten.«¹³ Gegen die auch im kirchlichen Lager spürbare und erstarkende liberale Auffassung sowie gegen alle Angriffe von außen leitete er die Zeitschrift im polemischen Geist. Darum veröffentlichte er z.B. den vollen Wortlaut einer politischen Flugschrift von Vilmos Fraknói, die zuerst in der Zeitschrift »Idők Tanúja« (Zeuge der Zeit) erschienen war.¹⁴ Diese Veröffentlichung ist ein Beweis dafür, daß er auch derartige Bestrebungen seines Schülers unterstützte. Er half Fraknói bei dessen wissenschaftlicher Tätigkeit auch auf andere Weise. Als er von János Török die Herausgabe der in der Betreuung der »Szent István Társulat« (St. Stephan-Gesellschaft) herausgegebenen »Egyetemes Magyar Encyclopaedia« (Ungarische Universal Enzyklopädie) übernahm, forderte er Fraknói auf, einen Teil der kirchengeschichtlichen Artikel zu schreiben.¹⁵

Der Einfluß und die leitende Rolle János Polláks wurden von den Zeitgenossen hoch eingeschätzt. Nach Edgar Artners Meinung wurde Pollák von den Zeitgenossen Ipolyi vorangestellt. Obwohl wir das für eine gewisse Übertreibung halten, hatte der Geschichtsschreiber der Theologischen Fakultät darin recht, daß Polláks Bedeutung von der Nachwelt nicht richtig bewertet wurde.

Während seiner theologischen Studien trat Fraknói auch mit Pál Palásthy und György Schopper in näheren Kontakt.¹⁶ Auch *Palásthy* war kein

¹² *J. Pollák* (1824–1884) war Lehrer am Pécs-er Seminar. Von hier kam er an die Budapester Theologische Fakultät, wo er bis 1868 unterrichtete. Sein geistiger Nachlaß ist vorwiegend in der von ihm redigierten Zeitschrift »Religio« zu finden. Ein großer Teil davon waren kirchenpolitische Publikationen, die unter dem Titel »Havi Szemle« erschienen.

¹³ »Religio«, 15. Januar 1862.

¹⁴ »Unser vorzüglich bekannter junger Historiker, *Vilmos Frankl*, veröffentlichte in »Idők Tanúja« (Zeuge der Zeit) einen Artikel über den katholischen Charakter der Universität. Wegen des öffentlichen Interesses halten wir es für zweckmäßig, den Artikel auch in unserem Blatt zu bringen.« — »Religio«, 12. März 1862.

¹⁵ Ab Band V (1866) nahm Fraknói an der Arbeit teil und beendete als Polláks Nachfolger (1871) die Serie. Über die Enzyklopädie siehe A. NOTTER: *A Szent István Társulat története* (Geschichte der St. Stephan-Gesellschaft). Budapest 1904.

¹⁶ *P. Palásthy* (1825–1899) war Lehrer am Priesterseminar in Kassa (Kaschau, Kosice). An der Theologischen Fakultät las er von 1855–1871 Sittenlehre. 1871 Domherr in Esztergom und seit 1886 Weihbischof des Erzbischofs von Esztergom.

Gy. Schopper (1819–1895), seit 1848 Lehrer am Esztergomer Seminar, lange Zeit (1855–1868) unterrichtete er an der Budapester Universität, danach Domherr in Esztergom (1868) wurde (1872) Bischof von Rozsnyó (Rosenau, Rožňava). Seine Biographie vgl. ZELLIGER: a. a. O. S. 467–68.

gelehrter Geist, seine Tätigkeit wurde auch durch die Professorenlaufbahn nicht in dieser Richtung beeinflußt. Er beteiligte sich jedoch an den internen kirchlichen und kirchenpolitischen Kämpfen, und darin war er einer der Lehrmeister Vilmos Fraknói. Als Herausgeber der »Religio« unterstützte Palásthy 1864–68 den Gedanken des Ausgleichs, allerdings mit dem Vorbehalt, daß die Hegemonie der katholischen Kirche auch weiterhin bestehen bleibe, sich die vom Ausland übernommenen »Neuerungen« nicht gegen die Kirche richten. *György Schopper* befaßte sich intensiv mit dem katholischen Charakter der Pester Universität und er schaltete sich aktiv in die Diskussionen über die Grundlagen der Religion ein. Unter dem Pseudonym Tömöri gab er ein politisches Flugblatt über den katholischen Charakter der Pester Universität heraus.¹⁷ Interessant ist, daß es fast gleichzeitig mit Vilmos Fraknói politischer Flugschrift gleichen Titels und Inhalts erschien. Schopper war an der Universität ein typischer Vertreter der ultramontanen Richtung und sein Einfluß auf diesem Gebiet war in Fraknói Arbeiten noch lange erkennbar.¹⁸

Nach Beendigung der theologischen Studien hörte Fraknói noch zwei Jahre an der Philosophischen Fakultät. Er trat mit einigen namhaften Gelehrten und Professoren in nähere Beziehung, die ihm geistige Anleitung boten und sein wissenschaftliches Interesse praktisch förderten.

Den bedeutendsten Einfluß auf Fraknói übte der »Vater der ungarischen Literaturgeschichte«, *Ferenc Toldy* aus.¹⁹ Sein Lebenswerk verbinden wir im allgemeinen mit der ungarischen Literaturgeschichte, doch wissen wir, daß seine Interessen und sein Wirkungsgebiet vielseitiger waren. Er begann sein Studium als Mediziner, ja, in den 1830er Jahren las er als Privatdozent der Pester Universität über Diätetik. Lange Jahre hindurch war er Direktor der Universitätsbibliothek, daneben lehrte er als Privatdozent an der Universität Ästhetik bzw. ungarische Sprache und Literatur. Im April 1861 wurde er zum ordentlichen Professor für ungarische Sprache und Literatur ernannt, doch bat er noch im Jahre seiner Berufung um Erlaubnis, auch über einige Fragen der ungarischen Geschichte zu lesen, wofür er die Genehmigung für das Studienjahr 1862/63 — damals begann Vilmos Fraknói seine philosophischen Studien — erhielt. Aus den handschriftlichen Entwürfen zu seinen Vorlesungen geht hervor, daß Toldys Vorlesungen zwar strittige Teile enthielten, doch im Vergleich zu den Vorträgen des Piaristenprofessors János Reisinger einen Fortschritt bedeuteten. Er ergänzte z. B. die pragmatische Geschichte mit der

¹⁷ *Mily jelleggel bír tehát voltakép a m. tudomány egyetem?* (Welchen Charakter hat also eigentlich die ung. Universität?), erläutert von TÖMÖRI. Esztergom 1868.

¹⁸ V. FRANKL: *A pesti magyar királyi egyetem katolikus jelleme* (Der katholische Charakter der ungarischen königlichen Universität Pest). Pest 1868, S. 24.

¹⁹ F. Toldy (1805–1875). Über sein Leben und Wirken s. L. ZÓLYOMI: *Toldy Ferenc életrajza* (Ferenc Toldys Lebenslauf). Pozsony (Preßburg, Bratislava) 1883; A. KUNCZ: *Toldy Ferenc emlékezete* (Gedenken an Ferenc Toldy). 1927. — *A magyar irodalom története* (Ungarische Literaturgeschichte). Bd. 3, Budapest 1965.

ungarischen Kultur- bzw. Rechtsgeschichte. Im Studienjahr 1862/63 hielt Toldy viermal in der Woche Vorlesungen über Geschichte unter dem Titel: »Die Geschichte der ungarischen Nation unter den Árpáden, besonders im Hinblick auf die juristischen und kulturellen Verhältnisse.« Wahrscheinlich machten diese Vorträge auf Fraknói einen nachhaltigen Eindruck, der hier zum erstenmal eine wissenschaftliche Systematisierung von Fragen der ungarischen Geschichte hörte.²⁰ Toldy und Fraknói kannten sich damals bereits. Ein Jahr vorher war Fraknóis preisgekrönte Studie über die Kulturverhältnisse in der Árpádenzeit erschienen. In seinen handschriftlichen Aufzeichnungen beruft sich Toldy auf diese Arbeit von Fraknói. Im Vergleich zu seinen an der Theologischen Fakultät erworbenen Kenntnissen lernte Fraknói auch in Fragen der Methodik von Toldy, der über dieses Thema Vorlesungen im Studienjahr 1863/64 hielt.²¹

Vilmos Fraknói eignete sich in dieser Zeit die Methoden der Quellsammlung an. Auch hierbei war ihm Ferenc Toldy ein guter Lehrmeister, der auch in diesen Jahren das Land durchstreifte und das Material der kirchlichen, privaten und amtlichen Archive erforschte. In Toldys handschriftlichen Aufzeichnungen lesen wir, daß er diese Sammelfahrten regelmäßig unternahm. Die Ergebnisse faßte er sorgfältig zusammen und teilte seine Erfahrungen sicherlich auch mit seinem späteren Schüler, mit Vilmos Fraknói.²² Unserer Meinung nach erhielt Fraknói während seiner Universitätsjahre von Toldy die meiste Hilfe, den entscheidenden Anstoß zu seiner Forscherlaufbahn. Keiner konnte damals besser als Toldy einen jungen Menschen am Anfang seiner Laufbahn in das wissenschaftliche Leben einführen. »Die meisten von uns«, schrieb Fraknói, »hatten das Glück, seine Ratschläge, ja, seine Unterstützung zu erhalten. Und unvergeßlich werden jene schönen Augenblicke bleiben, als wir uns mit unseren ersten Versuchen oder Plänen bescheiden und schüchtern an ihn wandten; und er unseren Bericht mit strahlendem Gesicht anhörte, uns mit einer freundschaftlichen Umarmung belohnte...« Toldys Hilfsbereitschaft begleitete Fraknói, der ihm sehr viel verdankte, auch nach den Universitätsjahren.²³

Árpád Horvát lehrte 1862/64 an der Pester Universität die historischen Hilfswissenschaften, innerhalb dieser Diplomatie und Heraldik. Fraknói und

²⁰ MTA Könyvtára, Kézirattár (Bibliothek der UAW, Manuskriptenarchiv; im weiteren MTAKK. M. Irod. Nr. 255. Ebenda Toldys Vorträge über die Urgeschichte. Bezüglich der Pester Universität vgl. I. SZENTPÉTERY: *A Bölcsészettudományi Kar története* (Geschichte der Philosophischen Fakultät). Budapest 1935.

²¹ Handschriftliche Aufzeichnungen zum Vortrag *A történettudomány Encyclopaediája és Methodológiája* (Enzyklopädie und Methodologie der Geschichtswissenschaften): MTAKK Történelem, Nr. 29.

²² Über Toldys Geschichtsforschungen siehe OSZKK, Fol. Hung. 1617. Gemischte Schriften. Unter diesen besonders seine Reise nach Sárospatak, Miskolc und Esztergom.

²³ Die Zeilen über Toldy zitiert von V. FRANKÓI: *Horváth Mihály emlékezete*. S. 28. In der zweiten Hälfte der 1860er Jahre schrieb Fraknói mehrere Briefe an Toldy (MTAKK M. Irod. Levelezés, Nr. 66) und in seinen Briefen an Ipolyi erwähnt er oft Toldy.

Horvát mochten einander nicht und ihre gegenseitige Antipathie änderte sich auch in den späteren Jahren nicht.²⁴ Árpád Horvát, der den gleichen Weg wie sein Vater, István Horvát, beschritten hatte kam als ganz junger Mann an die Pester Universität. Bereits im September 1841 bewarb er sich um die Professur und fiel durch seine Sprachkenntnisse und gründlichen Quellenkenntnisse auf. 1848 wurde er ordentlicher Professor, nach der Niederlage des Freiheitskampfes wurde aber seine Ernennung annulliert. Es folgten für ihn 20 schwere Jahre, bis er 1867 endlich einen Ruf als ordentlicher Professor erhielt.²⁵

Seine wissenschaftliche Tätigkeit war nicht von zahlreichen Publikationen gekennzeichnet. Nach Meinung von Würdigungen bot er in freier Rede viel mehr als in seinen Schriften. Daraus folgte auch, daß man ihn als Professor hochschätzte und achtete, »er wußte viel und seine Schüler lernten viel von ihm«, schrieb über ihn Imre Szentpétery.²⁶ Auch Fraknói profitierte viel aus Horváts Vorlesungen, doch, wie er schrieb, nicht so sehr in Diplomatie und Heraldik als eher in Rechtsgeschichte, in Horváts Lieblingsfach. In den 1860er Jahren gehörte Árpád Horvát mit Mihály Horváth, Frigyes Pesthy und Károly Szabó zu jenen wenigen, die die ausländische wissenschaftliche Literatur mit großer Aufmerksamkeit verfolgten und darauf auch das Augenmerk ihrer Schüler lenkten.²⁷

Die geringsten Bindungen hatte Fraknói zum Professor der Philosophie, *Cyrrill Horváth*.²⁸ Horváth wurde bei der Einführung des Ungarischen als verbindliche Unterrichtssprache an die Universität berufen. Er war Piarist, lehrte am Lyzeum in Szeged und wurde als junger Mann Mitglied der Akademie. Es ist kein Zufall, daß man an Cyrrill Horváth dachte, als der Unterricht in ungarischer Sprache auf der Tagesordnung stand. Bereits 1841 hatte er in Briefen an Frigyes Pesthy leidenschaftlich die Notwendigkeit des Gebrauchs der Muttersprache dargelegt.²⁹

²⁴ A. Horvát (1820–1894), über sein Leben und Wirken vgl. A. KÁROLYI: *Horvát Á. emlékezte* (Zu Á. Horváts Gedenken). *Emlékbeszédek*, XI, 1904. Die 1866 eingereichte Bewerbung Fraknóis für den Posten eines Universitätsprofessors hatte Horvát als Begutachter abgelehnt (s. weiter unten). Fraknói suchte ihm dies in den späteren Jahren »heimzuzahlen«. Vgl. V. FRANKÓI: *Horvát Árpád röpirata* (Árpád Horváts Flugblatt). Magyar Könyvszemle, 1876, S. 276–282. Á. Horvát befaßte sich in seinem Aufsatz mit der Ordnung der Universitätsbibliothek. Fraknói griff diesen Plan in seinem Artikel mit bissigem Hohn an. Seine Abneigung »begleitete« Horváts Laufbahn auch in den 80er Jahren. Fraknói hielt Horváts literarische Unfruchtbarkeit bzw. seine eigene Schöpferkraft für die Ursache der Gegensätze, was einer gewissen Grundlage nicht entbehrte.

²⁵ I. SZENTPÉTERY: a. a. O. S. 296–297.

²⁶ Ebd. S. 591, bzw. KÁROLYI: a. a. O. S. 15.

²⁷ Dies beweist z.B. die handschriftliche Liste seiner Privatbibliothek, in der die bedeutendste kurrente ausländische Literatur (OSZKK Oct. Hung. 562) sowie das Verzeichnis aller zeitgenössischen europäischen Buch- und Dokumentarchive und die verschiedenen Bestellformulare (OSZKK Fol. Hung. 1159) eingetragen sind.

²⁸ C. Horváth (1804–1884). Über sein Leben und Wirken siehe I. PAULER: *Emlékbeszéd Horváth Cyrrill felett* (Gedenkrede auf C. Horváth). *Emlékbeszédek*, III.

²⁹ »... Außerdem sehen Sie, daß ich deutsche Briefe ungarisch beantworte. Schon dies allein könnte als Abneigung gegen die deutsche Sprache ausgelegt werden. Bei Ihnen setze ich jedoch so etwas nicht voraus. Sie wissen am besten, wie sehr ich auch die deutsche

Als Professor für Philosophie erstrebte er ein zusammenfassendes, die Gegensätze ausgleichendes philosophisches System. Mit seiner philosophischen Auffassung stand er unter den ungarischen Zeitgenossen Áron Szilády, unter den ausländischen — zum Teil — Herder am nächsten. Fraknói's philosophische Bildung war in diesen Jahren ziemlich lückenhaft. Durch die Vorlesungen Horváth's konnte er seinen Horizont erweitern, seine Kenntnisse bereichern, ohne daß er sich Horváth's Ansichten zu eigen gemacht hätte.

Während seiner Universitätsjahre schrieb und veröffentlichte Vilmos Fraknói seine erste wissenschaftliche Arbeit. Die Umstände ihres Erscheinens, die Aufnahme und das weitere Schicksal des Buches charakterisieren anschaulich die Bedeutung der Geschichtswissenschaften in den 1860er Jahren und illustrieren gleichzeitig die Schwierigkeiten bzw. die unerwarteten Erfolge eines jungen Akademikers am Anfang seiner Laufbahn.

In der ersten Generalversammlung der Akademie nach der Niederschlagung des Freiheitskampfes (Dezember 1858) wurde ein geschichtswissenschaftlicher Wettbewerb zum Thema Die Kultur der Ungarn zur Zeit der Landnahme und ihre Bekehrung zum Christentum ausgeschrieben. Die Jury sprach den Preis — 100 Gulden in Gold — dem Verfasser der Studie mit dem Kennwort »Perdus et pernox sat« zu.³⁰ Der Verfasser war der Student der Theologischen Fakultät Vilmos Fraknói. Diese Arbeit und die Umstände ihrer Veröffentlichung waren ausschlaggebend für Fraknói's Laufbahn als Geschichtsschreiber. Nicht nur in seiner Jugend, sondern auch als namhafter Historiker und Wissenschaftspolitiker erinnerte er sich oft an die anregende Wirkung seines erfolgreichen Beginns.

Bei der Beurteilung der eingereichten Arbeiten hatte Ferenc Toldy ein entscheidendes Wort. Er war damals Generalsekretär der Akademie und las an der Universität ungarische Literatur und Geschichte. Wir wissen nicht genau, ob Toldy zur Zeit der Eingabe der Preisarbeit Fraknói kannte. Wie jedoch aus ihrer Korrespondenz hervorgeht, standen sie später in engem Kontakt.³¹ Toldy unterstützte Fraknói auch in den späteren Jahren und betrachtete den jungen Historiker als seine Entdeckung.³²

Sprache schätze und wie fleißig ich die Meisterwerke der deutschen Sprache benutze. Wenn ich in einem deutschen Land (sic!) von deutschen Eltern geboren worden wäre, würde ich auch deutsch schreiben. Als Ungar und zumal als ungarischer Literat will ich nicht gegen die nationalen Pflichten verstoßen und deshalb hab ich mir vorgenommen, an einen, der des Ungarischen mächtig ist, niemals in einer anderen Sprache als Ungarisch zu schreiben.« Horváth an F. Pesthy, Szeged, 2. Dezember 1841. OSZKK lev.

³⁰ Bei der Herausgabe des Buches brachte er als Motto das vollständige Zitat von Cassiodor, einem Bewahrer von antiken Texten, dem Staatsmann des Theoderich: »Perdus et pernox patrum memoris revolve, scrutare gentis tuae cunabula, regestas et annalium momenta observa: turpe enim est in patria sua peregrinum esse.«

³¹ MTA KK M. Irod. Levelezés 4. r. Nr. 66, Nr. 107.

³² P. Gyulai hat darüber in einer Kritik ironisch geschrieben: »Toldy hat sich ebenso wie Kazinczy leicht begeistert und war geneigt, den Autor und sein Werk zu überschätzen, wenn es schien, es fülle eine Lücke in der Literatur.« Vgl. P. GYULAI: *Fraknói Vilmos Ipolyi Arnoldról. Bírálótok* (Vilmos Fraknói über Arnold Ipolyi. Kritiken). Budapest 1911, S. 306.

Nach Bekanntgabe des Ergebnisses des Preisausschreibens bekundete der Pfarrer von Törökszentmiklós, *Arnold Stummer* (= *Ipolyi*)³³ als einer der ersten sein Interesse und seine Hilfsbereitschaft für Fraknói. Er erkundigte sich im Pester Seminar, wo Fraknói damals wohnte, nach dem jungen Priester und bot ihm mit Vermittlung des Bibliothekars seine Hilfe an. Fraknói bedankte sich in einem Brief für die angebotene Unterstützung: »Es erfüllte mich mit größter Freude, vom Bibliothekar des Seminars zu erfahren, daß Hochwürden sich für meine geringe Person nicht nur zu interessieren geruhten, sondern auch das gütige Versprechen gaben, mir bei der Umarbeitung meiner prämierten Arbeit Hilfe erweisen zu wollen.«³⁴ Außerdem schrieb er *Ipolyi*, daß er die Arbeit herausgeben möchte, und da die Kritiker in seiner Studie »falsche historische Daten und Ansichten gefunden haben«, er bei deren Korrektur gern die angebotene Hilfe in Anspruch nehmen würde.³⁵

Eine überraschende methodische Gewandtheit beweist der Teil seines Briefes, in dem er den Charakter seiner Studie analysiert. »Meine Kritiker«, schreibt er, »haben offensichtlich den Umstand, daß das Ganze mit polemischen Abschweifungen durchsetzt ist, zu den ungunsten Eigenheiten der Arbeit gezählt, jedoch... wegen *Kerékgyártós* erschienenen Werke von ähnlichem Inhalt konnte die Behandlung der gestellten Frage nur in kritischer, also polemischer Richtung mehr als ein einfaches Plagiat sein.«³⁶ Im weiteren legt er dar, es sei sein Ziel gewesen, die Aufmerksamkeit der Wissenschaftler zu wecken und deshalb habe er die Methode der Polemik, der Diskussion mit *Kerékgyártó* und der Kritik an ihm gewählt.

Die Umarbeitung seiner preisgekrönten Arbeit war nur ein Problem unter vielen anderen. Da die Jury beschlossen hatte, das Herausgeberrecht dem Verfasser zurückzugeben, mußte er die nötigen materiellen Mittel zur Ver-

³³ Über Leben und Wirken von *A. Ipolyi (Stummer)* besitzen wir einige Teilstudien. Seine Biographie hat *A. Pór* geschrieben und 1886 (unmittelbar vor *Ipolyi*s Tod) herausgegeben. Doch angesichts der subjektiven Einstellung und der ungenauen Angaben ist dieses Werk als Quelle unbrauchbar. Seine Tätigkeit als Geschichtsschreiber bzw. als Organisator der Wissenschaft wird von *Á. VÁRKONYI* analysiert: *Thaly Kálmán és történetírása* (Kálmán Thaly und seine Geschichtsschreibung). Budapest 1961. Der hier angegebene Zeitpunkt — d. h. 1860 — war in *Ipolyi*s Leben ein Wendepunkt. Er verließ die Zohorer Pfarre in der Esztergomer Diözese und übernahm die Leitung der ihm von *Bartakovics*, Erzbischof von Eger angebotene Pfarre von Törökszentmiklós.

³⁴ Fraknói—*Ipolyi*. Pest, 27. Oktober 1860. OSZKK Levelestár. Vermutlich ist das der erste Brief Fraknóis an *Ipolyi*. Ein großer Teil der *Ipolyi*—Fraknói Korrespondenz wird in der OSZKK aufbewahrt. Unter diesen ist jedoch die Korrespondenz von *Ipolyi*—Fraknói auffallend lückenhaft, so z. B. fehlt *Ipolyi*s Antwort auf den angeführten Brief.

³⁵ In dem oben angeführten Brief von Fraknói. Mit einer ähnlichen Bitte wandte er sich auch an *Toldy*. Fraknói—*Toldy*. Pest, 27. November 1860. MTAKK M. Irod. Levelezés, Nr. 66.

³⁶ Fraknói—*Ipolyi*. Pest, 27. Oktober 1860. OSZKK Levelestár. A. KERÉKGYÁRTÓ: *Magyarország művelődésének története, különös tekintettel az Anyaország, úgyszinté Erdély, Horváth és Tóthország államelmélete kifejlésére. I. köt. A vezérek kora 887—1000* (Die Kulturgeschichte Ungarns in besonderer Hinsicht auf die Entwicklung der Staatstheorie des Mutterlandes, Siebenbürgens, Kroatiens und Slawoniens. Bd. I. Die Zeit der Stammesfürsten 887—1000). Pest 1859.

öffentlichung der Studie selber aufbringen. In einem Brief bat er auch Flóris Rómer, Subskribenten für sein Buch zu werben.³⁷ Aus der Drucksache können wir folgern, daß er viele derartige Sammellisten verschickt hat.

Seine Beweggründe, Ziele und Methoden formulierte er in der Einführung des Buches. Die Benutzung der Quellen, die Auswahl einander widersprechenden Belegstellen »nach Belieben«, ohne die objektive Richtigkeit der Angaben zu beweisen, die Tatsache, daß »wir unsere Aufmerksamkeit nur auf die Hülle, einzig darauf richten, unseren Aufsätzen eine modische Form zu verleihen, diese mit ephemeren Blüten von Eloquenz und Dichtung auszuschnücken . . . , führt dahin, daß unsere Geschichtsliteratur vielleicht unzählige Arbeiten aufweisen wird, deren jede vermutlich in jedermanns Hand sein wird, und allesamt den Erfordernissen der Epoche angepaßt sein werden, zu denen auch die Oberflächlichkeit gehört . . . Dann können wir, errötend, Cassiodors aufrüttelnde Worte auf uns beziehen: turpe est in patria sua peregrinum esse.«³⁸ Mit anderen Worten, Fraknói warf zu Beginn seiner Laufbahn die Lösung bedeutender methodischer Fragen auf und wagte im Vorwort seiner preisgekrönten Arbeit, die Konsequenzen der Kritik an den bisherigen Arbeiten der einheimischen Historiographen zu tragen.

Zugleich enthielt auch sein Buch Abschnitte, wie er sie in der Einführung seiner Studie bei anderen gerügt hatte. Von solchen Beispielen ist vielleicht die Bewertung der Ansiedlung der Ungarn im Karpatenbecken am typischsten. »Jahre vergingen, Jahre verstrichen; — das 9. Jahrzehnt des 9. Jahrhunderts ging an Europas Himmel bereits zur Neige, es mit dem Glanz seiner sterbenden Strahlen umschließend, als ein über Jahrhunderte hinaus wirkendes Ereignis von unermeßlicher Tragweite wie ein gewaltiges Erdbeben, das

³⁷ Fraknói—Rómer. Pest, Anfang Mai 1861. OSZKK Levelestár. Der Worlaut des Briefes: »Während ich hiermit mich erühne, Hochwürden (handschriftlich) mit größter Ehrfurcht zu bitten, für das von der Generalversammlung der Ung. Akademie der Wiss. im vergangenen Jahr seitens der Klasse Geschichtswissenschaften mit 100 Goldstücken ausgezeichnete Werk des Endunterfertigten folgenden Titels: Skizze der Kultur der ungarischen Nation zur Zeit der ersten Fürsten Subskribenten zu werben; dies tue ich in der Hoffnung, daß meine Jugendarbeit bei Hochwürden freundliche Unterstützung findet. Das höchstwahrscheinlich über 25 Bogen starke und schön ausgestattete Buch befindet sich bereits im Druck und wird Ende Juni unbedingt erscheinen. Subskriptionspreis: 2 Gulden. Die Zahl der Subskribenten bittet Endunterfertiger, in einem Brief an die Adresse des Pester Zentralen Priesterseminars möglichst bald, doch spätestens bis Ende Mai mitteilen zu wollen.

Hochwürden (handschriftlich) als dem Werber von Subskribenten Gestatte ich mir, ein Freixemplar zu übersenden.
Pest, Anfang Mai 1861.

Ihr untertänigster Diener

Vilmos Fraknói

Pest, Zögling des Zentralen Priesterseminars.«

Auf der Innenseite: »Subskriptionsliste« mit 14 (!) Unterschriften, davon 12 mit dem Vermerk »bezahlt«.

³⁸ V. FRANKL: *A magyar nemzet műveltségi állásának vázlata az első fejedelmek korában és a kereszténység behozatalának története* (Skizze der Kultur der ungarischen Nation zur Zeit der ersten Fürsten und die Geschichte der Verbreitung des Christentums). Pest 1861, S. VIII—IX.

das Erdenrund aus den Angeln zu heben droht — Europa erschütterte, daß aus der von diesem Erdbeben verursachten ein Jahrhundert wahren Umgestaltung dem erbehten Westen ein starker Burgwall erstehen sollte, der ihn vor einer dereinst drohenden Sintflut bewahren sollte.³⁹ Solche und ähnliche Formulierungen beweisen, daß auch Fraknói Werk nicht frei war vom pathetischen, gefühlsbetonten, romantischen Stil.

Wir können den Teil seiner Kritik nicht außer acht lassen, der sich gegen den Stil der Geschichtsschreibung, gegen die einseitige Hervorkehrung der Wichtigkeit der formellen Elemente richtet. Vilmos Fraknói erkannte, daß die sich entfaltende wissenschaftliche Geschichtsschreibung in der zweiten Hälfte der 50er Jahre einen breiteren Leserkreis gewinnen wollte. Man unternahm den Versuch, die Atmosphäre des regen geistigen und historischen Interesses des Reformzeitalters, des ungarischen Vormärzes zu neuem Leben zu erwecken. Nach Fraknói Meinung war die Befriedigung des Anspruchs auf literarische, populäre Arbeiten eine Konzession auf Kosten der Wissenschaftlichkeit in der Geschichtsschreibung. Eindeutig erklärte er, daß er seinen Aufsatz nur für Fachleute geschrieben habe. Seiner Ansicht nach kann man ein wissenschaftliches Thema nur in wissenschaftlicher Form abhandeln, soll es die Fachwissenschaftler ansprechen das breite Leserpublikum aber muß man auf den Standpunkt und das Niveau des Fachwissenschaftlers heben. Seiner Auffassung nach lag die Aufgabe nicht in der Popularisierung der Ergebnisse der Geschichtswissenschaft, sondern in der Schaffung einer Geschichtsschreibung auf wissenschaftlichem Niveau. Fraknói stand damals mit dieser Erkenntnis nicht allein, denn mehrere Autoren hatten die Aufgaben schon in diesem Sinne bestimmt, nur hatte er damals noch keinen Kontakt zu diesen Kreisen.

Er befaßte sich auch mit der Frage der historischen Wahrheit. Könne man nach der vollen Wahrheit streben, an die absolut treue Wiedergabe der Geschehnisse der Vergangenheit denken? Da er sich jedoch mit der historischen Authentizität, der Erkenntnis, der Quellenkritik nicht gründlich beschäftigte, konnte auch seine Antwort nur allgemeine Formulierungen enthalten. Für den Geschichtsschreiber, führte er aus, »ist die Vergangenheit das Betätigungsfeld, sein höchstes Gesetz die Wahrheitsliebe«.⁴⁰ Theoretisch verurteilte er damals noch den Geschichtsschreiber, der seine eigenen Ansichten in die historische Arbeit »schmuggelt«.

Den Wert der im Vorwort formulierten Prinzipien bestimmte jedoch, was er von diesen und wie in seinen Werken verwirklichte. Untersuchen wir zuerst, welche Quellen er in seiner Studie über die frühe Árpádenzeit benutzte. Im ersten Kapitel faßt er selber seine Kenntnisse bezüglich der historischen

³⁹ FRANKL: a. a. O. S. 45.

⁴⁰ Ebd. S. XI.

Quellen zusammen. Schon seine Definition der Quellen ist eingeschränkt, da er unter historischen Quellen jene Denkmäler der Frühperiode versteht, »deren Verfasser die Geschichte von zeitgenössischen oder fast zeitgenössischen Ereignissen aus eigener Erfahrung oder aufgrund von Überlieferungen, oder schließlich unter Verwendung nicht mehr vorhandener, verschollener Denkmäler beschrieben haben«. ⁴¹ Ein auffallender Mangel seiner Arbeit ist, daß er große Quellenbestände (Urkunden, Gesetztexte usw.) aus dieser Definition, aus der späteren ausführlichen Aufzählung ausklammerte, ja, auch in seiner Arbeit nicht verwertete.

Von der epischen Quellen beschäftigte ihn vor allem das Werk des Anonymus. Neben dem Überblick über die bis dahin gegebenen Anonymusliteratur legte er auch seine eigenen Ansichten dar. Den namenlosen Verfasser hielt er für den Kanzler Bélás III. Er benutzte und zitierte die Texte der ersten Ausgabe, doch erwähnte er auch die damals in ungarischer Sprache erschienene Anonymausgabe von Károly Szabó. ⁴² Er unternahm keinen Versuch zur Aufklärung der Person des sich hinter der Namenlosigkeit verbergenden Verfassers, führte lediglich die Varianten an, die seine zeitgenössischen oder älteren Geschichtsschreiber schon erwähnt hatten.

In viel bescheidenerem Rahmen und Umfang beschäftigte er sich unter den epischen historischen Autoren zum zweiten mit Bischof Hartvik und seiner Arbeit »De vita Sancti Stephani Regis Hungariae«. ⁴³ Hierbei interessierten ihn weniger Inhalt und Quellenwert des Werkes, sowie die Anschauungsweise, vielmehr Person und Tätigkeit des Autors sowie Entstehungszeit des Werkes. Die Glaubwürdigkeit der Vita war für Fraknói über alle Zweifel erhaben, und er empfahl seinen Lesern nur eine einzige Einschränkung, nämlich »es wäre ein Fehler, aus der Ordnung der Erzählung auf die Chronologie zu folgern«. ⁴⁴

Zur zweiten Gruppe der Quellen zählt er die ausländischen Quellen, die Werke der byzantinischen Kaiser und die Annalen der Klöster der westeuropäischen Mönchsorden. Bemerkenswert ist in diesem Fall, daß er sich auf Károly Szabó beruft, nach dessen Meinung man, *nur auf ungarische Quellen gestützt*, keine authentische Darstellung der früheren Zeiten der ungarischen Geschichte geben kann und unbedingt *ausländische Quellen* benutzen muß.

Er informierte sich über die einheimischen und ausländischen Quellenausgaben und Literatur — selbst wenn er diese Werke nicht benutzte. Unter den ausländischen Quellen erwähnte er die *Scriptores Rerum Germanicarum*

⁴¹ Ebd. S. 13.

⁴² SCHWANDTNER: *Scriptores rerum Hungaricum veteres ac. genui*, 1—3. Wien 1746—1748; K. SZABÓ: *Béla király névtelen jegyzője és könyve* (Der anonyme Schreiber des Königs Béla und sein Werk). Pest 1860.

⁴³ Von Fraknói benutzte Ausgabe: J. ÉRDY: *Szent István király életirata Hartvik szerint* (Biographie König Stephans des Heiligen nach Hartvik). Pest 1854.

⁴⁴ FRANKL: a. a. O. S. 25.

(Hannover, seit 1840), die *Monumenta Germaniae historica*, *Scriptores* (Pertz, Hannover 1826–1844), die *Muratori-Sammlung* und die *Acta Sanctorum* der Bollandisten. Unter den ungarischen Quellenausgaben zählt er die *Historia Critica* von Katona und den *Codex Diplomaticus* von Fejér auf, aus der Literatur – von ausländischen Autoren – Herder und Schlözer, – von Ungarn – István Horvát, Kerékgyártó, Ipolyi, Toldy und Mihály Horváth.

Seine Arbeit gliedert er in zwei Teile. Im ersten skizziert er die Kultur der ungarischen Nation zur Zeit der Stammesfürsten, im zweiten handelte er die Christianisierung der Ungarn ab. Die Kultur interpretierte er ziemlich trocken, dieser Teil seiner Arbeit kann im wesentlichen als Vorläufer der späteren Kulturgeschichte betrachtet werden. Die Skizzierung von Verfassung und Gesetzgebung, Heer- und Finanzwesen, weiterhin geistiger Bildung, Lebensweise und Brauchtum enthielt tatsächlich schon Elemente der kulturgeschichtlichen Synthese. Eingangs polemisiert er mit den europäischen Geschichtsschreibern des ausgehenden 18. und des angehenden 19. Jahrhunderts in der Frage der asiatischen, barbarischen Abstammung der Ungarn. Herder erwähnt er namentlich, doch geht aus mehreren Stellen seiner Arbeit hervor, daß er auch andere deutsche und französische Schriftsteller kennt.⁴⁵

Herders Prophezeiung stellt Fraknói das Bild des großen ungarischen Zukunftsreiches gegenüber. »Herder war also ein großer Philosoph, doch ein mißglückter Prophet... Unserem Land ist eine große glänzende Zukunft beschieden... Die ruhmreiche Epoche Ludwigs des Großen und des Sohnes des großen Hunyadi wird wiedererstehen, da die Wogen dreier Meere an die Küsten des mächtigen ungarischen Reiches branden werden.«⁴⁶ Diese Gedanken beleuchten zum Teil Fraknóis Geschichtsauffassung. Das Auftauchen des ungarischen Reichsgedankens kann verschieden interpretiert werden, gewiß aber entbehrt seine Formulierung nicht nationalistische Züge. Gleichzeitig kommt in seinem Buch – wenn auch noch nicht in völlig ausgereifter Form – seine habsburgfreundliche Einstellung zum Ausdruck. Unserer Meinung nach ist auch beachtenswert, daß er die Stammesführer der rückschrittlicher Aufstände um die Wende vom 10. zum 11. Jahrhundert mit den »Rebellionen« Bocskays und Bethlens vergleicht.

Über das im Sommer 1861 erschienene Buch schwieg man sich aus – Berufshistoriker wie Publizisten enthielten sich jeder Meinungsäußerung.⁴⁷ Die Stille wurde schließlich vom Verfasser bzw. von dem zu seinem unmittelbaren Kreis gehörenden Theologieprofessor János Pollák, dem Herausgeber

⁴⁵ Er befaßt sich mit Herders Prophezeiung, daß das Ungarntum aus Europa verschwinden werde. Vgl. D. DÜMMERTII: *Herder jóslata és forrásai* (Herders Prophezeiung und ihre Quellen). *Filológiai Közlöny*, Jg. IX, 1963, S. 181–183.

⁴⁶ FRANKL: a. a. O. S. 81.

⁴⁷ Eine öffentliche Kritik ist nicht erschienen. Á. VÁRKONYI (a. a. O. S. 50) erwähnt jedoch, daß man das Buch sehr kritisierte. K. Szabó an A. Csengery, Kolozsvár, 27. Januar 1862. OSZKK Levelestár.

der Zeitschrift »Religio« gebrochen. In seiner Rezension entrüstet er sich, daß der junge Autor, der soviel Mühe in sein Werk gelegt hat, in Ermangelung von Kritiken die etwaigen Mängel nicht korrigieren, die Lücken nicht füllen könne. Diese Gedanken stammten vermutlich von Fraknói, denn in der Einführung zu seinem Buch finden wir ähnliche Sätze, als er der Kommission der Akademie wegen Unterlassung einer ausführlichen kritischen Analyse Vorwürfe machte. Den Grund für das Ausbleiben einer Besprechung und die Zurückhaltung der Geschichtsschreiber erläuterte Pollák wie folgt: »Der junge Autor dachte nicht daran, daß selbst die Anerkennung der Vorzüge seines preisgekrönten Werkes durch den entschiedenen katholischen Geist beeinträchtigt werden könnte. Gebe der Himmel, daß all sein Wirken so rühmlich sei wie sein Erstlingswerk und daß er diesem Geist niemals untreu werde.«⁴⁸

Auch unserer Ansicht nach verschrieb sich Fraknói schon mit dieser ersten bedeutenderen Studie der katholisch-kirchlichen Geschichtsauffassung. Seine Zugehörigkeit zu dieser Gruppe stellte er zwei Jahre später mit seinem Lehrbuch über die Geschichte Ungarns für die Mittelschulen abermals unter Beweis.⁴⁹

Das Oktoberdiplom begünstigte die Möglichkeit des ungarischen Unterrichtswesens. Die Zahl der Deutschstunden wurde gesenkt, die dadurch freigebliebenen Stunden zum Teil für den Geschichtsunterricht verwendet. Das ermöglichte im Unterricht der Welt- und der ungarischen Geschichte ein höheres Niveau. Dazu brauchte man allerdings entsprechende Lehrbücher. Damals wurden selbst in Schulen gleicher Konfession keine einheitlichen Lehrbücher benutzt. Am verbreitetsten war das Lehrbuch von Mihály Horváth, nach dem nicht nur in katholischen Schulen unterrichtet wurde.⁵⁰ Für die katholischen Schulen schrieben damals auch andere Autoren Geschichtsbücher, so z.B. erschien die Weltgeschichte von Tamás Füssy und Kolos

⁴⁸ Die Tatsache, daß Fraknóis Buch kein Echo fand, ist vielleicht gerade in der fieberhaften Innenpolitik dieses Jahres zu erklären. S. GY. SZABAD: *Forradalom és kiegyezés választásán* (Am Scheideweg von Revolution und Ausgleich). Budapest 1967.

⁴⁹ V. FRANKL: *Magyarország története. Kath. gymnasiumok középszálya számára* (Ungarische Geschichte. Für die mittleren Klassen der kath. Gymnasien). Pest 1863, S. 258. Außerdem die zweite verbesserte Ausgabe (1864) und die dritte unveränderte Ausgabe (1865). In der ersten Ausgabe wird Ungarns Geschichte bis 1835, dem Todesjahr Kaiser Franz I. abgehandelt.

⁵⁰ M. HORVÁTH: *A magyarok története Európába költözéseiktől mostanig* (Die Geschichte der Ungarn von ihrem Zuzug nach Europa bis zur Gegenwart). Pest 1841. Die letzte (10.) Ausgabe, Budapest 1890. Über M. Horváth als Lehrbuchautor siehe S. BIRÓ: *Történelemtanításunk a XIX. szd. első felében. A korabeli tankönyvirodalom tükrében* (Unser Geschichtsunterricht in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts. Im Spiegel der zeitgenössischen Lehrbuchliteratur). Budapest, 1960. In Birós Buch ist die Bewertung der Horváth'schen Lehrbücher nicht einheitlich. »Die strukturelle Einteilung des Buches und seine didaktische Brauchbarkeit sind hervorragend«, schreibt Biró, während es einige Zeilen weiter unten heißt, das er sich wegen der Zensur an die Vorschriften der II. Ratio halten mußte und »deshalb die Gliederung des Lehrstoffs an die Könige anknüpft«. Auch »die Verwendung der üblichen rühmenden Attribute bei der Einschätzung der Herrscher aus dem Hause Habsburg« schreibt Biró der Zensur zu (S. 181). Über die Wandlung der Geschichtsauffassung M. Horváths vgl. auch das zitierte Werk von E. PAMLÉNYI.

Vaszary, den Lehrern am Benediktiner-Gymnasium in Pápa bzw. in Esztergom. Zwei Jahre später gab Vaszary die von ihm bearbeitete ungarische Geschichte von Mihály Horváth heraus.⁵¹ Beide Verfasser waren viel älter als Fraknói und bekannte Historiker, neben ihnen galt Fraknói nur als Anfänger. Ein Vergleich der Lehrbücher jedoch fällt fachlich und didaktisch zu Gunsten Fraknóis aus.

Fraknóis Lehrbuch bzw. die darin formulierten Gedanken lösten in protestantischen Lehrerkreisen, aber auch unter den Historiographen einen wahren Sturm aus. Sie wußten, das die offizielle katholische Unterrichtsverwaltung mit Fraknóis Lehrbuch ein Gegengewicht zu den protestantischen Lehrbüchern schaffen wollte. (Auf dieses Bestreben deutet als Richtlinie auch die in der »Religio« erschienene Rezension des Lehrbuchs des reformierten Professors István Bocsor aus Pápa hin.⁵²) Der Verfasser der Rezension, Aladár Egri, lehnte das Buch in Bausch und Bogen ab und erklärte den Inhalt als tendenziöse Fälschung.⁵³ Das einzige Ziel des Buches jedoch formuliert er wie folgt: »Percute pastorem et dispergentur oves.«⁵⁴ Den wirklichen Angriff jedoch spiegelte die Bemerkung von János Pollák wider, der in seiner Notiz des Herausgebers von Egri die Fortsetzung der Rezension erbat — sie erschien in der Ausgabe vom 26. März — und ihn gleichzeitig ersuchte, »sich nicht mit dem Dementi solch veralteter Vorwürfe abzugeben«. Das Geschichtsbuch von István Bocsor jedoch ließ dem Herausgeber der »Religio« keine Ruhe. Am 15. März wurde es im Leitartikel wieder unter den abschreckenden Beispielen angeführt.⁵⁵ Fraknói erhielt also den Auftrag, eine »Gegenschrift« gegen die protestantischen Lehrbücher zu verfassen und das spiegelte die »streitbare« Geschichtsauffassung des Lehrbuches auch wider.

⁵¹ T. FÜSSY—K. VASZARY: *Világtörténelem. Katholikus Tanodák számára és magánhasználatra. I. Ókor* (Weltgeschichte. Für katholische Schulen und Privatstudium. I. Altertum). Pest 1863, S. 253; *II. Középkor* (II. Mittelalter) Esztergom 1863, S. 234; *III. Újkor* (III. Neuzeit) Pest 1863, S. 283. Die Diskussion über das Lehrbuch s. »Magyar Sion« 1863. Das Lehrbuch erreichte viele Auflagen und wurde noch Ende des Jahrhunderts benutzt. Der Benediktiner V. A. Németh hat das Buch sogar bearbeitet und 1910—1912 wieder herausgegeben. K. VASZARY: *A Magyarok története rövid előadásban al- és közép-tanodák számára. Horváth Mihály után* (Kurze Geschichte der Ungarn für elementare und Mittelschulen. Nach Mihály Horváth). Pest 1866. Erreichte mehrere Auflagen, die letzte erschien 1877.

⁵² I. BOCSOR: *Magyarország történelme különös tekintettel a jogfejlődésre* (Die Geschichte Ungarns mit besonderer Hinsicht auf die Rechtsentwicklung). Pápa. Das Buch erschien 1861—1865 in fünf Heften. Über das Buch und seinen Verfasser ausführlich BRÓ: a. a. O. S. 209 f. und VÁRKONYI: a. a. O. S. 23—24. Kritik des Bocsorschen Buches von A. EGRI in »Religio«, 8. Februar und 20. März 1862.

⁵³ Ebd.

⁵⁴ »Religio«, 8. Februar 1862. »Als eine der verheißungsvollsten Frühlingsblüten der übertriebenen religiösen Duldung prangt die »Geschichte Ungarns« von István Bocsor, Professor am Kollegium in Pápa (Hervorhebung von A. E.), der in seinem Buch den edlen Eifer der katholischen Kirche bei der Bekehrung unserer heidnischen Vorfahren zum katholischen Glauben mit so niederträchtigen Worten des Hohns beschreibt, daß sie auch dem rüpelhaftesten Maulhelden einer schmutzigen Kneipe zur Ehre gereichen würden.«

⁵⁵ »Religio«, 15. März 1862. Im Leitartikel »A katolikus sajtó ügyében« (In Sachen der katholischen Presse) mit dem Signo A. K.

Auch Fraknói wandte die traditionelle dynastische Periodisierung an, insofern er seine Arbeit in folgende Teile gliederte: Die Zeit der Árpádenkönige (1000—1301), die Herrschaft der Könige aus gemischten Häusern (1301—1526) und die auch derzeit regierenden Könige »aus dem erlauchten Haus Österreich«. Im inneren Aufbau hält sich das Buch streng an die Herrschaft der einzelnen Könige. Der Grund hierfür, schrieb er, sei, daß »die Könige den größten Einfluß auf die Nation ausüben, insofern namhafteren Ereignisse die auch hervorragender Gegenstand der Geschichte sind, zumeist von ihnen ausgehen: somit spiegelt die Geschichte der Könige gleichsam die Geschichte der ganzen Nation wider.«⁵⁶ Es ist auch nicht belanglos zu betrachten, wie mittelalter-zentrisch er sein Buch aufbaute. Zwei Drittel befaßten sich mit der Zeit bis 1526, während nur ein Drittel der Abhandlung des 16. 19. Jahrhunderts gewidmet war.

Über die Rolle der katholischen Kirche und der Priester schreibt er maßhaltend und im Vergleich zu seinem ersten Werk vermeidet er jede Polemik, bemüht sich nicht, die »Taten« der katholischen Kirche, vornehmlich der ungarischen Kirche, zu verschweigen oder zu beschönigen. Doch hat der Verfasser keineswegs mit der traditionellen Auffassung der katholischen Geschichtsliteratur gebrochen; so hebt er die feudale Oberhoheit des Papstes in Verbindung mit der Übersendung der Krone hervor und sieht den Hauptgrund für die Erstarkung Ungarns unter den Árpáden in der »inbrünstigen Religiosität«.

Ein interessanter Beleg für das rege und anhaltende Echo des Lehrbuches ist aus der Reihe der ablehnenden Meinungen ein anonymes Brief gegen Fraknóis Mitgliedschaft an der Akademie. »Sein für die Schulen geschriebenes Werk«, meint der Briefschreiber, »zeigt so seine falsche Tendenz der Geschichte Ungarns, wie sie in unserer Literatur gottlob nicht ihresgleichen hat. Aber auch seine sonstigen Artikel sind voller unpatriotischer Ausfälle, ein Beispiel möge genügen: in den Győri Füzetek (Raaber Heften) erwähnt er als anerkannte Tatsache, Illésházy und Bocskai seien jeden patriotischen Gefühls bar gewesen. Von derartigem wimmelt es in seinen Arbeiten.«⁵⁷

In unserer historiographischen Literatur wird unter den katholischen Geschichtsbüchern das Lehrbuch von Vilmos Fraknói hervorgehoben und abgelehnt, während die Arbeiten anderer Autoren — z.B. Vaszary, Füßy usw. — nicht erwähnt werden. In diesem Lehrbuch publizierte Fraknói nicht seine eigenen Forschungen, sondern erfüllte einen Auftrag, mit dem er im

⁵⁶ FRANKL: a. a. O. S. 4. Eine solche Lobpreisung der Könige bedeutete auch im Vergleich zu seinen älteren Arbeiten einen Schritt zurück.

⁵⁷ O. D. MTAKK kéziratár — Szilády-Korrespondenz. Die beiden Exemplare mit gleichem Text wurden von Á. Szilády (??), der damals bereits Mitglied der Akademie war, an P. Hunfalvy und C. Horváth gesandt. Vermutliches Datum des Briefes 1865—66, Titel des zitierten Artikels: »A bécsi békekötés 1606-ban« (Der Wiener Friedensvertrag 1606). Győri Történelmi és Régészeti Füzetek, 1864—65. Sonderabdr. 1865.

großen und ganzen einverstanden war. Das Ziel des Buches war die Stärkung der katholischen Geschichtsauffassung. Andererseits wurde Fraknói mit der Abfassung des Lehrbuchs beauftragt, weil seine vorgesetzten sehr gut wußten, daß seine konsequent konservative Haltung eine Garantie für die Gestaltung eines solchen »Gegenlehrbuchs« von Niveau war.

Die veröffentlichten Gegenmeinungen nutzten Fraknói, denn sie lenkten die Aufmerksamkeit von führenden Kreisen der katholischen Kirche -- von Kirchenfürsten, Redakteuren usw. -- auf den jungen Novizen.⁵⁸ Er erhielt von verschiedenen Seiten Aufträge und Angebote, Artikel, Aufsätze, Flug-schriften usw. zu schreiben.

Im Sommer 1864 beendete Vilmos Fraknói seine Universitätsstudien.⁵⁹ Einige Tage später meldete er Ipolyi: »Heute habe ich meinen Coursus der Philosophie beendet. Ich habe mein zweites Rigosum mit mehr Glück als Erfolg bestanden. Am Sonntag werde ich promoviert. Was mit mir dann geschieht, weiß nur der liebe Gott. Am Montag gehe ich zu unserem Vater, dem Fürstprimas, um ihm die Lorbeeren zu Füßen zu legen.«⁶⁰ Er empfand nur halbe Freude über den Abschluß seiner Studien, denn gleichzeitig mit der Entgegennahme des Doktordiploms mußte er seine bisherige Lebensweise aufgeben. Statt der Pester Wohnung, des ständigen Aufenthalts in der Hauptstadt mußte er mit der Ernennung in die Provinz rechnen, die auch nicht lange auf sich warten ließ. Den Sommer konnte er zwar im Ausland verbringen, doch bereits für September erhielt er den Ruf *nach Nagyszombat* als Oberlehrer *am erzbischöflichen Gynnasium*.⁶¹ Vilmos Fraknói hatte das Gefühl, daß mit dieser Berufung seine so hoffnungsvoll begonnene Laufbahn als Geschichtsschreiber einen Bruch erlitt.⁶² Seine Befürchtungen waren berechtigt, wie das auch seine Briefe von Anfang 1865 beweisen. Der junge geistliche Lehrer hat von Nagyszombat etwas anderes erwartet. Er beschreibt seine Vorgesetzten und Kolle-

⁵⁸ Ipolyi schrieb aus Eger, daß dort Fraknói viele Anhänger habe, die ihn auch persönlich kennenlernen wollten. »Seine Excellenz (Béla Bartakovics, Erzbischof von Eger) hat Sie vor einigen Tagen seinen Zöglingen im Seminar sogar als Vorbild hingestellt . . .« Ipolyi—Fraknói. Eger, 8. November 1863. OSZKK Levelestár.

⁵⁹ »Nur einige Tage trennen mich vom zweiten Examen«, schrieb er an Ráth. Fraknói—Ráth, Károly. Pest, 6. Juni 18. MTAKK Ráth K. lev. Bd. I.

⁶⁰ Gemeint ist Fürstprimas János Scitovszky, Erzbischof von Esztergom.

Fraknói—Ipolyi. Pest, 15. Juli 1864. OSZKK Levelestár. Fraknói war Seminarist der Diözese Esztergom, deshalb mußte er sich beim Erzbischof von Esztergom melden.

⁶¹ In Nagyszombat kehrte er an eine der Stätten seiner Schulzeit zurück. Seine Auslandsreisen führten ihn nach Bayern, ins Rheinland, nach Frankreich und Belgien. Das war seine erste Auslandsreise zwecks Datensammlung. Fraknói—Ipolyi. Pest, 15. Juli 1864. OSZKK Levelestár. Ipolyis Glückwünsche zur Promotion und zur Auslandsreise: Ipolyi—Fraknói. Eger, 28. Juli 1864. OSZKK Levelestár.

⁶² »In der Tat habe ich Pest nur ungern verlassen; denn hier werde ich meine historischen Forschungen nicht in dem Maße fortsetzen können, wie dort«, schrieb er an K. Ráth. »Sonst schadet es nicht, wenn ich mich auch mit dem praktischen Leben etwas vertraut mache. Und schließlich möge Gottes Wille walten.« Das klingt bezüglich der Zukunft nicht sehr optimistisch. Fraknói—Ráth. Nagyszombat, 5. Oktober 1864. MTAKK Ráth K. lev. Bd. I.

gen als gefühlslose kalte Potentaten, die ihr geringes Interesse einzig auf die Politik und die Beschaffung von Pfründen richteten, sich um die Wissenschaft nicht kümmerten.⁶³ Die Stimmung in seinen Briefen an Ipolyi änderte sich auch später nicht. Im März schrieb er über sein Leben in Nagyszombat: »... aus Gnaden des Fürstprimas versauere ich hier in Nagyszombat. Ich unterrichte Historie, Philosophie und Latein 13 Stunden in der Woche. Diese zwei Zeilen umfassen alle Momente meines Lebens in Nagyszombat.«⁶⁴

Die Geschichte gab er jedoch nicht auf. Einerseits fand er in Nagyszombat die Gesinnungsfreunde, mit denen er über wissenschaftliche Fragen diskutieren bzw. über seine eigenen Forschungen sprechen konnte. Im Gymnasium unterrichtete z. B. Antal Pór, der während seines Aufenthalts in Nagyszombat zweifellos zum engeren Kreis Fraknói gehörte.⁶⁵ Nach Zeugnis seiner Korrespondenz stand er in besonders guten Beziehungen zu Dániel Szontágh, den er oft besuchte und der von ihm begeistert war. »Professor Fraknói ist ein ehrenwerter Mann an der örtlichen höheren Lehranstalt«, schrieb er an Károly Ráth. »Auch auf mich macht er einen angenehmen Eindruck. Er ist der einzige, den ich zu besuchen pflege und dessen Gegenbesuche auch mich, alten Mann, aufmuntern. - Wenn doch unser herzliches Verhältnis länger anhalten könnte...«⁶⁶ Ihre Freundschaft erstreckte sich auch auf die wissenschaftliche Tätigkeit. So bearbeitete Szontágh auf Fraknói Anraten seinen Artikel für die *Győri Történelmi és Régészeti Füzetek* (Raaber Hefte für Geschichte und Archäologie).⁶⁷ Fraknói begann, Material zu seiner Arbeit über Pázmány zu sammeln, wozu sein Aufenthalt in Nagyszombat besonders geeignet war.⁶⁸

Für ihn als Geschichtsschreiber war es von ausschlaggebender Bedeutung, daß er in Nagyszombat mit der *Dunántúli Történetkedvelők* (Transdanubischen Freunde der Geschichte), persönlich mit Károly Ráth und mit der

⁶³ »Die Wissenschaft ist jetzt doppelt null und nichts. Heute kann wirklich das Paradoxon bestehen, daß auch das Nichts schwinden kann. Neben der Besetzung der vakanten Bistümer und ähnlichen Dingen gerät der Wert der Wissenschaft und Kultur ins Hintertreffen.« Fraknói—Ipolyi (Nagyszombat — F. R.) 20. Januar 1865. OSZKK Leveléstár.

⁶⁴ Fraknói—Ipolyi. Nagyszombat, 15. März 1865. OSZKK Leveléstár.

⁶⁵ A. Pór (1834—1911) war älter als Fraknói und kam nach Abschluß seines Theologiestudiums 1857 an das erzbischöfliche Obergymnasium in Nagyszombat, wo er bis 1871 unterrichtete. Über sein Leben und seine literarische Tätigkeit s. ZELLIGER: a. a. O. S. 404—407. Über die Beziehungen Fraknói—Pór in Nagyszombat: Fraknói—Ipolyi, Nagyszombat, 15. März 1865. OSZKK Leveléstár.

⁶⁶ D. Szontágh—K. Ráth, Nagyszombat, 18. Februar 1865. OSZKK Leveléstár.

⁶⁷ In seinem Brief protestierte Szontágh gegen den Abdruck seines Artikels über Erzsébet Czobor in den *Győri Történelmi és Régészeti Füzetek*. Seine Begründung: Der Schirmherr des Blattes sei der Bischof von Győr (János Simor — F. R.), er aber schreibe für keinen Blatt, das vom »Geist der katholischen Religion durchdrungen und geleitet wird«. In dem oben zitierten Brief vom 18. Februar 1865 schrieb er bereits: »Ich habe in meinem Artikel über Erzsébet Czobor alle Stellen gestrichen, deren blanke Wahrheit dem Gegner ins Auge stechen könnte. Ja, ich habe sogar Professor Frankl über den ganzen Artikel informiert... und alle schärferen Passagen ausgelassen... Jetzt können ihn die Győri Füzetek schon veröffentlichen...« Szontágh—Ráth. Nagyszombat, 5. November 1864. OSZKK Leveléstár.

⁶⁸ Fraknói—Ipolyi. Nagyszombat, 15. März 1865. OSZKK Leveléstár.

Győri Történelmi és Régészeti Füzetek in Kontakt kam. Eigentlich war das die erste Gelegenheit in seinem Leben, daß er nicht mehr einsam seine Forschungen betrieb, sondern Aufgaben und Anregungen zur Sammlung von Materialien, zur Wahl von Themen, nicht zuletzt die Möglichkeit für ihre Publikation erhielt.⁶⁹

Die Dunántúli Történetkedvelők lernte er durch Flóris Rómer kennen. Ihre Beziehungen vertieften sich im Laufe der Zeit, und er verehrte Rómer als seinen väterlichen Freund. Rómer führte Fraknói bei den Győri Történelmi és Régészeti Füzetek und dadurch auch bei Ráth ein. Noch als Student schickte er Rómer den kleineren Beitrag über »einen unbekannten Abt von Szentmárton (St. Martin)« ein. Den an Ráth weitergeleiteten Artikel erbat Fraknói mit der Begründung zurück, er hätte beim Studium einer Arbeit von Fuxhoffer festgestellt, daß die fraglichen Urkunden Fuxhoffer schon veröffentlicht hat. Im gleichen Brief erwähnte Fraknói, Rómer hätte ihn einmal aufgefordert, die Geschichte des Bistums Győr (Raab) zu schreiben. Er (Fraknói) habe schon einen Entwurf ausgearbeitet, den Ráth seines Wissens dem Bischof von Győr, János Simor, gezeigt hätte. Er bitte Ráth, auch den verbesserten Entwurf dem Bischof zu zeigen.⁷⁰ Von da an wechselten sie verhältnismäßig oft — alle anderthalb bis zwei Monate — Briefe. Diese befaßten sich mit den prinzipiellen Fragen der Geschichtsforschung und der Geschichtsschreibung. Fraknói schrieb in diesen Briefen ausführlich über seine historiographischen Methoden und über seine Geschichtsauffassung.

Mit Freude begrüßte Fraknói z. B. die Herausgabe der »Hazai Okmánytár« (Heimatliche Urkundensammlung), ja, er stellte diese sogar der Urkundenpublikation der Akademie gegenüber.⁷¹ Er bot seine Hilfe an, doch nach Erscheinen des ersten Bandes schrieb er nicht die versprochene Rezension, und beim Sammeln der Urkunden wollte er nur die Abschrift der auf Pázmány bezüglichen Urkunden übernehmen.⁷²

Auf die Tätigkeit der »Dunántúli« wurde er noch 1864 während seines Aufenthalts in Pest hingewiesen. Von dem Gedanken des Zusammenschlusses war auch Fraknói sehr angetan und er drängte Ráth zur Fortsetzung der Organi-

⁶⁹ Über die Dunántúli Történetkedvelők (Transdanubische Freunde der Geschichte) siehe Á. VÁRKONYI: a. a. O. und M. MANN: *Ráth Károly élete és munkássága* (Leben und Wirken von Károly Ráth). »Századok«, 1965.

⁷⁰ Fraknói—Ráth. Pest, 8. Februar 1863. MTAKK Ráth K. Lev. Bd. I. Fraknói war damals Novize des Pester Priesterseminars. Den Bischof von Győr kannte er noch nicht und wußte nicht, daß auch K. Ráth seine Beziehungen zu János Simor vornehmlich über Rómer unterhielt. Vgl. Ráth—Rómer. 11. April 1863. OSZKK Levelestár.

⁷¹ »Mit Freude begrüße ich die 'Hazai Okmánytár' (Heimatliche Urkundensammlung). Mag alle Welt sehen, daß wir der Akademie nicht gestatten, aus der Wissenschaft ein Monopol zu schmieden. Aus tiefstem Herzen wünsche ich dem Neugeborenen ein dauerndes, glückliches Dasein und den tüchtigen Paten viel Freude...« Fraknói—Ráth. Nagyszombat, 4. Oktober 1864. MTAKK Ráth K. Lev. Bd. I.

⁷² Fraknói—Ráth, Károly. Nagyszombat, 15. Mai 1865. MTAKK Ráth K. Lev. Bd. I.

sation.⁷³ Das Interesse beruhte offenbar auf Gegenseitigkeit, denn die »Dunántúli« bezogen Fraknói in eines ihrer bedeutendsten Vorhaben, die Erarbeitung der Komitatsmonographien ein. Auf Károly Ráth's Vermittlung ersuchte man ihn, einen einheitlichen Entwurf der Komitatsmonographien auszuarbeiten, und Fraknói übernahm die Aufgabe voller Freude.⁷⁴ Er verfertigte in sehr kurzer Zeit seinen Entwurf und schickte ihn Ráth mit der Bitte, ihm seine persönliche Meinung über die Arbeit mitzuteilen. Seinem Entwurf legte er auch ein Memorandum mit der Bemerkung bei, er habe es als eine Rede verfaßt, damit es Ráth bei der Zusammenkunft der »Dunántúli« verlesen könne. Schließlich bat er Ráth, ihn über das Ergebnis der Sitzung zu informieren.⁷⁵

Die Dunántúli Történetkedvelők standen — obwohl unter ihnen auch geistliche Geschichtsschreiber waren — in vieler Hinsicht in Gegensatz zu den sog. kirchlichen Geschichtsschreibern. Trotzdem erstrebte Fraknói damals 1864 eine Annäherung an die Gruppe. Voller Spannung erwartete er das Urteil über seine eingesandten Aufsätze.⁷⁶ Damals hatte aber unter den »Dunántúli« eine lebhaftes Korrespondenz über die Arbeit und Person Fraknóis begonnen, und die Meinungen waren nicht schmeichelhaft. Fraknói, der davon nichts wußte, bereitete sich auf die Ostertagung 1865 der Dunántúli Történetkedvelők vor, zu der er jedoch aus Familiengründen (sein Vater war am 13. April gestorben) nicht erscheinen konnte.⁷⁷ Er erkundigte sich noch in einigen

⁷³ »Mit großer, unsagbar großer Freude habe ich im 'Pesti Napló' (Pester Tagblatt) den Bericht über die neue Sitzung des geschätzten transdanubischen Vereins gelesen... Die Geschichtswissenschaft wird besonders dem gnädigen Herrn zu Dank verpflichtet sein, der diese Idee in unserer Heimat ins Leben gerufen hat... Ich habe die Notwendigkeit der Arbeitsteilung tief empfunden. Die Voraussetzung hierfür ist die Vereinigung... Unterstützen wir einander, zu unserem Wohle und zu dem der gemeinsamen Sache. Und deshalb danken wir Ihnen, der diese Prinzipien als erster zum Ausdruck gebracht.« Fraknói—Ráth. Pest, 5. Juni 1864. MTAKK Ráth K. Lev. Bd. I.

⁷⁴ »... Was das erbetene Programm betrifft, fühle ich mich geehrt, daß ich berufen wurde, es auszuarbeiten, und ich werde mich glücklich schätzen, wenn es mir gelingen wird, Ihre Zufriedenheit zu erringen. Ich werde bestrebt sein, es so schnell und so gut wie möglich auszuarbeiten; ebenso jene allgemeinen Standpunkte hervorzuheben, die meiner Ansicht nach bei der Abfassung der einzelnen Monographien in Betracht zu ziehen sind, damit die Arbeiten nicht nur einheitlich, sondern möglichst auch den heutigen (Hervorhebung von V. F.) Anforderungen der Geschichtswissenschaft entsprechen. Nochmals mein Dank für den ehrenvollen Auftrag.« Fraknói—Ráth. Nagyszombat, o. D. MTAKK Ráth K. Lev. Bd. I. Der Brief dürfte aus der Zeit zwischen 5. und 21. Oktober 1864 datieren (F. R.).

⁷⁵ Fraknói—Ráth. Nagyszombat, 10. November 1864. MTAKK Ráth K. Lev. Bd. I. — Wortlaut des Memorandums (der Rede) von Fraknói in OSZKK Fol. Hung. 1209. — Fraknóis Entwurf ist in Györi Történelmi és Régészeti Füzetek, Bd. IV, 1865, auf der Innenseite des Einbands erschienen.

⁷⁶ »Nach Ihrem so langen, unendlich scheinenden Schweigen war es ungemein erfreulich, Ihre wertigen Zeilen zu lesen. Was meinen Aufsatz betrifft, so beunruhigt mich sein Schicksal weniger als es mich interessiert.« Fraknói—Ráth. Nagyszombat, 12. Januar. MTAKK Ráth K. Lev. Bd. I. Die Analyse des Memorandums vgl. bei F. RÖTTLER: a. a. O. »Századok«, 1969, S. 1062—1064.

⁷⁷ Über die Zusammenkünfte in Csep s. Á. VÁRKONYI: a. a. O. und M. MANN: a. a. O. Über die Annahme der Einladung: Fraknói—Ráth. Nagyszombat, o. D. (16. Februar 1865 — F. R.) MTAKK Ráth K. Lev. Bd. I.

Briefen bei Ráth nach den Komitatsmonographien, da er jedoch von ihm keine günstigen Bescheide erhielt und seine Versetzung nach Esztergom auf der Tagesordnung stand, rückte er von den Dunántúli Történetkedvelők immer mehr ab. Zur selben Zeit aber gelangte er in das Bollwerk des ungarischen Katholizismus, nach Esztergom.

Nach den Gymnasialprüfungen im Sommer 1865 war die einjährige Lehr-tätigkeit von Vilmos Fraknói in Nagyszombat abgelaufen. Am 23. Juli 1865 erhielt er die Priesterweihe. Zugleich versetzte ihn die Hauptbehörde der Diözese als Professor für Kirchengeschichte und Philosophie an das Priesterseminar in Esztergom. Sein Wunsch ging in Erfüllung, er war den Pester wissenschaftlichen Foren näher. Von da an war er häufig in Pest und frischte seine in den Studienjahren geknüpften wissenschaftlichen Kontakte auf. Mit dem Lehrerberuf konnte er sich auch in Esztergom nicht befreunden. In seiner ausgedehnten Korrespondenz in der zweiten Hälfte der 60er Jahre erwähnte er kein einziges Mal seine Schüler oder seine Lehrtätigkeit. Während seiner verhältnismäßig langen Laufbahn als Professor in Esztergom war er nicht bestrebt, um sich eine Schule zu bilden. Bereits Ende 1865 schrieb er einen erbitterten Brief an seine Freunde, in dem er sich über seine Arbeit als Professor und über seinen Aufenthalt in Esztergom beschwerte.⁷⁸

Die Möglichkeit für eine wissenschaftliche Betätigung waren jedoch in Esztergom viel günstiger als in Nagyszombat. Das Archiv des Erzbistums und des Kapitels war ein unerschöpflicher Born mit wertvollem mittelalterlichem Material. Er unterhielt freundschaftliche Beziehungen zu Nándor Knauz, dem damaligen Leiter des erzbischöflichen Archivs und einem der besten Kirchenhistoriker seiner Zeit.⁷⁹ Außerdem hatte er Gelegenheit, seine Schriften in der in Esztergom redigierten und herausgegebenen kirchengeschichtlichen Zeitschrift »Magyar Sion« zu publizieren.

⁷⁸ »Ich bin in Esztergom an das Katheder des Priesterseminars gefesselt«, schrieb er an Ráth. Fraknói—Ráth. Esztergom, 12. Oktober 1865. MTAKK Ráth K. Lev. Bd. I. — »Gemächlich arbeite ich an diesem und jenem, fern vom Weltlärm der Hauptstadt«, schrieb er an Ipolyi. Fraknói—Ipolyi. Esztergom, 16. Dezember 1865. OSZKK Levelestár. — Im Buch über Pázmány bewertete Fraknói den Lehrerberuf wie folgt: »Pázmány hatte nicht die Absicht, sein ganzes Leben als Lehrer zu verbringen. Er wollte nicht seine Fähigkeiten und seinen Fleiß völlig in den Dienst dieses ehrenwerten und bedeutungsvollen, aber engen Arbeitsbereichs stellen.« (Hervorhebung von mir — F. R.) — V. FRANKÓI: *Pázmány Péter és kora* (Péter Pázmány und seine Zeit). Bd. I, S. 28, Pest 1868.

⁷⁹ N. Knauz (1831—1898) war eine bedeutende — doch in unserer Geschichtsliteratur kaum gewürdigte — Persönlichkeit der katholischen Historiographie zur Zeit des Dualismus. In seiner Jugend schrieb er Gedichte und Novellen, später beschäftigte er sich vornehmlich mit Geschichte. 1860 wurde er zum Leiter des erzbischöflichen Archivs von Esztergom ernannt. Mit seinem Namen ist die Herausgabe und Redaktion der ersten kirchengeschichtlichen Zeitschrift in ungarischer Sprache verbunden: »Magyar Sion« (1863—1869). 1858 wurde er Mitglied der UAW, spielte aber im wissenschaftlichen Leben keine besondere Rolle. 1871 wurde er zum Kanonikus in Esztergom ernannt. Über sein Leben und Wirken s. ZELLIGER: a. a. O. S. 246—250; sowie F. KOLLÁNYI: *Esztergomi kanonokok* (Kanoniker von Esztergom). Budapest 1900.

Doch selbst die günstigen Umstände konnten Fraknói von seinem Endziel nicht ablenken: endgültig in die Hauptstadt zu übersiedeln und sich ausschließlich der wissenschaftlichen Tätigkeit zu widmen. Darum bewarb er sich u. a. 1866 um die vakante Stelle an der Pester Universität als Geschichtsprofessor. Die Beurteilung der Bewerbungen spiegelte die Religions- und Parteikämpfe in den Jahren vor dem Ausgleich wider. Unter den Bewerbern befanden sich Kálmán Thaly, Iván Nagy, Árpád Kerékgyártó und Vilmos Fraknói.

Fraknói glaubte nicht an den Erfolg seiner Bewerbung. »Ich habe mich um den Lehrstuhl der ungarischen Historie beworben«, schrieb er an Ipolyi, »der Fürstprimas versprach, er werde alles in meinem Interesse unternehmen. Doch ich glaube überhaupt nicht, daß ich auch nur auf den geringsten Erfolg hoffen kann.«⁸⁰ Nach der Bekanntgabe des Ergebnisses verzichtete er für eine Zeitlang auf die Rückkehr in die Hauptstadt. Er richtete sich in Esztergom ein und versuchte aus eigenen Kräften bzw. mit Ipolyis Hilfe seine Kontakte mit den Historikern in der Hauptstadt und in der Provinz weiter zu pflegen. Am Gelingen dieser Bestrebungen hatte sein Gönner *Arnold Ipolyi* einen großen Anteil.

Für Fraknóis historiographische und wissenschaftliche Laufbahn war die enge Freundschaft mit Ipolyi von unschätzbbarer Bedeutung. Durch ihn fand er auch zu den akademischen Kreisen Zutritt. Seine Tätigkeit richtete er auf ein Ziel aus: möglichst schnell den höchsten wissenschaftlichen Gradus, die Mitgliedschaft der Akademie zu erwerben. Die Gestaltung der Beziehungen zwischen Fraknói und Ipolyi halten wir hinsichtlich der Entstehung und Festigung der wissenschaftlichen Vereinigungen für sehr bezeichnend.

Über die Beziehungen Ipolyis und Fraknóis können wir in unserer bisherigen historiographischen Literatur nur wenig finden. Ihre Zusammenarbeit ist allbekannt, aber wir möchten hier die Aufmerksamkeit auf die Umstände der Entstehung dieser Beziehung lenken.

Schauplätze und zeitliche Einschnitte in Vilmos Fraknóis Tätigkeit sind uns bekannt: Pest, Nagyszombat, Esztergom. Arnold Ipolyi wirkte 1860–63 als Pfarrer in Törökszentmiklós, dann verbrachte er sechs Jahre im Domkapitel von Eger (Erlau). Seit ihrer Bekanntschaft bis Herbst 1864 betätigte sich Fraknói als Ipolyis halboffizieller Beauftragter in Pest. Als Gegendienst unterstützte Ipolyi den jungen Novizen am Anfang seiner geistlichen und historiographischen Laufbahn. Als Geistlicher hatte Fraknói keinen Erfolg und konnte keinen haben. Nachdem Ipolyi persönlich bei Erzbischof Scitovszky um seine Entlassung aus der Esztergomer Diözese ersucht hatte, brach

⁸⁰ An erster Stelle wurde *Á. Kerékgyártó* vorgeschlagen und er erhielt auch den Ruf als Professor. Fraknói—Ipolyi (Nagyszombat — F. R.), 20. Januar 1865. OSZKK Levelestár.

er mit denen, die Fraknói geistliche Beförderung wirksam hätten befürworten können.⁸¹ Fraknói wurde in seiner geistlichen Karriere im allgemeinen nicht unterstützt. Allerdings bemühte er sich in seiner Jugend nicht sehr um seinen Aufstieg. Im Gegensatz zu Ipolyi, Knauz und anderen fehlte Fraknói jede Praxis als Seelsorger.⁸²

Ihm war es wichtiger, daß er zu Beginn seiner Historiographen-Laufbahn eine Hilfe erhalte und erhielt sie auch — wie wir im Zusammenhang mit dem Erscheinen seiner ersten Arbeiten bereits gezeigt haben — durch Ipolyi. Als Mitte der 1860er Jahre die Organisation der Historiker Ungarns in Angriff genommen wurde — Gründung der Magyar Történelmi Társulat und der Zeitschrift »Századok« (Jahrhunderte) — empfahl Ipolyi auch den jungen Fraknói in die Vereinigungen.

Die Hilfe und Unterstützung war jedoch nicht einseitig. Auch Fraknói konnte seinem namhaften Mentor behilflich sein. Am nützlichsten machte sich Fraknói beim Sammeln von Quellen. Bereits in seinen Briefen von 1863 sandte er Ipolyi Archivbelege und Daten über sonstige Sachdenkmäler. So schrieb er z. B. über seinen Aufenthalt in Szent Benedek (St. Benedikt an der Gran): »Da ich nichts, was mich unmittelbar interessiert, gesucht oder gefunden habe, habe ich mein Augenmerk auf Dinge gerichtet, die Ehrwürden und Herrn Rómer Anregungen geben könnten.«⁸³ Er forschte nicht nur im Archiv, sondern besichtigte auch die kunsthistorischen Denkmäler und machte Aufzeichnungen über die Fresken der Kirche von Apátfalva, die er Ipolyi senden wollte. Damals hatte sich Fraknói noch nicht für einen bestimmten Forschungsbereich entschieden und befaßte sich selbst eingehender mit Kunstgeschichte und Archäologie.⁸⁴ Ipolyi erkannte bald, daß er den historisch begabten Fraknói auch mit der Erforschung der notwendigen Daten zu seiner eigenen Arbeit

⁸¹ A. Pór schreibt im zitierten Werk, Scitovszky habe Ipolyi, als er diesen entließ, gefragt, ob Bartakovics (damaliger Bischof von Eger — F. R.) ihm (Ipolyi) einen Posten als Kanonikus versprochen habe (Pór: a. a. O. S. 40). Demgegenüber erwähnt die widerspruchreiche Pórsche Biographie, Ipolyi sei als Anwärter auf eine Kanonikerpfünde nach Törökszentmiklós gegangen. Die Tatsachen bestätigten die letztere Annahme. Drei Jahre nach »dem treulosen Verlassen« der Diözese Esztergom war Ipolyi bereits Kanonikus in Eger. Unter seinen geistlichen Förderern war noch Rómer bedeutungsvoll, dessen Aufmerksamkeit Ipolyi auf Fraknói lenkte. Rómer—Ipolyi. Pest, 24. Juni 1863. Esztergomi Prímási Levéltár Ipolyi levelezése (Archiv des Esztergomer Fürstprimats. Ipolyi-Korrespondenz) R. 261.

⁸² Ein einziges Mal schrieb er an Ipolyi einen Brief solchen Inhalts: »... Seit dem 1. Januar habe ich eine unsägliche Sehnsucht, Propst von Turóc (Turtz, Turčiany) zu werden. Natürlich nur Titularpropst. Nachfolger von Forgách und Pázmány! Ist das kein würdiger Posten für die Ambitionen eines kirchlichen Geschichtsschreibers?« Fraknói—Ipolyi. Budapest, 5. Januar 1876. OSZKK Levelestár. — Die Propstei gehörte damals zum Bistum von Besztercebánya (Neusohl, Banská Bystrica) und Bischof war Arnold Ipolyi. (Ipolyi konnte jedoch seine Bitte nicht erfüllen.)

⁸³ Im Sommer 1863 wollte er in Garamszentbenedek (St. Benedikt an der Gran, Sv. Benedik u. Hronom). Fraknói—Ipolyi. Érsekújvár (Neuhäusel, Nové Zámky). 24. August 1863. OSZKK Levelestár.

⁸⁴ Fraknói—Ipolyi. Pest, 30. Oktober—28. November 1863. Als literarische Erinnerung an diese Sammelarbeit blieb nur ein Feuilleton unter dem Titel »Egyházi régiségek« (Kirchliche Altertümer), erschienen in Győri Füzetek.

beauftragen kann. Deshalb finden wir in den Briefen von Ipolyi konkrete Bitten, hauptsächlich bezüglich dokumentarischer Angaben zu seinen kunstgeschichtlichen Arbeiten. Die gesandten »Aufzeichnungen«, schrieb Ipolyi, »sind für mich allesamt äußerst wertvoll und interessant und ich erkühne mich, Sie um deren Fortsetzung zu bitten. Vor allem interessieren mich jetzt unsere alten Denkmäler der Malerei, ferner die Propsteien von Apátfalva, Ság und der Zips«. ⁸⁵ 1865 erschien Ipolyis Beschreibung von Apátfalva. Dies teilte er Fraknói als »das beste Stück unserer gemeinsamen Tätigkeit« mit. Im selben Brief bat er Fraknói, nach Möglichkeit nicht nur Regesten, sondern ganze Urkunden zu schicken. ⁸⁶ Als Fraknói nach Estergom übersiedelte, konnte er Ipolyi mehr Urkunden und Regesten zur Verfügung stellen. Besonders viel half er ihm bei dessen Studie über die Krönungsinsignien. ⁸⁷

Wir wollen nicht Ipolyis Ansehen als Wissenschaftspolitiker, seinen bedeutenden Einfluß auf die entstehenden Verbindungen der Historiker und seine Autorität unterschätzen, zweifellos aber trat sein zwanzig Jahre jüngerer Kollege seine Laufbahn mit einer gründlicheren fachlichen Vorbildung, mit umfassenderen und fundierteren Kenntnissen in Diplomatie und Literatur an. Ipolyi wußte das sehr gut, doch dies trübte nicht ihre Zusammenarbeit. Für Ipolyis vornehme Gesinnung spricht, daß er auf Fraknói nicht eifersüchtig war, gegen ihn nicht intrigierte, vielmehr ihn ermunterte, seinen günstigen Start und seine hervorragenden Fähigkeiten zu nutzen. Das beweisen auch die — zwar etwas bitteren, selbstquälerischen — Worte: »...Vergebens, ich muß mich damit abfinden«, schrieb er an Fraknói, »daß Sie es in einer glücklicheren Lage schneller tun können als ich, mit dem das Schicksal ständig so ein hämisches Spiel treibt... Sooft ich denke, jetzt habe ich die Ufer der wissenschaftlichen Denkweise erreicht, werde ich in die Flut des Meeres der Alltagsarbeit zurückgestoßen... De non invideo, daß andere und namentlich Euer Wohlgeboren, der es so sehr verdient, ein glücklicheres Geschick beschieden ist, als mir, der in der wissenschaftlichen Laufbahn um jeden Schritt kämpfen mußte. Der Unterschied zwischen Ihnen, den hauptstädtischen Schriftstellern und mir, dem Provinzler, der stets mit anderen Hauptarbeiten beschäftigt ist, ist wie zwischen einem, der sich nach Belieben an den gedeckten Tisch setzen und an ihm verweilen kann, dieweil ich immer nur im Laufen oder Stehen, wie die aus Ägypten flüchtenden Juden vom Lamm etwas essen

⁸⁵ Ipolyi—Fraknói. Törökszentmiklós, 17. Juli 1863. — Eger, 18. Februar 1864. OSZKK Levelestár.

⁸⁶ A. IPOLYI: *A kunok bélháromkúti, másképp apátfalvi apátsága és XIII. századi egyházának leírása* (Die Abtei der Kumanen von Bélháromkút, anders Apátfalva, und die Beschreibung der Kirche aus dem 13. Jahrhundert). Pest 1865. Kny. Ipolyi—Fraknói. Eger, 26. Juli 1865. OSZKK Levelestár.

⁸⁷ Ipolyi—Fraknói. Eger, 14. November bis 9. Dezember 1865 bzw. Fraknói—Ipolyi. Esztergom, 4. Dezember 1865. OSZKK Levelestár. A. IPOLYI: *A magyar szent korona és koronázási jelvények története és műleírása* (Die Geschichte und Beschreibung der ungarischen heiligen Krone und der Krönungsinsignien). Budapest 1886.

kann.«⁸⁸ Ipolyis Überlastung mit Amtsgeschäften tat auch Fraknói leid. Er sah, wie Ipolyis wissenschaftliche Tätigkeit darunter litt, daß dieser die meiste Zeit für die Erledigung kirchlicher Angelegenheiten verwandte. Deshalb ist es nicht verwunderlich, daß Fraknói in einem seiner Briefe an Ipolyi schrieb: »Gnädiger Herr, zürnen Sie nicht, wenn ich meinem von vielen anderen geteilten Wunsch Ausdruck verleihe, wann es unserem Herrn endlich gefallen werde, einen der Herren Kanoniker von Eger in die himmlische Abtei abzubrufen, damit Ehrwürden unserer Literatur zurückgegeben werden, der Sie zu unserem Leidwesen geraubt wurden.«⁸⁹ Diese Gedanken tragen auch zum Verständnis für die Gestaltung seines eigenen Lebens bei, denn Fraknói hat durch Ipolyis Schaden viel gelernt. Fraknói wollte vor allem Historiker werden, und es ist kaum zu bestreiten, daß er, u. a. belehrt durch Ipolyis Beispiel Zeit und Kräfte nicht für den Erwerb verschiedener kirchlichen Pfründe vergeudete. Er versicherte seinen Freunden immer wieder, daß sein Beruf zum Historiker gegenüber seiner Berufung zum Priester oft den Vorrang hatte.

Die Beziehungen zwischen Ipolyi und Fraknói beschränkten sich aber nicht auf die Geschichtswissenschaft. Seit ihrer ersten persönlichen Begegnung war Vilmos Fraknói häufig Gast in Eger.⁹⁰ Schon damals bildete sich die später — während des Episkopats Ipolyis — zur Gewohnheit gewordene Praxis heraus, daß Fraknói, sooft er in der Hauptstadt zu tun hatte, auch die verschiedensten Anliegen Ipolyis erledigte. In Esztergom war es für alle selbstverständlich, daß Vilmos Fraknói in allem, auch in persönlichen Angelegenheiten, Ipolyi zur Hand ging.⁹¹ Auch Fraknói erbat häufig Ipolyis Hilfe, z. B. 1865–66 bei der bereits erwähnten Bewerbung um den Lehrstuhl. Oft ersuchte er Ipolyi um Unterstützung bei der Szent István Társulat, bei der Fraknói Schriften herausgeben bzw. Vorträge halten wollte. Ohne Fraknóis Ersuchen brachte Ipolyi die Möglichkeit der Mitgliedschaft seines Schützlings bei der Akademie zur Sprache. Angesichts des großen Widerstands mußte die Sache jedoch auf einen späteren Zeitpunkt verschoben werden.⁹² Die erste

⁸⁸ Ipolyi—Fraknói. Eger, 18. Februar 1864. OSZKK Leveléstár.

⁸⁹ Hinweis auf Ipolyis Beförderung innerhalb des Domkapitels. Fraknói—Ipolyi. Nagyszombat, 15. März 1865. OSZKK Leveléstár. Ipolyi lebte bis zu seiner Übersiedlung in Eger unter finanziellen Nöten.

⁹⁰ Fraknói—Ipolyi. Pest, 30. Oktober 1863. — (Nagyszombat) 20. Januar 1865. — Esztergom, 29. Juli 1868. OSZKK Leveléstár bzw. Ipolyi—Fraknói. Eger, 30. August—18. September—18. November 1863. OSZKK Leveléstár. — In einem Brief bittet er Fraknói, sein Kommen »nie an Römer zu binden, denn dann wird Ihr Vorhaben jahrelang und immer in der Schwebe bleiben« (14. August 1866).

⁹¹ Über den Beginn dieser Beziehungen s. auch Römer—Ipolyi. Pest, 24. Dezember 1862. *Besztergomi Primási Levéltár, Ipolyi Levelezése F. 254*. Fraknói bestellte z. B. die Zeitung für Ipolyi (»Religio«, Függetlenség, Idők Tanúja, Kalauz usw.) oder Bücher. Als man einmal Ipolyi aufforderte, die Predigt am hl. Stephanstag in Wien zu halten, bat er Fraknói, die im Druck erschienenen Predigten zu sammeln. Ipolyi—Fraknói. Eger, 12. August 1863—12. Februar—5. April—1. Juli 1864. OSZKK Leveléstár.

⁹² »... Ich habe versucht, aus Anlaß der diesjährigen Antrittsreden in der Akademie die Angelegenheit von Euer Hochwohlgeboren zur Sprache zu bringen. Doch ich stieß auf großen Widerstand...« Ipolyi—Fraknói. Eger, 22. April 1868. OSZKK Leveléstár.

Empfehlung an die Akademie — trotz der negativen Antwort — war ein bedeutender Einschnitt auf Fraknói's Lebensweg und für die Gruppe der kirchlichen Geschichtsschreiber. Von nun an verfolgten die wissenschaftlichen Kreise die Tätigkeit des jungen geistlichen Lehrers mit erhöhtem Interesse.

Mitte der 1860er Jahre wurde der Gedanke zur Gründung einer historischen Landeszeitschrift aufgeworfen.⁹³ Frigyes Pesty suchte auch Fraknói auf und bat um seiner Mitarbeit bei der Gründung des Blattes.⁹⁴ Auch bei der Organisierung der Történelmi Társulat rechnete man mit Fraknói, denn seine Wohnung in Esztergom lag auch örtlich der Hauptstadt sehr nahe. Trotz der günstigen Voraussetzungen schaltete sich Fraknói nicht in die Arbeit der »Századok« und der Történelmi Társulat ein. Sein Fernbleiben brachte auch sein Patron Arnold Ipolyi zur Sprache, als er nach der Gründungssitzung folgendes schrieb: »Ich wollte Sie damals sofort in die neue Gesellschaft der Historiker einführen. Doch auch in absentia trat ich dafür ein, daß Euer Wohlgeboren wie Knauz mit fast allen Wählerstimmen zum Ausschußmitglied gewählt werden. Von diesen hängt nämlich die ganze Regierung und Prosperierung der Gesellschaft ab. Jetzt wünschen wir schon sehr und erwarten, daß Sie wenigstens zur ersten Gründungssitzung des Ausschusses, die Mikó für den 2. Juli anberaumt hat, erscheinen werden. Dies würde sich nicht nur gehören, sondern wäre auch von Vorteil. Um so mehr, als sich bei der Wahl viele gegen solche Mitglieder wehrten, die sich später niemals in den Ausschußsitzungen zeigen würden.« Ipolyi mochte diese Begründung für nicht stichhaltig genug halten, denn er ergänzte sie noch mit einem kirchenpolitischen Argument: »... Ich schreibe es auch Knauz, wir beschwerten uns ständig, daß wir überall von den Calvinisten in den Hintergrund gedrängt werden. Sind wir denn nicht selber daran schuld, indem wir uns ständig im Hintergrund halten? Ich erwarte es also, wenn möglich«, beendete Ipolyi seinen Brief, »auch schon wegen des ersehnten freundschaftlichen Zusammentreffens. Aus Esztergom ist es leicht, bis Mittag herzukommen, denn die Sitzung findet am Nachmittag um 5 Uhr statt.«⁹⁵ Die vielen schwerwiegenden Gründe blieben wirkungslos. Weder Fraknói noch Knauz erschienen zu der Ausschußsitzung. Im April 1868 bat Ipolyi Fraknói und Knauz nur noch, an der Generalversammlung am 13. Mai (»es würde sich gehören, wenigstens einmal hier zu erscheinen«) teilzunehmen.⁹⁶

⁹³ F. GLATZ: *Kísérlet történelmi folyóirat indítására 1865-ben* (Ein Versuch zur Gründung einer geschichtlichen Zeitschrift vom Jahre 1865). »Századok«, 1966; *A Magyar Történelmi Társulat megalakulásának története* (Geschichte der Gründung der Ungarischen Historischen Gesellschaft). »Századok«, 1967.

⁹⁴ Pesty—Ráth. Pest, 19. Juli 1865. MTAKK Ráth K. lev. Bd. II. Fraknói—Pesty. Nagyszombat, 8. Mai 1865. OSZKK Levelestár.

⁹⁵ Ipolyi—Fraknói. Eger, 24. Juni 1867. OSZKK Levelestár.

⁹⁶ Ipolyi—Fraknói. Eger, 22. April 1868. OSZKK Levelestár.

Fraknóis Vorbehalte lassen sich trotz seiner Abneigung gegen Pesty und Kálmán Thaly nur zum Teil durch persönliche Gründe erklären. Am Geist der Gesellschaft konnte er nichts auszusetzen haben, denn in der Person Ipolyis war auch einer seiner besten Freunde Mitglied der engeren Leitung. Auch die Satzungen der Gesellschaft verletzten nicht seine kirchliche Denkweise. In der Magyar Történelmi Társulat kamen die konservativen Ideen — in Anpassung an die weitläufiger und vielseitiger verpflichteten Mitglieder — mehr zur Geltung als bei den Dunántúli Történetkedvelők.

Knauz und Fraknói isolierten sich aus einem offen nicht ausgesprochenen Grunde: sie wollten in Esztergom gemeinsam ein katholisches Historikerkentrum gründen. Eine Landeszeitschrift, »Magyar Sion«, war gegeben, und die Mitglieder wollten sie unter den Geschichtslehrern der verschiedenen Priesterseminare und Kirchenschulen bzw. unter den Mitarbeitern der Kirchenarchive werben. Zwei Jahre lang — von 1866 bis 1868 — wirkten Knauz und Fraknói sehr eng zusammen, und ihre Zeitschrift war inhaltlich reich gestaltet.

Trotz ihrer Bemühungen scheiterte ihr geheimer Wunsch nach zwei Jahren, denn sie konnten mit der ständig erstarkenden und wachsenden Történelmi Társulat und der erfolgreichen Zeitschrift »Századok«, die alle Bereiche der Geschichtswissenschaft erfaßte, nicht Schritt halten. Sie mußten einsehen, daß die Kirchengeschichte nur ein begrenztes Gebiet der universalen Geschichte ist, daß die kirchlichen Historiker nicht die ganze ungarische Geschichtswissenschaft vertreten können. Zu diesen Einsichten kam hinzu, daß man Knauz zum Kanonikus in Nagyszombat ernannte. Danach brach Fraknói mit der Isolierungspolitik, denn er sah ein, daß man die Interessen der kirchlichen Geschichtsschreibung nicht von außen, sondern innerhalb der Gemeinschaft aller Geschichtsschreiber wahrzunehmen hatte.

Von 1869 an erschienen laufend die Bande seiner großangelegten Monographie »Pázmány Péter élete és kora« (Péter Pázmánys Leben und Zeit).⁹⁷ 1871 wurde er zum Mitglied der Akademie gewählt und kurz darauf zog er als Stellvertreter des Sekretärs der II. Klasse in die Hauptstadt um. Während eines knappen Jahrzehnts hatte er sein Ziel erreicht, seine Wünsche waren in Erfüllung gegangen. Nun bedurfte es nur noch Fleißes und Talents, sollte seine Karriere weiterhin steil aufsteigen. Seine weitere Tätigkeit rückte tatsächlich in den Brennpunkt der kirchlichen Geschichtsschreibung. Von ihm lernten, bei ihm knüpften seine fähigen und weniger fähigen Nachfolger an. Als wissenschaftlicher Organisator mußte er auch Schlappen hinnehmen. Arnold Ipolyi erfreute sich bei kirchlichen und weltlichen Katholiken und Protestanten gleicherweise großer Beliebtheit. Dasselbe konnte man von

⁹⁷ V. FRANKL: *Pázmány Péter és kora*. Bd. 1—3. Pest 1868—1872. Über die Monographie siehe ausführlich F. RÖTTLER: a. a. O. »Századok«, 1969, S. 1072—1075.

Fraknói nicht behaupten. Nicht nur seine Geschichtsauffassung, sondern auch seine menschliche Haltung verwehrten es ihm, die allgemein anerkannte führende Persönlichkeit der Gruppe der kirchlichen Historiker zu werden. Diese war bis Ipolyis Tod im Jahre 1886 noch durch lockere Bande zusammengehalten, danach verfiel sie aber, und jeder geistliche Historiker ging seinen eigenen Weg, verkündete seine eigenen Anschauungen.

Материалы к попытке создать группу историков церкви в Венгрии в 1860-х годах

Ф. РОТТЛЕР

Резюме

Во время формирования буржуазной историографии в Венгрии некоторые влиятельные историки сыграли значительную роль в организации разных направлений и групп. Создание группы так называемых историков церкви — в состав такой группы входили не только историки, но и публицисты, преподаватели истории — было связано с усилением римско-католической церкви в Венгрии после 1848—1849 гг. Этому сопутствовало частью и обстоятельство, что историки занимались и церковной политикой. В такой среде начал свою деятельность Вильмош Фракнои, один из значительных историков второй половины 19 века. Он родился в 1843 году, получил начальное и среднее образование в церковных школах в гг. Надьсомбат и Эстергом. Здесь он стал семинаристом, а потом учился на Будапештском Теологическом факультете. Среди его учителей, мастеров были и теологи — Пал Палашти, Дьердь Шоппер —, а также историки — Арпад Хорват и Ференц Толди —, у которых он, правда, многому научился, но свою деятельность он начал — по своему собственному признанию — самоучкой, автодидактом.

Его первый труд вышел в свет в 1864 году под заголовком «Очерк культурного состояния венгерской нации в эпоху первых князей». В этой книге встречается лишь немного оригинальных мыслей, похвалу заслужила больше всего затея. В церковных кругах его работа встретила радостный приём. Он получал новые поручения (в 1863 году появился его учебник по истории Венгрии для гимназий католической церкви) и в течение нескольких лет он стал одним из важнейших историков церкви.

После окончания университета он преподавал в гг. Надьсомбат и Эстергом. Здесь он встретился и познакомился с другими историками, как например с Анталом Пором и Нандором Кнаузом. Он искал связи и к не церковным историкам. Так он дошёл через Кароля Рата до одного из значительных исторических журналов, до «Дьери Тэртэнелми еш Регесети Фюзетек» (Исторические и археологические тетради г. Дьера). Он вступил в контакт с первым обществом историков в Венгрии, с обществом «Дунаутли Тэртэнеткедвелэк» (Любители истории Задунайского края), по просьбе которого он составил единый план областных монографий. Но сильно консервативное воззрение плана не нашло одобрения историков, и план был отвергнут. С этого времени Фракнои обратился недвусмысленно к истории церкви, и начал сбор материалов к монографии о Петере Пазмане.

В начале своей деятельности Фракнои получал многостороннюю помощь от Арнольда Ипольи, являвшегося в 1860-х и 1870-х годах одним из руководителей венгерской духовной жизни. Связь между ними не ограничивалась только научной жизнью. В качестве поверенного Фракнои устраивал дела своего отечески заботливого друга Ипольи в гг. Эстергом и Пешт. В то же время Ипольи расчищал дорогу Фракнои, предложил его в Венгерское Историческое Общество, а потом в члены Венгерской Академии Наук. Но Фракнои не поддерживал ни Венгерского Исторического Общества, ни его журнала «Сазадок» (Столетия), ввиду того, что в 1866—1867 годах они вместе с Нандором Кнаузом редактировали в Эстергоме церковноисторический журнал «Мадьяр Шнон» (Венгерский Сион), и они предполагали собрать всех церковных историков вокруг этого журнала. Но их план потерпел провал. В 1870 году Фракнои поселился в Пеште и стал заместителем секретаря Второго (исторического) отдела Венгерской Академии Наук. Этим и закончился первый этап его поприща как историка.

A Contribution to the History of the Proclamation of the Hungarian Republic of Councils in 1919

By
T. HAJDU

The antecedents of March 21st, 1919, the events of that great day will certainly continue to engage the attention of Hungarian historians, and perhaps not only of Hungarians because it seems that, eventually, in the retrospect of half a century, the Hungarian Commune takes its deserved place in the history of Europe. The major correlations are taking shape clearly, but as concerns questions of detail we are likely to happen on many new facts, even on instances of surprise. It seems that considerable progress may be expected mainly in two directions. One is the summing up of the results of our increasing literature on industrial and local history, especially if this takes place on the basis of a recently started thorough investigation into the structure of modern Hungarian society whereby it is possible to clarify the most important question, i.e. the exact role and situation of social classes and strata. The other is the circumstance that the research ban on the post-1918 archival sources in foreign archives has been lifted and this permits a gradual plotting of the complex international background of the Hungarian revolution and putting an end to disputes and guesswork of decades, if dead letters permit us to do so at all.

To present the facts below has been made possible by my getting acquainted with some new archival materials, first of all as the result of my research work in London and Vienna; but reference will be made also to other supplementary publications as a matter of course.

*

At the time of its establishment in 1867, the Hapsburg Monarchy was certainly an ingenious construction; but the framework -- narrow from the outset -- stayed unchanged for half a century and was in striking contrast to the aspirations of the Slavic and Rumanian nations, the class-conscious workers, to the modern intelligentsia, to the rapid progress of sciences, technology and production. After the advent of the 20th century, the unity of the Monarchy and of the Hungarian state within it could be secured only with the mailed fist, and Emperor Francis Joseph as well as his supporters István Tisza and his followers were well aware of this: it was their conviction that the

ramshackle building of the Monarchy could no longer be held together save with iron clamps. R. W. Seton-Watson stated correctly in 1911 that the only solution to the internal contradictions of the Monarchy was a revolution.¹ And this was all the more true after the Balkan wars of 1912–13 which, quasi as a last warning, refuted the illusions entertained also in progressive circles about the automatic solution of the nationality problem through democratic progress, as well as the other bright daydreams of 19-century liberalism and socialism. By 1914 the failure to introduce reforms in Hungary had increased social contradictions to the point of explosion: there was technical progress and obsolete ways of life, growing towns and medieval villages, modern human self-consciousness, and a state machinery preserving feudal dreams.

Yet despite of all this there was no revolutionary organization before World War I which could have initiated the inevitable operation; and the various nations which could have realized their independence, their bourgeois national states only to the detriment of one another, contributed with their antagonistic energies to keeping the decayed system in equilibrium. They became capable of independent initiatives only if the balance thus established was upset from outside by some event; and this historic event was World War I, i.e. the defeat of the Central Powers.

So the Budapest revolution on October 31st, 1918, was belated: it was a spontaneous outbreak of a long-postponed process, taking place on the ruins of the disintegrating "Austro-Hungarian Monarchy". And that the revolution was victorious not altogether easily and bloodlessly was the consequence of the fact that the Hapsburgs were more courageous in distant Budapest than at their residence in Vienna, whereby certain components of the collapsed state machinery continued to move about aimlessly like the members of some dissected monster.

The imposing victory of the revolution, legalized even by the crown in the last moment, raised vain hopes in the leaders; they realized only a few weeks after that the historic debt exceeded the inherited property, that it was they to whom fate and the victorious powers would present the bill for the sins of the past system. But this is the destiny of revolutions, especially of belated revolutions. In the case of the Hungarian bourgeois democratic revolution of 1918, the internal social-economic problems — grave in themselves — were accompanied by a rather awkward international position of a country becoming independent again after 400 years — and, what is more, without a safe way to preserve the nation's existence.

Hungarian historians have often, and rightly, criticized the Hungarian National Council and its political parties forced to take the lead of the revolution for their back-and-forth vacillating hesitation insisting on legality and

¹ R. W. SETON-WATSON: *Corruption and Reform in Hungary*. London, 1911, p. 162.

expecting the benison of the Hapsburgs on the anti-Hapsburg rising. But for the sake of simple truth we must add that, over and above class barriers and liberal-utopistic illusions, these parties insisted on legality to no small measure because of the fact that after the defeat of the Tiszaian imperialism little hope was left for the realization of even minimal Hungarian national aims, while these hopes were feeding not on the international situation, but on the stubborn optimism of national public opinion.

On a dangerous optimism, to be sure; the fact is that Hungarian public opinion endured the war so long just because people failed to realize that nothing could be won, but everything might be lost by it. And when Tisza himself admitted defeat, the liana of illusions entwined the opponents of the war and impaired thereby the limited manoeuvring possibilities of the leaders of the Hungarian National Council. In a peculiar way, the slanders of war propaganda cast at them before now turned to their "advantage". It became a general misbelief that during the war the democratic left, particularly Mihály Károlyi in person, was in "accord" and contact with the enemy which was to give the Károlyi government a favourable deal as a reward. This illusion certainly facilitated the victory of the bourgeois democratic revolution, but accelerated its fall at the same time since the baselessness of these expectations was proved by facts before long. Consequently all this played an unnegligible part in the political field and also as a hardly definable factor of mass psychology that determined the situation leading to the bankruptcy of the Károlyi regime in March 1919. The winners knew and appreciated in their own ways the anti-war activities of the opposition. But they had no connection with any Hungarian political group which could have imposed on them any obligation in return for maintaining any kind of sound relations. The fact is that all nations of the Austro-Hungarian Monarchy had firmer relations with the Entente than the Hungarians.

If we now turn to the archival data to support our above statement, we find — what is perhaps surprising to some historians — that the ruling regimes, whose press accused the opposition of high treason more than once, were much more busier in maintaining regular contacts and talks with the enemy. That these bargainings, following one another as the links of a practically unbroken chain after the first months of the war, never led to any agreement is another matter. And what is more, even the extreme leftist parties within the opposition — i.e. the Social Democratic Party and the Radical Party — were the ones that hardly got into any noteworthy contact with the opponents, and, needless to say, this was the case also with the clearly pro-German oppositionist group of Gyula Andrássy. True, the Catholic opposition certainly had international relations and made searches for peace, but, owing to their nature, these had only indirect influence on politics, just as the similar contacts and tries of the Social Democratic Party or the freemasons.

Within the oppositionist camp the Independence "1848" Party was actually the only one to whose anti-Vienna ideology and traditions the seeking for anti-German western relations was not alien. The first such attempts were made in early 1915 prior to Italy's entry into war. The unsuccessful attempts made by the clergyman János Török in Rome on instructions of the left wing of the Independence Party, but with the knowledge of Francis Joseph and his governments, are well known. What is a less known fact is that somewhat earlier also the rightist majority of the Independence Party made known their conditions to the enemy. Upon instructions by Count Albert Apponyi, Count Pál Szápáry in January 1915 called on the British ambassador in Rome and held out to him the prospects of proclaiming an independent Hungary and signing a separate peace treaty against a guarantee for the territorial integrity of historical Hungary, especially in respect of Transylvania. Apponyi offered to travel to Italy if talks on the merits of the case would be started. British diplomacy discussed the offer with their allies, but it was agreed right away that talks on this basis — as Sir Edward Grey sent word through his Paris envoy to the French Minister of Foreign Affairs — are "inconsistent with promises made or hopes held out to Roumania, and if the Minister of Foreign Affairs concurs, I would cause a reply to be given that the question of Hungarian independence is a matter of internal policy which Hungarians must settle by themselves as they may think best."²

As it is known, Roumania had not yet entered the war by that time. In July 1916, after the splitting of the Independence Party and a few weeks before the Roumanian attack, Mihály Károlyi contacted the British minister in Berne with a suggestion for talks, but this was just as unsuccessful as Apponyi's earlier attempt.³ The Roumanian military operations were started after this, and the war events were not favourable to talks for a long time to come. But after the February revolution in Russia, the *Entente's* readiness to sign a separate peace treaty was suddenly resuscitated — not longer than for about a year until it became evident that they would win the war without the help of Russia. The greatest hopes for agreement were present in the days of the October Socialist Revolution; this unexpected turn of events told on the *Entente-politicians'* nerves so badly that they were likely to make sacrifices — for the first and last time — if the Monarchy broke with Germany and made separate peace.

The most negotiations on the highest level were conducted with emissaries of King Charles IV; the US, before entering the war, made an attempt through the Minister at Vienna (Penfield) and with the *Entente's* consent, to separate Austria-Hungary from Germany; in April 1917 there were talk

² Public Record Office (London), FO 371 (hereinafter referred to as PRO), vol. 2505. Grey's telegram of January 19th, 1915, to F. Bertie.

³ *Ibid.*, vol. 2602.

with Prince Sixtus and the Count Mensdorff-Pouilly, in June 1917 Sixtus contacted the British premier Lloyd George in London who tried — unsuccessfully — to overcome the Italian government's stubborn resistance to such agreement.⁴

In summer 1917, the German general staff overthrew chancellor Bethmann-Hollweg who showed signs of awakening, and with their sabre-rattling prompted the diplomacy of Charles IV to exercise still greater caution. On the other hand, Tisza himself was thrown out, and Apponyi's party, temporarily even Károlyi's party, were regarded as loyal to the government. In this way there was growing interest on the part of the Allies in the Hungarian independencists, first of all in Mihály Károlyi of whose sincerity and serious-mindedness they were convinced.

At the end of November 1917 Károlyi spent more than a week in Switzerland and had conversations — with the knowledge of Emperor Charles — with the American chargé d'affaires, with the head of French intelligence in Switzerland Haguenin, and with high-ranking officers of the British intelligence service. Károlyi concluded no agreement whatsoever, nor did he, of course, commit "high treason" as his slanderers alleged; if he made a mistake at all, he was perhaps too hasty in returning home on the urging of Vienna and was not waiting until Sir Horace Rumbold, the British minister was authorized to enter into serious negotiations with him. Quasi as a proof of his goodwill and anti-German feelings, he dropped a remark to the British "vice-consul" Edwards about the planned German offensive in Palestine; as a matter of fact, serious consultations are hardly possible without this sort of information, and — for example — the counsellor of legation Skrzynski (the prospective Polish Minister of Foreign Affairs), the personal emissary of the Emperor, said even more when he told the diplomats of His Majesty that Vienna had refused the request of Berlin and would not for the time being give Austro-Hungarian troops for reinforcing the front in France.⁵

It would be difficult to tell how the future of Hungary would have developed if Károlyi actually took sides with the *Entente* as, for instance, the emigré Czechoslovak politicians did. One leading member of his party, Lajos Holló went to Switzerland in September 1917 and — without Károlyi's knowledge as he said — offered the federalization of an independent Hungary after the war and, for the moment, to build up a secret anti-war organization for which he requested financial support and a promise for preserving Hungary's

⁴ Ibid., vol. 3134. (The Hankey Memorandum on the Austrian attempts at separate peace; versus Österreichisches Staatsarchiv [Vienna], PA. K. 966, NPA K. 262, etc.

⁵ PRO, vol. 2864; Österreichisches Staatsarchiv, PA I, Person. II, 445 (the Károlyi file). — The report of Hugh Wilson, American chargé d'affaires at Berne, on his interview with Károlyi was published in the series: "Papers" (of US foreign relations). 1917. The World War. Supplement II. Vol. I. See also his memoirs („Diplomat between Wars“) NY. Toronto. 1941.

territorial integrity.⁶ The Entente did not enter into negotiations with Holló -- who died soon after -- because they were willing to establish serious relations only with Károlyi and Apponyi as the leaders of the two wings of the Independence Party. But Károlyi never made up his mind to take such a step; at the end of January 1918 he suggested -- through his intermediary a newspaper correspondent named Adorján -- to the British Legation in Stockholm, that he would travel there for conversations, but the Foreign Office, although still watching Károlyi's anti-German propaganda with a measure of goodwill, declared further negotiations "undesirable and useless". Moreover, Sir E. W. Howard, the Minister in Stockholm, himself suggested to Lord Hardinge that "M. Adorian should be told that even unofficial conversations being impossible he had better not encourage Károlyi's proposed visit. I would point out that arrival here of Károlyi must become known and if it came to the ears of the Roumanian Government that we were having any conversations with Hungarian leaders, they would be very much perturbed."⁷

Meanwhile Frank E. Anderson, a special agent of Secretary of State Lansing, contacted Apponyi who was such a potentate that -- not willing to travel to Switzerland -- he managed to obtain safe-conduct for Anderson with whom he then had conversations in Budapest -- unsuccessfully.⁸ During the negotiations, Apponyi kept informed the Emperor and Czernin.

This was practically the end of the Hungarian negotiations for a separate peace, but Vienna's official attempts were going on till the end of the war. Skrzynski and his agents were in Switzerland in permanent contact with the enemy powers; Mensdorff-Pouilly went to Geneva -- to meet General Smuts -- almost at the same time as Károlyi, and this coincidence in time partially interfered with Károlyi's plans; Lammasch met the American Herron at February 3, 1918 (the Hungarian point of interest in the Lammasch mission was that Emperor Charles proposed the federalization of the Monarchy based on Wilsonian principles as the federation of seven states including Croatia and Slavonia, and Transylvania, and asked for Wilson's support against one of the chief obstacles to this plan, i.e. the Hungarians insisting on integrity); the millionaire Meinl was engaged in conversations; and finally, prior to the

⁶ PRO, vol. 2864, pp. 382--383.

⁷ Ibid., vol. 3439.

⁸ Ibid., vol. 3133, Anderson's report of December 19th, 1917. Anderson's report to Lansing (dated January 24, 1918) was published in: *The Lansing Papers 1914--1920*, Volume II., Washington 1940. The original reports in the National Archives (Washington), State Dept (1910--29) No 763.72119.etc. -- It seems that the official biographers of Apponyi -- Kerekesházy, Jenő Horváth, etc. -- were not authorized to reveal the secret negotiations; thus Apponyi could safely show off in the posture of the great old man while his former friend, Károlyi, was accused of high treason.

debacle, there was Gyula Andrásy, the last Minister of Foreign Affairs of the Hapsburgs, who replaced the inefficient Burián.⁹

After the foregoing brief summary, I still could enumerate at length various facts to evidence that Károlyi's negotiations yielded no real results at all, that they were not the only negotiations, and that they could not be compared with the permanent consultations of Vienna; further, that the latter was informed about Károlyi's actions since it was Károlyi who informed the Emperor, let alone the fact that the majority of his agents (e.g. Czobor, Naglowska, Vályi) preparing his negotiations were working both for Vienna and others. The only — also provable — result of Károlyi's "*Entente* relations" is the fact that they were aware of his policy and aims. When at the armistice negotiations at Belgrade Franchet d'Esperey called upon the Hungarian politicians to rally round Károlyi as the only one whose person is a guarantee to the *Entente*, he was not voicing his private opinion.

But neither the person of Károlyi, nor his policy could have possibly sufficed for changing the winners' aims, the inevitable consequences of the war, and of the liberation of the neighbour peoples. Public opinion soon blamed Károlyi for not having been able to prevent with his "*pro-Entente*" policy the Roumanian, Czechoslovak and Southern Slav states from taking possession of the greater part of Hungary even before the conditions of peace were formulated.

Why did the *Entente* not occupy Budapest?

Shortly after the October revolution of 1918, the idea of Hungary's occupation by the *Entente* was raised. In the beginning this idea was attractive to practically all political parties — so there would have been no obstacle on the part of Hungary — as it was hoped on the one hand that this would prevent the spreading of Bolshevism, and, on the other hand, would arrest Roumanian and Czechoslovak conquest. With his Balkan army Franchet d'Esperey would have marched in to Budapest gladly. Indeed, an occupation army behaving in a friendly way and not interfering with home politics is excellently fit for stabilizing the position of the host government. Even an elegant villa was prepared in Budapest for General Henrys, the prospective commander. The French Government accepted the General Staffs plan for Budapest since the advance of the Balkan "*Orient*" army in the Budapest - Vienna direction had been discussed anyway prior to the German capitulation; and Franchet d'Esperey, who at his memorable Belgrade talks with Károlyi had

⁹ Ibid., vol. 3133 and 2864, etc. as well as the above files of the Österreichisches Staatsarchiv. The Herron-Papers at the Hoover Institution (Stanford). — According to Herron's recollection, Lammasch was accompanied by the Hungarian M. P., Giesswein.

shown that he fancied himself to be a Napoleon at least, did not want to give up the idea of this triumphal march.

The British Government would actually have been confronted with an accomplished fact; Franchet simply ordered General Milne, the commander of his British troops, to take part in the operation. But Milne thought it necessary to inform His Majesty's Government which considered the question from quite a different angle than Paris: they were of the opinion that by the occupation of Budapest and Vienna they would assume responsibility for the internal order of these countries, for the soothing of nationality and class struggles, and, last but not least, for the feeding of Vienna and Budapest. And over and above all this — as Chancellor of the Exchequer Bonar Law put it — not only the Labour Party, but the entire public opinion of Britain would have opposed an action which slowed down the demobilization of the army. Milne was forbidden to take part in the operation, while Lord Derby, the Paris representative of the British Government, asked information from Clemenceau. At the conversation of November 20th, 1918, Clemenceau said that the French Government had decided the occupation of Vienna and Budapest on the request of the Austrian, Hungarian and Czechoslovak governments, and of the Emperor Charles of Hapsburg. In his usual aggressive manner of speech Clemenceau said "those authorities are confident that the moral effect of their presence will ensure order. The French Government is determined to carry this out and . . . much desire that our troops should equally participate, but even if they do not, French troops will be sent."¹⁰

It was said at the same time that only 2–3 divisions are considered; it was only Curzon who supported Clemenceau's arguments in the British War Cabinet, while Balfour sarcastically mentioned that there was trouble enough with the discipline of the French army even without such bold actions. War Secretary Milner made a declaration of similar sense. The decision of the cabinet was made known to Lord Derby by telegraph on November 23rd:

"The War Cabinet, after full and careful consideration are very unwilling for military and other reasons for British troops to be utilized for the occupation of Vienna and Budapest. Please inform M. Clemenceau accordingly."¹¹

Clemenceau saw Lord Derby on November 26th, 1918. The "Tiger" shifted the responsibility of initiative upon the military, and formulated his own opinion in a somewhat ambiguous manner:

(he) "is of the opinion that troops would receive an enthusiastic welcome at Vienna, but would not be so welcome at Budapest as he recognizes that we are doing something very disagreeable to Hungary when taking Transylvania

¹⁰ PRO, vol. 3139, Lord Derby's report of November 20th, 1918. Ibid., the minutes of the British War Cabinet meeting of November 18th, 1918.

¹¹ Ibid. vol. 3139, p. 71 and the minutes of the War Cabinet meeting of November 22nd, 1918.

from her to give it to Roumania.” Therefore Clemenceau “thinks that sending of a comparatively small body of French troops to Budapest might put them in a very unpleasant position. He has therefore this morning stopped the whole movement and has asked Foch to reconsider the question of occupation of Budapest by French troops”.¹²

This was in fact the definitive removal of the idea to occupy Budapest by *Entente* troops, from the agenda i.e. the victorious powers were not willing to suppress in such a preventive way the outburst of nationality and class antagonisms in Hungary. The French mission arrived at Budapest on November 26th with a small body of armed escort and headed by lieutenant-colonel Vix. The comparatively low rank of the head of mission — who otherwise was received by Károlyi already on the next day, November 27th — indicated that it was not his duty to enter into negotiations or solve problems, that he only was an observer, and the conveyor of orders from Paris and Belgrade.¹³

It would seem that at the London meeting of the premiers of the *Entente* on December 3rd, 1918, the occupation of Vienna and Budapest was not mentioned any more, although they discussed the complaint of the Italian government because of the military convention of November 13th which in their opinion was unnecessary. In the latter question the top meeting apparently decided in favour of the French high command decreeing that the Italian command was responsible for carrying through the armistice in the territory west from the Fiume Zagreb Vienna railway line, and the French command in the territory east of that line, i.e. in the former territory of Hungary.¹⁴

Although the idea of the occupation of Budapest by the *Entente* was raised several times later on, the negative standpoint of the *Entente* adopted at the end of November was consolidating rather than changing.¹⁵ All the more so since in the new international and internal situation that developed from December the Hungarian Government raised no such claim; after the calming down of the peasant revolution in November 1918, their fear of “Bolshevism” abated, and after the detachment of Transylvania, Slovakia and the greater

¹² Ibid., vol. 3139, p. 79.

¹³ In his interesting study S. VADÁSZ puts the arrival of Vix — erroneously — at the 28th. (*Vix és Károlyi. Hadtörténeti Közlemények.* vol. 2, 1969.) Vadász discusses the problems of the occupation based on his archival research in France, but he had not seen the documents concerning the British-French differences in November.

¹⁴ PRO, vol. 3139. In the knowledge of this fact the dispute arising from the tendentious accusations against Károlyi has become altogether immaterial, i.e. whether it was necessary for Károlyi to go to Belgrade in November 1918 and conclude a contract with Franchet d'Esperey in view of the fact that there already existed a Paduan (Diaz) armistice also valid for Hungary. A progressive-minded publicist — originally an archaeologist — Géza Supka refuted the accusations as early as 1923 in his article series *The Big Drama*, but official historiography took no notice of this. For more details, see my article in vol. 5, 1967 of *Századok: The Foreign Policy of the Bourgeois Democracy in 1918–19*.

¹⁵ VADÁSZ, op. cit. — and Zs. L. NAGY: *A párizsi békekonferencia és Magyarország* The Paris Peace Conference and Hungary), Budapest, 1965. — PRO, vol. 3138, file 147.786, etc.

part of South Hungary the Entente units could have given protection only against border skirmishes. Hence occupation in these circumstances could have been carried out only against the will of the Károlyi government.

The efforts of the Károlyi government were aimed at establishing diplomatic and political relations with the victorious powers. In addition to well-known declarations and public attempts, he used various channels for his tries, e.g. the mediation of neutral countries. Thus on November 26th, 1918, when Vix arrived at Budapest, the Swedish minister in London forwarded a note to the Foreign Office which Károlyi had entrusted to the Swedish legation in Vienna, availing himself of Sweden's readiness to mediate. Károlyi requested the victorious powers to agree to establish diplomatic relations through special missions until the conclusion of peace. Namely after the disintegration of the Austro-Hungarian Monarchy, Hungary was the only among the succession states which was not permitted to maintain any diplomatic relations because the former legations represented Austria, and the Entente missions as well as Hoover's "relief organization", the ARA, which represented the United States, had their residence in Vienna. Károlyi's request was not granted,¹⁶ so he was able — through no fault of his own — to maintain *official* contacts with the allies only through Vix.

It might be not unnecessary to mention here that while some time back Hungarian historians spoke of Hungary's "colonial" and "semi-colonial" status within the framework of the Monarchy of 1867, the historians of the neighbouring countries emphasize that there were two oppressive, ruling nations in the Monarchy: the Austrian and the Hungarian nation; and our Austrian colleagues ask in what respect did Austria "oppress" Hungary in view of the fact that the compromise of 1867 ensured a proper share in exercising power in economic and other fields. As a matter of fact, Hungary was oppressed not by Austria, but by the Hapsburg family and Hapsburg bureaucracy, irrespective of the origin of the latter. But the absence of Hungary's true independence was manifest exactly in 1918, at the disintegration of the Monarchy, and this caused tremendous difficulties to the government which declared independence but — unlike Austria — had neither diplomatic representations (not even in neutral countries), nor an army, nor a national bank of issue, to mention but a few important preconditions of independence.

No wonder, then, that a naive and impressible public opinion, which for a few weeks expected everything from Károlyi soon fell away from him; they even blamed him for not being able to set up the proper institutions at once, together with the declaration of Independence, Civic Rights, Freedom and Democracy. This gave rise to a situation — not rare in the history of revolutions — where political parties persecuted and ridiculed for decades,

¹⁶ PRO, vol. 3139, file 195.331.

reduced to the role of the not understood prophet, win the active support of millions overnight, are even impatiently urged to realize their old programme — only to be abandoned after a few months for the sake of new faces, new creeds.

The occupation of Budapest did not come about; but the occupation of Hungary's detached territories by Roumanian, Serbian and Czech troops proceeded all the more rapidly. The Hungarian government kept protesting against this, declaring — rather one-sidedly — this to be a violation of the armistice agreement, but no attention was paid to the protests.

During the war the official propaganda dishonestly exaggerated the extent and nature of Károlyi's above-outlined "*Entente relations*". But it was exactly the rightist politicians and journalists that came under the influence of their own propaganda (propaganda mainly affects those attracted by it) and they thought it better for Hungary to be represented by Károlyi at the peace-negotiations; partly out of such considerations, partly under the pressure of the revolutionary public opinion they caused no difficulties to Károlyi for a few weeks in autumn 1918. (In November even such defecting aristocrats as the Duke Lajos Windischgraetz offered him their help and "diplomatic skill". And István bárcziházi Bárczy, who was later for nearly twenty-five years the under-secretary in the Prime Minister's office of Horthy's changing governments and Horthy's trusted man, in early November called on Sir Horace Rumbold and while he warned him of the unreliable Windischgraetz he suggested to make the Archduke Joseph Hapsburg Hungarian King, and to retain the popular Károlyi as the Prime Minister. At the same time he asked Károlyi for an official letter of credence, and Lloyd George — whom he regarded as his personal acquaintance because in 1909 they stayed 4 days in Karlsbad at the same time — for an audience.)¹⁷

Giving an opinion on Bárczy's "mission", L. Bernstein-Namier summed up the standpoint, held by British diplomacy up to March 21st, 1919, as follows:

"It is not for us either to stimulate revolution or to uphold Count Károlyi against his opponents of the Right or of the Left. Where our own interests are so doubtful and the situation so obscure, non-interference seems the only proper course to adopt. At least, it saves us from unnecessary commitments."¹⁸

This was evidently not made known to Bárczy (nor that the former British consul general in Budapest, when asked for a personal reference on Bárczy, said "a pushing young man of no importance"); but the facts spoke

¹⁷ PRO, vol. 3134, Bárczy at that time flatly denied the rumours about Bolshevism in Hungary and declared the Károlyi government to be "the only Government capable of maintaining order in Hungary", while one month after, at his return travel, he predicted to Lord Acton, counsellor of the Berne legation, that soon reactionary circles would assume power in Hungary and found a national kingship.

¹⁸ PRO, vol. 3134, Namier's minutes November 11th, 1918.

for themselves, and as soon as the Budapest conservatives realized that the victorious Powers although aware of Károlyi's pacifism, could not for his sake change their East European policy, treaties and their allied relations, turned from December all the more furiously against him and made him the scapegoat for the unavoidable collapse of one-time Hungary.

Thus the popularity and authority of the Károlyi government, practically absolute in the days of the revolution, began to decrease rapidly, day by day. The clash of diverging interests brought to light also the not insignificant differences within the government. The first cabinet crisis was in early December 1918. It was actually a clash between the reviving counter-revolution and the workers and soldiers who felt the bourgeois limits of the revolution to be too narrow, although the disputes took place within the cabinet and the solution, too, was reached there.

Márton Lovászy and Count Tivadar Batthyány, who represented the national-liberal-gentry majority in Károlyi's party, joined forces with the Minister of War, lieutenant-colonel Albert Bartha, the exponent of the staff of permanent officers, which formed a highly important part of the nascent independent Hungarian state machinery. Although the counter-revolutionary forces supported them, their actual aim was the preservation of the original, pre-revolutionary platform of the Hungarian National Council; but to this end they undertook to crush "Bolshevism".

The Bartha-Batthyány-Lovászy triumvirate aspired after assuming power. Their plan was to make Károlyi — who was leaning towards Jászi's bourgeois radicals — President of the Republic, keeping him thereby away from directing the government and everyday political life. But the triumvirate acted precipitately: the ancien regime had not yet recovered from the defeat, and supported them half-heartedly; the middle-classes were unorganized, Károlyi detached himself from his revolting followers who could not rely on the support of the *Entente* either: partly because they had no adequate relations with the latter, partly because their noisy insistence on the old frontiers precluded them from being regarded as a dependable negotiating partner in *Entente* circles. Not even if Bartha made efforts to win over Franchet d'Esperey rather than Wilson whom Károlyi tried to persuade.

Batthyány's son-in-law, Count Mihály Esterházy, found favourable response in French military circles when he — although travelling to Switzerland as Károlyi's semi-official emissary — repeatedly suggested the occupation of Budapest by the *Entente* saying that the Károlyi government does not represent popular will, that it has "socialized" the Hungarian army whereby the "bourgeois" ministers became "mere puppets", and so "if we receive no help, Bolshevism will gain power, especially as socialists reject and frustrate all strong measures". Esterházy wrote candidly that he regarded only one kind of help as effective:

"The object of this letter is to hasten the occupation of Budapest by troops of the Entente, and, if possible, mainly by English troops."¹⁹

The former emissary of the Károlyi government, Count Antal Sigray, was asserting the weakness of his employers in essentially similar ways, let alone the host of petty agents, pseudo-journalists and double agents. Part of the journalists delegated on Károlyi's money simply went over to those offering more -- to the Swiss propaganda bureau of the Duke Windischgraetz which was backed by Andrassy, even by the ex-emperor Charles himself.²⁰

The intrigues of Windischgraetz and his group were rendered harmless by their own narrow-mindedness: even several years after, the Hungarian legitimists hardly realized that the restoration of the Hapsburg dynasty is a matter which a diplomat of the Entente is not supposed to discuss, even to listen to, because he was risking his position if he violated this taboo (as was the case with the French Minister in Budapest in 1921). In the eyes of the winners, perhaps the greatest merit of the Hungarian revolution was a relatively prompt and radical dethronement of the Hapsburgs. Hence the dukes and counts in Switzerland were detrimental to their own cause by assuring the British legation that Emperor Charles did not regard his abdication as final, or by "accusing" the Hungarian government of insisting on territorial integrity but "seemingly".²¹

The question of military intervention and the founding of the Communist Party

Could the West have foreseen the twenty-first of March? If so, why did they not prevent it through the occupation of Budapest? Similar questions have often been raised in the discussions of contemporaries. It appears from documents that they were aware of the tendency of the Hungarian revolution -- but to get aware of tendencies is one matter, to foresee events is another. In fact, not only Hungary, but entire Central Europe went through a revolutionary crisis, and the course of the Hungarian and Austrian revolution, for example, shows quite a number of similarities up to a certain point.²² What may be a reason for to an extent that the score of the Austrian and Hungarian legitimists' jeremiads is the same.

Thus it happened that Mataja, the well-known Viennese Christian-social-

¹⁹ Ibid., vol. 3514, Esterházy's letter of January 26th, 1919, to Sir H. Rumbold. Károlyi's other semi-official emissary, Captain Csernyák, asked exactly at the same time for -- American occupation of Budapest. Some weeks earlier Count Sigray asked at A.C. Coolidge for American intervention. (National Archives, State Dept. M. 820/529 roll and The Coolidge Mission 184. 01102).

²⁰ Österreichisches Staatsarchiv, NPA Nachlass Bauer.

²¹ Ibid., vol. 3134, Rumbold's reports of November 7th, 1918, December 2nd, 1918, etc.

²² See MRS. S. GÁBOR: *Ausztia és a Magyarországi Tanácsköztársaság* (Austria and the Hungarian Republic of Councils), Budapest, 1969.

list politician, and the Duke Alois Liechtenstein early in December sent the following S.O.S. appeal to London (and similar ones to Rome, and who knows where else):

"In view of Bauer's unfortunate operations Austria's situation hopeless and a catastrophe inevitable. Intervention of England and America most urgently needed. At least 4000 troops should be sent here."²³

Compared to the fact that Esterházy requested 25 - 30 000 Entente troops, this was a modest desire indeed. Yet the reasons for refusal were the same. It is easy to say after the event that Esterházy's fears were justified, and Liechtenstein's not. And they did not foresee the future either: Liechtenstein had reasons for being afraid, and also Esterházy touched up the picture. Yet the unison of the Central European reactionary choir did not enhance the effect, it rather subdued it.

That the Hungarian Communist Party was underrated abroad, was, quite naturally, also a consequence of the activities of the press and information service of the Hungarian government parties which was fighting the Communist Party of Hungary by trying to belittle it. Still, the anti-Károlyi politicians were perhaps the first to tell the western governments the truth, and would have readily exploited the Bolshevik menace for blackmailing the *Entente*, saying that "leave us Transylvania and Slovakia for being strong enough to resist Bolshevism". But if this is said with such a thin tendency, the truth itself is difficult to believe. So while the attempts of Esterházy's group were followed with a measure of sympathy not only by French military circles, but even by Sir Horace Rumbold, democratic and Slavophile elements having influence in the Foreign Office at the end of the war (their influence did not last long and after the conclusion of peace they soon surrendered their place to the gentlemen of traditional diplomacy) did not believe even what was true in Esterházy's report, for instance that the left wing with a leaning towards Bolshevism was very strong within the Social Democratic Party. L. Bernstein-Namier, who was perhaps indebted to the Foreign Office for later becoming a noted historian and not an insignificant diplomat, summed up his opinion as follows:

"The reason why C(ount) E(sterházy) & Co. ask for Entente-troops is that they have no real following among the Magyar people and would like us to carry out for them a coup d'état."²⁴

²³ PRO, vol. 3139, Rumbold's report of December 9th, 1918.

²⁴ Ibid., vol. 3514. Interesting explanations to the difference of opinion and dissimilar views of the military, professional, traditional British diplomacy and intellectuals employed at war times according to good British custom — such as our noted colleagues R. W. Seton-Watson and Namier in our case — are to be found in the article of E. KARSAI: *Iratok a Magyar Tanácsköztársaság történetéhez angol levéltárakban* (Documents Relating to the History of the Hungarian Republic of Councils, to be Found in British Archives) (Levéltári Közlemények — Archival Publications — 1969, p. 137). These questions are comprehensively dealt with by the quoted fundamental work of Zsuzsa L. Nagy, but at that time she had not yet access to the unpublished documents of Western archives.

Namier and his fellows certainly underrated the obstacles to democratic development in Central Europe; still, the fact that these prominent intellectuals were put back in their university chairs — or even to private business as Namier — already in the first years of peace led to deplorable and one-sided results. Their opinion, even Seton-Watson's, was not always listened to, their places were taken by commonplace diplomats of the Hohler type who disposed of the accusations levelled against Horthy by saying that these were merely Bolshevik intrigues. Thus the Hohlers to whom even an Albert Apponyi was too liberal actually supported not the legitimists, but rather Horthy, undisturbedly paving the way that led to Munich. No wonder, that even Harold Nicolson, who was certainly conservative enough but at times was able to foresee the future, could not long put up with their company.

The fact is that from December 1918 the Károlyi government no longer insisted on occupation because this could not have affected the delimitation of the new frontiers anyway. On the other hand, Károlyi had no intention of putting his domestic policy in the hands of colonial officers. By contrast, all counter-revolutionary attempts started by requesting *Entente* troops for the occupation of Budapest. The Hungarian right was encouraged by the vehement anti-Bolshevism of the *Entente* missions which were unaware of the fact that the occupation of Budapest was prohibited by a top-level decision. This seeming contradiction confused them, and was in this respect an important component in their failure on March 21st.

However, their entreaties were received not with altogether deaf ears: upon encouragement by Vix and others, Franchet d'Esperey at the end of December once more raised the idea of occupying Budapest,²⁵ but the request was rejected by Clemenceau who repeated the British arguments of November. So it is understandable that when in the cabinet crisis that broke out in early January 1919 Márton Lovászy, the national-liberal leader of the Károlyi Party's right wing, suggested to form a "pure" bourgeois government without socialists he turned in vain to Vix for military support. Perhaps the superiors of Vix were inclined to granting such a request, but just a few days before Lord Derby had inquired in the Paris Ministry of War what kind of Moroccan troops would be detailed to Budapest.²⁶ This was in all probability only the planned reinforcement of the guards of the Vix mission and the Csepel radio-telegraph-station under *Entente* control, but Lord Derby made no secret of his suspicion that Franchet d'Esperey would have been glad to have at least one division in Budapest.

It appears from the quoted study of Vadász that Lord Derby's surmise was fairly well-founded: by the end of December Clemenceau had to prohibit

²⁵ VADÁSZ, op. cit.

²⁶ PRO, vol. 3138, Lord Derby's report of December 19th, 1918.

Franchet d'Esperey categorically from considering the occupation of Budapest further, for "this would impose upon us the task of maintaining order in Hungary". In such circumstances it was at the wrong time that Lovász turned to Vix who anyway became suspicious that perhaps the mentioning of Bolshevism was only serving for sabotaging the fulfilment of the various Entente orders and demands. He was also influenced to this effect by the representatives of the neighbouring countries with whom he maintained contacts, e.g. — according to his statement — by the Czechoslovak minister Milan Hodza.²⁷

Anyway, he unintentionally rendered the left certain service by refusing flatly not only Lovász's appeal for assistance but — in his usual soldierly bearing — even his soundings (what do you think the Entente would say to a Lovász government?).²⁸

Having detached himself from Hungarian home affairs in this way, he arranged through the police for arresting the Russian Red Cross mission whereby he further intensified the crisis as a matter of course. For the same day — January 7th — on which the members of the Moscow mission were arrested, the War Minister Count Sándor Festetics had prepared a surprise action for smashing the Communist Party and the Soldiers' Council. It admits of no doubt that in case of success he would have turned against the Government, but the troops picked out as "dependable" prevented the coup, and Festetics had to resign at once. Despite the demand of the Soldiers' Council the Government was not willing to call Festetics to account, and this peculiar coincidence of dates certainly played a role in this fact.

Lovász turned for help not only to Vix; through Colonel Géza Dormándy, who was the liaison officer of the *Entente* missions, and a leading figure in the counter-revolutionary movements of 1918–19, he requested the Yugoslav government to send a Serbian regiment to Budapest for assisting in ousting the Social Democrats from the coalition. In exchange for this Dormándy held out the prospects — we do not know whether with Lovász's knowledge — of a Yugoslav-Hungarian personal union.²⁹ (This was a rather bizarre idea, even if we take into account that Lovász came from the Voivodine; but hardly a year after the Friedrich government negotiated about a Roumanian-Hungarian personal union. True, this was vehemently opposed

²⁷ Archives of the Marxism—Leninism Institute of Prague: Hodza's report of November 28th, 1918, to Benes.

²⁸ Vadász, in his quoted work, but especially P. Pastor, extenuate the role of Vix making reference to his reports from which it appears that often even he was embarrassed. But this does not alter the fact that the contemporaries — irrespective of party affiliations — regarded the arrogance and brutality of Vix displayed in minor matters — with which he perhaps tried to compensate his impotence in major issues — as a grave factor of the crisis. (PASTOR's article, *The Vix Mission in Hungary, 1918–1919; a Re-examination*. Slavic Review, September 1970.)

²⁹ V. VINAVER: *Jugoszlávia és Magyarország a Tanácsköztársaság idején* (Yugoslavia and Hungary at the Time of the Hungarian Republic of Councils), Századok, vol. 6, 1971.

by Lovász as the Minister of Foreign Affairs.) Hence while in the beginning the occupation was intended primarily for arresting the advance of the armies of the so-called succession states, the fight against the Communist Party and the leftist Social Democrats (mainly the Soldiers' Council headed by Pogány) was so much in the fore by the first days of the new year that the nationalist politicians would have been willing to make such a concession only to further the cause of this fight.

But the government, as we have seen, had by that time given up inviting *Entente* troops, all the more so since its relations with the victorious powers were restricted to the Vix mission, and thereby, essentially, to matters of reparations, transport and the like. This circumstance increasingly hindered a consolidation in home politics. Károlyi requested establishment of diplomatic relations in vain. The adherents of an active policy towards Hungary, i.e. the Italian government and the French general staff, as early as about December 7th suggested that until the conclusion of peace a military commission operate in Vienna, with sub-commissions elsewhere (apparently in Budapest first of all) for maintaining the necessary contacts with the countries of the former Monarchy. The British and Americans, even the French government, rejected this rational proposal saying that there was no need of entering diplomatic relations with the defeated until the peace treaty has been signed.³⁰

The disadvantage of this solution was probably evident to the chief of British Foreign Office Intelligence, when he on December 18th, 1918, suggested a *de facto* recognition of the Austrian and Hungarian revolutionary governments; but his proposal was rejected by Foreign Secretary Balfour.³¹

As it is known, the result of the government crisis in January 1919 was the formation of the Berinkey government which, both for composition, and reform programme was more radical than its predecessor. On the other hand, it decided - if not immediately and without disputes - to take police action against the Communist Party of Hungary, to push it underground. This contradiction was all the more obvious since the left wing of the Social Democratic Party no longer supported the Berinkey government actively because from January the aim of the latter was to form a purely socialdemocratic government headed by Károlyi as President of the Republic who should have represented legal continuity.

Hence the basis of the government was narrowed down, its profile became more distinct: the left wing of the Károlyi Party and the bourgeois radicals were in alliance with the right wing and centre of the Social Democratic Party, the „petty bourgeois” socialists joined forces with the progressive petty bourgeoisie and intellectuals of similar disposition. In the territories

³⁰ PRO, vol. 3139.

³¹ Ibid., vol. 3136.

governed by it, it almost completely lost the co-operating readiness -- small and conditional from the outset -- of the still fairly large number of the non-Hungarian population living there (Roumanians, Ruthenians, Slovaks). The platform -- if not regarded as an alternative to the proletarian dictatorship -- was progressive, quasi a prototype of the various lines of western reform-socialism that developed after World War II. Since, however, in 1919 the clash of revolution and counter-revolution was on the agenda in Hungary, this golden mean came to an impasse.

Both the right and left opposition to the Berinkey government were strong enough to assume power. The life of the regime was lengthened not so much by the support from the forces backing it as by the political problems of its opponents. Although the left -- the Communist Party of Hungary and the left wing of the Social Democrats -- agreed in fundamental questions, they were at issue in others, and their division hindered the socialist revolution. Counter-revolutionary forces were waiting for the elections and the signing of the peace treaty; they hoped that this sad event would be left to the democratic regime, would weaken it, and relied on the influence of the clergy, of the middle strata afraid of socialism, at the elections. A certain state of equilibrium developed from the circumstance that the extreme left and the extreme right were directly confronted with each other and not with the government regarded as provisional. Thus life of the government was lengthened but on such a precarious basis that any external commotion of foreign affairs could have overthrown it. It is therefore that the role of the Vix note seems to be decisive in its fall.

Also the Entente observers saw the changes in Hungary beginning at the end of January 1919; but they judged them on the basis of superficial phenomena first of all, and -- naturally -- from their own point of view. J. G. L. Pommerol, the British intelligence Captain detailed to Budapest, echoing information from the counter-revolutionary camp, summed up the situation of the Berinkey government in his report of January 31st, 1919, as follows:

"The members (of government) are mostly Jews with no status. They dare not move a finger lest the Council of Workmen and soldiers should turn them out."³² Although he did not think that the Communists were seriously resolved to follow the Russian example, particularly not after the suppression of the Spartacus uprising in Berlin, he pointed out the "dangerous" elements of the prevailing situation such as the shortage of food and coal, the weakness of police forces at a time when a great proportion of the population was in possession of arms, and when "they cannot trust these men (23 000 members of the police force) as Communist and Bolshevist doctrines have spread among them". He described the introduction of unemployment relief as one principal

³² Ibid., vol. 3514.

cause of troubles (!) At any rate, he wrote, "I have made arrangements in conjunction with the Spanish Consul for the embarkation of the Allied subjects in case of a Revolution breaking out." He remarked that the French are particularly unpopular because "their Colonial troops which occupy part of the country have behaved rather badly . . ."

Some two weeks before Pommerol General Bridges also reported from Saloniki, based on information from the superiors of Vix, that "disorder in Hungary, especially Budapest, becoming serious and may necessitate the withdrawal of the inter-allied commission".³³ But his news originated from the days of the Spartacus fights and the Budapest government crisis.

Such reports, just as those of Vix, make it understandable why the sympathy of western governments — conditional as it was — towards the Hungarian People's Republic was diminishing further. The Hungarian aristocrats and their followers certainly contributed to this: they now found access to the ears of *Entente* officers fairly often, reached with their complaints even London.³⁴ Count Pál Pálffy forwarded the letter which he had had from Károlyi (concealing the fact that this letter was a reply to his offering himself for diplomatic services). The interesting fact about this letter dated February 2nd is that Károlyi requested from the *Entente* not *military*, but *economic* assistance against Bolshevism, if only because he was doubtful whether in a given case the propaganda of the Communists or the arms of the soldiers would prove more efficient.³⁵ Moreover, Károlyi's semi-official envoy, his cousin Count Miklós Bánffy, also used his mission for criticizing Károlyi's home policy. Robertson, the British chargé d'affaires in The Hague, did not receive Bánffy, he only had talks with him through the notorious (at least double) agent Leipnik. Robertson's resumé of what he heard is not bad for Károlyi, but he thought that

"Count Károlyi is apparently a weak man and is giving way more and more to Bolshevik elements which he could only control if Allies were to send a small force to Hungary, or if they were to make a definite statement threatening intervention in case of outbreak of Bolshevism."³⁶

³³ Ibid., report of general Bridges on January 15th, 1919.

³⁴ Ibid. E.g. Mrs. Sándor Teleki, Pál Teleki, etc. A peculiar exception was Archduke Joseph Hapsburg who in his letter to the King of England in the interest of territorial integrity kept silent about internal differences, even sent to his "dear Cousin" Jászi's "people's statutes" just to show Albion what excellent statutory provisions protected the rights of non-Hungarian nationalities in this country.

³⁵ Ibid. In his memoirs published in the West a few years ago, Pálffy presents this letter but with well-designed modesty still keeping silent about his own, which will be published in Budapest the next year in the first volume of Károlyi's collected political correspondence.

³⁶ Ibid., report of January 29th, 1919, by Robertson, chargé d'affaires in The Hague. Cf. M. BÁNFFY: *Emlékeimből* (From my Memoirs), 2nd edition, Budapest, 1943, p. 181. Robertson's report was the first instance of eliciting a dispute in the Foreign Office: would it not be better if Robertson personally received Bánffy, but eventually they insisted on the principle of "not-negotiating prior to the conclusion of peace".

About February 8th, only a few days after the open clash of the revolutionary and counter-revolutionary camps at Székesfehérvár, Károlyi saw the British intelligence-diplomat O. S. Phillpotts. Károlyi complained of his right-wing opposition exploiting against him national grievances on the one hand, and that, on the other hand,

“They declare Allies regard present government as too socialistic and semi-Bolshevik, and Allies would treat more favourably any government composed of men of more conservative Parties. Károlyi points out that the socialistic element is absolutely necessary in any government which hoped to maintain itself for a single day as their’s the only with organized followers and therefore able to keep order in Budapest . . . Socialists work against Bolsheviks who are not dangerous, provided the coal supply can be maintained. He urges Entente should tell Hungary what they wish her to do and should also give Hungarian government opportunity to explain its view.”³⁷

The victorious powers continued to refuse talks on a higher level than the mediation of the various missions, although from mid-January 1919 the heads or intelligence men of these missions were rather frequent at the ministerial palaces of Buda. This was the case mainly with the representatives of the British, the Americans and the Italians, while the French — having the most immediate interests in this region of Central Europe — stubbornly insisted on military relations of the Vix type. But establishment of regular or semi-official diplomatic relations was rejected also by the British and the Americans; they turned down all sorts of Hungarian attempts and when captain Csernyák — one of Károlyi’s envoys and one-time (non-socialist) chairman of the revolutionary Soldiers’ Council — went to The Hague to see the British chargé Robertson he was told through a Dutch intermediary — although the French minister Allizé received Csernyák — that the Hungarian government’s incessant machinations to establish diplomatic relations were highly improper as it ought to be aware of this being out of the question before the conclusion of peace.³⁸

Nevertheless, the members of the American and British missions in Vienna were in January and February increasingly concerned with Hungarian internal politics and demanded strong measures against the communists. Moreover, colonel Cuninghame, head of the British mission in Vienna, went as far as “concerning himself” during a whole night with the Social Democratic ministers Garami, Böhm and Peidl and making on behalf of the victorious powers so definite statements to them that the US legation in London protested in an aide memoire against such unauthorized course of action.

³⁷ Ibid., Phillpotts’s report of February 8th, 1919, to Sir W. Tyrrel.

³⁸ Ibid., Robertson’s report of January 11th, 1919. The Foreign Offices approved of Robertson’s reply.

According to this aide memoire "Colonel Cuninghame made many enquiries as to what was being done to suppress Bolshevism, and stated in conclusion that he represented the *Entente* Powers and the United States and in their name warned the three Ministers that, unless Bolshevism was immediately stamped out in Hungary, the *Entente* would allow the Roumanians, Czechs and Serbians to enter Hungary and take entire possession thereof in the interest of peace and order". If, however, the ministers themselves "would take energetic steps to suppress the Bolsheviki at once, he would go in person to President Masaryk and get them coal". Although the Foreign Office denied the "Hungarian slanders" (the US mission in Vienna had been informed by Baron Tibor Podmaniczky, Károlyi's follower and counsellor in the Ministry of Foreign Affairs), it appears from Garami's memoirs that this meeting took place more or less in this way. And the fact is that a few days later Böhm himself suggested — together with the Minister of the Interior — to arrest the communist leaders. This was done by the morning of February 21st. But the US note mentioned above was dated February 26th.³⁹

The arrest of the leaders of the Communist Party of Hungary was in the past treated somewhat one-sidedly in our literature. Namely it seems unnecessary to omit the fact that the government launched a "two-front" attack: it prohibited the most dangerous formation of the counter-revolution, the Hungarian National Association of Defence (MOVE) which was the "trade union" of the counter-revolutionary officers and was organizing under the leadership of Gyula Gömbös. (The MOVE wanted to organize the strike of the army officers against the War Ministry of Böhm and the Soldiers' Council of Pogány, and these immediate antecedents of the dissolution are a peculiar example of how the methods of the labour movement were spreading.) At the same time several well-known standard-bearers of the counter-revolution were arrested, and also a person unknown at that time: it was József Péhm, a teacher of religion who later became known by the name of Mindszenty.

But the main blow was directed at the Communist Party anyway: there was only one such party while at the other side there was no want of experienced leaders, bloodthirsty officers and fanatic teachers of religion. Gömbös took to Vienna, but the counter-revolution immediately found a new leader in the person of Count István Bethlen, another future prime minister, who very soon established close contacts with Vix and created the electoral alliance of new and old counter-revolutionary parties.

That the action against the Communist Party proved not only unsuccessful but was practically hitting back is another matter. And failure begets

³⁹ Ibid., and Papers Relating to the Foreign Relations of the US, 1919. The Paris Peace Conference. Vol. XI, p. 65. — Cf. Zs. L. NAGY op. cit., p. 57, and E. GARAMI: *Forrongó Magyarország* (Inflamed Hungary), 2nd edition, Leipzig—Wien, 1922, p. 108.

confusion. Since the adherents of the "mailed fist", inspired by Cuninghame, fell short of the expected result, Károlyi — under the pressure of public sentiment and with the energetic support of the minister Kunfi who meanwhile had returned from the international socialist conference in Berne — on March 8th declared the communist leaders political prisoners whereby they were allowed to be in contact with their followers.

The adherents of the two courses — violence or propaganda — in the fight against the Communist Party later blamed one another for the failure of the Berinkegy government although further events proved clearly that neither method could have succeeded against the new revolutionary wave and in the shade of the Vix note.

For example, in his outline of the history of the revolution, written in autumn 1919, Oszkár Jászi blamed the Social Democratic ministers for their "hesitating attitude" because they "opposed police action against the Bolshevik inciters at a time when this could have been carried out".⁴⁰ Károlyi, on the other hand, blamed the social democrats for having misinformed him about the weight and importance of the Communist Party of Hungary.

The fact is that Károlyi was much more concerned with the preparation of the peace negotiations than with home politics; also his contradictory measures taken in the matter of the arrestations are better understood if one realizes that he concerned himself primarily with the foreign policy reaction to the procedure against the communists. Once he had consented — not without scruples — to the arrestation of Béla Kun and his group, he tried through his western representatives to present this step as the proof of his fight against Bolshevism.⁴¹ He even sent a personal letter to Gyula Andrassy — one principal source of the intrigues directed at him — asserting that "Bolshevism was never strong in this country. And now that 42 of their leaders are under arrest, it is not worth mentioning" and that "at the elections the socialists will probably get the majority vote which has the advantage that they are the only who can take severe measures against the Bolsheviks".⁴² He informed to the same effect his Swiss envoy and also Colonel Cuninghame, but the latter had more accurate information. In his summary report of February 27th Cuninghame allowed Károlyi's good faith but blamed his government for having long underrated the Communist Party and concluded that the difference between the Communist Party and the Social Democratic Party was smaller than one could have thought by appearances, moreover that, in essence, they cannot be regarded as two separate parties at all. (At that time Namier did not yet want to believe this evident truth which seemed absurd to out-

⁴⁰ Institute of Party History Archives, fonds 704, miscellaneous manuscripts.

⁴¹ Zs. L. NAGY, *op. cit.*, p. 70.

⁴² Institute of Party History Archives, fonds 704, Károlyi's letter of March 16th, 1919, to Andrassy.

siders). Cuninghame even predicted that the Communists were confident that the patriotism of the Social Democrats would eventually make them stand by Moscow and oppose Paris.⁴³ When Cuninghame wrote this he hardly could have known of the decision of the Peace Conference passed on the day before.

Vix and the proletarian revolution

Some three weeks prior to March 21st, 1919, the situation of the Hungarian government became intolerable in both home and foreign affairs. True, this became evident only later on; memoirists and historians were fond of presenting March 21st as the moment of an unexpected thunderbolt. In the light of documents this surprise was not so big to responsible politicians and to the victorious powers as public opinion tended to believe.

It could be proved with quite a number of further documents that the possibility of the victory of a socialist revolution was known in Paris, London and even Belgrade. Yet this did not move the victors to pursue any other policy but their own, which was clearly evidenced by the acceptance of the notorious "Vix note" in Paris on February 26th whereby the decisive step against the Communist Party — taken by Károlyi and his government hardly a week before upon demand of the Powers — was rendered senseless. Although the handing over of the note was delayed there is no reason to believe that Károlyi and his followers should have been informed of this only on March 20th. Also the press published the vague rumours about the decision, and Colonel Yates, the American military attaché in Bucarest, visiting Budapest on March 15th, personally "reassured" Károlyi — just on the Hungarian National Day — about the verity of the rumours. According to a report of Vix on March 16th, Yates had planned to suggest postponement of the handing over of the note, and the occupation by British and American troops of the planned neutral zone running along the western border of Transylvania — but not even this would have altered the course of events.⁴⁴

⁴³ PRO, vol. 3514, Cuninghame's report of February 27th, 1919 (with remarks by Namier and others).

⁴⁴ The report of Vix is discussed by Pastor, *op. cit.* It is surprising that, in the knowledge of these secret files, Pastor revives the old legend according to which Vix or his superiors should have been instrumental in fixing the date of the presentation of the note. In my opinion it is Vadász who sees the role of Vix clearer in this question. I do not know the French documents, I only have seen the British and American documents of foreign affairs, but these contain more than sufficient proof of the fact that every step of Vix was controlled by detailed instructions from Belgrade. According to the March 15 report of Lieutenant Goodwin (Coolidge Mission, Intelligence officer at Budapest), Vix "has received notification of this order, without express directions to permit its being carried out immediately. He believes (and I believe) that such an order would immediately start a fight". Goodwin means, in Paris they allowed for the Roumanians to occupy the Bucharest Treaty line, but "for the moment . . . steps only will taken to form a neutral zone, which may permit of the order being carried out without bloodshed later on".) National Archives, The Coolidge Mission. 184.01102 (232).

Early in March Károlyi must have surmised — even if he could not take it as granted — that the decisions of the Peace Conference had nothing good in store for Hungary. It was practically a cry for help when on March 16th he sent a message to the British legation in Stockholm proposing the resignation of the government provided that the *Entente* was ready to assume power;⁴⁵ it also appears from other documents that by that time he had made up his mind to get rid of the responsibility involved in the semblance of power. The desperate renunciation of his pacifist belief, his hopes placed in Wilson, appears from his speech held at Szatmár on March 2nd, 1919, in which he declared that he never would acquiesce in Hungary's dismemberment by a peremptory decision. His attitude raised false hopes in extreme nationalist circles, moreover the state machinery, encouraged by this, tried to exploit the mood of national despair; the general staff drew up a plan for the occupation of Slovakia, and count Imre Csáky, head of political section in the Ministry of Foreign Affairs (he was a big landowner in Slovakia and Horthy's future Minister of Foreign Affairs) tried to prepare a joint Hungarian-Austrian action against Czechoslovakia.⁴⁶

Disillusion in Wilson moved Károlyi to seek a different orientation. He was greatly impressed by the revolutionary movements in Europe, by the recent formation of the Third International, by the successful operations of the Red Army and its advance toward the Carpathians, and last but not least by the large-scale strike movements unfolding against military terror in the detached territories. Apart from the circumstance that the arrest of Béla Kun had not brought about the softening of *Entente* policy towards Hungary as promised by Cuninghame, Károlyi took into account also these facts when he eased the persecution of Communists. According to several well-known recollections Károlyi made reference to an alleged telegram by Lenin which was said to threaten with reprisals if the persecution of Communists would go on; but nobody has ever seen this telegram.⁴⁷ This was in all probability Tehitcherin's protest against the arrest of the members of the Russian Red Cross mission; it may be that Károlyi deliberately interpreted this note

⁴⁵ PRO, vol. 3514, no. 46751.

⁴⁶ For talks with Renner see in more detail T. HAJDU: *Az 1918-as magyarországi polgári demokratikus forradalom* (The Bourgeois-Democratic Revolution in Hungary in 1918), Budapest, 1968, p. 336.

⁴⁷ It is typical of the state of history-writing in this country in the 50's that this attractive legend was not called into doubt by anybody, and a belated fruit of this period surpassed all its predecessors: it was the book of Dr. T. SZAMUELY: *A KMP megalakulása és harca a proletárdiktatúráért* (Formation and Fight for Proletarian Dictatorship of the Communist Party of Hungary), published in 1964. He downright belittles the role of mass movements, of the left wing of the Social Democrats, saying that the government was forced to make "some concessions" because of these, but that a "substantial change in the condition of the imprisoned Communists was brought about only by the steps taken by the Soviet government, and this forced the authorities to give up the idea of murdering the prisoners." This book abounds in similar liberal inventions.

so liberally. In any case, it is remarkable in this connection that, according to the British Minister in Switzerland, early in March "the Buda Pesth Government presented a request to the International Postal Bureau at Berne that the latter should invite the Moscow Soviet Government to communicate by radiogram with Buda Pesth. The International Bureau refused the request".⁴⁸

Practically nothing more was done for establishing normal relations with Soviet Russia. This purpose was indirectly served also by relations maintained with various West Ukrainian regimes and politicians, all the more so since the East-Galician anti-Petljura groups had official negotiations with Moscow and with Kiev in February and March.⁴⁹ And it was therefore that Károlyi planned to send to Moscow his trusted man, Pál Kéri,⁵⁰ although earlier — exactly with regard to the *Entente* policy — he hardly reacted to the Moscow's attempts at *rapprochement*.

Negotiations with the *Entente*, the Austrians, Italians, Yugoslavs and others in March could lead nowhere any more: while in Hungary a new revolution broke out early in March, the "Vix note" — the notorious by-product of Churchill's and Foch's large-scale plans of intervention — was born in Paris.

At ten o'clock in the morning of March 20th, Vix called on Károlyi at the former Royal Palace and delivered over General de Lobit's note signed on March 19th which contained the decision of February 26th. The fairly long time that passed between the approval of the text and the presentation of the note gave rise to many a scientific debate and to the invention of stories serving political ends. Today it may be regarded as clarified that neither Vix nor his superiors in Belgrade played any role in the wording of the note or in the choice of the date for its presentation.⁵¹ Although the French general staff exploited Clemenceau's, Lloyd George's and Wilson's simultaneous absence from Paris, and on February 26th enforced the approval of the note confirming Roumania, it was due partially to its dangerousness and the involved responsibility partially to its being dependent on a major scheme that they waited until the leaders of the big powers returned.

At the meeting of March 17th the "Big Four" did not approve the hazardous plan of a crusade against Soviet Russia, but the draft note slipped through when minor matters were considered. True, Wilson and Lloyd George had misgivings but eventually consented after some arguing nevertheless. Foch and his circle, having rescued this small pillar of the big scheme, promptly arranged for its delivery. Nor did they forget about preparing Vix for the

⁴⁸ PRO, vol. 3515. Rumbold's report of April 3rd, 1919.

⁴⁹ V. VINNICHENKO: *Vidrozhdennia nazii*. Vienna, 1920, vol. III.

⁵⁰ Zs. L. NAGY, op. cit. p. 249.

⁵¹ Of the recent English literature on this question I should like to point out, in addition to quoted sources, A. D. LOW: *The Soviet Hungarian Republic and the Paris Peace Conference*. Philadelphia, 1963, and S. D. SPECTOR: *Rumania at the Paris Peace Conference*, New York, 1962.

paper battle: on March 12th de Lobit forwarded to Vix Franchet d'Esperey's personal message in which he congratulated Vix for his determination displayed towards the Hungarians till then.⁵² No wonder, then, that this petty Lieutenant Colonel paraded in Franchet's Napoleonic posture when he handed over the note.

On March 19th de Lobit instructed Vix to deliver the note approved on the 17th. At the same time he informed General Gondrecourt to make preparations for occupying the neutral zone.⁵³ De Lobit, unlike the wise men of Paris, was prepared for Károlyi's refusal of the note. This appears from his instruction given to Gondrecourt, but also from Admiral Troubridge's report of March 28th⁵⁴ according to which de Lobit informed him in the morning of the 20th and "the General was apprehensive of the result of this communication on the fate of the Mission. I suggested I should send two monitors to be at the disposal of the Mission, upon which they could, if desirable, embark. He did not, however, at that time agree, but the next morning, 21st March, upon learning of the cold reception of the ultimatum by the Hungarian Government, he asked me to send the monitors without delay to Budapest". On March 22nd the Commander Williams-Freeman arrived on a military motor launch which was then followed by two British monitors.

The story of the handing over of the note is known; I only should like to stress as a matter of facts: whoever reads any of the memoirs describing this event⁵⁵ will certainly understand what a futile attempt it is to white-wash the fatal role of Vix. There is another question: whether or not Vix had said that these were already political (i.e. not provisional) frontiers. In a declaration Károlyi asserted this statement to have been made, Vix denied it. According to a notice of General de Lobit -- published by Vadász -- this ominous term was uttered, but Captain Roosevelt in his March 31 report -- otherwise very critical against Vix -- had firmly deny this.

Yet more important than any question of detail was the fact that the Hungarian Government, having forfeited the confidence of the people, could in such circumstances not undertake to carry out a dictate from which it became evident that no help could be expected from the victors who had definitely decided not to take into account at all Hungarian national interests in making territorial arrangements. In such circumstances Károlyi had every reason to tell Vix that the government would resign as it had no other choice. In Hungarian public opinion the Berinkei government could never have been cleared of the accusation that it had consented to the Trianon frontiers of its

⁵² PASTOR, op. cit. p. 494.

⁵³ VADÁSZ, op. cit.

⁵⁴ PRO, vol. 3515.

⁵⁵ *The Paris Peace Conference*, op. cit., vol. XII, p. 413, Captain N. Roosevelt's report.

own accord, for Károlyi was accused for decades of having willingly demobilized the army which was disintegrating in autumn 1918, etc.⁵⁶

I do not enter here into the very interesting debates which recently have surrounded the home policy background and the controversial questions of March 21st.⁵⁷ As concerns the pertinent literature I should like to call the attention to the writings of Gyula Illyés in his volume *Hajszálgyökerek* (Root-branches), and the very detailed reply by András Siklós which throws new light on a number of questions.⁵⁸

In connection with the circumstances of Károlyi's resignation Illyés accuses the Social Democratic ministers in impassioned words of having deceived and betrayed Károlyi. On the other hand Siklós points out that the collapse of the bourgeois system had put an end to Károlyi's political role for a while, and that there was no help for it. For my part I think that Kunfi and Böhm actually committed certain unfairness in first inducing Károlyi to pursue an anti-communist policy and then reaching agreement with the imprisoned Communists at secret talks. Yet all this was dictated by the power relations of the labour movement, by the course of the revolution, and not by the will of certain persons. Károlyi must have judged this in the same way, since — although he had a grudge against his two former ministers — he maintained political co-operation with them also later. But from Garami and Peidl he became estranged, not because of their attitude on March 21st but as a result of their consistently rightist orientation.

Anyway, the later embittered relations between Communists and Social Democrats had the result that both sides represented the role of the Social Democrats in the revolution of March 21st as smaller than it actually was. And because the leftist Social Democratic leaders who joined the Communists (Landler, Varga, Pogány, Nyisztor, etc.) never wrote their memoirs, their decisive role in the fusion of the two workers' parties got lost. At the same time it is absolutely clear that — contrary to the assertions of the counter-revolutionary literature — Károlyi was in no way concerned in the preparation of the socialist revolution prior to March 20th, had no relations whatsoever with the Communists, and had but insignificant relations even with Social Democratic left.

What Károlyi had in mind on March 20th was that — since the bourgeois system and "Wilsonism" had failed — he would remain provisional

⁵⁶ The intense effect of such lying propaganda is evident also from the fact that — let alone former publications, Ashmead-Bartlett or Macartney — the perfidious accusation according to which Károlyi "watched with folded arms the advance of ill-organized Roumanian and Czech bands" was voiced even in 1959, in a book published by such a respectable house as Allen & Unwin (D. SINOR: *History of Hungary*, p. 283).

⁵⁷ I present this debate, adding my own opinion, in an article of similar subject, published in the 3rd issue of 1972 of *Párttörténeti Közlemények*.

⁵⁸ Gy. ILLYÉS: *Hajszálgyökerek* (Root-branches), Budapest, 1971. — A. SIKLÓS: *Mi történt március 21-én?* (What Happened on March 21st?), *Párttörténeti Közlemények*, no. 4, 1971.

president of the republic till the elections and appoint a Social Democratic government headed by Kunfi. He was not aware of the circumstance that within the Social Democratic Party the initiative had been seized by the left and that Kunfi and his group were forced to accept the platform of the latter. In the evening of the 21st, when the leaders of the newly united workers' party met to form the new government, Böhm and Kunfi - probably with the approval of Pogány - at least formally suggested that Károlyi should remain President of the Republic. Even if their motion was not accepted, they at least compounded with their conscience: they had not let Károlyi down. But they were not in the mood, nor could they find time for informing Károlyi - who was waiting in the prime minister's palace - about the changed situation.

Also the genesis of Károlyi's famous proclamation in which "he surrendered power to the proletariat" gave rise to disputes. Illyés is correct in emphasizing - contrary to the explanations of the authors of the proclamation - that it was published against Károlyi's will, but is mistaken in thinking that some kind of anti-Károlyi plot was involved here. Although against Károlyi's intentions, and misleading him in a certain respect, his trusted men printed the proclamation actually for the sake of Károlyi's safety and the peaceful course of the revolution. To reassure Károlyi they told him - and from memoirs this has become common knowledge in this form - that his proclamation was received with enthusiasm by the Workers' Council proclaiming proletarian dictatorship.⁵⁹ In his article Siklós proves conclusively that the proclamation, published in the name of Károlyi some hours later, was not presented in the Workers' Council at all.

His former critics accused Károlyi also of having requested the Social Democrats on the eve of the revolution to obtain the support of the Communists. Siklós is correct in emphasizing that at the same time Károlyi himself was having talks - unsuccessfully as a matter of fact - with the right-wing opposition in the interest of national solidarity, and presents the forgotten memoirs - published in the press - of Gábor Ugron who was mediating between Károlyi and István Bethlen. Bethlen's statements were mentioned in this connection. Bethlen, as the leader of the victorious counter-revolution, felt uneasy because of his vacillation and helplessness on March 21st, so he gave the matter an appearance as if Vix had - for his sake - requested postponement for carrying out the ultimatum, and had at once sent a "fully" satisfactory telegram to Paris, but this was belated. The report of Vix was in fact belated, but nobody attached importance to it in Paris, and its text, published later, bore no resemblance at all to Bethlen's version. According to Franchet d'Esperey's report of March 22nd, 1919:

⁵⁹ Károlyi's statement on the origin of the Proclamation: *Tribune*, London, September 3rd, 1943.

on the 21st "at 19^h Colonel Vix has received from representatives of bourgeois party (a) declaration proposing either an alliance with the Entente against Russian Bolsheviks on condition that present lines of demarcation should be maintained and in that case the Allies should send 15 000 men to Budapesth to allow Government to maintain order, or in case of refusal from the Entente they would make an alliance with the Bolsheviks⁶⁰."

Why did Paris not resort to military intervention immediately after the proletarian revolution? The fact is that General Mangin, the "butcher of Verdun", was summoned to Paris after March 21st, and although the essence of the debates of interest to us was perhaps not put on record, it was decided only one week after that not he, but General Smuts of a more peaceful reputation would be sent to Budapest as the head of a negotiating delegation -- and not an army.

It is a known fact -- and recently studied archival materials make it still more evident -- that the provocative manner of the delivery of the Vix note, the snappy answer to it, and the ignominious departure of Vix silenced the midwives of the note for a few days and encouraged the Paris critics of the note, the American General Bliss first of all.

I should like to stress two facts in addition: the prompt diplomatic action of the Hungarian Republic of Councils, and the conduct of bourgeois and aristocratic politicians.

For one or two weeks it was not at all clear to people abroad what was going on in Budapest. The fusion of the parties that took place in prison, participation of several ministers and under-secretaries of the Berinkei Government in the Soviet Government, declarations in favour of the Republic of Councils by Károlyi, his followers and the bourgeois press, called into doubt whether it was really the "Bolsheviks" that led the revolution, or they were only pushed to the fore by a national movement. It was only the mission of Smuts that issued a certificate of verity about the Hungarian proletarian dictatorship.

Intervention always requires somebody in whose interest it is to take place, who asks for it. And indeed, there was no want of applicants -- only their personality made intervention difficult rather than hurrying it up.

On March 24th Gyula Andrassy called on the British legation at Berne which since 1914 had acted as the intermediary between London and the enemy Central Europe. He urged a prompt occupation of Budapest by the *Entente*, and trying skilfully to exploit the situation asked for permit to travel to Paris accompanied by his follower Count Pál Teleki. He at the same time reassured the Minister that all bourgeois parties would support the interven-

⁶⁰ F. DEÁK: *Hungary at the Paris Peace Conference*, New York, 1942, p. 410.

tion, provided that he could promise them that Hungary would get "acceptable frontiers".⁶¹

What Andrassy actually achieved was to bind up in a bunch everything that the victorious powers did not want to have. By no means did they want to negotiate with the defeated about frontiers, let alone making promises. They did not want to estrange the moderate Social Democrats and the middle classes by making two notoriously reactionary, pro-Habsburg and pro-German counts their mouth-piece. And, finally, if in 1919 a Hungarian (or Austrian, or German, etc.) politician wanted to ask for something that the *Entente* surely would not allow, Andrassy could safely apply for an entry permit to the scene of the Peace Conference. And even before the negative answer arrived to Berne, Teleki submitted a memorandum of similar contents — and with the same result.⁶²

Bethlen and his suite tried their luck with the head of the French mission in Vienna on April 5th, i.e. after the mission of Smuts. What Paris was missing was not the proposal of a third Count, but that of the centre parties; but none of these showed up in March at the British, not even the opposition of Károlyi's own party. Thus the western powers had good reason to believe that the moderate liberal-democratic bourgeois parties either backed the Republic of Councils, or at least adopted a wait-and-see attitude.

The situation would have been altogether different if Károlyi or Berinkey had asked the *Entente* for help; yet the opposite happened, moreover Károlyi's well-known agent in Stockholm, Adorján, informed the British legation in Stockholm to the effect that what was going on in Budapest was not true Bolshevism. Similar information was supplied by Dr. Ludwig, the special envoy in Stockholm of the Székely National Council.

The Yugoslav and Czechoslovak governments declared in favour of the intervention already at that time (on March 24th and April 1st respectively), and — perhaps somewhat later — also the Roumanian government; but there was certainly no intention in Paris to make the anti-Bolshevik intervention a national war. Needless to say, quite a number of Social Democratic and bourgeois politicians tried to get near the *Entente* missions later on, but in the days following the presentation of the Vix note only part of the conservative aristocracy was at their disposal.

Béla Kun made the best of the prosperous hour: on March 24th — as it is known — he sent his first note to the Peace Conference, using the channels

⁶¹ PRO, vol. 3514. Rumbold's report of March 24th, 1919. KARSAL, op. cit. discusses also Andrassy's further attempts.

⁶² Ibid., Rumbold's report of April 2nd, 1919. On March 25-th Andrassy called on the US legation too, with a similar request. Sigraý presented himself there as early as the 23-th March, other Hungarian aristocrats (Henrik Apponyi, Pál Teleki, György Pallavicini) made their appearance at Coolidge.

of Italian diplomacy which was at issue with Yugoslavia, and in it assured the big powers of his peaceful intentions. Being aware of the fact that -- in addition to the Peace Conference which reserved political decisions for itself -- a possible *military* action of General de Lobit, who had signed the note formally, had to be taken into account (to which the General was in certain sense authorized by the expiry of the note), he established contacts also with de Lobit.

This was made easier by the circumstance that on March 25th de Lobit sent a telegraphic note to Kun accusing him of the violation of the armistice agreement of November 13, and making him personally responsible for the safety of the Vix mission. He could do this all the more safely since Admiral Troubridge reported as early as the 23rd that Kun had promised Vix he "will do all possible to secure their safety but states that much excitement prevails in the town and feelings very inimical to French".⁶³

Kun replied to the note at once: he rejected the accusation of violating the armistice, guaranteed the safety and departure of the mission, and at the same time expressed his unconditional readiness for negotiations. He actually arranged for the unmolested departure of Vix, and at the same time sent to Belgrade Ottó Róth, the party secretary of Temesvár whose name was well known in the South. On March 27th de Lobit received Róth in the company of the French minister of Belgrade, and Róth -- while Admiral Troubridge's Danube flotilla stood on the alert at Baja -- reassured them of the peaceful intentions of the Budapest Soviet government, and in a lengthy conversation informed the select audience of the events in Hungary. (We may appreciate Kun's diplomatic skill, knowing that Róth was the only to vote against the formal fusion and change of regime at the meeting of the Social Democratic Executive Committee.)

With this exchange of notes and negotiation, not to speak of the Borghese-negotiations, Kun scored a remarkable diplomatic success already in the first week of the Soviet Republic; and this had a certain part in the fact that neither de Lobit, nor the *still* rather martial Yugoslav general staff -- which on the 24th proposed to the allied ministers according to the British minister's report of March 25th "Crown Prince . . . emphasized necessity for strangling Hungarian Bolshevism now at its birth. Difficulties later would be grave"⁶⁴ -- engaged in any military adventure; this, to be sure, might have ended in a failure, but possibly might have been fatal (they had available 4-5 divisions) for the Hungarian Red Army which at that time existed only purely nominally. And in the first half of April the Smuts mission ensured further two weeks of breathing space to the Hungarian Republic of Councils.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Ibid., the report the British Ministers at Beograd of March 25nd, 1919.

Данные к истории провозглашения Венгерской Советской Республики

Т. ХАЙДУ

Резюме

Автор на основе архивных материалов лондонского Публик Рекорд Оффис-а и венского Штатсархива исследует внешнеполитическое положение Венгрии в период буржуазно-демократической революции, с осени 1918 года до провозглашения Советской Республики. Автор подробно характеризует взаимоотношения различных венгерских политических групп и течений — начиная от Карольи через короля Кароля IV до Алберта Аппоньи и Дьюлы Андраши, их переговоры с представителями Антанты в период мировой войны, целью которых, с венгерской и австрийской стороны, было возможное достижение соглашения о мире. Неудача этих переговоров, военное поражение Монархии, затем её крах с двух точек зрения означали тяжелое бремя для пришедшего к власти после революции правительства Карольи.

С одной стороны, несмотря на то, что Антанта знала и признала антивоенное поведение стоявшей под руководством Михалы Карольи оппозиции, однако со своей стороны она не желала взамен этого принимать на себя какие-бы то ни были обязанности. Наоборот, она в пользу других народов Монархии, — которые все стояли в более тесных отношениях с Антантой, и некоторые даже, как чехи и румыны, находились с ней в союзе, — и в ущерб Венгрии давала территориальные уступки.

С другой стороны, — и это являлось более опасным для буржуазно-демократической революции, — в Венгрии лишь поздно осознали, что от войны ничего не могут получить, а все могут потерять. После поражения в общественном сознании нации упорно поддерживалась вера в том, что Антанта будет благодарной Карольи и его сторонникам за их антивоенные мероприятия. Данная иллюзия облегчила победу революции, однако, ускорила и её поражение: когда выяснилось, что победители свои требования предъявляют правительству Карольи, тогда те, которые до сих пор самым решительным образом поддерживали его и его правительство, теперь отвернулись от него.

В основном с точки зрения внешней политики эти обстоятельства определяли судьбу буржуазно-демократической революции, и при учёте этих обстоятельств становится понятным влияние ноты Вика 20-го марта 1919 года.

Известный под названием ноты Вика документ был составлен державами-победителями 26-го февраля 1919 года. О содержании данной ноты Карольи и его сторонники имели кое-какие представления. Таким образом их положение стало критическим, и их попытки, целью которых было бы достижение более выгодных условий мира для Венгрии, потерпели крах. По желанию великих держав подполковник Вика передал указанную ноту о новых демаркационных линиях Венгрии. В этом Вика не имел никакой существенной роли, а его личное, антипатичное поведение лишь психологически осложняло и без того критическое положение. Правительство буржуазно-демократического строя уже не могло взять на себя проведение ноты и вытекающие из этого последствия, и вынуждено было пойти в отставку. 21-го марта Революционный Правительственный Совет взял власть в свои руки, провозглашая Венгерскую Советскую Республику.

The Role of the National Peasant Party in the People's Democratic Revolution 1944–1948

By

I. TÓTH

The early ideological-political antecedents of the National Peasant Party's history were manifest in the peasant-minded populist writers' movement which was organized into a camp by the mid-1930s. The social background of this movement was given in the grave social situation of the peasantry, particularly of the "three million paupers". The intention of the populist writers was to lead and liberate the peasantry that had been left without political representation. The foremost historical significance of the populist writers' movement was the keeping before the public eye the social questions of peasantry in the years of the Horthy regime, that is, at a time when the social democrats under opportunistic leadership gave up organizational activity among the peasantry and the Communist Party's activity was restricted, due to underground existence and relative weakness. The programme of the movement was focussed on a radical land reform and the peasants' democracy.

From summer 1938 on, leftist development of the movement was held up by the advance of reactionary forces in Hungary and in other countries, the concentration of the movement — in the March Front — was smashed, and the camp that seemed to be united before, fell apart to dissenting fragments. The leading ideologists of the middle-of-the-road policy became dominating in the movement once more. The organization of the representatives of the left wing of the movement later resulted in the creation of the Peasant Party. It was József Darvas, Ferenc Erdei, Imre Kovács, Péter Veres and Pál Szabó who maintained their earlier views with more or less consistency.

The weekly *Szabad Szó* (Free Speech), which had a tradition of four decades by then and whose readership was recruited from among the layers of agricultural proletarians and poor peasants, assumed from the end of 1938 the key-role in the further activities of the left wing.¹ By launching

¹ Cf: R. VARGA: *A népi írók Szabad Szó című lapjának történetéből* (On the History of *Szabad Szó*, a Weekly of the Populist Writers). (Irodalomtörténeti Közlemények, 1962, vol. 4.)

Szabad Szó, the left wing of the populist writers' movement created the possibility to extend the action-range of the movement through the medium of this weekly as a direct political forum, and to transform this intellectual-literary movement decisively into a social-political campaign.

The elections of May 1939, the sudden advance of the extreme right, the failure and collapse of the Smallholders' Party and of the Social Democratic Party, eventually ripened the necessity of forming a new peasant party. The statutory meeting of the National Peasant Party was proclaimed to be held at Makó on 29 June 1939.

The authorities prohibited the meeting. But the delegates met in illegal circumstances all the same and declared the formation of the National Peasant Party unanimously. The declaration of the basically democratic platform containing 10 planks was published in July.

Organizational work was started at once, but came up against strong counter-measures of the authorities from the outset. Circumstances becoming more and more adverse impeded the organization of the new party.

On account of the reprisals enacted by the government, it was practically impossible to build up the organizations of the party. But the organizational relations between Szabad Szó — that is, the radical populist writers gathering round it — and the agricultural proletariat were not discontinued;² it became traditional to invite, usually twice a year, the writers contributing to the weekly, politicians, and provincial peasant correspondents, under the pretext of an editorial consultation, for a conference sometimes lasting several days, and to discuss there timely problems of action.

In its principal features, Szabad Szó consistently preserved its leftist line also in the period following the autumn of 1939.

The leftist populist writers belonging to the circle of Szabad Szó were always in the forefront of the independence movement led by the communists during the war, were present at all noteworthy events.³

Based on the anti-Hitlerist national unity, the Hungarian Front was established with the leadership of the communists in spring 1944. In order to counteract the smallholder — social-democrat co-operation that had become closer since summer 1943, the Communist Party took a strong line for supporting the recognition of the Peasant Party as the protector of the interests

² Cf. GY. KÁLLAI: *A magyar függetlenségi mozgalom 1936—1945*. (The Hungarian Independence Movement, 1936—1945). Kossuth Könyvkiadó, 1965, pp. 105—106.

DR. M. KOROM: *A kommunista párt harca a munkásosztály vezette antifasiszta parasztság megeremeléséért a második világháború időszakában* (The Fight of the Communist Party for Creating Antifascist Peasant Unity under the Leadership of the Working Class in the Period of World War II). Acta Universitatis Szegediensis, Sectio Scientiae Socialismi, 1964, Szeged, p. 21, ff.

³ I. PINTÉR: *A magyar kommunisták a Hitler-ellenes nemzeti egységért* (The Hungarian Communists for an Anti-Hitlerist National Unity). Kossuth Könyvkiadó, 1968, p. 28, ff.

of the poor peasants, and for the admission of the Party to the Hungarian Front.⁴ Admission took place in September. The circle of Szabad Szó began to engage in politics again under the name of the National Peasant Party.

Organizational development and policy of the National Peasant Party up to the parliamentary elections in 1945

Admission to the Hungarian Front was an event of fundamental and historical significance for the future of the National Peasant Party, on the one hand, the Party was given an "admission ticket to big politics" in this way, and, on the other hand, this shifted the balance of power to the advantage of the radical forces within the Hungarian National Independence Front. Namely the Party, by its mere existence, deprived the Smallholders' Party of the possibility to pass itself off as the only political representative of the whole peasantry. And, later on, the Party gathered round the cause of the People's democracy and the worker-peasant alliance the masses which at that time were not yet willing to take sides directly with the Communist Party. It was therefore that the Peasant Party, by virtue of its position and social base, emerged as an important factor to oppose the right wing of the smallholders and the social democrats.

The leading force of the revolution — the Hungarian Communist Party — ensured the unity of action-programme and the leading role of the working class on the basis of the action unity agreement reached in October 1944, and confirmed in January 1945, which actually meant that the way was now cleared for the HCP (Hungarian Communist Party) to make its political influence felt in those circles of the working class, and especially of the middle strata, on which it had not yet direct, decisive, or at least remarkable, influence at that time. Apart from the poor peasants and small peasants belonging to the HCP, and the masses of peasants attached to mass organizations under their leadership, the worker-peasant alliance in the villages, or more exactly, among the peasant population, was embodied, first of all, by the alliance and close co-operation of the HCP with the NPP. These two factors combined made it possible for the HCP to align — in towns and villages, directly or indirectly, organizationally and politically — the majority of the basic classes concerned with social transformation. And this became the indispensable, intrinsic precondition of the consistent implementation of the popular-democratic revolution.

Apart from the fact that the radical Peasant Party — relying on the poor peasants and emerging as an independent political party — now played a role in the struggle for power, from the turn of 1944–45 the HCP had to

⁴ I. PINTÉR: *A Magyar Front és az ellenállás (1944. március 19–1945. április 4)* (The Hungarian Front and the Resistance, March 19, 1944 to April 4, 1945). Kossuth Könyvkiadó, 1970, pp. 139–147.

take into account in villages the presence of a non-Marxist but revolutionary, leftist party which could be relied on as a true partner on the one hand, and was, on the other, a useful in debates, being thoroughly familiar with the situation in the country, with the living conditions and mentality of the peasantry. Thus the NPP acted as a partner first in the struggle for transferring the whole of power to the working classes, and later in putting the peasantry on the way to socialism.

In early November of 1944, the events decisive for the position of the NPP were shifted from the capital to the liberated southern part of the country. This was the consequence of the fact that Ferenc Erdei managed to get across the battle-line and reach Makó from where he went to Szeged on November 9. Co-operating with the communist leaders active there, he took a considerable share in starting a new, democratic political life, in organizing new statehood.

Ferenc Erdei was immediately drawn into the preparatory work of a democratic daily paper, into the creation of the Hungarian National Independence Front, into the Preparatory Committee of the Provisional National Assembly. He took part in calling in the members of the Assembly, in the Provisional National Assembly, which met at Debrecen on December 21, and later was made member of the Provisional National Government as the representative of the NPP.

With the intention to organize into a nation-wide political party, in November 1944 the NPP joined the preparatory organizational work for creating the Hungarian National Independence Front, and as such took part in the work of the National Assembly and of the government. This determined the line and scope of organization, and laid at the same time a tremendous task on the young NPP since it was the only member of the coalition that had started as an entirely new party to join in political life.

The NPP started setting up local organizations in early December 1944, at the same time when it got contact with the political life in the liberated southern and eastern parts of the country. In the beginning, the camp of the NPP was recruited from the ranks of rural proletarians, and semi-proletarian peasants. This stratum became the principal element in the developing rural organizations. But also small and, occasionally, better-to-do middle peasants, as well as intellectuals of peasant or working class background began to join the party.⁵

⁵ PI Archivum (Institute of Party History Archives, hereinafter PI Archivum). 284/12. szervezési utasítás (instruction for organization). Debreceni Szabad Szó, February 25, 1945. P. Veres: Írók a Parasztpártban (Writers in the Peasant Party), Szegedi Szabad Szó, May 1, 1945; Szabad Szó, April 5, 1945. GY. ILLYÉS: Kiáltvány "A Dunántúl népéhez. A felszabadult béresekhez, napszámosokhoz, summásokhoz, földtelenedekhez és kisparasztkokhoz." (Proclamation "To the People of Transdanubia. To the Liberated Farm Labourers, Day-Workers, Season Workers, the Landless, and Small Peasants.")

Hence the social base of the NPP became dual from the outset. While in rural communities the determinant element of the party was the poor and small peasantry throughout, the intellectual-petty bourgeois component became the dominant factor in the urban organizations — in the capital first of all, and chiefly among the leaders of local organizations in country towns — and followed the political line of the well-to-do peasants in the Party. Thus social dissimilarities affected later the Party's relationship to the other political parties, as well as the trends of the Party's own political line, and, in this connection, the tendencies and factions within the Party.

By early summer 1945, the organization of the NPP extended practically to all over the country, although the degree of its organizational influence differed from region to region. There were some thousand and a half local organizations and about 170 thousand members in the NPP at that time.⁶ This was a considerable success in the building of a nation-wide organizational network and constituted a basis for the Party for its national policy. Also the political and ideological composition of the Party was mixed: by and large, it was a revolutionary, leftist party, but not in every question, not everywhere and not always consistently. And this could not be otherwise in the given period: the masses coming to join the Party from quarters of various ideologies, were poor peasants in their majority, of middle peasants and intellectuals in a smaller proportion, and could not be expected to turn into a politically homogeneous body at once. It certainly took some time to develop an ideological-political union of the layers coming from the populist movement, from the main body — or perhaps from the periphery — of the socialist movement of farm-labourers and navvies, or just emerging from full political exile and backwardness. To tackle this task, along with the nation-wide organizational work, would have been more than feasible, even with increased efforts, during the few months of spring.

The polarization which soon took place in the NPP was the inevitable consequence of the class struggle sharpening in Hungary. The absence of a homogeneous social base and common ideological aspect of the Party became ever more obvious.

While the popular-democratic revolution was unfolding and class struggle intensifying, three factions emerged — broadly speaking — within the NPP; and, as is usual, it was the two extreme poles that opposed each other most markedly.

The one pole consisted in the consistently leftist group of the Marxist leaders and the intellectuals of peasant stock following them; this group was represented from the beginning by Ferenc Erdei, Vicepresident, then Secretary

⁶ PI Archivum, 284/30. Erdei Ferenc jelentése az intéző bizottságnak az NPP országos szervezeti helyzetéről (Report of Ferenc Erdei to the executive committee on the national organizational situation of the National Peasant Party).

General of the Party, and by József Darvas, but also Gyula Sipos and Ferenc Szűcs played an important role there up to the end of summer 1946. The left wing of the party gathered round these men.

The other pole was represented by the "agrarian line" which differed from the former substantially, despite all its revolutionism and peasant radicalism. The chief representatives of this pole were Imre Kovács, Secretary General; then Vice President of the Party, and by Ferenc Farkas. The rightist elements of the Party followed their lead.

The peasant centre was represented by Péter Veres, the President of the Party.

The left wing of the NPP — and also the centre which took sides with it in the majority of cases — felt attached to the workers' parties, especially to the Communist Party, the right wing to the Smallholders Party.

The question arising right after the liberation was how these two, or more exactly, three tendencies could co-operate within the NPP. It was precisely the co-existence of different elements that made the NPP a considerable factor in political life, under the conditions of the coalition. Separation of these constituent elements would have jeopardized the very existence of the Party. And the consistent implementation of the popular democratic revolution, the interests of the people's democracy demanded that the NPP should not be burst by internal tensions, but that it should function and remain, with all its masses supporting the left wing of the popular democratic forces, that is that this important buttress of the worker-peasant alliance should not collapse. Péter Veres, respected by all factions within the Party, later played a determining role in a holding together the social strata and ideological political trends accumulating in the NPP.⁷

After the establishment of the Independence Front and the adoption of its platform, the question of land reform was increasingly getting in the centre of the NPP's interest. It was not by chance that in the press reborn after the liberation Ferenc Erdei was the first to publish an article of fundamental importance to disclose conclusively the timeliness and necessity of a land reform.⁸

The question was in the centre of public interest for several months after, and the preparation of the land reform became the principal aim in the joint political actions of the NPP and the HCP at the turn of 1944–45. This was practically the only plank in the emerging, young NPP's platform

⁷ The lack of homogeneity, and the duality in the NPP camp, the resulting difference⁸ manifest also in political orientation, became conspicuous with full overtness for the first time at the session of the executive committee on June 5, 1945. (PI Archivum, 284/13. minutes.)

⁸ Délmagyarország, November 26, 1944. F. ERDEI: *A földreform történelmi szükségése* (The Historical Necessity of the Land Reform). The same article was published by Debreceni Néplap on 8, December 1945.

that all members of the Party regarded as unalterable. The appeal of this demand was so intense that it induced the old reading public of Szabad Szó to form NPP local organizations in many places east of the river Tisza. It was the result of this appeal that in the struggle for the approval and enforcement of this far-reaching reform the HCP could rely on the NPP as an unserving ally. It created the preconditions for the natural and close contact that was realized between the leaders of the HCP and the NPP in the course of framing the land reform bill.

As a result of intense preparatory work in the NPP and HCP, the land reform bill was completed by the last days of December 1944.⁹ The fact that the bill was published, not before January 14, in the two most important dailies of that time — in Délmagyarország of Szeged and in Néplap of Debrecen — and that there was a wrangling of two months which delayed the issue of the land reform decree till spring, may be explained with the political situation and with the balance of forces within the coalition and the government.

The NPP, and particularly the HCP, which was the leading force and prime factor of political life, had to realize that it was necessary for them to co-operate with the Social Democratic Party and the Smallholders' Party to the greatest possible extent. It was vital for the success of the land reform that the two other parties of the coalition take sides with the NPP and the HCP. But the proposals of the NPP gave rise to strong opposition among the agrarian politicians of the Social Democratic Party and the Smallholders' Party, and to overcome it took some time.¹⁰ The NPP proposals called for the expropriation of land that exceeded 100 Hungarian acres in the case of big landowners, and land over 200 acres in the case of wealthy peasants, and for the confiscation of the land of war criminals and former members of the Volksbund, entrusting the interested persons with practical enforcement which was to be completed by 1 October 1945.

The issue of the land reform proposals served as an opportunity for the NPP — just as for the HCP — to launch a wide campaign. By making public their plans connected with the land reform, the NPP quasi put the question to open debate, giving thereby an immense impetus to the mass movement which at the end of 1944 started spontaneously in several places for carrying out a land reform.

The session of the Council of Ministers on 17 March 1945, adopted a decree laying down the principles of the NPP and HCP; this was the end of the first phase of the struggle for the land reform, and the beginning of prac-

⁹ PI Archivum 284/30. „Földreform megvalósítása. A Nemzeti Parasztpárt javaslata.” (“Realization of the Land Reform. Suggestion of the National Peasant Party”). Draft.

¹⁰ For differences between parties, see the speech of E. Gerő on February 12, 1945, intended for confidential use (PI Archivum 276/10). Further: F. ERDEI: *A földreform történetéhez. A szabadság hajnalán* (Contribution to the History of the Land Reform. The Dawn of Freedom). Kossuth, 1965, p. 126.

tical enforcement. In the press and by other means, the parties urged immediate action more and more resolutely and mobilized their masses.

The young NPP, still in the stage of organization, was among the first in the framing and popularization the demands of the land reform, and also in putting their men at the disposal of the organs of enforcement after the passing of the decree. Péter Veres, President of the NPP, was made President of the National Council of Land Redistribution. Led by Mrs. Jolán Majlát, 30 men were made available by the party at once; they were delegated as county and district commissioners to all parts of the country to assist and supervise the enforcement of the land reform, or to start this work where necessary.¹¹

From the end of 1944 to May 1945, NPP activities were concentrated on the co-operation in the enforcement of the land reform. In this work the party acted in full unison. By and large at the same time when the enforcement of the land reform was completed, a period in the NPP's life came to an end. It was the period during which none of the factions within the party entertained any doubt as to the political forces with which the NPP had to act as an ally. In the preparation and enforcement of the land reform they unanimously joined forces with the HCP as the best guarantee of carrying through the land reform, the principal goal of the NPP.

Co-operation between the two parties continued also after this; the situation did not change in this respect later. But it changed in that the leadership of the NPP, which till then had advocated in full unity a close alliance with the HCP, was greatly divided exactly on this issue from that time on. The right wing emerging within the party began to challenge this alliance most vehemently. It was the NPP's position within the coalition that became the fundamental cause of a polarization which created the wings and divided the leadership.

The right wing taking shape more and more clearly within the NPP leadership wanted to review the party's alliance orientation pursued till then which rested on the worker-peasant alliance and, as a logical consequence, on a close co-operation with the HCP. They demanded with increasing emphasis a loosening of the close alliance with the communists on the one hand, and a building-up of a certain bilateral alliance offered by the Smallholders' Party on the other. All this was connected, in the last analysis, with the question of the further development of the people's democracy, as a matter of course.

The crystallization of the right-wing endeavours was made easier by the fact that at that time the NPP was exposed to impulses from the other two parties of the coalition — the Smallholders' Party and the Social Democratic

¹¹ *A Nemzeti Parasztpárt története* (History of the National Peasant Party). Published by Nemzeti Parasztpárt, 1947, p. 10.

Party — which stimulated the NPP to detach itself from the HCP.¹²

It was amid increasing internal disputes and frictions in summer and autumn 1945 that the NPP framed an alliance policy, on whose basis it took part in the national elections of 4 November 1945. Despite vehement internal disputes, it was possible to preserve the leftist line of the party throughout. Thus the left within the NPP leadership proved to be strong enough to keep the party on the left wing of the Independence Front. This doubtless played a remarkable role in the failure of the right to isolate the HCP within the coalition. And it was these struggles that the foundations were laid for a communist-social democrat-peasant party unity which played an important part from early 1946 under communist hegemony.

In the national elections of 4 November 1945, the voters cast 4 730 409 valid votes. 325 284, that is, 6.87 of the votes, were for the NPP.¹³ Thus the NPP took the fourth place among the parties of the coalition. 264 995 of the votes for the NPP were cast in rural districts, only 60 289 in Budapest and 12 municipal boroughs and 43 towns of county rank, which means that more than four-fifths of the votes for the NPP were cast in villages. This is another evidence that the mass base of the party consisted decisively in the peasantry.

The fact that 42 percent of all votes were cast for the left-wing parties in the 1945 election may be regarded as a remarkable success even if this amounted only to a minority compared to the 57 percent for the Smallholders' Party on the right wing of the coalition. These elections were not only the end of "provisionality", but they were, at the same time, the first opportunity for the political parties to appraise their strength and influence. Hence the elections in autumn 1945 proved to be instructive with their positive and negative features alike. They prompted the left-wing parties to make a thorough self-examination, to shape a more rational self-knowledge. At the same time, they called attention to the reserves of the right-wing bourgeois forces that been underestimated till then. The realization of all these facts brought to the surface by the elections came to play an important role in developing the tactics of the left wing of the people's democracy, which were successful on the whole.

The deepening of differences within the National Peasant Party (late 1945 to early 1947)

Compared with the composition of the Provisional National Assembly, the parties comprising the leftist forces were in the minority in parliament. This fact determined their position considerably, restricted their field and

¹² PI Archivum 284/13. Minutes of the Presidential Council of the NPP, May 5, 1945. Contributions by Imre Kovács, Gyula Illyés, Ferenc Erdei and József Darvas.

¹³ PI Archivum 283/1. Movement statistics of the Social Democratic Party.

freedom of action, and left its imprint on the trends of political life up to the summer of 1947. It put difficulties in the way of improving the country's extremely grave economic and social conditions, and, in general, was not favourable to the furthering of the revolutionary ends, even jeopardized the achievements reached till then.

Within the democratic left wing the HCP and the NPP became aware of the new situation not long after the Budapest municipal elections of 7 October and framed the measures to be taken, which were fully confirmed by the national election of November. As before, they considered their principal aim to continue the process of democratization and to prevent reactionary forces from coming to the fore. And they endeavoured to make the new government carry out the platform of the Independence Front published prior to the elections.¹⁴ Within this scope, the NPP regarded as the most important to issue supplementary decrees to the land reform act on the principle that as little of the distributed land should be taken back as possible.¹⁵

As appears from the foregoing, the three leftist party's judgement of the political situation essentially in the same way provided the basis on which these parties framed their fundamental tactics against the Smallholders' Party. The essence of this was to defend democracy by not permitting the SP majority to prevail in the government.¹⁶

The role of the NPP as the leftist agrarian party supporting the two workers' parties increased from the point of view of the preservation of achievements obtained and of the preparation of further progress. At the same time, the party's importance within the legislative power decreased, just as was the case with the entire left wing of the people's democracy. Moreover, the divergent views on how to prevent further weakening of their position and on the ways of changing the actual situation, were also sources of sharpening contradictions within the NPP.¹⁷

Like in many cases since early 1945, the sharpest clash of views took place once again in connection with the party's orientation and the question of the party's mass support. Imre Kovács was not only afraid that the party's independence might get lost in consequence of the NPP—HCP alliance, but was moved by aspirations that were baseless on the one hand, and were overtly

¹⁴ PI Archivum, MKP KV 8; microfilm. Secretary General's report, *ibid.* MKP PB 47; microfilm; *ibid.* 284/13. NPP IB minutes.

¹⁵ PI Archivum 284/13. Fragment material.

¹⁶ PI Archivum MKP KV 83. Microfilm. Rákosi's report.

¹⁷ These statements are substantiated by the minutes on joint session on 6 December, 1945, of the NPP Executive Committee and the group of members of parliament; initiative to convene this session was made necessary by the sharpening conflicts within the party leadership. In a letter to the President of Party, some of the party's members of parliament requested the Executive Committee to report on the party's policy and financial situation, and to reduce the overwhelmingly "Budapest" character of the Executive Committee by admission of a number of provincial NPP members of parliament. (PI Archivum 274/5 — 1. Minutes.)

and inevitably directed against a communist or worker-hegemony, on the other. The aim he envisaged for the NPP was nothing less than to make it the leading party. In his view, the key for realizing this long-term target was to shift the bulk of the NPP's social base from the poor peasantry to the middle peasants to be won over from the Smallholders' Party for the most part. He also demanded that the NPP should head towards winning over the peasant masses from the HCP and the SDP.¹⁸

The leaders of the NPP rejected the views of Imre Kovács, and insisted as before that the social base of the party was the working peasantry, mainly their poorer or entirely landless strata, and that, as a consequence, the party was in radical opposition to the Smallholders' Party which undertook to protect the interests of the bourgeoisie.

The policy of the NPP aimed at the protection of the land reform and at the further evolution of the people's democracy made it imperative that the party should join forces as before with workers' parties, the HCP first of all. But the number of those criticizing the leftist line of the party, and above all the pro-communist policy, had grown by then not only among the middle ranks and local leaders. Many of the latter blamed the left wing of the party, or the policy dictated by it, for the frustration of exaggerated election hopes.¹⁹

The result, and at the same time the reflection of the political atmosphere within the NPP, at the end of 1945, was the Bibó dispute evoked by István Bibó's article, *The Crisis of Hungarian Democracy*.²⁰ Bibó set forth a typically petty-bourgeois middle-of-the-road conception; so it was not by chance that this fundamental theses (in "a further developed" form) were accepted with sympathy by the right wing and centre of the NPP. In the political construction outlined by Bibó, the principal forces and leaders of progress were the centre parties. And he wanted to assign such a centre-party role to the NPP and the SDP. He regarded the sharpening polarization of political life as unfavourable, even fatal, because the main consequence of this process was the weakening of the centre parties.²¹

The views coming to the front in the Bibó dispute were characteristic of the ideological aspect of one part of the NPP's social base: they originated in the middle-of-the-road, populist heritage. They acted against the political practice the NPP pursued on the platform of the worker-peasant alliance, based on co-operation with the workers' parties and on the acceptance of the communist hegemony. This means that, essentially, the Bibó dispute revealed

¹⁸ Ibid.

¹⁹ PI Archivum 284/27. (I) 7. Applications, letters, reports to the Executive Committee.

²⁰ Valóság, 1945, October–December, pp. 5–43.

²¹ Ibid. p. 34.

ideological differences which existed between the world of ideas in the camps of the communist and the peasant party, but which, for the most part, were kept under the surface up to the end of 1945, because at that time the solution of fundamental democratic tasks was on the agenda and this created a close unity of political interests and required co-operation. This interdependence overshadowed the ideological differences for a while, but failed to eliminate them. Therefore the differences became overt when the class struggle grew more acute in autumn 1945, and various difficulties arose.

At the end of 1945 the right wing in the NPP forged ahead also in the political-organizational field to a certain extent. The most important manifestation of this was that the demand for a co-operation with the other agrarian party — the Smallholders' — became stronger again. The supporters of this co-operation wanted to launch a scheme of joint action, alleging that the protection of peasant interests could not be solved otherwise. The Hungarian Peasant Federation, which was re-organizing under the auspices of the Smallholders' Party, seemed to be a suitable framework for this.

But in January 1946 the counterattack of the left wing of the people's democracy entered a new stage.²² In this unfolding left-wing offensive, the protection of the revolutionary achievements, the driving back of attacks against the land reform first of all, the codification of the form of government of the popular democratic dictatorship in the constitution, the purging of the state machinery, the demand for the driving back of the plutocracy, were issues of vital importance. The political precondition of all this was to oust from the coalition the most extreme elements of the Smallholders' right wing which held majority in parliament.

The question on which the counterattack was concentrated (as a matter of necessity) had to be solved soon; otherwise the prevailing situation would have thwarted further development of the people's democracy. Debates of these questions also created the political preconditions for a successful counter-attack: they made it possible to mobilize the entire left wing of the coalition for a struggle "from below — from above", and raised interest among of the people's masses in the settlement of problems that called for solution on government level. In this way it was possible to counteract the vacillations in parliament displayed by the Smallholders' that stood at the right wing of the coalition. At the same time, it was possible to give discontent, which from the turn of 1945—46 ran sometimes into a dead-end, a positive sign and make it serve the cause of the people's democracy.

²² For a summary description of the counterattack, see Á. SÁGVÁRI: *Népfront és koalíció Magyarországon 1936—1948* (Popular Front and Coalition in Hungary, 1936—1948). Kossuth, 1967, p. 140, ff. For the attack against, and defence of, the land reform, see: M. M. SOMLYAI: *Földreform 1945* (Land Reform 1945). Kossuth, 1965, pp. 89—111, and F. DONÁTH: *Demokratikus földreform Magyarországon 1945—1947* (Democratic Land Reform in Hungary, 1945—1947). Akadémiai Kiadó, pp. 215—258.

From first to last, the NPP was active in revealing machination against the land reform and in organizing popular mass movement to defend the agrarian reform. In most cases, also local organization of the NPP acted jointly with the communists in stirring up movement, although they worked sometimes independently.²³

These mass movements doubtless played a role in that the Smallholders' Party recalled Béla Kovács as early as February 23 and put István Dobi in charge of the Ministry of Agriculture; likewise in that the demand for completing the land reform became the common platform of the Left-wing Bloc and then won nation-wide acceptance, and, finally, in that the supplementary decree of May 1946 maintained the *status quo* in the question of the land-reform which reflected the enforcement of the interests of the poor peasantry.

The fact that the other leftist parties and the trade unions undertook resolutely to beat off the attacks against the land reform made it easier for the NPP to join the Left-wing Bloc, and to stay in it in the course of subsequent struggles.

The leaders of the NPP saw it clearly that to drive back the reactionary attack and further the people's democracy was only possible through a close alliance and concerted action of the leftist forces. The forging ahead of the popular-democratic forces could only be guaranteed by this alliance, that is, by the bloc of the workers' parties and the NPP. This realization determined not only the standpoint of the left wing of the party leadership, but also played a decisive role in the reinforcement of the bloc by inclusion of the party's right wing. Imre Kovács mentioned repeatedly that the NPP's joining the bloc was endorsed by him and his supporters because to defend democracy, in the given situation, was only possible by joining forces with the workers' parties. Moreover, it was in this way that the NPP could best increase its political influence.²⁴

The formation of the bloc permitted a closer co-operation of the left within the coalition than before. And, in the social sense, this alliance relied practically on the entire working class, on the overwhelming majority of agrarian labourers and small peasants, and partly on the middle peasants, intellectuals and other middle-class strata. This basically worker-peasant alliance on the principle of workers' hegemony enabled the bloc to force the coalition to carry out the programme of the Independence Front. In the meantime it proved to be a suitable means of frustrating the strategy of the reactionary forces which was based on the wait-and-see conception and was directed

²³ See Szabad Szó issues of January 16, January 17, January 20, February 13, 1946, and Paraszt Újság issue of January 21, 1946.

²⁴ See the contributions at the session of the full steering committee of the NPP in November 1946. (PI Archivum 284/3. Minutes.)

towards the disruption of the workers' unity and the alliance of workers and peasants.

The bloc was formed on March 5, and in a few days the Executive Committee of the Left-wing Bloc was set up for supervising the carrying into effect of resolutions. Further conditions of organization were created in this way, and this was the beginning of the lasting co-operation of the leftist parties. Thus the formation of the Bloc was the most significant step — after the joint-action agreement of the workers' parties — on the road that led to the progressive union of all forces that had a stake in the consistent implementation of the revolution.

The formation of the Bloc and its appearance on the political scene not only strengthened the left against the right wing in the Smallholders' Party and outside the coalition, but also consolidated the position of the consequently democratic elements in the NPP and the Social Democratic Party. It rendered the left wing of these parties more resolute, more efficient, particularly of the NPP where the favourable influence of the Bloc was felt most intensely. This was due to the fact that the NPP held its first congress on March 11 and 12, the days when the Bloc was being born and the offensive of the left wing of the people's democracy culminated.

The internal atmosphere of the country, and of the congress, was doubtless favourable to the left wing in the NPP, and the conference was highly important for the party's development as it liquidated provisionality also formally, confirmed the leftist policy pursued till then, and authorized the party leadership to carry on the policy as before. The right wing was driven into an unfavourable position at the congress, and, contrary to its expectations, was not able to launch an open attack.

In such circumstances, the congress unanimously confirmed the party's radical leftist policy and alliance orientation. In essence, the resolutions of the congress comprised all demands of the Bloc declaration. Thus the backbone of the NPP's new action programme materialized the uniform objectives of the entire left wing of the people's democracy.

In spring and summer 1946, the relations and co-operation of the workers' parties and the NPP were favourable on the whole, and the three leftist parties usually displayed a uniform attitude towards the various rightist claims for power raised by the Smallholders' Party. There was, however, an important sphere where differences of opinion came up not only between the NPP and the Smallholders', but also between the NPP and the HCP; this was the sphere of the protection of peasant interests. And this situation of the National Federation of New Landowners which was started upon the initiative of the communists, and in which the NPP did not join in merit.

August 1946 went down in Hungarian history as the remarkable month of financial stabilization. One may be tempted to believe that this important

change of economic life brought about a certain state of rest also in political life²⁵. But this was not the case. The situation in home affairs continued to be unstable and restless. One reason for this was that the right wing of the coalition, which till it could, and actually did, rely to a considerable degree on peasant discontent that followed inevitably from the tight economic situation, was not put into a disadvantageous situation immediately after the stabilization. On the contrary, its position was somewhat strengthened by the fact that stabilization was accomplished by means of a wide gap between agricultural and industrial prices, which naturally did not mitigate the discontent existing in peasant circles nor the oppositionist attitude feeding on it.²⁶ The right wing which tried to exploit discontent in a demagogic manner was still able to rally a large camp. It was on this ground that the issue of creating a body for the protection of peasant interests came to the fore repeatedly, and that, in view of the price gap as an immediate cause, the demand for a co-operation of the agrarian parties came into prominence once more. Therefore the right-wing pressure increased within the NPP. It was to be feared that the party would be pushed off its political line that had opened fronts against the Smallholders' Party and the Peasant Union and maintained close alliance with the workers' parties.

Differences of opinion within the leading group of the NPP became more and more frequent and vehement from mid-summer. The right wing became intensely active. After several attempts of minor importance, the right wing of the party leadership resigned to an energetic action at the end of August 1946. As a consequence of the critical situation, the right wing succeeded in securing the support of a considerable part of the centre, and their joint action caused a serious loss to the left wing.²⁷

By autumn 1946 the development process of the people's democracy had reached a stage with whose outlook the rightist leaders of the party were absolutely unable to identify themselves. This appeared clearly from the middle-of-the-road conception of the popular democratic evolution as conceived by Imre Kovács, which in the last analysis was nothing else but a bourgeois democratic system; this conception assumed its final form in summer 1946.²⁸

²⁵ PI Archivum 274/3. — 132. öe; ibid. 127. öe.

²⁶ Cf: T. I. BEREND: *Újjáépítés és a nagytőke elleni harc Magyarországon, 1945—1948* (Reconstruction and the Fight against Plutocracy in Hungary, 1945—1948). Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, Budapest, 1962, p. 191, ff. S. SZAKÁCS: *A népi demokratikus agrár-fejlődés kezdetei 1945—1948* (The Beginnings of Popular-Democratic Agrarian Evolution, 1945—1948). A candidate's thesis. Manuscript.

²⁷ Ousted from leadership were Ferenc Szűcs, Gyula Sipos and Zsigmond Medve who belonged to the second line of the left wing, and several disadvantageous replacements took place also in head of department posts of the central party apparatus (PI Archivum 284/3. Report of Péter Veres; ibid. 284/13. Minutes of Executive Committee).

²⁸ Válasz, issue of November 2, 1946, published the article by I. Kovács: *A demokrácia útja Magyarországon* (The Road of Democracy in Hungary) which summed up his political conceptions.

Imre Kovács stood against the growing power of the workers' parties, against the predominance of their leadership more and more resolutely. He regarded it as his primary task to check their growing preponderance. He wanted to detach the NPP from the side of the workers' parties in order to reduce the political importance and influence of the latter.

Analyzing the crisis of the coalition government and the international situation, Imre Kovács reached the following conclusion: "What is full of great possibilities in Hungary is a peasant party." And he believed that in a predominantly agrarian Central and East Europe the peasant parties could take over the role of the bourgeois-christian parties that had consolidated in West Europe by that time. "In these countries — Poland, Romania, Bulgaria, Yugoslavia — important, big peasant parties will organize sooner or later, and will become — besides the communists and the social democrats — the most important factors of politics." According to Imre Kovács, the backbone of political life would be represented by the parties standing in the middle — the SDP and the NPP — against the clerical and communist parties standing at the respective two poles. In this way "the core of power would be placed in the middle and evolution could take a democratic course".

Expressing himself clearly and leaving no doubt about the essence of his political conception, he summed up his views and stated unmistakably: "We must no longer expose the Hungarian people to the dangers and consequences of a wavering policy. Making the reservation that socialism is the thing of the future, we are building democracy."²⁹

Imre Kovács' 1946 conception — which was directed against the socialist perspective adopted by the IIIrd congress of the HCP — may be regarded as one of the most consequent of the rightist platforms of those days.

The left wing of the NPP emerged from the crisis of August — September weakened, but the deterioration of its position was somewhat compensated by the fact that the composition of the Political Committee had not changed, and that decision making in essential questions stayed in the scope of this organ. The trends of power relations within the political committee were determined, in the long run, by the condition with which wing the centre took sides. But the attitude of the centre — the majority of the peasant members of parliament — could not be regarded as static. Thus, for instance, at the session of the full steering committee in early November the struggle within the party, the political line of the NPP was to be decided eventually by Péter Veres and his provincial, chiefly peasant delegate adherents turning the scale in favour of one pole. Péter Veres not only regarded it as his duty to preserve the party's unity and existence at any price, but also took a reso-

²⁹ I. KOVÁCS: *A demokrácia útja Magyarországon* (The Road of Democracy in Hungary), Válasz, November 2, 1946, p. 106.

lute stand for the necessity and carrying on of the NPP' Left-wing Bloc policy.³⁰

As concerns the trends in political power relations, the anti-republic conspiracy disclosed in early 1947 played a substantial role. Being aware of the political consequences of this plot, the HCP was led in the course of the criminal and political exposure of the plot by the far-reaching aim to shake the Smallholders' Party's influence on the masses, on the peasant masses first of all, to reveal the Smallholders' Party as the foxhole of Horthyst reaction, and to bring about disintegration and disunity in its ranks. All this was intended for replacing the government under rightist smallholder leadership by a government under democratic leadership which would hold new elections for changing in favour of the leftist forces the power relations that took shape after the elections of 1945.³¹

The disclosure of the conspiracy in early 1947, and its far-reaching political consequences affected also the life of the NPP. The forces of the party's right wing that felt drawn towards the right and centre of the Smallholders' Party, and the political conception akin to, or identical with those of the latter were discredited and wrecked by the circumstance that the conspiracy was traceable also to the Peasant Federation and the Smallholders' Party. The right wing in the NPP lost its capability of action as a result, and consequently the left wing of the party gained strength both politically and organizationally, got in possession of the field, and was able to consolidate its position within the party leadership.

It seems that the leaders of the left wing, regaining their freedom of action, intensified their activity — already in January — in the mass organizations which they had neglected before, yielding to the pressure of the right wing. They instructed the local organizations of the party to join in the activity and direction of the National Federation of New Landowners (UFOSZ), or to initiate its institution in places where it had not yet been established. In the same way they instructed these organizations to participate increasingly in the work of the National Federation of Ground-men and Navvies (FÉKOSZ).³²

A decisive turn was meanwhile maturing in the leadership of the NPP. A leading figure of the NPP right wing, Ferenc Farkas, induced by the political developments of January and February, took the initiative for the reconciliation of the party's two wings.³³

Rapprochement of the greater part of the NPP's former right wing to the left wing was made possible by the circumstance that, following the dis-

³⁰ PI Archivum 284/3. Minutes. Report of Péter Veres.

³¹ PI Archivum, MKP PB 310. Microfilm; *ibid*, MKP KV 90. Microfilm.

³² PI Archivum 284/26.c. Political Information I.

³³ PI Archivum 284/13. PB minutes. February 25, 1947. Declaration of Ferenc Farkas.

closure of the conspiracy, they realized that the party's "original" line proved to be correct, gave up criticizing the policy based on the worker-peasant alliance, and showed willingness to draw the inevitable political, organizational and personal conclusions. This took place at the session of the political committee on February 25, 1947. The most substantial change resulting from these was that the executive committee of seven was set up, whose members came from the left wing and the former left centre, except for Ferenc Farkas (Péter Veres, Ferenc Erdei, József Darvas, Ferenc Farkas, Ferenc Gém, László Nánási and Pál Szabó were made members). Another essential change was that the political committee elected Ferenc Erdei secretary general of the party. Personal changes took place also in the leadership of the party's parliamentary group and youth organizations.

After struggles within the party, which lasted almost two years, unity was eventually created by the fact that the standpoint of the left was gaining the upperhand in the leadership, and then gradually and fully in the entire party. But this turn of events took place only after the right wing of the coalition had been discredited politically, had suffered a crushing defeat, and a considerable swing to the left started to the advantage of the democratic left in the country's internal power relations. The settling down in the NPP was but one, yet not negligible event in this rather extensive process.

Organizational strengthening and policy of the NPP (from spring 1947 to summer 1948)

After February 1947, the national leadership of the NPP set to work immediately to strengthen the party organization in compliance with the uniform political line, and to increase its mass influence. All this was badly needed, because in the past an intense polarization within the leadership impeded efficient central control, the contact of local organizations with the party centre was loose, and the party was not developing satisfactorily in the organizational field.³⁴

In order to maintain its mass influence, the prevailing left wing did not connect the creation of unity with a major campaign for expulsion. It had made a promise to this effect during the talks preparing arrangement, and this partially tied the hands of the new leaders. But what was still more important for the party leadership was their determination that the secession of Imre Kovács from the party should take place without any trouble and should not involve even the slightest commotion.

The basis for the large-scale party-building and propaganda campaign started in spring 1947 was the NPP platform published in early May. It appears

³⁴ PI Archivum 284/3. Minutes. Report of Organizational Department.

from the contents of this platform that it was unmistakably inspired with the want to develop the country's political, social and economic structure decisively in the popular direction. Its demands were aimed at a final decision of the question of supremacy to the advantage of the working classes. Accordingly, the targets belonging to the economic sphere were radically anti-capitalist and were aimed in the last analysis, at the complete liquidation of the capitalist positions.

Owing to the intensifying problems and the disintegration of the Smallholders' Party at that time, public attention was increasingly drawn towards the NPP whose role and importance was on the increase, and which was more and more looked upon as a considerable factor in the political arena of the future.

The campaign serving the broadening of the NPP's mass influence and the strengthening of its organizational position scored remarkable success beyond doubt. The NPP succeeded in strengthening local organizations in a number of counties — e.g. Abaúj, Heves, Bács, Baranya, Nógrád, Zala — where they had been weak, and established new organizations in villages where no such bodies had existed before.³⁵ As a result, local organizations or groups of the NPP were active in 2611 villages in autumn 1947, and the number of party members was 266 160.³⁶ The NPP intensified activities also in various mass organizations at that time. As a result of methodical organizing work started in spring 1947, the NPP prepared for the national elections in August with considerably greater strength and better organization than in 1945.

The NPP supported the idea of holding elections from the outset. In consideration of the results of the work carried on after the restoration of unity in the party, and assessing the consequences of the Smallholders' disintegration as the gathering party — the leaders took the strengthening of the NPP in the elections for granted. Consequently they fully agreed with the HCP in holding elections as soon as possible.³⁷

Unlike in 1945, the leaders of the NPP now expected from the coming elections an actual and clear settling of the political fronts, whereby they hoped to avoid from the outset that all forces standing right from the NPP would gather round a single party, that is, the Smallholders' Party. It was therefore that the NPP made efforts to dissipate the forces of the opposition to the greatest extent possible. On the other hand, it supported all aspirations and initiatives that could ensure the broadest and firmest possible co-operation of the democratic forces. Accordingly, the NPP advocated the cause of

³⁵ PI Archivum 284/8/a.-a. Ibid. 284/8/a-c. Ibid. 284/5-c. Ibid. 284/8/1-g. Reports of the county secretariat of the party.

³⁶ PI Archivum 284/5-4. Report of the party Organizational Department submitted to the November 2, 1947 session of the full steering committee.

³⁷ Szabad Szó, July 8, 1947.

a continued joint action of the four coalition parties, and supported the HCP's initiative to avoid the repetition of the unsound rivalry of 1945 and to conclude therefore some form of electoral alliance among the four parties of the Independence Front.³⁸ This alliance was soon concluded.

Essentially, the outcome of the elections justified the NPP's efforts although the final result fell somewhat short of expectations. Compared to its position in 1945, the NPP emerged substantially stronger: 415 465 votes were cast for the NPP in the elections, and this exceeded the poll of 1945 by some 91 thousand. The per cent of votes for the NPP grew from 6.8 to 8.3. This meant that, compared with the previous result of the NPP, the increase was 28.3 per cent. Based on the results in constituencies, the NPP was entitled to 29 seats in parliament, and for its participation in the electoral alliance to further 7 seats from the national list, which made a total of 36 seats.³⁹ Apart from the HCP, the NPP was the only among the four parties of the coalition as well. The most conspicuous symptom of this circumstance was that the former majority party, the Smallholders, lost at least two-thirds of its voters, and that also the social democrats sustained loss. On the other hand, the Communist Party now took the lead of the coalition, also as regards the number of its members of parliament.

A further characteristic of the internal situation in autumn 1947 was that the Smallholders' Party had not yet recovered from the collapse that took place before and during the elections and that its ranks were still in disarray. There was hardly any party life in its local organizations. And the SDP got partly disorganized in the villages, especially from mid-winter, through the struggle between the right and left wing and its consequences which absorbed its strength and paralyzed its activities. The parties of the opposition lived no organizational life after the elections. And the Pfeiffer Party, the most rightist of these, was liquidated formally in November by resorting to the means of political power.

As a consequence of all this, a peculiar situation arose in political life: except for the HCP, there existed only one active party, the NPP, which struggled neither with a political, nor with an organizational crisis. Moreover, the NPP began to lead a regular, organizational life, and in addition exploited successfully for its further consolidation the opportunities created by the political situation outlined in the foregoing. Thus the NPP, consolidated organizationally and politically alike by autumn 1947, had to be taken into consideration as an important political factor after the elections. On this basis it played a relatively very active and initiative role in political life at the turn of 1947—1948.

³⁸ PI Archivum 284/-.-5. Reply letter of secretary general Ferenc Erdei of July 3, 1947.

³⁹ PI Archivum 284/8-4. Register of the members of parliament.

During one or two months after the election, the democratic parties, including the NPP, were engaged in activities connected mainly with the forming of a government. Those months represented an important passage in that longer period in which the struggle for power played the key role both in Hungarian home politics and on the international scene. The parliamentary election of 1947 was an important landmark of this struggle in Hungary. From that time on the democratic forces had a firm majority also in parliament, and thus created the political preconditions of a further development also in legislation. The last months of 1947 brought essentially, the decisive and final victory of the popular forces.

In autumn 1947, following the dissipation of reactionary forces, the dissolution of the Pfeiffer Party, and the consolidation of the democratic left, the struggle for power was struck off the agenda. Along with this, the NPP turned to questions connected with the economic situation and interest-protection of peasantry, and to the solution of these problems. The NPP believed that the time has come when the problem of peasant interest-protection could be solved, an administrative reform introduced and the co-operative movement expanded.

From 1945 on, the cause of the co-operative movement -- particularly that of the agricultural co-operatives -- was permanently on the agenda of the NPP in one form or another.⁴⁰ From autumn 1947, the NPP was increasingly concerned with co-operative issues than before.

The NPP co-operative department organized meanwhile resolutely disseminated the idea that after the autumn elections the co-operative movement became the social-political and economic clue to further development.⁴¹

The NPP started not only theoretical informatory activities and propaganda in the interest of co-operatives; from autumn 1947 it repeatedly instructed the local organizations to call upon their members to make a further mass influx into co-operatives, into agricultural co-operatives first of all. And in addition the NPP devoted great care to the education of efficient co-operative workers. It is an established fact that from January 1948 a great number of various courses for the training of co-operative leaders were started in whose organization the NPP co-operated with particular vigour.⁴²

As early as that, the NPP intended to base the further expansion of the entire co-operative movement on agricultural co-operatives. This was a sound conception because many of the local peasant co-operatives had been functioning as general co-operative societies from some time back; and also because

⁴⁰ Cf. E. BORSI: *A szocialista mezőgazdasági szövetkezeti mozgalom magyarországi kialakulásának előtörténetéhez* (Contributions to the Antecedents of the Socialist Agricultural Co-operative Movement in Hungary). *Párttörténeti Közlemények*, 1964, vol. 4.

⁴¹ PI Archivum 284/26-c. Circular, September 22, 1947.

⁴² Ibid. reference 284/42-i file entitled *Szövetkezeti Tanfolyamok* (Co-operative Courses).

the agricultural co-operatives had been organized already in the majority of Hungarian villages. It appears from a contemporary report that as many as 2415 agricultural co-operatives were active in Hungary in early October 1947.⁴³ The total membership of these was about 200 thousand which in itself represented a considerable basis.⁴⁴ And, what was most important, the membership, and particularly the overwhelming majority of the leaders in these co-operatives were under the influence of the HCP and the NPP.⁴⁵

In early December 1947, the leaders of the NPP set about clarifying the theoretical and practical problems of the Hungarian socialist co-operative movement. And it was realized in the NPP at the same time that the expansion and consolidation of the co-operatives was in the interest of peasantry and the whole country not only from the economic point of view, but also as concerned the social-political consequences. What the NPP had in mind in particular was that in that and the next stage of development the co-operatives would play a decisive role in replacing the capitalist sector, and in putting the small-commodity producing peasant farms on the road to socialism.

In early February the NPP was able to report in public on the results of several months' work. This took place at the co-operative conference of the NPP held in the Forum Club on February 11, 1948.⁴⁶

The report of Ferenc Erdei presented there was a landmark in the NPP's co-operative activity. It marked another turning-point in agrarian development after the liberation; it indicated that the gigantic task of the socialist reorganization of agriculture was now on the agenda, and also that the NPP was the first among the political parties to reveal in full the timeliness of this question, and to develop, by making use of Hungarian and international theoretical and practical experience, a co-operative conception incorporated into a comprehensive system.

Ferenc Erdei started from the conclusion that the question of power was decided to the advantage of the working class and the peasantry allied with it, and that through the nationalization of industry, transport and finances, and through the starting of the three-year plan, substantial progress had been made towards a socialist economy. All this taken together created the conditions for the socialist development of the co-operative movement. Erdei pointed out the necessity of the preponderance of production co-operative

⁴³ Ibid. 284/42.-g. Report of Gyula Fekete on October 17, 1947.

⁴⁴ Ibid. 284/42.-o.

⁴⁵ F. ERDEI: *A magyar mezőgazdaság fejlődésének 20 éve. Húsz év. Tanulmányok a szocialista Magyarország történetéből* (Twenty Years of Development of Hungarian Agriculture. Twenty Years. Essays on the History of Socialist Hungary). Kossuth 1964, pp. 117–118.

⁴⁶ For the material of the conference, see F. ERDEI: *A magyar szövetkezeti mozgalom új útjai* (New Roads of the Hungarian Co-operative Movement), with contributions by Imre Nagy and János Gyöngyösi. 1948, Sarló Kiadás.

types, and also that the co-operative movement should be concentrated on the villages, that is, on agriculture.⁴⁷

Erdei wanted to take the initial steps in two directions. First, a central control directing the co-operative movement must be established; second, by a planning-guiding, organizing-supervising body should be set up at the head of the centre to support and promote, through clearly defined long-term plans, the organization of local co-operatives. "And this outlook" said Erdei, "can be nothing else but the expansion of the *general peasant co-operatives* by making the start from the agricultural co-operatives."⁴⁸ This requires as a matter of course — he explained — that the agricultural co-operatives should be turned into general co-operatives, that their leadership be consolidated, their operation increasingly supported and supervised, that they be made accessible to the old petty peasant proprietors as well, that their economic foundations be reinforced, and, first and foremost, their operations aimed at the increase of production be made successful. Only after all this has been accomplished can it be attempted to direct the various village co-operatives towards the agricultural co-operatives consolidated in this way.⁴⁹

In the given situation — taking into account the country's economic circumstances as the objective, and the peasantry's frame of mind as the subjective condition — Erdei regarded the development of the above-outlined general peasant co-operatives as the central task, and wanted to prepare on this basis for the next phase in which the producing type of co-operatives would prevail. In Erdei's system this type of co-operative is represented by the peasant production co-operatives which merge the individual farms of the members into joint co-operative units.

In spring, following the co-operative conference, the NPP set about making propaganda for the cause of the co-operative movement. This was reflected not only in the party press and in the party-meeting proceedings published in large numbers, but also in the numerous local initiatives connected with the names of several primary party organizations of the NPP. All this was aimed at bringing home to the peasantry the idea of the expediency of the co-operative way, and at finding the local potentials that might promote this most of all. And it was aimed at the same time at consolidating economically and socially the existing base of the co-operative movement.

It was another remarkable element of the policy of the NPP that about the end of 1947 it attached increasing importance not only to the co-operative problem, but also to the closer association of popular forces. The NPP realized that the political structure must be brought in harmony with the changes in power relations. It was in this connection that in the NPP the demand for

⁴⁷ Ibid. p. 13.

⁴⁸ Ibid. pp. 17 and 19.

⁴⁹ Ibid.

placing the co-operation of the coalition parties on new foundations, that is, the idea of the reorganization of the Independence Front was raised. The activity of the NPP leadership to this end became energetic particularly from the first days of January 1948, and this was due also to the fact that a leader of the Smallholders' Party raised the idea of a closer co-operation or even fusion of the two agrarian parties, the SP and the NPP.⁵⁰

In seeking ways and means, the NPP was urged by the desire to evolve the people's democracy from a true popular movement, on a spontaneously active mass base, and to find the proper form for this.

On January 6 the NPP leadership took the stand that "the development prospects of Hungarian democracy consist in the co-operation of the political parties in some form of a popular front, thus the NPP makes efforts in this direction to take initiative steps".⁵¹

The NPP's opinion of the situation was that for progress along the popular front line an isolated co-operation of the two agrarian parties was not enough; what was required concerned a closer unity of the popular forces, and it was desirable that new relations should be established between all parties of the coalition. Consequently fusion, even an isolated co-operation between the NPP and the Smallholders' Party, would be beside the purpose.⁵² This meant that in the conception of the NPP a many-sided co-operation of independent parties playing an actual part in political life would have been realized in a reorganized, democratic Independence Front directed against the reactionary forces or, more exactly, in an Independence Front demonstrating socialist unity and exercising socialist power. It was not a decline of the party's importance that the leaders of the NPP expected from the reorganization of the Independence Front. On the contrary, they hoped that the NPP's role would become more important in this way.

In January 1948, and in the first half of the year, at the same time when the prospects of social, political and economic development were explored clearly and put in their true aspects, the leaders of the NPP devoted their energies to making the NPP qualified politically, organizationally and ideologically for leading the peasant and intellectual masses that gathered round the party on to the way of socialism.

Following the resolution of the Information Bureau passed at the end of June 1948, this course of development in the NPP came to a standstill, its activities were kept back. The distortion that took place in the interpretation of national unity — this was what stopped the NPP short — was an inevitable consequence of the circumstance that in connection with the Yugoslav affair

⁵⁰ Kis Újság, January 4, 1948. J. BOGNÁR: *Pártunk feladatai a centenáriumi esztendőben* (The Tasks of Our Party in the Year of the Centenary).

⁵¹ PI Archivum 284/15-2. Resolution no. 4 of the Executive Committee.

⁵² PI Archivum 284/14. Minutes of the National Committee, January 27, 1948.

it was exactly the questions correlated with the political model of socialism, and therefore with the popular-front policy, that were exposed in the sharpest manner. Thus the denouncement of the Yugoslav course, the subsequent predominance of a dogmatic interpretation of proletarian dictatorship, of a sectarian political practice, overshadowed the activities of the Hungarian Working People's Party, as well as the Hungarian popular-front prospect more and more intensely — the very prospect that found one of its initiator and consistent propagandist in the NPP ever since early 1948, which not so long ago confirmed — at the session of the NPP National Committee on June 22, 1948 — the conception developed in preceding months.

The fact that in summer 1948 the denouncement of "peaceful growing in", "middle-of-the-road" and "third road" conceptions took place from a sectarian-dogmatic platform in the international communist and labour movement, entailed the extremely grave consequence that the popular-democratic countries soon rejected all kinds of experimentation, and that a neglect of particularities, realities following from the road covered till then, and of actual national features, became predominant.

At the turn of 1948–1949, the HWPP gave up the correct line developed at the turn of 1947–1948. The view prevailing among the leaders of the HWPP at that time was that the existence of bourgeois political parties did not promote the unity of the working class and its allies, but it rather separated them. It was therefore that they got resolved by this time to wear out those parties.

Thus the HWPP regarded the Patriotic Popular Front — which at last was formed on February 1, 1949, all the same — no longer as the field for the co-operation of partner parties and organizations, but as a suitable means of their wearing out. And the first election on the "popular front basis" scheduled for May was intended to serve the same purpose.

The political parties which joined the Patriotic Popular Front — and which from autumn 1948 had restricted their activities considerably anyway — soon lost their organizational-political strength, and their independent activities withered away. Although the NPP still existed in the legal sense some years after, and the self-liquidation process of most local organization was not completed until autumn 1949 (the death agony of a few stubborn local organizations in Békés and Hajdú Counties was protracted till summer 1950), this did not alter the merits of the case in the least. It did not alter the fact that the political career of the NPP was finished, both in essence and formally, with the elections of 1949.

Yet the lot of the NPP differed from that of the other political parties even at the time of its dying. Despite the fact that the delegates of the party were recalled from key positions during and after the gradual cessation of independent political activities and the demolition of the party machinery,

thousands of the party's intellectual provided a certain supply of cadres for the emerging new state machinery and cultural life. The NPP supplied a large number of cadres especially for the network of local councils being built up from 1950, for various fields of the co-operative movement and economic life in general, and even for the army.

As a consequence of the wrong change that became predominant in the alliance policy of the HWPP, not only its partner parties in the coalition — purified in the transition period of the struggle for power — were liquidated, but a short life was destined also for the partyless popular front that had been put in their place. The unfavourable effect of all this — and of other causes — was felt as early as the first years of the fifties. It was the Hungarian Socialist Workers' Party that began — from 1957 on — to disclose the roots and to correct the mistakes made in the past in the policy of alliances.

Роль Национальной Крестьянской Партии в народно-демократической революции 1944—1948 гг.

И. ТОТ

Резюме

Идейным предшественником Национальной Крестьянской Партии явилось движение так наз. народных писателей, которое в середине 1930-х годов оформило свою своеобразную, народно-крестьянскую идеологию. Их политика требовала проведения радикальной земельной реформы, крестьянской демократии. Летом 1939 года участники движения считали уже своевременным создание новой крестьянской партии, однако, в результате террора административных властей и запрещения со стороны министра внутренних дел на деле это явилось неосуществляемым. Народные писатели, и в первую очередь их левое крыло, Йожеф Дарваш, Ференц Эрдеи, Имре Ковач, Петер Вереш, Пал Сабо, под конец, собравшись вокруг ежедневной газеты «Сабад Со», используя её страницы, представляли интересы аграрных пролетариев и бедняков деревни.

Национальная Крестьянская Партия, параллельно с освобождением Венгрии, с осени 1944 стала легальной партией при помощи Венгерской Коммунистической Партии, и так же с помощью её стала — начиная с сентября 1944 года — членом Венгерского фронта, а затем Венгерского Национального фронта Независимости. В результате легального существования стало возможным организационное строительство партии, и она — опираясь на это, — приступила к разработке, а затем осуществлению проекта земельной реформы, так же при помощи ВКП. Таким образом НКП как внутри фронта Независимости, так и внутри временного правительства осуществляла тесное сотрудничество с ВКП; представляя интересы крестьянских, беднокрестьянских слоев, сломала монополию Независимой Партии Мелких Сельских Хозяев среди крестьян, и играла значительную роль в укреплении левого крыла фронта Независимости, — ВКП, СДП, НКП.

После осуществления земельной реформы важнейшей целью НКП было распространение своего влияния на тех территориях, где уже и раньше имела свои базисы, среди аграрных пролетариев юговосточного района страны, так наз. «Района бури», и среди городской интеллигенции крестьянского происхождения. Она старалась свои организации распространять и в других районах и на другие слои общества, это её стремление, однако, — как показали эти выборы 1945 года, — не имела полного успеха. Известно, что в ходе выборов НКП получила всего 325,284 (6,87%) голосов. Неожиданно низкое число голосов обострило противоречие между правым и левым крылами НКП. Правое крыло, во главе которого стоял Имре Ковач, — требовало менее тесного сотрудничества с ВКП, и создания более тесных связей с СДП, с целью, чтобы так наз. средние партии, — СДП, НКП, — стали наиболее сильными факторами страны, в противовес как правым (НПМСХ), так и левым (ВКП) «крайним силам». Левое крыло — во главе которого стоял

Ференц Эрден — отвергнуло данный вариант, и таким образом решающим направлением остаётся внутри НКП дальнейшее сотрудничество с ВКП, решительная поддержка народно-демократического развития, дальнейшее сохранение рабоче-крестьянского союза. Она и в дальнейшем одобряет национализацию промышленности, шахтов, банковских учреждений и торговли, а в области сельского хозяйства на передний план выдвигает пропаганду кооперативов.

Во время выборов 1947 года партия выступало с данной платформой и удалась ей увеличить число полученных голосов: она получила 415.465 голосов, то есть 8,3% и таким образом 36 делегатов её участвовали в работе парламента.

В дальнейшем вес и значение НКП — особенно в 1948—1949 годах — резко сократились в результате имевших место внутри руководства ВКП (с июня 1948 г. — ВПГ) сектантских-догматических взглядов, под влиянием которых — искаженно понимая диктатуру пролетариата, — бывший союзник постепенно собственной рукой ликвидировался. НКП формально существовала ещё в 1950 году, её деятельность, однако, практически совершенно прекратилась. Сохранились, однако, её кадры, которые — укрепившись в ходе боев народно-демократической революции — идейно стали сторонниками рабоче-крестьянского союза, и таким образом и впоследствии играли важную роль на постах нового государственного аппарата и культурной жизни.

Beiträge zur Geschichte der Ruthenen (Karpatoukrainer) um die Jahrhundertwende

Von

M. MAYER

Zur Zeit der Jahrhundertwende gehörten die Ruthenen (Karpatoukrainer) zu den gesellschaftlich rückständigsten Nationalitäten Ungarns. Ihre Gesellschaft bestand fast ausschließlich aus Bauern. Ein ruthenischer Grundbesitzer war geradezu unbekannt. Die Zahl der mittleren Grundbesitzer betrug — samt Familienangehörigen — etwa 70. Um die Jahrhundertwende gab es auch keine ruthenischen Industriekapitalisten. Infolge der zurückgebliebenen kapitalistischen Industrieentwicklung war der Prozentsatz der ruthenischen Industriearbeiter unbedeutend.¹

Am Ende des 19. Jahrhunderts bestand die ruthenische Gesellschaft — außer den Bauern — aus der Intelligenz, die sich nach dem österreichisch-ungarischen Ausgleich von 1867 immer entschiedener in zwei Richtungen aufspaltete. Der eine Teil begann sich zu magyarisieren, der andere vertrat als »nationale« Intelligenz die Forderungen der Bewegung der nationalen Wiedergeburt. Doch muß bemerkt werden, daß auch der »nationale« Flügel nicht einheitlich war, sondern in der Frage der zukünftigen Schriftsprache in verschiedene Richtungen zerfiel.

Zur Jahrhundertwende verfügte also die ruthenische Gesellschaft nicht über jene Klassen, die dazumal bei den relativ entwickelteren osteuropäischen Völkern vorzufinden waren. Diesbezüglich standen sie natürlich nicht allein da, denn unter den ost- und südosteuropäischen Gesellschaften finden sich so manche ähnliche Fälle. Die namhaften Fachleute der ost- und südosteuropäischen geschichtlichen Entwicklung, der 1956 verschiedene Z. I. Tóth und der Mitarbeiter des Instituts für Geschichtswissenschaft der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, E. Niederhauser, nennen solche Gesellschaften

¹ Й. Перени: *Из истории закарпатских украинцев 1849—1914*. Budapest, 1957. S. 159. Ferner: И. Г. Коломиец: *Социально-экономические отношения и общественное движение в Закарпатье во второй половине XIX. в. Томск, 1861—1962. I-II*. M. MAYER: *A XIX. század végi kárpátukrán agrárnépesség társadalmi szerkezetének statisztikai ábrázolása* (Statistische Darstellung der gesellschaftlichen Struktur der karpatoukrainischen Agrarbevölkerung am Ende des 19. Jahrhunderts). Történelmi Szemle, 1961, Nr. 3; IVAN ŽEGUC: Die nationalpolitischen Bestrebungen der Karpato-ruthenen 1848—1914. Wiesbaden, 1965. über die Verhältnisse in Ungarn siehe noch: *Magyarország története* (Die Geschichte Ungarns). Bd. II, Budapest, 1964.

»unvollendete« Gesellschaften, d. h. solche, die keine feudale Grundbesitzerklasse hatten.²

Bekanntlich war das 19. Jahrhundert in der Geschichte der ost- und südosteuropäischen Völker die Periode der Bewegungen der nationalen Wiedergeburt. Diese Bewegung wies auch bei den in ihrer gesellschaftlichen Entwicklung im allgemeinen zurückgebliebenen, »unvollendeten« Gesellschaften besondere Züge auf. Einerseits entfaltete sie sich relativ später als bei den »vollständigen«, also auch eine feudale Grundbesitzerklasse aufweisenden Gesellschaften, andererseits waren ihre Zielsetzungen bedeutend bescheidener. Im Mittelpunkt ihres Interesses stand im allgemeinen nur die Verteidigung ihres nackten nationalen Bestandes. Sie kämpften um die Erhaltung ihrer Muttersprache, ihrer eigenen Schrift. Große Beachtung schenkten sie der Folklore, der Sammlung ihrer Volkslieder und Volksmärchen. Ihre Historiker forschten — oft in Form naiver Träume — nach den Denkmälern ihrer heroischen Vergangenheit. Diese Tendenzen fanden in der ihre Muttersprache gebrauchenden Kirche eine wichtige Stütze.

Die Bewegung der ruthenischen nationalen Wiedergeburt entfaltete sich in den 50er Jahren des 19. Jahrhunderts und konnte in den 1860er Jahren einen entschiedenen Aufschwung verzeichnen. Um diese Zeit dominierten die russophilen Merkmale, d. h. die »Erwecker« der Nation, die Vertreter der nationalen Intelligenz meinten, ihr Volk sei großrussisch, weshalb sie die russische Literatursprache als ihre übernehmen mußten.

Nach dem Ausgleich von 1867 verfiel ihre Bewegung, der Assimilationsprozeß verstärkte sich.

Die Bewegung der nationalen Wiedergeburt wurde um die Mitte der 1890er Jahre in Kreisen der Intelligenz aufs neue sehr aktiv. Um diese Zeit war die offene russophile Richtung infolge der gegebenen außen- und innenpolitischen Verhältnisse nur schwach, während die sogenannte russinophile Richtung dominierte, zugleich war auch eine ukanrophile Richtung bemerkbar, die am Anfang des 20. Jahrhunderts entschieden erstarkte.

Ein eigenartiger Zug der sozial-ökonomisch und wirtschaftlich rückständigen ruthenischen Gesellschaft bestand um die Jahrhundertwende darin, daß sie über keine selbständige politische Partei verfügte. Die ruthenische Intelligenz schloß sich statt dessen den damaligen ungarischen Parteien an. Die Assimilierungsbereiten, die sich als Magyaren in die ungarische Gesellschaft eingliedern wollten, sammelten sich unter der Fahne der seit 1875 regie-

² I. TÓTH Z.: *A nemzetiségi kérdés a dualizmus korában (1867—1900)* (Die Nationalitätenfrage im Zeitalter des Dualismus, 1867—1900). Századok, 1956. E. NIEDERHAUSER: *Quelques questions concernant les mouvements de renaissance nationale en Europe Orientale (première moitié du XIX^e siècle)*. Revue de Nord, Lille, T. LII, Nr. 205. April—Juin 1970. ARATÓ ENDRE, A nemzeti mozgalmak különböző formái az Osztrák-Magyar Monarchiában. Német- és Oroszországban a XIX. sz. második felében. Tanulmányok Kelet-Európa történetéből. Budapest, 1972. ELTE, Kelet-európai történeti tanszék.

renden Liberalen Partei, während jene, die den Bestand der ruthenischen Nationalität verteidigten, meinten, vor allem in der von Nándor Grafen Zichy 1895 gegründeten oppositionellen Katholischen Volkspartei Schutz zu finden.³

In der vorliegenden Studie möchten wir zu vier Fragen aus unseren neuesten Forschungen zur Geschichte der Ruthenen um die Jahrhundertwende einige Beiträge publizieren: 1. zu den sozialpolitischen Kämpfen der ruthenischen nationalen Intelligenz; 2. zur Konversionsbewegung; 3. zu den sozialpolitischen Kämpfen der sich magyarisierenden Intelligenz ruthenischer Herkunft; 4. zur Auswanderung von Ruthenen in die Vereinigten Staaten von Amerika und zur Tätigkeit der griechisch-katholischen Priester in den USA.

1. Beiträge zu den sozialpolitischen Kämpfen der ruthenischen nationalen Intelligenz

Der Mittelpunkt der Bewegung der ruthenischen nationalen Wiedergeburt war der 1866 in Ungvár (Ushorod) gegründete Sankt-Basilius-Verein. Seine Statuten wurden vom Staathaltereirat in Pest am 15. Dezember 1864 genehmigt, zur tatsächlichen Gründung des Vereins kam es aber erst im Herbst 1866 (am 1. Oktober bzw. 19. September alten Stils). An der Gründung in Ungvár nahmen an die 500 Personen teil. Auf der ersten Generalversammlung wurde der Vorstand gewählt. Erster Vorsitzender wurde der durch seine russophilen Ansichten bekannte Politiker Adolf Dobránszky. Der Verein selbst vertrat ebenfalls russophile Ansichten und sympathisierte mit den Prawoslawen. Ein charakteristischer Zug des Sankt-Basilius-Vereins war um diese Zeit, daß er seine Tätigkeit nicht nur auf die Ruthenen in der Karpatoukraine (im Karpatenvorland, und Kárpátalja) erstreckte, sondern daß nach den Statuten jede kirchliche oder weltliche Person »in der österreichischen Gesamtmonarchie«, die die Ziele und Aufgaben des Vereins akzeptierte, Mitglied werden konnte. Demzufolge unterhielt der Verein rege, jedoch ausschließlich russophile Beziehungen zu den ukrainischen Gebieten jenseits der Karpaten.

Die Tätigkeit des Vereins war kulturell ausgerichtet, seine Blütezeit fiel in die Jahre 1866—71. In dieser Zeitspanne erschien das Vereinsblatt »СВѢТ«, das im Zeichen der karpatorussisch-galizischen Beziehungen das von Katschkowskij in Lemberg 1861 gegründete russophile Organ »СЛОБО« als Schwesterblatt betrachtete, ja, am Anfang der 1860er Jahre und auch später erschienen im »СЛОБО« trotz des Vorhandenseins der »СВѢТ«, von Russophilen in der Karpatoukraine verfaßte Artikel.

³ Über die ungarischen Parteien zur Zeit der Jahrhundertwende siehe I. DOLMÁNYOS: *A magyar parlamenti ellenzék történetéből, 1901—1904* (Aus der Geschichte der ungarischen parlamentarischen Opposition). Budapest, 1963; J. GALÁNTAI: *Egyház és politika 1890—1918* (Kirche und Politik 1890—1918). Budapest, 1960; P. HANÁK: *A dualizmus válságának problémái a XIX. század végén* (Probleme der Krise des Dualismus am Ende des 19. Jahrhunderts). Történelmi Szemle, 1959.

Die Seele des Vereins waren die jungen Theologen Alexander Mitrak, Ivan Szilvay, Anatolij Kralickij, Jevhen Fencik, Viktor Kimák, Cyrill Szabó u. a. (Übrigens fanden wir unlängst sehr interessante Archivmaterialien, aus denen hervorgeht, daß die erwähnten russophilen Ruthenen schon zur Zeit der Organisierung des Vereins in Ungvár und Umgebung zur Durchsetzung der ruthenischen nationalen Forderungen eine große Organisations- und Agitationstätigkeit entfalteten.⁴)

Zu erwähnen sind die Publikationen des Vereins. 1867 erschien in Pest in der Universitätsdruckerei das Heft »Orosz nyelvtan magyar nyelven« (Russische Grammatik in ungarischer Sprache) von Iván Rakovszky. 1868 publizierte Cyrill Szabó unter dem Titel »СБОРНИК« in russischer Sprache die besten Werke russischer Schriftsteller. Ebenfalls 1868 erschien — von Viktor Kimák zusammengestellt — aus dem deutschen Original übersetzt eine russische »Weltgeschichte« in drei Bänden. 1869 gab Iván Rakovszky ein zweiteiliges russisches Rechenbuch heraus, dem bald seine Geographie folgte (1870).

Es wäre sehr interessant zu untersuchen, welche russische Schriftsteller im »СБОРНИК« aufgenommen waren, und welches deutsche Werk Viktor Kimák ins Russische übersetzte, doch stehen uns diese Publikationen einstweilen nicht zur Verfügung.

1871 brachte in der Geschichte des Sankt-Basilius-Vereins einen Wendepunkt. Die russophile Richtung geriet in den Hintergrund, in den Vordergrund rückte die sich magyarisierende und die russinophile, später ukanophile Richtung. Der alte Vorstand wurde von einem neuen abgelöst. Auch der Name des Blattes wurde von »СВѢТ« auf »НОВЫЙ СВѢТ« geändert (Februar 1871 — Dezember 1872). Statt des Großrussischen trachtete die Zeitung den lokalen Volksdialekt zu gebrauchen. Schriftleiter wurde Viktor Gebe, der ungefähr zweieinhalb Jahrzehnte später, um die Mitte und die zweite Hälfte der 1890er Jahre einer der geistigen Führer des in russophilem Geiste neu auflebenden Sankt-Basilius-Vereins wurde. Viktor Gebe wurde als konsequenter Verteidiger der lokalen Volkssprache und der in der Volkssprache unterrichtenden kirchlichen Schulen bekannt.

Nach 1871 zerfiel die russophile Garde, die sich im Sankt-Basilius-Verein zusammengefunden hatte, andere verstummten. Der letzte Versuch der russophilen Garde war im Sommer 1871 die Herausgabe von 5 Folgen des Spottblattes »СОБА«. Diese Aktion war mit dem Namen Viktor Kimáks verknüpft, den der neue griechisch-katholische Bischof von Munkács (Mukatschewo) strafweise nach Pécs (Fünfkirchen) versetzen wollte, doch ging Kimák lieber ebenfalls nach Rußland.

⁴ M. MAYER: *Adatok a ruszin értelmiség küzdelmeiről az 1865. évi képviselőválasztásokon* (Über die Kämpfe der ruthenischen Intelligenz bei den Parlamentswahlen 1865). Manuskript, Drucklegung vorbereitet in der Zeitschrift Századok, Budapest.

Von den »jungen russophilen Erweckern« der 1860er Jahre waren Jevhen Fencik, Iván Szilvay und Alexander Mitrak auch weiterhin in ihrer Heimat als Priester tätig und blieben bis zu ihrem Tode bei ihren russophilen Ansichten. Das in russisch verlegte Blatt Jevhen Fenciks, »Листок« (1885–1903) war stets russophil.

Die Neubelebung des Sankt-Basilus-Vereins fiel in das Jahr 1895. Der Verein wurde dann zum Schauplatz des Kampfes verschiedener Richtungen und löste sich 1902 auf. An seine Stelle trat die »Unió Könyvnyomda Részvénytársaság« (Buchdruckerei AG Union).⁵

Der 1895 neubelebte Verein war nicht mehr durch den Russophilismus der 1860er Jahre gekennzeichnet. Obschon die russophile Idee in einzelnen Führern des Vereins auch unter der Oberfläche weiterlebte, nach 1918 erwachte ja die russophile Richtung im Rahmen der Tschechoslowakei zu neuem Leben, geriet sie zur Zeit der Jahrhundertwende gänzlich in den Hintergrund. Das russisch publizierte russophile Organ »Листок« registrierte z. B. vom Verein unabhängig, gekränkt die Ereignisse. Eine Rolle spielte es nur bei der Wiederbelebung des Vereins.

Um die Jahrhundertwende war der Verein in erster Linie durch die russinophile Richtung geprägt. Neben dieser erschien besonders seit Ende der 1890er Jahre die ukanophile Richtung (Ágoston Volosin, Hiador Sztripszky).

Sowohl die russinophile wie die ukanophile Richtung waren sich darin einig, daß sie die bestehende sozialpolitische und staatliche Ordnung anerkannten, doch innerhalb dieser die Verteidigung und Wahrung ihrer Nationalität für wichtig hielten. Auf diesem Gebiete fanden sie in der griechisch-katholischen Kirche, deren Liturgiesprache das Slawische war, eine Stütze, verteidigten daher zum Schutz ihrer Nationalität die in ihrer Muttersprache unterrichtenden griechisch-katholischen kirchlichen Schulen und die in der Kyrilika gedruckten Kirchenbücher. Sie betrieben auch die Herausgabe von kyrillischer Schulbüchern und Zeitungen. Beide Richtungen widersetzten sich der Magyarisierungspolitik der Regierung. Sie unterschieden sich in der Frage, ob die zukünftige Schriftsprache die Sprache der jenseits der Karpaten lebenden Ukrainer oder ein Dialekt der lokalen Volkssprache sein sollte. Demnach waren sie Russinophile oder Ukanophile.

Die ersten Monate des Vereins verstrichen hauptsächlich mit den Auseinandersetzungen zwischen der früheren russophilen, der assimilationsbereiten und der russinophilen Richtung. Anfang 1896 siegte die russinophile Richtung, die russophile verstummte und die Assimilationsrichtung sammelte sich in Budapest; über ihre Tätigkeit wird in einem besonderen Abschnitt die Rede sein.

⁵ Näheres hierüber s. M. MAYER: *A ruszin társadalmi mozgalmakról a századfordulón* (Über die ruthenischen sozialen Bewegungen um die Jahrhundertwende). Kandidatendissertation, Manuskript. Budapest, 1970, Universitätsbibliothek.

Der Sieg der russinophilen Richtung kam u. a. darin zum Ausdruck, daß Anfang 1896 Viktor (Géza) Kaminszky Vorsitzender des Vereins wurde und es bis zur Auflösung des Vereins im Jahre 1902 blieb. Danach war er bis 1918 Vorsitzender der UNION Buchdruckerei AG.

Im Mai 1897 erschien in Ungvár das Blatt des Vereins, die in der lokalen Volkssprache publizierte »Hayka«, deren erster Schriftleiter Gyula Csucska wurde. Als er 1901 in die Vereinigten Staaten auswanderte, übernahm der durch seiner konservativen Ansichten bekannte, aber den Bestand der ruthenischen Nationalität konsequent verteidigende Theologe Dr. Bazil Hadzsega die Redigierung des Blattes. Dieses Blatt war mit der Geschichte des ruthenischen Volkes am Anfang des Jahrhunderts verbunden.

Außer dieser Zeitung gab der Verein jährlich einen Kalender heraus, der religiöse, literarische und wirtschaftliche Beiträge brachte. Für die Volksschulen wurden ruthenische Schulbücher verfaßt. Eine der wichtigsten Publikationen war die 1898 in 15 000 Exemplaren erschienene Lesefibel »Азбука«, ein Werk des Újvidéker (Neusatzter) ruthenischen Lehrers Mihály Vrabely, dessen Name übrigens um die Jahrhundertwende durch seine Sammlung ruthenischer Volkslieder bekannt wurde. Er war ein begeisterter Pfleger der ruthenischen Volkstraditionen und Protektor der eine geistige Laufbahn anstrebenden ruthenischen Jugend.

Mit bedeutender moralischer und materieller Unterstützung durch den griechisch-katholischen hohen Klerus nahm die Buchdruckerei des Vereines am 1. Januar 1899 in Ungvár ihre Tätigkeit auf. Ihr erster Direktor wurde Emmánuel Roskovics. Ab 24. Dezember 1899 erschien in ungarischer Sprache die »Görögkatholikus Szemle« (Griechisch-katholischer Rundschau) des Vereins, die hauptsächlich für die Intelligenz bestimmt war und von Viktor Kaminszky redigiert wurde. Der Geist des Blattes entsprach dem des Vereins: Treue zur bestehenden gesellschaftlichen, politischen und wirtschaftlichen Ordnung, Schutz der griechisch-katholischen Kirche, Antischiasmismus, Bestreben zur Heranbildung einer ruthenischen Intelligenz, Front gegen agrarsozialistische und sozialdemokratische Bewegungen. Das Blatt erschien am 30. März 1902 zum letztenmal als Organ des Vereins, von da an wurde es von der UNION Buchdruckerei AG herausgegeben, doch blieb Viktor Kaminszky auch weiterhin Schriftleiter. Das Blatt bestand bis 1919.

Ein besonderer Zug der Tätigkeit des Vereins um die Jahrhundertwende war seine Beziehung zu der von Nándor Zichy geführten Katholischen Volkspartei.

Bekanntlich hatte die 1895 gegründete Katholische Volkspartei der Aristokratie und des hohen Klerus im Interesse der Integrität der Völker und des Gebietes des Vielvölkerstaates Ungarn ein wirksames Nationalitäten- und soziales Programm, das den Anzeichen nach in den einzelnen Nationalitätengebieten wie z. B. in dem von Slowaken bewohnten Karpatenvorland Anklang

fand. Der Erfolg der Katholischen Volkspartei in den Nationalitätsgebieten ist verständlich, wenn wir in Betracht ziehen, daß die Katholische Volkspartei im Gegensatz zur gewaltsamen Magyarisierungspolitik der regierenden Liberalen Partei Duldsamkeit gegenüber den Nationalitäten, Anerkennung und Förderung von Sprachen, Presse, muttersprachlichem Volksunterricht der Nationalitäten usw. verkündete. Darum konnte der 1895 zu neuem Leben erwachte Sankt-Basilus-Verein die Katholische Volkspartei als seinen potentiellen Verbündeten betrachten. Im Vorstand des Vereins hatten auch zwei Journalisten der Volkspartei, Konstantin Neviczky und János Jovanovits, einen Sitz. Ihr Einfluß im Leben des Vereins war beträchtlich.

Interessant ist, daß vor dem Erscheinen des eigenen Vereinsblattes, d. h. bis Dezember 1899, das Presseorgan des Vereins die Zeitung »Kelet« (Osten) war, die sich im Februar 1896 der Katholischen Volkspartei anschloß.⁶ Der Schriftleiter des »Kelet«, der namhafte Historiker K. György Zsatkovics gehörte zwar offiziell dem Vorstand des Sankt-Basilus-Vereins nicht an, schrieb aber in seinem Blatt viel darüber und übte auf seine Geschäftsführung einen starken Einfluß aus.

K. György Zsatkovics erwarb sich zur Zeit der Jahrhundertwende um die Pflege und die Förderung der lokalen Volkssprache viel Verdienste, wurde aber in seinen wissenschaftlichen und publizistischen Schriften als Kenner und Verteidiger der *ukrainischen* Sprache bekannt. Seine jugendlichen Anhänger, Ágoston Volosin und Hiador Sztripszky, die in Zsatkovics's »Kelet« ihre ersten Artikel im Geiste der Volkspartei veröffentlichten, wurden im Verein Vertreter der ukanophilen Richtung.

Der 1895 zu neuem Leben erwachte Sankt-Basilus-Verein genoß die weitgehende Unterstützung der Bischöfe und Oberhäupter der griechisch-katholischer Kirche, was verständlich ist, wenn wir die erwähnte Rolle der Volkspartei des hohen Klerus in Betracht ziehen.

Der Sankt-Basilus-Verein führte 1895–1902 einen ständigen Kampf gegen jene, die er — mit dem Hinweis auf ihre russophile Vergangenheit — der Erwartung des Zaren, des Landesverrates bezichtigte. Die Erklärungen des Vereins verurteilten ständig die Prawoslawie und betonten seine Treue zur bestehenden gesellschaftlichen Ordnung, erhoben jedoch Anspruch auf die Währung der ruthenischen Nationalität.

Zur Zeit der Neubelebung des Vereinslebens war die in Ungvár 1895–1903 erschienene Zeitung »Kárpáti Lapok« (Karpatenblätter), deren Schriftleiter, der geistliche Journalist Aladár Romanecz, die bedeutende finanzielle und moralische Unterstützung der Regierung genoß, in der Presse der schärfste Gegner des Vereins. Charakteristisch war z. B., daß die in Ungvár verlegte

⁶ A. Volosin bezeichnet in seinen 1923 in Ungvár unter dem Titel *Spominy* erschienenen Erinnerungen das Blatt »Kelet« als ein in ungarischer Sprache erschienenen ruthenisches Blatt.

Zeitung »Ung« jährlich 800.—, die Nagyszöllőser Zeitung »Ugocsa« 100.—, die »Máramarosi Lapok« (Marmaroscher Blätter) 200.— Gulden staatliche Subvention erhielten, die erst 1896 gegründeten »Kárpáti Lapok« jedoch gleich zu Anfang mit 600.— Gulden unterstützt wurden, und zwar mit der Begründung: »Als Gegengewicht zur Presse der Volkspartei im Komitat Bereg...«. Ab 1897 erhöhte der Ministerpräsident die Subvention der »Kárpáti Lapok« auf jährlich 800.— Gulden, ja, gewährte dem Organ im Frühjahr 1896 eine weitere einmalige Unterstützung von 200.— und für den Fall, daß es die bisherige Richtung verfolge, dem Schriftleiter Aladár Romanecz vierteljährlich eine Zuwendung von 100.— Gulden.⁷ Die ungemein scharfen Auseinandersetzungen zwischen den Zeitungen »Kárpáti Lapok«, »Kelet« und »Görög-katholikus Szemle« bieten ein gutes Bild der Richtungen der ruthenischen Intelligenz um die Jahrhundertwende.

Innerhalb des ruthenischen Lagers wurden die Auseinandersetzungen zu dieser Zeit vor allem in den Spalten des »Kelet«, hauptsächlich um die Sprachenfrage geführt. Ungemein interessant sind jene Artikel, die die russophilen Bemühungen der sechziger Jahre um die Übernahme des Großrussischen als Literatursprache verurteilten.⁸

Zur gleichen Zeit meldeten sich auch jene zu Wort, die nicht nur die Übernahme des Großrussischen, sondern auch die Identifizierung und Vereinigung mit der »Scheftschenko-Literatur«, d. h. mit der ukrainischen Schriftsprache ablehnten. Diese wollten einen Dialekt der lokalen Volkssprache zur ruthenischen Schriftsprache entwickeln.⁹

Ágoston Volosin und Hiádor Sztripszky bekunden in ihren ersten Schriften ukanophile Ansichten.¹⁰ Interessant sind im »Kelet« die sprachwissenschaftlichen und literaturgeschichtlichen Ausführungen K. György Zsatkovics's zur Verteidigung der transkarpatischen ukrainischen Sprache und Literatur. Desgleichen die Übersetzungen, die den Leser des »Kelet« mit den besten Werken der russischen Literatur in ungarischer Sprache bekanntmachen sollten (z. B. Hiádor Sztripszkys Übersetzungen von Tschschownovellen).

Am 3. April 1902 fand die letzte Generalversammlung des Sankt-Basilius-Vereins statt. Auf dieser wurde seine Auflösung erklärt, zugleich die Vorlage zur Gründung der UNIO Buchdruckerei AG angenommen. Am 30. Juni 1902 fand die Gründung der UNIO Buchdruckerei AG statt. Dies bedeutete, daß die ruthenische nationale Intelligenz den Kampf um ihre Ziele nicht aufgegeben hatte, sondern ihre Tätigkeit wie die entwickelteren Nationalitäten Ungarns (Slowaken, Rumänen) — lieber im Rahmen eines von der Regierung schwieri-

⁷ Országos Levéltár (Landesarchiv Budapest, im weiteren OL) Schriften des Ministerpresidiums, im weiteren ME), K-26. 1899. XXXI.

⁸ Kelet (Ungvár), 1. April 1897.

⁹ Ebd., des weiteren Kelet, 8. April 1897.

¹⁰ Kelet, 22., 29. April, 6. Mai 1897.

ger kontrollierbaren wirtschaftlichen Unternehmen fortsetzen wollte. Dieser Schritt bedeutete zugleich einen gewissen organisatorisch-ökonomischen Zusammenschluß der Kräfte, insofern die Druckerei des Sankt-Basilius-Vereins und die Druckerei »Kelet« (in der das Blatt »Kelet« erschien) fusionierten. Etwas früher, Ende 1901, stellte die Zeitung »Kelet« das Erscheinen ein und von da an war die Ungvárer »Görögekatholikus Szemle« das einzige ungarisch verlegte Organ der ruthenischen Intelligenz. Am Anfang des 20. Jahrhunderts rückte die ukanophile Richtung sowohl in Kreisen der ruthenischen nationalen Intelligenz wie bei der »Hayka« in den Vordergrund.

Wie bereits einleitend erwähnt, gab es um die Jahrhundertwende keine selbständige ruthenische politische Partei, sondern die Ruthenen schlossen sich den ungarischen Parteien an. In dieser Beziehung waren die Vorbereitungen zu den Parlamentswahlen für die Politik der ruthenischen nationalen Intelligenz interessant, ebenso der Beginn der von Ede Egán geführten Regierungsaktion zur wirtschaftlichen Förderung des Gebirgsvolkes.

Wie ebenfalls erwähnt, bedeutete die von Nándor Graf Zichy geführte Katholische Volkspartei für einen Teil der ruthenischen nationalen Intelligenz eine bedeutende Ermutigung. Der Einfluß der Katholischen Volkspartei war in der Karpatoukraine auch zur Zeit der Vorbereitungen zu den Parlamentswahlen 1896 zu beobachten.

Am 8. Juli 1895 konstituierte sich die Volkspartei in Ungvár, am 29. Juli in Nagyszöllös und am 18. Oktober in Munkács usw.

Im November 1895 nahm die Budapester Zentrale der Volkspartei mit der Ungvárer Druckerei »Kelet« über den Druck von 10 000 kyrillischen ruthenischen Wahlplakaten Verhandlungen auf, die dann auch erschienen.¹¹ Gleichzeitig berichtete der Obergespan des Komitats Bereg der Regierung, das Blatt »Kelet« erhalte von der Volkspartei eine Subvention von etwa 5000 Gulden und werde das lokale Organ der Volkspartei sein. Am 6. Februar 1896 berichtete »Kelet« tatsächlich, es habe sich der Katholischen Volkspartei angeschlossen und werde in Hinkunft das politische Organ der Volkspartei sein.

Ziehen wir das Programm in Betracht, das die Plakate der Volkspartei und die Zeitung »Kelet« verkündeten, ist es verständlich, daß dieses Programm geeignet war, Interesse und Sympathie der ruthenischen nationalen Intelligenz, der Geistlichkeit und der wahlberechtigten Bauern zu erwecken.

Die ruthenische nationale Intelligenz mochte von dem Punkt des Programms angesprochen sein, in dem die Volkspartei die Achtung der nationalen Rechte der nichtungarischen Völker, ihrer muttersprachlichen Presse und Verlagswerke, die Unterstützung der in der nationalen Sprache unterrichtenden kirchlichen Schulen, die katholische Autonomie usw. forderte.

¹¹ OL. ME. K-26. 1895. 38. I.

Die Geistlichen ruthenischer und sonstiger Nationalität durften vom Protest der Volkspartei gegen die kurz vorher angenommenen kirchenpolitischen Gesetze beeindruckt worden sein: die Volkspartei war gegen die Zivilehe, die Zivilmatrikel usw., und die Geistlichen wollten sich für ihre früheren Rechte, nicht zuletzt für die damit verbundenen Einkünfte einsetzen.

Bekanntlich war die Bevölkerung der Karpatoukraine um die Jahrhundertwende fast zur Gänze in der Landwirtschaft tätig. Die Wirtschaft dieser Gegend bot aber das Bild des völligen Ruins. Die Auswanderung nahm zu. In dieser Lage fand das Programm der Volkspartei besonders Anhang, das von der Regierung die Unterbindung der Auswanderung sowie die Förderung der Wirtschaft in den unfruchtbaren Grenzgebieten, den Ausbau von Heimgewerben und Industriebetrieben usw. forderte. Zu den Forderungen des Programms gehörte weiterhin, die Regierung möge die Bestrebungen der Kleinlandwirte und der Kleingewerbetreibenden zur Gründung von Waren- und Kreditgesellschaften unterstützen, für die gerechtere Aufschlüsselung der Steuerlasten sorgen, die Gewerbetreibenden gegen die Konkurrenz der Fabriken schützen, die armen Landarbeiter besser fördern usw.

Darüber hinaus haben wir bei der griechisch-katholischen Geistlichkeit und einem Teil der ruthenischen Bauernschaft selbstverständlich mit den nationalen Anliegen der Ruthenen zu rechnen.

Die Obergespäne der vier Komitate der Karpatoukraine (Bereg, Ung, Máramaros, Ugocsa) informierten 1895 in ihren Berichten den Ministerpräsidenten darüber,¹² daß der Einfluß der Volkspartei zunehme. Anfang 1896 erstarkten die lokalen Positionen der Volkspartei angeblich noch mehr. In der gegebenen Lage schien Bischof Gyula Firczák in einer Schlüsselposition zu sein. Er war wohl weit davon entfernt, die Propaganda der Volkspartei offen zu unterstützen, doch waren sowohl die Obergespäne wie die Regierung davon überzeugt, daß ohne seine stillschweigende Unterstützung die Volkspartei keine solche Erfolge hätte erzielen können.

Um gegen den Einfluß der Volkspartei ein Gegengewicht zu schaffen, warf erstmalig der Obergespan des Komitats Máramaros den Gedanken auf, zwischen der Regierung und dem Bischof Firczák — selbst um den Preis von gewissen Zugeständnissen — ein Kompromiß zustande zu bringen. Ähnliche Folgerungen zog auch der Obergespan des Komitats Bereg.

Beide wollten durch Gewährung sozialer Vorteile für Verwandte Gyula Firczáks erreichen, daß der Bischof gegen den wachsenden Einfluß der Volkspartei auftrete. Der Obergespan des Komitats Máramaros beantragte, einem Verwandten des Bischofs, Antal Seján, ein Abgeordnetenmandat zukommen zu lassen. Der Obergespan des Komitats Bereg schlug den Schwager des Bischofs, den Rechtsanwalt Dr. Béla Hegedüs, zum Abgeordneten vor.

¹² Ebd.

Allen Anzeichen nach fand der Gedanke eines Kompromisses beim Ministerpräsidenten Gefallen, denn im März 1896, als sich Gyula Firczák, aus Rom kommend, in Budapest aufhielt, kam es zwischen ihm und dem Ministerpräsidenten Dezső Bánffy zu einer Aussprache, deren Endergebnis in einer handgeschriebenen, von Gyula Firczák eigenhändig unterzeichneten Aufzeichnung festgehalten wurde. Das Blatt enthält 5 Forderungen, von denen bloß Punkt 3 das Abgeordnetenmandat von Dr. Béla Hegedüs von Zendre betrifft; die übrigen 4 Punkte gehen weit über das von den beiden Obergespanen empfohlene Kompromiß hinaus. Der Text der 5 Punkte lautet folgendermaßen:

»1. Die griechisch-katholische Pfarre von Ungvár-Czeholnya steht unter dem Patronat des Ärars. Die Kirche ist in schlechtem Zustand, das Pfarrhaus dem Verfall preisgegeben. Das Finanzministerium könnte als Patron der armen Kirchengemeinde ausnahmsweise behilflicher sein.

2. Ich ersuche das Finanzministerium, ein überflüssig gewordenes ärarisches Gebäude (das sog. kleine Gymnasium) in Ungvár dem Mädcheninstitut zu einem sehr mäßigen Kaufpreis der Diözese zu überlassen.

3. Rechtsanwalt Dr. Béla Hegedüs von Zendre ins Parlament.

4. Dem ruthenischen Volk im Oberland der Komitate Máramaros, Bereg, Ung und Zemplén sollten die Bedingungen zum Lebensunterhalt gegeben werden, wodurch die massenhafte Auswanderung nach Amerika ein Ende nehmen würde.

5. Unter meinen knapp eine halbe Million zahlenden griechisch-katholischen Glaubigen gibt es keinen einzigen Obergespan, Abgeordneten, Gerichtspräsidenten, königlichen Schulinspektor.«¹³

Auf dem Blatt bzw. beigelegt befindet sich das handschriftliche Konzept des Ministerpräsidenten Dezső Bánffy, in dem er den Finanzminister ersucht, den Bitten in Punkt 1 und 2 zu entsprechen. Später urgiert er auch diese Angelegenheit mit dem Bemerken, daß sich Gyula Firczák erkundigt habe und »bei Andeutung der politischen Motive dieser Frage nochmals« um deren Erledigung ersuche.

Das Pfarrhaus von Ungvár-Czeholnya wurde bis Herbst 1907 fertiggestellt, und ein zeitgenössischer Pressebericht hielt es für ein wahres Palais. Sein erster Bewohner wurde der Pfarrer von Ungvár-Czeholnya, Dr. Bazil Hadzsega, eine bekannte Persönlichkeit der ruthenischen nationalen Intelligenz.

In Erfüllung von Punkt 5 gelangten aus den Reihen der sich assimilierenden liberalen Intelligenz ruthenischer Abstammung in Budapest alsbald mehrere in höhere weltliche Stellungen, so wurde Dr. Endre Rabár im Jahre 1901 Abgeordneter usw.

¹³ Ebd.

Auch die Entsendung von Dr. Béla Hegedüs ins Parlament wurde gelöst. Auf dem Firczákschen Blatt vom März 1896 stand mit der Handschrift Bánffys: »Hegedüs in den Wahlkreis Bernáths!«, was allem Anzeichen nach den Wahlkreis Nagykapos im Komitat Ung bedeutete, wo die Wähler des bisherigen Abgeordneten Dezső Bernáth bereits »überdrüssig geworden sind«. Den Vorstellungen entsprechend wurde Dr. Béla Hegedüs bei den Wahlen von 1896 im Komitat Ung gewählt, aber nicht im Wahlkreis Nagykapos, sondern im Wahlkreis Nagyberezna.

Der bedeutendste, in seinen Folgen relativ wirksamste Punkt 4 des Kompromisses Firczák—Bánffy bildete unseres Erachtens den Ausgangspunkt jener gemäßigten wirtschaftlichen Aktion, die die Regierung vom Hauptherd der Unzufriedenheit der ruthenischen Bauern und der volkspartei-lichen Bewegung in der Karpatoukraine aus in den letzten Jahren des vorigen Jahrhunderts zur wirtschaftlichen Förderung des ruthenischen Volkes der Karpatoukraine unternahm. Die Aktion hieß »ruthenisch«, später aus nationalitätenpolitischen Gründen Berglandaktion; sie gehörte in die Kompetenz des Landwirtschaftsministeriums, und ihr erster Leiter war praktisch der Wirtschaftsexperte Ede Egán.

Das Kompromiß vom März 1896 blieb natürlich geheim, und erst im Februar 1897 wurde mit der Aktion öffentlich begonnen, als im Ministerpräsidium eine Konferenz abgehalten wurde. Das Jahr 1896 stand aber schon im Zeichen der lokalen Vorbereitungen der Aktion. 1896 erschien z. B. in Munkács die berühmte Broschüre von Géza Halász: »50 000 beregmegyei orosz létkérdése« (Die Existenzfrage von 50 000 Russen im Komitat Bereg), in der der Autor über das unerhörte Elend und die Unzufriedenheit berichtete. Ebenfalls im Jahre 1896 kam es im Komitat Bereg zur Organisierung der sog. volkswirtschaftlichen Bewegung, an deren Spitze Mór Balajthy, der Oberstuhlrichter des Kreises Szolyva, und der Abgeordnete János Nedeczey standen; die Aktion ging von diesem Kreis aus, und die beiden Politiker wurden ihre Führer.

Im November 1896 besuchte der Landwirtschaftsminister Ignác Darányi selbst die Karpatoukraine und zwar Munkács.

Beachtenswert ist noch, daß an den Besprechungen zur Einleitung der Aktion Gyula Firczák den Vorsitz führte und Schriftführer gerade sein Schwager, Dr. Béla Hegedüs war, beide Mitglieder des engeren Vorbereitungskomitees.

Zur Vorgeschichte der Aktion gehört noch, daß zu dieser die Regierung offiziell – durch ein Memorandum aufgefordert wurde, das der Bischof von Munkács, Gyula Firczák, und die Abgeordneten der Karpatoukraine verfaßt hatten, 1897, betitelt: »Denkschrift in Sachen von Förderung und Hebung der geistigen und materiellen Verhältnisse des in den nordöstlichen Karpaten und in der Karpatoukraine lebenden Volkes ruthenischer Sprache«. ¹⁴

¹⁴ Siehe Ё. Перени: а. а. О.

Diesen Memorandum von Anfang 1897 war bereits damals vom Geist Ede Egáns geprägt, der zum führenden Politiker der ruthenischen Aktion wurde. Der Teil des Memorandums, der sich ans Landwirtschaftsministerium richtete, war nämlich ein Auszug aus dem Vortrag, den Ede Egán am 8. März 1890 in der Sitzung des volkswirtschaftlichen Kommission der Ungarischen Akademie der Wissenschaften gehalten und im selben Jahre in Budapest unter dem Titel »Die volkswirtschaftliche Berufung unserer Karpaten« auch in Buchform veröffentlicht hatte.

Allen Anzeichen nach zeugt diese Identität davon, daß sich die Führungsspitze der ruthenischen Aktion und ihre Einstellung schon vor dem offiziellen Anlaufen der Aktion bzw. vor dem Unterbreitung des sog. Memorandums im großen und ganzen herausgebildet hatten.

Übrigens beschäftigt sich das ziemlich gemäßigte Anträge enthaltende Memorandum etwa in einem Drittel mit Fragen der karpatoukrainischen Viehzucht und Landwirtschaft; das macht deutlich, daß die Verfasser das wichtigste Gebiet der Hilfeleistung in der Landwirtschaft und innerhalb dieser vor allem in der traditionellen Viehzucht sahen.

Als erster Schritt der Aktion erteilte der Landwirtschaftsminister Ignác Darányi am 7. Oktober 1897 Ede Egán den Auftrag, im Komitat Bereg die Verwaltung der vom Ärar gepachteten Ländereien in die Hand zu nehmen.

(Der Name Ede Egáns ist in der Geschichtsliteratur wohlbekannt, über seinen Lebenslauf wissen wir jedoch verhältnismäßig wenig. Er wurde in Ungarn, in Csáktornya (Čakovec, Csakathurn) 1851 geboren. Sein Vater war schottischer Abstammung. (Der Dichter Endre Ady nennt ihn 1900 in seinem Gedicht »Egán« einen Iren.)

Die Mittelschule absolvierte er in Szombathely (Steinamanger), studierte dann an den landwirtschaftlichen Hochschulen von Halle und Wien Volkswirtschaft und Agrarrecht. Lange Zeit praktizierte er auf den Familiengütern in Böhmen, bereiste dann Deutschland, Österreich, Obertalien und England, wurde dann nach Preußen berufen wo er bis zum Tod seines Vaters (1881) tätig war. Nachher kehrte er nach Ungarn heim, um das Familiengut zu verwalten, trat dann in den Dienst des Landwirtschaftsministeriums, wo er in den Jahren 1883–90 Landesinspektor für Milchwirtschaft war. Der im Rufe eines vorzüglichen Fachmannes stehende Egán veröffentlichte seit den 1880er Jahren zahlreiche Fachwerke in deutscher und ungarischer Sprache.¹⁵

Auf die erwähnte Besprechung mit Ignác Darányi folgte am 2. November eine weitere und am 5. November begab sich Egán in das Komitat Bereg. Am 25. Januar 1898 befaßte er sich in einem ausführlichen vertraulichen Bericht mit der dortigen Wirtschaftslage und seinen Vorstellungen.

¹⁵ OL. Landwirtschaftsministerium (im weiteren FM.) Präs. K-178. 9191/1901.

In diesem Bericht¹⁶ entwickelte Egán den Plan zur Unterstützung einer langfristigen, sehr langsamen und gemäßigten wirtschaftlichen Evolution, die — im Falle ihrer Verwirklichung — vom Kreis Szolyva im Komitat Bereg aus auf das ganze Karpatengebiet übergreifen sollte. Er hält jedoch dafür, daß die günstige Änderung des Wirtschaftslebens auch im Ausgangsgebiet, in der ruthenischen Gegend nur sehr langsam, über mehrere Jahrzehnte hinaus erfolgen werde.

Mit dieser Hilfsaktion wollte Egán ebenso wie die Katholische Volkspartei einerseits die Nationalitätenfrage von vornherein unterlaufen, denn, so Egán, ein wirtschaftlich zufriedenes Volk, das auf seine Rechnung komme, wandere nicht aus und verbleibe im Rahmen des bestehenden Staates; andererseits wollte man den Bauernbewegungen, den sozialen Bewegungen überhaupt zuvorkommen. Hierüber schreibt Egán: » . . . damit das Übel dereinst, wenn die Ruhe wieder hergestellt ist, in den Gebirgsgegenden des Landes keinen neuen Auftrieb erhalte und künftig in dieser Gegend seine Ursachen verliere, darauf soll in erster Linie die von Euer Exzellenz (d. h. Landwirtschaftsminister Darányi) ins Leben gerufene, auf die Verbesserung der volkswirtschaftlichen Lage des Bauernvolkes in den Karpaten abzielende Bewegung eine heilsame Wirkung ausüben«.

Wenn wir den Charakter dieser Hilfsaktion betrachten, kann also zusammenfassend festgestellt werden, daß diese Aktion zwar von der Regierung organisiert wurde, daß sie sich aber dazu als zu einem Gegengewicht gegen die Propaganda der Volkspartei entschlossen hatte und sich dabei zahlreiche Forderungen, Losungen des Programms der Volkspartei, ja, auch Propagandisten des Programms der Volkspartei zunutze machte.

So war die Regierungsaktion in vieler Hinsicht durch das Programm der Volkspartei und der Agrarier beeinflusst.¹⁷ In dieser Hinsicht ist auch beachtenswert, daß Landwirtschaftsminister Ignác Darányi, der seine politische Laufbahn zwar als Liberaler begonnen hatte, sich aber ab 1889 von den Ansichten der Regierungspartei allmählich distanzierte und eben in der von uns behandelten Periode, d. h. 1895–1903 mit dem Programm der oppositionellen Katholischen Volkspartei und der Agrarier sehr sympathisierte — der oberste Organisator dieser Hilfsaktion war. Er war also bereit, in der von der liberalen Regierung eingeleiteten Aktion als deren Minister die Vorstellungen der Volkspartei und der Agrarier bis zu einem gewissen Maße durchzusetzen.

Den Einfluß des Programms der Volkspartei und der Agrarier zeigt auch die Tatsache, daß im Zuge der Aktion der Organisierung von Kredit- und Absatzgenossenschaften große Bedeutung beigemessen wurde. Ebenfalls von der Wirkung des Programms der Volkspartei zeugt der Umstand, daß Egán

¹⁶ OL. ME. 1902. XXXI.

¹⁷ Über die Agrarier s. *Magyarország története* a. a. O. und I. DOLMÁNYOS, a. a. O.

die Ausgabe und Verbreitung von Büchern in der Muttersprache unterstützte. (Dem bereits erwähnten Wissenschaftler K. György Zsatkovics versprach er z. B., er werde die Herausgabe der ethnographischen Monographie über die Ruthenen fördern.) Interessant ist auch, daß das Landwirtschaftsministerium seit 1898 unter dem Titel »Недѣля« für die Bevölkerung ein Fachblatt in ruthenischer Volkssprache herausgab. Der Schriftleiter der ersten Folgen dieses Blattes war Kálmán Demko, Mittelschullehrer in Budapest, der in der Bewegung der Budapester magyarisierten ruthenischen Intelligenz eine führende Rolle spielte. Doch schon nach einigen Nummern übernahm der ebenfalls schon erwähnte Mihály Vrabely, Volksschullehrer in Újvidék (Novi Sad, Neusatz) und dann in Pest, ein Vorstandsmitglied des die ruthenische Intelligenz zusammenfassenden Ungvárer Sankt-Basilius-Vereins die Redigierung des Blattes.

Es sei auch erwähnt, daß Egán im Zuge der Aktion bestrebt war, eine christliche Partei zu organisieren.

Einen eigenartigen gemeinsamen Zug sowohl der Programme der Volkspartei und der Agrarier, als auch der Aktion bildete der Antisemitismus.

Als interessantes Moment der Aktion kann auch die Tatsache angeführt werden, daß als ihre lokalen Beauftragten nicht Verwaltungsbeamte, sondern die griechisch-katholischen Priester fungierten. Am 18. August 1898 wandte sich Bischof Gyula Firczák in einem Rundschreiben an die Geistlichen seiner Diözese mit der Bitte, die zur Förderung der materiellen Belange des ruthenischen Volks angelaufene Aktion zu unterstützen.

Über das Schicksal der Aktion kann soviel bemerkt werden, daß sie -- von kleineren Teilergebnissen abgesehen -- fehlschlug, da sie weder einen wirtschaftlichen Aufschwung erzielen, noch die Ruthenen im Rahmen des einstigen Ungarn erhalten konnte.

Ede Egán stand nur kurze Zeit an der Spitze der Aktion, da er im Jahre 1901 unerwartet starb. Seither ist die Frage noch immer nicht entschieden, ob sein Tod durch Unfall, Selbstmord oder vielleicht Mord verursacht wurde.

Frigyes Párizs, der durch seine freimaurerischen Ansichten bekannte Wirtschaftsfachmann, der eine Zeitlang in der ruthenischen Aktion tätig war, schrieb in seiner Broschüre »Tájékoztató a ruthén actiónál való működésem felől« (Information über meine Tätigkeit im Rahmen der ruthenischen Aktion)¹⁸ unter vielem anderen, daß seiner Überzeugung nach Ede Egán Selbstmord begangen habe, weil er sich dessen bewußt geworden sei, daß die sog. ruthenische Aktion nur dann einen Erfolg haben könne, wenn sie »nicht nur den Ruthenen, sondern auch den Juden« und allen hilfsbedürftigen Schichten der dortigen Bevölkerung zugute käme.

¹⁸ F. PÁRIS: *Tájékoztató a ruthén actiónál való működésem felől* (Über meine Tätigkeit bei der ruthenischen Aktion). Budapest, 1904.

Die Schlußfolgerung von Frigyes Párizs kann aus der damaligen Literatur durch Hinweise gestützt werden, Egán habe die Absicht gehabt, sich von der Aktion zu trennen. Der berühmte ungarische Dichter und Politiker Endre Ady stellt in einem 1900 verfaßten Gedicht die Frage, ob es wohl wahr sei, was sich so herumspreche, Egán wolle die Aktion nicht mehr weiterführen.¹⁹ Von 1901 an wurde die Aktion lange Jahre hindurch von József Kazy geführt.

Schließlich fragt sich noch, wie die Parlamentswahlen von 1896 in der Karpatoukraine endeten. Kurz zusammengefaßt kann festgestellt werden, daß kein einziger Kandidat der Volkspartei gewählt wurde. Im allgemeinen siegten die Kandidaten der Regierungspartei. Die eingehende Untersuchung der Gründe dieser Erscheinung kann nicht Ziel dieser Studie sein, doch gibt es Anzeichen dafür, daß darin auch der Kompromiß Bánffy—Firczák vom März 1896 mitgespielt haben dürfte, nach welchem die Regierung die Forderungen Gyula Firczáks erfüllte, während der Bischof von Munkács von einer Unterstützung der Kandidaten der Volkspartei abgesehen haben dürfte. Damit mag zusammenhängen, daß der mit dem Programm der Volkspartei in Munkács kandidierende Apotheker Ferenc Buzáth nach schönen Anfangserfolgen nicht im Komitat Bereg, sondern im Komitat Vas gewählt wurde. Im lange problematischen Bereger Kreis Oberland, wo nach zeitgenössischen Presseberichten die Bewegung am größten war, wo es bis dahin »eine solche Wahl nicht gab«, trat Ferenc Buzáth zurück, ebenso Dr. Jenő Pásztélyi, ein Vertreter der sich assimilierenden ruthenischen Intelligenz in Budapest, weil Bischof Firczák gegen seine Kandidatur war.

Schließlich wurde in diesem Wahlkreis Ödön Bartha gewählt, der weder der Volks- noch der Regierungspartei, sondern der Kossuth-Partei angehörte.

Hierher gehört noch, daß die Regierung 1895 eine Auszeichnung Firczáks noch aufgeschoben hatte, Franz Joseph I. ihm aber 1897 »in Anerkennung seiner Verdienste« das Ritterkreuz des Leopoldordens verlieh.²⁰

¹⁹ E. ADY: *Egán*. In: *Összes versei* (Samtliche Gedichte). Budapest, 1971, Bd. II. S. 509, ferner Adys Prosa über die Karpatoukraine in *Jóslások Magyarországról* (Prophezeiungen über Ungarn), Budapest, 1936.

²⁰ Hier müssen wir — neben der Mitteilung dieser Nachricht — mit der Feststellung des unlängst verstorbenen sowjetischen Historikers I. G. Kolomiez polemisieren, der den Bischof zu dieser Zeit als »totalen Anhänger der Regierungspartei« bezeichnet. Wir sind der Meinung, daß der Bischof tatsächlich ein Anhänger der sozialen und politischen Staatsordnung in Ungarn war, daß er ferner als liberaler Abgeordneter und Magnatenhausmitglied die liberale Politik der Regierung verfolgte, doch kann nicht bestritten werden, daß er, eben in der von uns behandelten Periode, im Kreise der ruthenischen nationalen Intelligenz entschieden die Tendenzen der oppositionellen Volkspartei unterstützte, solange die innenpolitischen Verhältnisse hierzu Gelegenheit boten. In dieser Beziehung ist z. B. seine Haltung unbestreitbar typischer als die des griechisch-katholischen Bischofs von Eperjes, János Vályi, der in der ruthenischen Frage der Regierung stets bereitwilliger und eindeutiger als Gyula Firczák zu Diensten war. Dem ruthenischen Bauerntum gegenüber war Bischof Gyula Firczáks Politik entschieden konservativ. Solche Ansichten äußerte er wiederholt. Seine Angst vor den Bauernbewegungen veranlaßten ihn zur Zeit der Übertrittsbewegung zu gesteigerter Zusammenarbeit mit der Regierung.

2. Schismatische Bauernbewegung in der Karpatoukraine

Ein wichtiges Moment der Geschichte des ruthenischen Volkes um die Jahrhundertwende war das Schisma, d. h. der Übertritt aus der griechisch-katholischen in die griechisch-orthodoxe Kirche. Der Ausgangspunkt der Bewegung lag im Komitat Máramaros. Den Übertritt beabsichtigten anfangs die im südlichen Teil des Komitats lebenden Rumänen, durch deren Erfolge angeeifert dann die Ruthenen im Nordwesten des Komitats, in der Gemeinde Iza und Umgebung. Diesen folgten dann die Bewohner der Gemeinde Nagylucska (Welikie Lutschke), im Komitat Bereg. An der Schismabewegung beteiligten sich auch Ungarn, allerdings ihrem geringen Anteil an der lokalen Bevölkerung entsprechend.

Die Anhänger der Bewegung rekrutierten sich aus den Dorfbewohnern, es waren arme Bauern, mittellose Tagelöhner, seltener wohlhabende Bauern. Ihr Hauptziel war, sich von den durch die griechisch-katholische Kirche auferlegten schweren Lasten zu befreien und Grund und Boden zu erwerben. Da es sich um Bauern der ruthenischen Gebiete handelte, bildete die Bekundung der Erbitterung über die ungarischen Behörden und die magyarische herrschende Klasse ein immer wiederkehrendes Motiv.

Ein charakteristischer Zug der Bewegung war, daß in diesem gesellschaftlich-wirtschaftlich zurückgebliebenen Gebiet das Bauerntum seinen Kampf ohne jeden gesellschaftlichen Verbündeten (städtische Bourgeoisie, Arbeiterklasse) führte. Demzufolge hatte die Bauernbewegung kein dem Niveau der Zeit entsprechendes Programm, sondern trat, gleichsam an die Bauernbewegungen des Mittelalters erinnernd, in religiöser Form, oft in naiver Zaren Erwartung auf.

Die am Anfang des Jahrhunderts aufgekommene schismatische Bewegung spiegelte die Suche des in eine Krise geratenen Bauerntums nach einem Ausweg wider. Ihre Klagen richteten sich in erster Linie gegen die Habsucht der griechisch-katholischen Geistlichen, gegen die schweren kirchlichen Lasten. Im Komitat Máramaros, im Zentrum der Bewegung waren die Teilnehmer Agrarproletarier, arme Bauern.

Im Komitat Bereg, wo nach der seit Jahren andauernden Auswanderung nunmehr die Figur des aus Amerika heimkehrenden reichen Bauern erschien, verband sich die schismatische Bewegung mit dem fieberhaften Streben dieser Heimkehrer, Boden zu erwerben. Grund und Boden wollten sie sich in erster Linie von dem riesigen Fideikomiß der Schönborn beschaffen. In der Übertrittsbewegung des Komitats Bereg, in Nagylucska, bildete der Flügel der armen Bauern, der völlig Mittellosen nur einen Teil der Bewegung, allerdings den ausdauerndsten, konsequentesten Teil. Die Aktivität des Flügels der wohlhabenden Bauern reichte nur bis zum Ankauf von Grundbesitz.

Ein charakteristischer Zug der Übertrittsbewegung war, daß in ihr die von den konservativen reaktionären panslawistischen Kreisen in Rußland geführte Propaganda zur Geltung kam. Diese Propaganda, die den Leuten im Falle ihres Übertritts einen guten Zaren, Grundbesitz, die Vertreibung der ungarischen Herren versprach, gelangte auf zwei Wegen zur Bevölkerung. Einesteils aus Galizien und der Bukowina (Buckenland), wohin sie sich als Saisonarbeiter verdingten, andererseits durch die aus Amerika rückkehrenden Auswanderer.

Hier muß der Übertritt des griechisch-katholischen Priester Elek (Alex) Tóth erwähnt werden, weil dieser große Auswirkungen auf die ruthenische Bauernbewegung hatte.

Elek Tóth war bis 1890 in der Eperjeser (Prešov, Eperies) griechisch-katholischen Diözesankanzlei auf leitendem Posten tätig, wanderte 1890 in die Vereinigten Staaten aus, um dort als Seelsorger zu wirken. Infolge der von der dortigen römisch-katholischen Kirche verursachten Schwierigkeiten sowie der panslawistischen Propaganda trat er in die griechisch-orthodoxe Kirche über und bot dem orthodoxen Bischof von San Francisco seine Dienste an. Er fand dann Kontakt zu panslawistischen Kreisen Rußlands, die ihn für seine schismatische Tätigkeit mehrmals auszeichneten. In New York schrieb er eine zum Übertritt auffordernde Broschüre unter dem Titel »Kde treba iskati pravdu« (Wo ist die Wahrheit zu suchen). Diese Broschüre war in den von der schismatischen Bewegung erfaßten ruthenischen Dörfern allgemein bekannt. Ihre Popularität verdankte sie hauptsächlich der Kritik an der griechisch-katholischen Geistlichkeit.²¹

Um die Jahrhundertwende war übrigens die Broschüre Elek Tóths nicht die einzige, die in der Karpatoukraine eine den konservativen, reaktionären russischen panslawistischen Kreisen entsprechende Propaganda betrieb. Zahlreiche Details der jahrzehntelangen Propaganda des Slawischen Wohltätigkeitskomitees in Rußland sind bekannt, und man könnte eine lange Reihe ihrer Zeitungen und Broschüren aufzählen, die hauptsächlich in Galizien und in der Bukowina sowie in den Vereinigten Staaten verbreitet wurden.

In Ungarn war in den 90er Jahren die russische Broschüre von Mihály Szárics verbreitet; der im Komitat Sáros (Komlósa) geborene Geistliche hatte sie 1893 in Sankt Petersburg unter dem Titel »Brüderliche Grüße an unsere russischen Brüder und Schwestern in den Karpaten, die in den Karpaten und in Amerika leben«, veröffentlicht.²²

²¹ OL. ME. K-26. 1904. XV, ferner OL. ME. K-26. 1902. XXIII, sowie *Пряшевицина. Сборник статей*. Prag, 1948, S. 255—262.

²² OL. Schriften des Innenministeriums (im weiteren ВМ.), Res. 1894. Братский привет братьям и сестрам карпаторуссам, живущим в пределах карпатских гор и в Америке. St. Petersburg, 1893, S. 88.

Von der großrussischen panslawistischen Propaganda wußte die ungarische Regierung schon seit langem; sie begnügte sich jedoch damit, derartige Druckerzeugnisse zu konfiszieren und ihnen den Postvertrieb zu entziehen.

Von 1903 an, als sich die Übertrittsbewegung zu verbreiten begann, ließ es die ungarische Regierung nicht bei so einfachen Maßnahmen gegen diese großrussische, panslawistische, orthodoxe Propaganda bewenden, sondern stellte diese, indem sie sie aus dem Ganzen der bäuerlichen Übertrittsbewegung herausgriff, als viel gefährlicher und bedeutender hin, als diese es in Wirklichkeit war. Diese Taktik entsprang politischen Erwägungen. Das strategische Ziel war die Intensivierung der Magyarisierung. Dieses Anliegen der Regierung kam in der 1903 einsetzenden »vaticanischen Aktion« zur Geltung; diese hatte das Ziel, das am Anfang der 1890er Jahre gestörte Verhältnis zwischen der Regierung und dem Vatikan beweisen, daß die ungarische Regierung momentan ein wichtiger Faktor des Kampfes gegen die östliche Orthodoxie sei. Als Gegenleistung wünschte man vom Vatikan, daß er in der griechisch-katholischen Kirche neben der altslawischen Liturgie auch die ungarische Sprache, neben den griechisch-katholischen Kirchenbüchern in Kyrillika auch mit lateinischen Buchstaben gedruckte ungarische zulasse und einwillige, daß die Griechisch-Katholiken vom Julianischen Kalender auf den allgemein benutzten Gregorianischen übergehen.

Zweck dieser Forderung war, einerseits den Ansprüchen der griechisch-katholischen Gläubigen ungarischer Sprache zu entsprechen, andererseits in der griechisch-katholischen Kirche das Gewicht all dessen zu mindern, was sie mit der Orthodoxie gemeinsam hatte.

Außerdem verlangte die ungarische Regierung die Genehmigung einer »patriotischen« kirchenpolitischen Aktion unter den in die Vereinigten Staaten ausgewanderten ungarischen Staatsbürgern als »Gegengewicht gegen die großrussische und orthodoxe Propaganda«.

Um dieses Ersuchen an den Vatikan zu stützen, schien es günstig, sich auf die Übertrittsbewegung der Bauern in Iza und Szacsal, ebenso auf den gegen die Bauern von Iza mehrere Jahre hindurch geführten, künstlich aufgebauchten Prozeß zu berufen. Das Wesen der Bauernbewegung, das soziale Problem der Bauern interessierte die Regierung überhaupt nicht.

In Verbindung mit der ruthenischen Übertrittsbewegung müssen wir auch die Stellungnahme der ruthenischen Intelligenz erwähnen.

Die sich magyarisierende Intelligenz in Budapest, hauptsächlich Juristen, Ärzte, Mittelschullehrer, die sog. hauptstädtischen vornehmen Leute, wollten sich nicht mehr als Ruthenen bekennen, sondern als griechisch-katholische Magyaren. Auch aus der griechisch-katholischen Religion wollten sie alles verbannen, was orthodoxer Herkunft war. So beteiligte sich dieser Flügel aktiv an jener gesellschaftlichen Bewegung, deren Ziel die Magyarisierung der

griechisch-katholischen Kirche war. Diese Bewegung war zwar bereits in den 1860er Jahren aufgekommen, entfaltete sich aber richtig erst in den 1890er Jahren. Sie wurde bis 1903 weitergeführt, als dann die Regierung — im Rahmen der »vaticanischen Aktion« — die Verwirklichung des gesteckten Ziels als offizielles Regierungsprogramm auf die Tagesordnung setzte. Daraus folgt logisch: wenn die griechisch-katholische Kirche mit ihrer altslawischen Liturgie den Vornehmen ruthenischer Abstammung, die in die magyarische Herrenklasse völlig aufgehen wollten, zu fremd war, mußte bei ihnen die in bäuerlichen Kreisen um sich greifende Orthodoxie die größte Antipathie erwecken. Ihr in Budapest erscheinendes Organ »Göröghellén Hírlap« (Griechisch-katholische Zeitung) befaßte sich in mehreren Artikeln mit der politischen Gefahr des Schismas.

Die Bauernbewegung gegen die griechisch-katholische Geistlichkeit rief in der Haltung der griechisch-katholischen höheren Geistlichkeit und Priester eine Änderung hervor. Während nämlich in der zweiten Hälfte der 1890er Jahre, als die liberale Regierung die Zivilehe und die Zivilmatrikel einführte, die Oberhäupter und Priester der griechisch-katholischen Kirche wie die der römisch-katholischen gegen die Politik der liberalen Regierung protestierten (in der Karpatoukraine gewann z. B. die politische Partei der konservativen katholischen höheren Geistlichkeit, die Volkspartei einen bedeutenden Einfluß), trat nach 1903, nachdem sich die Bauernbewegung gegen die griechisch-katholische Kirche wandte, eine Änderung ein: die griechisch-katholische Kirche gab ihre Opposition auf und suchte mit der Regierung ein Bündnis zu schließen, da ja die Verbreitung der Orthodoxie eine Schwächung der griechisch-katholischen Kirche, den Verlust ihrer Positionen mit sich gebracht hätte. Infolgedessen bekämpften die ungarischen Behörden in den ruthenischen Gebieten seit 1903 mit der griechisch-katholischen Kirche gemeinsam den Religionsübertritt. Die ungarischen Behörden unternahmen alles, um die Übertritte durch administrative Mittel, die ansonsten aufgrund der bestehenden Gesetze möglich gewesen wären, zu verhindern. Zugleich waren die griechisch-katholischen Kirchenoberhäupter gezwungen, an der sog. »vaticanischen Aktion« der Regierung teilzunehmen und ihre frühere oppositionelle Politik auf ein Minimum zu reduzieren (ohne sie völlig aufzugeben) und sich der Politik der Regierung anzupassen.

Eine im großen und ganzen ähnliche Tendenz zeigte sich auch in den Reihen der ruthenischen nationalen Intelligenz.

Die ruthenische nationale Intelligenz hatte um die Jahrhundertwende ein gemäßigtes Programm. Ihre Ziele waren nur Erhaltung des Nationalbewußtseins, Schutz der Muttersprache und der kyrillischen Schrift sowie der griechisch-katholischen Kirche. Sie war im allgemeinen konservativ, trat den bäuerlichen, den sozialen Bewegungen entgegen, ja, sie suchte nun im Interesse der Unterdrückung der Bauernbewegung die Hilfe der Regierung.

Der russophile Flügel der ruthenischen nationalen Intelligenz, der die bäuerliche Übertrittsbewegung als gesellschaftliche Basis zur Erlangung ihrer etwaigen russophilen politischen Ziele hatte dienen können, hielt sich von der Bewegung fern, womit sie ihre völlige hecispoli Unfähigkeit dokumentierte.

In der Geschichte der Anbahnung von Kontakten zwischen ruthenischer nationaler Intelligenz und Regierung zur Unterbindung der bäuerlichen Übertrittsbewegung war der im Februar 1904 in der Ungvárer »Göröghatolikus Szemle« unter dem Titel »Schisma in unserer Diözese« erschienene Artikel (gezeichnet mit Sz. E.) von großer Bedeutung.

In diesem Beitrag wurde als Gegengewicht zur rapid ansteigenden kirchlichen Übertrittsbewegung und zu den unter dem Volke in großer Zahl verbreiteten Broschüren von Elek Tóth die Herausgabe von Flugblättern in der Volkssprache gefordert. Der Verfasser erwähnte mit gedämpftem Vorwurf, daß die Regierung kein Vertrauen zum Sankt-Basilius-Verein hatte, als dieser in der zweiten Hälfte der 1890er Jahre die volkssprachliche Presse pflegen wollte. Im Artikel wurde um die materielle Unterstützung der Regierung zur Verbreitung von Flugschriften gebeten.

1903, als die ruthenische konfessionelle Übertrittsbewegung ihren Anfang nahm, übernahm der ukanophile Ágoston Volosin die Redigierung der »Hayka«. Unter seiner Führung näherte sich einesteils die Sprache des Blattes immer mehr dem Ukrainischen, andernteils nahmen seine Artikel entschieden gegen die konfessionelle Übertrittsbewegung und die russische panslawistische Bewegung Stellung. Die Haltung des Blattes errang langsam die Anerkennung der Regierung. 1906 erklärte z. B. der Ministerpräsident, die Tendenz des Blattes gefalle ihm. (Nicht wenige sowjetische Historiker schrieben, das Blatt sei von der Regierung subventioniert worden. Diesbezüglich wurde jedoch bisher keinerlei Archivmaterial gefunden.)

Seit dem Aufkommen der Übertrittsbewegung wurde ihr Charakter verschiedentlich bewertet.

Die führenden Persönlichkeiten der griechisch-katholischen Kirche, die die Hilfe der Regierung erstrebten, betonten, die Bewegung habe einen panslawistischen, politischen Charakter.

Ähnliche Ansichten vertrat einer der Führer der Pressekampagne gegen das Schisma, Aladár Romanecz, der Schriftleiter der »Kárpáti Lapok«, der sich am Anfang des Jahrhunderts in einer ganzen Reihe von Broschüren mit dem Schisma, den Fragen des ruthenischen Volkes befaßte.

Sándor Bonkáló, Universitätsprofessor ruthenischer Abstammung, bezeichnete in seinem in den 1940er Jahren erschienen Buche »A rutének (ruszinok)« [Die Ruthenen (Russinen)] die bäuerliche Übertrittsbewegung ebenfalls als politische Bewegung, die aus Rußland moralische und materielle Unterstützung erhielt.

Nach dem zweiten Weltkrieg wurde in der sowjetukrainischen Geschichtsschreibung (W. I. Netotschajew) die Meinung vertreten, die Bewegung sei ein Protest gegen die kirchlichen Lasten, die Magyarisierung gewesen und habe der Sehnsucht des Volkes Ausdruck verliehen, sich mit seinen Brüdern jenseits der Karpaten zu vereinigen.²³

Der unlängst verstorbene sowjetische Historiker I. G. Kolomiez erklärt in seinem in Tomsk erschienenen zweibändigen Werk, die Bauernbewegung sei ein Protest in religiösem Deckmantel gegen die ungarische Unterdrückung gewesen und habe der Sehnsucht nach brüderlicher Vereinigung mit dem russischen Volke Ausdruck verliehen.²⁴

Prof. József Perényi betonte 1957 in seiner in Budapest russisch erschienenen Arbeit²⁵ in Kenntnis zeitgenössischen Archivmaterials, daß das zentrale Problem, das die Bewegung auslöste, in den schweren kirchlichen Lasten und in der ungelösten Bodenfrage bestanden habe. Er verwies auf die Rolle der panslawistischen Propaganda, doch auch auf das Bestreben der Regierung, diese — im Interesse ihrer eigenen Ziele — als bedeutender hinzustellen, als sie tatsächlich war. Er sprach über die ungemein zurückgebliebenen sozial-wirtschaftlichen Verhältnisse der ruthenischen Bauernschaft, unter welchen sich die Aufmerksamkeit des Volkes in erster Linie auf die sozialen Probleme gerichtet habe. Der religiöse Deckmantel der Bewegung erinnere fast an die Bauernbewegungen des Mittelalters. Der Verfasser unterstrich, die ungarische Regierung habe bis 1913–14 die Bewegung tatsächlich auch nicht als eine politische beurteilt, und eben deshalb versucht, auf wirtschaftlichem Gebiet, durch Regelung der Bezüge der Geistlichen eine Lösung zu finden.

Im weiteren sei die Geschichte der ruthenischen konfessionellen Übertrittsbewegung skizziert.

Die Bewegung begann in der von Rumänen bewohnten Gemeinde Szacsal. Als ihr griechisch-katholischer Priester verschied, wünschten sie einen griechisch-orthodoxen, weil dem eine geringere kirchliche Bezahlung seitens der Gemeinde gebühre. Der Einfall verbreitete sich rasch in der Gegend der Flüsse Iza und Visó. Nach langen Bemühungen erschien Anfang 1901 im Dorfe der griechisch-orthodoxe Geistliche Gergely Graciunasiu. Umsonst unternahmen die griechisch-katholischen kirchlichen Behörden alles, vergebens wurden die den Übertritt anstrebenden Leute vor das Gericht in Máramarosziget zitiert, es sprach sie — mangels einer strafbaren Tat — frei, so daß der erste Übertrittsversuch gelang. Dazu trug bei, daß die Bewegung von der rumänischen nationalen Bourgeoisie Siebenbürgens unterstützt wurde.

²³ В. Негочаев, М. Лелекач: *З історії боротьби за владу...* Наукові Записки Ушгород, 1954, Nr. 9, S. 261–323, sowie ebd. 1957, Nr. XXXIX, S. 91–137.

²⁴ И. Г. Коломиец: *Социально-экономические отношения и общественное движение в Закарпатье во второй половине XIX в.* Томск, 1961–62, I–II.

²⁵ Й. Перени: а. а. О.

Nach dem Freispruch der Leute von Szacsal griff das Schisma bald auch, auf die von Ruthenen bewohnte Gemeinde Iza über. Vier mittellose Tagelöhner, Joachim Vakaró und Genossen, erbaten vom griechisch-orthodoxen Metropoliten von Karlovac (Karlowitz) brieflich einen griechisch-orthodoxen Geistlichen für ihr Dorf.²⁶ Im Sinne der damaligen gesetzlichen Verfügungen über konfessionelle Übertritte (Ges. Art. LIII/1868 und XLIII/1895)²⁷ bestand prinzipiell kein Hindernis gegen Übertritte, da diese zu den bürgerlichen Freiheitsrechten gehörten; aber der Brief der vier Landarbeiter von Iza bedeutete für sie nur den Anfang von langwierigen Schikanen. Der griechisch-katholische Bischof von Munkács erfuhr von ihrem Vorhaben und entsandte Kanzelredner in das Dorf und seine Umgebung. Zugleich urgierte er die Hilfe des Kultus- und Unterrichtsministeriums im Interesse der Verhinderung der Übertrittsbewegung.

Der von der Regierung abhängige griechisch-orthodoxe Metropolit von Karlovac zögerte die Erledigung des Ansuchens mit Berufung auf verschiedene Formalitäten und auf die Erfüllung gewisser Bedingungen hinaus. Schließlich bewilligte die Bischofssynode im Dezember 1903 den Übertritt, worauf der griechisch-orthodoxe Bischof von Buda (Ofen) den Geistlichen für Iza designierte. Die Zahl der Übertrittswilligen betrug damals schon etwa 1200, und die Bewegung verbreitete sich in den Tälern der Nagyág und Dolha.

Obzwar der Übertritt der Bewohner von Iza scheinbar in Ordnung war, erhielten sie doch keinen Priester, weil das Ministerpräsidium das im Laufe von Verhandlungen mit dem Bistum einfach verhinderte.²⁸ Gleichzeitig wurde verboten, die Übertrittsbewegung im Komitat Máramaros in der Presse zu behandeln. Anfang April 1904 leitete das Gericht von Máramarossziget gegen die Anführer der Übertrittswilligen von Iza einen Prozeß ein.

1904–1906 befaßten sich drei Gerichtsstellen mit dieser Angelegenheit, 1904 das Gericht von Máramarossziget, 1905 das in Debrecin, 1906 das in Budapest.²⁹

1904 wurde gegen 19 Leute Anklage erhoben. Sie wurden beschuldigt, gegen Paragraph 172 des Strafgesetzbuches verstoßen zu haben, weil sie gegen die griechisch-katholische Kirche und ihre Priester gehetzt hätten; als sie das Kommen des russischen Zaren verkündeten, hätten sie gegen Paragraph 173 des StGB verstoßen, indem sie eine politischen staatsfeindliche Agitation betrieben hätten. In der Verhandlung wurden auch Zeugen verhört, die den Anzeichen nach von den Behörden gedungen waren. Beweisobjekte gab es

²⁶ OL. ME. K-26. 1910. XXV.

²⁷ *A magyarországi törvények és rendeletek tára* (Sammlung der Gesetze und Verordnungen in Ungarn). Pest, Januar–Juni 1868, ferner *Magyar Törvénytár, 1894–1895 évi törvény-cikkek* (Ungarische Gesetzessammlung. Gesetzesartikel aus den Jahren 1894–1895). Budapest, 1897.

²⁸ OL. ME. 1910. XXV.

²⁹ Ebd.

hingegen keine. Im ersten Prozeß wurde gegen 7 Angeklagte ein Urteil gefällt, nur wegen Verstoßes gegen Paragraph 172 des StGB.

Gleichzeitig mit dem Prozeß schüchterten die lokalen Behörden die Einwohner ein, so daß es offiziell zu keinem Übertritt kam.

Im Sommer verhandelte das Gericht in Debresin im Berufungsverfahren die Angelegenheit. Es verwarf ebenfalls die Anwendung von Paragraph 173 des StGB, verurteilte insgesamt 4 Angeklagte, bzw. setzte ihre in erster Instanz verhängte Strafe herab.

Im Mai 1906 fand die Verhandlung in Budapest statt. Hier war das Gericht der Meinung, daß die Übertrittswilligen auch gegen Paragraph 173 des StGB verstoßen hatten, und verwies darauf auch im Urteil. Mit der Budapester Verhandlung und dem gefällten Urteil war die Prozeßserie gegen die Bauern von Iza einstweilen abgeschlossen. Obzwar es in Iza zu keinem offiziellen Übertritt gekommen war, schwelte die Bewegung weiter. Ja, nach den Prozessen wurde erneut ein griechisch-orthodoxer Geistlicher von Ofen verlangt.

Wie bereits erwähnt, nahm die Synode von Karlovac 1903 das Übertrittsgesuch der Bauern von Iza an. Danach entschlossen sich auch viele Einwohner der Gemeinde Nagylucska im Komitat Bereg zum Übertritt. Ihr Anführer, György Rubis, stand übrigens mit den Übertrittswilligen von Iza schon seit längerer Zeit in Verbindung, ja, über Rückkehrer gelangte er in den Besitz der Broschüre Elek Tóths und schickte einige Exemplare auch nach Iza. Die Übertrittswilligen von Nagylucska meldeten dem dortigen griechisch-katholischen Pfarrer ihre Absicht. Während in Iza lauter besitzlose landwirtschaftliche Tagelöhner an der Bewegung teilnahmen, schlossen sich ihr in Nagylucska auch aus Amerika zurückgekehrte reiche Bauern an.

Anfang des Jahres 1904 begann in Nagylucska der Kampf der Verwaltungsbehörden gegen den konfessionellen Übertritt. Bei György Rubis wurde eine Hausdurchsuchung vorgenommen, dann wurde er unter Polizeiaufsicht gestellt. Post und Gendarmerie beobachteten alles aufmerksam. In Sachen des Bodenerwerbs der wohlhabenden Bauern verhandelte das Ministerpräsidium mit den Schönborns. Gegen die Übertrittswilligen wurde ein Prozeß angestrengt. 1906 gelang es den aus Amerika heimgekehrten Bauern aus dem Schönbornschen Grundbesitz Land zu erwerben. In diese Zeit fiel auch der Freispruch der Übertrittswilligen. Da flammte die Übertrittsbewegung der mittellosen Bauern von neuem auf, während sich der Flügel der reichen Bauern mit dem Bodenerwerb begnügte und sich von der Bewegung zurückzog.

Die armen Bauern von Nagylucska verlangten 1906 abermals einen griechisch-orthodoxen Geistlichen, doch erhielt das Ministerpräsidium Nachricht von ihrer Aktion und verhinderte auf vertraulichem Wege bei der griechisch-orthodoxen Kirche die Gewährung ihrer Bitte. Die Angelegenheit zog sich bis 1910 hin. 1911 befaßte sich das Ministerpräsidium mit der Sache von neuem, bezeichnete die Übertrittserklärungen als unzulänglich und empfahl

dem griechisch-orthodoxen Patriarchen von Karlovac die Abweisung der Bittsteller.³⁰ Die Übertrittsbewegung schwelte in den ruthenischen Dörfern der Komitate Máramaros und Bereg weiter und brach alsbald wieder an die Oberfläche.

So endete der erste Abschnitt der Schismabewegung in der Karpato-ukraine. Ihren Charakter kann man schwer eindeutig bestimmen. Zweifellos handelte es sich in erster Linie um eine Bewegung sozialen Charakters. Der Wunsch der Bauern, ihr Recht auf konfessionellen Übertritt ausüben zu können und sich von den ihnen aufgezwungenen schweren kirchlichen Lasten zu befreien, war unbedingt berechtigt und fortschrittlich. Auch ihr Wunsch nach Landerwerb spiegelte den bürgerlichen Fortschritt wieder.

Die sozial-wirtschaftliche Zurückgebliebenheit, die politische Unterentwicklung und äußere Einflüsse, die zur Geltung kamen, hatten zur Folge, daß ihre Bewegung, im wesentlichen orientiert an bürgerlichen Forderungen, ähnlich wie die ersten europäischen Bauernbewegungen bürgerlichen Charakters, in religiöser Hülle auftrat, daß sie ihre Hoffnung in den gütigen Herrscher, den guten Zaren setzten. Nun war aber allbekannt, daß das zaristische Rußland ein Kerker der Völker war.

Aus der Geschichte dieser Bewegung kann man folgern, daß das Bauerntum siegte, wenn es die Unterstützung der fortschrittlichen nationalen Bourgeoisie hinter sich hatte (wie im Falle der Rumänen von Szacsal), oder über seine Rechte entsprechend orientiert war (wie die aus Amerika heimgekehrten Bauern von Nagylucska, die in dem gegen sie angestregten Prozeß freigesprochen wurden), daß sie jedoch unterlagen (wie die Bauern von Iza), wenn sie Analphabeten, ihrer Rechte nicht kundig waren und keine Verbündeten hatten, selbst wo es sich um ans Martyrium grenzende Bemühungen und um noch so berechtigte Beschwerden der unbemittelten armen Bauern und Proletarier handelte.

3. Über die sich magyarisierende ruthenische Intelligenz zur Zeit der Jahrhundertwende

Die sich magyarisierende ruthenische Intelligenz, die »Haute volée«, rekrutierte sich im allgemeinen aus Ärzten, Mittelschullehrern, Advokaten und lebte in Budapest. Die namhaftesten Vertreter dieser Richtung um die Jahrhundertwende, denen wir in allen wichtigeren Fragen begegnen, waren: die Juristen Dr. Jenő Pásztély und Dr. Endre Rabár, der Arzt Emil Demjanovich (der übrigens der Hausarzt des berühmten ungarischen Schriftsteller Maurus Jókai war), der Maler Ignác Roskovics, der Mittelschullehrer Ödön Kecskóczy.

³⁰ Ebd.

Ein interessanter, eigenartiger Zug der ruthenischen Geschichte um die Jahrhundertwende war, daß im Mittelpunkt des Interesses sowohl der nationalen Intelligenz wie der Assimilanten Kirche, Sprache der Liturgie, kyrillische Schrift, Julianischer bzw. Gregorianischer Kalender standen. Die nationale Intelligenz verteidigte das Traditionelle, das Bestehende, während die Assimilanten das — wenn auch auf anderen Gebieten und mit anderen Mitteln — abändern wollten. Im Interesse ihrer Einschmelzung in die magyarische Herrenklasse bejahten sie die Einführung der ungarischen Sprache in der griechisch-katholischen Liturgie, ungarischer liturgischer Bücher in Lateinschrift sowie die Einführung des in der katholischen Kirche gebrauchten Gregorianischen Kalenders statt des Julianischen.

Im weiteren möchten wir über fünf Gebiete des gesellschaftlichen Lebens ein skizzenhaftes Bild geben, wo um die Jahrhundertwende der sich assimilierende Flügel der Intelligenz ruthenischer Herkunft eine lebhafte Tätigkeit ausübte. Diese sind: das Landeskomitee, die griechisch-katholische Kirchengemeinde von Budapest, der Verein der magyarischen griechisch-katholischen Gläubigen, die Zeitung »Göröghatóság Hírlap« sowie verschiedene Organisationen der Budapester Universitätsjugend.

1898 konstituierte sich in Budapest das Landeskomitee der Magyaren griechisch-katholischen Ritus, kurz Landeskomitee. Sein Ziel war, beim Vatikan zu erreichen, daß in der griechisch-katholischen Kirche das Ungarische als Liturgiesprache eingeführt werde. Die Konstituierung des Landeskomitees bedeutete die provisorische Vereinigung zweier Lager. Einesteils nahmen daran die Vertreter der seit den 1860er Jahren sozusagen ohne jedweden Erfolg kämpfenden Bewegung von Hajdúdorog, andernteils die Vertreter der sich assimilierenden ruthenischen Intelligenz teil. Die Bewegung von Hajdúdorog war eine Bewegung der griechisch-katholischen Magyaren, an der hauptsächlich die Staatsbeamten und kleinen Grundbesitzer des Landes jenseits der Theiß teilnahmen. Die Konstituierung des Landeskomitees dürfte durch die Tatsache ausgelöst worden sein, daß der Vatikan 1896 den nunmehr seit hundert Jahren tolerierten Gebrauch der ungarischen Sprache in der griechisch-katholischen Kirche verbot. Die überaus nationalistische Atmosphäre des Millenniums begünstigte die Tätigkeit des Landeskomitees, dessen Vorsitzender, Magnatenhausmitglied Jenő Szabó im Interesse des Erfolges alles unternahm.

Laut zeitgenössischer Schätzungen waren 60–70% der Mitglieder des Komitees Ruthenen. Im Vorstand begegnen wir zahlreichen Vertretern der sich assimilierenden ruthenischen Intelligenz von Budapest: Jenő Illés, Dr. Jenő Pásztély, Dr. Endre Rabár, Ödön Kecskóczy usw. Dem aus 40 Mitgliedern bestehenden Vorstand gehörten viele griechisch-katholische Geistliche an, deren Namen mit den Aktionen zur Magyarisierung der Ruthenen verbunden waren: Andor Hódobay, Antal Kecskés, Aladár Romanecz, János Bányay, Emil Melles (der Schwiegersohn Jenő Szabós) usw.

Dieses Kompromiß zwischen magyarischen und nichtmagyarischen Griechisch-Katholiken im Landeskomitee dauerte von 1898 bis etwa 1905, als die Regierung im Rahmen der »Vatikanischen Aktion« selbst in Verhandlungen mit dem Vatikan eintrat.

Höhepunkt der Tätigkeit des Landeskomitees bildete die Organisation der Pilgerfahrt nach Rom. Sie wurde im November 1898 verkündet, mußte aber wegen der geringen Zahl von Anmeldungen zuerst auf März, dann auf Herbst 1899 verschoben werden, bis sie schließlich im März 1900 zustandekam. Das Jahr 1900, das Heilige Jahr der katholischen Welt war geeignet, das Gewicht der Pilgerfahrt zu erhöhen. So konnten auch Bischof János Vályi von Eperjes und Bischof Gyula Firczák von Munkács an ihr teilnehmen. Interessant ist, daß János Vályi, der den Wünschen der Regierung gegenüber stets ein größeres Verständnis bekundete, eine große Aktivität ausübte, Gyula Firczák sich aber ziemlich reserviert verhielt. Er wollte zuerst seine Reise verschieben, reiste dann — mit Berufung auf seinen schlechten Gesundheitszustand gesondert, forderte nach der Pilgerfahrt — im wesentlichen entgegen ihrem Ziel — die Einhaltung der altslawischen Liturgie mit dem Hinweis auf ihr gesetzmäßiges Bestehen, unternahm Schritte, um den ruthenischen Seminaristen der griechisch-katholischen Kirche das Studium in Rom zu ermöglichen.

Vor der Pilgerfahrt, im Herbst 1899, konstituierten sich in einzelnen Gebieten des Landes Vorbereitungskomitees, an deren Spitze bekannte Ruthenen standen: in Szatmár Dr. Endre Rabár, in Nyíregyháza Dr. Jenő Pásztély usw.³¹

An der Pilgerfahrt im März 1900 nahmen 461 Personen teil, unter ihnen aus der ruthenischen »Haute volée« Dr. Endre Rabár und Gemahlin, Dr. Jenő Pásztély und Gemahlin, der Maler Ignác Roskovics, Ödön Kecskóczy.

Der Vatikan lehnte wegen der in der römisch-katholischen Kirche gebräuchlichen toten Sprache, des Lateinischen, die Aktion des Landeskomitees im wesentlichen ab, so daß von der Pilgerfahrt kein nennenswerter Erfolg zu erwarten war. Anfangs wollte der Papst die Delegation gar nicht empfangen, schließlich durfte eine 12köpfige Abordnung doch vor ihm erscheinen, aber Bischof Vályi konnte seine geplante Rede nicht halten. Er konnte bloß das in lateinischer Sprache im vorhinein verfaßte Memorandum mit der Bitte des Landeskomitees überreichen. Aus den Reihen der Budapester ruthenischen weltlichen Intelligenz hatten das Memorandum unterzeichnet: Kurialrichter János Pásztély, Kurialrichter Jenő Illés, Mihály Medvigy, Senatspräsident an der kgl. Tafel, Rechtsanwalt Dr. Jenő Pásztély, der Maler Ignác Roskovics, kgl. Rat Vazul Talapkovics, der Richter Dr. Endre Rabár, Dr. Vladimir

³¹ *Emlékkönyv a görög katolikus magyarok római zárándoklatáról* (Gedenkbuch über die Pilgerfahrt der griechisch-katholischen Ungarn nach Rom). Budapest, 1901.

Bacsinszky, Sekretär der Ung. Staatsbahnen, Mittelschullehrer Ödön Kecskóczy.

Anläßlich der päpstlichen Audienz war es ein bemerkenswertes Moment, daß hinter den beiden Bischöfen an der Spitze der ruthenische Universitäts-hörer, János Prodán das Memorandum trug, der bereits damals durch seinen ungewöhnlichen Assimilationseifer auffiel. Prodán wurde mit der Zeit in den ruthenische Belangen ein bekannter Politiker.

Nach der Pilgerfahrt wurde vom Landeskomitee 1901 ein dicker Band unter dem Titel »Gedenkbuch über die römische Pilgerfahrt der ungarischen Katholiken griechischen Ritus« herausgegeben,³² der über die Vorbereitungen und Teilnehmer eingehend berichtete; im Anhang wurden die geplante, aber nicht gehaltene Rede Vályis, der Text des dem Papst überreichten Memorandums, das Programm des Landeskomitees, das Namensverzeichnis seines Vorstandes und seiner Mitglieder veröffentlicht. Einen bemerkenswerten Teil des Bandes bildet die vom ruthenischen Historiker Antal Hodinka verfaßte geschichtliche Übersicht.

Hier sei bemerkt, daß das Landeskomitee nach der Pilgerfahrt beantragte, János Vályi möge der Titel eines wirklichen geheimen Rates verliehen werden; bezüglich Gyula Fireczáks tauchte kein solcher Plan auf, ja, er wurde in der zeitgenössischen Presse der Regierungspartei wegen seines erwähnten Verhaltens scharf angegriffen. Auch darin kam zum Ausdruck, wie unterschiedlich die beiden griechisch-katholischen Bischöfe gewertet wurden. Interessant und charakteristisch waren auch die verschiedenen Erklärungen der beiden Bischöfe bei der Konstituierung des Landeskomitees. Das Grußtelegramm Bischof János Vályis an Jenő Szabó lautete: »Euer Hochgeboren begrüße ich als den Vorsitzenden des Landeskomitees auf das herzlichste und erflehe zu Ihrer begonnenen Tätigkeit den Segen Gottes und wünsche Ihnen die besten Erfolge.« Das Telegramm Bischof Gyula Fireczáks von Munkács hatte folgenden dodonäischen Wortlaut: »Zu Ihrem Streben nach Gutem erflehe ich mit Freude Gottes Segen«.

Die ruthenische Intelligenz, in erster Linie deren russophiler Flügel, nahm die Konstituierung des Landeskomitees mit lebhaftem Protest auf. Das von Jevhen Fencik redigierte Blatt »Листок« sprach die Hoffnung aus, Rom werde die altslawische Liturgie in Schutz nehmen. Auch der Ungvárer »Kelet« polemisierte mit Jenő Szabó und erklärte, in Ungvár zeige sich ein ernster Widerstand gegen die ungarische Liturgie.

Die Ungvárer »Göröghatholikus Szemle« berichtete empört, das Landeskomitee verbreite trotz des Verbots Roms die ungarische Liturgie. (In Nyíregyháza wurde nämlich 1900 trotz des päpstlichen Verbots der griechisch-katholische Gottesdienst in ungarischer Sprache eingeführt.) An anderen Orten

³² Ebd.

wurde unter Berufung auf die bürgerlichen Freiheitsrechte die alte Liturgie verteidigt. Ágoston Volosin erklärte in seinen Erinnerungen (in Ungvár 1923 erschienen), eine Dreierdelegation habe Bischof Gyula Firczák einen von 100 Personen unterzeichneten Protest gegen den in Nyíregyháza eingeführten ungarischen Gottesdienst überreicht. Die theologische Fakultät von Ungvár protestierte im November 1900 in der Presse.

Der namhafte Vertreter des russophilen Flügels der ruthenischen nationalen Intelligenz, Dr. Julij Hadzsega, gab 1938 unter dem Pseudonym Julij Rusak einen Rückblick heraus,³³ in dem er den Sturm, den die Konstituierung und die Tätigkeit des Landeskomitees dazumal hervorgerufen hatte, leidenschaftlich aufs neue beschwor und auf die scharfe Polemik in der Presse verwies. Sein Büchlein bildet eine ungemein interessante zeitgeschichtliche Quelle.

Über die Tätigkeit des Landeskomitees und das Schicksal der römischen Pilgerfahrt sei nur bemerkt, daß sie im wesentlichen ergebnislos blieben. Der Papst beantwortete das Memorandum lange Jahre nicht.

Jenő Szabó durfte sich vom Landeskomitee wegen der Ergebnislosigkeit — er schützte aber seinen angegriffenen Gesundheitszustand vor — zurückgezogen haben; das Komitee zerfiel später. Die Ruthenen sammelten sich im Verein der griechisch-katholischen Ungarn, während die Bewegung zur Magyarisierung der Kirche von der Regierung in die Hand genommen wurde. Der Erfolg war, daß 1912 beim Vatikan die Genehmigung eines selbständigen ungarischen griechisch-katholischen Bistums erreicht wurde; die Sprache der Liturgie wurde jedoch statt des Altslawischen nicht das Ungarische, sondern nach dem Vorbild des in der römisch-katholischen Kirche gebräuchlichen toten Lateinischen das Altgriechische.

Ein wichtiges Gebiet der Tätigkeit der sich assimilierenden ruthenischen Intelligenz in Budapest bildete zu Beginn des Jahrhunderts die Gründung der griechisch-katholischen Kirchengemeinde; ihre Bedeutung lag darin, daß sie prinzipiell wie praktisch konsequent für die Einführung des Ungarischen als Sprache der Liturgie eintrat und damit den zuständigen Kreisen in ihrer diesbezüglichen Forderung als Rückhalt diente.

Im April 1892 konstituierte sich in Budapest das 15köpfige Vorbereitungskomitee zur Organisierung der griechisch-katholischen Kirchengemeinde; ihm gehörten unter anderem an: Kurialrichter Jenő Popovics, der Rechtsanwalt Dr. Jenő Pásztély, der Arzt Dr. Emil Demjanovich, die Bürgerschullehrer Viktor Legeza und Ödön Kecskóczy und die Richter Jenő Ilyasevics und Dr. Endre Rabár.

Das Organisationskomitee zählte in Budapest 2757 Griechisch-Katholiken.

³³ Юлий Русак: *Воспоминания*. Ushgorod, 1938.

Zur Schaffung der Kirchengemeinde kam es im Januar 1895. Im gewählten Vorstand repräsentierten Dr. Emil Demjanovich, Dr. Jenő Pásztély, Dr. Ödön Kecskóczy, im Kuratorium János Pásztély, Ignác Roskovics, Jenő Ilyasevics und János Nehrebeczky die ruthenische Intelligenz.

Die Kirchengemeinde hatte damals noch keine eigene Kirche, sondern hielt ihren Gottesdienst in der Universitätskirche. Erst 1904 erhielten sie die alte katholische Kirche am Szegényház tér (heute Rózsák tere) im 7. Budapester Gemeindebezirk. Am 8. Januar 1905 wurde die Pfarre geschaffen, die am 15. November 1905 ihre Tätigkeit aufnahm. Der erste Pfarrer wurde Emil Melles, der Schwiegersohn Jenő Szabós.

Sogleich nach Konstituierung der griechisch-katholischen Kirchengemeinde begann die Debatte, welcher Diözese sie angehören solle. 1905 wurde sie der römisch-katholischen Diözese von Esztergom (Gran) angeschlossen.

Im Zeichen der Magyarisierung der Kirche erreichte die Gemeinde, daß in ihrer Kirche trotz des päpstlichen Verbotes -- der Gottesdienst in ungarischer Sprache gehalten wurde, des weiteren genehmigte der Papst im Sommer 1909, statt des Julianischen den Gregorianischen Kalender zu gebrauchen.

Zur Erhaltung der griechisch-katholischen Kirchengemeinde leistete der 1902 gegründete »Verein Ungarischer Griechisch-Katholiken« einen bedeutenden materiellen Beitrag.

Im Dezember 1902 konstituierte sich unter dem Vorsitz des Magnatenhausmitglieds Jenő Szabó der Verein Ungarischer Griechisch-Katholiken. Der Verein erließ bald nach seiner Konstituierung einen Aufruf, in welchem detailliert seine Ziele dargelegt wurden, ferner die Gründe, die ihn zur Zusammenfassung der griechisch-katholischen Intelligenz veranlaßten. Leider steht uns dieser Aufruf einstweilen nicht zur Verfügung, doch wurde aus Anlaß des einjährigen Bestehens ein Rückblick verfaßt, in welchem es heißt, das Ziel sei gewesen, die Budapester griechisch-katholische Kirchengemeinde und die Gläubigen der Munkács und der griechisch-katholischen Diözese zusammenzufassen. Obzwar wir sowohl unter den gründenden wie den ordentlichen Mitgliedern tatsächlich die Vertreter der sich assimilierenden wie der ruthenischen nationalen Intelligenz, weiter den magyarischen Griechisch-Katholiken begegnen, ist es ein eigener Zug, daß der Gedanke der Schaffung des Vereines von Dr. Endre Rabár stammte, der dann im Verein auch eine führende Rolle spielte. Dr. Endre Rabár vertrat mit Überzeugung die Ansicht, das ruthenische Volk sei so gering an der Zahl, so arm und ohne Intellektuelle, daß es keinen Anspruch auf selbständigen nationalen Bestand erheben könne.

Dem Vorstand des Vereins gehörte auch der Arzt Dr. Emil Demjanovich aus den Kreisen der sich assimilierenden ruthenischen Intelligenz an. In der Reihe der 123 fördernden Mitgliedern sind Obergespansekretär Dr. Oreszt Szabó, Sándor Bonkáló, der spätere Historiker, und der Geistliche Emil Kubek die bekanntesten Vertreter dieser Richtung.

Aus der Reihe jener, die in den 1890er Jahren führende Persönlichkeiten in dem die ruthenische nationale Intelligenz zusammenfassenden Ungvárer Sankt-Basilus-Verein waren, kamen Mihály Jaczkovics, Emmánuel Roskovics und Gyula Sztankaninec (Sztankay) in den Vorstand des neuen Vereins.

Anfangs dürften der Verein ungarischer Griechisch-Katholiken und das Landeskomitee der griechisch-katholischen Ungarn in der Öffentlichkeit verwechselt worden sein, weshalb Dr. Emil Demjánovich in der Presse darlegte, im Unterschied zum Landeskomitee seien die ungarischen Griechisch-Katholiken von Hajdúdorog im Verein nicht vertreten, der Verein verfolge rein kulturelle Ziele, nämlich: aus den Ruthenen eine griechisch-katholische Intelligenz zu erziehen.³⁴

Am ersten Jahrestag der Gründung betrug die Zahl der Mitglieder 271.

Im Dezember 1903 begann der Verein — gemeinsam mit dem damals noch bestehenden Landeskomitee — mit der Herausgabe seines Blattes, dem »Göröghatholikus Hirlap«. Zu gleicher Zeit stellte die von der Regierung subventionierte Ungvárer »Kárpáti Lapok« ihr Erscheinen ein. Dies wurde den Lesern in einer Erklärung mitgeteilt und dabei betont, die Kräfte müßten nun in Budapest, beim »Göröghatholikus Hirlap« vereint werden. Die Regierung hatte in den vergangenen Jahren die »Kárpáti Lapok« mit großer Aufmerksamkeit verfolgt und hätte ihrer Einstellung wohl nicht zugestimmt, wenn sie nicht gehofft hätte, daß das neue Budapest Blatt seine Rolle übernehmen werde. Dafür spricht auch die Tatsache, daß der oben erwähnte János Prodán, der früher statt Aladár Romanecz provisorischer Schriftleiter der »Kárpáti Lapok« war, verantwortlicher Redakteur des »Göröghatholikus Hirlap« wurde.

Chefredakteur des Blattes wurde der Gymnasiallehrer Dr. Kálmán Demko, dessen Briefe aus dem Jahre 1906 — die wir erst vor kurzem entdeckten — sehr wertvolle Hinweise und Bekenntnisse sowohl über den Verein wie über das »Göröghatholikus Hirlap« entdeckten. Mit tiefer Erbitterung stellt er fest, er sei vergebens ein aufrichtiger Anhänger des Zusammenschlusses der ganzen ruthenischen Intelligenz gewesen, seine Bemühungen seien »an den geheimen separatistischen Bestrebungen von Jenő Szabó und seinen Leuten« gescheitert, daß er 1903 im Zeichen der »Einheit« noch als Schriftleiter ausesehen war, 1906 aber schon ein ungemein scharfer Kampf zwischen Jenő Szabó und ihm geführt wurde; im März 1906 habe Szabó selbst mit der Redigierung eines weiteren Blattes, der »Magyar Világ« (Ungarische Welt) begonnen (weitere Redakteure waren Emil Demjanovich und Bertalan Csudáky); unseres Erachtens wurde der Titel des Blattes als Hinweis auf das einstige russische Blatt der Russophilen, СВѢТ (Welt) gewählt.

Wenn wir die 1904 erschienenen Nummern des »Göröghatholikus Hirlap« durchblättern, begegnen wir im Vordergrund statt den im Programm ange-

³⁴ Göröghatholikus Szemle (Ungvár), 31. Mai 1903.

führten allgemeinen kulturellen Fragen überraschenderweise alten Problemen wie Einführung der ungarischen Sprache in die Liturgie, Herausgabe griechisch-katholischer liturgischer Bücher in ungarischer Sprache, die ruthenische bäuerliche Übertrittsbewegung. Jenő Szabó und die Verfasser der Artikel betonen, man müsse sich nicht streng an die päpstliche Verordnung von 1896 über die Beibehaltung der altslawischen Liturgie halten, eine Reihe weiterer Verfasser befaßt sich mit den Problemen der Übersetzung der liturgischen Bücher ins Ungarische, so Emil Melles, István Szémán usw.

Die Verfasser der Artikel über das Schisma (Dr. Kálmán Demkó, János Prodán) erklären, Schuld an der Verbreitung der Orthodoxie trügen die slawische Liturgiesprache und die liturgischen Bücher in kyrillischer Schrift.

Wie bereits erwähnt, war das Ziel der den Verein ins Leben rufenden Leute die Vereinigung der beiden ruthenischen Gruppen (sie dürften davon die Stärkung der Budapester sich assimilierenden Richtungen erhofft haben); hierzu bot unausgesprochen die schismatische Bauernbewegung den Vorwand. Nach den anfänglichen Übergangserfolgen wurden die Gegensätze 1904 immer offensichtlicher. 1905 kam es zwischen den beiden Richtungen, der »Görögekatholikus Szemle« und dem »Görögekatholikus Hirlap« zu einer ungemein scharfen Zeitungspolemik. Die in scharfem Ton gehaltenen und von persönlichen Beleidigungen strotzenden Polemiken entarteten schließlich dermaßen, daß 1905 János Prodán seinen Posten beim Blatt aufgeben mußte und Nikoláj Kutka (später Miklós Kutkafalvy) die Redigierung übernahm. Er und János Prodán waren 1919 ebenfalls Organisatoren der »Ungarisch-ruthenischen politischen Partei«.

Wenn wir schon Nikoláj Kutka erwähnen, müssen wir uns auch mit der Bewegung der griechisch-katholischen Hochschuljugend am Anfang des Jahrhunderts befassen; die Budapester sich assimilierende Intelligenz trachtete mit ihr in enge Verbindung zu kommen und sie unter ihren Einfluß zu bringen.

Daten beweisen, daß sich die Budapester griechisch-katholischen Universitätshörer seit Januar 1900 monatlich zu einem gemeinsamen Abendessen einfanden, an denen auch Dr. Emil Demjanovich, Dr. Endre Rabár, Ignác Roskovics, Jenő Pásztély usw. teilnahmen. Die Anregung zu diesen Zusammenkünften stammte von János Prodán. Laut Rechenschaftsbericht von Juni 1902 zählte die Tischgesellschaft damals 34 Mitglieder.³⁵

Als Dr. Endre Rabár 1902 seine erste Rede im Abgeordnetenhaus hielt, suchte ihn eine Deputation »der römisch-katholischen Universitäts- und Hochschuljugend griechischen Ritus« auf und begrüßte ihn in einem Memorandum, dessen vollständiger Text in den Ungvárer »Kárpáti Lapok« veröffentlicht wurde.³⁶

³⁵ Görögekatholikus Szemle, 31. März 1900.

³⁶ Kárpáti Lapok (Ungvár), 16. Febr. 1902.

1900 bildete die in Budapest studierende Jugend aus der Karpato-ukraine den sog. »Verein des Komitats Ung«. Vorsitzender war János Prodán, Sekretär der spätere ruthenische Politiker Gyula Brascasajko. Die Vereinigung verfolgte das Ziel, an jeder edlen, patriotischen, doch unpolitischen Bewegung aktiv teilzunehmen. (Hier sei noch erwähnt, daß János Prodán in den ersten 1900er Jahren auch im Hilfsverein der Budapester Philosophiehörer aktiv tätig war.)

1904 gründeten die Budapester griechisch-katholischen (hauptsächlich ruthenischen) Universitätshörer statt der gemeinsamen Abendessen den »Pál-Vasvári-Verein«, dessen Ziel der um die ungarische Staatsidee geführte Kampf war. »Unsere Tätigkeit wird sich besonders auf das nordöstliche ruthenische Oberungarn erstrecken — schrieben sie — . Wir werden sie lehren, sich stolz und selbstbewußt als Magyaren zu bekennen. Um hier unser Ziel zu erreichen, müssen wir die ganze griechisch-katholische Jugend in unsere Arme schließen, in erster Linie die kirchlichen Führer des Volkes für unsere Sache gewinnen.« Bei der Gründungsversammlung war die ältere Generation durch Dr. Kálmán Demko vertreten. Zum Vorsitzenden wurde Nikoláj Kutka gewählt.

Der Vasvári-Verein wurde im Rahmen des Ungarischen Landesverbandes gebildet, dessen nationalistische, magyarisierende Absicht schon seinerzeit nicht zweifelhaft war. Schon in den Statuten wurde festgelegt, das Ziel sei, »gegen jede Bestrebung anzukämpfen, deren Ziel die Änderung des magyarischen nationalen Charakters und der Einheit des Staates ist.«³⁷ Die auf Assimilation gerichteten Ziele des Ungarischen Landesverbandes und des Vasvári-Vereins sind unbestreitbar.

4. Auswanderung von Ruthenen in die Vereinigten Staaten von Amerika

Auf Grund zeitgenössischer Daten nahm die Auswanderung von Ungarn in die Vereinigten Staaten nach den ersten Versuchen um die Mitte des vorigen Jahrhunderts am Ende der 1880er Jahre einen Aufschwung, der 1891–92 seinen Höhepunkt erreichte. 1893–98 war dann das Ausmaß der Auswanderung unterschiedlich. Die Auswanderung fiel zuerst auf das Niveau der 1880er Jahre zurück, um von 1898 bis 1907 (den geringen Rückgang von 1904 nicht gerechnet) eine fast unvorstellbare Höhe zu erreichen. 1908 zeigt die Auswanderungskurve einen steilen Abfall, und bis zum Ausbruch des Weltkrieges wird das frühere Ausmaß auch nicht mehr erreicht, ja, 1911 ist ein neuerlicher Rückfall in großem Ausmaß feststellbar.³⁸

³⁷ OL. ME. 1907. XV.

³⁸ M. MAYER: *Zakarpatski Ukrajinci na prelome storičia. Október a ukrajinská kultura*. Prešov, 1968, S. 49–74.

Die Daten über die Auswanderung beweisen, daß die Auswanderer im allgemeinen aus den unvermögenden, physische Arbeit verrichtenden Schichten der Gesellschaft stammten, ja, dem Agrarcharakter des damaligen Ungarn entsprechend, aus den ärmsten landwirtschaftlichen Bevölkerung.

Auch ist bewiesen, daß der Anteil der nichtmagyarischen Auswanderer regelmäßig höher war als ihr Anteil innerhalb der Bevölkerung, d. h. bei den Nationalitäten war die Auswanderung im allgemeinen stärker als bei der Bevölkerung mit ungarischer Muttersprache. Wenn wir die Zahl der aus Ungarn auswandernden Ruthenen betrachten, ist sie verschwindend klein, da ja die Zahl der Ruthenen nur etwa 400 000 betrug. Wenn wir uns aber das Verhältnis zwischen Gesamtzahl und Auswanderern ansehen, stellt sich heraus, daß die Ruthenen um die Jahrhundertwende aus den Reihen der Völker in Ungarn nach den Slowaken und Deutschen bei der Auswanderung die höchsten Anteilziffern aufweisen, während der Anteil der Magyaren und Rumänen hinter ihrem Anteil an der Gesamtzahl der Bevölkerung zurückbleibt.

Im Kreise der ausgewanderten Ruthenen spielten anfangs die griechisch-katholischen Geistlichen aus der Altheimat eine bedeutende Rolle. 1888 (laut anderer Daten 1889) war Sándor Dzubay der erste, der nach Amerika ging und dort auf dem Gebiete der Organisierung griechisch-katholischer Kirchengemeinden eine große Arbeit leistete.³⁹ Bis Ende der 1890er Jahre wanderten relativ wenige Geistliche aus. Die erste größere Gruppe traf 1901 in den Vereinigten Staaten ein.

Die Lage der ersten griechisch-katholischen Priester war ziemlich schwierig, weil die römisch-katholische Kirche in Amerika die Geistlichen mit fremden Ritus, die verheiratet waren und Familie hatten, ziemlich ablehnend empfing. Die Regelung ihrer Lage, die Anerkennung ihrer Daseinsberechtigung bildeten für sie ein ständiges Problem. Nicht zuletzt ist es dem amerikanischen römisch-katholischen höheren Klerus — hauptsächlich irischer» Abstammung — zuzuschreiben, daß sich weder die griechisch-katholischen Priester, noch die Gläubigen aus kirchlichem Gesichtspunkt in das amerikanische Leben hineinfinden konnten und in ihren Reihen früher oder später die Orthodoxie ihr Haupt erhob, die — im Gegensatz zur griechisch-katholischen — als anerkannte Konfession galt.⁴⁰

Eine sehr interessante Gestalt der amerikanischen Geschichte der Ruthenen ist der griechisch-katholische Geistliche Elek (Alex) Tóth, der zur Orthodoxie übertrat und alsbald eine führende Gestalt der orthodoxen, panslawisti-

³⁹ G. KENDE: *Magyarok Amerikában* (Ungarn in Amerika). Bd. II. Budapest, 1927, sowie C. LAURISIN: *Az amerikai magyar görögkatolikus egyház története* (Geschichte der ungarischen griechisch-katholischen Kirche in Amerika). *Az Amerikai Magyar Népszava jubileumi díszalbuma*. 1909 (USA).

⁴⁰ Ebd.

schen Agitation in den Vereinigten Staaten wurde. Elek Tóth ist im Laufe der Zeit ein allgemein bekanntes führendes Mitglied der orthodoxen Kirche von Amerika geworden, noch 1940 stand seine Kirchengemeinde an der Spitze der orthodoxen Kirche von Amerika. Sein Grab in South Canaan ist ein bekannter orthodoxer Wallfahrtsort.⁴¹

Wie erwähnt, bildete für die ausgewanderten griechisch-katholischen Priester und Gläubigen die Ungeregeltheit ihrer kirchlichen Zugehörigkeit ein ständiges Problem. Ihre Beschwerden stießen in der Heimat Jahre hindurch auf taube Ohren, bis in den ersten 1900er Jahren die ungarische Regierung plötzlich sich dessen bewußt wurde, daß sie rasch handeln müsse. Dies hatte folgend Gründe: 1. das Erstarken der nationalen Idee im Kreise der Ausgewanderten; 2. die Kritik der Ausgewanderten an den gesellschaftlichen wirtschaftlichen und politischen Verhältnissen in Ungarn; 3. die moralische und materielle Unterstützung der slowakischen und ruthenischen Bewegungen aus den Vereinigten Staaten und 4. nicht zuletzt das Aufkommen der durch russische panslawistische Kreise verbreiteten Übertrittsbewegung dank der Rückwanderer.

Wie bereits erwähnt, begann die Regierung am Anfang des Jahrhunderts mit der sog. »vaticanischen Aktion«; deren organischer Teil ihre Tätigkeit in den Vereinigten Staaten war. Die Regierung entsandte »patriotische« Geistliche, brachte bedeutende materielle Opfer und bediente sich verschiedener Manöver, um unter den Ausgewanderten die »patriotische« Gesinnung aufrechtzuerhalten. Die führende Persönlichkeit der Regierungsaktionen war der berüchtigte Andor Hodobay, der 1902 als apostolischer Visitator hinausging, einige Jahre später aber nach vielen erfolglosen Versuchen ergebnislos heimkehrte.

Unter den in Amerika verstreut lebenden Ausgewanderten sorgten verschiedene Vereine für die ersten primitiven Fäden des Zusammenhaltens, die in den meisten Fällen auf kirchlicher Grundlage zustandekamen und hauptsächlich durch Versicherungstätigkeit und Krankenunterstützung gekennzeichnet waren.

Im Februar 1892 kam es in Braddock zur Gründung des griechisch-katholischen Ruthenen, Slowaken und Ukrainer aus Galizien umfassenden Verbandes. Die Organisation nahm den Namen »Соединение греко-католических братств« (Verband Griechisch-katholischer Vereine) an, der 1906 in »Соединение греко-католических русских братств« (Verband griechisch-katholischer russischer Vereine) geändert wurde. Etwa 250 griechisch-katholische Versicherungs und Unterstützungsvereine bildeten diesen Verband; von den Mitgliedern dieser Vereine waren 66% Slowaken, 33% Ruthenen und 1% Ukrainer aus Galizien. Ihre Amtssprache war bis

⁴¹ Пряшевица, vgl. Anm. 21.

1908 das Slowakische und das Russische erst von da an wurden auch Englisch Deutsch und Ungarisch als Amtssprache anerkannt.

Das Amtsblatt des Verbandes war das im März 1892 zu 34% in russischer, zu 66% slowakischer Sprache erscheinende Wochenblatt »Американский Русский Вестник« (Amerikanischer russischer Anzeiger).

1902, bei der Ankunft Hodobays umfaßte der Verband 274 griechisch-katholische Vereine mit etwa 10 700 Mitgliedern.⁴² Er bewahrte — trotz aller inneren Kämpfe — im allgemeinen die slowakischen und ruthenischen nationalen Traditionen und Bestrebungen, förderte zugleich den Zusammenschluß von Slowaken und Ruthenen, der 1918 seinen Höhepunkt erreichte, als sich die Karpatoukraine der Tschechoslowakei anschloß. Die Vorgeschichte dieser Entscheidung ist eng mit den gemeinsamen Bewegungen der nach Amerika ausgewanderten Ruthenen und Slowaken verbunden.

⁴² OL. ME. K-26. 1908. XXIII/c, ferner OL. ME. K-26. 1908. XXIII/c.

Политика Независимой партии мелких сельских хозяев в 1944—1948 гг.

И. Вида

Влияние вспыхнувшего в 1929 г. мирового кризиса перепроизводства в Венгрии сказалось в первую очередь в сельском хозяйстве. Кризис углубил переживавшиеся венгерским сельским хозяйством внутренние трудности, добавив к ним новые. Он затронул все слои сельского населения, включая значительную часть среднего, а также имущего крестьянства, но особенно тяжело — деревенскую бедноту. Быстро ухудшавшееся экономическое положение и обострение социальных противоречий привели в движение не только деревенскую бедноту, но и имущие слои крестьянства. Столкновение интересов господствующих классов — крупных капиталистов и крупных помещиков — с одной стороны, и крестьянства с другой, положило начало изменению поведения части имущего крестьянства; появились попытки ослабления «союза», заключенного с господствующими классами после подавления Венгерской советской республики, наметились стремления освободиться из под политического влияния господствующих классов и сближения с низшими слоями крестьянства. В то же время, однако, отношение к социалистическому рабочему движению продолжало оставаться враждебным. Главной целью имущего крестьянства было восставношение утерянного в начале 20 гг. политического влияния, с тем, чтобы таким путем обеспечить защиту своих материальных интересов. В результате политического движения, начавшегося по инициативе трудового крестьянства и охватившего народные массы и распространившегося на многие провинции, в первую очередь на области, расположенные за Тисой и на юге Задунайской области, 12 октября 1930 г. была образована Независимая партия мелких сельских хозяев. Ее программа, так называемая «бекешская программа», содержала мелкобуржуазно-реформистские цели, направленные к демократизации прогнившего элементами фашизма, консервативного режима Хорти, к оттеснению крупного капитала, а также к улучшению экономико-политических позиций мелкотоварного крестьянского хозяйства. Программа не содержала требования земельной реформы.¹

¹ I. VIDA: *A Független Kisgazda Párt 1930. évi békési programja* (Бекешская программа 1930 г. Независимой партии мелких хозяев.) Журнал *Történelmi Szemle* (Историческое Обозрение) 1967. № 1. стр. 75—100.

Демократическое крестьянское движение, в котором ведущую роль играли средние слои крестьянства и некоторые оппозиционно настроенные группы богатого крестьянства, вследствие террора господствующих классов, материальных трудностей, а также из-за собственных политических ошибок (замалчивание земельного вопроса, выступления против рабочего класса), вскоре потеряло свой первоначальный размах. Руководство Партией мелких хозяев перешло в руки элементов, представлявших помещиков и средние слои господствующих классов, оттесненные на задний план деревенские руководители — первоначальные инициаторы движения, все меньше были в состоянии осуществить свою волю. Партийное руководство постепенно оторвалось от крестьянских масс. После смерти (в 1932 г.) Гастона Гала — среднего помещика, человека субъективно честного, но придерживавшегося старомодных взглядов аграриев, руководителем партии стал Тибор Экхардт, бывший расистский политик (сторонник политики «защиты расы») в то время еще симпатизировавший с фашистскими стремлениями. Он сыграл большую роль в том, что Независимая партия мелких сельских хозяев (НПМСХ) в первой половине 30 гг. перешла на правые позиции, оказав молчаливую поддержку премьер-министру Дюлы Гёмбёша в его стремлениях ввести в Венгрии фашистский режим немецкого типа. После выборов 1935 г. — в силу ряда внешне- и внутривнутриполитических причин, главным образом, в результате общественного недовольства, вызванного ростом германской угрозы и самой программой Гёмбёша, направленной к полной фашизации страны, и не в последнюю очередь из-за злоупотреблений на выборах, положивших конец надеждам Партии мелких хозяев на избирательный успех — партия вынуждена была изменить свою политику: в области внешней политики, порвав с прежней линией безоговорочной поддержки пронемецкой ориентации, она начала искать связи с западными державами; во внутренней политике партия постепенно стала выступать против сил, стремившихся к полной фашизации страны — против Партии Национального Единства Гёмбёша, а затем и против националсоциалистического-нилашистского движения; партия начала уделять большее внимание нерешенным общественно-политическим проблемам, и прежде всего проблемам, волновавшим аграрную бедноту и мелкое крестьянство. (В 1937 г. для привлечения и организации аграрного пролетариата была создана Секция сельских рабочих, а в 1938 г. для того, чтобы нейтрализовать аграрную демагогию нилашистов, была опубликована широкая по форме, хотя и умеренная по содержанию программа земельных реформ.)² Несмотря на то, что во второй половине 30 гг. партия играла большую роль в политической жизни страны и стала руководящей силой левой буржуазной оппозиции, тем

² См.: E. BAJCSY-ZSILINSZKY: *Egyetlen út: a magyar paraszt* (Единственный путь: венгерский крестьянин). Будапешт (Бп.) 1938. стр. 126—130.

не менее вследствие нерешительности и непоследовательности Тибора Экхардта и высшего руководства партии, а также из-за неудачных политических акций руководства, она не смогла расширить свою массовую базу; она стала все больше терять влияние среди крестьянства. На выборах 1939 г., когда обстановка благоприятствовала господствующим классам и крайне правым, партия потерпела жестокое поражение; от нее отвернулась значительная часть ее сторонников. После возникновения мировой войны, НПМСХ не видя возможности продолжения прежней умеренно-демократической политики, и не желая создавать дополнительные трудности и осложнения для политики господствующих классов, ограничила всю свою политическую деятельность безопасными стенами парламента, сохранив, однако, при этом политическую независимость и организационную самостоятельность.

Руководящая верхушка партии мелких хозяйев, во главе которой после отъезда в США (в 1941 г.) Тибора Экхардта стал реформатский священник вице-председатель Золтан Тилди, осенью 1942 — весной 1943 гг. под влиянием сложившейся тогда военной обстановки, и в первую очередь разгрома немецко-фашистских войск под Сталинградом, нарушив многолетнее молчание, вновь активизировалась. Изменив предвоенную тактику борьбы «на два фронта», — которая была направлена с одной стороны против правых- и крайне правых сил, стремившихся к полной фашизации страны и к ее подчинению немцам, а с другой стороны, против коммунистического и социал-демократического рабочего движения, — партийное руководство повернув влево, взяла курс на сплочение антинемецких демократических сил, крестьянства и рабочего класса, а также прогрессивных элементов мелкой буржуазии, интеллигенции, и отдельных групп буржуазии в интересах создания демократической Венгрии и выхода из войны. Первым значительным результатом новой политической линии явился союз с социал-демократической партией, заключенный в июле 1943 г. За два десятилетия существования режима контрреволюции, это был первый случай политического сотрудничества между классовыми организациями рабочего класса и имущего крестьянства. Тем самым была пробита брешь в политической линии венгерских господствующих классов, стремившихся отделить и противопоставить друг другу два трудящихся класса. Мы с полным правом можем рассматривать этот исторический акт как первый серьезный признак распада консервативного политического режима хортистской эпохи.³

В силу своего оппортунизма, осторожности и связанности с определенными общественно-политическими кругами Партия сельских хозяйев не смогла руководить ходом событий; она несомненно переживала сдвиг влево,

³ I. PINTÉR: *Magyar kommunisták a Híler-ellenes nemzeti egységért* (Венгерские коммунисты за национальное единство в борьбе против Гитлера). Бп. 1968. стр. 241—267.

но без того, чтобы стать на путь радикализации. Союз с СДПВ не оказался достаточно эффективным, ибо он ограничивался довольно нерегулярными контактами партийных руководителей, а также некоторыми совместными выступлениями обеих партий в парламенте. Они не были в состоянии оказывать на господствующие классы давление «снизу» и принудить их к выходу из антисоветской войны. Партия мелких сельских хозяев осудила бессмысленное кровопролитие, войну и политику подчинения страны немцам, но не осмелилась обратиться к массам. Неудивительно, что правительство Каллаи могло позволить себе оставить без всякого внимания известный антивоенный меморандум Партии мелких хозяев, просто положив его под сукно. После оккупации Венгрии немцами в марте 1944 г., партия вынуждена была перейти на нелегальное положение. Тогда же произошёл новый поворот в политике партии. Сыграв активную роль в антигитлеровском движении сопротивления, она вместе с коммунистами и социал-демократами приняла участие в создании Венгерского фронта. Золтан Тилди и его сторонники, представлявшие буржуазное крыло движения сопротивления, добивались превращения коалиции НПСХ — СДПВ в политическое ядро движения. Отвергая левые, радикальные устремления, они попрежнему искали выход на путях законности, конституционности и парламентаризма. После путча Салаши (15 октября 1944 г.), однако, они поняли, что наступило время действовать. Руководители партии стали активно участвовать в подготовке антинемецкого национального восстания; Венгерский комитет национального восстания, однако, из-за политических, тактических и конспирационных ошибок, и не в последнюю очередь, из-за нацистского террора не мог выполнить поставленных перед ним задач.⁴

I

**Превращение Независимой партии мелких хозяев в массовую партию
«сборного типа» (Октябрь 1944 — ноябрь 1945)**

В критические дни осени 1944 г. партия мелких хозяев проявила несомненную способность к политическому самообновлению и тактической гибкости. То обстоятельство, что она была способна сотрудничать как с социал-демократами так и с коммунистами позволило ей присутствовать при рождении нового демократического строя в качестве члена Фронта независимости, образованного в освобожденных советскими войсками областях Восточной Венг-

⁴ I. PINTÉR: *A magyar Front és az ellenállás (1944. március 19—1945. április 4.)* (Венгерский фронт и сопротивление. (19 марта 1944 — 4 апреля 1945 гг.)). Бп. 1970.

рии, и придти к власти вместе с другими участниками фронта.⁵ Руководители партии верно поняли, что восстановление лежащей в развалинах страны, создание новой демократической Венгрии может быть осуществлено лишь на основе возможно более широкого национального сплочения. Поэтому они приняли политику национального единства и сплочения демократических сил, и присоединились к разработанной коммунистами антифашистской демократической программе Фронта независимости, настаивавшей на осуществление серьезных общественных реформ.⁶ Руководители партии поддерживали внешнюю и внутреннюю политику Временного национального правительства, одобряли разрыв с фашистской Германией и заключение перемирия. Они согласились с необходимостью участия в военных действиях по освобождению страны и приняли участие в создании национальных вооруженных сил. Несмотря на то, что в партии имелось серьезное расхождение в мнениях относительно сущности и темпов аграрных преобразований, она в конце концов все же приняла проект радикальной земельной реформы Национальной крестьянской партии и Венгерской коммунистической партии и содействовало осуществлению этой реформы.⁷

Лидеры Партии мелких хозяйев хотя и включились в работу по решению стоявших тогда перед народом задач, но были недовольны тем положением, которое занимала НПСХ в государстве. Они надеялись, что после окончания войны, какая бы в стране ни сложилась политическая ситуация, правительство будет сформировано Венгерским фронтом, которое будет опираться на блок НПСХ—СДП.

На самом деле, однако, ни Партия мелких хозяйев, ни Социал-демократическая партия не были подготовлены к экономической и политической реконструкции разрушенной войной страны. К моменту освобождения страны по настоящему одна лишь Коммунистическая партия обладала готовым к действию руководством, имевшим эффективную, основанную на точном анализе ситуации программу. Именно поэтому доля участия партии мелких хозяйев в новой демократической администрации оказалась сравнительно ограниченной, и Коммунистическая партия сумела захватить в свои руки инициативу почти во всех сферах общественной деятельности.

⁵ Венгерский Национальный Фронт Независимости не был простым продолжением Венгерского Фронта, а представлял собой по существу новый союз демократических сил, отличавшийся от своего предшественника классовым составом. Наряду с Партией мелких хозяйев в нем участвовали Венгерская коммунистическая партия, Социал-демократическая партия, Национальная крестьянская партия, а до июня 1945 г. также и Буржуазная демократическая партия.

⁶ Газ. *Kis Újság* (Киш Уйшар), 31 марта 1945 г.

⁷ F. DOXÁTI: *Egy elkészett program. (A Független Kisgazda Párt földreform-tervezete).* (Запоздалая программа.) (Проект земельной реформы Независимой партии мелких хозяйев) Журнал *Agrártörténeti Szemle* (Обозрение по аграрной истории), 1962. № 2., стр. 279—291.

Этим и объясняется, что во Временном правительстве партия мелких сельских хозяйств имела всего два министерских поста, а во Временном национальном собрании — лишь 55 мандатов из 230.⁸ В Национальных комитетах и в других народных организациях, а также в местных органах власти, созданных на паритетных началах на освобожденных территориях осенью 1944 — весной 1945 гг. за некоторыми исключениями она не располагала большинством. Участие различных партий в политических органах и в администрации объективно отражало сложившееся в эти месяцы соотношение политических сил.

Однако, руководство партий с самого начала стремилось к тому, чтобы изменить сложившееся в так называемый дебреценский период (декабрь 1944 — апрель 1945) соотношение сил, и добиться, — если не исключительного, то хотя бы более эффективного, чем раньше политического влияния. Единственно возможным путем перераспределения ролей в системе политической и административной власти казалось проведение новых парламентских выборов и победа партии мелких хозяйств на этих выборах. Поэтому главной тактической целью ее руководителей в это время было скорейшее проведение выборов народных представителей, и достижению этой цели была подчинена вся деятельность партии.⁹

Но для того, чтобы успешно участвовать на выборах, необходимо было прежде всего организовать массы и создать партийные организации.

В строительстве организации НПСМХ можно различать три этапа. На освобожденных от немецкого господства территориях, за Тисой, в междуречьи Дунай—Тиса, и на юге Задунайской области, создание организации началось уже в конце 1944 и в начале 1945 гг.; вскоре оно приняло значительный размах, что позволило партии в сравнительно короткие сроки завоевать большое влияние среди населения. На юге Задунайской области в организационном строительстве опередила своих партнеров по коалиции, включая и Коммунистическую партию. Быстрое укрепление позиций движения мелких хозяйств в указанных областях было связано с тем, что оно имело здесь серьезные традиции еще с довоенных времен; кроме того здесь проживало большая часть местных кадров НПСМХ, которые сразу же после завершения военных действий по собственной инициативе взяли на себя руководство организационной работой. В Будапеште организационная работа началась 18-го января, т. е. немедленно вслед за освобождением Пешта,

⁸ *Felszabadulás. 1944. szeptember 26—1945. április 4.* (Освобождение. 26 сентября 1944 — 4 апреля 1945 гг.) Документы. Бп., 1955. стр. 201—206. — НПСМХ в правительстве представляли преподаватель гимназии Янош Дьёндьёши и Иштван Вашари, бывший бургомистр Дебрецена; первый занял пост министра иностранных дел, а второй — министра финансов.

⁹ «Первую задачу венгерской политики я видел в проведении организации выборов» — подчеркивал Золтан Тилди в январе 1946 г. Протокол парламентской фракции Независимой партии мелких хозяйств. Копия. (Собственность автора.)

и к середине февраля 1945 г. уже во всех районах города действовали местные партийные центры. После полного освобождения страны начался новый подъем в организационном развитии партии мелких сельских хозяев. К тому времени уже были восстановлены и реорганизованы руководящие органы партии, которые в отличие от практики предыдущих лет централизовав всю организационную пропагандистскую и агитационную деятельность партии, вели ее на основе единых принципов. В апреле-мае 1945 г. ускорилось создание местных партийных организаций на западе Задунайской области, на Киш-Алфёльде (комитат Дёр и восточная часть комитата Шопрон), а также в северных и центральных комитатах. Опираясь на помощь своих сторонников, работавших в старой администрации и оставшихся на своих местах (не покинувших страну) и после изгнания немцев, и пользуясь поддержкой церковной и сельской интеллигенции, НПМСХ сумела в этих районах опередить рабочие партии, а в комитатах, расположенных вдоль западных границ — обеспечить себе на протяжении нескольких месяцев почти монопольное положение.

Организационное строительство партии мелких хозяев, как и других партий, в сущности завершилось уже к началу лета (июнь-июль) 1945 г. К этому времени она уже имела местные организации почти в каждом населенном пункте страны (80—85% от общего их числа), общая численность членов партии достигала приблизительно 600—800 тыс. Особенно большим влиянием партия пользовалась в Задунайской области, в междуречьи Тисы и Дуная и за Тисой.¹⁰

Параллельно с созданием организационных рамок партии мелких сельских хозяев происходило оформление и преобразование ее социальной базы. Наряду с крестьянскими слоями по разным причинам и мотивам к партии устремилась довольно значительная часть буржуазии и мелкой буржуазии, государственного бюрократического аппарата и интеллигенции.

Летом 1945 г. вслед за полным освобождением страны наступил новый этап народно-демократических преобразований. С военным поражением нацистской Германии закончилась война в Европе, завершилась борьба против фашизма. Одновременно с этим закончилось осуществление целого ряда демократических задач, и прежде всего уничтожение пережитков феодализма и системы крупнопомещичьего землевладения. В общем и целом

¹⁰ *Legyőzhetetlen erő. A magyar kommunista mozgalom szervezeti fejlődésének 50 éve* (Неодолимая сила. 50 лет организационного развития венгерского коммунистического движения. Бп., 1968.; I. FENÉK: *Politikai küzdelmek Dél-Dunántúlon. 1945—1946.* (Политическая борьба в южной части Задунайской области. 1945—1946.) Кандидатская диссертация. Рукопись; *Borsod-Abaúj-Zemplén megye története és legújabbkori adatai* (Новейшая история комитата Боршод—Абауй—Земплен.) Сборник материалов. Издание Исполнительного Комитета комитата Боршод—Абауй—Земплен. Мишкольц, 1970; A. LENCSEY—I. SÁRY—J. TIRNITZ: *Az élet megindulása a felszabadulás után Győr-Sopron megyében* (Начало восстановления в комитате Дёр—Шопрон.) Издание Исполнительного Комитета комитата Дёр—Шопрон. Дёр, 1970.)

было закончено создание нового аппарата государственной власти, в основном была реорганизована местная администрация, начала укрепляться центральная правительственная власть. Почти повсюду возникли органы местного самоуправления и народной власти, основанные на принципах демократии. Политическая структура страны приобрела почти законченные формы. Партии Венгерского фронта независимости прочно держали в своих руках политическую власть в стране. Стало признанным фактом, что только четыре партии являются членами коалиции. Правящая коалиция не имела в стране сколько-нибудь значительной серьезной оппозиции; мелкие политические партии и группы, поскольку их деятельность не была разрешена, распались.

Характерной чертой партийно-политической системы народной демократии было то, что партийно-политическая структура не вполне соответствовала социальному расслоению населения. Консервативно-либеральная крупная буржуазия, крупнопомещичьи элементы, различные группы «средних слоев» бывших господствующих классов, а также уцелевшие представители все еще функционировавшей государственной бюрократии, как и часть мелкой буржуазии не имея собственных политических организаций, пытались найти пристанище у партий правящей коалиции, и в первую очередь конечно, — у НПСХ. Вследствие этого сложилось такое положение, что в то время как социальный состав левых партий с классовой точки зрения был однородным, ибо включал в себя в основном промышленный и аграрный пролетариат, большую часть получивших землю крестьян, бедное и мелкое крестьянство, а также отдельные группы интеллигенции и мелкой буржуазии, партия мелких хозяев вербовала себе сторонников из самых различных слоев общества начиная от крестьян, впервые ставших владельцами небольших наделов, кончая крупнокапиталистическими элементами. Это означало, с одной стороны, что в масштабах всей страны состав политических партий не совсем точно отражал интересы классов, которых они представляли, а с другой стороны то, что общественно-политические противоречия разделяли скорее не коалицию и стоявшие вне ее рядов политические силы, а входившие в демократический блок партии, и даже группировки внутри самой партии мелких хозяев, представлявшей различные слои общества. Другой характерной чертой партийно-политической системы на этом этапе было наличие некоторых диспропорций во внутренней структуре Фронта независимости. Левые силы (по числу партий в коалиции) превосходили партию мелких сельских хозяев, что обеспечивало им решающее преимущество при вынесении экономических и политических решений, в то же время партия мелких сельских хозяев опережала их по численности своих членов и по влиянию в массах, причем превосходство ее в этом отношении продолжало быстро расти. Таким образом возникло противоречие, оказавшее влияние на весь процесс народно-демократических преобразований: политическое

влияние и роль левых партий в государственной власти внешне превосходили их массовую базу, в то же время политическое влияние и доля участия партии мелких хозяйев в государственном управлении формально не соответствовали расширению ее влияния в массах. Подобное развитие соотношения политических сил неизбежно должно было привести к политическим столкновениям.

В мае-июне 1945 г. партия мелких хозяйев постепенно придя в себя, развернув широкую и энергичную агитационную кампанию, сумел привлечь к себе внимание на всех уровнях политической жизни страны. Между членами правительственной коалиции возникла напряженность, началась — сперва едва заметное — политическое обособление отдельных партий коалиции. Возникли разногласия в определении и осуществлении задач, ставших на повестку дня после разгрома германского фашизма и ликвидации системы крупнопомещичьего землевладения; разногласия касались также сущности и характера борьбы с остатками старого режима. Все это уже в начале июля 1945 г. привело к кризису Фронта независимости, который, однако, удалось преодолеть сравнительно быстро благодаря усилиям Коммунистической партии. Временное правительство было преобразовано, из кабинета были удалены более консервативно настроенные политики, а их места заняли лица, близко стоявшие к демократическим кругам.¹¹

В августе-сентябре 1945 г. в центре венгерской политической жизни находилась подготовка к парламентским выборам. Проведение их стало необходимым в равной мере как по внешне-политическим, так и по внутри-политическим причинам. Решение Ялтинской конференции держав антигитлеровской коалиции предписывало проведение демократических выборов в странах, являвшихся ранее союзниками нацистской Германии, т. е. и в Венгрии. По предложению Союзной контрольной комиссии парламентские выборы в Венгрии были назначены на осень 1945 г.¹² Венгерское правительство было серьезно заинтересовано в соблюдении ялтинского соглашения: оно должно было доказать державам—победительницам и соседним странам, что в Венгрии произошли значительные изменения, что демократия здесь имеет прочную почву, и может рассчитывать на серьезную поддержку масс.

В то же время и сама внутренняя обстановка делала необходимым скорейшее проведение выборов. Ухудшавшееся экономическое положение

¹¹ 21 июля 1945 г. министром снабжения вместо хортистского генерала жандармерии Габора Фараго стал левый социал-демократ Шандор Ронаи, министром юстиции вместо Агоштона Валентини стал примыкавший к левому крылу СДП Иштван Рис, министром финансов — вместо Иштвана Вашари представитель Партии мелких хозяйев — Имре Олтвани. Газ. *Szabad Nép* (Свободный Народ), 22 июля 1945 г.

¹² Председатель СКК маршал Ворошилов 16 августа 1945 г. сообщил венгерскому правительству о решении СКК провести парламентские выборы в Венгрии осенью 1945 г. См.: *Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers. 1945. Volume IV. Europe.* U.S. gov. Printing Office. (В дальнейшем: *Foreign Relation IV.*) Вашингтон, 1968. Стр. 851—859.

страны, усилившаяся инфляция, все это требовала устранения из государственной жизни неустойчивости, упрочения народно-демократического строя, и консолидации политической жизни вообще. Необходимо было также покончить с внутренней политической напряженностью, которая была связана с тем, что в результате проведенных в июле перестановок в кабинете и в органах власти произошло дальнейший сдвиг влево, в то время как в соотношении классовых сил вследствие активизации представителей бывших господствующих классов, государственной бюрократии, отдельных групп средних слоев, а также значительной части среднего и богатого крестьянства, произошли изменения иного характера. Выборы же открывали возможности для нового перераспределения ролей в политической и правительственной власти, и именно потому они приобрели чрезвычайно важное политическое значение. Демократические выборы проводились в два этапа; генеральному сражению предшествовали выборы органов городского самоуправления в Будапеште, рассматривавшиеся в известной степени в качестве предварительной репетиции и приобретения опыта. Ко всеобщему удивлению на этих выборах, состоявшихся 7-го октября 1945 г. абсолютное большинство завоевала Партия мелких хозяев, шансы которой до этого не высоко котиrowались. Она получила 295 187 голосов из 587 629 поданных голосов, т. е. 50,54%. Избирательный блок двух рабочих партии — Единый блок трудящихся — получил 249 711 (42,77%) голосов.¹³ После этого левые силы попытались сдержать наступление НПСХ, выдвинув предложение о предварительной реорганизации правительства независимо от результатов предстоящих выборов и о создании избирательного блока всех коалиционных партий. Однако ввиду протеста западных держав¹⁴ и сопротивления правого крыла партии мелких сельских хозяев левым не удалось добиться принятия этого предложения. Поддержка правых буржуазных кругов, и в первую очередь реакционных руководителей церкви принесли Партии мелких хозяев на парламентских выборах 4-го ноября внушительную победу: за нее было подано абсолютное большинство голосов: 2 697 503 из 4 730 409 признанных действительными бюллетеней, т. е. 57,03% всех голосов. Выступавшая самостоятельно СДП получила 833 314 голоса (17,41%), КПВ — 802 122 (16,95%). За Национальную крестьянскую партию было подано 325 284 (6,87%) голосов, остальные голоса распределились между более мелкими партиями: Буржуазно-демократическая партия собрала 76 424 голоса (1,62%), Венгерская радикальная партия, провозглашавшая

¹³ K. LENGYEL: *Összefoglaló statisztikai jelentés a vezető pártok helyzetének alakulásáról Nagy-Budapest területén az 1945. évi községi és országos választásokon. Kézirat gyanánt* (Обобщающий статистический обзор о динамике участия ведущих партий на муниципальных и всеобщих парламентских выборах 1945 г. на территории Большого Будапешта.) На правах рукописи. стр. 19.

¹⁴ *Foreign Relation*. IV. Стр. 890—898.

буржуазно-радикальные идеи — 5 762 (0,12%). В соответствии с этими результатами из 409 парламентских мандатов 245 получила НПМСХ, 70 — КПВ, 69 — СДП, 23 — НКП, и 2 мандата — БДП.¹⁵

Победа на выборах Партии мелких сельских хозяев создала новую ситуацию в общественной и политической жизни страны. Итоги выборов показали, что завершился процесс превращения НПМСХ в массовую партию «сборного типа»; партия превратилась в политическую организацию, представлявшую общественные классы и слои с самыми различными, и даже противоречивыми интересами. Социальная структура НПМСХ напоминала структуру правительственных партий старого режима, но на самом деле эта была массовая партия иного типа. В то время как основу традиционных правительственных партий старого режима составлял союз крупного капитала с крупнопоместным землевладением, к которому время от времени присоединялись отдельные слои средних слоев господствующих классов, массовую базу НПМСХ продолжали составлять широкие демократические слои крестьянства. До освобождения страны, особенно во второй половине 30 гг., Партия мелких сельских хозяев представляла собой «единую» политическую организацию различных слоев крестьянства; в отдельных провинциях, в зависимости от местных социальных и политических условий, своих членов она вербовала из сельскохозяйственных рабочих, бедных крестьян, или же из богатых крестьян. Основую массу, однако, составляло среднее крестьянство, которое и задавало тон в партии. (Владельцы капиталистических крестьянских хозяйств размером свыше 50 хольдов, как правило, с некоторыми отклонениями в отдельных местах, всегда поддерживали правящую партию.) Народно-демократические преобразования, начавшиеся после освобождения страны и земельная реформа не коснулись традиционного слоя мелких хозяев, и поэтому социальная база партии в провинции не претерпела каких-либо изменений. Численный рост партии происходил, с одной стороны, за счет получивших в результате реформы землю неимущих и бедных крестьян, видевших в партии защитницу своей собственности, а с другой стороны, за счет тех правых групп богатого крестьянства, которые стали ориентироваться в сторону крестьянской демократии. К этому мелкобуржуазному ядру НПМСХ присоединились, вернее пытались в него проникнуть, остатки бывших господствующих классов. Однако Партия мелких хозяев и до войны не была чисто крестьянской партией, хотя в целом и представляла его, но и тогда в известной мере она носила на себя черты партии «сборного типа». Будучи партией оппозиции, она время от времени принимала в свои ряды некоторые оппозиционные, но не влиятельные и не игравшие решающей роли группы крупных помещиков, а также подобного же типа группы — главным

¹⁵ *Az MSZMP KB Pártúőrténeti Intézetének Archivuma.* (Архив Института истории партии при ЦК ВСРП. — В дальнейшем: АИИП.) Ф. 283. Статистика Фараго.

образом ориентировавшиеся на Запад крупной буржуазии. В ходе войны усилились связи партии с капиталистическими кругами. Были налажены контакты даже с Союзом венгерских промышленников — ведущей организацией крупного капитала. В то же время до войны партия никогда не имела влияния в кругах государственного аппарата, интеллигенции, городской, и в первую очередь столичной мелкой буржуазии.

Изменения в массовой базе НПСХ после освобождения привели к тому, что она привлекала к себе либерального толка прозападные группы, ставшие рупором остатков бывшей финансовой буржуазии. Вместе с тем она завоевала симпатии и поддержку средних слоев, и в первую очередь, бюрократического государственного аппарата и буржуазной интеллигенции, серьезно усилив таким образом свое влияние в кругах мелкой городской буржуазии.

После освобождения страны НПСХ стала одной из самых значительных партий правящей коалиции, но то была уже иная партия, не похожая на правительственные партии старого типа. Это впрочем подтверждается и отношением друг к другу политических течений внутри самой партии. С выборами завершился процесс складывания течений внутри партии. На левом крыле расположилась возглавлявшаяся Дюлой Ортутаи и Имре Олтвани группа буржуазной интеллигенции а также группа сельскохозяйственных рабочих во главе с Иштваном Доби. По своим политическим взглядам обе эти группировки стояли весьма близко к Коммунистической партии; народная демократия, которая бы сильно ограничила власть крупного капитала — таков был их политический идеал. Они могли рассчитывать в первую очередь на поддержку прогрессивной интеллигенции и некоторых слоев бедного и мелкого крестьянства. Основу правого крыла Партии мелких хозяев составляли представители крупной буржуазии, бюрократического аппарата, часть буржуазной интеллигенции, а также капиталистическое богатое крестьянство. Их общественно-политическим идеалом был более либеральный, чем хортистский, режим, похожий на буржуазную демократию западного типа; политической идеологией их являлся буржуазный либерализм, вернее его консервативный вариант, приспособленный к венгерским условиям. Центр представляла крестьянская группировка, возглавлявшаяся триумвиратом Ференц Надь — Бела Ковач — Бела Варга, которая представляла прежде всего интересы желавшего капиталистического развития среднего и богатого крестьянства, но она поддерживала также требования и других крестьянских слоев. В результате выборов усилился крестьянский (имущих крестьян) центр партии; более чем половину ее депутатов в парламенте составляли крестьяне. Сторонники Ференца Надя пользовались в провинции наибольшей популярностью.

Чем же объясняется этот значительный успех партии мелких сельских хозяев на выборах? Прежде всего тем, что в борьбе против рабочего класса

буржуазия с верным классовым чутьем стремилась не к распылению, а к объединению сил. Большую роль в этом сыграла заведомо ложная оценка политической обстановки, результатом которой явились опасения и нервозность некоторых кругов по поводу возможности немедленного захвата власти рабочим классом. Партия мелких сельских хозяев таким образом стала сборным пунктом, местом интеграции всех буржуазных элементов, ибо другой значительной буржуазного типа партии в Венгрии в это время не было. Соглашение о перемирии запретило старые правительственные и крайне-правые партии, парламентская демократия в Венгрии была ограниченной, из-за отсутствия при старом режиме партий, которые могли бы сменить правящую, венгерские господствующие классы не имели другой политической организации, которая могла бы считаться в одно и то же время и либеральной и оппозиционной. В избирательном успехе НПМСХ сыграло свою роль и то обстоятельство, что ведущие демократические партии после освобождения не допустили образования новых политических организаций. Партия мелких сельских хозяев была способна играть роль «сборной партии» и потому, что при режиме контрреволюции, особенно во второй половине 30 гг., она выполняла две функции. С одной стороны она компенсировала — хотя и в незначительной степени — отсутствие «либеральной» политической организации, защищая интересы стремившегося к независимости прозападного крыла финансового капитала, с другой стороны, она в целом продолжала оставаться демократической партией крестьянства, выражавшей интересы имущих крестьян, — хотя и в осторожной и умеренной форме — и даже, причем неоднократно, поддерживала требования сельской бедноты. Своей победой на выборах НПМСХ была обязана главным образом крестьянским массам, которые считали ее своей собственной политической организацией и демократической партией, которая не только обещала ликвидировать старый антинародный режим хортистов, но и готова защищать их собственность в случае дальнейших революционных преобразований.

Другая причина избирательного успеха НПМСХ состояла в том, что руководители поняли: они могут обеспечить собственное существование и конкурировать с партиями рабочего класса лишь в том случае, если сумеют сплотить вокруг себя, — в известной мере независимо от политических убеждений — все слои собственников. И это их стремление нашло понимание и сочувствие в кругах собственников. Руководство партии разработало избирательную тактику и методы агитации, которые лучше соответствовали тогдашним венгерским условиям, а также уровню политической зрелости — точнее: незрелости — масс. Партия умело осуществила эти тактические установки. Во время предвыборной кампании она, с одной стороны ставила вопросы самого общего характера, — такие как капитализм или социализм, демократия или диктатура, — с другой же стороны, гораздо большее внимание она уделяла повседневным проблемам: общественное снабжение, проблема

очередей и т. п. В противоположность партии рабочего класса, прежде всего ВКП на первый план выдвинули важные политические вопросы борьбы против реакции, восстановления, борьбы против инфляции), т. е. такие вопросы, значение которых в силу ряда исторических причин не было тогда в достаточной мере понятно массам.

Немаловажную роль в победе мелких сельских хозяев сыграла также поддержка церкви.

В результате парламентских выборов и формирования вслед за тем в ноябре 1945 г. кабинета З. Тилди¹⁶ произошло новое перераспределение ролей в структуре власти. В сфере законодательной власти левые партии лишились того преимущества, которое они имели во Временном национальном собрании, в парламенте партией большинства стала НПМСХ. Этот поворот однако не коснулся в той же мере исполнительной власти. Несмотря на то, что в правительстве возросло влияние Партии мелких хозяев, ей удалось получить половину министерских портфелей, международная обстановка и тяжелое внутреннее положение страны делали необходимым сохранение коалиции. Разнородность социального состава руководства партии в свою очередь также заставляла его лидеров к сохранению коалиционного правительства. Противоречие, существовавшее ранее между левым большинством высших органов власти с одной стороны и сдвигом вправо в соотношении классовых сил с другой, осенью 1945 г. хотя и сгладилось, но противоречие отнюдь не исчезло.

Таким образом сложилось к осени 1945 г. в Венгрии такое соотношение классовых сил, и такая политическая структура власти, которая существенно отличалась от соотношения классовых сил и структуры политической власти в соседних странах Юго-Восточной Европы. Здесь правые силы в массе своей сосредоточивались внутри коалиции, в то время, как в соседних странах они оставались вне коалиции национальных сил. В Румынии Национальная крестьянская партия Маниу, как и Национальная либеральная партия Братиану к тому времени уже не являлись членами Румынского Фронта независимости, и представляли собой оппозицию в отношении к правительству П. Гроза. В Болгарии Аграрная партия хотя и продолжала входить в Отечественный фронт, правое крыло партии во главе с Н. Петковым и его сторонниками выйдя из партии перешли в оппозицию. В Югославии в Народный фронт входили только левые силы, в Польше Миколайчик и Витош вышли из Крестьянской партии, которая играла большую роль в правительстве, но находилась под коммунистическим руководством, и собрались образовать собственную самостоятельную партию. Из правительства, однако, Миколайчик не ушел. Таким образом в то время как в Венгрии

¹⁶ Правительство Тилди было приведено к присяге 15 ноября 1945 г. Партия мелких хозяев получила половину из 18 министерских портфелей, в руках коммунистов помимо министерства внутренних дел, остались важнейшие экономические министерства.

в национальной коалиции были представлены как левое, так и правое крыло народной демократии, и политическая дифференциация происходила внутри самой коалиции, в соседних странах (народные) фронты независимости охватывали лишь левые силы, поскольку правые, не представлявшие серьезную силу, покинули ряды коалиций частично по собственной инициативе, или же были вынуждены сделать это. Ни в одной из соседних стран не была создана такая мощная, сборного типа партия, какой являлась Независимая партия мелких хозяйев, и это была одной из своеобразных черт венгерских условий. Крестьянские партии существовали в соседних странах, но в политической жизни своих стран они не играли далеко такую роль, какую здесь играла НПМСХ; к тому же с внутренней дифференциацией, выделение правого и левого крыла в этих партиях процесс зашел дальше, чем здесь, в НПМСХ. Все это означало, что в Венгрии процесс поляризации политических сил, разрыв между силами, представлявшими противоположные классовые интересы, происходил не в тех масштабах, как у наших соседей. Все эти процессы у нас развивались в рамках самой коалиции. Однако дальнейшая дифференциация классовых сил и у нас не заставила себя долго ждать.

II

Провал попыток Партии мелких сельских хозяйев захватить власть

(Ноябрь 1945 — декабрь 1946 г.)

В последующие вслед за выборами месяцы на почве все более ухудшавшегося экономического положения социальные и политические противоречия еще более обострились. Активизировалась деятельность остатков венгерских господствующих классов; бюрократия поддерживала любую акцию, направленную к ликвидации завоеваний народной демократии, стараясь при этом вытеснить из государственного аппарата всех новых людей, и в первую очередь — коммунистов. Пострадавшие от земельной реформы богатые и имущие крестьяне, обладавшие ранее участками земли свыше 200 гектаров, а также часть помещиков, оставшихся в стране, сочли момент благоприятным для того, чтобы развернуть наступление с целью возвращения конфискованной у них собственности. В кругах мелкой буржуазии и буржуазной интеллигенции царили смута и политическая беспомощность. Усилилось недовольство народных масс: в Будапеште и на некоторых промышленных предприятиях провинции имели место забастовки, во время которых выдвигались главным образом экономические требования.¹⁷ Ощущавшаяся в деревне напряженность была вызвана спорами вокруг земельного

¹⁷ М. НАБУДА: *A magyar szakszervezetek a népi demokratikus forradalomban.* (Венгерские профсоюзы в народно-демократической революции). Бп., 1971, стр. 127—141.

вопроса и затяжкой закрепления земельных участков за их новыми владельцами.

Политическое положение характеризовалось прежде всего тем, что Партия мелких хозяйев имея в активе избирательную победу, стремясь перехватить политическую инициативу у левых, перешла в наступление во всех сферах общественно-политической жизни. Активизировала свою деятельность прежде всего правое буржуазное крыло партии. Войдя в связь друг с другом различные группировки правых разработали проекты программ, с тем, чтобы подготовить объединение всех правых сил, включая и тех, которые находились вне Фронта независимости. Приостановить процесс дальнейших демократических преобразований, изменить внутреннюю структуру правительственной коалиции, ликвидировать народные органы, деятельность которых выходила за рамки буржуазной демократии (национальные и фабрично-заводские комитеты, комитеты по осуществлению раздела земли), усилить англосаксонскую ориентацию внешней политики страны¹⁸ — такова была цель правых. Они развернули борьбу — правда безуспешно — против обобществления угольных шахт и провозглашения республики. Больше всего они добивались «пропорционального» перераспределения постов в полиции и государственном аппарате между партиями, и так, где было только возможно — например, в Задунайской области — пытались самовольно проводить в жизнь эту свою программу. Из-за сопротивления правых групп в течение многих недель не удавалось партиям коалиции согласовать текст законопроекта о защите республики.

Крестьянский центр Партии мелких сельских хозяйев, поддерживавший лозунги правых о пропорциональном распределении функций в государственном аппарате, о захвате контроля над демократической полицией и об оттеснении на задний план рабочих организаций, основное свое внимание уделял на осуществлении аграрных требований партии; им было выдвинуто предложение об учреждении представительного сельскохозяйственного органа, который бы служил интересам слоя собственников в деревне. По указанию Белы Ковача был подготовлен проект закона об изменении закона о земельной реформе, который предусматривал возвращение прежним владельцам помещичьих и кулацких земель размером до 100 хольдов, которые в нарушение закона о реформе были захвачены бедняками осенью 1945 г.; законопроект кроме того, должен был предупредить возможность дальнейшего раздела земли.¹⁹

¹⁸ См. об этом номера рупора правого крыла — газеты *Kis Újság* за ноябрь-декабрь 1945 и январь 1946 гг., а также: Dr. J. NÉMETHY: *A Kisgazdapárt útja* (Путь Партии мелких хозяйев.) Рукопись. Том. 1—2. Государственная библиотека им. Сечени. Отдел коллекций.

¹⁹ Газ. *Kis Újság*, (27 января 1946 г. См. также: S. SZAKÁCS: *Földosztás és agrár-fejlesztés a magyar népi demokráciában* (Раздел земли и аграрное развитие в венгерской народной демократии.) Бп., 1964, стр. 51—57.

Партии мелких хозяйев, однако, несмотря на победу на выборах, не удалось захватить политическую инициативу, с одной стороны потому, что у нее не было ни законченной и ясной программы, ни решительного и твердого руководства — а в узкой руководящей верхушке, наоборот, после провозглашения Республики даже обострились личные взаимоотношения, например борьба между Золтаном Тилди и Ференцем Надь за пост президента республики,²⁰ с другой стороны потому, что именно в это время под руководством Коммунистической партии началось наступление левых сил.

Сложившаяся социально-политическая ситуация, а также усиление недовольства народных масс побудили Коммунистическую партию пересмотреть свою тактику, ибо первоначальный план, ее расчет на то, что путем проведения в жизнь демократической программы правительства Тилди удастся вызвать раскол в лагере правых, не увенчался успехом. Во второй половине января 1946 г. партия приступила к подготовке и осуществлению широкого наступления левых сил. Его политическая задача заключалась, с одной стороны, в том, чтобы задержать дальнейшее продвижение вперед правых сил, подорвать сложившийся внутри Партии мелких хозяйев антикоммунистический блок, отделить опиравшееся на мелкое и среднее крестьянство крестьянский центр партии от ее правого крыла, представлявшего интересы крупной и средней буржуазии, бюрократии и богатого капиталистического крестьянства, а с другой стороны, — ограничить влияние НПМСХ на массы, вывести мелкую буржуазию, и в первую очередь мелкое и среднее крестьянство из-под идеологического и политического влияния крупной буржуазии, и нейтрализовать его. В экономической области коммунисты добивались стабилизации хозяйственного положения страны, прекращения инфляции, защиты земельной реформы, также очищения государственного аппарата от реакционных элементов и его демократизации. ВКП разработала специальную экономическую программу, которая наряду с конкретными мерами по оздоровлению экономической жизни, предусматривала также целый ряд мер, имевших целью уже ликвидацию капиталистической собственности; так, в ней предлагалось осуществить в соответствии с программой Фронта независимости, принятой осенью 1944 г. национализацию минеральных и сырьевых ресурсов, электростанций, передать в управление государства крупные промышленные предприятия — Ганц, МАВАГ, Римамурань —, введение государственного контроля над ведущими финансовыми учреждениями.²¹ Руководство СДП также поддержало эту про-

²⁰ 1 октября 1946 г. Венгрия была провозглашена республикой. Президентом республики стал Золтан Тилди, главой кабинета — Ференц Надь. Он же стал фактическим руководителем НПМСХ вместо З. Тилди.

²¹ *A Magyar Kommunista Párt és a Szociáldemokrata Párt határozatai 1944–1948* (Резолюции Венгерской коммунистической партии и Социал-демократической партии. 1944–1948.) — В дальнейшем: Резолюции ВКП и СДП. Бп., 1967, стр. 176–177, 204–211.

грамму. С целью осуществления экономических и политических целей коммунистов в феврале-марте 1946 г., под руководством ВКП и других левых партий по всей стране, особенно в областях, расположенных за Тисой и между Дунаем и Тисой, произошли мощные народные выступления. В городах и деревнях состоялись сотни митингов, собраний, манифестаций, на которых их участники выражали свою преданность народной демократии и протестовали против политических махинаций, направленных к пересмотру результатов земельной реформы; во многих местах из администрации удалялись старые реакционные чиновники.²²

Одновременно с этими народными движениями ВКП организовала наступление и в сфере государственной политики. Руководители партии передали премьер-министру Ференцу Надь текст экономической программы партии, с тем, чтобы правительство как можно скорее обсудило и осуществило ее. 5-го марта ВКП, СДП, НКП, а также профсоюзы образовали левый блок, который спустя два дня в центре Будапешта на многолюдном митинге, устроенном на Площади Героев, во всеуслышание заявил, что настаивает на немедленном принятии требований рабочих партий. Партия мелких сельских хозяев, в которой ослабление ее позиций как партии большинства и упадок ее авторитета, а еще больше выступления народных масс, вызвали серьезные внутренние потрясения, после длительной внутренней борьбы, в результате личного вмешательства президента республики Золтана Тилди, и под давлением левого крыла партии 12 марта наконец присоединилась к требованиям левых сил. Партия дала свое согласие на проведение в жизнь программы национализации, предложенной Фронтом независимости, а также на передачу в государственное управление крупных предприятий тяжелой промышленности, и на введение государственного контроля над банками. Она заверила своих партнеров по коалиции в своей поддержке требований левых относительно завершения земельной реформы и чистки государственного аппарата. Партийное руководство исключило из НПМСХ группу буржуазных политиков во главе с Дежё Шуйоком и Иштваном Вашари, которые стали рупорами правых буржуазных элементов и затрудняли своими действиями сотрудничество коалиционных партий.²³ Наряду с этим были проведены также некоторые другие мероприятия: из редакции центрального органа партии, газеты «Киш Уйшаг» удалили правого консервативного деятеля Дюлу Дежёфи, было смещено правое руководство фракции НПМСХ

²² J. MOLNÁR: *A munkás- és paraszttömegek harca a Kommunista Párt vezetésével a reakció ellen (1945. október—1946. március). Tanulmányok a magyar népi demokrácia történetéből* (Борьба рабочих и крестьянских масс под руководством Коммунистической партии против реакции. Октябрь 1945 — март 1946 гг. — «Из истории венгерской народной демократии».) Бп., 1955, стр. 291—373.

²³ Ответ на пожелания Левого Блока. 12 марта 1946 г. За подписью Ференца Надя. АИИП., ф. 285,2/9; Газ. Kis Újság, 13 марта 1945 г.; V. NAGY: *Októbertől októberig. Emlékiratok — önéletrajz* (От октября до октября. Воспоминания- автобиография.) Нью-Йорк, 1962, стр. 298—299.

столичного муниципалитета, сняв свои прежние поправки руководство партии дало свое согласие на утверждение законопроекта о защите демократии.²⁴

Наступление сил, боровшихся за проведение радикальных общественных преобразований при широкой поддержке трудящихся масс, приведшее к благоприятному для левых разрешению мартовского кризиса, увенчалось крупным успехом. Прежде всего удалось отстоять фундаментальные завоевания народно-демократической революции, ликвидировать феодального происхождения систему крупнопомещичьего землевладения, и сохранить народные органы, представлявшие непосредственную форму осуществления демократии; официальное признание получили заводские комитеты, являвшие собой конституционное учреждение по осуществлению рабочего контроля над капиталом. Соглашение от 12 марта 1946 г. способствовало дальнейшему развитию народной демократии и ограничению экономического и политического влияния крупного капитала в Венгрии, дало возможность приступить к чистке государственного аппарата и созданию нового, соответствовавшего характеру власти государственного механизма. А закон о защите республики от 1946 г. (ст. VII.) обеспечил законные гарантии укрепления новой народной власти.

Левым партиям удалось остановить дальнейшее продвижение вперед и активизацию остатков венгерских господствующих классов, бюрократии и имущих слоев крестьянства; они сумели также пресечь рост проявляющихся в средних слоях, хотя и не слишком сильные, правые тенденции. Очищение при помощи так называемых народных приговоров местных органов власти и государственного аппарата от консервативно настроенных элементов, значительно ослабило общественные позиции также и низших категорий государственной бюрократии. Правое крыло НПМСХ потерпело временное поражение; его дальнейшее продвижение вперед замедлилось; ведущие группировки, задавшие тон в правом крыле партии не имели ни времени, ни возможности сплотиться в единой организации и установить связи со всеми правыми силами как внутри, так и вне коалиции.

Вместе с тем ВКП, в сущности, пока еще не удалось достичь одной из главных своих целей — подрыва массовой базы Партии мелких сельских хозяйев и отделения от консервативного крыла партии крестьянско-демократического крыла. Хотя популярность НПМСХ и несколько уменьшилась — в первую очередь среди слоев принадлежавших к бывшим средним классам, а местами (за Тисой, главным образом) в самой начальной форме началось некоторое брожение — все же от нее не удалось оторвать сколько-нибудь значительные массы. Причина заключалась прежде всего в том, что в последующие после выборов месяцы углубление внутренних противоре-

²⁴ Kis Ujság., 13, 27 марта 1946 г., газ. Szabadság (Свобода), 21, 27 марта 1946 г.

чий венгерского общества, поляризация противоположных интересов различных классов, равно как отражавшая эти процессы дифференциация политических течений происходили чрезвычайно медленно. Этому способствовал ряд обстоятельств, и в первую очередь тяжелое экономическое положение и послевоенная разруха, а также то, что возрождение буржуазии (восстановление ее классовых позиций) произошло лишь в незначительной мере, а экономическая мощь крупного капитала была ограничена определенными рамками. К тому же в деревне еще недостаточно были остры социально-политические противоречия, вследствие чего левым силам не удалось повернуть против богатого крестьянства бедноту и большую часть получивших землю крестьян, ослабить узы, связывавшие средние слои крестьянства с кулаками. Начатое богатым крестьянством наступление с целью возвращения отнятых земель не приобрело более значительных масштабов, и новые земельные собственники в массе своей не испытывали серьезных опасений за судьбу своих участков, хотя и продолжала существовать известная неясность в отношении юридического оформления их прав на владение полученных наделов.

Само соотношение классовых сил в то время было таким, что противоположность интересов различных групп внутри Партии мелких хозяйев только лишь начинала проявляться. Находившиеся на платформе буржуазной демократии руководители Партии мелких хозяйев, понимавшие, что угроза новому политическому строю исходит со стороны остатков нилашистов и других фашистских групп, справедливо считали, что сплочение демократических партий позволит в течение нескольких минут подавить любые попытки реставрации хортистского или фашистского режима. Возглавлявшие партию крестьянские деятели стремились привлечь к себе буржуазные слои, включая представителей крупного капитала и обеспечить их участие в восстановлении страны. Они не понимали, что тем самым волей-неволей они сами становятся прислужниками крупной буржуазии, точно также они явно недооценили паличия крупно-капиталистической опасности внутри НПСХ. И в отношении тактических целей и задач не было существенного различия между крестьянской и буржуазной политической линиями внутри партии. Не было серьезных политических разногласий между правой буржуазной оппозицией во главе с Шуйоком и Вашари с одной стороны, и между триумвиратом Ференц Надь—Бела Ковач—Бела Варга, с другой; и разрыв между ними произошел лишь под давлением левого крыла партии и по требованию рабочих партий. В течение февраля-марта 1946 г. произошел некоторый поворот в соотношении классовых сил: сдвиг вправо приостановился, и политическая обстановка в целом обнаруживала скорее тенденцию к полевению. Временно усилилось и укрепилось сотрудничество рабочих партий с Национальной крестьянской партией, объединявшей сельскую бедноту. Венгерская коммунистическая партия вернула былую популярность, рас-

ширив свое влияние не только среди масс пролетариата, бедного и мелкого крестьянства, но и в кругах городской мелкой буржуазии и интеллигенции. Однако классовый характер и структура политической власти не изменились; более того, сложилось даже своего рода кажущееся равновесие.

В том, что весной 1946 г. социалистические рабочие партии и выступавшая вместе с ними Национальная крестьянская партия одержали лишь временную победу, и в том, что позднее результаты мартовского успеха реализовались с трудом, наряду с вышеупомянутыми сыграли свою роль также и некоторые другие факторы.

Поздней осенью 1945 г. и ранней весной 1946 г. наступило известное ослабление международной напряженности. В апреле в Париже началось совещание министров иностранных дел, целью которого была подготовка текстов мирных договоров с нацистской Германией и бывшими ее союзниками для предстоявшей мирной конференции. Заключение мирных договоров, которые должны были ознаменовать завершение второй мировой войны, имело исключительно важное значение не только для побежденных стран, но в сущности для всех государств Европы; от этого зависело, будет ли на континенте мирная, спокойная обстановка, или наоборот, возникнут новые очаги напряженности. До тех пор, пока великие державы не приняли окончательного решения (в отношении судьбы стран, проигравших войну), в международной обстановке явственно ощущались признаки неустойчивости и неуверенности.

Парижская конференция министров иностранных дел оказала большое влияние и на политическую жизнь Венгрии; с одной стороны, она приглушила политические противоречия в стране, а с другой стороны, она породила полное внутренней напряженности ожидание. Ликвидация мартовского кризиса 1946 г. и введение ограничений на деятельность крупного капитала не оказали непосредственного воздействия на устранение хозяйственных трудностей. Несмотря на принятые меры, инфляция в марте-апреле вновь усилилась. Полное расстройство финансовых дел, однако, затронула не только рабочих, и получивших землю неимущих крестьян, но и слои мелкотоварных производителей, которым до этого обесценение денег приносило известную выгоду.²⁵ Ухудшавшееся экономическое положение ставило под угрозу успехи, завоеванные левыми силами в феврале-марте 1946 г.; углубилась политическая поляризация, усилились противоречия между отдельными общественными классами и прослойками; возросла напряженность и в деревне, но без того, чтобы противопоставить друг другу богатое крестьянство и деревенскую бедноту в целом.

Наиболее важным моментом складывавшейся новой политической обстановки был переход в контрастоположение центристского и правого крыла

²⁵ T. I. BEREND: *Újjáépítés és a nagytőke elleni harc Magyarországon. 1945—1948* (Восстановление и борьба против крупного капитала в Венгрии. 1945—1948.) Бп., 1962, стр. 79—80.

Партии мелких сельских хозяйев с целью ликвидации последствий мартовского поражения партии. Это всеобщее, можно сказать, контрнаступление охватило почти все сферы общественной жизни. В политике Партии мелких сельских хозяйев до некоторой степени нашли свое отражение и обобщенное выражение возникшие под воздействием международной обстановки и инфляции новые политические процессы; выступление НПМСХ отличалось от весеннего наступления левых сил не только по массовым масштабам, широте и характеру политических целей, но прежде всего тем, что оно произошло в первую очередь на высшем уровне политического руководства; это означало, что вслед за движениями народных масс наступил этап политических переговоров.

Целью контрнаступления правого крыла и центра Партии мелких хозяйев было не расторжение мартовских соглашений (от 12 марта), а новое перераспределение ролей в правительстве, оттеснение ВКП и ослабление её позиций, воспрепятствование дальнейшему упрочению народно-демократического строя. Оно далее проявлялось в попытках изменить дружественную к СССР внешнеполитическую ориентацию правительства, в усилении оппозиции НПМСХ по отношению к правительству, в возобновлении старых домогательств партии на руководство государством, а также в попытках задержать осуществление программы национализации. В области идеологии активизация крестьянско-буржуазного крыла Фронта независимости ознаменовалась началом агитации в пользу «крестьянского единства». Усилилась также деятельность Крестьянского совета, поставивший своей задачей практическое осуществление единства крестьянства. Требования НПМСХ были изложены в ее меморандуме от 21 мая 1946 г., в котором в первую очередь речь шла о предоставлении партии ряда постов в аппарате государства — в частности полиции —, и о скорейшем назначении общинных муниципальных выборов.²⁶ Демарш Партии мелких хозяйев вновь подвинул вплотную к пропасти корабль коалиции, в которой и без того напряженность возросла до такой степени, что трения возникли и внутри самого Левого блока. Для устранения разногласий между партиями начались политические переговоры, которые 4–5 июня завершились заключением частичного соглашения; но оно не было утверждено ввиду поездки руководителей правительственной коалиции на Запад.

Особенно активизировалась деятельность правого консервативно-буржуазного крыла партии. Граф Дюла Дежёфи и его сторонники 18 июня направили партийному руководству специальный меморандум, в котором требовали изменения демократической политики партии и более эффективной защиты интересов буржуазии. Золтан Пфейффер, Иштван Б. Сабо, Тивадар Патай начали переговоры с бывшими депутатами правого крыла

²⁶ АИИП, Ф. 274, 7—151. Письмо Независимой партии мелких хозяйев Венгерской коммунистической партии. 21. V. 1946 г. Документ был подписан Белой Ковачом, Ференцем Надь и Белой Варга.

СДП (К. Пейер и др.), а также с исключенными из НПМСХ правыми депутатами парламента, которые под названием Партии свободы создали новую политическую организацию, — об образовании особой самостоятельной буржуазной партии. Раздоры проникли и в ряды крестьянского центра НПМСХ: Бела Варга приступил к организации католической партии.²⁸ А левое интеллигентское крыло партии в меморандуме от 14 июня выступила за продолжение коалиционной политики и за проведение в партии чистки.²⁹ Партийное руководство попыталось несколько умерить, нейтрализовать агитацию возглавлявшегося Пфейффером и Дежёффи правого буржуазного крыла, но не решилось на более серьезные меры; в то же время по существу оно отклонило и требования интеллигентской группы.

Возобновившиеся после возвращения из заграничной поездки руководители коалиционных партий межпартийные переговоры закончились 16 июля 1946 г. компромиссом. Коммунистическая партия, считавшая своей важнейшей задачей прекращение инфляции и стабилизацию экономического положения, во имя создания спокойной политической обстановки, без которой невозможно было выполнить эти задачи, решила занять более гибкую позицию и согласилась пойти на уступки. С другой стороны и сама НПМСХ, имея в виду предстоявшие мирные переговоры в Париже, желала урегулировать спорные вопросы, полагая, что создание в стране спокойной политической обстановки будет содействовать усилению позиций венгерской делегации на мирной конференции и осуществлению венгерских требований при заключении мирного договора. В результате достигнутого 16 июля компромисса было, в частности, решено, что коммунальные выборы будут проведены в течение осени, и что НПМСХ будут предоставлены новые посты в государственной администрации и в полиции. Со своей стороны Ференц Надь и его сторонники обязались начать борьбу против правых консервативных группировок внутри самой партии и продолжать чистку партийных рядов.³⁰

Межпартийное соглашение, хотя и было основано на взаимных уступках, тем не менее означало для руководящей верхушки партии потерю престижа, и потому его утверждение в парламентской фракции натолкнулось на серьезные затруднения; характерно, что на этой почве произошли столкновения даже между Ференцем Надь и Белой Ковачом. Генеральный секретарь партии сельских хозяев подал в отставку, заявив о своем намерении вообще уйти с политической сцены, и лишь после долгих уговоров удалось убедить

²⁷ АИИП, Ф. 285,2/9. Докладная записка председателей городских районов Будапешта Центральному руководству Союза сельскохозяйственных рабочих Независимой партии мелких хозяев 18 июня 1946 г.

²⁸ АИИП. Ф. 251/1—75. Исполнительный Комитет Левого Блока. Протокол заседания от 2—4 июня 1946 г.

²⁹ АИИП. Ф. 285,2/9.

³⁰ Коммюнике о переговорах между партиями Венгерского Национального Фронта Независимости. (16 июля 1946 г.) — Резолюции ВКП и СДП, стр. 629—631.

его воздержаться от этого.³¹ Партийное руководство, однако, призвало к ответственности не правую группировку, сеявшую смуту внутри партии, а группу интеллигенции, находившуюся в хороших отношениях с коммунистами; против членов этой группы оно возбудило дисциплинарное расследование, исключив одновременно из политического комитета НПМСХ Дюлю Ортутай.³²

Соглашение между коалиционными партиями (от 16 июля 1946 г.) могло служить лишь кратковременному урегулированию политического кризиса, ибо по существу оно противоречило объективной тенденции общественно-политического развития. Оно скорее всего было выражением того факта, что ни консервативно-либеральная буржуазия, ни рабочий класс в это время не были достаточно сильны для того, чтобы расправиться друг с другом, а решающей схватке не благоприятствовали ни соотношения сил внутри страны, ни международная обстановка. Вследствие такого равновесия политическая борьба в Венгрии приобрела временно характер «позиционной войны».

Накануне подписания венгерского мирного договора и со стабилизацией экономического положения в августе-сентябре 1946 г. для всех деятелей политической жизни стал очевидным факт, что венгерская народная демократия подошла к поворотному пункту своего развития. Партия мелких хозяев, ожидавшая от заключения мирного договора крупных перемен, решила изменить свой политический курс и основываясь на опыте политической борьбы прошедшего лета, убедившей ее в том, что рабочие партии не расположены продолжать до бесконечности сотрудничество с другими партиями коалиции и отнюдь не намерены сдавать свои позиции, и даже явно собираются подорвать позиции НПМСХ в парламенте, как партии большинства, стремилась придать народной демократии буржуазно-крестьянский характер, объявив войну не только хортистской реставрации, но и пролетарскому социализму.

Однако этот новый политический курс не устранил разногласий между различными течениями внутри партии: в то время как президент республики З. Тилди и левое крыло партии во имя достижения общих целей делали упор на смягчение внутриполитической напряженности и на сотрудничество с рабочими партиями, поскольку не желали выступить против коммунистов,³³ Бела Ковач и поддерживавшее его крестьянское и консерва-

³¹ Új Magyar Központi Levéltár (Новый Центральный Венгерский Архив (далее: НЦВА). Материалы премьер-министра Ференца Надя. Полуофициальная переписка.) 1946—47. X/2. Письмо Бела Ковача Ференцу Надю. 18. июля 1946 г.

³² Газ. Kis Újság, 4 августа 1946 г.

³³ Относительно тактических соображений Золтана Тилди см. Z. TILDI: *Irány és teendők* (Направление и задачи.) — журнал Új Látóhatár (Новый Горизонт), 1962. № 1, стр. 76—85. (Эта статья была написана Тилди в сентябре 1946 г., однако опубликована она была лишь после смерти автора его бывшими политическими единомышленниками.)

тивно-буржуазное крыло добивались политической консолидации на основе принятия требований о расширении позиции партии в системе политической и государственной власти, оттеснения на задний план ВКП (предусматривая в перспективе также и разрыв с коалицией), и желали развернуть новое политическое наступление, Бела Ковач и большинство его сторонников считали, что стабилизация откроет путь к урегулированию спорных вопросов. Они верили, что парламентское большинство НПМСХ, ее позиции в государственном аппарате, влияние партии в массах, делают возможным успешное выступление против левых.³⁴ Хотя руководство партии на заседании, состоявшемся 7 сентября, после доклада Ференца Надь приняло политическую концепцию Золтана Тилди,³⁵ в практической политике партии, однако, уже в течение месяца (с августа) проявлялись совершенно иные тенденции и стремления.

Уже спустя несколько месяцев после подписания межпартийного соглашения от 16 июля, НПМСХ практически аннулировала его. Премьер-министр Ференц Надь и председатель партии уже в парламентских речах, произнесенных им 25 июля, а затем и 30 июля объявил об изменении политического курса партии; выступая с речью в Бичке 13 августа он подробно изложил программу консолидации народной демократии на основе мелкобуржуазных принципов.³⁶ Добиваясь в первую очередь скорейшего проведения коммунальных выборов, руководящая верхушка Партии мелких сельских хозяев сразу же начала готовиться к выборам: был подготовлен проект нового закона об избирательном праве, по всей стране проводились митинги и собрания, одним словом НПМСХ фактически уже начала предвыборную кампанию. Она публично выступила с целым рядом законопроектов, направленных на ограничение полномочий полиции и других органов народной власти; одновременно руководство партии взяло на себя обязательство нормализовать положение распущенных реакционных католических организаций и объединений. При этом основное свое внимание оно продолжало уделять затянувшемуся на многие месяцы делу и создания представительного учреждения по защите интересов сельского хозяйства, которое мыслилось как некое подобие профессионального союза крестьянства. Порвав с прежней практикой, НПМСХ представила Национальному собранию соответствующий законопроект от собственного имени без предварительного одобрения со стороны партнеров по коалиции.³⁷ СДП и НКП с некоторыми оговорками поддержали идею создания сельскохозяйственного

³⁴ См. J. Kővács: *Kovács Béla emlékezete* (Памяти Бела Ковача.) — Газ. *Nemzetőr* (Национальный Гвардеец), 15 сентября 1962 г.

³⁵ Газ. *Kis Újság*, 10 сентября 1946 г.

³⁶ *Nagy Ferenc bicskei beszéde* (Речь Ференца Надя в Бичке.) Издание Независимой партии мелких хозяев. Бп., Б. г. (1946), стр. 1—26.

³⁷ Газ. *Pártértesítő* (Партийные Известия), 2 сентября 1946. (Газета издавалась НПМСХ.)

представительства. ВКП резко выступила как против способа представления законопроекта, так и в особенности против самого его содержания. Руководители ВКП ясно видели, что подобный орган, если бы он был создан, усилил бы претензии кулачества на роль гегемона, привязал бы массы бедных крестьян и новых хозяев к колеснице руководителей НПМСХ, а в конце концов привел бы к тому, что в борьбе за власть был бы нарушен, подорван союз рабочего класса и бедного крестьянства. Эту правильную в основе позицию ослабляло то обстоятельство, что ВКП категорически воспротивилась созданию какого-либо крестьянского представительства вообще, тогда как все почти слои крестьянства в то время именно от такого органа ожидали улучшения своего тяжелого положения, устранения трудностей, связанных с послевоенной разрухой (в реализации своих излишков, аграрных ножниц, последствий стихийных бедствий и т. д.) В результате Коммунистическая партия в политическом отношении проиграла вследствие разочарования даже беднейших слоев деревни столько же, сколько она выиграла тем, что помешала осуществлению плана создания представительства.³⁸

В наступлении Партии мелких сельских хозяев бросалась в глаза одна новая черта: если раньше ее руководство в массовых движениях рассматривало опасность, как политическое оружие, то после стабилизации оно само стало прибегать к этому оружию для того, чтобы добиться принятия своих требований. 7—8—9 сентября 1946 г. Ференц Надь и его сторонники организовали в Будапеште Всевенгерские крестьянские дни с участием 150—200 тысяч крестьян почти всех сел и деревень страны, преследуя при этом цель продемонстрировать силу и массовое влияние НПМСХ.³⁹

Венгерская коммунистическая партия разработала политическую концепцию, которая коренным образом отличалась от концепции крестьянско-буржуазного крыла Фронта независимости. Состоявшийся в сентябре 1946 г. III съезд партии объявил целью коммунистического движения строительство социализма в Венгрии, провозгласив непосредственной задачей укрепление народной демократии. Хотя формально обе формулировки отличались друг от друга, вместе с тем резолюция о народной демократии уже содержала в себе многие элементы, которые указывали на перерастание ее в диктатуру пролетариата. В области экономики, правда, подчеркивалась необходимость сохранения капиталистического хозяйства и системы частной собственности, но программа ВКП предусматривала введение таких ограничений и контроля над крупным капиталом, осуществление которых практически было равнозначно экспроприации капитала и полной ликвидации капиталистических отношений. Конгресс не только подтвердил прежний политический курс партии, но и сделал шаг вперед: в повестку дня, хотя и в

³⁸ О дальнейшей судьбе Сельскохозяйственного представительства см. F. Z. NAGY: *Ahogy én láttam...* (Как мне казалось...) Бп., 1965. стр. 238—239.

³⁹ Газ. *Kis Újság*, 8, 9, 10 сентября 1946 г.

косвенной форме, был поставлен вопрос о завоевании политической власти.⁴⁰

Столкновение противоположных классовых интересов осенью 1946 г. вызвало новый политический кризис. Партия мелких сельских хозяев после III съезда ВКП изменила свою тактику, открыто разорвав межпартийное соглашение от 16 июня, отвергло предложение о проведении выборов, и стремилась сохранить статус-кво. Однако, продолжая участвовать во Фронте независимости и постоянно подчеркивая свою готовность к сотрудничеству с партиями коалиции, руководство НПМСХ с новой силой и энергией возобновило попытки, направленные на осуществление своих планов, политически связанных с заключением мирного договора и с подготовкой к ожидавшимся политическим конфликтам. Приступив к укреплению организационных связей партий с массовыми организациями, совместно с правым крылом Национальной крестьянской партии НПМСХ предприняла шаги с целью образования единой крестьянской партии,⁴¹ и развернув широкую пропаганду в защиту буржуазной демократии, она тем самым начала практически осуществлять план изменения соотношения сил внутри коалиции. Руководство НПМСХ без согласования с другими партиями коалиции провело частичную реорганизацию правительства, путем назначения на посты министров, принадлежавших партии, новых людей. Потеряв контроль над демократической полицией, оно решило компенсировать себя за счет армии, несмотря на то, что во главе министерства обороны стоял член этой партии. Однако эта попытка потерпела крах, ибо к осени 1946 г. руководящие посты в армии уже находились в руках коммунистов.⁴² По инициативе ВКП левые партии предприняли попытку разработать общую программу коалиционного правительства. НПМСХ приняло это предложение, однако, из-за нерешенности политических вопросов, межпартийные переговоры уже к середине ноября зашли в тупик. Под впечатлением внешнеполитических событий — главным образом под влиянием внушительных побед левых сил 1946 г., после заключения мирного договора ВКП новыми крупными политическими акциями может полностью захватить инициативу в свои руки, — лидеры НПМСХ в декабре 1946 г. решили пойти на уступки по многим частным вопросам. Этим они в известной мере сами пошли навстречу своим политическим противникам. НПМСХ объявила о своей готовности начать политическую борьбу против Партии свободы, вокруг которой сплотились консервативные и прозападные элементы; она дала согласие на введение государственного контроля над банками и на издание правительственного декрета

⁴⁰ *A népi demokrácia útja*. Az MKP III. kongresszusának jegyzőkönyve (Путь народной демократии. Протоколы III съезда ВКП.) Бп., 1946 г.

⁴¹ См. подробнее об этом I. Тóт: *A Nemzeti Parasztpárt története 1944—1948* (История Национальной крестьянской партии. 1944—1948) Бп., 1972, стр. 177—197.

⁴² Положение армии в октябре 1946 г. Доклад Комиссии по Обороне НПМСХ. Копия. Процесс о заговоре Дьёрдя Доната и его единомышленников в Народном суде Будапешта. Материалы суда.

о передаче государству управления четырьмя крупнейшими предприятиями тяжелой промышленности. Для урегулирования наиболее неотложных экономических вопросов НПМСХ разработала специальную программу, состоявшую из 10 пунктов. После длительных дебатов руководящие деятели правого крыла партии Золтан Пфейффер и Иштван Б. Сабо были освобождены с занимаемых ими постов в правительстве (первый — с поста статс-секретаря министерства юстиции, второй — с поста государственного министра). Эти уступки Партии мелких хозяев, однако, не привели к существенным изменениям в политической обстановке, ибо основной вопрос — наличие консервативных сил на политической сцене и в самой НПМСХ — остался нерешенным.⁴³

III

Распад Партии мелких сельских хозяев

(Январь 1947 — сентябрь 1947 г.)

Причины политического кризиса осени 1946 г. следует искать в обострении общественных противоречий. Несмотря на то, что по сравнению с весной 1946 г. в позиции основных классов не произошло существенного поворота, тем не менее известные перемены наблюдались как в рядах консервативной—либеральной буржуазии, так и рабочего класса; перемены эти коснулись даже «третьей силы», мелкой буржуазии, и в первую очередь, крестьянства. Наибольшее значение имело изменение в поведении имущего крестьянства. Богатое капиталистическое крестьянство полностью перешло в оппозицию в отношении к новому демократическому строю; большая часть мелкого и среднего крестьянства новых хозяев, включая верхний слой переживала кризис; имущее крестьянство не хотело реставрации старого строя, обеспечивавшего неограниченное экономическое и политическое господство крупных помещиков, в то же время в силу исторических традиций и собственных инстинктов оно не решалось идти вперед, к социализму, вместе с тем крах его надежд на укрепление своих экономических и общественно-политических позиций усиливал все более недовольство имущих крестьян и существующими условиями. Признаки недовольства начали обнаруживать также и аграрный пролетариат (численно уменьшившийся после земельной реформы) и получившие землю бедные крестьяне («новые хозяева»), хотя в целом они являлись опорой народной власти. Их недовольство было вызвано хозяйственными причинами, перебоями в снабжении.⁴⁴

⁴³ Газ. *Kis Újság*, 5, 18, 20 декабря 1946 г.

⁴⁴ Об изменении общественно-политического положения различных слоев крестьянства см.: S. Szakács: *A népi demokratikus agrárfejlődés kezdetei Magyarországon. 1945—1948* (Начала народно-демократического аграрного развития в Венгрии. 1945—1948). Бп., 1971, стр. 23—41, 147—158, 158—187.

Несмотря на то, что политический кризис осени 1946 г. еще не достиг своей кульминации, и в сложившейся ситуации можно было избежать крупных потрясений, все же наряду с кризисом крестьянской демократии, внутриполитическое положение характеризовалось такими моментами, которые могли бы стать причиной серьезных опасностей для рабочего класса и ВКП. В социал-демократической партии в качестве самостоятельной политической силы открыто выступила правая группировка во главе с К. Пейером, отвергавшая сотрудничество с коммунистами.⁴⁵ Из-за активизации Имре Ковача и его окружения, на краю раскола находилась Национальная крестьянская партия. В НПМСХ выдвинулась вперед и стала задавать тон консервативно-буржуазное крыло. Представители крестьянского демократического центра, недовольные оттеснением на задний план своей партии, с растущим разочарованием следили за развитием политических событий. Левые силы располагали достаточными силами и средствами для того, чтобы опрокинуть сложившееся равновесие и покончить с топтанием на месте народной демократии и продвинуть дальше вперед развитие народно-демократической системы. Они могли мобилизовать рабочий класс и бедное крестьянство в защиту демократии и в интересах дальнейших общественных преобразований. Несмотря на наличие разногласий, единство левых сил было достаточно прочным. Венгерская коммунистическая партия была хорошо информирована о намерениях правых и центристских лидеров партии мелких хозяев и знала, что оно готовится начать новое политическое наступление после подписания мирного договора. Чтобы опередить противника, Компартия составила собственный план действий; он предусматривал развертывание политической борьбы с целью урегулирования экономических вопросов, и повышения жизненного уровня трудящихся масс, и лишь после этого, если в результате улучшится политическое положение и усилится влияние партии, поставить непосредственно на повестку дня вопрос о власти, о том, кому она должна принадлежать. Однако накануне начала организованного наступления левых произошло неожиданное событие, которое заставило ВКП изменить свою тактику.

Военная контрразведка (военнополитический отдел Министерства обороны) нашла след нелегальной организации, в которой оказались замешаны бывшие участники антигитлеровского движения сопротивления консервативно настроенные хортистские офицеры и политики. Большинство из них являлось членами тайной расистской организации «Венгерская общность», которая была создана еще в начале 20 гг. Группа, во главе которой стояли хортистский дипломат Домокош Сентивани, принимавший участие в переговорах о перемирии осенью 1944 г. в Москве в качестве члена вен-

⁴⁵ I. SÁNTA: *A munkásegység fejlődése a felszabadulás után. 20 év. Tanulmányok a szocialista Magyarország történetéből* (Эволюция единства рабочего класса после освобождения. — 20 лет. Из истории социалистической Венгрии.) Бп., 1964.

герской делегации и бывший вице-председатель бывшей правящей Партии венгерской жизни Дьёрдь Донат,⁴⁶ установила связи с правым крылом Партии мелких сельских хозяев. Разоблачение нелегального движения имело важное значение, поскольку стало очевидным наличие организационных и политических контактов партии с консервативными хористскими кругами, хотя само руководство партии и не участвовало в нелегальной организации, а Ф. Надь и Б. Ковач даже не знали об этом. Усилия ВКП в этой обстановке были направлены не только на ликвидацию попытки хортистского заговора, но и на то, чтобы раскрыть связи НПМСХ с крайне правыми, вызвать раскол между реакционными и демократическими силами в партии, и ослабить влияние ее среди крестьян. Более того, ВКП поставила перед собой цель, в случае благоприятного изменения политической обстановки в соответствии с ожиданиями левых, добиться формирования нового кабинета, провести новые выборы, и обеспечить изменение соотношения сил в пользу левых сил.⁴⁷

Преувеличение значения заговора,⁴⁸ — хотя он и завершился отставкой генерального секретаря Партии мелких хозяев и необоснованным, как вследствие выяснилось, его арестом,⁴⁹ — не привело, да и не могло привести к желаемой цели — к окончательному вытеснению из власти правого крыла.

Первая стадия политической борьбы вокруг ликвидации попытки заговора завершилась 11 марта 1947 г. подписанием нового межпартийного соглашения. Под политическим давлением левых, центр НПМСХ дал свое согласие на разработку и осуществление трёхлетнего плана реконструкции народного хозяйства; далее он согласился с необходимостью начать урегулирование отношений между церковью и государством, и обязался удалить из своих рядов реакционные антидемократические элементы. На уступки пошли и левые партии: они признали справедливость претензий мелких

⁴⁶ Помимо упомянутых сюда входили: инженер Балинт Арань, директор Янош Хедер, бывший членом тайной секретной организации хортистского режима — пресловутой «Экс», инженер Карой Кишиш, майор генерального штаба Иштван Сентмиклоши, депутат Партии мелких хозяев Калман Шалата. — О нелегальной организации и истории Венгерской Общности см.: А. Kis: *A Magyar Közösségtől a Földalatti fővezérségig* (От Венгерской Общности до Подпольного главного руководства.) Бп., 1969, стр. 190.

⁴⁷ Резолюции ВКП и СДП, стр. 470.

⁴⁸ Эту ошибку впоследствии признала и сама ВКП. См.: Резолюции ВКП и СДП, стр. 471.

⁴⁹ Газ. Kis Ujság, 22 февраля 1947 г. — 19 февраля 1947 г. Бела Ковач ушел с поста генерального секретаря НПМСХ, а преемником его стал статс-секретарь совета министров Иштван Балог. — (По указанию председателя СКК, в соответствии с полномочиями, предоставленными ему согласно договору о перемирии, 25 февраля Бела Ковач был арестован советскими военными властями по обвинению в организации антидемократических групп. Позднее, после пересмотра дела, он был полностью реабилитирован. Своим политическим поведением во время контрреволюции 1956 г. он доказал, что стоит на стороне социалистической Венгрии. Он принимал участие в организации сельскохозяйственных кооперативов до тех пор, пока ему позволяло состояние его здоровья. В 1958 г. Бела Ковач был избран депутатом венгерского парламента. Умер он в 1959 г. См.: А. SÁGVÁRI: *Népfront és koalíció Magyarországon. 1936—1948.* Народный фронт и коалиция в Венгрии 1936—1948.) Бп., 1967, стр. 192.

сельских хозяев на расширение их участия в политическом и государственном руководстве, дав обещание выполнить эти требования НПМСХ. Однако до конкретных мероприятий дело не дошло.⁵⁰ Этот компромисс, являвшийся фактически временным перемирием, на некоторое время восстановил политические предпосылки коалиционного правления.

В результате наступления левых сил и ВКП значительная часть правых и крайнеправых группировок была ликвидирована и левые партии временно снова сблизились друг с другом; длительные распри внутри НКП закончились в пользу ее левого крыла, в СДП укрепилось положение руководимой А. Сакашичем группы, которая стояла на платформе единого фронта рабочих. Партия мелких хозяев понесла значительный урон; начался естественный процесс распада этой гетерогенной по своему составу партии. Фактически перестала существовать реакционная крайне правая группа, значительно ослабло — в результате выхода из партии Золтана Пфейффера и части его сторонников, а также исключением ряда других — право-буржуазное крыло партии;⁵¹ крестьянский центр переживал кризис; серьезное моральное поражение потерпело руководство партии в целом. Премьер-министр Ференц Надь неоднократно пытался подать в отставку, однако Политический комитет НПМСХ не желав упустить из своих рук решающей важности политический пост, каждый раз отклонял его просьбу.⁵² Признаки брожения наблюдались также и в массовых организациях партии; увеличилось число разочаровавшихся, и многие покидали ряды партии. В комитате Шопрон начался развал комитатской организации. Вопреки всему этому борьба против заговора не принесла тех результатов, на которые рассчитывала ВКП: важнейший политический вопрос, вопрос о том, кому, какому классу должна принадлежать власть, и с кем будет должна идти основная масса крестьян, так и не был еще решен. В апреле-мае 1947 г. — главным образом под влиянием международных событий (провозглашение доктрины Трумана, частичная неудача московского совещания Совета министров иностранных дел, отсрочка подписания мирного договора с Австрией и т. д.) — в практической политике Венгерской коммунистической партии произошли значительные изменения: одновременно с сохранением (формально) провозглашенного III съездом курса, партия приступила к осуществлению политики полного и окончательного искоренения в стране капиталистических производственных отношений и к непосредственной подготовке захвата политической власти пролетариатом. Первым делом партия развернула борьбу за утверждение

⁵⁰ АИИП, Ф. 285,1/5. Протокол заседания Политического комитета НПМСХ от 12 марта 1947 г.

⁵¹ В связи с исключениями из партии и добровольным уходом из нее число депутатов НПМСХ в парламенте по сравнению с декабрем 1946 г. уменьшилось на 32 человека.

⁵² АИИП., Ф. 285,1/5. Протокол заседания Политического комитета НПМСХ от 12 марта 1947 г.

парламентом закона о трехлетнем плане и за национализацию ведущих банков. Все эти мероприятия, по замыслу коммунистов, должны были способствовать не только нормализации и улучшению экономического положения, но и появлению классовых фронтов, дифференциации противоборствовавших политических сил, непосредственному столкновению труда и капитала, богатого крестьянства и деревенской бедноты, а в конечном счете и распаду Партии мелких хозяев.

Переход к социалистическому плановому хозяйству и обобществление ведущих финансовых учреждений и в самом деле послужили причиной острой политической борьбы, переросшей в тяжелейший с 1945 г. политический кризис народно-демократического строя в Венгрии. Национальная крестьянская партия, ранее всегда постоянно сотрудничавшая с ВКП, на этот раз уклонилась занять определенную позицию. Социал-демократическая партия, одобрявшая введение трехлетки, по вопросу о национализации банков или установления над ними рабочего контроля, вступила в острую дискуссию с ВКП. Партия мелких сельских хозяев, которая не имела собственной экономической программы, не одобряла введения планового хозяйства, но в целом — если не считать группировок, тесно связанных с крупным капиталом — воздержалась от борьбы против утверждения плана, принимала участие в переговорах по этому вопросу, и публично даже выступала за его одобрение. Против национализации банков, однако, возражали почти все группы и течения внутри партии, потому партийное руководство старалось отсрочить решение этого вопроса. Такое поведение проистекало не только из того, что будучи в основе своей буржуазной партией, НПМСХ по принципиальным соображениям не одобряла уничтожения бастионов частной собственности, но из того расчета, что в случае благоприятного для партии поворота в политической обстановке ей самой придется заниматься вопросами экономической консолидации, достижение которой казалось ее руководителям невозможной без привлечения значительной иностранной финансовой помощи.⁵³

К 23–24 мая 1947 г. в результате усилий ВКП существенно улучшились политические предпосылки, которые были необходимы для осуществления обобществления банков. Национальная крестьянская партия заявила наконец о своей поддержке плана национализации. Руководство СДП после крайне ожесточенных споров 23 мая приняло решение присоединиться к идее национализации; оно даже выступило за обобществление всех финансово-кредитных учреждений, а не только одних ведущих, что выходило далеко за рамки предложений ВКП. Из партий, входивших во Фронт независимости, лишь одна НПМСХ не изменила своей позиции.

⁵³ Gy. RÁNKI: *Magyarország gazdasága az első 3 éves terv időszakában (1947–49)* (Экономика Венгрии в период трёхлетнего плана. 1947–1949.) Бп., 1963, стр.

В это время были преданы гласности новые документы, связанные с казавшимся завершенным делом о хортистском заговоре. Они содержали компрометирующие данные также и о премьер-министре Ференце Надь. ВКП, вместо того, чтобы использовать этот случай для политической мобилизации масс, вновь решила пойти по более легкому пути. Опубликовав документы, она вынудила руководителя Партии мелких сельских хозяев, проводившего свой отпуск в Швейцарии, подать в оставку с поста премьера. Письмо Ференца Нады об оставке было направлено в Венгрию 30 мая 1947 г.⁵⁴

Вслед за этим было сформировано новое правительство, важнейшей задачей которого было проведение через парламент проектов законов о трехлетнем плане и национализации крупнейших банков.⁵⁵ Его возглавил член НПМСХ Лайош Диннеш, который в предыдущих кабинетах занимал пост военного министра.

Отставка Ференца Нады, пользовавшегося влиянием в крестьянских кругах, а также бегство вслед за этим на Запад вице-председателя партии Белы Варга и его сторонников, привели к изменению соотношения сил в руководстве НПМСХ. Во главе партии встали новые руководители, принадлежавшие ранее к интеллигентскому и бедно-крестьянскому крылу: новым председателем стал сельскохозяйственный рабочий Иштван Доби.⁵⁶ Внутри партии произошла существенная перегруппировка сил: полностью распалась консервативно-буржуазная правая группировка, полностью перешёл в оппозицию крестьянский центр, усилилась лишь группа, объединявшая прогрессивных представителей интеллигенции и бедных крестьян, и то лишь главным образом вследствие преимуществ положения, которое она заняла после описанных выше событий. В партии образовалась новая правая группировка, состоявшая из 50—60 членов, возглавляемая Иштваном Б. Сабо и опиравшаяся в первую очередь на имущие слои крестьянства и на буржуазную интеллигенцию. Эта группировка проводила старую линию партии, направленную на подчинение народной демократии интересам крестьянства и мелкой буржуазии, и стремилась свалить новое левое руководство партии.⁵⁷ Узкое руководство НПМСХ (Политический комитет), состоявшее из прогрессивных деятелей, несмотря на поддержку партнеров по коалиции и президента республики Золтана Тилди, находилось в чрезвычайно трудном положении; парламентская фракция и большая часть крестьянства в провинции отказывались признать его в качестве законного руководства. Таким образом в высших руководящих органах партии практически произошел раскол, хотя организационное единство и сохранилось. Именно по этой

⁵⁴ Газ. *Szabad Nép*, 30 мая, 1 июня, газ. *Népszava* (Народный Голос), 30 мая, 1 июня 1947 г. F. NAGY: *The Struggle Behind the Iron Curtain* (Борьба за железным занавесом) Нью-Йорк, 1948. стр. 392—396.

⁵⁵ Газ. *Népszava*, 1 июня 1947 г.

⁵⁶ Газ. *Kis Újság*, 3 июня 1947 г.

⁵⁷ Газ. *Népszava*, 28 июня, газ. *Szabad Szó* (Свободное Слово), 1 августа 1947 г.

последней причине, в политической линии ее не произошло коренного поворота.

События весны 1947 г., в особенности конца мая, оказали значительное влияние на дальнейшее развитие политической ситуации. Изменилось соотношение сил в партийно-политической структуре и в парламенте; Партия мелких сельских хозяев лишилась парламентского большинства, а левые партии — хотя и не в одинаковой мере — укрепили свои позиции. Эти изменения коснулись, однако, главным образом «верхов» правительственной коалиции, в поведении масс они не нашли должного отражения. Общие настроения в стране несомненно изменились, обострились политические противоречия, углубилась поляризация. Из-за постоянных политических скандалов деятельность парламента наталкивалась на растущие трудности. Все это сделало неизбежным проведение досрочных выборов в парламент. Потребовав назначения новых выборов, демократические партии обратились за поддержкой к народным массам.

Левые партии были согласны в том, что для дальнейшего развития народной демократии и проведения в жизнь трехлетнего плана необходимо создать конституционную основу и соответствующие политические условия. Надо было не только упрочить политические успехи и результаты, достигнутые рабочим классом и его союзниками, но и еще больше расширить массовое влияние прогрессивных сил, нанести новые удары по остаткам венгерских господствующих классов и подорвать окончательно их политические позиции; резко ограничить их идейно-политическое влияние на массы. Среди левых партий не было разногласий и в том, что все это делает необходимым ломку традиционных рамок партийно-политической борьбы, и прежде всего решительное изменение общественно-политического положения Партии мелких сельских хозяев.

Назначение выборов вызвало огромные дискуссии в Партии мелких сельских хозяев. Партийное руководство разделяло мнение о необходимости проведения выборов, но осуществить свою волю ему удалось лишь ценой значительных уступок в пользу правой группировки Б. Сабо.⁵⁸

Партия свободы и внепартийные оппозиционные группировки приняли попытку сорвать выборы, но поскольку попытка их не увенчалась успехом, они решили начать новую игру. Несмотря на то, что они ясно видели, с какой быстротой сокращаются возможности для политических маневров буржуазных кругов, ориентирующихся на Запад, тем не менее представители этих групп не оставили попыток сделать невозможное — воспользоваться усиливавшимися среди буржуазных и средне-крестьянских-кулаческих кругов право-политическими настроениями и завоевать парламентское большинство, помешать этим дальнейшему сдвигу влево.

⁵⁸ Газ. Szabad Szó, 28 июня, газ. Ellenzék (Оппозиция), 30 августа 1947 г.

Рабочие партии, сломив сопротивление Партии мелких сельских хозяйев, добились пересмотра избирательного закона, принятого в 1945 г. Внесенные в избирательный закон поправки значительно ограничили политические права консервативных, антикоммунистических социальных слоев, и в первую очередь средних слоев бывших господствующих классов, а также богатого крестьянства, городской мелкой буржуазии, обеспечив одновременно серьезные преимущества в свою пользу, (имеется ввиду, например, «система премий»).⁵⁹

Партии Фронта независимости, образовавшие избирательный блок, выработали общую программу, стараясь свести до минимума противоречия между собой. От совместного выдвижения кандидатов они, однако, отказались.⁶⁰ В то же время в интересах разделения сил Партии мелких хозяйев и правых, они поддерживали участие в выборах вновь образованных буржуазных оппозиционных партий.

Пользуясь возможностями, предоставлявшимися избирательным законом, правые образовали несколько новых буржуазных партий, которые сумели приобрести серьезное влияние среди масс. При содействии деятелей старого буржуазного крыла НПМСХ, Золтан Пфейффер и его сторонники создали Партию венгерской независимости, которая представляла в первую очередь интересы крупной буржуазии, и опиралась в основном на реакционные антикоммунистические элементы, среди которых было немало убежденных сторонников старого режима. Программа её была туманной и эклектичной; главным лозунгом партии было обещание претворения в жизнь «гражданской идеи и гражданского образа жизни», которые связывались с идеей «социализма, основанного на принципах эвангелии» и проведением некоторых социальных реформ.⁶¹ В качестве самостоятельной политической силы на сцену выступил политический католицизм, представленный в лице Демократической народной партии. Её программа основывалась на принципах и идеях христианского социализма, сформулированных в папских энцикликах; гвоздем программы этой партии было обещание защищать мелкобуржуазную демократию.⁶² Партия рассчитывала на поддержку исповедующей католицизм части городской и сельской мелкой буржуазии, имущего крестьянства и интеллигенции. Независимая венгер-

⁵⁹ *Az 1945. évi november hó 29-ére összehívott nemzetgyűlés nyomtatványai. Irományok* (Материалы Национального собрания, созыва 29 ноября 1945 г.) Бп., б. г. т. III., стр. 306—320. Законопроект о выборах в государственное собрание. Согласно проекту, в случае завоевания партиями Избирательного блока 60% всех поданных голосов, они получали 80% всех мандатов, в случае же завоевания 70% голосов, они получали все мандаты, подлежавшие распределению по всевенгерскому списку.

⁶⁰ *A Magyar Nemzeti Függetlenségi Front pártjainak közös választási nyilatkozata. 1947 júl. 30.* (Совместное предвыборное заявление партий Венгерского национального Фронта независимости. 30 июля 1947 г.) Резолюции ВКП и СДП, стр. 637—639.

⁶¹ Газ. *Ellenzék* 30 августа 1947 г.

⁶² Газ. *Hazánk* (Родина), 20 августа 1947 г.

ская демократическая партия, возглавлявшаяся бывшим генеральным секретарем НПМСХ и бывшим статс-секретарем Совета министров Иштваном Балогом, представляла интересы средних слоёв; программа её содержала обещание почти для каждой социальной группы, но истинная цель партии заключалась в стремлении помешать дальнейшему росту и укреплению левых демократических сил, в желании приостановить и задержать процесс полевления.⁶³ Во время предвыборной борьбы неоднократно возникал вопрос о создании избирательного блока правых оппозиционных партий, этому однако мешало наличие между ними существенных разногласий. Участие НПМСХ в избирательной кампании привело к поляризации сил внутри партии, так что уже не могло быть речи ни о едином руководстве, ни о единой тактике или пропаганде. Само руководство партии, находившееся в руках левых, проявляло нерешительность и колебания; с одной стороны оно пыталось повторить избирательную тактику 1945 г., надеясь еще раз сплотить имущие слои населения на буржуазно-демократической платформе,⁶⁴ с другой стороны, оно провозгласило и поддержало демократическую избирательную программу Фронта независимости, предусматривавшую осуществление трехлетнего плана. Эта двойственность привела к быстрой утрате доверия к партии со стороны деревенских масс. Вопреки своему обещанию партийное руководство было вынуждено энергично вмешаться в дело составления списков кандидатов, с тем, чтобы предотвратить включения в список лиц, которые могли бы стать помехой на пути сотрудничества коалиционных партий. Так, например, в список кандидатов не был включен Иштван Б. Сабо, лидер «защитников конституции», который по этой причине в августе покинул ряды партии. В результате всего этого местные организации, одна за другой, бросая партийное знамя,⁶⁵ переходили к оппозиционным партиям буржуазии.

Парламентские выборы, состоявшиеся 3 августа 1947 г. сыграли выдающуюся роль в борьбе за политическую власть. Одним из важнейших результатов выборов явилось завершение процесса распада Партии мелких сельских хозяев. Другим важным их результатом было складывание нового соотношения сил в общественно-политической жизни страны.

Выборы завершились блестящим успехом партий, входивших в демократический избирательный блок, получивший 3 042 919 голосов, то есть 60,9% всех поданных голосов. Правые буржуазные оппозиционные партии

⁶³ 12 pont. A Független Magyar Demokrata Párt programja (12 пунктов. Программа Венгерской независимой демократической партии. Газ. Szegedi Hírlap (Сегедская Газета), 1 августа 1947 г., газ. Magyar Nemzet (Венгерская Нация), 20 июля, 5, 7, 12 августа 1947 г.

⁶⁴ A Független Kisgazda Párt választási körlevele. 1947. aug. 22. (Предвыборный циркуляр Независимой партии мелких сельских хозяев. 22 августа 1947 г. Подписан Иштваном Добби, Ференцем Импломом и Аладаром Понграц.) АИИП., Ф. 285,4.

⁶⁵ Газ. Kis Újság, 15 августа 1947 г.

собрали 1 820 956 голосов (36,2%), т. е. несколько больше, чем ожидалось по предварительным оценкам.

Результаты выборов привели к основательной перестройке структуры коалиции: если раньше Левому блоку в коалиции противостояла НПСХ, причем силы обеих сторон были примерно равны друг другу, то теперь с этим состоянием равновесия было раз и навсегда покончено; победившие левые партии стали решающими факторами политической жизни страны. НПСХ потерпела катастрофическое поражение, имевшее далекоидущие последствия. Та самая партия, которая еще в 1945 г. собрала более 2,6 млн. голосов (57,03%), теперь сумела завоевать всего 769 763 голоса (15,4%), потеряв голоса почти двух миллионов своих прежних избирателей (1 927 740) — 71,6%.) Левый блок, хотя в последние недели избирательной кампании несколько и сбавил темп, тем не менее, по сравнению с 1945 г. приобрел 322 436 новых сторонников, добившись увеличения числа поданных за него голосов с 42,2% до 45,5% (2 273 156). Соотношение сил изменилось и внутри самого левого блока. Сильнейшей партией рабочего класса стала Венгерская коммунистическая партия, за которую было подано 1 113 050 (23,3%) голосов, т. е. на 310 828 больше, чем в 1945 г.; сдала свои позиции СДП, получившая 744 642 (14,9%), т. е. на 78 тыс. меньше, чем в 1945 г.; Национально-крестьянская партия, которая в силу своей малочисленности и слабости не могла рассчитывать на крупный успех, — она получила 415 465 (8,3% голосов) — все же сумела увеличить число своих сторонников на 90 181 человек (по сравнению с 1945 г.).

В усилении позиций ВКП и НКП нашло свое проявление основная тенденция перегруппировки политических сил: в системе венгерской народной демократии произошел поворот в пользу левых, радикальных и революционных течений.

Социальная база лагеря буржуазной оппозиции не была единой и однородной. Руководящей партией правых сил стала Демократическая народная партия И. Баранковича, в которой видели гарантию осуществления своих чаяний и ожиданий 820 453 избирателей (16,4%). Независимая партия Золтана Пфейффера, представлявшая консервативные круги венгерской буржуазии, собрала 670 547 (13,4%) голосов. Венгерская независимая демократическая партия, объединявшая сторонников Иштвана Балого с их 260 420 голосами (5,2%) заняла шестое место среди партий, принимавших участие в выборах.⁶⁶

Общие факторы и причины сокрушительного поражения на выборах НПСХ не нуждаются, как мы полагаем, в пространных объяснениях, ибо об этом достаточно ясно сказано выше. К этому можно лишь добавить, что причины упадка движения имущего крестьянства и политического краха

⁶⁶ АИИП., 274—9/40.

его партии в числе прочих кроются также в том, что она пыталась играть самостоятельную роль и взять на себя представительство интересов буржуазии. Союз с буржуазией с необходимостью должен был вести к противопоставлению партии прогрессивным силам. К тому же сама НПСХ оказалась бессильной разорвать этот реакционный союз. Среди непосредственных причин поражения партии можно указать на конкуренцию правых партий, утерю поддержки церкви, и особенно на отсутствие в партии влиятельных групп интеллигенции. Кроме Лайоша Динньеша и Иштвана Доби партия едва имела признанных и популярных лидеров. Свою роль сыграла также нерешительная, колеблющаяся политика руководства, противоречивость пропаганды и агитации НПСХ; будучи не в силах отказаться от применения избирательной тактики 1945 г., она вновь и вновь пыталась выступать в роли защитницы интересов буржуазии. Внутренние склоки, борьба за власть в верхушке окончательно подорвали шансы на успех. Поражение партии мелких хозяев на выборах было неизбежным, но при более или менее разумной тактике она могла бы несколько смягчить постигший её удар, задержать процесс собственного упадка и распада. Однако, она не была в состоянии удержать за собой правые силы, и не могла в то же время вернуть себе доверие левых сил — новых сельских хозяев, бедного крестьянства и аграрного пролетариата. НПСХ сумела удержать за собой главным образом слои мелких и средних крестьян, которые попрежнему видели в ней хранительницу традиций крестьянской демократии, представительницу интересов трудящихся деревни. Эти слои продолжали верить, что могут влиять на ход событий, и что их хозяйственные интересы и политические права будут уважаться.

Оценивая успех левых в целом, надо сказать, что прирост голосов более чем на 4% в их пользу не кажется значительным достижением, ибо им так и не удалось добиться важнейшей цели — прорвать фронт противника и завоевать абсолютное большинство. Прирост голосов левых окажется ещё более незначительным, если мы примем во внимание многочисленные случаи исключения из партий; в противном случае распределение голосов между отдельными левыми партиями было несколько иным. Тем не менее было бы неверно недооценивать достигнутый результат — приобретение новых голосов 320 тыс. избирателей. Политическая жизнь Венгрии после освобождения характеризовалась глубокой дифференциацией; обе стороны, и лагерь левых, и лагерь правых располагали сравнительно устойчивой и прочной социальной базой. Партии рабочего класса и бедного крестьянства представляли большую силу, и пользовались значительным влиянием в массах. Но распространить свое влияние на средние слои они могли лишь с большим трудом и чрезвычайно медленно, ибо этому мешали исторические традиции, предрассудки и политические настроения указанных слоев. Как показывают результаты вопросов общественного мнения, почти во всех кругах общества

наиболее популярными и признанными — правда не в одинаковой мере — были руководители коммунистов, лишь после них (по степени популярности) шли лидеры СДП и НПМСХ, и все же, общественное мнение в городах склонялось в пользу более умеренной программы социал-демократов, а в провинции оно поддерживало аграрную линию мелких хозяев.⁶⁷ Следовательно идеальным считалась такая политическая программа, которая упор делала на общедемократические задачи, осуществление которой должно было быть поручено более энергичным коммунистическим деятелям, игравшим ведущую роль в решении общенациональных задач. При всем том, хотя ускорившаяся поляризация в средних слоях и казалась менее благоприятным для левых — не секрет, что переход, сближение их с рабочим классом шло более медленно и пассивно, чем поворот вправо, поправление — тем не менее именно эта первая тенденция указывала путь вперед, к будущему. Об этом, впрочем, свидетельствует и положение крестьянской демократии. Несомненно, что масса имущего крестьянства совершила поворот «вправо», но тот факт, что увеличение голосов, поданных за ВКП произошло в первую очередь за счет голосов крестьян, и точно таким же способом расширила свои позиции и НКП, указывает на то, что в кругах демократического крестьянства усилились симпатии к левым силам, укрепились левые тенденции в их рядах.

Тщательного изучения требуют также причины неожиданно крупного успеха на выборах консервативных оппозиционных партий. Подавляющее большинство буржуазных элементов, включая не только бюрократию, остатки классов капиталистов и помещиков, но и различные группы мелкой буржуазии и интеллигенции, не чувствовали общности с народно-демократической системой, и даже постепенно переходили в оппозицию. Общественно-политические преобразования происходили без их участия и вопреки им, они не принимали участия также в восстановлении страны, в этой работе участвовали лишь те группы, которые желали или же были вынуждены к тому. Точно также, за исключением отдельных групп, в целом указанные слои не поддерживали трехлетнего плана и национализации. Начавшийся в их рядах процесс дифференциации лишь немногих толкнул в сторону рабочего класса, возможно несколько большим было число тех, кто занял позицию благожелательного нейтралитета, но большинство не желало примириться с ведущей ролью рабочего класса и бедного крестьянства в общественной жизни, и с растущей враждебностью взирало за усилением дружественной Советскому Союзу внешнеполитической ориентации страны. Не нуждается в особых разъяснениях пассивное сопротивление части крупной буржуазии и средних слоев: лишенные экономической и политической власти и с трудом сохранившие свое массовое влияние социальные группы

⁶⁷ (Служба изучения общественного мнения Венгерского телеграфного агентства. Доклад от 15 августа 1947 г.)

неизбежно должны были выступить против сторонников и представителей общественного прогресса.

Значительная часть буржуазии все ещё не верило в прочность народно-демократического строя, в его способность укрепить свои позиции, продолжая надеяться в восстановление традиционного классового режима, старого буржуазного образа жизни, на возрождение системы буржуазных морально-политических категорий и ценностей.⁶⁸

Именно этому «ожиданию чуда» и пассивному сопротивлению правых группировок обязаны были в первую очередь своим избирательным успехом партии Пфейффера, Баранковича и другие буржуазные фракции. Вместе с тем надо отметить также, что кое-где им удалось привлечь на свою сторону менее сознательные слои неимущего и бедного крестьянства, и отчасти даже рабочего класса. Тому причиной было экономическое положение. Улучшение жизненного уровня шло намного медленнее, чем того ожидали трудящиеся массы; бедствия и лишения послевоенного времени нельзя было ликвидировать в один день. В некоторых районах страны, в частности, за Тисой, имелось значительное число безработных. Еще не были изжиты различного рода предрассудки, антикоммунистические и антисоветские настроения. Правая оппозиция быстро нашла тон, способ, при помощи которого можно было восстановить против истинных своих классовых интересов несознательную часть трудящихся, жаждавшую лучшей жизни.

Наряду с политическим положением, недовольство народных масс было той внутренней движущей силой, которая заставила рабочие партии ускорить ликвидацию остатков капитализма.

Несмотря на уверенную победу демократических партий, входивших во Фронт независимости на выборах, этот успех не привел автоматически к стабилизации и расширению позиций в системе власти правительственной коалиции и левых сил; напротив, между коалицией и консервативной буржуазной оппозицией, и одновременно внутри обоих лагерей, обострились еще больше социальные и политические противоречия, которые переросли в кризис, продолжавшийся в течение целого месяца. В этой обстановке для коалиции вовсе не было безразлично, на чью сторону станет НПСХ.

Поражение на выборах партии мелких сельских хозяев вызвало в ее рядах огромное недовольство, с новой силой разгорелась вражда между различными фракциями. Острые нападок правого крыла было направлено в первую очередь против группы интеллигентов (во главе с Д. Ортутаи), сотрудничавшей с ВКП, пытаясь сделать ее козлом отпущения за поражение. На всеенгерской совещании руководства НПСХ, состоявшемся 11 сентября 1947 г. при помощи рабочих партий, а также значительными уступками в пользу правых, удалось взять верх группе Доби - Дьёндёши, которая трезво оценивая обстановку, не желала прекратить сотрудничество с левыми сила-

ми. Совещание, хотя и ценой серьезных уступок правым, высказалось за продолжение участия партии в правительственной коалиции.⁶⁹

После урегулирования разногласий внутри Фронта независимости, в результате длительных переговоров между входившими в него партиями, было сформировано новое, второе правительство Динньеша и принята программа, в центре которой стояло осуществление трехлетнего плана и национализации банков.⁷⁰ Тем самым вопрос о власти был решен окончательно и бесповоротно.

IV

Поворот налево в политике Партии мелких сельских хозяйев

(Октябрь 1947 — октябрь 1948 г.)

Осенью 1947 и весной 1948 гг. раскол мира на два лагеря стал свершившимся фактом. Между Советским Союзом и западными державами обострились противоречия, углубились разногласия по нерешенным вопросам международной политики. В марте 1948 г. был образован брюссельский «оборонительный» союз, а затем и также так называемый Европейский совет; началась подготовка к созданию Североатлантического пакта.⁷¹

Новые явления мировой политики, эпохального значения общественно-политические преобразования в соседних с Венгрией странах народной демократии, и не в последнюю очередь, решения созданного в конце сентября 1947 г. нового управляющего центра международного рабочего движения Информационного бюро, оказали глубокое влияние на политику Венгерской коммунистической партии. Партия отказалась от концепции длительного существования преходного периода и ускорила подготовку к осуществлению поворота к социализму. Административными, в сущности, методами была покончена с Партией независимости Пфейффера и поставлен на повестку дня вопрос о реорганизации Фронта независимости; по инициативе коммунистов было реорганизовано молодёжное и женское движение, пересмотрена роль профсоюзов;⁷² начались переговоры, имевшие целью объединение двух рабочих партий. После национализации крупных банков, в марте 1948 г. были обобществлены предприятия, насчитывавшие более ста рабочих, и тем самым в промышленности общественная собственность стала господствующей формой собственности.⁷³

⁶⁸ См. Gy. SZEKŰ: *Forradalom után*. (После революции) Бп., б. г., стр. 6—7.

⁶⁹ О работе пленума руководства НПСХ см. ежедневные газеты от 11, 13, сентября 1947 г.

⁷⁰ Газ. Szabad Nép, 14 октября 1947 г.

⁷¹ Международные отношения после второй мировой войны. Том. I. 1945—1949. М. 1962. Стр. 466—471, 608—611.

⁷² B. SZABÓ: *Népi demokrácia és forradalomelmélet* (Народная демократия и теория революции). Бп., 1970, стр. 209—236. A. SÁGVÁRI: Цит. соч. стр. 275, 303.

⁷³ I. T. BEREND: Цит. соч. Стр. 265, 376.

После поражения на выборах, партия мелких хозяйев была не в состоянии прийти в себя, вся партия находилась в состоянии распада и разложения. Несмотря на то, что партия продолжала держать в своих руках такие важные посты, как пост президента республики, или премьер-министра, тем не менее быстро уменьшались ее политический вес и общественная роль. Происходившие в венгерском обществе глубокие преобразования поставили перед выбором и руководство НПМСХ: необходимо было разобраться в сложившейся ситуации и определить вытекавшие отсюда задачи партии.

Порвав компромисс, заключенный с правым крылом после выборов, партийное руководство во главе с Иштваном Доби и Яношем Дьендешши, по инициативе интеллигентской группы весной 1948 г. разработало новую политическую концепцию, существенно отличавшуюся от прежней. Партия мелких сельских хозяйев отказалась от продолжения своей прежней двойственной внешнеполитической ориентации и одобрила линию на поддержание дружественных отношений с Советским Союзом и с народами соседних стран. Партия отвергла буржуазно-демократическую платформу, которой она придерживалась еще во время выборов, и приняла программу, предусматривавшую перерастание народной демократии в социализм. Отказавшись от тактики «обид» и от претензий на расширение своей власти, она дала согласие на реорганизацию Фронта независимости; поддержала политику национализации, и сама выступила в роли инициатора в вопросе организации сельских кооперативов.⁷⁴ Особенно много сделала партия мелких хозяйев в деле ликвидации культурной монополии бывших господствующих классов и идеологического влияния церкви.⁷⁵ На пленарном всевенгерском совещании высших органов НПМСХ, состоявшемся в апреле 1948 г., руководство партией окончательно перешло в руки левого крыла, в которое входили прогрессивная группа интеллигентов и бедных крестьян. После создания политического единства партии новые руководители приступили к решению организационных вопросов; была, в частности, осуществлена широкая чистка, в ходе которой из партии была удалена большая часть реакционных элементов кулачества и буржуазной интеллигенции.⁷⁶ Состоявшаяся осенью 1948 г. в Балатонкенеше партийная конференция официально приняла программу социализма.⁷⁷

⁷⁴ См.: Газ. Kis Újság, 9 марта 1948 г. *Az első balatonkenesei értekezlet határozata* (Резолюция первой конференции в Балатонкенеше).

⁷⁵ В национализации церковных школ большую роль сыграли Дюла Ортутан и левое крыло НПМСХ. См. S. ORVÁN: *Egyház és állam. 1945–1950* (Церковь и государство. 1945–1950) Бп., 1962; стр. 144–148.

⁷⁶ Газ. Kis Újság, 20 апреля 1948 г.

⁷⁷ *A második balatonkenesei értekezlet. Politikai és gazdasági tájékoztató*. (Вторая конференция в Балатонкенеше. Политический и экономический бюллетень. Выпуск II № 34–44, 12 ноября 1948 г. Издание Независимой партии мелких сельских хозяйев). Бп., 1948, стр. 128.

Несмотря на полевание Партии мелких сельских хозяев и демократизацию её внутренней структуры, она не стала серьезным фактором политической жизни, ибо в конце 1948 и в начале 1949 гг. в ходе строительства нового социалистического общества и в политике Венгерской партии трудящихся — наряду со значительными достижениями — имели место также искажения, которые в области экономики, в особенности же политики не считались с теми своеобразными формами и политической практикой, которые сложились в ходе народно-демократических преобразований. С победой диктатуры пролетариата, с переходом к однопартийной системе, НПСХ, подобно родственным ей партиям, постепенно потеряло свое бывшее значение. Между тем, эта политическая организация нашла бы свое место в народном фронте, который бы включал в себя не одну, а несколько партий, в таком случае она могла бы выполнить свою миссию и способствовала бы интеграции в новом общественном строе мелкого, среднего крестьянства и значительной части мелкой буржуазии.

L'activité des comités mixtes d'historiens travaillant sous la direction de l'Académie des Sciences de Hongrie

Par

E. ARATÓ

Depuis plus d'une décennie les comités mixtes se sont avérés une forme efficace de la coopération bilatérale avec les historiens des pays socialistes. Les premiers furent le comité hungaro-tchécoslovaque et le comité hungaro-polonais (juin 1960), suivis du comité hungaro-allemand (juin 1961). Le comité hungaro-yougoslave n'a travaillé que pendant deux ans (1964–1965). Le comité hungaro-soviétique a une activité effective depuis janvier 1969 et en juillet 1970 démarra le comité mixte hungaro-roumain.

La forme d'activité, propre à tous les comités des relations bilatérales, est la session annuelle tenue en alternance dans notre pays et dans le pays partenaire. Ces rencontres ont deux thèmes: des consultations portant sur des sujets d'un intérêt réciproque et préparés après mûres réflexions, et des délibérations sur les questions organisationnelles de cette coopération à multiples facettes. L'histoire des trois comités ayant un passé plus long montre que dans les premiers temps les questions organisationnelles eurent la part de lion des délibérations, tandis que, au bout de quelques années, les questions scientifiques prirent la place centrale. Cela ne veut nullement dire que les importantes questions organisationnelles fussent remises au second plan, seulement qu'elles furent expédiées, entre les deux sessions, par correspondance entre les secrétaires et présidents. Les expériences furent ensuite utilisées par les comités formés plus tard.

Les deux sections des comités mixtes ont en général 4–5 membres chacune à l'exception du comité hungaro-soviétique ayant 14–17 membres. C'est que, en dehors des historiens, ce comité comprend en outre des ethnologues et archéologues. Ce caractère complexe n'est pas pour rien dans l'importance que prend l'activité de ce comité. L'augmentation du nombre des membres à neuf est en cours pour le comité mixte hungaro-tchécoslovaque. Outre la transformation du pays en fédération, cette augmentation s'explique aussi par les relations de plus en plus étroites. Il va sans dire que tous les membres ne participent pas à chacune des sessions annuelles, seuls sont présents ceux que concerne le thème à l'ordre du jour. Aux préparatifs par contre, ainsi qu'aux délibérations en Hongrie d'autres chercheurs peuvent également avoir une participation organisée, ce qui peut élargir l'activité du comité. A la partie scientifique des sessions participent également les spécialistes connus du thème débattu, ce qui est fort utile et du point de vue du niveau des débats et du point de vue des contacts personnels.

La coopération organisée s'étend sur l'ensemble de l'historiographie. Les comités mixtes n'ont pourtant pas de droits fixes, ni d'appareil administratif,

ils ne peuvent donc que présenter des propositions aux différents instituts et autorités, ils ont l'initiative des relations et ils les enregistrent. Vu que les différents instituts ont entre eux des rapports directs et peuvent avoir des contacts indépendamment de l'activité des comités mixtes, la coordination dresse devant les comités des tâches importantes. Dans ce domaine il y a encore fort à faire.

1. Dès le début de leur activité les comités mixtes ont porté grande attention à assurer toutes les conditions favorisant la recherche historique. Cela se rapporte aussi bien à l'achat (et à l'échange) des livres, où l'on connaît parfois des difficultés, qu'à l'amélioration des conditions des recherches dans les archives, et au prêt des documents, à la préparation de microfilms et de xéroxes.

2. L'autre activité permanente de grande importance est l'information. La méthode en est multiple selon le travail des différents comités. Les plans de travail, annuels et pluriannuels, des institutions historiques sont échangés par voie administrative, mais en outre l'information concrète a plusieurs aspects. Les travaux et études historiques, ayant trait à l'histoire du partenaire, sont systématiquement résumés et envoyés au partenaire. Une information permanente est donnée sur les conférences et différentes manifestations prévues, les rapports oraux sont discutés et les documentations sont échangées sur certains problèmes d'histoire et d'organisation (réformes universitaires et académiques, situation de la recherche dans l'histoire du mouvement ouvrier et dans l'histoire universelle, comptes rendus des problèmes touchant particulièrement l'historiographie, des débats, des tâches qui se dressent devant la recherche, et des résultats principaux etc.).

3. Chaque comité tient pour une de ses préoccupations importantes de faire connaître l'historiographie du partenaire. Les formes de travail déjà décrites le favorisent également. Grâce à l'initiative des comités mixtes de nombreuses informations ont paru chez nous sur l'historiographie des pays socialistes et réciproquement. Les comptes rendus apparaissant dans un nombre croissant en relèvent également. Plusieurs propositions étaient avancées pour traduire réciproquement des travaux historiques d'importance, mais peu d'entre elles furent réalisées. Les périodiques ont par contre publié en traduction plus d'une étude. Les visites dans les différents instituts historiques et aux universités, organisées lors des sessions, ont bien servi, malgré les cadres restreints, à mieux connaître l'historiographie des autres.

4. Parmi les mesures entreprises dans différents domaines plusieurs comités mixtes (polonais, tchécoslovaque, allemand) ont centré leur attention sur les relations entre les directions des archives, les sociétés d'histoire et les universités. Les comités jouent un rôle systématique dans l'invitation réciproque des historiens et dans l'organisation de leurs conférences. Certains comités, (polonais, allemand) ont engagé l'examen réciproque et la discussion des chapitres des manuels scolaires se rapportant à l'histoire de nos pays et de nos peuples. Nous notons avec plaisir que le vœu d'accomplir au plus tôt possible ce travail important fut exprimé par la quasi totalité des comités au moment même où les tâches concrètes furent fixées. Sous cet aspect il faut mentionner la pratique généralement admise que certains travaux touchant le partenaire sont soumis à un échange d'opinions de la part des spécialistes.

Il s'est avéré utile que les membres des comités représentent plusieurs établissements d'histoire ou des disciplines apparentées. En dehors de l'Insti-

tut d'Histoire de l'Académie des Sciences, ce sont surtout les universités et les archives, ainsi que la direction des archives du Ministère de la Culture qui se font représenter dans les comités. En ce qui concerne les disciplines apparentées, outre le comité hungaro-soviétique, le comité hungaro-roumain a des membres archéologues et, sur initiative tchécoslovaque, un archéologue participera aux travaux du comité hungaro-tchécoslovaque.

5. A l'échelon le plus élevé de la coopération il s'agit de relier entre elles les activités scientifiques de nos pays. Bien que les sessions annuelles servent ce but, nous n'avons fait que les premiers pas dans ce domaine. Les comités mixtes ont fait nombreuses propositions de publier des travaux faits en commun, mais ces beaux projets ne se sont réalisés que partiellement: les pays ont publié une partie des conférences faites aux sessions scientifiques organisées en commun. D'autres résultats dans ce domaine sont les suivants: coordination des activités avant les congrès internationaux, participation à des conférences organisées réciproquement, initiatives pour établir des contacts personnels entre les historiens faisant des recherches dans des domaines identiques.

6. Une place particulière revient au travail le plus important, aux sessions scientifiques organisées en commun. Nombreux thèmes de grande portée y furent discutés à fond. Les matières de certaines sessions furent publiées dans leur ensemble, en un tome, mais la grande partie des débats n'a paru que dans des périodiques et non in extenso. Les matières de la session du comité hungaro-polonais sur la Renaissance et la Réforme ont paru in extenso, dans un tome indépendant. (*La renaissance et la réformation en Pologne et en Hongrie. 1450—1650.* Dir. Gy. Székely et E. Fügedi. Budapest 1963.) Les matériaux de la dernière session (1971) du comité mixte hungaro-tchécoslovaque sont sous presse et paraîtront dans la série «*Értekezések*» (Actes). (Traits caractéristiques de la nationalité féodale et de l'idéologie «nationale» chez les Hongrois et les Slovaques.)*

Les thèmes témoignent de l'élargissement des horizons, parallèlement à l'examen comparatif des relations et de l'évolution parallèle, la recherche était centrée, outre l'histoire des deux peuples en question, sur l'Europe centrale et orientale.

Dans plusieurs comités s'était posée la question de l'efficacité des sessions, en général bien réussies, de leur rayonnement dans les milieux des historiens. C'est que dans la plupart des cas il s'agit de réunions de travail restreintes, avec la participation des spécialistes des questions à l'ordre du jour dont le nombre ne dépasse pas en général 20—25. Le grand nombre des participants peut, certes, défavoriser les débats concrets, approfondis. De notre avis, ces réunions de travail se sont justifiées, c'est la forme qu'il faudrait maintenir dans l'avenir, bien que l'augmentation du nombre des participants soit également motivée.

En dehors des relations bilatérales, la question de la coopération multilatérale s'est également posée surtout en ce qui concerne l'organisation de sessions scientifiques. En 1967 le comité mixte hungaro-polonais a fait une telle tentative désirant organiser des débats avec la participation des comités polono-allemand et polono-tchécoslovaque. Ce projet ne s'est pourtant pas réalisé.

* Voir le compte-rendu de la session dans les N^{os} 3-4 de l'année XVIII des *Acta Historica*.

Ce qui précède montre bien que l'activité des comités mixtes a renforcé les relations bilatérales organisationnelles, et qu'un échange intense d'expérience et d'opinions avait eu lieu. Le travail des comités a rendu la coopération systématique encore que, malgré les prescriptions du plan, les sessions n'aient pas été tenues tous les ans. Pendant douze ans le comité hungaro-tchécoslovaque eut neuf sessions, le comité hungaro-polonais dix, et le comité hungaro-allemand huit sessions pendant onze ans. Le comité hungaro-soviétique travaillant depuis 1969 et le comité hungaro-roumain existant depuis 1970 se rencontrent régulièrement tous les ans.

Dans la suite nous parlerons des caractéristiques des différents comités, avant tout de leur activité touchant concrètement notre discipline.

1. *Le comité mixte hungaro-tchécoslovaque* a donné de bonnes impulsions aux relations entre les directions des archives et les universités. Dans le premier domaine une coopération féconde s'est établie quant à la théorie, à la terminologie des archives et à la formation des archivistes. Le travail des groupes de chercheurs est également spécial et il est étroitement lié aux archives. Malgré les difficultés qui surgissent de temps à autre, les groupes de recherche ont effectué d'importants échanges de microfilms. Cette forme s'est bien justifiée, elle assure la prise de photos des matériaux d'archives dont on a réciproquement besoin. Les demandes hongroises se rapportent en partie aux besoins des historiens hongrois effectuant des recherches en Tchécoslovaquie et en partie aux microfilms faits régulièrement pour de séries projetées. Quant à la coopération entre les universités il convient de parler de la publication de documents historiques des universités et des hautes écoles de Hongrie. Des spécialistes slovaques participent aussi à cette entreprise hongroise. Cette coopération, lancée par le comité, a une grande importance aussi parce que nous avons projeté la publication des documents d'une série d'écoles supérieures qui fonctionnaient jadis sur le territoire de la Slovaquie actuelle.

Aux sessions du comité mixte hungaro-tchécoslovaque nombre de questions de notre discipline furent mises à l'ordre du jour. En 1963, le comité a adopté la forme des réunions de travail qui s'est avérée plus efficace aussi parce qu'elle permit mieux les débats sur les questions de fond. Un autre avantage en était qu'aux conférences la section invitée avait joué le rôle principal, tandis que pour les réunions de travail les deux sections préparaient des rapports.

Le programme des réunions embrassait beaucoup de thèmes, les importants tournants dans l'histoire des Hongrois, Tchèques et Slovaques, les points de contact, les parallélismes, sans négliger l'histoire économique et sociale (structure de la société médiévale en Hongrie, la propriété dans les villes minières de la région du Garam [Hron] — en 1960; le réveil national des Slovaques, la révolution industrielle en Bohême et dans les départements peuplés par des Slovaques — en 1961; la Hongrie et la Petite-Entente — en 1962; l'Insurrection Nationale Slovaque en 1944 — en 1964; le développement de la démocratie populaire en Tchécoslovaquie et en Hongrie — en 1965). Le Comité a traité les problèmes théoriques et méthodologiques de la recherche et de l'enseignement de l'histoire universelle et, en connexion avec cela, les conceptions marxistes sur l'Europe orientale ainsi que la méthode comparative (1963). Dans le domaine de l'histoire des relations le comité étudia la collaboration des forces progressistes hongroises, tchèques et slovaques entre les deux

guerres (1967), ainsi que l'Insurrection Nationale Slovaque et ses rapports avec la Hongrie (1964).

Une place particulière revient à la dernière session (1971) qui eut lieu après une interruption de presque quatre ans. Le thème de cette rencontre tenue à Bratislava était la caractéristique de la nationalité et idéologie féodale hongroise et slovaque. Les conférences et les débats ont montré qu'une discussion concrète et objective était possible aussi sur des sujets dans lesquels les positions hongroise et slovaque diffèrent quant aux détails. Le grand nombre des historiens participant à la réunion était une preuve de l'intérêt que les problèmes à l'ordre du jour avaient suscité. Les rapports ont élucidé bien des questions d'importance et mis en relief nombreux faits historiques qui pourront influencer la recherche à venir.

Cette session, sous ses aspects tant scientifique qu'organisationnel, s'est fait remarquer par rapport aux précédentes, par son ambiance cordiale. Pensant à nos polémiques précédentes, nous attribuons une importance toute particulière aux paroles chaleureuses et sincères prononcées par le président de la section tchécoslovaque M. J. Tibenský:

« Pendant mille ans l'histoire avait mis en commun nos peuples, Slovaques et Hongrois. De l'autre côté, justement cette histoire millénaire, et surtout son interprétation traditionnelle des deux côtés, impliquant la mise en relief exclusive des phénomènes négatifs, a constitué dans un certain sens un obstacle du rapprochement de nos nations socialistes. Aussi le travail des historiens hongrois, tchèques et slovaques, l'interprétation objective de l'histoire hongroise et slovaque, devront-ils jouer un rôle de premier ordre dans l'élimination de ces obstacles et dans le renforcement des liens de bon voisinage entre les deux nations. Ce passé commun de mille ans implique tant de choses communes ! Notre tâche sera grandement facilitée par l'application à notre histoire commune de l'idéologie marxiste des classes, et, de point de vue politique, par la communauté des Etats socialiste. »

2. *Le Comité mixte hungaro-polonais* a une histoire plus équilibrée et plus continue. Cela s'explique avant tout par l'absence dans l'histoire des deux peuples de conflits aigus qui pourraient jeter leur ombre sur la collaboration d'aujourd'hui, mais de plus, la Hongrie et la Pologne étaient liées d'une amitié traditionnelle, et la coopération après la Libération entre les deux pays socialistes ne connaissait pas de heurts.

A la première session, en juin 1960, les problèmes historiques intéressant les historiographies des deux peuples furent passés en revue avec minutie (les relations, l'évolution parallèle, et l'horizon plus large: la Monarchie Austro-Hongroise et l'histoire des deux peuples). Ce plan en perspective s'est avéré bien choisi puisque depuis plus d'une décennie ce programme se réalise sans discontinuer. Dès le début le comité a exprimé le vœu d'élargir le champ de recherches et d'obtenir la participation aux différentes consultations d'historiens tchèques, allemands et autrichiens, et au cours de toute son activité a fait des efforts pour y parvenir.

La première session a d'ailleurs indiqué la voie aussi pour la coopération organisationnelle: le protocole adopté peut être considéré comme le statut du comité. C'est ce comité qui eut le plus d'esprit de suite, et de succès, dans la coopération entre les sessions et il enregistre et apprécie avec souci et système les relations multiples entre historiens. Il convient de souligner tout particulièrement que le comité mixte s'est spécialement intéressé au travail de la

commission de révision des manuels scolaires engagé en 1970 sur initiative et sous la direction de l'Institut Hongrois de Pédagogie, et qu'il a envoyé ses délégués dans cette commission. Indirectement, le Comité a participé aux travaux préparatifs de l'exposition « Mille ans de relations historiques hungaro-polonaises ».

Un autre fait remarquable est l'échange régulier de la bibliographie intéressant les deux côtés. Cependant ces matériaux précieux ne deviennent pas un trésor public, étant déposés dans les archives sans être publiés.

L'entreprise scientifique la plus considérable fut engagée au début de l'activité du comité, en octobre 1961, lorsque la conférence sur la Renaissance en Hongrie et en Pologne fut organisée avec la participation de chercheurs étrangers. La conférence traita l'époque de la Renaissance et de la Réforme en Hongrie et en Pologne, mais le thème fut élargi et embrassa les problèmes d'autres pays aussi offrant un caractère théorique.

Le sujet fut traité, de manière complexe, en quatre groupes de questions allant des changements survenus dans la base économique jusqu'aux éléments de la superstructure. Les premiers rapports et co-rapports concernant l'analyse des conditions socio-économiques ont fait ressortir que les recherches polonaises et hongroises pénétrèrent jusqu'au fond de la question et ce sous des aspects variés. Il n'est pas un pur hasard que les débats les plus vifs fussent engagés sur ce thème. On regrettera toutefois que les participants n'aient pas centré leurs interventions, d'ailleurs fort riches en nouveautés intéressantes, sur l'analyse des forces et mouvements sociaux qui constituèrent le véhicule ou le corollaire de la Réforme.

Le second groupe de questions embrassa directement les problèmes de la Renaissance et de la Réforme. Parmi les conférences, riches en résultats de grande portée, nous relevons celles portant sur le rôle qu'avait joué l'idéologie de l'époque dans la préparation des idées progressistes et de la pensée rationaliste. Des liens remarquables furent révélés par l'analyse poussée des fondements et des tendances de la Réforme en Allemagne, Autriche, Croatie. Il est pourtant regrettable que l'on ait insuffisamment analysé les conditions spécifiques des nationalités dans les Etats médiévaux hongrois et polono-lituanien.

Dans le troisième groupe de questions les conférenciers ont réussi à donner un tableau de l'évolution étatique spécifique à l'Europe orientale dans la basse époque du féodalisme, à cerner la base sociale de la centralisation étrangère et des forces qui la soutenaient, ainsi que celle de la démocratie nobiliaire et des tendances anarchisantes, et ce dans leur contexte de politique étrangère et ecclésiastique, et à montrer en même temps le fond du tableau, les mouvements paysans écrasés, les luttes sociales dans les villes et aussi la lutte contre les envahisseurs turcs.

Enfin, en ce qui concerne les arts plastiques, on a procédé à l'analyse des relations dans ce domaine entre la Pologne et la Hongrie et les pays voisins.

La même année, le comité a passé en revue les résultats obtenus pendant ces quinze ans par l'historiographie hongroise et polonaise. On a apporté un soin tout particulier à l'historiographie des relations historiques hungaro-polonaises, de l'évolution de la technique, de la formation de l'Etat polonais médiéval, de certaines questions de la période précoce du féodalisme.

La section hongroise a participé aux festivités à l'occasion du 600^e anniversaire de l'Université Jagellon de Cracovie, le comité entier a été présent

à la session jubilaire (1964) et sur son initiative, et grâce à son activité, de nombreuses publications scientifiques parurent en Hongrie [E. Kovács: *A krak-kői egyetem és a magyar művelődés* (L'Université de Cracovie et la civilisation hongroise). Budapest 1964; deux tomes d'Annales de l'Université de Budapest sous le titre *Studia Universitati Cracoviensi dedicata*, 1964.]

Deux sessions, dédiées à des problèmes importants de l'histoire urbaine médiévale, ont traité la question dans un contexte plus large. La session de 1966 passa en revue le développement aux XIII^e—XVI^e siècles des villes polonaises, hongroises et prussiennes, offrant ainsi une large contribution à l'élucidation des traits communs. En 1971, le thème central de la session était: commerce et voies commerciales en Europe centrale-orientale aux XVI^e—XVIII^e siècles. La plupart des conférences se rapportait, certes, à l'histoire hongroise ou polonaise, mais le large contexte est-européen n'a pas manqué non plus.

Il serait erroné de penser que le comité s'est peu occupé de l'histoire moderne et contemporaine. La consultation (1969) sur les transformations sociales et sur l'évolution de la conscience nationale au XIX^e siècle eut un grand succès. Il en va de même de la session dont le thème était l'analyse des mouvements paysans et ouvriers en Hongrie et en Pologne, ainsi que leurs relations, aux XIX^e et XX^e siècle, jusqu'en 1919 (en 1962).

La rencontre de 1967 fut consacrée à l'anniversaire de la Révolution d'Octobre. Les conférences prononcées ont révélé de nouveaux faits et ont mis en relief les parallélismes et relations qui s'observent dans l'évolution des sociétés polonaise et hongroise en 1917 et dans les années suivantes.

Deux sessions furent enfin consacrées à l'époque succédant à la Libération. A l'une d'elles on a procédé à l'analyse des questions de la révolution démorcatique-populaire et des problèmes qu'elles posent à la recherche (1965), à l'autre, à l'occasion du 25^e anniversaire de la Libération (1970), on a confronté l'évolution polonaise et hongroise tout en donnant une appréciation à l'historiographie d'après la Libération.

Comme on voit, les sessions scientifiques du comité hungaro-polonais ont fait du bon travail en explorant les relations vraiment progressistes, en révélant, à l'aide des méthodes marxistes des études comparatives, les processus et les parallélismes dans l'évolution en Hongrie et en Pologne.

3. *Le Comité hungaro-allemand* a mis quelques années à trouver les formes les plus appropriées à son activité. Au cours des premiers six ans les questions organisationnelles occupèrent le premier plan. A cette période le comité ne discutait pas les thèmes scientifiques fixés de la manière décrite, mais dans la partie de la session, dénommée colloque, il procédait plutôt à des informations réciproques ce qui, évidemment permit d'aborder plusieurs questions de principe. Ainsi, dans des formes moins fixes, on a posé les problèmes de la I^{re} Internationale et des première et deuxième guerres mondiales (1963).

Les colloques suivants étaient déjà des sessions scientifiques dont la méthode de travail ressemblait à celle des comités hungaro-tchécoslovaque et hungaro-polonais. Les thèmes discutés relevaient des époques moderne et contemporaine et embrassaient les relations germano-hongroises, les différentes périodes de l'histoire allemande, ses éléments tant progressistes qu'impérialistes.

La présentation réciproque des récentes synthèses sur l'histoire du mouvement ouvrier (1967) a abouti à un échange d'expérience précieux com-

prenant des analyses de fond. En 1968 les principales tendances de l'historiographie bourgeoise en Allemagne de l'Ouest furent mises à l'ordre du jour. Le motif n'en consistait pas seulement dans les tâches politico-idéologiques qui préoccupent les historiens de la RDA, mais aussi l'idée qu'aux colloques scientifiques le comité ne doit pas se limiter à explorer les rapports dus au passé historique commun, il doit également faire des efforts pour développer l'idéologie marxiste et pour procéder à des polémiques communes avec les idéologies bourgeoises. Le programme de ce colloque fut très riche: en dehors d'une revue générale, les conférenciers firent des analyses critiques de l'histoire économique pratiquée en Allemagne de l'Ouest, des publications des œuvres de Marx et Engels, des chapitres concernant l'histoire de Hongrie dans les manuels scolaires ouest-allemands. Au cours de la discussion on a relevé la nécessité d'une analyse de tous les côtés, on a insisté sur le caractère publicistique du courant néo-nazi, et on a constaté qu'il était nécessaire d'occuper une position nuancée envers les historiens ouest-allemands «marxisants».

Les débats sur le compromis entre l'Autriche et la Hongrie et sur les questions de l'unité allemande eurent lieu à propos du centenaire de ces événements. La réunion de ces deux événements dans les débats était un choix heureux du point de vue du contexte historique aussi bien que du point de vue de la coopération des deux pays dans l'historiographie.

A la dernière session (1971) de vifs débats eurent lieu à propos des projets de l'impérialisme allemand visant le réaménagement de l'Europe, à partir des projets d'avant la première guerre mondiale concernant l'Europe centrale allemande, jusqu'aux conceptions du Troisième Reich. A cette occasion, sur la base d'un rapport préparé par les historiens allemands, le comité a analysé la manière dont les programmes scolaires des établissements primaires et secondaires est-allemands traitent l'histoire de Hongrie. Après la discussion de ce problème important celui-ci ne figure plus à l'ordre du jour, nous estimons néanmoins que la réciprocité impose dans ce domaine de nouvelles tâches: du côté hongrois on devrait étudier les manuels scolaires allemands et du côté allemands les manuels hongrois pour ensuite discuter les résultats à une séance en commun.

A cette dernière session un changement de fond fut décidé en ce qui concerne la forme des délibérations. Dans l'avenir on s'occupera aux colloques en premier lieu du contexte historique international. Aux séances du comité par contre, où dès le début des rapports furent faits concernant l'échange d'expérience scientifique (dans ce cadre fut fait par exemple en 1970 l'examen des manuels scolaires), on discutera désormais d'importantes questions méthodologiques.

En 1965 surgit l'idée de publier des études faites en commun, ainsi que des séries de communications hungaro-allemandes (de 3 - 4 cahiers d'imprimerie chacune) portant sur des thèmes historiques touchant les deux pays. Dans ce cadre fut publié l'ouvrage de K. Obermann: *Die ungarische Revolution von 1848 - 49 und die demokratische Bewegung in Deutschland* (Budapest 1971).

4. Dans l'ordre chronologique, nous devons passer en revue les deux ans de coopération des historiens *hongrois* et *yougoslaves*. C'est en toute conscience que nous avons omis le mot de «comité mixte» vu que, à la différence des autres, cette entreprise hungaro-yougoslave n'avait pas de membres permanents.

En juin 1964 un accord fut conclu entre l'Académie des Sciences de Hongrie et le Conseil Fédéral pour la Coordination des Recherches Scientifiques de la République Fédérative Socialiste Yougoslave sur l'élaboration en commun de thèmes historiques. C'est ce qui explique la formation d'une commission ad hoc chargée de « coordonner la coopération entre historiens ». La consultation qui eut lieu en 1964 a fixé, à l'instar des autres comités mixtes, une importante série de thèmes communs, du moyen-âge à la libération. On y a en outre examiné le travail organisationnel à faire, conformément à celui dont nous avons parlé dans l'introduction.

Une nouveauté considérable dans la coopération hungaro-yougoslave fut d'avoir projeté l'élaboration des thèmes prévus surtout dans le domaine des relations historiques (en nombre de six), en même temps, indépendamment des sessions annuelles. Les participants et les responsables des thèmes ont également été désignés. Le projet, aussi excellente que soit la conception quant aux thèmes à investiguer en commun, n'a pas pris dûment en considération les réalités. La définition concrète des thèmes communs fut mise à l'ordre du jour de la session de 1965 aussi. Une entente fut survenue également quant à l'examen en commun des manuels scolaires des deux pays.

Le thème scientifique de cette rencontre embrassait quelques questions des relations hongrois-slaves sud en 1848-49. Il y avait des divergences entre les historiens croates et hongrois en ce qui concerne les relations croate-hongroises au printemps et à l'été 1848, ainsi que le rôle de Jellačić avant septembre 1848. Les premiers se référaient à la conception au fond identique avec le mouvement national croate avant septembre 1848, les derniers soulignaient le caractère différencié de ce mouvement, la présence de la gauche, les liens de Jellačić avec la cour, antérieurs à l'automne 1848, et le fait qu'il avait induit en erreur, étant partisan inconditionnel de la cour impériale, la gauche anti-Autriche et anti-Hongrie qui était, provisoirement, son allié.

Le rapport serbe qui résumait les problèmes du mouvement serbe et des actions paysannes de 1848 n'a touché les rapports serbo-hongrois de l'époque que sous forme de questions à résoudre. Outre le problème des nationalités c'est surtout un accent plus grand mis sur les questions sociales qui a marqué ce rapport.

Il serait désirable d'élargir et de coordonner les relations établies avec les historiens de ce pays socialiste voisin dans le cadre des comités mixtes, forme qui s'est justifiée, et ce malgré les difficultés que causent les différences dans les structures. Il serait également nécessaire d'organiser un *Comité Mixte des Historiens Hongrois et Bulgares*.

5. *Le Comité Mixte Hungaro-Soviétique des Historiens* fut organisé conformément aux plans de travail pour 1968-69 des deux Académies. Ce comité travaille sur la base d'un statut bien réfléchi. Son travail est marqué par une grande complexité, par la participation réciproque aux conférences organisées des deux côtés, par une coordination concrète, par les recherches systématiques dans certains thèmes fixés en commun. Les délibérations organisationnelles du comité mixte sont en général reliées à une session scientifique organisée par le comité ou indépendamment du lui. Cette forme-là diffère également de la pratique des autres comités, mais la coordination des dates a permis de prendre une part active au travail des consultations.

Quant au contenu du travail je citerai avant tout les thèmes dans l'élaboration desquels les années écoulées ont vu un certain progrès. La section

hongroise du comité international du thème « Lénine et les lois générales régissant la Révolution d'Octobre » s'est constituée en 1970 en sous-comité du comité hungaro-soviétique. Ce dernier a favorisé la coopération d'historiens soviétiques et hongrois dans le thème théorique-méthodologique « Application des méthodes mathématiques dans la recherche historique ».

La participation aux conférences riches et variées a apporté ses résultats. En 1969 et en 1970 celles-ci s'occupaient en grande partie des anniversaires. Sous cet aspect nous citons les sessions tenues à Moscou, à Budapest, à Miskolc et portant sur la fondation du Parti Hongrois des Communistes, sur l'instauration de la République Hongroise des Conseils et sur les opérations de l'Armée Rouge hongroise.

Les autres anniversaires importants étaient également marqués par des consultations fructueuses. Des conférences scientifiques eurent lieu à Budapest, Moscou, Kiev, Oulianovsk et Kharkov à l'occasion du centenaire de la naissance de Lénine, du 25^e anniversaire de la victoire soviétique sur l'Allemagne fasciste et de la libération de la Hongrie. Il ne faut pas oublier deux importantes consultations: Discussions sur les questions théoriques et méthodologiques de l'histoire de la civilisation (Budapest 1969) et Caractère du pouvoir politique en Hongrie dans les années 1920—1930 (Moscou 1970).

Il convient de rendre compte de trois rencontres des ethnographes hongrois et soviétiques: en 1969, à Moscou un symposium méthodologique concernant les rapports entre l'histoire et l'ethnographie et la même année à Budapest une conférence internationale ethnographique dont le thème était le processus de la transmission orale traditionnelle et en 1970 une session à Budapest du comité mixte qui se joignit au symposium hungaro-soviétique consacré aux questions de l'ethnie. (Voir les matériaux de ces conférences en *A népi kultúra — népi társadalom. MTA Néprajzi Kutató Csoportjának Évkönyve V—VI.* [Culture populaire — société populaire. Annuaire du Groupe de Recherches Ethnographiques de l'Académie des Sciences de Hongrie V—VI.] Budapest, 1971.)

Les archéologues participant aux travaux du comité mixte collaborent fructueusement avec les archéologues soviétiques, avant tout dans le domaine des recherches finno-ougriennes et de la préhistoire hongroise où il reste encore tant de lacunes à combler. Un recueil d'études archéologiques soviéto-hongroises a paru en 1969 et depuis 1970, avec la participation active du comité mixte, un manuel archéologique finno-ougrien est en préparation. Le volume *Einige Fragen zur Archäologie der Althungarn* (Studia Archaeologica Budapest) comprend également des études d'historiens hongrois et soviétiques.

La dernière session scientifique fut organisée par le comité mixte à Moscou (1971) sur le thème des conquêtes des Turcs-Ottomans et de la lutte contre elles en Europe centrale et orientale (XV—XVII^e siècles). Les débats, vifs, francs et de haut niveau, étaient remarquables pour avoir traité le thème dans un large contexte historique et géographique. Les questions posées au cours des débats touchèrent différents aspects importants des rapports de pouvoir à l'époque, de la base socio-économique et de la superstructure culturelle, et ce pour une région allant de l'Europe Occidentale à la mer Caspienne et à la Perse, et de la Scandinavie à l'Afrique du Nord.

Ce large horizon exclut que le centre des débats fût la question de la possibilité en Hongrie de lutter contre les Turcs, et les phénomènes concomitants. On a débattu la question fondamentale des rapports entre l'évolution

économique et l'histoire politique dans l'Europe du féodalisme tardif et plus particulièrement en Europe orientale. L'appréciation de la centralisation des Habsbourgs fut également posée ainsi que la question de savoir s'il existait, pour la Hongrie et les autres peuples de l'Europe centrale et sud-orientale, une troisième voie en dehors de l'alternative de la conquête turque ou de la soumission aux Habsbourgs.

L'échange de vue fut fructueux sur des détails importants comme l'interinfluence entre la structure de l'empire ottoman et les structures locales des pays soumis, le niveau de l'évolution agraire dans les régions occupées par les Turcs, et l'on a débattu l'époque à partir de laquelle il est possible de parler du déclin de la puissance turque. Au cours des débats les centralisations des Habsbourgs et des souverains russes furent confrontées, en outre il s'agissait, entre autres, de la mesure de l'aide matérielle et militaire accordée par les Habsbourgs contre les Turcs et du volume des impôts dans les Etats des Habsbourgs.

Pour la plupart de ces questions les participants de la consultation sont arrivés à des conclusions identiques ou fort proches en substance. Certains problèmes, surtout des détails, sont pourtant restés ouverts (les historiens soviétiques datent en général de plus tard le déclin de l'empire ottoman. Il y avait des différences également dans les jugements portés sur la puissance de l'Etat polonais à l'époque du féodalisme tardif.) A cette consultation des discussions eurent lieu non seulement entre les délégations, mais aussi au sein des différentes délégations.

6. *Le comité mixte hungaro-roumain* engagea les préparatifs de son organisation au printemps 1970 et au début de juillet de la même année le premier entretien eut lieu où les présidents et les secrétaires adoptèrent le plan de travail pluriannuel.

En dehors des éléments déjà connus dans d'autres comités, assurant les côtés organisationnels, l'information systématique et la coopération, d'autres éléments ont également été concertés par lesquels on a fait des pas en avant. Ainsi, le comité estime qu'une de ses importantes préoccupations est d'élargir l'échange de livres et de périodiques entre les bibliothèques des Académies et des Universités des deux pays, de favoriser réciproquement les recherches dans les bibliothèques et les archives, d'échanger les microfilms des livres rares et des matériaux des archives et d'examiner la possibilité de créer, sur le modèle hungaro-tchécoslovaque, des groupes de recherche. Une proposition de grande portée fut faite visant l'échange d'étudiants et d'aspirants afin de former réciproquement des spécialistes connaissant bien l'histoire, la langue et la civilisation de l'autre pays. Un point important est la réalisation de l'échange d'archéologues entre les Académies.

Récemment (février 1972) une entente survint dans la publication en commun de sources historiques, notamment de la correspondance en langue hongroise de voïévodes roumains. Ces lettres seraient publiées en langue originale et en traduction roumaine. D'ici la fin de 1972 on dépouillera les matériaux des deux côtés et on désignera les spécialistes qui dirigeront la publication.

Conformément au programme prévu des sessions scientifiques, la première rencontre eut lieu au début de juin 1971 à Budapest, où l'on a procédé à une revue de l'évolution des recherches historiques en Hongrie et en Roumanie. Le rapport et les co-rapports hongrois ont tracé l'évolution d'un quart

de siècle dans notre historiographie et les nouveaux résultats des recherches. Les conférenciers étaient unanimes à souligner que la lutte contre le nationalisme était en étroite liaison avec l'élargissement de l'horizon international, ce qui est à son tour la condition non seulement de notre coopération mais aussi de notre participation commune à la lutte contre l'idéologie bourgeoise.

Dans le rapport principal l'idée centrale était de montrer comment, dans des discussion non exemptes d'erreurs, la conception a fini par prévaloir que notre histoire nationale était un enchaînement de luttes de classes et que le contexte historique international devait jouer un rôle de grande importance. Le conférencier a démontré comment, dans les différentes périodes, cette idée a pu s'imposer et quels étaient les travaux et les nouveaux acquis qui ont, pendant ce temps, enrichi l'historiographie hongroise. Il n'a pas passé sous silence les erreurs, les impasses, les confusions provoquées par le dogmatisme et le révisionnisme.

Cette conférence fut suivie de trois co-rapports. Le premier a résumé les nouvelles recherches archéologiques en Hongrie qui pouvaient intéresser les confrères roumains. Touchant les principaux problèmes de l'époque romaine, le conférencier a souligné que la romanisation des conquérants et des autochtones n'avait pas touché les couches sociales inférieures de ces derniers et que ce processus concernait uniquement les villes sans toucher les villages. Quant aux problèmes de l'époque de la grande migration des peuples il a constaté que les fouilles de Keszthely et ailleurs ne permettent pas de démontrer la continuité.

L'autre co-rapport traita les principaux résultats obtenus dans l'histoire du parti ainsi que les facteurs qui avaient assuré les progrès. Il a, entre autres, mis en relief le rôle des débats, le besoin d'être nuancé, de connaître l'histoire du mouvement ouvrier international. Une place privilégiée revient à la conception qui insiste sur la double face du mouvement ouvrier en Hongrie: il est inséparable d'une part de l'histoire nationale et de l'autre il est incorporé à l'histoire du mouvement ouvrier international. Une proposition, importante du point de vue de la coopération, porta sur des ouvrages à écrire en commun sur des personnalités du mouvement ouvrier dont l'activité était déployée tant en Roumanie qu'en Hongrie.

Parmi les questions touchant l'entre-guerres et à propos desquelles les conceptions sont les plus divergentes, le troisième co-rapport a traité les graves effets du nationalisme économique, le caractère nécessaire de la désintégration de la Monarchie, et la question des nationalités qui, même dans le sens bourgeois, n'était pas réglée. Au pas qui avait posé de nouveaux problèmes, la politique extérieure hongroise a répondu par le révisionnisme, mais la Petite-Entente ne peut pas non plus être qualifiée d'alliance extérieure qui fût démocratique sans équivoque.

Les confrères roumains ont exprimé leur satisfaction du rapport et des co-rapports en soulignant qu'ils ont non seulement donné des informations, mais ont en outre contribué à élargir la coopération.

Le rapport roumain s'est étendu sur les nouveaux travaux historiques parus au cours de la dernière décennie. Les questions sincères et franches posées après le rapport ont provoqué un vif échange d'opinions. Une information précieuse fut donnée aux historiens hongrois: à l'Institut Iorga de Recherches Historiques de Bucarest un nouveau département est créé afin d'étudier l'histoire de cette question. La question s'est posée de créer, dans le cadre

de l'Académie des Sciences Sociales, un nouvel institut où il est prévu d'engager 25 chercheurs dont la tâche sera d'étudier la question des nationalités à l'aide de méthodes complexes.

L'entente fut faite de publier réciproquement les matériaux de la session de 1971.

La dernière session scientifique (février 1972) était très fructueuse. Son thème était l'évolution agraire en Europe centrale-orientale au cours des XVIII^e–XIX^e siècles. Un rapport remarquable fut présenté par Șt. Pascu – István Imreh – József Kovács: La politique agraire en Europe centrale-orientale à l'époque de transition du féodalisme au capitalisme. Il fut marqué par une conception comparative, révélant le contexte international. Les rapporteurs ont abandonné le schéma simplificateur de nation oppresseure-nation opprimée et ont replacé l'évolution nationale à sa véritable place déterminée par les conditions de la société donnée.

Les autres rapports roumains contenaient l'analyse du problème agraire en Roumanie (Le système agraire en Valachie et en Moldavie à l'époque phanariote), mais toujours en étroite liaison avec le problème agraire en Europe orientale (Les relations entre la réforme agraire adoptée dans les principautés roumaines réunies et l'évolution agraire en Europe centrale et sud-orientale). L'idée directrice des rapports roumains était l'unité de la libération sociale et nationale et il a été dit que la première était l'élément fondamental. Les questions posées au cours des débats portaient également sur les différentes formes des mouvements paysans et des luttes de classe et sur leur contexte est-européen. Les rapports hongrois sur les conditions hongroises et est-européennes (Le système de servage à la dernière période du féodalisme hongrois, les traits particuliers de la libération des serfs en Europe orientale) ont été appréciés à l'unanimité.

Des deux côtés il a été constaté que les consultations avaient prouvé que la réalité historique et ses lois ne peuvent être analysées qu'intégrées dans un large contexte européen. On a également constaté avec justesse que les travaux de synthèse montrant les lois communes des processus historiques sont propres à rapprocher les positions.

*

Après avoir passé en revue l'activité des comités mixtes nous devons constater avec satisfaction que les thèmes fixés à l'ordre du jour des sessions scientifiques s'élargissent et que, limités d'abord à l'examen de certaines questions relevant de l'histoire du pays en question, aux relations bilatérales et à la confrontation des parallélismes dans les deux pays, ils témoignent désormais d'un intérêt qui s'ouvre à des problèmes plus larges, universels, mais en premier lieu est-européens. Nous ne risquons pas de nous tromper en affirmant que les comités mixtes ont contribué à ce que l'historiographie marxiste hongroise s'affranchisse des conceptions traditionnelles hungarocentriques.

COMPTE RENDU DE LIVRES

Tofik M. Islamow: Политическая борьба в Венгрии накануне первой мировой войны. 1906—1914

(Politische Kämpfe in Ungarn am Vorabend des ersten Weltkrieges, 1906—14.)

Moskau, 1972. »Nauka« pp. 390

Auf den ersten Blick unterscheidet sich das Buch von ähnlichen ungarischen politisch-geschichtlichen Bearbeitungen dieser Epoche nur darin, daß es in russischer Sprache geschrieben und in Moskau herausgegeben wurde. Islamow ist in den Kämpfen, die im Jahrzehnt vor dem ersten Weltkrieg in Ungarn ausgefochten wurden, derart zu Hause, daß er faktisch den Forschern des dualistischen Ungarn zugerechnet werden kann. Seine mit systematischen Archivforschungen erworbene Materialkenntnis, seine vorzügliche Orientiertheit in der Fachliteratur stellen ihn auch unter ihnen in die vorderste Linie.

Eines der größten Ergebnisse seiner jetzigen Arbeit bildet die bescheiden in die Einleitung eingegliederte Historiographie, die die wichtigste sowjetische, österreichische, westdeutsche, englische, amerikanische und — natürlich — ungarische Literatur analysiert und kritisiert. Während er hauptsächlich die beachtenswerten Ergebnisse, die die ungarische Geschichtsliteratur in den letzten zehn Jahren erzielte, hoch einschätzt, bezweifelt er in einigen Punkten, daß die neueren Konzeptionen entsprechend begründet wären. So hält er jene Behauptung der neueren ungarischen Fachliteratur, daß im gegenseitigen Abhängigkeitssystem der Monarchie die Lage des ungarischen Partners schließlich nicht unvorteilhaft gewesen sei, für nicht überzeugend genug. Er betont das Übergewicht des österreichischen Partners und stellt fest — wenn er es auch nicht konkret darlegt —, daß »einzelne berechnete ungarische nationale Gravamina« weiterbe-

standen. (Genauer gesagt: bei der Analyse der österreichisch-ungarischen wirtschaftlichen Ausgleichsverhandlungen des Jahres 1907 werden die wirtschaftliche Überlegenheit des österreichischen Partners und die Schwäche, die einseitige Entwicklung der ungarischen Gebiete betont.) Ebenso werden auch die nationalen Bewegungen der nicht-ungarischen Völker stärker betont und damit darauf hingewiesen, daß sie dem Magyarentum gegenüber nicht nur in kultureller und politischer, sondern auch in wirtschaftlicher Hinsicht in nachteiliger Lage waren. Die überholte These von der »doppelten Unterdrückung« verwirft aber auch er.

Islamow analysiert besonders eingehend die auf die Geschichte der damaligen Arbeiterbewegung bezügliche Literatur. Neben seinem Einverständnis im wesentlichen beziehen sich seine kritischen Bemerkungen auch hier hauptsächlich auf die nationale und Nationalitätenfrage. Wiederholt legt er dar, die Ungarländische Sozialdemokratische Partei müsse wegen des Prinzips der nationalen Selbstbestimmung zur Rechenschaft gezogen werden, denn nur so könne ein Maßstab zur Beurteilung ihrer komplizierten, widersprüchlichen nationalen und Nationalitätenpolitik geschaffen werden.

Beachtenswerte Gesichtspunkte wirft Islamow auch zur Beurteilung der westlichen bürgerlichen Fachliteratur auf. Wir können z. B. mit der Kritik am Standpunkt H. Hantschs und R. Kanns einverstanden sein: daß er nämlich die Idealisierung der Großösterreich-Konzeption Franz Ferdinands verwirft oder die Hinstellung der Monarchie

»als Vorläufer einer übernationalen Vereinigung« ablehnt. Der Verfasser schließt dann die lange (fast drei Druckbogen starke) Einleitung mit der Feststellung, daß mehrere Fragen von hervorragender Bedeutung noch nicht als abgeschlossen betrachtet werden können, und daß die große Menge und ungemessene Kompliziertheit der geschichtlichen Probleme darauf schließen läßt, eine Lösung lasse sich erst durch langwierige und geduldige Forschungsarbeit erreichen. Diese historiographische Einleitung ist eine schöne Leistung des Verfassers: einstweilen steht sie auch in der ungarischen Fachliteratur einzig da. Doch »während des Essens kommt der Appetit«, wir hätten gerne etwas auch über die beide letzte Jahrzehnte des Dualismus umfassende tschechoslowakische, rumänische, jugoslawische und polnische Geschichtsliteratur gelesen. So erst wäre das ansonsten umfassende Bild der Fachliteratur vollständig.

In den folgenden ersten zwei Kapiteln faßt der Autor die wirtschafts- und gesellschaftsgeschichtlichen Ergebnisse der ungarischen Fachliteratur zusammen, diese stellenweise — im Sinne seiner erwähnten Auffassung — berichtend und modifizierend. Die Lage Ungarns, seine Abhängigkeit von der österreichischen Hälfte der Monarchie werden im IV. Kapitel behandelt, das den Titel »Die Liquidierung des österreichisch-ungarischen Konflikts« trägt und sämtliche wesentlichen österreichischen und ungarischen Belange der österreichisch-ungarischen wirtschaftlichen Ausgleichsverhandlungen des Jahres 1907 umfaßt. Der im Laufe der Verhandlungen erzielte österreichische Erfolg, die totale Kapitulation der »nationalen Koalition« werden vor allem mit dem österreichischen wirtschaftlichen Übergewicht erklärt. Islamow stellt fest, daß das ganze Wirtschaftsleben Ungarns, seine Ausfuhr, die Kreditversorgung seiner Industrie und Landwirtschaft größtenteils von österreichischen Partner abhängig waren; die an die Macht gelangte Koalition war daher genötigt, ihr Programm der wirtschaftlichen Absonderung aufzugeben und sich den realen Bedingungen anzupassen. Neben formellen »Errungen-

schaften« waren die Andrássyschen »Verfassungsgarantien« berufen, die politische Stabilität des neuerlichen Ausgleichs zu sichern. Diese änderten jedoch nichts am Wesen der Unterordnung. Die Folge war, daß sich der demokratische Flügel der Unabhängigkeitspartei unter der Führung Gyula Jusths alsbald dieser Politik entgegenstellte. So konnte die Schwenkung Kálmán Tiszas vom Jahre 1875 nicht wiederholt werden, die Koalition zerfiel und wieder konnten die getreuen Anhänger des Ausgleichs von 1867 die Macht ergreifen, wobei sie sich auch auf das stabile Fundament des vom Gegner abgeschlossenen wirtschaftlichen Ausgleichs stützten. Es war zwar nicht Aufgabe des Verfassers, doch wäre ihm bei seiner Erörterungen der Ausgleichsverhandlungen und die Entfaltung und Deutung der bezüglichen Verfügungen des Ausgleichsgesetzes vom Jahre 1867 behilflich gewesen.

Das dritte, fünfte und sechste Kapitel befassen sich überwiegend mit der Geschichte der sozialistischen Arbeiterbewegung in Ungarn in den Jahren 1906—1914. Diese Periode wurde in solchem Umfange und so tief-schürfend von der ungarischen Literatur zur Geschichte der Arbeiterbewegung noch nicht bearbeitet —, Islamow hat also auch hier in vielen Beziehungen bahnbrechende Arbeit geleistet. Natürlich konnte er sich auf die erschienenen grundlegenden Dokumentpublikationen stützen, doch hat er, darüber weit hinausgehend, auch Archiv-, Presse- und Buchmaterial in seine Untersuchungen einbezogen. In diesem Themenkreis bietet er hauptsächlich mit der Analyse der Debatte über die Parteitaktik und der wichtigen zeitgenössischen theoretischen Äußerungen der sozialdemokratischen Partei sowohl in seinem Material wie in seinen Feststellungen Neues. Gut gelungen sind im allgemeinen seine kurzen Charakteristiken und Porträts der Führer der Bewegung; besonders lebensnah ist, was er über Ervin Szabó, Zsigmond Kunfi schreibt, während die Charakterisierung Garamis oberflächlicher und vereinfacht ist. Hier sei bemerkt, daß man im Buche von einem ausländischen Verfasser beispieles gelungene Porträts von Andrassy,

Tisza, Apponyi, Justh, Károlyi und Jászi findet.

Im Zusammenhang mit der sozialistischen Bewegung sei auch auf einige Ungenauigkeiten hingewiesen. So ist es eine übertriebene Ansicht, die Sozialdemokraten hätten durch den mit Kristóffy geschlossenen Pakt »die politischen Ziele der Arbeiterbewegung... den gerechten Forderungen des ungarischen Volkes« entgeggestellt und damit dem Hofe »eine unschätzbare Unterstützung geboten« (S. 127); auch darf man nicht hinnehmen, daß die Führer der Ungarländischen Sozialdemokratischen Partei als »Royalisten« dahingestellt werden, bloß weil sie damit gerechnet hatten, die Einführung einer breiten Wahlrechtsreform stehe im Interesse des Hofes (S. 224—225); unrichtig ist es, die Bewertung von 1848 als Revolution des niederen Adels und der Stände Garami zuzuschreiben, wo doch diese Konzeption von Ervin Szabó ausgearbeitet wurde, Garami und die Mehrheit der Partei haben diese fehlerhafte Bewertung bloß akzeptiert (S. 237—238) usw.

Gut zusammengefaßt und in die politischen Machtverhältnisse Europas eingebettet beschreibt der Verfasser die Annexionskrise. Hier wird klar, was auf den ersten Blick nicht ins Auge fällt, daß das Buch Islamows nicht das russisch erschienene Werk eines ungarischen Verfassers über den Dualismus ist, sondern etwas anderes, das mehr bietet. Mehr, insofern seine Betrachtungsweise reichhaltiger ist: er verliert die internationalpolitische Lage und Rolle der Monarchie nie aus den Augen und verbindet damit die sich mit der fortschreitenden kapitalistischen Entwicklung immer mehr verschärfenden sozialen und nationalen Probleme Österreich-Ungarns. Er führt klar vor Augen, daß durch letztere die Gegensätze innerhalb der herrschenden Klassen unüberbrückbar wurden, was notgedrungen zu einer Schwächung der Großmachtstellung und dann zum Zerfall der Monarchie führte. Interessant sind aus diesem Gesichtspunkte die Ausführungen des Verfassers über die Nationalitätenpolitik István Tiszas. Er betont hier, Tisza habe zwar die mächtige Spannkraft der nationalen

Bewegungen erkannt, doch seien seine zur Lösung angewendeten Mittel und die ganze ungarische Großmachtskonzeption zur Erreichung des gesteckten Ziels von vornherein ungeeignet gewesen.

Etwas anderes, etwas mehr bietet das Buch als die Arbeiten ungarischer Verfasser auch insofern, als er die politischen Lageberichte und Analysen des damaligen russischen Botschafters in Wien und des Budapesters Konsuls reichlich zitiert. Unseres Erachtens hätte Islamow diese Berichte auch kritischer benutzen können, selbst wenn er aus einigen Zusammenfassungen des Konsuls Ljwow einige sehr zutreffende, frappante Lagebeurteilungen zitiert.

Gut wird von Islamow die im Jahre 1910 erfolgte Wende in der ungarischen Politik zusammengefaßt: die Gründung der sich mit einem Teil des Großgrundbesitzes verbindenden, das imperialistische Finanzkapital repräsentierenden Nationalen Arbeitspartei, ihre Machtergreifung und die ihr gegenüber erfolgte Herausbildung des demokratischen Blocks. Gut werden zugleich auch die verborgenen Probleme und Gegensätze der Justh-Partei und der Sozialdemokraten verdeutlicht: sowohl der Nationalismus des linken Flügels der zerfallenen Koalition (dieser hat nämlich eine Annäherung an die Parteien der Nationalitäten verhindert) wie auch die antidemokratischen Züge des im Sommer 1912 zustandegekommenen breiteren Wahlrechtsbündnisses (dies hat im Frühjahr 1913 bei der Absage des verkündeten allgemeinen Streiks eine wichtige Rolle gespielt).

Einen wichtigen Teil des Buches bildet die Darstellung der Wirtschaftskrise von 1913 und hoch bedeutend ist alles, was es über die gesellschaftlichen Folgen der Krise enthält. Klar werden dadurch die gesellschaftlichen Motive des raschen Aufstiegs von Tisza; die Schwächung der Hauptkraft der Demokratie, der Arbeiterklasse, die ins Wanken geratene wirtschaftliche Lage der mittleren und kleinen Bourgeoisie. All dies verflocht sich mit der zerstörenden Wirkung der sozialdemokratischen Taktik, die von einer Wiederholung des revolutionären Ausbruchs vom 23. Mai 1912 zurückschrak; die Arbeiter-

klasse, die demokratischen Kräfte gelangen, nach einer verlorenen Schlacht, demoralisiert an der Schwelle des Krieges.

Den Band ergänzt eine imposante Liste der benutzten Quellen und Literatur. Das im Anhang angeführte annotierte Namenver-

zeichnis werden alle gewiß mit Nutzen durchblättern, die das in 1200 Exemplaren aufgelegte ausgezeichnete Buch zur Hand nehmen.

F. Mucci

Peter Graf Kielmannsegg: Deutschland und der erste Weltkrieg

Ein aufrichtiges Werk über den ersten Weltkrieg

Frankfurt a. M. 1968, Athenaeon V. 747 S.

Die historiographischen Werke über die Geschichte des ersten Weltkrieges beginnen im letzten Jahrzehnt in der politischen und historischen Fachliteratur der Bundesrepublik Deutschland eine interessante Rolle zu spielen. Sie werden immer mehr zum Katalysator in der Beurteilung der deutschen historischen Entwicklung, an dem sich auch die Aufrichtigkeit und der Tiefgang der Lehren und möglichen Folgerungen aus der Vergangenheit ermesen lassen. Hier ist zu betonen, daß sich hierzu nicht die Analyse der Geschichte des zweiten Weltkrieges als am geeignetsten erwiesen hat, denn das Verdikt über Hitler und seine Sturmabteilungen kann selbst in den Ausführungen der extrem rechts orientierten deutschen Politiker kaum fehlen. Das Fiasko der Methoden und Endergebnisse des Nazifaschismus ist viel zu offensichtlich, als daß ihre Verurteilung an sich geeignet wäre, Zeugnis abzulegen für eine besonders fortschrittliche Auffassung. Die Niederlage im ersten Weltkrieg wurde durch die Katastrophe im zweiten geradezu schmerzlos, so daß die Analyse dessen mit den Mitteln der wissenschaftlichen Methode erleichtert wird; das aber ist ein erstrangiges Interesse nicht nur der deutschen Geschichtsschreibung, sondern auch der deutschen Öffentlichkeit.

Die Spaltung der deutschen Entwicklung hat auch in der historiographischen Bearbeitung des ersten Weltkrieges zu deren Doppelheit geführt. Das vom Kollektiv der Historiker in der DDR erstellte großangelegte historische Werk (*Deutschland im ersten*

Weltkrieg, Bd. I—III, Berlin 1968—70) ist die erste wissenschaftliche Arbeit, welche diesen fast apokalyptischen Prozeß mit moralischer Erhabenheit, mit einer solchen Urteilskraft des Marxismus-Leninismus betrachten konnte, in welcher neben der Empörung ob des Untergangs von Millionen das Aufzeigen der Prozesse innerhalb der herrschenden Klassen, ihrer inneren Gegensätze und ihres Fiaskos wohl mit größerer Bedeutung zum Tragen kommt als die Darstellung der schädlichen und höchst gefährlichen Geschäftigkeit der von der Geschichte zum Tode verurteilten Marionetten. Kein Zweifel, für die Völker, die den Weg der sozialistischen Entwicklung eingeschlagen haben, geht es tatsächlich auch darum: die inneren Gegensätze der herrschenden Klassen in Deutschland zur Zeit des ersten Weltkrieges waren ebenso wie ihre Niederlagen in beiden Weltkriegen von gesetzmäßiger Zwangsläufigkeit. So ist denn das dreibändige Werk eine Offenbarung der siegreichen marxistisch-leninistischen Auffassung, die nicht nur die Pflicht hat, die letzten Lehren zu ziehen und zu analysieren, sondern auch das Recht, über die Verbrechen einer vergangenen Periode mit wissenschaftlicher Fundierung das Urteil zu sprechen.

Andere Quellen der Betrachtung kamen in jenen wichtigen zusammenfassenden Arbeiten zum Tragen, die über die Geschichte des ersten Weltkrieges in der Bundesrepublik Deutschland erstellt wurden. Diese entstanden nämlich aufgrund einer Anschauungsweise, die die tragischen Abläufe der Ver-

gangenheit noch als Teil der inneren Entwicklung betrachtet, deren katastrophenschwangere Kräfte sie durch die Präzisionsgeräte nuancierter Unterscheidungen aufdecken will. Zweifellos ergeben sich bei solchen Operationen vielerlei Möglichkeiten, die Verantwortlichen und die Verantwortungen zu verschleiern. Das bewußte Vorgehen des Historiographen offenbart sich vor allem darin, inwiefern er überhaupt bereit ist, das Konto dieser Verantwortlichen in der Vergangenheit zu belasten. In dieser Hinsicht lassen sich selbst unter den mit größter wissenschaftlicher Erudition erstellten Arbeiten höchst beträchtliche Unterschiede feststellen. So stellt z. B. G. RITTER in seinem vierbändigen Werk (*Staatskunst und Kriegshandwerk*, Oldenbourg Verlag 1954–68) — in dem Band über den ersten Weltkrieg — die führenden Politiker der einstigen Kriegskabinette mit wesentlich größerer Nachsicht und zumindest mit einer auf mehrere aktuelle politische Belange bedachten Entschuldigung dar, als das historisch und wissenschaftlich begründet sein könnte. Die einstigen militärischen Führer, vor allem die sog. III. Oberste Heeresleitung Ludendorffscher und Hindenburgscher Prägung läßt G. RITTER — weil wie Hitler unrettbar — allerdings fallen. Aber schon Reichskanzler Bethmann-Hollweg wird von ihm geradezu idealisiert und im Banne der Adenauerschen Geisteshaltung überaus positiv dargestellt. So konnte nicht überraschen, daß es unter den westdeutschen Historikern zu einer heftigen Diskussion kam, als F. FISCHERS aufsehenerregendes Werk *Griff nach der Weltmacht* erschienen war, in dem er Kanzler Bethmann überspitzt geradezu mit Ludendorff gleichgestellt verurteilte; in diesen Auseinandersetzungen waren vielfach nicht mehr wissenschaftliche, sondern aktuelle politische Belange ausschlaggebend: die Beurteilung der Eroberungspolitik der jeweiligen bürgerlichen Regierungen in Deutschland und ihrer Verantwortung für die Niederlagen in den Weltkriegen. In dieser Diskussion — sie warf das brennendste Problem der neuzeitlichen Geschichte Deutschlands auf, nämlich das Verhältnis der bürgerlichen und militärischen Richtungen sowie

Bestrebungen zum deutschen Imperialismus zur Zeit des ersten Weltkrieges — wurde diese Problematik nicht nur von G. RITTER, sondern zum Teil auch von F. FISCHER einseitig dargestellt. Von diesem insofern, als er zwischen dem zweifellosen Imperialismus des Kabinetts Bethmann, das nach der Schlappe an der Marne vorsichtiger wurde, und dem des aggressive Interessen der alldeutschen Schwerindustrie vertretenden Generalstabs keine Unterscheidung zog. Zur selben Zeit versuchte G. RITTER den konservativen Imperialismus Bethmanns mit seinen eigenartigen inneren Widersprüchen als den Idealtyp der Stimmung gewisser Kreise der westdeutschen Öffentlichkeit nach dem zweiten Weltkrieg hinzustellen. Was Wunder, wenn beide Versuche die einstigen wirklichen Verhältnisse der deutschen Geschichte überspitzten oder geradezu entstellten. Der tatsächlich tragische Inhalt dieser Wirklichkeit für das deutsche Volk bestand aber darin, daß sich der von der deutschen Großindustrie entfesselte und vom deutschen Generalstab genutzte Imperialismus auf seiner unaufhaltbar eingeschlagenen Bahn tatsächlich nicht mehr an einer beliebigen Stelle aufhalten ließ. Dazu konnte besonders Bethmann-Hollweg nicht geeignet sein, der an dem Anlaufen der ganzen deutschen Kriegsmaschinerie verantwortlich beteiligt war. Zur selben Zeit war er zweifellos einer der ersten führenden Politiker in Deutschland, die erkannten, daß dieses Rasen ins Dunkel unvermeidlich war. Das allerdings reicht nicht aus für den Glorienschein, ist aber im gegebenen deutschen Feld der Militärs und Politiker keine so schlechte Placierung im Hinblick auf das Urteil der nicht allzu verwöhnten Nachwelt.

Diese Arbeiten darf man als direkte Voraussetzungen der Veröffentlichung von Peter Graf KIELMANNSEGGs großem Werk *Deutschland und der erste Weltkrieg* betrachten, das an Bedeutung dadurch gewinnt, daß es in der Form nicht als wissenschaftliche Analyse, sondern als eine sozusagen populärwissenschaftliche Arbeit herausgegeben wurde, das heißt, seine Ausführungen konnten breitere Kreise erreichen, als es ansonsten

möglich gewesen wäre. Damit erhöht sich selbstredend die Verantwortung des Autors bei der Verwendung der von ihm erstellten Forschungsergebnisse, aber auch im Hinblick auf das Entstehen für die eigene tiefeschürfende Gedankenarbeit, für die Ergebnisse der eigenen Forschungen und Analysen. So jung der Autor auch sein mag (er ist 1937 geboren), so wenig auffallend seine Feststellungen auch verlautet sind, erweisen sie sich doch als Fakten, für die man einzustehen hat, denn sie stellen die Historiographie zur deutschen Geschichte in der Zeit des ersten Weltkriegs auch auf neue Grundlagen.

Eines der wichtigsten Merkmale von KIELMANNSEGGs Arbeit ist, daß er sie nicht von außen, sondern von »innen« erstellt hat, nämlich als Arbeit eines Historikers, der die historische Tragödie seiner Nation von innen her verstehen und darstellen will. Auf dieser Basis aber müssen Erkenntnisse wie z. B., daß eben das Deutschland, das als Militärmacht auf einer bestimmten Ruhm Anspruch erhob, zuallererst gerade auf dem Gebiet der Heeresführung beträchtliche Schwächen zeigte, ziemlich ernüchternd gewesen sein. Der Autor bereitet seine Leser mit konkreten Feststellungen auf die voraussichtlich ernüchternden Entwicklungen vor, wenn er beispielshalber feststellt: »... der Abbruch der Marneschlacht (erscheint) nicht als Folge zufälligen Versagens ... Daß mit einem Sieg in der Marneschlacht die Widerstandskraft des Feindes endgültig zusammengebrochen, der Krieg gegen Frankreich gewonnen gewesen wäre, ist zumindest zweifelhaft. Umgekehrt freilich bedeutete der Ausgang, daß der deutsche Kriegsplan, Frankreich in einem Anlauf niederzuwerfen ... gescheitert war ...« (S. 48.) Und das konnte geschehen, weil »... für die Deutschen durch die Zerstörung der Bahnlinien im Feindesland, vor allem der Brücken und Tunnels an eine Verschiebung von Kräften kaum zu denken war: ein Handicap, dessen Schwere die deutsche Führung nicht in Rechnung gestellt hatte.« (S. 48.)

Und überhaupt: »Die deutsche Oberste Führung hat ihre schwere Aufgabe nicht in der gleichen Weise zu lösen vermocht, wie

die Truppe« (S. 46). Die Bedingungen der einheitlichen Führung waren nicht gegeben. Das war die Lage in der ersten Kriegswoche, und sie sollte sich in den folgenden Monaten noch gravierender verschlechtern, was dadurch nur unterstrichen wird, daß Deutschland im Frühjahr 1915, als seine Gegner ihre Kräfte eben erst zu entfalten begannen, bereits zu den größten Anstrengungen gezwungen war, d. h. daß Deutschland den Krieg schon 1915—16 militärisch nicht mehr gewinnen konnte (S. 306), um so weniger, als es von einer völligen Mißkenntnis der Tatsachen zeugte, von einem gleichen Erschöpfungstempo der beiden kriegführenden Parteien zu sprechen (S. 229). Dieser Trend aber blieb bis zuletzt vorherrschend, um so mehr, als der Gegner nicht zum Ausbluten gezwungen werden konnte, ohne daß das eigene Heer selbst nicht verblutete. Das war einfach die Erfahrung der großen Schlachten des Krieges, so unter anderem jener im Westen. So kam Falkenhayn alsbald zu der Erkenntnis, daß Deutschland in einem Zweifrontenkrieg keine Aussichten habe, weshalb er auch für einen Ausgleichsfrieden mit Rußland eintrat (S. 72). Falkenhayn allerdings fiel es immer schon schwer, an einen entscheidenden Sieg der Zentralmächte zu glauben. Das muß auch einer der Gründe gewesen sein, daß er als Chef des Generalstabes alsbald abgelöst wurde. Der zweite wesentliche Grund bestand jedoch darin, daß Falkenhayn im Unterschied zu den führenden Militärs der späteren III. Obersten Heeresleitung, zu Ludendorff und Oberst Bauer, keine direkten Kontakte zu den höchsten Kreisen der deutschen Schwerindustrie hatte (S. 187).

Die Staatsmacht in Deutschland aber hatte — wie KIELMANNSEGG feststellt — auch während des Krieges keine entschiedene strategische Leitung. »Es war eine charakteristische Schwäche der deutschen Politik und Kriegsführung, daß sie nie eine ganz sichere Antwort auf die Frage, wo denn der Hauptgegner Deutschlands zu suchen sei, wußte.« (S. 227—28). Diese Unsicherheit wurde auch in den strategischen Auseinandersetzungen zwischen Falkenhayn und Luden-

dorff deutlich. Übrigens offenbarte sich dieses Moment auch anderwärtig: Der Mangel an kritischer Rationalität war ein wichtiges Element nicht nur in den Auseinandersetzungen um das höchste Kriegsziel, sondern auch in der politischen und Kriegsführung überhaupt. »In diesem Mangel wurzelte die überspannte Vorstellung von den Existenzbedingungen deutscher Weltmachtstellung, ja der Weltmachtbegriff im gewissem Sinn überhaupt eben so wie die Selbstüberforderung, die aus solcher Zielsetzung folgte. Das verkrampfte Verhältniß der deutschen militärischen Führung zur Politik ist nicht zuletzt aus dem Druck dieser dauernden Selbstüberforderung zu erklären. Sich aus den Fesseln der Selbstüberschätzung und Selbstüberforderung zu befreien ist der deutschen Politik und Kriegsführung letzten Endes nicht gelungen.« (S. 434.)

Weiterhin war es eine Äußerung dieses Elements, daß die Ententemächte ihren Krieg immer mehr mit ideologischen Lösungen weiterführten, was nach dem Kriegseintritt der Vereinigten Staaten (und nach dem Ausbruch der Revolution in Rußland) in erhöhtem Maße zum Tragen kam, wogegen »Deutschland dieser ideologischen Kriegsführung nichts entgegenzusetzen hatte, es erkannte nicht einmal ihre Bedeutung und verfehlte so selbst die wenigen Chancen, die sich ihm boten.« (S. 435.)

Das Ziel eines deutschen Sieges ließ sich idealistisch nicht hochhalten. Die Lage Deutschlands an der ideologischen Front war hoffnungslos schwächer (S. 547), militärisch aber kaum stärker: der Krieg war im Sommer 1917 am toten Punkt angelangt. Die Schlacht in Flandern war im Zeichen des toten Punktes für den Angreifer nur mehr beschränkt sinnvoll: »Sie sollte die Deutschen fesseln, d. h. ihnen die Initiative vorenthalten und ihnen die Flandernküste streitig machen. Aber die Ratlosigkeit der Alliierten war bei aller Bedrängnis durch die U-Boote doch ein Warten auf die Vereinigten Staaten. Pétain hat seine Aufgabe ja ganz bewußt konzipiert: durchhalten bis die Amerikaner kommen. Anders bei den Deutschen: worauf warteten sie? Worauf konnten sie ihre Hoff-

nung gründen? Die Antwort jedenfalls für den Sommer und Herbst 1917 lautet: auf nichts.« (S. 517—18.)

Dem kann man höchstens hinzufügen, daß die Aussichten des Zusammenbruchs von Rußland bei Ludendorff und seinem Kreise jedoch ernsthafte Hoffnungen auslösten.

Ohne auf eine ausführliche Besprechung der Problematik in KIELMANNSEGGs Arbeit einzugehen, jedoch eingedenk des Anspruchs, dieses Werk seiner Bedeutung entsprechend zu charakterisieren, haben wir noch drei Fragen hervorzuheben: die Frage Kanzler Bethmann-Hollweg, das Problem des Friedens von Brest-Litowsk und die Folgen der Durchhaltepolitik Ludendorffs im Hinblick auf die weitere Entwicklung in Deutschland. Laut KIELMANNSEGG war die Politik Bethmanns hauptsächlich dadurch gekennzeichnet, daß er bereit war, auf die Möglichkeit eines Sieges zu verzichten; die Befreundung mit dem Gedanken an einen Verhandlungsfrieden begriff laut KIELMANNSEGG 1916 auch die Möglichkeit der Beendigung des Krieges aufgrund eines Kompromißfriedens mit ein. Obschon das Moment der Sicherheit auch für Bethmann-Hollweg von großer Bedeutung war, hatte es sich seiner nicht in dem Maße bemächtigt wie der Obersten Heeresleitung. Was den Sommer und den Herbst 1916 anbelangt, lasse sich sagen, daß der Verhandlungsfrieden für den Reichskanzler zu einem wichtigeren Ziel als alles andere wurde, zu einer Zielsetzung, die über die Wahrung des territorialen Status quo hinauswies. Offen bleibt allerdings in dieser Darlegung, ob denn Bethmann-Hollweg wahrgenommen hatte, daß er damit über seine Politik von Juli 1914 selbst den Stab brach. Zweifellos ging sein Handeln auf die vernünftige Erwägung zurück, daß die Existenz als Nation zweiten Ranges nicht die einzige Alternative zum Sieg sei.

Der Sturz Bethmann-Hollwegs war nicht zuletzt dem zuzuschreiben, nicht erkannt zu haben, daß sich die Politik in diesem Krieg nicht im traditionellen Stil fortsetzen ließ. Niemals unternahm er den konsequenten Versuch, sich im In- und Ausland Strömungen anzuschließen, von denen er eine Unter-

stützung seiner Ansätze zu Verhandlungen hätte erwarten können. In seinen Bemühungen um den Frieden bewegte er sich später — ähnlich wie Kühlmann — innerhalb der Kategorien der klassischen Diplomatie. So spiegelte denn seine Friedensdiplomatie ebenso die konservativen Formen des deutschen Kaiserreiches wider wie das Kriegsprogramm seiner innenpolitischen Gegner (S. 436—37). Zweifellos war der Prozeß der Demokratisierung auch in Deutschland ziemlich, jedenfalls so weit vorgeschritten, daß man die politischen Stimmungen und Strömungen des Landes nicht außer acht lassen konnte. In einem nichtparlamentarischen System wurden aber diese trotzdem aus jeder Verantwortung ausgeklammert, weil sie nicht mit der Wirklichkeit konfrontiert wurden, mit der sie in einer parlamentarischen Ordnung ebenfalls hätten rechnen müssen, weil sie ja an deren Umgestaltung selbst beteiligt gewesen wären. Während Bethmann-Hollweg im Reichstag den heftigsten Angriffen ausgesetzt war, konnte er sich auf keine anderen Kräfte stützen, wenn er nicht mit dem autoritären Prinzip der »Überparteilichkeit« brechen wollte. Jedoch, um diesen Schritt in Erwägung zu ziehen, hätte die Reichsregierung jeweils in entsprechender Form und in entsprechendem Ausmaß die Öffentlichkeit, den Reichstag, die Parteien, die Verbündeten und die Bürokratie mit der Wirklichkeit konfrontieren müssen, d. h. den optimistischen Nebel zu lüften gehabt, den der Mangel an exakter Information verursacht hatte. Tatsächlich, das Dilemma, daß man vor der Öffentlichkeit von der Schwäche der Mittelmächte nicht sprechen konnte, ohne zugleich dem Siegeswillen des Gegners weiteren Auftrieb zu geben, und von der Kraft der Mittelmächte nicht reden durfte, ohne zugleich die Bereitschaft des eigenen Landes zum Kompromiß zu verringern, das ließ sich nicht leicht »manipulieren«. »Aber es ist kaum zu bezweifeln, daß der Versuch, konsequente Politik mit dem Ziel eines Verhandlungsfriedens durchzusetzen, das konstitutionelle System Deutschlands gesprengt hätte, ein System freilich, wie man sogleich hinzufügen muß, daß es ohnehin in Auf-

lösung begriffen war, wenn auch unter der Einwirkung sehr entgegengesetzter Kräfte.« (S. 440—41).

Es muß für die verantwortlichen deutschen Politiker des Jahres 1918 tatsächlich beschwerlich gewesen sein, sich zu einer realistischen Lagebeurteilung durchzuringen. »Bethmann-Hollweg hat die Lage der Mittelmächte skeptischer und das heißt richtiger beurteilt als viele andere. Er glaubte nicht an den Sieg, aber seine Politik spiegelt auch nicht die Einsicht wider, daß, wer an der Möglichkeit des Sieges zweifelte, sich über die Bedingungen eines Vergleichsfriedens rücksichtslos Rechenschaft abzulegen hatte, um sein Handeln mit ganzem Einsatz darauf auszurichten. So trug auch Bethmann-Hollweg — bei aller Würdigung der unendlichen Schwierigkeiten seiner Stellung — dazu bei, daß Deutschland keinen politischen Ausweg aus dem Konflikt fand, den militärisch zu bestehen es nicht stark genug war.« (S. 440—41.)

Eine andere charakteristische Darstellung in KIELMANNSEGGs Arbeit finden wir — wir wollen sie hier nur ganz kurz andeuten — im Zusammenhang mit dem »siegreichen« deutschen Friedensschluß in Brest-Litowsk.

Der Autor äußert sich hier wie folgt: »Es liegt nahe Brest-Litowsk, den Frieden, den Deutschland als Sieger schloß, mit Versailles zu vergleichen, den Deutschland als Besiegter hinnehmen mußte. Das 'Vae victis' galt hier wie dort, der Sieger verfuhr in Brest-Litowsk nicht weniger hart als in Versailles. Deutschland hat auf seinen Forderungen nicht nur unnachgiebig verharret, sondern sie während der Verhandlungen noch gesteigert und ihre Annahme ultimativ erzwungen, so wie die Alliierten im Juni 1919 die deutsche Unterschrift durch ein hartes Ultimatum erzwangen, ohne weitere Modifikationen des Vertrages zuzugestehen. Als die deutsche Öffentlichkeit mit tiefer leidenschaftlicher Empörung auf diese Vergewaltigung reagierte, vergaß man zu fragen, ob 1918 in Brest-Litowsk nicht ähnlich verfahren worden sei. Materiell wurde Rußland durch den Frieden in Brest-Litowsk schwerer getroffen als Deutschland durch den Frieden von

Versailles, Es verlor ein Viertel seines Staatsgebietes, neben den wertvollsten landwirtschaftlichen Böden etwa 75% seiner Schwerindustrie.« (S. 605.)

Des weiteren wollen wir nur noch einige Feststellungen KIELMANSEGGs über das Ende des Krieges anführen, die aber viel gewichtiger sind, als wollten wir seine Ausführungen zusammenfassend rezensieren. Er sagt nämlich: »Es ist erschreckend zu sehen, in welch elementarer Unkenntnis der Situation Regierung, Reichstag, fast alle Verantwortlichen dahintrieben, bis ihnen — zu spät — die Augen gewaltsam geöffnet wurden; noch aus den Septemberwochen (d. h. im J. 1918. — I. G.) kann man die erstaunlichsten Äußerungen über die Möglichkeiten der Fortführung des Krieges finden. Die Tradition ängstlicher Selbstbescheidung, das blinde Vertrauen auf die Autorität der OHL leisteten noch immer ihren Beitrag zur Entmündigung der Politik.« (S. 662.)

Und einige Seiten weiter bietet er von den letzten Kriegstagen folgendes Bild: »Daß die Stimmung sehr schlecht sei, gab Ludendorff, gaben auch Gallwitz und Mudra zu. Aber sie waren fest davon überzeugt, durch patriotische Appelle den Geist von 1914 wieder erwecken zu können, eine Vorstellung von erstaunlicher Naivität. Nichts sprach dafür, daß hungernde, erschöpfte, enttäuschte Soldaten, die sich nach dem Frieden sehnten, durch patriotische Aufrufe noch zu beeindrucken waren... Wir brauchen uns auf eine ausführliche Erörterung aber gar nicht einzulassen, weil hinter der Frage, ob Widerstand über den November hinaus möglich gewesen sei, sogleich die zweite entscheidendere Frage auftaucht, welchen Sinn denn eine solche Verlängerung des Krieges haben könnte... Wozu aber sollte es dienen, das Kriegsende hinauszuziehen?... Eine Festung, die sich ergibt, bevor das letzte hervorgegeben ist, steht unter dem Fluch der Unehre.« — so weit die von WIELMANSEGG zitierten Ludendorffschen Worte, die einige Tage nach dessen Entlassung verlauteten, alsdann folgen die nur allzusehr zutreffenden, von einer richtigen gegensätzlichen Meinung gekennzeichneten

Worte des Reichsministers Payer über eine Aussprache mit Ludendorff, der da meinte, über das Schicksal eines Volkes könne man nicht nach dem Ehrenkodex eines Standes entscheiden. Ein Staatsmann könne nur mit dem Blick auf die künftigen Existenzbedingungen seines Volkes seine Entscheidungen treffen. ... Aufgrund dieser Erwägungen aber — so KIELMANSEGG — sei auch ein Urteil über die »Dolchstoßlegende« gefallen, über die Behauptung, die Revolution habe, indem sie der unbesiegten Armee in den Rücken gefallen sei, die Fortsetzung des Kampfes unmöglich gemacht. Diese Behauptung sei eine böse und katastrophale Ungeheimheit, lautet die Meinung des Autors. Der Krieg war für Deutschland im Herbst 1918 verloren... Jedoch, die »Dolchstoßlegende« habe, wenn man so will, auch eine intelligentere, aber ebenso unhaltbare Variante. Sie sei in Spuren in Ludendorffs Äußerungen ebenso nachweisbar. Dieser habe nämlich am 1. Oktober, in der Ansprache an die Offiziere des Generalstabes, die Bemerkung gemacht: »... die sollten nun die Suppe auslöffeln und den Frieden schließen, die sie eingebrockt hatten«. Die Niederlage wurde somit — noch lange vor den ersten revolutionären Unruhen — auch von Ludendorff nicht geleugnet, nur daß er die Verantwortung für die Tatsache, daß Deutschland nach den Kriegsjahren an der Schwelle zur Niederlage stand, auf andere abzuwälzen versuchte. Ähnliches war auch in den alldeutschen und konservativen Stellungnahmen zu lesen. Wie KIELMANSEGG betont, erübrige sich die Diskussion mit solchen Thesen, denn »Der Versuch, jede Mitverantwortung am Ausgang zu leugnen, war ein beschämender und würdeloser Akt, besonders wenn er — wie hier Ludendorff und nach dem Krieg in vielen anderen Fällen — von Männern gemacht wurde, die im Zentrum der Macht gestanden hatten; und der Versuch, die Verantwortung jenen ,anderen', den Sozialdemokraten, Gewerkschaften, der ,Linken' überhaupt zuzuschreiben, war eine — vielleicht gutglaubige, vielleicht böswillige — Verdrehung der Wirklichkeit Unsere Darstellung hat gezeigt, daß sie die Führer

auf dem Weg, der mit dem Zusammenbruch endete, nicht waren.» (S. 677—68.)

Wir wollen hier die Besprechung von KIELMANNSEGGs Werk abbrechen, das wir für bedeutungsvoll halten, weil es einmal mehr beweist, daß die annexionistische Gruppe des Generalstabs in Repräsentierung der Kreise der deutschen Schwerindustrie Deutschland zur Zeit des ersten Weltkriegs an die Schwelle des völligen Zerfalls geführt hatte. Das soll aber nicht besagen, es gebe in KIELMANNSEGGs Arbeit keine Gedankengänge und Feststellungen, die nicht Widerspruch auslösen könnten. So etwa die Darlegungen, die die Lage der deutschen Arbeiterklasse — trotz ihrer Opfer an den Fronten — weniger schwerwiegend darstellen, als sie in Wirklichkeit waren. Zweifellos hatte sich die deutsche Arbeiterklasse im Ergebnis ihrer kriegsfeindlichen revolutionären Kämpfe während des Krieges beträchtlich erweiterte Rechte erworben und sich zur führenden Kraft der deutschen Gesellschaft durchge-

rungen. Dazu aber hatte die den Krieg abschließende Revolution weit mehr als die Taktik der rechten Sozialdemokraten und der Gewerkschaften während des Krieges beigetragen. In der Beurteilung dieses Problems bleibt die Arbeit KIELMANNSEGGs ein von der bürgerlichen Auffassung nachhaltig determiniertes und beschränktes Werk. Ohne die Revolutionen hätte die sozialdemokratische Politik der Kriegsjahre der deutschen Arbeiterklasse bei aller »Sympathie« Bethmanns nicht zur Position innerhalb der Schanzen der deutschen Nation verholfen. Es war die deutsche Niederlage, die die Gruppe Bethmann »demokratisch« anmuten ließ im Verhältnis zu den deutschen Imperialisten Ludendorffscher Prägung, denen diese erste Niederlage nicht genügte, um auf eine Neuauflage ihres katastrophalen Anschlags auf das deutsche Volk zu verzichten.

I. Gonda

Ю. А. ПИСАРЕВ: Сербия и Черногория в первой мировой войне

Москва, издательство «Наука», 1968, 376 стр.

Впервые на русском языке выходит работа, которая посвящена одному из важнейших периодов истории Сербии и Черногории — периоду первой мировой войны. Вряд ли можно переоценить огромное значение описываемых в книге событий, последствия которых ощущаются и поныне. Особую ценность рецензируемой работе придает последовательное применение автором марксистской методологии, стремление автора к критической оценке и осмыслению с позиций полетарского интернационализма всего того, что было написано буржуазными историками Югославии, Австрии и Венгрии в пронизанной шовинизмом и национализмом обстановке 20—30 гг. нашего века. Подобная попытка тем более обоснована, что идейно-политическое влияние националистической историографии не до конца еще преодолено.

Серьезного внимания и высокой оценки заслуживает тщательность, продуманность и точность методов и приемов исследования. Исследуя разнообразные архивные источники и богатую литературу, автор вводит в мастерскую профессионала-историка, посвящая его в тайны познания истины в часто противоречивых показаниях архивных документов, мемуарной литературы и современной прессы. Достаточно сказать, что в книге использованы документальные материалы 24 архивов Югославии, СССР, ВНР и Австрии, а также чрезвычайно богатая и разнообразная специальная литература, печать, и даже произведения художественной литературы на сербо-хорватском, русском, английском, немецком, французском языках, в которых прямо или косвенно затрагиваются события истории югославянских

народов в период первой мировой войны. Имеющаяся в книге обширная библиография делает ее незаменимым пособием для всех специалистов, занимающихся историей Австро—Венгрии и Балкан в период первой мировой войны.

В Советском Союзе, как указывает автор в своей книге, изучение истории югославянских народов имеет значительные традиции. Последние несомненно способствовали успешному завершению работы над двухтомным обобщающим коллективным трудом «История Югославии» (в 1963г.), одним из авторов которого является Ю. А. Писарев. Рецензируемая монография представляет собой синтез всего того, что было создано марксистской историографией СССР и Югославии за последние десятилетия о предпосылках образования югославянского государства.

В 14 главах книги рассмотрены важнейшие политические и военные события, которые решающим образом воздействовали на судьбу народов двух югославянских государств. Должное место в ней нашли также экспансионистские планы империалистических кругов Австро—Венгрии в отношении Сербии, дипломатические акции Баллахаусплаца после убийства престолонаследника, а также их внутривластные и внешнеполитические последствия.

В период июльского кризиса, как указывает автор, Франция, Англия и Россия еще не успели завершить осуществление своих планов по подготовке к войне, и потому не были заинтересованы в быстром развязывании войны. Вследствие этого стремились побудить сербское правительство к максимальным уступкам. Германия же наоборот, 455 714 желая как можно скорее использовать свое временное превосходство в сухопутных вооруженных силах, толкала Вену на выдвижение перед Белградом заранее невыполнимых условий.

Опираясь на достоверные свидетельства источников и опровергая утверждения

Х. Юберсбергера¹ и других подобных ему историков, автор доказывает, что правительство Сербии никоим образом не было причастно к покушению, и что организация сербских националистов «Народна обрана», на которую возлагалась ответственность за покушение в австрийской ноте, было распущено им еще до Сараевского убийства. Требования об удалении из армии и государственного аппарата лиц, враждебно настроенных к Австрии и о том, чтобы сербское правительство разрешило вести расследование на территории королевства австрийским чиновникам, уже само по себе было провокационным актом, оскорбляющим достоинство и честь суверенного государства.

С большим интересом читаются страницы книги, раскрывающие деятельность тайных организаций «Объединение или смерть» и «Черная рука», которые были созданы в 1911 г. в армии с целью объединения сербов, живущих как в Сербии, так и вне ее пределов. Читатель получает достоверную и дифференцированную картину не только о деятельности этих организаций, но и об их составе и целях, о противоречиях, которые существовали во время войны между ними с одной стороны, и династией и правительством, с другой. Одним из руководителей тайной организации был полковник Драгутин Дмитриевич, ставший известным в международной прессе под кличкой «Апис». Полковник возглавлял разведывательный отдел генерального штаба сербской армии, а позже был назначен заместителем начальника штаба 3-й армии. Он поддерживал связи с офицерами, находившимися в оппозиции к двору и правительству. В июне 1917 г. Апис вместе с группой своих единомышленников был казнен в Салониках. Этим сербская верхушка хотела нанести удар также и по революционному движению, которое наблюдалось также и в армии. В то же время этот шаг являлся частью начатой державами Антанты акции, целью которой было заключение сепаратного мира

¹ Uebersberger, Hans. Österreich zwischen Rußland und Serbien. Böhlau Verlag, Köln—Graz, 1958 Австрия между Россией и Сербией. Изд-во «Бёлау», Кёльн—Грац, 1958.

с Австро—Венгрией. В 1953 г. дело было вновь пересмотрено, и Апис вместе с другими членами его группы был реабилитирован Верховным судом Сербской Народной республики, о чем умалчивает доступная широкому кругу читателей австро-немецкая литература.

В книге подробно описаны обстоятельства вступления в войну Черногории, подробности военных действий и поражения австро-венгерских войск в Сербии в 1914 г., а также вызванные войной экономические трудности обеих славянских монархий.

Сербия и Черногория в равной мере вынуждены были ввозить военное снаряжение и продовольствие через территорию Румынии, Болгарии, Греции, и через едва приспособленные для приема такого количества грузов (плохо оснащенные) порты Монтенегро. Автор показывает, что Англия и Франция воздерживались от оказания широкой помощи, поскольку опасались усиления в Сербии русского влияния. С другой стороны во имя привлечения на сторону Антанты итальянского империализма они были готовы уступить Италии значительные территории, населенные югославянами.

На основе неизвестных до сих пор документов советских архивов автор подробно рассматривает вопрос о русской помощи, и о ее перспективах, причины нерегулярного поступления поставок оружия и продовольствия из России, трудности и препятствия, возникавшие при транспортировке грузов через территорию тогда еще нейтральной Румынии.

Подробно и дифференцированно анализированы в книге внутренние социальные проблемы. Автор показывает, что в отношении военных целей крупная сербская буржуазия располагала максимальной и минимальной программой, в которой важную роль играло стремление обеспечить рынки и выход к морю. Минимальная программа предусматривала присоединение к Сербии Боснии, Герцеговины, Срема, Славонии и Воеводины, а максимальная — объединение всех югославянских территорий вокруг Сербии.

30 апреля 1915 г. с целью нейтрализации экспансионистских устремлений итальянского империализма группа хорватских, далматинских, словенских и боснийских эмигрантов образовала в Лондоне Югославский комитет, ставший заграничным политическим центром югославян, проживавших на территории Австро—Венгрии.

Председателем комитета стал Анте Трумбич; важную роль в нем играл Франьо Супило, считавшийся представителем левого крыла. Большинство членов комитета не было сторонником великосербских идей.

В работе Ю. Писарева на основе указаний В. И. Ленина четко определен характер войны, которую вела Сербия. Война, пишет автор, была продолжением буржуазного национально-освободительного движения. Сербия вела против центральных держав оборонительную войну, в ходе которой на первый план выдвинулась задача объединения югославян. Великосербская буржуазия, однако, с самого начала стремилась к гегемонии, добивалась сохранения монархического строя. Свои цели она пыталась достичь в союзе с Антантой.

Война со стороны Сербии, подчеркивает автор, носила двойственный характер. С одной стороны Сербия, как и Черногория защищая ла свою национальную независимость и вела справедливую борьбу за освобождение югославянских народов и в интересах их объединения, с другой стороны, оба эти государства были орудием империалистической политики Антанты, а в рамках этого союза — как это показали также ход военных действий и отсутствие своевременной помощи — Сербия играла подчиненную роль.

Историю военных действий Сербии и Черногории против центральных держав Ю. Писарев, принимая во внимание прежде всего ход войны, делит на четыре периода.

Первый период войны продолжался с 28 июля 1914 г. по 5 октября 1915 г. Сербские и черногорские войска в этот период успешно отражали одно за другим наступления армий Австро Венгрии и Германии.

Основные силы центральных держав были брошены на Восточный фронт, против царских войск, и потому между весной и осенью 1915 г. на сербском театре военных действий царило относительное затишье. Значительный урон понесли однако войска, население, а также австро-венгерские военнопленные от эпидемий. Мало было врачей, отсутствовали медикаменты.

Второй период охватывает всего три-четыре месяца, с 5 октября 1915 г. по февраль 1916 г. В это время центральные державы добились большого превосходства в силах на балканском театре военных действий. К тому же в войну против Сербии вступила также и Болгария.

Болгарские войска перерезали пути снабжения, связывавшие Сербию с Грецией, сербская армия ведя тяжелые оборонительные бои вынуждена была отступить на остров Корфу через Монтенегро и оккупированную тем временем итальянцами Албанию. Сюда же переместилась резиденция сербского правительства. Черногория капитулировала, и обе страны оказались под оккупацией. Автор подробно описывает лишения и невзгоды, выпадавшие на долю отступавших войск и гражданского населения.

Третий, самый длительный период войны охватывает время с весны 1916 г. по сентябрь 1918 г. В этот период сербская армия была реорганизована и брошена на салоникийский фронт. На оккупированных территориях началась партизанская война. Крестьянские отряды, постоянно действовавшие отряды четников, бежавшие из австро-венгерской армии солдаты-югославы (получившие в тогдашней литературе названия «зеленых кадров») своими внезапными набегами держали оккупантов в состоянии постоянной тревоги и напряженности.

Поворот в ходе войны, усиливший тенденции к заключению империалистического мира, оказал огромное влияние на положение и политику сербского правительства и Югославского совета, на их взаимоотношения с ведущими странами Антанты.

Антанта в это время еще продолжала питать надежду на заключение сепаратного мира с Австро—Венгрией, с тем, чтобы добиться изменения соотношения сил в свою пользу, быстро поставить на колени кайзеровскую Германию. Подобное стремление, однако, перечеркивало югославянские планы, рассчитанные на раздробление дуалистической монархии.

После победы социалистической революции в России, правящие круги Англии, Франции и США рассматривали одно время Австро—Венгрию в качестве барьера против распространения большевизма. От этой своей позиции они отказались лишь тогда, когда потерпели провал попытки оторвать от Германии ее главного союзника — Монархию. Лишь после этого западные державы стали постепенно видеть в эмигрантских организациях югославян и чехословаков серьезных партнеров.

Автор прослеживает начало и процесс усиления антивоенного движения в рядах войск, находившихся на салоникийском фронте, где длительное время шла позиционная война. Здесь, как и на Восточном фронте дело дошло до братания русских и сербских солдат с солдатами армий Болгарии и Австро—Венгрии. Демократические круги эмиграции все решительнее стали выступать за то, чтобы новое государство югославян, к созданию которого они стремились, было не монархией, а республикой. Опубликованный летом 1917 г. на Корфу манифест, отражавший компромисс между демократическими и консервативными силами, официально провозгласил необходимость образования югославянского государства.

Четвертый, заключительный период войны начался с прорыва фронта центральных держав в сентябре 1918 г., когда союзные войска и в их числе сербские перешли в наступление на Салоникийском фронте. Болгария вынуждена была сложить оружие. За полутора месяцев были освобождены Сербия и Черногория, а 1 ноября регулярные части сербской армии вступили в Белград. После распада Монархии открылся путь к объединению югославянских земель.

1 декабря было провозглашено Королевство сербов, хорватов и словенцев. Эти события Ю. Писарев описывает во всей их сложности и многогранности. Он подробно касается борьбы за гегемонию между сербским правительством и Югославским комитетом, а также итало-югославянских противоречий и их роли при создании югославянского государства.

Особое внимание автор уделяет детальному анализу состояния сербского рабочего движения, борьбе между интернационалистическим и социал-реформистским крылом, знакомит читателя с левыми социал-демократами, которые принимали активное участие в борьбе против империалистической войны, а позднее стали основателями Коммунистической партии Югославии. К ним принадлежал, в частности, Ф. Филиппович, И. Милкич и др.

Автор подчеркивает, что осенью 1918 г. в Австро-Венгрии произошла буржуазная революция, в то время как ни в Сербии, ни в Черногории не было революции. Вследствие этого власть в новом государстве перешла в руки буржуазии, а социальное освобождение трудящихся стало таким образом делом будущего.

Опираясь на широкий круг источников Ю. А. Писарев уверенно разбирается в сложнейших переплетениях национальных и социальных конфликтов, которыми была пронизана жизнь аграрного по своему характеру общества югославян. Книга Ю. Писарева представляет собой ценное пособие для всех тех, кого интересует история национального вопроса на Балканах, политика великих держав во время первой мировой, а также военная история империалистической войны.

А. Йожа

*Egbert K. Jahn: Die Deutschen in der Slowakei
in den Jahren 1918—1929*

München und Wien, 1971, R. Oldenbourg. pp. 186

Die im geschichtlichen Seminar der Marburger Philipps Universität erstellte Bearbeitung beleuchtet vielseitig die Verhältnisse des Deutschtums der Slowakei in den Jahren 1918—29. Der Verfasser wollte vor allem die Lebensverhältnisse der deutschen Minderheit in der Hauptstadt der Slowakei Bratislava (Preßburg) sowie im Hauerland und in der Zips erschließen. Während jedoch beim Zustandekommen zahlreicher Monographien mit ähnlichem Gegenstand die Erkenntnis nicht schwerfällt, daß der Autor die osteuropäische Kulturmission des Deutschtums mit politischem Ziel zu unterstreichen versucht, kann von der Arbeit Jahns gesagt werden, daß in dieser keine aktuellen politischen Tendenzen zu finden sind. Der Verfasser war nicht bestrebt, von den Volksgruppen des Vielvölkerstaates eine hervorzuheben und deren Verdienste etwa auf Kosten der übrigen hervorzuheben. Beim Lesen des Buches hatten wir stellenweise gerade den

entgegengesetzten Eindruck: Jahn behandelt die kulturelle Rolle des Deutschtums eher sehr bescheiden. Besonders wenn er von Preßburg spricht, wo in den zwanziger Jahren das deutsche Element noch dominierte und zu gleicher Zeit mehrere deutsche Tagesblätter (Grenzbote, Preßburger Zeitung, Preßburger Tagblatt) erschienen, die auch von vielen Ungarn gelesen wurden.

Der Verfasser beschränkte seine Forschung auf die zwanziger Jahre, als das Nebeneinanderleben der Nationalitäten der Slowakei noch als idyllisch bezeichnet werden kann. Der Nationalismus konnte über die jahrhundertealten lokalen Traditionen, das patriarchalische Bewußtsein des Zusammenlebens verschiedener Nationen damals noch nicht die Oberhand gewinnen und die Nationalitätenkämpfe — wenn sie sich in Keimen auch schon zeigten — nahmen keine tragischen Ausmaße an.

Der Verfasser versuchte, jenes Vakuum,

das durch die zwangsläufige Außerachtlassung von Archivmaterial in der Slowakei entstand, durch gründliche Benutzung zeitgenössischen Presse- und Buchmaterials und durch Sammlung von Erinnerungen noch lebender Zeitgenossen auszufüllen. Dies konnte freilich nur teilweise gelingen. Das gebotene Bild verweist auch so in viele Richtungen und ist besonders dank der eingehenden Analyse des statistischen Materials wertvoll. Das Interesse des Verfassers richtet sich in großem Maße auf die demographische Bewegung des Deutschtums, deren Gründe der Band aufzeigt.

Bis zu ihrer Aussiedlung i. J. 1945 bildeten die Deutschen in der Slowakei hauptsächlich drei Sprachinseln: in Preßburg und Umgebung, in den Bergstädten des Hauerlandes und in der Zips. In allen drei Fällen handelt es sich um mittelalterlichen Siedlungen. Charakteristisch ist ferner die große geographische Entfernung dieser Gebiete voneinander, wodurch die politische und gesellschaftliche Organisation des Deutschtums erschwert war. Sehr stark war hingegen der Lokalpatriotismus, der Zusammenhalt durch die lokalen Traditionen. Infolge der ungarisch-deutschen Symbiose mehrerer Jahrhunderte und des vielenorts angelaufenen Assimilationsprozesses konnte die deutsche Bevölkerung dieser Gebiete 1918 die Tatsache der Entstehung des neuen Staates nur schwer zur Kenntnis nehmen, sich gefühlsmäßig in den neuen Staatsrahmen einfügen und mit dem Vordringen des tschechischen und slowakischen Elements in allen Zweigen des öffentlichen Lebens abfinden. Das Buch Jahns überzeugt uns mit solider Dokumentation, daß dieser gefühlsmäßige Widerstand dennoch nicht zur Quelle ernsterer Konflikte wurde. Schon deshalb nicht, weil das Deutschtum auch unter den neuen Umständen seine kulturellen Rechte wahrte, 90% der deutschen Kinder den Unterricht in ihrer Muttersprache genießen konnten und die Slowakisierung in den Reihen der Deutschen keine ernststen Ausfälle verursachte. Die deutsche Minderheit war damals auch nicht jene aggressive Kraft, die sie später, nach der Machtübernahme Hitlers und dann zur Zeit

der tschechoslowakischen Krise werden sollte.

Das Buch Jahns orientiert uns über den Prozeß der politischen Sondierungen und zieht die Folgerung, daß die deutschen bürgerlichen Politiker zu Beginn der zwanziger Jahre — auf alte ungarische Beziehungen bauend — im wesentlichen ein Bündnis mit den sich herausbildenden ungarischen Oppositionsparteien (Christlichsoziale Partei, Ungarische Nationalpartei) suchten. Eine der Triebfedern war dabei zweifellos der Umstand, daß die Etablierung des neuen Staates sowohl der deutschen, wie der ungarischen Minderheit ähnliche Sorgen bereitete (was im Buche mit mehreren Beispielen belegt wird), doch gab es darüber hinaus natürlich auch andere Beweggründe, die schon von der Interessengemeinschaft der Leiter dieser Parteien unter grundbesitzerlicher-bürgerlicher Führung zeugen. Zwischen den Grundbesitzern Andor Nitsch und József Szentivány schuf auch ihr Klasseninteresse eine Verbindung.

Das Bestreben, die Zahl der Nationalitäten künstlich herabzusetzen, beschäftigte von Anfang an die nationalistischen Führer der Tschechoslowakischen Republik. Jahn überschätzt jedoch die sich daraus ergebende Gefahr nicht. Unseres Erachtens war das Deutschtum vom Verlust seiner Nationalität weniger bedroht als das Ungartum in der Slowakei. Die Gründe dieses Umstandes können wir hier nicht detailliert erörtern, doch können wir Statistiken der ersten zehn Jahre anführen, die einschlägige Beweise liefern. 1921 wies die Volkszählung in der Slowakei eine deutsche Minderheit von 4,73% aus, während die Ungarn 21,54% der Gesamtbevölkerung ausmachten. Bis 1930 bewahrte das Deutschtum im wesentlichen seine Position, die Zahl der Ungarn ging aber auf 17,58% zurück. Der Vorstoß des Slowakentums betraf jedoch auch die Deutschen, in den Gerichtsbezirken sank ihr Anteil auch in Städten wie Käsmark, Göllnitz, Preßburg, Deutschendorf, Priwitz. Was aber die Bildung der Wahlkreise zu den Parlamentswahlen betrifft, so kam hier das alte, gutbewährte ungarische Rezept zur Anwendung: den Bezirken und Wahlkreisen mit deutscher

oder ungarischer Mehrheit wurden slowakische Gemeinden angeschlossen, und so gelang es an zahlreichen Orten, die deutsche oder ungarische Minderheit auf weniger als 20% herabzudrücken, was mit dem Verlust eines Teils der Sprachenrechte einherging.

Bei der Abhandlung der deutschen Parteiverhältnisse ist das Fehlen von Archivmaterial spürbar. Von den deutschen Parteien befaßt sich das Buch mit der 1920 gegründeten Zipser Deutschen Partei, die augenfällig beweist, wie eng in den zwanziger Jahren die ungarische und die deutsche Politik in der Slowakei miteinander verflochten waren. Nicht zufällig begegnete man in der deutschen Partei der Zips zahlreichen ungarischen Namen wie Andor Hefty, Schriftleiter der Karpathen-Post, und auch in Stab der Partei waren so manche Ungarn zu finden. Es fragt sich freilich, wo bei diesen Männern des öffentlichen Lebens die eine Nationalität endete und die andere begann. Die Zipser Partei hatte eine größere Zukunft als die Deutsch-Ungarische Sozialdemokratische Partei in Preßburg, wo sich die Wege der beiden Nationalitäten trennten: die ungarischen Sozialisten schlossen sich nach dem Fiasko bei den Wahlen vom Jahre 1923 der Tschechoslowakischen Sozialdemokratischen Partei an, während die Deutschen bei der Bruderpartei in Böhmen Unterstützung suchten. Bedeutendere Erfolge konnten sie auch später nicht aufweisen. Die beiden sozialistischen Abgeordneten des Deutschtums in der Slowakei: Wittich und Mayer fochten im Prager Parlament tatsächlich nicht nur im Namen des Deutschtums, sondern sie vertraten auch die Interessen der ungarischen Bevölkerung. Wittich sprach auch für die ungarischen Bauern, kritisierte die nationalistischen Züge der Bodenreform, trat aber auch dem Autonomieplan der Slowakischen Volkspartei entgegen und verlangte für jede Nationalität kulturelle Autonomie im Geiste des Austromarxismus.

Das Deutschtum in der Slowakei konnte in den ersten zehn Jahren des Bestehens der CSR eigentlich zu keiner selbständigen politischen Kraft werden. Bei den drei Parlamentswahlen (1920, 1925, 1929) entfiel ein

Teil der deutschen Stimmen — wie viele, ist nicht feststellbar — auf die ungarische Oppositionsparteien. Ein anderer Teil — die Zahl ist auch hier nicht zu ermitteln — trug zu den Erfolgen der Tschechoslowakischen Kommunistischen Partei bei. Jahn erklärt dies mit der hohen Zahl der deutschen Arbeiter, zieht aber nicht in Betracht, daß in der unmittelbaren Umgebung von Preßburg in den zwanziger Jahren die arbeitslos gewordenen ungarischen Häusler der von der Bodenreform betroffenen einstigen ungarischen Großgrundbesitze die Bevölkerung beträchtlich auffüllten und auch neue Siedlungen (Auliesl, Zabos, Dornkappel) mit größtenteils ungarischem Ethnikum schufen. Zu den Erfolgen der Kommunistischen Partei haben diese sich urbanisierenden ungarischen Bauernmassen in großem Maße beigetragen.

Es ist bedauerlich, daß der Verfasser die Frage des Nationalismus eher auf allgemeiner prinzipieller Ebene behandelt und nicht untersucht, wie das Problem des Nationalismus in der Slowakei aussah. Schon das Pressenmaterial liefert viele Daten darüber, daß die Verslowakisierung Preßburgs eher erst in den dreißiger Jahren erfolgte, freilich auch damals nicht mit vollem Erfolg, zeigte doch das öffentliche Leben auch weiterhin ein buntes Bild, der tschechische und slowakische Charakter der Ämter und Behörden wurde jedoch dominierend. Es wäre aufschlußreich zu verfolgen, wie sich diese Verlagerungen auf dem Gebiete der Nationalitäten in der Leitung der Stadt Preßburg auswirkten. In der Leitung der Stadt herrschte in den zwanziger Jahren in vollem Maße die Dreisprachigkeit, worin sich die nationale Zusammensetzung der Hauptstadt widerspiegelte. Im Herbst 1923 legte nach den Gemeinderatswahlen Rudolf Jarabek, der christlichsoziale Stadtverordnete tschechischer Abstammung, den Eid noch in deutscher Sprache ab; der slowakische Zupan Metod Bella sprach auch Ungarisch; der 79jährige Alterspräsident Dani Molec (christlichsozial), der erste Vizebürgermeister hielt seine Rede auf slowakisch, deutsch und ungarisch. Häufig kamen bei den Gemeinderatswahlen Fusionen von Parteien zustande, wobei sich die

Führer verschiedener Nationalitäten verbanden. Nach der Fusion der Kommunistischen und der Sozialdemokratischen Partei gelangten der Kommunist Eugen Singer (Deutscher) und István Major (Ungar) und der Sozialdemokrat deutscher Nationalität August Maszár in den Gemeinderat. Übrigens hat man das Gefühl, als befaßte sich Jahn in seinem Buche mit der Deutsch-Ungarischen Sozialdemokratischen Partei zu kurz, die ja an den Gemeinderatswahlen v. J. 1925 in Preßburg immerhin noch teilnahm und 1352 Stimmen erhielt (ungefähr die Hälfte jener, die die unter der Führung von dr. Samuel Frühwirth stehende Deutsche Nationalpartei auf sich vereinigen konnte). An der Wählerversammlung der deutsch-ungarischen sozialdemokratischen Fraktion nahm als geladener Referent auch Zsigmond Kunfi teil, der damals in Wien die Arbeiter-Zeitung redigierte.

Schade, daß der Verfasser nicht auf die Darstellung des kulturellen Lebens des Deutschtums in der Slowakei eingeht. Es hätte sich dabei eine Menge von Beweisen für die ungarisch-deutsche Zusammenarbeit gefunden. Dies bezieht sich besonders auf das geistige Leben in Preßburg, wo die alte Bürgerschaft teilweise deutscher Abstammung und die ungarische Gesellschaft — in unmittelbarer Nähe Wiens und unter dessen Wirkung — ein auf europäischem Niveau stehendes Musikleben geschaffen hatten, wo

in den zwanziger Jahren die Traditionen von Beethoven, Hummel, Liszt, Bartók noch lebendig und zahlreiche gesellschaftliche Vereine tätig waren, die im Zeichen fortschrittlicher Ideen die Zusammenarbeit unter den Nationen verkündeten und verwirklichten. Dazu kam noch eine Reihe von Wohltätigkeits- und Philanthropenvereinen, in deren Rahmen die ungarische und die deutsche Gesellschaft bei Zurückdrängung politischer Gesichtspunkte auf sozialem Gebiet, im Interesse der Volkswohlfahrt zusammenwirkten. Und schließlich finden wir noch beachtenswerte Spuren des vereinzelt, aber auch so bedeutende Werke aufweisenden wissenschaftlichen Lebens. Die Geschichte des Geisteslebens des Preßburger Deutschtums läßt sich ohne die ungarischen Beziehungen schwer schreiben. Doch all dies könnte schon der Gegenstand einer weiteren Monographie sein.

Jahns Buch verdient durch die Fülle seiner Daten, seine wissenschaftliche Präzision, seine unvoreingenommene Anschauung unsere Anerkennung. Nach dem zweiten Weltkrieg ist das Deutschtum aus der Slowakei im wesentlichen verschwunden und damit endete eine lange Tradition, deren geschichtliche Rolle nicht bezweifelt werden kann. Jahn hat zu dieser Tradition einen wertvollen Beitrag geleistet.

E. Kovács

Edouard Calic: Ég a Reichstag!

(Le Reichstag brûle!)

Budapest, 1971. Kossuth Kiadó, pp. 391

Depuis quelque temps, nous sommes témoins de certains efforts visant à légaliser l'arrêt prononcé dans le procès de Leipzig. C'est ce qui justifie la décision du journaliste français de gauche, d'origine yougoslave, Edouard Calic* de revenir à l'incendie du Reichstag du 27 février 1933. En effet, on

voit cet effort quand, en 1967, révisant à la demande de sa famille le procès de l'incendiaire van der Lubbe, celui-ci fut encore une fois condamné, mais à huit ans de réclusions, au lieu de l'arrêt de mort. La même tendance se manifeste dans le film tourné et présenté (en 1967) par la Télévision de République

* L'auteur est le directeur du «Comité Européen pour les Recherches des Causes et des Conséquences de la Deuxième Guerre Mondiale».

Fédérale Allemande sur le procès de Leipzig et c'est cette idée qu'ont adoptée en grandes lignes certains historiens allemands (Tobias et partiellement Mommsen).

L'opinion se répand selon laquelle le jeune anarchiste hollandais, obsédé de son idée démente, pouvait seul, sans aucun secours, incendier le Reichstag. Selon les tenants de cette opinion les efforts déployés au cours du procès pour trouver des complices avaient pour but de noircir les partis communistes et le Comintern. Cette construction ayant été démontrée comme irréaliste, il était superflu et dépourvu de sens de rechercher les complices. En d'autres mots cela signifie que la supposition de la gauche, et toutes les preuves relatives à une provocation nazi de grande envergure qui constituait le fond de cette action, étaient dépourvues de tout fondement réel tout comme celles qui prouvaient que l'exécution même était l'œuvre, entièrement ou partiellement, de quelqu'unité de l'appareil nazi. Placé dans ce cadre, le crime a comme origine l'état psychique spécial d'une personnalité toute particulière, Marinus van der Lubbe.

L'auteur s'oppose à ces opinions dans l'œuvre, volumineuse, supposant un travail approfondi de recherches, consacrée à cette question. Une des qualités de son ouvrage est d'avoir utilisé quelques témoignages personnels, quelques communications, reçues de personnalités encore en vie et ayant des informations relatives à cette affaire. On trouvera un grand intérêt dans les souvenirs du communiste bulgare B. Popov, un des principaux prévenus du procès, mais l'on trouvera de nouveaux aspects du problème dans les déclarations de Jan van der Lubbe, frère de l'incendiaire, d'un de ses bons amis Albada, de Hanfständl, ami à l'époque d'Hitler et de Goebbels, d'O. von Heydebreck frère d'un ancien officier SA et d'autres.

Ainsi ce livre jette de la lumière sur plusieurs questions restées jusque là dans l'incertitude. Ajoutons toutefois qu'à défaut surtout des documents nazis, il laisse forcément sans solution bien des détails. Son mérite est, d'autre part, de corriger partout

où il en a la possibilité les défauts des hypothèses de la gauche de l'époque et les interprétations erronées dues partiellement à ces défauts et admises par les historiens aussi.

Avant tout il écarte la version qui part du rôle supposé de la SA. De l'avis de l'auteur, la SA n'avait joué qu'un rôle secondaire dans cette opération assez complexe où l'agent principal de l'exécution était, selon lui, la SS. Cette idée paraît fort probable, il est donc intéressant de voir que pour l'étayer il n'a pas rassemblé de matériaux qui puissent fournir des preuves. Les détails de l'activité de la SS restent ainsi dans l'ombre. Cela est d'ailleurs en connexion avec la plus importante déficience de l'ouvrage, à savoir que l'auteur ne tente même pas de reconstituer l'exécution du crime même, ou d'avancer une construction plus ou moins acceptable à partir des éléments connus et prouvés.

Les matériaux qu'il traite rendent par contre absolument clair et acceptable que l'indignité du Reichstag était une provocation décidée bien à l'avance et merveilleusement organisée et dont le but était de permettre aux fascistes de placer les milieux dirigeants, capitalistes, propriétaires et militaires, et tous les éléments conservateurs de la société allemande, devant l'alternative « fascisme ou bolchevisme ». L'auteur émet l'opinion, justifiée, que sans cette construction ils auraient manqué l'organisation du plein-pouvoir et n'auraient pas gagné des personnalités telles que le Président de la République Hindenburg, le vice-chancelier Papen et autres. L'incendie visait en outre la destruction du Parlement, en tant que symbole et aussi comme édifice. Il était pourtant préparé d'une manière qui puisse offrir la possibilité de lancer une campagne contre la gauche et avant tout contre le Parti Communiste Allemand. Au début, l'action devait être, dans l'idée des auteurs, liée au commencement des persécutions contre les Juifs. Tout cela avait un aspect international, notamment Hitler et plus d'un membre de son entourage comptaient sur les sympathies qu'ils pourraient gagner à l'étranger, parti-

culièrement en Angleterre, par une dénonciation spectaculaire du danger communiste.

Il est important et remarquable dans le livre que la situation internationale dans son ensemble est mise en rapport avec la manière de diriger l'action et le procès. L'auteur montre que, se rendant compte de l'effet défavorable qu'aurait à l'étranger l'implication des Juifs dans cette affaire, Hitler renonce à ce projet et pour le moment met en veilleuse la propagande antisémite. Selon l'auteur, la rupture de l'Allemagne avec la Ligue des Nations crée un tel isolement autour du Troisième Reich que Hitler sent la nécessité de créer un semblant de légalité du régime et que cet effort a également joué dans la clôture du procès et dans l'acquittement de tous les prévenus à l'exception de van der Lubbe.

Il nous semble pouvoir accepter les arguments de Calic en ce qui concerne la création à l'avance de toute la grandiose construction provocative et aussi en ce que l'implication des communistes bulgares et surtout de Dimitrov dans l'affaire n'était pas due au hasard, au contraire, c'était une tentative bien décidée à l'avance de créer des rapports concernant Moscou et le Komintern.

La personnalité de Van der Lubbe est également présentée sous une autre lumière. A l'encontre des idées admises tout au début, l'auteur démontre que Lubbe n'était point homosexuel, qu'il n'avait pas d'amis dans les SA, ou c'était à son insu. Assez doué mais peu cultivé, aimant la vie mouvementée et impatient, il avait des penchants anarchistes. Il paraît que c'est justement cette prédilection des actions directes qui le rendait propre à être entraîné par des gens se disant communistes, ou du moins de gauche, qui sont entrés dans les sectes gauchistes dissidées du parti communiste, et à être mêlé à des actions désespérées.

Lubbe faisait partie du groupe du nommé Albada qui à son tour avait des relations avec une telle organisation allemande la Allgemeine Arbeiter-Union. Ce groupe invitait Lubbe, plus exactement le groupe d'Albada l'envoyait à Berlin afin d'arranger les affaires d'une publication. Les membres

de l'AAU, entrés en contact avec Lubbe, ont vite fait de découvrir que les nouveaux « amis » dont parlait Lubbe étaient des provocateurs. Le jeune homme accusait les membres du groupe de lâcheté, faisait comprendre qu'il préparait une action importante contre les nazis étant convaincu qu'il était possible de faire éclater la révolution en Allemagne si quelqu'un en donne le signal.

Au cours du procès Lubbe n'a jamais nommé ces amis que personne ne cherchait. Seul de ce milieu, Otto Grothe fut convoqué comme témoin, mais son rôle préétabli était limité à la déposition. L'auteur continue à expliquer le comportement de Lubbe pendant le procès par une intoxication continue. Selon les observations faites en prison par Popov, le poison lui était administré dans le pain.

Comme nous venons de le dire, la question reste ouverte de savoir comment l'incendiaire a exécuté son acte. Une seule chose devient incontestable: que Lubbe ne pouvait pas le faire tout seul. Ou bien il avait des complices, ou bien l'incendie était préparé dans les moindres détails. Dans ce dernier cas, le plus probable, il suffisait d'avoir une ou deux personnes avec lui. A ce propos l'auteur souligne fortement que par suite d'un accident antérieur il était presque aveugle (sa vue était de 25 %). Il est donc inimaginable qu'il ait pu se retrouver, et sous un temps record, dans le labyrinthe du Reichstag. Vu la brièveté du temps dont il disposait, les endroits où l'incendie fut mis supposent également l'action concertée de plusieurs personnes.

Que nous adoptions l'une ou l'autre version, il n'y a pas de doute que Lubbe était dirigé, que la matière incendiaire lui fut fournie et, selon toute probabilité, dans l'acte même il avait des aides.

Quelque génial que fût le plan de l'attentat et la préparation du procès, celui-ci se soldait par un échec. Le livre nous montre quel rôle incombait dans cet échec à l'opinion internationale et à l'évolution de la situation de l'Allemagne, à différentes erreurs commises par les organes policiers allemands, au comportement courageux et judicieux des com-

munistes impliqués dans l'affaire et surtout de Dimitrov, ainsi qu'au fait qu'à cette époque l'Allemagne n'était pas encore entièrement fascisée.

Nous voyons de ce bref résumé que cet ouvrage devra susciter un grand intérêt, qu'il traite avec grande assurance son sujet. La manière dont il expose les faits reste toujours intéressante, mais, étant tout d'abord un écrit polémique, sa composition est

assez lâche, et les répétitions inutiles y sont fréquentes. Au cours de l'exposé il omet parfois d'élucider certains rapports dans leur chronologie historique. Il s'ensuit que, tout en attachant le lecteur, il lui impose un travail dur si celui-ci veut établir ces rapports. Cela est assez regrettable dans un ouvrage destiné au grand public.

M. Ormos

*Irredenta niemiecka w Europie środkowej
i południowo-wschodniej przed II. wojną światową*

*Praca zbiorowa pod redakcją Henryka Batowskiego
(L'irrédentisme allemand en Europe Centrale et Sud-orientale avant la 2^e guerre mondiale)*

Katowice—Krakow, 1971, Śląski Instytut Naukowy, pp. 281

Les auteurs de ce recueil se sont proposé d'examiner le rôle joué entre les deux guerres par la population (minorité) allemande dans la vie des pays de l'Europe Centrale et Sud-orientale. Ce rôle, pensant évidemment au comportement politique, était bien plus important que l'on ne penserait en voyant uniquement les statistiques relatives à l'importance numérique de cette minorité. Dans les pays en question (Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Yougoslavie, Roumanie) la minorité allemande ne dépassait pas 5 % de la population totale, et dans quelques pays ne l'atteignait même pas. Si cette minorité pas trop nombreuse pouvait toutefois jouer un rôle de premier plan dans la vie interne de ces pays et si ce rôle avait même des répercussions internationales, c'était dû en grande partie à ses organisations économiques et politiques stables et fort développées, et au soutien, matériel et moral, de l'Allemagne qu'elle utilisait fort bien pour ses propres buts (comme le rédacteur de ce recueil, Henryk Batowski, professeur à l'Université de Cracovie le souligne dans sa préface). Le soutien reçu de l'Allemagne devint un facteur de grande importance surtout après la prise du pouvoir par Hitler.

Cet enseignement-là du recueil n'est pas bien nouveau. Les auteurs des études ont

pris comme point de départ le fait que dans les pays énumérés, auxquels il convient d'ajouter l'Autriche germanophone, la minorité allemande constituait partout la cinquième colonne. Forte de son organisation et de l'appui de l'Allemagne nazie, elle contribuait activement à miner les fondements des pays en question. Pourtant, ce recueil révèle aussi de nouveaux aspects de cette activité, et ce parce que les auteurs ne se contentent pas en général de décrire cette activité à partir de la prise du pouvoir par Hitler, mais remontent aux années suivant les paix de Versailles et décèlent les aspirations révisionnistes dès le régime libéral de Weimar, aspirations qui nourriront les mouvements nationalistes allemands en Europe Centrale et Sud-orientale.

Les historiens bien connus des différents pays passent en revue les mouvements des minorités allemandes ayant surtout en vue les mouvements politiques et les partis. Malheureusement, cette manière d'aborder la question efface quelque peu les côtés sociaux et économiques, sans parler de l'absence de présentation de la vie culturelle. Cela explique que dans ce livre le lecteur retrouve bien des renseignements déjà connus grâce au dépouillement de différentes archives diplomatiques. Cependant, les auteurs des

meilleures études cherchèrent à élargir ce domaine. Lubomir Lipták illustre de données jusque là inconnues le processus de fascisation de la minorité allemande en Slovaquie. C'est le cas également pour l'étude de Andrzej Szefer qui étudie le rôle politique joué par la minorité allemande en Pologne. Mercin Kasper analyse les prises de position anti-polonaises et anti-tchèque des Allemands de Lausitz entre 1933 et 1938 et utilise à cette fin les matériaux de la Kulturarchiv sorbe (de Lausitz). Tito Georgescu a largement utilisé les archives roumaines (dont les Archives des Forces Armées et de l'Etat-major). Il entre dans les détails des luttes politiques internes en Roumanie et éclaircit avant tout le rôle joué par la Garde de Fer. L'étude la plus large du recueil est celle de Lóránt Tilkovszky qui traite la situation et les tendances politiques des Allemands de Hongrie. Outre les matériaux déjà publiés des Archives du Ministère Hongrois des Affaires Etrangères, l'auteur utilisa aussi d'autres dossiers des Archives Nationales de Budapest. Sa méthode diffère, elle aussi, dans plusieurs points de celle des autres études du livre, dans le sens qu'en examinant les mouvements de la minorité allemande qui menaçaient la sécurité de l'Etat, il ne manque pas de juger les gouvernements hongrois de

l'époque pour ne pas avoir tenu compte des griefs justifiés de cette minorité, par exemple dans la question des écoles. Par là, les gouvernements hongrois ont facilité, en lui fournissant des prétextes, l'intervention de Hitler dans les affaires intérieures de la Hongrie, en tant que protecteur de la minorité allemande.

Pour résumer les enseignements de ce livre on dirait qu'afin de présenter l'histoire sous toutes ses multiples facettes, les historiens devront chercher, bien mieux que dans le passé, à faire plus qu'énumérer toutes les manifestations de l'activité subversive de la minorité allemande. Ils devront procéder à une analyse poussée de la situation économique et sociale pour donner un tableau de la situation juridique et effective de la minorité allemande, de ses possibilités, et ce sans passer sous silence leurs griefs s'il y en avait. La politique de nationalité menée par les gouvernements bourgeois de l'époque n'était certainement pas impeccable et tous les torts n'étaient pas uniquement d'un côté. Une telle approche sera loin de justifier le rôle négatif joué en effet par les minorités allemandes dans la vie des pays en question.

E. Kovács

Domokos Kosáry: Bvezetés Magyarország történetének forrásaiba és irodalmába. I. köt. Általános rész I—II

(Introduction into the Sources and Literature of the History of Hungary. Vol. I. I. General Part I—II.)

Budapest, 1970, Tankönyvkiadó, pp. 890

The first volume of Domokos Kosáry's book, Introduction into the Sources and Literature of Hungarian History, a work of uncommon title and contents, was published under the auspices of the Institute for Historiography of the Hungarian Academy of Sciences in 1951, six years after the liberation. The title indicated a wanting historical bibliography, which not only contained a mere enumeration of titles of books, periodi-

cals and articles in a certain system, but also gave their evaluation, i.e. was a real *bibliographie raisonnée*. True, it did not present a complete material — nor was it the author's intention to do so — but, as was pointed out by a former reviewer (László Makkai, in Századok, vol. 85 [1951], pp. 559—561), it nevertheless contained all indispensable material, and most of the material which is considered important. Planned originally for

two volumes, Kosáry's enterprise was to offer assistance for studying Hungarian history up to 1825; the cited first volume covered the period up to 1711 in 480 pages; the second volume (638 pages) was published in 1954, and then a third volume (399 pages) was published in 1958, containing addenda and an index. The importance of this work is best documented by the fact that it soon became generally known by experts as "the Kosáry"; considering that only very significant standard works are usually referred to by mentioning the author's name (preceded by the definite article), this fact speaks for itself. The book went out of print before long, because it had become the indispensable reference book for both Hungarian and foreign experts of the history of Hungary.

So it was only natural that a new edition became a matter of necessity, and it is perhaps not by chance that editorship was undertaken by Tankönyvkiadó (Publishing House for Manuals and School-Books) because this book is indispensable also for university education. The simplest solution would have been if Kosáry would have taken the old edition as the basis, and worked into it what was newly published after 1955 which, to be sure, meant a considerable number of new works as a result of thriving Marxist historiography. This would not have been a particularly difficult task, since the volumes of studies published by the National Committee of Hungarian Historians for international historiographic congresses contained the annotated bibliography of the most important newly published special literature, and to work this into a new volume would have permitted a further edition within a short time. Yet the author — and he deserves credit for this — chose a much more difficult solution which, however, was more useful for all historians and researchers of kindred interest: he took pains to compile the bibliography not only of printed but also of manuscript sources, if we may use the term in this context. Also the title has been changed: the author presents an introduction not to Hungarian history, but to the history of Hungary by which he indicates that not only

Hungarians did live in the territory of Hungary during the feudal era. Also the time limit is extended: the author wants to proceed, instead of 1825, as far as 1848, the time of the bourgeois revolution.

The new edition, whose first volume is available to us, is planned to consist of five volumes. Division into volumes will be as follows: Volume I, General Part; libraries and bibliographies, archives and source publications: national, regional, county, municipal, village and family archives. Volume II, the enumeration of archives and source publications is continued with Church and foreign archives; this is followed by general literature and by the beginning of the chronological sections. This part of Volume II, and then Volumes III to V will contain in chronological order the sources and literature of the history of Hungary in the feudal era.

Compared to the previous edition, the published first volume not only contains more in respect of material and inclusion of the manuscript source material, but, going beyond the genre of *bibliographie raisonnée*, it approaches that of historiographic introductions. As a matter of fact, it has always been Kosáry's aim to supply the users of his works with an introduction to their particular subject, that is, to make them acquainted with the most important historical sources and literature in Hungary. Also the first edition has served this purpose, but the title greatly resembles that of a different, though kindred literary form. What we have in mind here are methodological reference books such as *Einführung in das Studium der Geschichte* by *Wilhelm Bauer* (Tübingen, 1928), or works of the same title published by *Walther Eckermann* and *Hubert Mohr* in the German Democratic Republic (Berlin, 1966). Also these works contain more or less abundant bibliographic material, but they are intended primarily for giving an introduction to the methods of historiographic work, and this is not the same as with Kosáry's original goal. The new edition, however, has expanded the section dealing with libraries and archives by inclusion of altogether new

material, and thus took a step towards the form of methodological introductions, whereby the possibility of misunderstanding the original title has been practically eliminated. Here we refer, in particular, to the chapters on archives, which not only supply information on archive fonds, but also present a basis for the development of research methods. The author's detailed discussion on archival history, even archival theory, may perhaps be categorized as belonging to this literary form.

Inclusion of the archival or, in general, of the manuscript material (the author has worked up the manuscript material of the National Széchényi Library) was made necessary by the aim "to try to present the printed material somehow in its relation to unpublished material". As a consequence "it was necessary to make a fairly detailed appraisal of the source base of our history in the feudal era, and to lay down the results of this appraisal in a coherent review" (p. 12). We should like to note that this "novel experiment" was completely successful. It must be emphasized that the author supplies information — theoretically — also on destroyed archival material. "We are of the opinion that information is a fact even if it tells about lost material" writes Kosáry (p. 13). This large-scale inclusion of archival material in the bibliography had the inevitable consequence that the author was confronted with tasks of research into archival theory, and, exercising his obvious right, took a critical stand towards them. This is his right and duty even if his views do not agree with the "official" archivist standpoint, with which he is polemizing. Let us make but one or two remarks in this connection. It is perhaps only the consequence of a not fully clear formulation that on page 38 the reader may find that the author is for the principle of "pertinence" in the course of archival arrangement, while on page 142 he may seem to be an adherent of the principle of "provenance". On the other hand, we feel that Kosáry's definition of the archive is — in present circumstances and reduced to historical archives — more correct

than the one now used frequently though not universally. According to Kosáry, the "archives perform the mission of a scientific institute as the custodians, explorers and, in part, analysers of historical source material and are in this capacity part of the organization and apparatus of historical science" (p. 133). His criticism of the present organizational pattern of the Hungarian National Archives will certainly give rise to debates (pp. 149–150). He illustrated some shortcomings of this structure with data. It must be admitted, however, that it was exactly in the framework of this system that the material of the National Archives became at last — even if not in a fully logical order — better arranged through the use of studyaids.

What is it, then, the researcher can find in this first volume? To give an outlined description of the contents, it is an enumeration of general bibliographies, data relating to libraries in the present territory of Hungary and in its territory prior to 1918, the *Hungaricae* of libraries abroad, a list of encyclopaedias, maps, dictionaries and their study-aids. The chapter "Archives and source references" contains material of general archival theory and archival history, methods for the exploration of the material of the feudal age, the history and description of the fonds of the Hungarian National Archives, a description of the archives of the Institute of Military History, and a description of the historical source publications in Hungary. In this latter section the author employs the method of science history, that is, presents not only a bibliography, but also the history of source-publishing. (Obviously, the source publications enumerated here will figure again in the chapters proceeding in the chronological order of history in the subsequent volumes.) After this comes a description of the regional archives of Hungary, and then a description of archives which were independent in the feudal era and are now incorporated in central and regional archives, or are in the custody of archives abroad. This section is not completed, the Church archives, for instance, will be included in the second volume.

This section of the volume — it is the largest, extending over 630 pages — is perhaps the most important and indispensable for any researcher who is interested in the history of some part of pre-1918 Hungary. We find here a description of the archives of all counties, towns, market-towns, and most important villages of that time, of still extant family archives, then, in this connection, other written source material relating to the history of the pertinent recording body (county, town, or family), a bibliography of the source references compiled from the archival material, and, finally, the most important special literature on the history of the given county, town, or family. Apart from all this, the author has summed up at the head of the chapter on towns and market-towns not only the general features of the historical development of the pertinent archives, but has developed quasi the ideal type of the structure of the feudal document material, which is certainly no small achievement as concerns office history. A certain problem is presented by the fact that in the case of counties the author took as the basis not the conditions of 1848, that is, the last phase of the feudal era, but of 1918, while he gives a description of the towns and market-towns of the feudal era when discussing towns. But this was justified by practical purposes. It is only to be regretted that Croatia is not included here; what we find wanting particularly is source references relating to the medieval history of present-day Slavonia — for example, the archives of the town of Varasd — and we feel that these ought to have been presented here. It is open to question, of course, whether the necessarily selected bibliography relating to given counties, towns or families contains the most important works in every case, although my random samplings revealed no shortcomings. Should some work of major importance be missing nevertheless, this does, in my opinion, detract nothing from the indisputable merits of this highly serviceable volume. The author deserves special credit for making an effort to take into account also works relating to territories

disannexed from Hungary in 1918, and published since then.

Yet it is the duty of the reviewer — despite all his appreciation — to point out instances where he does not agree fully, or where he possibly finds some error. It must be noted, as a matter of course, that it would be very difficult to check all data of the entire volume. It may be assumed that a few misprints slipped into the text, but this is inevitable. We have mentioned that Kosáry has drawn attention also to destroyed archival material. Thus he is fully justified in giving a description of the literature on the one-time medieval royal archives. I am not sure, however, if it would not have been useful to give in this connection a brief summary of the organization of central administration before 1541. With such a summary to hand, the few extant account books of medieval fiscal archives would certainly not have been included solely in the chronological section; or the fragments of the archives of King János Szapolyai would not have been described, if by mere chance, along with the municipal archives of Kassa (p. 478).

There is one thing I should like to emphasize in connection with the chapters on bibliography. Among the entries of heraldry and sphragistics, Kosáry fails to quote the study of *L. B. Kumorovitz*: *A magyar szfragisztika múltja* (The Past of Hungarian Sphragistics. Szentpétery Emlékkönyv, 1938, pp. 251—315), which is not only a standard historiographic elaboration, but is, in essence, also a complete bibliography of the Hungarian seals issued. Speaking of sphragistics, I think that reference ought to have been made to the topical bibliography of *A. Németh* [*Makkai and Mezey*: *Árpád-kori és Anjou-kori levelek* (Letters of the Árpadian and Anjou Age), pp. 415—421] which not only gives a bibliography of our most important extant seals of the Árpadian and Anjou age, but also presents the archival reference of numerous unpublished seals. In the heraldic relation we found no quotation from the volumes on Hungary (Der Adel von Ungarn) which were published,

under the editorship of G. Csergheő, in Nuremberg in 1893 and subsequent years as part of J. Siebmacher's *Grosses und Allgemeines Wappenbuch*.

For making some data more accurate, we might mention that the source publication "A nagykállói Kállay család levéltára" (The Archives of the Kállay of Nagykálló Family), quoted on page 685, does not give the full text, it is only an abstract publication. As far as I know, a third edition of P. Kubinyi's *Genealogia*, quoted on page 685 was published in 1831; and Ferenc Kubinyi was only the co-author of the two-volumed genealogy quoted on the same page, while the other author was Miklós Kubinyi. I found a misprint: an article of *Pálvölgyi* quoted on page 56 was published not in the BpM, but in the TBpM Yearbook.

This is not to say that there are possibly no other misprints in this volume, but — considering the overabundance of the material — their number must be so immeasurably small that they are scarcely worth mentioning. We should like to emphasize here that Kosáry has compiled both the first and this second edition altogether unaided, without the help of co-workers. By way of conclusion: the further volumes should be published as soon as possible, and an edition in foreign language is highly desirable in view of the work's importance not only for the history of Hungary and the other countries of the Carpathian Basin, but also for studies of universal history.

A. Kubinyi

*Imre Wellmann: A parasztnép sorsa Pest megyében kétszáz évvel ezelőtt
tulajdon vallomásainak tükrében*

(Destins paysans il y a deux cent ans, au comitat Pest, décrits par eux-mêmes)

Budapest, 1967, Magyar Mezőgazdasági Múzeum, pp. 375

Dans l'histoire agraire de la Hongrie allant jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, nous nous contentons de mettre au jour les données locales, et même pour l'examen de questions plus larges de la production ou de l'évolution sociale, force nous est de nous contenter de la comparaison des données locales, car le tableau d'ensemble ne peut sortir que d'une confrontation minutieuse des détails divergeant selon les endroits et les dates.

Nous nous heurtons à une difficulté spéciale et permanente en voulant choisir parmi les sources pour montrer les conditions économiques, sociales et de production de la paysannerie, puisque les sources dont nous disposons émanent presque exclusivement de l'appareil d'Etat ou de la classe possédante et offrent par conséquent un tableau peu authentique de la vie des paysans. Il en est de même encore aux XVI—XVIII^e siècles où seuls les documents faits par l'appareil

d'Etat, ou survivants dans les archives des grands domaines appartenant surtout à des aristocrates, fournissent quelques connaissances relatives aux conditions et à l'état de la paysannerie. Ce n'est que bien tard, du moins par rapport à la paysannerie occidentale, que les paysans eux-mêmes commencent, vers le milieu et la fin du XIX^e siècle, à produire des sources écrites. Avant cette époque nous trouvons, certes, quelques lettres de doléance sur la situation et les conditions dans lesquelles vivent les paysans, mais elles n'étaient pas écrites par des paysans, elles étaient confiées à quelque clerc. Cela ne veut évidemment pas dire que la valeur historique de ces écrits doive être mise en question dans tous les cas. Le fait est que, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle toutes les sources ont un caractère local, se rapportent à un village, tout au plus à quelques villages, et parfois aux conditions régnant dans tel ou tel domaine seigneurial.

Les documents établis par les employés des domaines ne tiennent évidemment compte que des intérêts du domaine et ne s'occupent que de ceux des aspects de la paysannerie qui étaient importants pour eux. Il y a, certes, des documents qui comprennent une grande variété de données (par exemple les livres terriers des XVII^e–XVIII^e siècles en révèlent beaucoup, comme la dimension des lots, le cheptel, les impôts payés etc.), mais n'en restent pas moins unilatéraux, négligeant les points de vue de ceux dont ils parlent, c'est-à-dire des paysans-mêmes.

Nous possédons toutefois une source datant du milieu du XVIII^e siècle qui, comme les autres, était fait en conformité avec les points de vue de l'Etat et, en gros, de la même manière (à l'aide de l'appareil bureaucratique du comitat nobiliaire), mais qui contient, outre les données disponibles ailleurs aussi, d'un groupe de documents qui reflètent malgré tout les vues qu'avaient les paysans sur leur condition, et qui, fait capital, nous sont fournis du pays entier, en gros de la même époque. Ce groupe contient les réponses que les communes avaient données aux neuf questions relatives à la production et à la situation sociale des serfs, questions posées au cours de la réglementation des redevances serviles ordonnée par la reine Marie-Thérèse. C'est que la cour des Habsbourgs, lorsqu'elle décida, afin d'assurer la capacité fiscale des serfs, d'unifier dans le pays entier les rapports entre le serf et le seigneur, et de mettre des limites à l'exploitation seigneuriale (en premier lieu aux corvées si graves, surtout en Transdanubie) elle avait pensé aussi à confronter la position des propriétaires à celles de leurs serfs. Aussi était-il prescrit au cours de cette enquête (on dirait aujourd'hui, de caractère sociologique) que les réponses devaient être attestées par le serment du maire du village, qu'elles devaient être écrites non pas en latin, mais dans la langue en usage, qu'elles devaient être lues devant l'ensemble des villageois et enfin, compte tenu des corrections éventuelles, elles devaient être mises en forme définitive. Il n'y a pas de doute que des méthodes, plus ou moins raffinées, de la part des

propriétaires pouvaient avoir leur effet, qui était pourtant réduit par le fait que, cette fois-ci, les intérêts de l'Etat étaient en opposition accusée avec ceux des propriétaires. L'influence des propriétaires pouvait exercer son effet tout au plus dans la dissimulation par les serfs d'une partie des terres qu'ils utilisaient.

Il est par conséquent frappant de voir que les historiens hongrois de l'économie, à part quelques exceptions, ne se soient pas adressés jusqu'à nos jours à ces documents pourtant si précieux. C'est pour suppléer à cette déficience de quelques décennies que Imre Wellmann s'est appliqué à dépouiller les réponses provenant d'une entité administrative, à savoir de 96 communes situées dans les collines entourant la capitale, dans l'ancien comitat Pest-Pilis-Solt, région sablonneuse entre le Danube et la Tisza. Dans cet ouvrage les sources sont publiées d'une manière exemplaire et, dans le premier quart du livre, les commentaires ouvrent des horizons qui dépassent le sujet. Dans son travail, Imre Wellmann s'arrête sur tous les problèmes que posent les documents, cherche les réponses correspondantes, sans pourtant en rester là. A propos des matériaux en présence, il élabore toute la problématique de l'économie du comitat, de la vie paysanne, et en général de la production agricole et de la société agraire au XVIII^e siècle. L'auteur était prédestiné à ce travail bien mûri par tout son œuvre centré, au cours de presque quatre décennies, sur la recherche de ces questions et, fait non négligeable, de cette région. Les expériences méthodiques et les connaissances concrètes acquises pendant ces quatre décennies font de l'introduction une synthèse fondamentale de l'histoire agraire de la Hongrie du XVIII^e siècle.

Dans l'introduction l'auteur commence par faire connaître les neuf questions posées au cours de la réglementation des redevances (elles embrassent le rapport juridique entre le serf et le propriétaire, les redevances en nature et en argent, la dimension et la qualité des terres appartenant à la tenure, le nombre des jours de corvée, les facteurs favorables ou défavorables à la vie normale

du village, l'existence ou l'absence de la liberté de déplacement). Dans la suite il procède à l'analyse de la valeur documentaire des réponses. Celles-ci révèlent au chercheur la vie paysanne dans sa quasi-intégrité. Il continue par décrire la contrée et l'habitat, en mettant un accent tout particulier sur la présentation des conditions naturelles (les réponses y fournissent un bon fondement), sur la mise en relief des unités géographiques plus petites. La description de l'exploitation agricole est basée sur les fondements fournis par le chapitre précédent, elle souligne les différences entre les petites unités géographiques à l'intérieur du comitat. Il continue par l'élucidation du rapport entre le propriétaire et le serf. Il part de l'épanouissement et de la désagrégation de la communauté rurale au XVIII^e siècle, montre les différences entre les villages soumis aux grands propriétaires et ceux gérés par la communauté, et arrive à la formation des réserves seigneuriales dont il analyse les conséquences qui se manifestent dans les variations du poids des corvées, dans le poids absolu et relatif des redevances en nature et en argent. Il consacre un examen très fouillé à la stratification sociale de la paysannerie des 96 villages. Pour élucider l'évolution des différences sociales il soumet à une analyse minutieuse l'influence, exercée ensemble et séparément, du sol, de la traction animale, du cheptel et du voiturage.

Cette simple énumération des problèmes, abordés de plusieurs côtés et dégagés avec soin, ne pourrait pas refléter toute la complexité du thème, ni la solution, extrêmement instructive du point de vue de la méthode, que l'auteur a choisi et qui lui a permis de montrer, dans des dimensions relativement réduites, toutes les questions substantielles d'une période historique entière et de toute une classe sociale, et ce non seulement statiquement, mais dans leur mouvement et dans leurs changements. Pour donner une idée de la complexité du sujet il suffira de dire que ces 96 villages sont situés sur un territoire absolument dépeuplé au début du XVIII^e siècle, après la libération de l'occupation turque, où la population

se complétait au cours du XVIII^e siècle de trois sources (des rares paysans survivants, des serfs transportés ici des territoires non occupés par les Turcs et de paysans étrangers, surtout sud-allemands) et devait recommencer tout partant de presque rien. Pendant quelques décennies la population agraire de cette région a fait un assez grand chemin (grâce, d'une part, à l'augmentation de la population, et de l'autre à la force d'attraction des villes importantes des environs, en premier lieu de Pest). L'auteur, de son côté, ne se contente pas de ce que la plupart de ceux qui n'aspirent pas, jusque dans les moindres choses, toujours au maximum, se seraient contentés: il ne présente pas un tableau statique, mais, en partant des réponses enregistrées en 1768, il trace la voie parcourue par ces 96 villages depuis le début du XVIII^e siècle. Avec maîtrise, Imre Wellmann dégage l'évolution à partir de ces réponses frustes. Il est grandement secondé dans ce résultat par le fait que depuis des décennies il s'occupe de l'histoire agraire de cette région au XVIII^e siècle. Son analyse nous présente un tableau des rapports entre le peuplement et le système d'exploitation; de l'importance de l'élevage; de l'évolution allant de l'occupation libre des terres, passant par les déplacements selon la mise en jachère, jusqu'aux systèmes d'assolement nés sous l'influence de la communauté primitive des terres avec redistribution, systèmes qui tiennent compte des intérêts communs des villages. L'auteur trace un tableau fort plastique de toute la problématique, liée à la densité de la population, au système de l'exploitation et de l'élevage, qui entoure la naissance, au XVIII^e siècle, du système des hameaux, de cette formule tant discutée et si complexe. Il nous montre également quels menus éléments, quels pas prudents ont conduit à la constitution des réserves seigneuriales dans cette région, où ni leur étendu, ou plus exactement leur grandeur par rapport aux terres utilisées par les serfs, ni les corvées généralement exigées n'ont pas atteint le niveau qu'avaient déjà atteint les régions plus évoluées, en premier lieu les territoires occidentaux et nord-occidentaux

non occupés par les Turcs. (C'est avant tout l'état misérable des serfs dans ces régions qui incita la cour à procéder à une réglementation générale.) Pour montrer les fines nuances que Wellmann applique dans son analyse, nous ne citerons qu'un exemple: dans une démonstration étayée de force détails il prouve que dans les domaines où, selon les livres terriers et les témoignages des serfs-mêmes, les corvées n'étaient pas fixées en nombre de jours, mais étaient accomplies «selon les besoins», elles étaient bien plus légères que dans les domaines où le nombre des jours de corvée était strictement fixé. Si l'auteur s'était tenu aux idées généralement admises par les chercheurs hongrois en histoire agraire, relatives surtout aux XVI–XVII^e siècles, il serait arrivé à une constatation contraire, évidemment erronée. Nous pourrions citer en grand nombre les exemples

analogues, mais c'est superflu. Ce que nous devons une fois de plus souligner, c'est que l'introduction offre aux chercheurs de l'évolution agraire dans la Hongrie du XVIII^e siècle un travail fondamental et de valeur durable. La publication des sources est exemplaire, les réponses des villages groupés selon des unités géographiques sont précédées par différentes données antérieures, relatives à ces villages, les textes sont complétés de notes. Les commentaires, ainsi que l'index à la fin du volume sont en eux-mêmes un sérieux travail scientifique. Un résumé en allemand (vingt-trois pages) est ajouté au volume, il présente un tableau fidèle de cet ouvrage et permet aux chercheurs ignorant le hongrois de prendre connaissance des principaux résultats.

P. Gunst

Lajos Für: A csákvári uradalom a tőkés gazdálkodás útján 1870–1914

(The Csákvár Estate on the Road of Capitalist Management 1870–1914)

Budapest, 1969, Mezőgazdasági Múzeum, pp. 366

The writers of Hungarian economic history have been conducting for many decades profound study in the history of management of large estates, or of the method of management followed by the big landowner aristocratic families. This was one merit of economic-historical research work going on in Hungary before World War II: but to avoid making a virtue of necessity, we admit that it was the only possible way to be followed by economic historians if they wanted to further the results of earlier research. In England, or Holland, or other West European countries where the peasants were either leading in agricultural production, or were at least keeping up with the big landowners, and where, from the end of the 13th century onwards, the big landowners made no efforts to maintain the system of self-management and involved, therefore, peasants and burghers, on the lease basis, in the cultivation of their estates, masses of

written records have survived on peasant farms, as a matter of course. But in Hungary where the big landowners, from the middle of the 15th century, were increasingly developing their manorial establishments cultivated by the labour services and implements of the serfs, the historical sources are made up almost solely of the records of these self-managed units. We can find among the documents of these large estates data relating to the production methods and social conditions of the serfs, because in Hungary literacy among the peasantry, or, to be more explicit, the habit of writing records on the events of farming, began at the very best toward the end of the 18th century and was exceptional even at the turn of the 19th and 20th century. Quite unlike, say, England where accounts, farming journals, kept in many cases regularly for several decades, can be found in masses beginning from the 17th century.

So when in the 1920s Hungarian economic history reached the level at which it was possible to make an attempt at defining the nature of Hungarian agrarian development in its European context, researchers availed themselves of the source material referring to large estates on which large-scale manorial management was practised. Since the landlord of immense territories disposed of many thousand families of serfs, it was possible to study the development of agricultural production and of the agrarian society together.

The research projects initiated between the two World Wars by *Sándor Domanovszky*, and connected also with the names of his pupils, were concentrated, first of all, on the exploration of the history of large estates in the 15–17th centuries. In the course of this work, the methods of management of the decades preceding the abolition of serfdom were seldom examined, and the concomitant, manifold and complex process in which land held in villeinage came as be separated from manorial land proper was still less analysed. This task was shouldered after World War II by the young generation of historians inspired with the Marxist historical approach and engaged in research work that was amplified and transformed in the late 1940s with the requirements of dialectic and historical materialism. True, only one major work of this kind was produced so far, a monograph on the Esterházy estate of Tata-Gesztes.¹ This work concentrates on the mid-19th-century management of this enormous domain, by and large between 1830 and 1870; thus it gives a picture of the last decades of the feudal system, but the actual backbone of this monograph is the new situation after the abolition of serfdom, and the process in which the manorial farms based on unpaid villein services shifted to capitalist production based on wage-work. But it was not only the production system of these large-scale farms that changed

during those decades. Since the monograph studies not only the feudal era, but also — and mainly — the fundamental question of the transition period, in particular the separation of manorial lands from villein farms, the registration of manorial lands, and transmission of ownership of land held by the serfs to certain strata of peasantry, also the possibility was given for the author to concern himself with the problems of the serfs, because valuable documentary materials relating to the peasants had accumulated in the archives of the estate.

It was after such antecedents, that the author of the work reviewed here made an analysis of the history of a Hungarian large estate, the Csákvár domain of the counts Eszterházy. This is not to say that such a subject was not discussed earlier,² but it admits of no doubt that the management in the capitalist era of such a complex of mammoth estates has not yet been explored fully. And even if the author has not done this at present — the first volume under review is closed with 1914 — he has indicated that he plans to analyse the decades between 1914 and 1945 in a separate volume to follow.

It goes without saying that the points of emphasis in this work are elsewhere in many a respect than in similar earlier analyses of the feudal era. Suffice it to mention that since production on peasant farms and large estates was definitely severed, owing to the abolition of serfdom and through the separation of villein and manorial land by legal actions — and the source material resulting from such co-existence ceased to accumulate thereby — the author necessarily concentrated on the big agricultural unit and on the productive activity thereof. But this reduction of the subject is amply compensated by the interesting details which the author discloses on the development history of large-estate administration.

¹ Gy. Szabad: *A tatai és gesztesi Eszterházy uradalom áttérése a robotrendszerről a tőkés gazdálkodásra* (The Transition of the Eszterházy Domains of Tata and Gesztes from the Socage System to Capitalistic Farming). Budapest, 1957, Akadémiai Kiadó, 592 p.

² Prominent among the minor works is L. Hanzó: *A déalföldi Károlyi uradalom gazdálkodása a XIX. század derekán* (Management of the Károlyi Estate of the Southern Great Plain in the Middle of the 19th Century). Szántó Kovács Museum Yearbook, 1960, pp. 1–100.

The exploration of the history of the Tata-Gesztes estate is quasi the preliminary history of the activities pursued at Csákvár in the capitalist era, because the latter estate — amounting to some 37 000 hectares — was separated from the former bigger body about 1870. It is at this point that the author takes up the thread of his discourse, and examines the development of the Csákvár estate from that time on. Consequently, the transition period proper, that is the most important first two decades, is missing from this enormous subject field (to wit, how the manors — cultivated with statute labour for the most part prior to the abolition of serfdom — turned into modern capitalist large agricultural concerns); but how very much the conditions of feudalism pervaded management and how long a time it took to change these conditions appear, among other things, from the fact that the separation of villein farms from manorial land, the measures for replacing lost statute labour, procurement of the estate's own implements, and the process of building up the estate's capitalist farming methods, was not completed even before 1870. Moreover, the final surrender of certain feudal rights (because these became burdensome to the large estate) did not take place before the turn of the century. Settlement of the vine tithe, of the problem of manorial cottagers, the problem of manorial compensation — to mention the most important questions only — kept the managing staff of the estate working for years even after 1870. All this shows that the capitalist forms of management, the capitalist social conditions, which were partially present already in the last decades of feudalism, became clearly effective only 4—5 decades after the abolition of serfdom.

The landlords, the counts Eszterházy, retained only part — hardly more than half — of this immense estate in their own management, and if farming proper is considered, this amounted to only 10 percent of land utilized in this way. 18,800—18,600 hectares of the estate in the area of the Vértes Mountains were forests which were managed

altogether separately; and of the agricultural land proper, which amounted to about 17,600 hectares only some 1760 hectares were kept in own management at Csákvár. Consequently, the author's task was manifold, and partly determined by the available sources. He had to examine the profits the landlords drew from the entire complex, but had to show in detail also the trends in the production of the territory in own management. The author also discusses the utilization problems of the forestry which was in own management but was administered separately from the agricultural units proper.

The changes in the proportion of profits according to the various production branches of this mammoth estate feature, quasi in a nutshell, the development that took place in that age. Despite the fact that the size of the territory taken into own management remained more or less unchanged, the profits resulting from agricultural production proper — which in the 1850s amounted to only 5—8 percent of the total income — rose to more than 20 percent of all incomes prior to World War I, which otherwise had doubled meanwhile. And if we examine the composition of incomes by different periods, we obtain the main indices of the development of the estate complex. In the first period, during the decades immediately after the abolition of serfdom, the dismortgaging bonds and the compensation sums collected from the peasants directly played an important role; this was the case in the next period (up to the end of the 1870s) with mass timbering (forestry) and partly with the rent sums. Following this, the rents played a prominent role, and when these came to stagnate after the turn of the century, the profit of agricultural production played the decisive role in the incomes of the landowners.

The backbone of the monograph is in fact the presentation of the development of the factor mentioned last, that is of the estate in own management. The author's work throws light upon how a large estate — on which the rotation system had just

been abandoned and highly extensive farming was practised (grain production of low standards and most extensive sheep-farming) — turned during the years studied here into a modern, capitalist large concern engaged primarily in animal-breeding (animal-breeding of a highly advanced form, mainly dairy-farming and pig-breeding) and subordinating, through fodder-growing, also the tillage of arable land to the requirements of animal breeding. The decisive change took place in the 1890s when changes of similar trends were felt all over the country as a consequence of the corn crisis. The author studies the various problems of production in great detail, his investigations range from the description of the quality of land to the transport conditions (railway construction), to the problems of farm structure and farm administration. We learn how, at what rate, the stock of implements was changing, how the machine pool was enlarged. We get insight into the changes of the sowing-plans, the concomitant changes in the system of production, the thousands of innovations (e.g. the introduction of artificial fertilizers, etc.), as a result of which the methods, the structure and the technique of production were transformed in the course of a few decades. We get a detailed analysis of the development of animal-breeding, of the phases animal-breeding was going through from the preponderance of extensive sheep-farming to the dominance of dairy-farming. The author depicts in vivid colours also the work organization of the estate, and presents, with a multitude of available data, the progress the estate has made from production based on statute labour to production carried out mainly with day-labour (for cash first of all). The author carefully tinges the picture drawn, and presents the interaction of past and present in a realistic manner.

On the basis of all this, a number of characteristic features of the development of Hungarian capitalist agriculture take shape before our eyes. Needless to say, it is very difficult to deduce generalization from the example of a single estate (the author makes this mistake every now and

then). This is particularly so if we keep in mind that this was an estate which was utilized on the rent basis for the most part during the entire era of this study; but certain conclusions can be drawn nevertheless. What is striking, first of all, is the owners' change of attitude. While the first owner lived in the atmosphere of feudalism and strived to obtain against very small or no investments — highest possible incomes, the descendants had to face the problem of inevitable investments. By the 1910s, the value of investments had grown from 10 percent to 35 percent of the incomes, while at the same time the owner used not 50 but only 20–25 percent of the total income to his own use. This change of attitude reflects the difference of standards which distinguished the method of management at the end of the era from that in the 1850s.

The author explores in detail also the development of production in the forestries which represented more than half of the estate complex. We get acquainted with the first decades when extravagant exploitations of forest was practised by unrestricted timbering, and then the modern, moderate ways of timbering connected with afforestation as a result of the Forestry Act of 1879. The author also presents the development of fish-breeding, as well as other, mainly industrial, enterprises of the estate (flour-mills, brickworks).

The author devotes a special chapter and considerable space to the farming lease system introduced by the counts Esterházy. He gives detailed analysis of the various types of lease and places them in four categories: dwarf plot lease; land of a few hectares leased by peasants, that is, practically small-holdings (these two were the main types of peasant holdings); and two types of large holdings, that is, lease ranging from several hundred to several thousand hectares of estate, and the *regalia* leases where the renting of certain *regalia* (inns, flour-mills, butcher's shops) was combined with the leases of larger landed estates (sometimes of 100 or more hectares). This latter type of lease was discontinued at the turn of the

century, and, after the sale of these *regalia*, was incorporated in the system of large or small holdings. The author describes also the social structure of the tenants and concluded that the estate usually preferred large-holders, although sometimes certain large holdings were leased as smaller plots for political reasons (to get voters), or social reasons (to fix poor villagers to their place). But the overwhelming portion of leased land was in the hands of large-holders at the end of the period studied. The author also indicates that lands more distant from the centre of the estate were leased first of all, while the land round Csákvár was kept in own management.

In this connection we might mention that — in our opinion — the author's approach to the question of lease does not pay due consideration to the economic angle, that he yields to the influence of the contemporary agrarian standpoint harbouring antipathy to tenants. He does not pay attention to the fact that the difficulties involved in leasing out in the 1880s were connected primarily with the European symptoms of the corn crisis. On the other hand, he is correct in emphasizing the correlation of the duration of lease with the changes of the production system and the increase of investments. The term of lease grew from 3 to 12 years as a consequence.

Such an enormous enterprise as the exploration of the management of the Csákvár estate is inconceivable without encountering some pitfalls, as a matter of course. It will certainly do no harm if we enumerate these, partly to indicate thereby the many ramifications of the problem, partly to make available these reflections to the author when he writes the second part of his work.

One of our objections is that the author, when looking for comparative data, does not pay regard to the circumstance that conclusions of national validity cannot be drawn from a single estate, however big it may be; and, what holds *vice versa*, it does not pay to confront the national picture with one big estate. It may be mentioned as well that when the author compares the estate of

Csákvár with other large farm units he does not (and to a certain extent cannot, to be sure) pay regard to their dissimilar physical conditions, market situation, or circumstances of management, etc. But what is more important, it seems that the author got exhausted at the end of his treatise, and, as a result, contented himself with the portrayal of the financial balance of the estate resting solely on the data processed by the contemporary financial administration of the estate. The fact is, however, that even if we do not find incomes examinations in the modern sense among these accounts, these could have been performed — if only *ad hoc* — on the basis of available, and apparently most detailed, management files.

It must be also mentioned that a further step could have been taken. It is of no use to know the changes in the nominal incomes of the estate if we do not take into account the changes in the value of money. Based on available invoices, at least one type of price gap of the concern could have been defined, and this could have presented the proportion changes between the prices of certain industrial articles which were of primary importance for production and the agricultural produce put on the market. This would have been all the more important since even if we do have some idea of the price trends on the national scale, highly characteristic balances of such concerns have not been drawn so far. And such an investigation into price structures could have thrown light upon a number of correlations which the author treats tangentially in this volume. The regional markets for the estate and their changes are particularly neglected by the author, although this question could have been outlined at least in a few time-sections on the basis of available account and bills.

By way of conclusion, we may state that this valuable work could influence the whole of Hungarian economic history much more effectively if the author had not stopped at 1914. If he had avoided splitting into two — with regard to the periods established in general history — his work (and the development of this estate's history), he could have

depicted the immediate consequences of the collapse of the Monarchy on agricultural production, and the influence of the agrarian price gap — raised by industrial protective tariffs — on the conditions of large farms. The study of the *entire* capitalist era ought to have broken exactly with this attitude which emphasizes era limits of general history in economic-historical, including local-historical investigations, in consequence of which homogeneous processes are studied torn apart, continuous processes are examined isolated from one another.

Yet I must not close this review with this critical observation. I must emphasize that this study by Lajos Für is, even in this form, a picture flashing many colours of the agricultural development of that era and contributes efficiently to the Hungarian literature of Marxist economic history. My remarks have not been intended to detract anything of the value of this work, and I am confident that research will regard it as a model for a long time.

P. Gunst

*Béla Kirschner: Lenin a demokratikus és a szocialista forradalomról
(1893—1917)*

(В. И. Ленин о демократической и социалистической революциях)
(1893—1917 гг.)

Budapest, 1971, Akadémiai Kiadó, pp. 276.

В последнее десятилетие все чаще появляются издания, содержащие тематический выбор произведений классиков марксизма-ленинизма. Подобного рода издания призваны, с одной стороны, пробудить интерес к важным теоретико-идеологическим проблемам нашей эпохи, а с другой стороны, облегчить изучение и разработку трудоемких классиков, посвященных этим проблемам. Ускоренный ритм нашей жизни не позволяет даже специалистам неустанно следить за богатой литературой в области общественных наук и одновременно комплексным методом исследовать труды, теоретические воззрения классиков марксизма-ленинизма. Органической частью этого чрезвычайно рационального начинания и вместе с тем его необходимым дополнением являются монографии и синтетические исследования, в тематическом плане разрабатывающие труды классиков марксизма-ленинизма. Особенно большое количество подобных монографий появилось за последнее время в Советском Союзе, где научный коммунизм как дисциплина переживает свой подлинный расцвет. Книга Бела Киршнера, в которой он прослеживает взгляды и

выступления Ленина по вопросам буржуазно-демократической и социалистической революции в период от начала его политической деятельности до победы Великой Октябрьской социалистической революции, заслуживает в связи с этим самого пристального внимания.

В предисловии к своей монографии автор и сам отмечает, хотя и по другому поводу, насколько облегчают подобные работы процесс исследования для всех, интересующихся данной темой, и каким ценным дополнением являются они к тематическим изданиям произведений классиков.

«В ходе разработки темы, — пишет автор, — все отчетливее обнаруживалось, что для выяснения позиции Ленина недостаточно исследовать одно или даже несколько его произведений. Значительная часть статей и выступлений Ленина носила полемический характер, и естественно, что именно полемическая направленность определяла тот круг вопросов, на которые необходимо было дать ответ. Именно поэтому комплексное исследование отдельных проблем возможно лишь на основании целого ряда произведений, а это в свою очередь

ведет к тому, что одна какая-либо мысль вырисовывается в полном объеме только в связи с различными другими вопросами, хотя в каждом отдельном случае Ленин и не развивал полностью этой взаимосвязи.» (стр. 9.).

Попытка автора проследить развитие и формирование отдельных более ранних мыслей Ленина и исследовать их во взаимосвязи с другими проблемами, как нам представляется, увенчалась успехом. В процессе чтения книги мы действительно убеждаемся в том, что необходимо тщательно исследовать труды Ленина, его теоретическую и публицистическую деятельность для того, чтобы узнать и понять формирование взглядов Ленина на сложный и изменяющийся в зависимости от эпохи и местных условий процесс социальной революции, которому сопутствует постоянная модификация теории.

В историко-теоретической монографии Б. Кишнера (разделенной внутри на семь глав) события русской жизни рассматриваются в хронологической последовательности, и на их фоне прослеживается процесс формирования на протяжении более двух десятилетий ленинской теории революции. Этим определяется характер и направление исследования. Развитие ленинской теории революции автор книги прослеживает не абстрактно, а все время имея в виду политические условия России того времени и постоянно подчеркивая, что Ленин, особенно же в период до первой русской революции, разрабатывал теорию революции не вообще, а исходя из конкретных возможностей русской революции, но уже тогда он вывел общие закономерности революции. При таком подходе к исследуемой теме автору монографии удалось избежать односторонности в анализе теоретической деятельности Ленина. Ленин выступает одновременно и как теоретик, и как вождь революционных масс, с одинаковой непримиримостью отвергавший всякие попытки ревизии марксизма, равно как и стремления навязать живому движению теоретические взгляды, которые основывались на предшествующем конкретном

опыте и не учитывали изменившейся ситуации.

Обобщая ранний период теоретической деятельности Ленина, автор монографии пишет, что уже в ходе дискуссий с народниками Ленин пришел к выводу о том, что социалистической революции в России должен предшествовать такой период борьбы, который даже в случае успешного ее исхода обеспечит лишь предварительные условия для дальнейшей борьбы пролетариата, и что свержение абсолютизма является лишь следующей ступенью для социалдемократов, предпосылкой завоевания власти рабочим классом. В ходе этой полемики, как ее конечный итог, была сформулирована ленинская теория перманентной революции, — пишет автор книги, — которая содержала новое, по сравнению со взглядами Маркса и Энгельса положение на русское развитие, постольку, «поскольку ведущую роль в политической революции Ленин отводил не буржуазии, а рабочему классу». (16 стр.) Это утверждение заслуживает тем большего внимания, что Ленин, по мнению Б. Кишнера, до 1905 года не пришел к определению демократической диктатуры рабочего класса и крестьянства, хотя уже и в этих более ранних статьях содержатся те элементы, из которых выросла впоследствии концепция демократической диктатуры рабочего класса и крестьянства.

Формой демократической диктатуры рабочего класса и крестьянства как власти переходного периода, согласно более ранним взглядам Ленина, должна была бы быть буржуазно-демократическая республика, и только впоследствии, анализируя роль и место советов, возникших в процессе революции, Ленин заменил форму-понятие демократической республики формой советов, на которой он и остановился, несмотря на противоречивую роль советов в 1917 году. Анализируя ленинское определение демократической диктатуры рабочего класса и крестьянства, а также дискуссии по вопросу об участии во временном революционном правительстве, автор монографии приходит к выводу, что рабоче-кре-

стьянскую демократическую диктатуру Ленин считал «такой специфической формой власти, которая носит характер буржуазной революции, но вместе с тем является условием свержения класса буржуазии». (55 стр.) И именно это, точнее революционно-буржуазный характер демократической диктатуры рабочего класса и крестьянства явился главным предметом полемики между большевиками и меньшевиками. Мартынов, например, наиболее основательно развивавший позицию меньшевиков, ссылаясь на Энгельса, говоря, что создание демократической рабоче-крестьянской диктатуры и участие рабочего класса во временном правительстве означало бы, что «вождь крайней партии . . . отстаивает интересы чужого класса и вынужден отделяться от своего класса фразами, обещаниями и уверениями в том, что интересы другого класса являются его собственными». (53 стр.) В этой полемике Ленин указывал прежде всего на то, — пишет автор монографии, — что по мысли Энгельса, на которую ссылался Мартынов, «может оказаться роковым непонимание вождями подлинной исторической задачи, непонимание непролетарского характера преобразования. В связи с этим, когда речь идет о том, что в буржуазно-демократической революции необходимо создать демократическую рабоче-крестьянскую диктатуру, имеется в виду не вымышленное социалистическое содержание преобразования и отнюдь не то, что обещают власть одному классу, а обеспечивают власть другого, не происходит переход от пути одного класса на путь другого класса; наоборот, речь идет о правильном определении классовой цели и о том, что защиту интересов пролетариата возлагают на самого пролетариата, а не на буржуазную демократию.» (53 стр.)

Ленин, следовательно, полностью отдавал себе отчет в том, что демократическая рабоче-крестьянская диктатура не уничтожает экономической основы капитализма, но в политическом смысле она должна быть врагом антибуржуазной, должна быть организацией войны, а не примирения в том смысле, что призвана подавить все возни-

кающие попытки реставрации и расчистить поле для последующей борьбы за социализм. Делая обобщения, Ленин также учитывал высказывания Маркса и Энгельса но в полемике с Мартыновым и его сторонниками считал необходимым подчеркнуть, что анализ ситуации в России можно успешно провести не с помощью цитат из трудов Маркса и Энгельса, а на основании исследования реальных общественных сил.

Исследователь указывает на то, что Ленин и после февральской революции 1917 года придерживался, по существу, тех же самых теоретических взглядов относительно перманентной революции и демократической рабоче-крестьянской диктатуры. Но и тогда он предостерегал от увлечения чистой теорией, от механического перенесения теоретических положений на сложные практические задачи революции. «Было бы величайшей ошибкой, — цитирует автор монографии слова Ленина из письма, относящегося к швейцарскому периоду, — если бы мы стали укладывать сложные, насыщенные и быстро развивающиеся практические задачи революции в прокрустово ложе узкопонятной «теории», вместо того, чтобы видеть в теории прежде всего и больше всего *руководство к действию*». (185 стр.) В основе всех выступлений Ленина была мысль о том, что Россия переживает переходный момент, коренным образом отличающийся от того положения, которое Ленин предвидел в период первой русской революции. Он неустанно подчеркивал, что быть марксистом означает понять особенность этого переходного момента и выработать программу таких мероприятий, которые сами по себе еще не представляют диктатуры пролетариата, но такую революционную власть, которая была определена теоретически на основании опыта первой русской революции. Но тут же Ленин добавлял, что это теоретическое положение необходимо разъяснить и разработать более конкретно на основании практических выводов данного периода русской революции. И Ленин уже и в своих письмах из Швейцарии, но особенно после возвращения в Россию, точно наметил программу необ-

ходимых мероприятий, разъяснил и конкретно разработал названное выше теоретическое положение, подчеркнув, что вследствие особенностей переходного момента в России необходимо было создавать демократическую диктатуру не рабочего класса и крестьянства в целом, а революционно-демократическую диктатуру пролетариата и беднейшего крестьянства.

Особым достоинством монографии Бела Киршнера является комплексный метод исследования, при котором развитие ленинской теории революции рассматривается в неразрывной связи с различными революционными движениями и многообразием детерминирующих эти движения общественных факторов. Анализируя эти вопросы, автор книги раскрывает и оценивает взгляды Ленина в постоянном соотношении с общественной ситуацией в России в разное время, а тем самым избегает всякого схематизма. Исследователь с большой исторической достоверностью показывает теоретическую гениальность Ленина, применимость его теории для анализа самых сложных общественных проблем и в наши дни. Вместе с тем автор монографии обращает внимание на то, что Ленин наряду с теоретическим решением проблем никогда не упускал из виду исследования практических условий движения и предостерегал партию от того, чтобы она из каких-либо теоретических соображений связала бы себя в таких вопросах, осуществление которых или же формы их реализации зависели бы от непредвиденного складывания политических условий. Это отнюдь не означало, что Ленин призывал революционную партию к ограничениям в формулировке программных требований. С самого начала он был того мнения, что даже с позиции возможных союзников рабочего класса нельзя ограничивать требований узкими рамками предоставленных возможностей данной ситуации и данного момента. Ссылаясь на полемический спор между Р. Люксембург и Каутским в 1896 году, Ленин принимал сторону Каутского, который считал, что программа наряду с практикой «должна служить и целям пропаганды, оп-

ределять направление, которому необходимо следовать. Программа должна выражать собой то, что пролетариат требует от общества и государства, а не то, чего он ждет от них.» (21 стр.) По мнению Ленина, социал-демократы должны принять на себя и такую задачу, которая будет способствовать тому, чтобы политическая позиция союзников, а в связи с этим и деятельность, развивались в сторону более революционных, чем их собственные, целей и представлений. Именно поэтому и в связи с крестьянским вопросом Ленин требовал выдвижения таких требований, которые находятся в соответствии с общественным развитием, без учета их реальной осуществимости в условиях данного момента.

Б. Киршнер последовательно рассматривает развитие взглядов Ленина по крестьянскому вопросу и ярко изображает непоколебимость политической и теоретической позиции Ленина при оценке возможностей и необходимости рабоче-крестьянского союза и вытекающего отсюда революционного решения аграрного вопроса. Ленин никогда не замалчивал ретроградных стремлений в стихийных крестьянских движениях и страстно оспаривал наивно-утопистические воззрения народников. Но наряду с этим Ленин глубоко осуждал и взгляды меньшевиков, абсолютизовавших реакционные черты крестьянских движений и отрицавших возможность союза рабочего класса и крестьянства. Победу буржуазно-демократической революции в России Ленин ставил в зависимость от осуществления двух главных условий: руководящей роли рабочего класса в этой революции и решения рабочим классом аграрного вопроса, что в свою очередь позволило бы вовлечь крестьянство в революцию. Как пишет автор монографии, Ленин считал, что «как без полной победы демократической революции невозможна ликвидация помещичьих владений, точно также ликвидация помещичьих владений является условием победы демократической революции.» (стр. 91). Следовательно, поддержку крестьянского движения Ленин считал возможной и необходимой только в той

мере, в какой она способствовала бы победе демократической революции, иными словами, в той мере, в какой эта поддержка являлась предпосылкой классовой борьбы пролетариата.

Самым главным в решении аграрного вопроса Ленин считал ликвидацию крупных помещичьих владений. Дальнейшую судьбу этих земельных владений (национализация, раздел и т. п.) Ленин связывал с требованиями конкретного движения и волей крестьянства. Известно, что теоретически до сентября 1917 года Ленин выступал за национализацию земельных владений и против раздела земель, хотя и постоянно подчеркивал, что в данной ситуации главной задачей является революционное свержение старого режима, а не создание проектов относительно всеобщего раздела земли или национализации. Постоянно имея в виду изменяющиеся условия и общее состояние движения, Ленин изменял свой взгляд относительно практического решения вопроса и предостерегал и партию от того, чтобы она заняла окончательную позицию в этом вопросе. Ссылаясь на работу Ленина 1907 года, Б. Киршнер приводит следующие его слова: «От поддержки раздела социал-демократия не может зарекаться. В иной исторический момент, на другой степени аграрной эволюции раздел может оказаться неизбежным.» (97 стр.) В 1917 году сложилась иная, по сравнению с первой русской революцией, историческая ситуация. Поскольку февральская революция не решила аграрного вопроса, аграрную революцию приходилось рассматривать не в рамках буржуазно-демократической революции, а в рамках социалистических преобразований. И хотя Ленин еще в мае 1917 года советовал, как пишет автор монографии, из крупных помещичьих владений создать обобщественные крупные хозяйства, тем не менее он призывал к осторожности при решении вопроса, подчеркивая, что нельзя навязывать крестьянству общественной собственности, проводить мероприятие сверху, так как люди веками привыкали к единоличному хозяй-

ству, и этой традиции нельзя прекратить сразу без подготовки. Необходимы денежные средства и время для перехода к новым жизненным принципам. Эти мероприятия должны осуществляться постепенно и с учетом обстоятельств. Нужно не только учить массы, но и самим учиться у них, искать наиболее эффективные на практике способы подобного перехода.

«Тем не менее ленинский декрет о земле, направленный на непосредственное решение аграрного вопроса в период победы революции, основывался не на этих взглядах Ленина. В его основу был положен проект 242 крестьянских депутатов местных советов, который был составлен редакцией эсеровского издания «Известия Всероссийского Совета Крестьянских Депутатов» и опубликован 19 августа (1 сентября) 1917 года. Этот документ содержал требование о ликвидации частной собственности на землю, о безвозмездном присвоении уравнительного землепользования и раздел земельных угодий по трудовой или потребительной норме. И здесь, как и в других случаях, реальное движение масс Ленин считал более важным...», — пишет Б. Киршнер. (202 стр.)

Оригинальным образом прослеживает и оценивает исследователь развитие ленинской концепции по национальному вопросу. Эта чрезвычайно сложная общественная проблема, разумеется, не может быть освещена во всех своих аспектах в рамках монографии, для которой не составляет главную тему. Именно поэтому автор книги рассматривает только те основополагающие вопросы, которые непосредственно связаны с ленинской теорией революции.

В период первой русской революции Ленин относительно мало занимался национальным вопросом. После поражения революции, однако, этот необычайно важный с точки зрения революции вопрос все настойчивее привлекает внимание Ленина. Исследования обогащаются новыми элементами, расширяются в тематическом плане, а в 1913—1914 гг. приводят к многогранно разработанному теоретическому обобщению. Общественные проблемы, в том

числе и национальный вопрос, Ленин исследовал в неразрывной связи с революционными целями рабочего класса. Пролетариат, полагал Ленин, должен вести борьбу в рамках данного государства, а социал-демократия — сплотить весь рабочий класс без того, чтобы пристрастно выступать за один какой-либо путь национального развития. Все возможные пути надо использовать в стремлении к конечной классовой цели, условием достижения которой является борьба против всякого рода национализма, требование равноправия народов, признание права на национальное самоопределение. Известно, что право наций на самоопределение Ленин понимал как право наций на отделение. Ленин советовал рабочим не пускать на порог своих социал-демократических партий тех социалистов, угнетающих наций, которые не проповедают свободы отделения всех угнетенных наций» (161 стр.) Право на свободное отделение всех угнетенных наций Ленин постоянно связывал с интересами революционного прогресса, подчеркивая при этом, что право на отделение не тождественно с требованием образования малых государств.

Самым главным в концепции Ленина было положение о демократическом сближении наций и их слиянии, необходимым условием которого было прекращение всех видов национального угнетения, признание и обеспечение права на самоопределение и отделение наций. Стремясь облегчить процесс сближения и объединения народов

после революции, как одну из возможных форм этого сближения Ленин разработал принцип федерационного объединения. И здесь автор исследования обращает наше внимание на практичность Ленина. Несмотря на то, что Ленин возражал против того, чтобы марксисты в теории связали себя принципом федерации и децентрализации, но на практике, направляя усилия на облегчение процесса сближения народов, Ленин не только вообще считал допустимой федерацию, но и осуществил ее в начальной стадии объединения народов России.

Развитие ленинской теории революции и связанной с ней разработки широкого круга общественных проблем представлено в монографии Б. Кишнера, разумеется многограннее, в более конкретной и исторической обусловленности. Жаль только, что ведущая нить историко-теоретического исследования прерывается к концу книги. Рассмотрение периода после Великой Октябрьской социалистической революции сведено до области конкретного применения ленинской концепции революции, в результате чего сглаживается историко-теоретический характер заключительных глав монографии. Тем не менее монография Б. Кишнера является важным начинанием и можно не сомневаться в том, что она заслужит признание специалистов, в первую очередь преподавателей высших учебных заведений.

А. Жилик

Bethlen István titkos iratai

(The Secret Documents of István Bethlen)

The documents were edited, the introduction and the annotation written by M. Színai and L. Szücs

Budapest, 1972. Országos Levéltár—Kossuth Kiadó, pp. 492 and 12 photos

The stabilization of the Hungarian counter-revolutionary system, the development of the frame-work of its administration is connected with the activity of Count István Bethlen and his government. Bethlen

was, however, a key-figure of the system not only between 1921—1931, but in the years both preceding and following this period, too. Still up to now neither a comprehensive monograph on the Bethlen government, nor

a political biography of Bethlen has been written and the Bethlen documents have not been published independently, in the form of source collections.

This fact alone adds to the value of the source-publication, all the more as the book contains a lengthy and substantial introductory study.

M. Szinai and L. Szücs have demonstrated with a former publication (*The Secret Documents of Miklós Horthy*) that they are able to achieve not only a scientific success but to make a best-seller from a source-publication. To score a new success on the same standard is naturally not an easy task. While in the case of the Horthy documents the mere fact of the publication was enough, now the addition of the introductory study enriches the book in content.

The Bethlen volume covers not the whole of Bethlen's career, but the most important ten years. The decade between 1921–31, when Bethlen was the Prime Minister of Hungary, is fundamental also for the evaluation of the whole regime. The more than 200 documents published in the volume were selected from the so-called semi-official correspondence of the Prime Minister by the editors in adherence to the principle of showing a single, as regards its type of document, integrated archival division and thus shedding light to the activity of Bethlen and his government.

The record kept in the archives themselves have already determined the character of the volume in two respects: the semi-official documents, through their multifoldness, made the volume thematically varied, however it follows as a matter of course that they comprise more than once only the marginal connections of some events or set of problems and the basic documents are frequently to be found in document groups, as for instance those of the 1922 elections or the counterfeiting of French currency. This character of the papers does not at the same time prevent the editors from a new, so far insufficiently appreciated approach to the whole period and from shedding new light on the attitude and role of Bethlen as in the case

of the payment of pension to Gömbös or the removal of the Eskütt records from the files.

Within the ten years' time-span a great many questions are dealt with in this volume. The editors distinguished seven larger subject groups, nevertheless the letters, records and reports published often force the given frames of the compilation open as regards either their time limit or content. Papers touching almost all the problematic questions of the Bethlen era, from the king's second coup'état in 1921 to the loan transaction in 1931 are published in the volume, necessarily in such proportion as demanded by that of the given fond.

Probably most general lesson of this volume is that Bethlen, or as his contemporaries called him, the "master", was really the master of the whole activity of the Administration. He had to cope with the problems of the negotiations with the financial oligarchy and the class of big landowners as well as of the safeguarding of the interests of the ruling classes; he was in the background of the exploitation of the Gömbös-group for the government's political purposes and later of its putting aside, as well as of the measures taken against the Left. Moreover he was in complete control of Hungary's foreign policy.

Though this volume is dealing primarily with domestic policy, it comprises nevertheless noteworthy details concerning foreign policy as well. Documents of this kind are the letters which give an unequivocal evidence that Bethlen was sufficiently informed of the German connections and combinations of the extreme Right. Of similar interest are Bethlen's manifestations in connection with the Rothermere action, all the more as the Rothermere case in general and the standpoint of Bethlen excited less interest in the Hungarian than in the foreign special literature.

The papers on the various loan transactions are worth of attention in two respects: both in domestic and international relations and so are the exchange of letters of Bethlen with leading Hungarian and foreign personalities.

From the rich subject-matter of the volume the first Hungarian source-publication relating to the national-socialists organizing and the documents which shed light to the special role of the Right in connection with the franc-case are remarkable. The portrayal of Bethlen is refined by his records written during the Eskütt-case and the franc-scandal. His turn of mind reflected by his declarations are easier to be judged by the expert reader than by the layman.

The interpretation and elaboration of the volume's varied and ramifying material is facilitated by the editors in many ways. A distinct finding-list is given, the character of the papers is clearly exposed, every single paper is completed by carefully made and abundant annotation and tables on the personal changes of the succeeding Bethlen governments are given by the editors.

Studying the documents themselves and taking the editor's arrangement into consideration one is inclined to think that in choosing the title of the volume the publisher and the editors were lead much rather by the preliminaries of the volume, the success of "The Secret Documents of Miklós Horthy", than by the character and content of the present book. Consequently the harmony between the title and content of the volume became unduly unbalanced; the value of the book would not have been diminished by a more realistic title.

The introductory study which treats essentially the documents offers more information than necessary to understanding of the papers: it sums up the character of Bethlen and the system of government that had developed during this tenure of office and it is a significant contribution through its pretensions to the scientific dispute tending to explore more profoundly and thoroughly the character of the counter-revolutionary system.

The study outlines the internal and international power relations in the period of the rising of the counter-revolutionary forces to power and several manifestations of the clash of interests and the power-struggle. Though the "Legitimist" movement was a central

point in the struggle around the orientation and the content of the consolidation, the writer of this review claims that the restoration of the Hapsburg-dynasty was excluded as a realistic solution by basically international and not internal factors.

Our knowledge of the connections of Bethlen and the extreme Right are enriched by several new conclusions of the study, e.g. the division within the ranks of the extreme Right of the part played by it in the franc-forgery scandal. The introduction and the papers reveal how certain factors of the political life endeavoured to enforce their personal and group interests in that period. The picture of the system of government as build up by Bethlen is given by the editors in combination with the sober analysis of the domestic situation.

If the international factors are overshadowed to a certain extent, it is due to the nature of the volume's material.

The study explains in an interesting way how it was possible for Bethlen to carry out the same task and to secure the same function which, for instance in Italy, demanded the organization of a fascist mass party. The editors, summing up the character of the counter-revolutionary system as well as in connexion with the aforesaid, underline that Bethlen and the process of the whole consolidation took over and refrained to the situation which followed the defeated revolution the worst, most conservative and reactionary elements from the dual monarchy's system of government. It became thus possible to push the extreme Right with its methods into the background without suppressing them definitively.

The study attributes, very properly, great importance to the agreement of the government and the Social Democratic Party from the point of view of the consolidation, though it had, in the opinion of this reviewer, not hindered the co-operation of the Social Democrat leaders and the Liberal opposition groups in the capital and the Parliament to such extent as the editors claim it. The introductory study lays much stress on the Smallholders' Party, and the social-political

role of the smallholders, and exposes why these factors were ousted from the political life by Bethlen. The editors emphasize that the consolidation of the system demanded manipulations with the franchise and the Parliament and the restrictions of political rights.

On the whole the volume significantly

enriches the historical literature of the Horthy-era and will in all certainly give inspiration to the investigation of further Bethlen documents, to further publications in this field and to new research work into the history of Bethlen government.

Zs. L. Nagy

János Rácz: Az üzemi bizottságok a magyar népi demokratikus átalakulásban (1944–1948)

Роль фабрично-заводских комитетов (фабзавкомов) в народно-демократическом преобразовании Венгрии (1944–1948 гг.)

Budapest, 1971. Akadémiai Kiadó, pp. 159

В начале пятидесятых годов историки, занимающиеся обработкой эпохи народной демократии, уделяли особое внимание роли фабрично-заводских комитетов (фабзавкомов), созданных на рубеже 1944–1945 годов и действовавших до 1948 года. Начиная с этого времени вышел в свет целый ряд студий, статей, сборников исторических источников. Внимание к этому вопросу и впоследствии не уменьшилось, об этом свидетельствует и монография, недавно опубликованная на 14 листах. Стремясь к охватывающей обработке своей темы, автор книги начинает свой труд с обзора проблематики рабочего контроля и предистории фабричных и заводских рабочих органов. Он излагает работы В. И. Ленина, посвященные созданным после буржуазно-демократической революции 1917 года фабзавкомам а также общепринятым и специальным чертам рабочего контроля над капиталистическим производством. Даже из схематического обзора выясняется, как чрезвычайно большое значение уделял В. И. Ленин деятельности рабочего класса, непосредственно контролирующей капиталистическое производство, поднимая при этом революционную практику рабочего класса на принципиальный уровень. После победы Октябрьской революции среди самых первых декретов оказывается декрет о введении рабочего контроля, подчинивший капиталистическое фабрично-заводское руководство фабрично-заводским ра-

бочим организациям. Такой декрет на долгие годы определил место и роль фабрично-заводских рабочих организаций в Советской России. Революционный опыт российского пролетариата, накопленный в течение этих пор, долгие годы благотворно сказывался на развитии международного рабочего движения.

Рабочий контроль над капиталистическим производством, как одно из эффективных, и при определенных условиях даже необходимых средств борьбы рабочего класса за власть, является и в последовавшие годы многократно выработанной темой международного коммунистического движения, как это можно отметить и по чрезвычайно богатой международной литературе. И первый, второй, четвертый и дальнейшие съезды, пленумы Коммунистического Интернационала, а также съезды Профсоюзного Интернационала уделяли этой проблеме особое внимание, как это проявляется в принятых решениях. Седьмой съезд Коминтерна — органически примыкая к своей прежней деятельности — совсем не случайно считал рабочий контроль одной из задач рабоче-крестьянского революционного правительства, но совсем понятно и то, что по этому случаю в подробностях проблема ещё не была обсуждена.

Не считая своей задачей комплексное рассмотрение деятельности Коминтерна в этой области, автор исходит из работы

Седьмого съезда. Его короткий обзор однако не может раскрыть исторические связи вопроса, его органическую связь с движением, стало быть и его заключения являющиеся лишь частично приемлемыми.

Книга рассматривает историю фабзавкомского движения в Венгрии в сочетании со всеобщим национальным развитием. Заслуга автора в том, что он щедро использует заполняющую целую библиотеку литературу вопроса. Можно сказать, из его библиографии не отсутствует ни одного, достойного упоминания труда. В равной мере опирается автор на специальную литературу, опубликованную до сих пор по этой теме, а также на частичные очерки и сборники документов, раскрывшие многие стороны деятельности фабзавкомов. Все они оказали автору большую помощь в том, чтобы изображать деятельность фабзавкомов, их ежедневную борьбу подробнее, конкретнее, опираясь на большое число фактических материалов.

В своей структуре книга следует принципам периодов развития народнодемократической революции, общепринятым в исторической литературе. Три главы книги совпадают с тремя периодами эпохи, хронологически следовавшими друг за другом. Внутри этого находятся подразделения, тематически рассматривающие отдельные проблемы.

Первая глава под заголовком «Борьба фабзавкомов за запуск производства» рассматривает события с осени 1944 до осени 1945 гг. Глава подробно занимается историческими обстоятельствами, социальными и политическими мотивами становления фабзавкомов. Из многочисленных факторов автор подробнее останавливается на органической связи фабзавкомов движения сопротивления, возглавленного подпольной коммунистической партией, с последующими фабзавкомами. Этим он пытается доказать, что коммунисты всегда сознавали важность рабочего контроля, хотя бы это не содержалось в программных документах. В книге автор посвящает особое подразделение распоряжениям Временного Правительства о фабзавкомах, урегулировав-

шим их деятельность в области контроля капиталистического производства. Здесь мы можем ознакомиться и с откликом, вызванным этими распоряжениями среди рабочих и капиталистов.

В соответствии с её историческим значением, автор уделяет большое внимание работе, проделанной фабзавкомами или под их руководством рабочими и служащими, в интересах восстановления, реконструкции разрушенных фашистами фабрик и заводов, мастерских, железных дорог, испорченных ими машин, с целью скорейшего запуска производства. В полном согласии с трудами, опубликованными раньше на эту тему, книга политически высоко оценивает успехи, достигнутые фабзавкомами в области быстрого восстановления производства и хозяйственной жизни. Автор указывает, что на рубеже 1944—1945 гг., когда шла ещё война Советской Армии против немецкого и венгерского фашизма, самоотверженная работа и производительный труд фабзавкомов значительно содействовали антифашистской борьбе, и тем самым — хотя лишь посредственно —, но вся страна могла способствовать победному завершению войны.

Участие в экономической строительной работе явилась важной областью деятельности фабзавкомов и в дальнейших периодах развития, имевшее и непосредственное политическое значение. Особенно верно это главным образом в 1945—1946 хозяйственном году, когда высоко вздувшиеся волны инфляции наводнили всю страну, а стремительно растущие экономические трудности сделали в первую очередь положение трудящихся безнадёжным. Правда, введённые в августе 1946 года «хорошие деньги» принесли коренное улучшение ситуации, но окончательно отменить заботы ещё не могли. Поэтому является вполне обоснованным, что автор во второй главе книги, озаглавленной «Борьба за смягчение нищеты, вызванной инфляцией, борьба против сил реакции», а также в подразделениях, разбросанных на других местах, уделяет большое внимание кропотливой, ежедневной экономической, со-

циально-политической работе фабзавкомов, их борьбе за решение повседневных материальных, продовольственных и других проблем трудящихся. Приняв на себя такие сложные и непопулярные задачи, фабзавкомы оказывали хорошую услугу делу прогресса. Одновременно они сократили воздействие антидемократической работы реакции на массы, препятствовали осуществлению цели, на базе увеличения экономических трудностей восстановить трудящиеся массы против молодой рабочей власти, и тем самым остановить развитие революции в социалистическом направлении. Значит, проводимая ими «мелкая» работа действовала непосредственно на политическую жизнь, имела благоприятное влияние на революционное развитие. Используя опубликованные раньше материалы и дополняя их местами новыми, автор убедительно документирует, что успешная работа фабзавкомов в экономической области послужила укреплению и умножению позиций рабочего класса. Такая их борьба посредственно содействовала и постепенному полевению правительства. Начиная с середины 1947 года, с начала трёхлетнего плана, фабзавкомы оказались — вместе с тогда созданными другими учреждениями — самоотверженными организаторами и исполнителями центральных постановлений, они были прочными опорами строящейся рабочей власти.

Но деятельность фабзавкомов в производственной, экономической и социально-политической областях могла развернуться лишь в результате коренного перелома во власти. Во всех областях социальной жизни демократического государства единственное условие существования и деятельности представляющих всеобщие интересы рабочего класса фабзавкомов состояло в том, что рабочий класс стал участником, владельцем фактической политической власти. При системе рабоче-крестьянской демократической диктатуры фабзавкомы являлись составными частями, органами массовой базы этой власти, не только мобилизовавшими десятки и сотни тысяч рабочих на выполнение общегосударственных и мест-

ных задач, на восстановление разрушенных фабрик и заводов, на запуск производства и на повышение производительности труда, не только успешно настаивавшими на проведении мероприятий центральных органов власти, но и самым непосредственным образом представлявшими социальные стремления рабочих и заводских коллективов, выражавшими их классовые интересы. Тем самым они стали эффективными средствами непосредственной рабочей демократии, также как и диктатуры рабочих. В период развития демократической революции, в борьбе за рабочую власть одно их существование, а ещё больше их многосторонняя деятельность подчёркивают значение фабзавкомов в первую очередь как органов власти. В тяжёлые годы необозримых политических осложнений, кажущихся иногда и экономически невыносимыми, успех революционной борьбы зависел фактически от поведения, мнения и борьбы масс, в первую очередь рабочего класса. В этом ничего не меняет, что необходимые тактические манёвры внутри коалиции, бесконечные дискуссии межпартийных переговоров, одностороннее подчёркивание и преувеличение роли руководителей партии, главным образом в последующие годы, временно заслоняли собой такой факт.

Книга Яноша Раца неоднократно занимается политическими отношениями деятельности фабзавкомов. Отдельное подразделение посвящено например роли фабзавкомов в создании рабочего единства, их ведомственным дискуссиям. Выставляя многочисленные, и раньше известные документы, и опираясь на общие труды, автор показывает, как реагировали фабзавкомы на всеевропейские политические акции, как они проводили высшие профсоюзные или рабоче-партийные мобилизации. Но это только одна, хотя и бесспорно весьма важная сторона политической деятельности фабзавкомов. До сих пор мы почти ничего не знаем о зловещем, имеющем революционное значение опыте, приобретённом фабзавкомами в осуществлении рабочей демократии. Мало, очень мало останавливается автор на всеобщей и принципиально

намного более широкой проблеме, как принимали участие эти отличающиеся от традиционных форм организации рабочего класса в установлении рабоче-крестьянской власти, как они проникли в систему этой власти, и наконец: какую непосредственную роль они сыграли в её упрочении, в её превращении в государственную власть рабочих. Книга недостаточно ясно раскрывает организационную жизнь фабзавкомов, механизм их работы, периоды, станции их развития, формы и нити их связей с коллективами заводов, с заводскими парторганизациями, способы, формы и содержание осуществления рабочего демократизма и т. д. Фабзавкомы представляли собой первичные средства всенародного развёртывания и развития инициативы и самостоятельности рабочих, но об этом также мало пишется в книге. Помимо недостатка изложения этих важных проблем надо ещё упомянуть о том, что в книге встречаются и некоторые упрощения. Можно сослаться между прочим на рассуждения относительно отмирания фабзавкомов, из которых недостаточно подчеркнуто выявляется, какие действительные причины способствовали этому. Оценивая позицию и значение фабзавкомов под углом зрения победы социа-

листической революции и строительства социализма, нельзя считать единогласно правильным мнение автора, по которому мы вполне согласны с проведённой осенью 1948 года реорганизацией, с практической ликвидацией фабзавкомов. При системе диктатуры пролетариата такие специальные организации венгерского рабочего класса могли бы наилучшим образом выполнять функции осуществления рабочей демократии. Их упразднение оказалось непременно ошибочным шагом, последствия которого ещё увеличились концепцией, по которой круг обязанностей профсоюзных органов, поставленных на место фабзавкомов, исчерпывался пропагандой производственных планов, мобилизацией рабочих на разные кампании.

Книга Яноша Раца является первой монографической разработкой истории фабзавкомов. Она представляет собой ценный вклад в раскрытие богатого, общественно-важного исторического опыта, революционных традиций фабзавкомов, и в значительной мере содействует не только их конкретному использованию, но и продолжению исследований в этой области.

Э. Штрассенрейтер

Tibor Wittman

1923—1972

Mort à la fleur de l'âge, Tibor Wittman nous laissa une œuvre qui, quoique douloureuse ment inachevée, lui assure une place spéciale et exceptionnelle parmi les historiens hongrois de sa génération. Phénomène assez rare dans notre pays, il se consacra entièrement à l'histoire universelle sans devenir par cela un « déraciné », ni un compilateur de seconde main, double tentation pour un historien attiré par les perspectives pratiquement infinies de l'espace et du temps historiques. Interrogateur passionné du passé de son peuple il en surprit le secret dans l'interdépendance internationale des forces historiques, dont l'investigation l'amena à franchir les frontières de la Hongrie et par la suite de celles de l'Europe. Comme les anciens voyageurs hongrois évoqués par lui avec tant de sympathie,¹ il ne pouvait regarder le monde qu'en la comparaison de ses expériences vieilles et nouvelles. Les impressions du voyageur curieux se réunissaient peu à peu dans le cerveau discipliné de l'historien qui arriva enfin à la compréhension de l'unité fondamentale de l'histoire, dont l'histoire nationale est une partie intégrée et intégrante.

Les conditions d'une telle conception historique lui étaient fournies par le marxisme qu'il rencontra et assimila au début de sa carrière d'historien. Né le 15 janvier 1923 dans une petite ville de la Grande Plaine Hongroise, à Jászberény, il finit ses études universitaires à Budapest comme membre du fameux Collège Eötvös, pépinière d'excellents savants pendant plusieurs générations, mais dominé entre les deux guerres mondiales par les idées de la « Geistesgeschichte » allemande. La catastrophe de la Hongrie ancienne entraîna l'effondrement de ses superstructures et les jeunes historiens qui, justement, venaient de quitter l'université devaient chercher une nouvelle orientation intellectuelle. Tibor Wittman, comme la plupart de ses collègues, crut la trouver dans la méthode sociologique et se jeta à corps perdu dans l'étude de l'histoire sociale des années antérieures à la révolution de 1848,² période d'une profonde transformation sociale comparable à celle d'après 1945.

Cette période de tâtonnement finit de bonne heure par la réception du marxisme qui resta sa boussole scientifique pendant toute sa vie. En même temps il choisit pour son terrain de recherches l'époque du féodalisme tardif en Hongrie et particulièrement le XVII^e siècle, dont il rédigea la première synthèse marxiste et réévalua la figure centrale, le prince transylvain Gabriel Bethlen.³

¹ *Egy Európa-járó magyar megfigyelései a XVII. század elején. Szepsi Csombor Márton* (Les observations d'un voyageur hongrois en Europe au commencement du XVII^e siècle. M. Szepsi Csombor). *Élet és Tudomány* 1955. p. 675—678. — *Az Europica Varietas* [Le titre du livre de M. Szepsi Csombor]. *Irodalomtörténeti Közlemények* 1956. p. 28—34. — *Observaciones de un viajero húngaro sobre la Venezuela de los últimos años de los Monagas. En «Memorias de un viaje por América»*. Caracas 1967. p. 13—27. — *En torno a los misioneros de Hungría en América española (siglo XVIII)*. *Jahrbuch für Geschichte von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft Lateinamerikas*. Köln 1968. p. 150—157.

² Ses premières tentatives d'historien: *A centralisták és a magyar középosztály megteremtésének gondolata* (Les centralistes et l'idée de la création d'une classe moyenne hongroise). Budapest 1946, 70 p. — *A szociológia a jövő tantervében* (La sociologie dans les programmes d'instruction de l'avenir). Embernevelés 1947. p. 449—451. — *A „kisszemsi” Kossuth* (Kossuth le «petit noble»). *Valóság* 1948. p. 53—55.

³ Chapitre III. (1606—1648) de *„Magyarország története”* (Histoire de la Hongrie) I/2. Budapest 1958. p. 103—148. — *Bethlen Gábor* (Gabriel Bethlen). Budapest 1952. 154 p.

Sa carrière d'historien se lia dès les débuts à l'activité pédagogique. Entre 1946 et 1957 il enseigna en différentes écoles normales (Jászberény, Pécs, Budapest) puis — comme chargé de cours — aux universités de Debrecen et de Szeged. En 1959 il fut nommé professeur de l'histoire médiévale universelle à l'université de Szeged. La double charge de la recherche et de l'enseignement ne cessait d'éprouver sa santé fragile, mais il ne la ménagea pas pour qu'il puisse correspondre aux hautes exigences postulées par lui-même comme savant et comme professeur. Son œuvre historique et l'activité de l'institut formé auprès de sa chaire universitaire sont les témoins qui en parlent. La longue liste de ses publications et des travaux inspirés et achevés sous sa direction fait l'impression d'une nature robuste, en réalité elle est la preuve d'un effort à peu près incroyable d'un corps débile.

Et voilà, cet homme, qui suivant ses instincts d'autoconservation devrait être un casanier et se contenter d'un coin modeste de l'histoire nationale, se mit en route vers des horizons lointains. Ce n'est pas seulement la piété, mais plutôt une curiosité intellectuelle légitime qui nous dicte de suivre sa route pour détecter, comment et pourquoi un historien hongrois de nos jours arriva d'être l'historien de la Flandre et de l'Amérique Latine.

A vrai dire, l'exigence d'élargir l'horizon historique, de franchir les frontières du « globus hungaricus » ne manquait jamais d'être présente dans l'atmosphère de l'historiographie marxiste hongroise, mais les difficultés de l'accès aux informations directes, aux sources inédites retinrent la plupart des historiens qu'ils tentassent de la réaliser. Ils se contentèrent en général de reconstruire les cadres internationaux des phénomènes historiques hongrois comme conditions externes de l'histoire nationale sans entrer dans l'analyse de leur genèse et dynamique particulières. Il y aurait besoin de courage, bien plus, d'une certaine audace pour se charger des difficultés et des risques d'une recherche sur un terrain mal connu se limitant aux excursions occasionnelles dans les archives étrangères, en concurrence inégale avec les spécialistes « aborigènes ». Les historiens soviétiques ne manquaient pas d'enrichir l'histoire allemande, anglaise, française etc. de résultats nouveaux et originaux, mais ils exploitèrent pour la plupart les documents conservés dans les archives de leur pays. Des sources pareilles manquent en Hongrie. Ce fut toutefois l'exemple des historiens soviétiques qui encouragea quelques-uns de leurs collègues hongrois d'entreprendre des recherches d'histoire universelle, parce qu'ils découvrirent eux aussi la possibilité d'adapter la méthode marxiste d'analyse historique aux sources interprétées jusque-là selon d'autres points de vue. Ils étaient peu nombreux, Tibor Wittman fut un des premiers parmi eux.

Au commencement il ne marcha pas à trop grand pas. Il voulut d'abord se familiariser avec le milieu le plus proche de la Hongrie du XVII^e siècle. Comme s'il suivait l'élargissement de l'horizon politique et des actions diplomatiques de son héros préféré, le prince Gabriel Bethlen, il tenta d'éclaircir la situation politique de l'Europe Centro-orientale, puis l'enchevêtrement des intérêts et des forces dans la guerre de trente ans pour arriver enfin au conflit anglo-hollandais-espagnol, le centre névralgique de la politique européenne de l'époque.⁴ De là conduisit la voie double qu'il suivra jusqu'aux dernières conséquences: l'une aux Pays-Bas, patrie de la première révolution bourgeoise, l'autre en Espagne, foyer de la résistance féodale et source de l'or produisant la révolution des prix.⁵

⁴ Bethlen Gábor és az 1628–29. évi erdélyi–orosz szövetségeterv keletkezése (Gabriel Bethlen et la genèse du projet d'alliance entre la Transylvanie et la Russie). Dans le volume *Magyar–orosz történelmi kapcsolatok* (Rapports historiques hongro-russes). Budapest 1956. p. 35–51. — *A harmincéves háború előzményeinek és jellegének kérdéséhez* (Aux problèmes des antécédents et du caractère de la guerre de trente ans). Századok 1957. p. 603–624. — *Az osztrák Habsburg-hatalom válságos éveinek történetéhez* (Les années de crise de la puissance des Habsbourg autrichiens). Acta Universitatis Szegediensis Historica 1959. p. 1–47. — *Quelques problèmes des luttes d'indépendance de Transylvanie contre les Habsbourg et leur idéologie*. Ibidem 1962. p. 9–18. — *L'idéologie de centralisation de la principauté de Transylvanie et ses rapports européens*. Studia Historica 53. Budapest 1963. p. 431–437.

⁵ *A németalföldi forradalom tanulmányozásának belgiumi és szovjetuniói tapasztalatai* (Les expériences de l'investigation de la révolution des Pays-Bas en Belgique et dans l'Union Soviétique). Századok 1958. p. 914–919. — *Spanyolország a XVI–XVII. században* (L'Espagne aux XVI^e–XVII^e siècles). Dans le volume: *Fejezetek a késői középkorból* (Chapitres de l'histoire du moyen âge tardif). Budapest 1958. p. 109–122. — *Revolucia cen i ieio vllanie na Vengriu. Srednie Veka* (Mo-

Captivé par le spectacle du combat gigantesque du passé et de l'avenir de l'Europe, Tibor Wittman essaya de comprendre l'un des problèmes les plus discutés de la révolution néerlandaise: pourquoi la Flandre, malgré son économie exceptionnellement évoluée, devait retomber sous la domination féodale espagnole? Les sources et les monographies publiées, quoique nombreuses, n'en proposèrent pas une solution satisfaisante. Ayant recours aux sources inédites et réévaluant celles déjà connues, par une analyse minutieuse de la société des grandes villes flamandes Tibor Wittman arriva à la conclusion que la cause principale de la chute de la révolution flamande doit être recherchée dans la transformation des relations des classes sous la pression de la crise de l'ancien mode de production de l'industrie textile.⁶ Sa monographie sur les «gueux» de Flandre fut un des premiers apports originaux à l'un des problèmes cruciaux de l'histoire universelle de la part de la jeune historiographie marxiste hongroise. C'est à lui que le public hongrois est redevable de l'exposé moderne de la révolution néerlandaise et de ses conséquences historiques.⁷

Il va sans dire que le problème hollandais provoqua sa contrepart, le problème espagnol, particulièrement celui de la décadence de l'Espagne. Quelques essais d'orientation servirent d'aiguille par laquelle l'attention de l'historien glissa sur des rails nouveaux.⁸ Il faut remarquer que pendant cette période de transition commencent ses publications en langue espagnole, témoins d'un intérêt toujours croissant pour le monde de langue espagnole. Il ne s'agit plus d'une communication par livres, le nouvel intérêt se nourrit d'un contact personnel. Deux voyages, l'un à Vietnam, l'autre à Cuba lui firent connaître les deux pôles de la colonisation européenne, et l'historien hongrois commença d'examiner le passé de l'Europe dans une perspective d'outre-mer, dans le contexte du marché mondial formé justement à l'époque qu'il étudiait. La rencontre avec le Vietnam, quoique impressionnant, s'avéra être un épisode,⁹ mais celle avec l'Amérique Latine, reprise en deux voyages en Bolivie, fut décisive. Elle déterminait les recherches futures et la spécialisation définitive de Tibor Wittman. Son nom passera à la postérité comme celui du premier historien hongrois de l'Amérique Latine qui fit don au public hongrois d'une synthèse volumineuse de l'histoire de ce continent jusque-là mal connu dans ce coin de l'Europe Centro-orientale.¹⁰

Pendant le peu de temps qui lui restait il déploya une activité fébrile pour approfondir ses connaissances non seulement en assimilant tout ce qu'on avait écrit sur l'histoire de l'époque coloniale de l'Amérique Latine, mais en faisant des sondages dans les immenses maté-

cou) 1961. p. 166 - 189. — *A holland «gazdasági csoda» és a holland nemzetiválás néhány kérdése* (Quelques problèmes du «miracle économique» hollandais et de la formation de la nation hollandaise). MTA II. Osztályának Közleményei 1961. p. 186 - 201. — *A németalföldi forradalom rövid története* (Histoire abrégée de la révolution aux Pays-Bas). Acta Universitatis Szegediensis Historica 1961. p. 1 - 99. — *Un chroniqueur hongrois contemporain de la révolution des Pays-Bas du XVI^e siècle*. Revue du Nord 1963. p. 177 - 185.

⁶ *A flamand posztóipar tőkés lehetőségei a manufaktúra korssak küszöbén* (Les chances capitalistes de l'industrie drapière de Flandre au seuil de l'époque des manufactures). Századok 1961. p. 263 - 280. — *Quelques problèmes relatifs à la dictature révolutionnaire des grandes villes de Flandre 1577 - 1578*. Studia Historica 40. Budapest 1960. 138 p. — *A „koldusok” uralma Flandriában 1577 - 1585* (Le règne des «gueux» en Flandre 1577 - 1585). Szeged 1960. 582 p. — *Les Gueux dans les «bonnes villes de Flandre», 1577 - 1584*. Budapest 1968. 422 p. — *Belgium, a spanyol és osztrák Habsburgok ütköző állama a XVII - XVIII. században* (La Belgique, Etat tampon des Habsbourg espagnols et autrichiens aux XVII^e et XVIII^e siècles). Acta Universitatis Szegediensis Historica 1966. p. 25 - 36.

⁷ *Németalföld aranykora* (L'âge d'or des Pays-Bas). Budapest 1965. 346 p.

⁸ *España en la «Monarquía Española» de Campanella*. Acta Universitatis Szegediensis Historica 1964. p. 1 - 18. — *Sobre el presunto carácter «turco» del absolutismo español del Siglo de Oro*. Anuario del Instituto de Investigaciones Históricas 1967. Rosario. p. 309 - 320. — *Apuntes sobre los métodos de investigación de la decadencia castellana (siglos XVI - XVII)*. Nouvelles Etudes Historiques, Budapest 1965. p. 243 - 259. — *Vitoridától Suárezig* (De Vitoria à Suárez). Filológiai Közlemények 1966. p. 1 - 16. — *II. Fülöp* (Philippe II). Budapest 1967. 217 p.

⁹ *A vietnami feudalizmus néhány kérdése* (Quelques problèmes du féodalisme à Vietnam). Századok 1963. p. 416 - 424. — *A első jezsuita hittérítők feljegyzései Vietnamból* (Les observations des premiers missionnaires jésuites sur Vietnam). Acta Universitatis Szegediensis Historica 1963. p. 29 - 43. — *A Vietnami Demokratikus Köztársaság történetírásának eredményeiről és feladatairól* (Les résultats et les tâches de l'historiographie de la République Démocratique de Vietnam). Századok 1964. p. 220 - 226. — *A történelmi kutatás a Vietnami Demokratikus Köztársaságban 1953 - 1963* (La recherche historique dans la République Démocratique de Vietnam). Századok 1966. p. 936 - 938.

¹⁰ *Latin-Amerika története* (Histoire de l'Amérique Latine). Budapest 1971. 503 p.

riaux inédits des archives. Une longue série des publications¹¹ nous informe de ses recherches et fait imaginer ses projets restés malheureusement irréalisés. Ce que nous en pouvons dégager avec certitude c'est la tendance de lier l'histoire de l'Amérique Latine à celle de l'Europe, de considérer les phénomènes locaux comme parts de l'histoire universelle. Il n'y a pas lieu dans une nécrologie d'analyser les détails de ses recherches concernant l'Amérique Latine, ce sera la tâche des spécialistes. Néanmoins l'appréciation de ses mérites lui fut déjà accordée par les plus compétents: l'université de Potosi l'a élu «doctor honoris causa», beaucoup d'associations savantes le mirent au rang de membre honoraire et il fit part de la direction du Consejo Europeo de Investigaciones Sociales sobre America Latina. Le comité de rédaction de notre revue le compta parmi ses membres.

Son portrait d'historien serait toutefois incomplet si nous avions oublié l'un des traits les plus caractéristiques de sa pensée. Il resta jusqu'à sa mort le même voyageur hongrois qui partit un jour à faire son Grand Tour pour rentrer de temps en temps afin de trouver et fixer la place historique de sa patrie dans l'histoire du monde. Les plus intéressantes de ses publications dernières donnent à penser au contours d'une nouvelle conception de la structure du marché mondial dont le modèle cesse d'être le triangle traditionnel. En insérant parmi ses facteurs fondamentaux l'économie de l'Europe Centro-orientale, il prend une forme carrée.¹² Il y a douze ans que l'historiographie hongroise attira l'attention sur le fait que dans la période précoloniale le premier marché extérieur du jeune capitalisme ouest-européen ne fut que l'Europe agraire centro-orientale. La conception de Tibor Wittman remonte à cette idée et en anticipe le développement. Sa mort survenue le 31 juillet 1972 nous priva de l'accomplissement de son œuvre. Les questions posées par lui et restées ouvertes représentent son testament dont l'exécution sera la tâche de ses amis, ses collègues et ses disciples qui lui conserveront toujours un souvenir reconnaissant.

I. Makka;

¹¹ *Reflexiones sobre la derrota del tabaco en las Antillas (siglos XVII y XVIII)*. Acta Universitatis Szegediensis Historica 1965. p. 1–25. — *A kubai gazdaság válasszaton 1700–1762* (Le carrefour de l'économie de Cuba 1700–1762). Századok 1965. p. 782–804. — *A monokultúrák történetéhez a Karib térségben és Venezuelában, XVI–XVIII. sz.* (A l'histoire des monocultures dans l'air Caribéen et à Venezuela, XVI–XVIII^e siècles). Acta Universitatis Szegediensis Historica 1966. p. 3–24. — *La riqueza empobrece. Problemas de crisis del Alto-Perú colonial en la «Guía» de P. V. Cañeta y Dorzinzuez*. Ibidem 1967. p. 1–25. — *A latin-amerikai agrártörténet néhány mai irányzata* (Quelques tendances d'aujourd'hui de l'histoire agraire de l'Amérique Latine). Agrártörténeti Szemle 1967. p. 571–575. — *Reflexiones sobre las ideas económicas de José María Dalence*. «Universidad», Potosi 1967. p. 1–23. — *El periodo proteccionista del pensamiento económica de Bolivia*. José María Dalence. Ibero-americana Pragencia 1967. p. 109–121. — *El tabaco en la economía de las Antillas en los siglos XVII y XVIII*. Teoria y Práxis, Revista Venezolana de Ciencias Sociales 1968/2. p. 83–92, 1968/3. p. 45–60. — *Algunos problemas de Bolivia colonial*. Potosi 1969. 34 p. — *A bolíviai agrárszerkezet és az 1953-as földreform* (La structure agraire de la Bolivie et la réforme agraire de 1953). Agrártörténeti Szemle 1968. p. 561–578. — *Bolivia. Egy dél-amerikai államalakulás gazdasági-társadalmi háttere* (Bolivia — l'arrière-plan économique et social de la genèse d'un Etat sud-américain). Századok 1968. p. 879–914. — *A Spanyol gyarmatok függetlenségi háborújának jellege az újabb történeti irodalomban* (Le caractère de la guerre d'indépendance des colonies espagnoles dans la nouvelle littérature historique). Világtörténet 16. Budapest 1968. p. 74–82. — *A gyarmati Latin-Amerika története kutatásának néhány kérdése* (Quelques problèmes de recherche de l'histoire de l'Amérique Latine coloniale). Acta Universitatis Szegediensis Historica 1968. p. 15–28. — *Las Cajas Reales de Potosí a fines de la época colonial*. Ibidem 1969. p. 1–34. — *Datos economicos de La Paz en vísperas de la guerra de independencia*. Ibidem 1969. p. 35–41. — *Andean Nations in the Making*. Etudes Historiques, Budapest 1970. p. 157–182. — *El papel de la Intendencia de Potosí en la crisis del Banco de San Carlos 1795–1810*. Acta Universitatis Szegediensis Historica 1971. p. 45–60. — *A bolíviai függetlenségi háború néhány vonásáról* (Quelques traits de la guerre d'indépendance de Bolivie). Századok 1971. p. 1256–1257. — *Últimas días de la azuquera potosina*. Acta Universitatis Szegediensis Historica 1972 (sous presse). — *Trabajos y planes del Instituto de América Latina de Szeged en Hungría*. Ibero-Americana Pragencia 1968. p. 247–248.

¹² *Los metales preciosos de América y la estructura agraria de Hungría a los fines del siglo XVI*. Acta Universitatis Szegediensis Historica 1967. p. 27–35. — *El aporte común de América Latina y Europa Central a la genesis del capitalismo*. Estudios Históricos, Marilia 1969. p. 79–92. — *Triángulo o cuadrángulo económico? Acerca del desenvolvimiento del mercado mundial visto desde Europa Central*. Anuario, Instituto de Antropología e Historia. Caracas 1970–71. p. 457–472.

Le patriotisme -- les sciences historiques et leur enseignement

C'est pour la cinquième fois que, en octobre 1971, la ville d'Eger a reçu la conférence nationale sur le *patriotisme socialiste*, convoquée sous l'égide du Conseil Municipal, de l'Union des Écrivains Hongrois et des ministères des Affaires culturelles et de la Défense. A cette occasion, les thèmes étudiés ont été réunis sous le titre «Patriotisme — Sciences historiques — Leur enseignement».

La réunion qui a duré deux jours a été ouverte par *Dr J. Varga*, président du Comité Exécutif du Conseil Municipal d'Eger.

Le compte rendu destiné à lancer le débat a été présenté par *B. Köpeczi*, membre correspondant et secrétaire général de l'Académie des Sciences de Hongrie, qui a parlé des problèmes de la nation, de l'indépendance, du progrès et de l'internationalisme, ainsi que de leurs interférences, de tous ces problèmes à la racine même des confrontations ultérieures et dont les réponses à élaborer peuvent utilement aider la bonne intelligence.

Pour ce qui est de la nation, *B. Köpeczi* a rappelé, comme point de départ, la prise de position de *E. Molnár* qui a — selon son interprétation — considéré la notion de nation et de patrie à titre égal comme produits de l'évolution bourgeoise, motivant le «patriotisme» des serfs sous le féodalisme par l'influence de l'idéologie de la classe dirigeante — tout au moins dans ces périodes où nous pouvons parler d'un tel sentiment. Pour ce qui est de la nation, le conférencier a fait sienne la prise de position de *E. Molnár*; mais à propos de la patrie et du patriotisme, il a jugé l'opinion de celui-ci comme sujette à caution. Se référant à la conception de Lénine sur les deux cultures, *Köpeczi* a adopté l'idée qui s'est dégagée, pour l'essentiel, au cours des débats antérieurs et, selon laquelle, les serfs disposaient effectivement d'une conscience patriotique, et il a insisté sur l'élément de continuité dans l'idéologie représentant les intérêts des opprimés. Il a désigné comme les maillons de cette chaîne les prédicateurs protestants, les Jacobins hongrois, les démocrates plébéiens de l'époque des Réformes et de la guerre de libération au XIX^e siècle: la conception de la nation chez ceux-ci mène directement à *Endre Ady* et au patriotisme démocratique d'abord, socialiste ensuite de la classe ouvrière.

Examinant les corrélations de la lutte des classes et de la lutte pour la liberté au temps du féodalisme, *B. Köpeczi* a formulé une réponse sans équivoque et positive quant au caractère progressiste, conforme aux exigences de l'évolution historique de la revendication — face au Turc et aux Habsbourg — d'un statut d'État autonome, donc des combats de libération conduits par la noblesse hongroise. Selon lui, un État autonome hongrois aurait créé, pour ce qui est des luttes sociales et nationales aussi, une situation plus claire dans cette partie de l'Europe, où la puissance étrangère en présence influença, dans une mesure non des moindres, les rapports entre nobles et serfs, Hongrois et minorités.

B. Köpeczi a, ensuite, consacré d'importants passages de sa conférence à la notion du progrès, aux connexités entre indépendance nationale et progrès. Selon lui, ces deux questions ne sauraient être dissociées dès l'époque du dualisme, tandis qu'au temps de la République Hongroise des Conseils, de la lutte antifasciste et de l'édification de la nouvelle société c'est pertinemment que nous mettons l'accent sur le rapport indéfectible entre indépendance et progrès, bien que cela ne vaille pas dire que la question du progrès ne doit être examinée qu'uniquement sous l'angle de l'indépendance.

L'appréciation historique des rapports entre les Hongrois et les autres peuples, surtout ceux limitrophes représente une série de problèmes en étroite connexion avec ceux concernant la nation, l'indépendance et le progrès. Le conférencier a attiré l'attention sur la nécessité de remédier aux erreurs d'approche et d'analyse fondées sur l'optique du nationalisme erroné; à ce propos, il a cité cette constatation qui revient dans l'historiographie de

nos voisins selon laquelle c'est le peuple hongrois — et non sa classe dirigeante — qui aurait mis obstacle à la formation d'États nationaux et qui aurait opprimé les minorités. Il serait a-historique, étranger à l'historiographie marxiste de développer, à ce sujet et présentement, une sorte de sentiment de culpabilité collectif.

Passant au rapport du patriotisme socialiste et de l'internationalisme, B. Köpeczi a déclaré considérer celui-ci comme élément constitutif de celui-là, un élément qui lui ouvre sa véritable perspective.

Pour terminer, le conférencier a parlé, en relation avec les thèmes qu'il a développés, de quelques problèmes de l'enseignement de l'histoire. Il a donné une formulation de la tâche, de la mission des sciences historiques, désignant leur double objectif ne se contredisant nullement dans l'exploration objective des réalités et dans la nécessité d'assumer une fonction idéologique. Ce qu'est demandé aux sciences historiques, c'est une prise de position critique, tout en façonnant la conscience collective apte à s'enthousiasmer pour les grands buts.

À la suite du compte rendu de B. Köpeczi, le débat a été ouvert par H. Vass, directeur de l'Institut de l'Histoire du Parti près le Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois et président de la conférence. C'est D. Csátári, candidat, vice-chef de section du même institut qui a demandé le premier la parole pour asseoir son intervention sur deux idées exigeant, à son avis, d'être plus amplement prospectées: l'une a trait à la venue à l'avant-plan, au XX^e siècle, de la question des nations et des nationalités, à ses causes objectives et à sa juste appréciation; l'autre est la portée de la prise de position, des expériences, des conceptions du mouvement communiste hongrois à propos de la nation, de la question nationale et des nationalités. Pour ce qui est du premier problème, il a attiré l'attention sur le fait que le développement de la nation socialiste et l'intégration du système mondial socialiste se manifestent comme les deux côtés d'un même processus, c'est de là que découlent les contradictions, les complications. La conséquence de la libération sociale des nations est-européennes a été qu'elles sont devenues des unités non seulement culturelles et linguistiques, mais aussi économiques et politiques autonomes, ce sont les transformations socialistes qui ont parfait la formation de la nation, puisqu'elles ont intégré, pour la première fois, les masses populaires au corps de celle-ci.

Examinant la prise de position du mouvement communiste hongrois et de la classe ouvrière en général, D. Csátári a taxé de « légende » l'opinion selon laquelle la classe ouvrière internationaliste, imbue d'un esprit militant témoignerait de l'insensibilité et de l'incompréhension devant la question nationale et des nationalités. Mettant à l'avant-plan la cessation de l'oppression sociale, les communistes hongrois se sont, de tout temps, préoccupés des problèmes des minorités et c'est leur optique internationaliste qui leur a permis de mettre au jour quelques traits spécifiques des problèmes des nationalités dans l'Europe de l'Est.

J. Nagy, candidat, professeur d'école supérieure a parlé, plus généralement, du rôle, des succès et des lacunes de l'enseignement de l'histoire dans les écoles primaires et, plus spécialement, du rôle, des vertus et des défauts des manuels élémentaires d'histoire dans l'éducation selon l'esprit du patriotisme socialiste.

G. Eperjessy, candidat, professeur d'école supérieure a fourni, sur la base des manuels d'histoire qui y sont utilisés, des informations sur l'idée que les pays européens environnants ou plus éloignés se font de notre passé, de notre place dans le monde.

L. Benczédi, candidat, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques s'est penché sur l'appréciation de la question nationale au XX^e siècle. Il a déclaré ne pas voir de contradiction entre l'accent mis sur l'internationalisme et l'exigence bien fondée du renforcement du patriotisme, du sentiment national, car, dans l'histoire du mouvement ouvrier international, surtout depuis le VII^e Congrès du Komintern, ces deux questions se sont tenues et continuent à se tenir. Il a souligné que la question nationale est de portée stratégique dans le système d'idées du socialisme scientifique. Selon lui, le passage à l'avant-plan de la question

nationale, l'apparition de son importance stratégique doivent être considérés comme le début du tournant démocratique national dont la raison d'être historique s'est imposée jusqu'à la fin des années 1940 — en Hongrie, jusqu'à 1948 — 1949; à ce moment, un tournant stratégique aurait été nécessaire aussi bien dans l'idéologie que dans la conception de l'histoire. Mais ce changement en direction du démocratism internationaliste a subi un retard et ne s'est fait qu'après le XX^e congrès du PC de l'URSS et, en Hongrie, qu'après la fondation du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, tandis que dans la conception de l'histoire, c'est le débat autour des thèses de Erik Molnár qui en a donné le signal. L'intervention a insisté sur l'impossibilité d'absolutiser ni l'étape démocratique nationale, ni celle démocratique internationaliste, car, au cours des deux, les deux éléments étaient et sont présents, les différences ne provenant que de leur proportion.

L. Benczédi a ensuite parlé de la double fonction des sciences historiques, ce qui rend inévitable une formulation précise de leur rapport, d'une part, avec l'enseignement de l'histoire et, de l'autre, avec la vulgarisation des connaissances. La tâche du secteur scientifique est la mise au jour, l'exploration des matières, l'établissement des corrélations, des lois et, en tant que discipline idéologique, il doit prendre en considération, dans ses tableaux d'ensemble, ses synthèses, les exigences idéologiques, politiques et sociales. L. Benczédi a opposé une réfutation à ces opinions qui accusent les historiens de procéder à une « déhéroisation ».

C'est ensuite I. Szántó, candidat, professeur d'université qui a pris la parole pour dédier à la conférence sa monographie « La défense du château d'Eger en 1552 ». Puis, se référant à ses propres recherches, il a constaté qu'on ne doit pas compter uniquement avec le patriotisme de la classe dirigeante, mais aussi avec celui du peuple, dont la teneur est fournie par l'amour de la famille, du lieu d'habitation, du « pays » plus étroitement compris.

T. Erényi, candidat, chef de section de l'Institut de l'Histoire du Parti s'est penché sur deux grands ensembles de problèmes. Il a d'abord examiné l'origine de la question nationale en se référant aux classiques et en rendant sensible le poids qu'elle a eu dans leurs œuvres, l'éclairage dont elle y a bénéficié. Mais son sujet proprement dit a été la prise de position du mouvement ouvrier social-démocrate de Hongrie à propos de la question nationale. Lors de l'examen du premier ensemble de problèmes, il a rappelé que Marx et Engels ont considéré la lutte des classes comme la force motrice de l'histoire et l'intérêt de classe comme l'intérêt principal; mais ils n'ont jamais exclu l'existence, la possibilité de la prépondérance d'autres luttes et d'autres intérêts d'inspiration voire même progressiste. Il a jugé notable de souligner la notion d'intérêt national, car — comme il l'a dit — sans celui-ci il n'existerait pas de question nationale; il faut donc mettre l'accent sur les causes objectives de la question nationale et rejeter cette conception qui revient si souvent de ramener le phénomène à des facteurs exclusivement subjectifs. Il faut également savoir que la science ne saurait trouver de terrain moins apte à l'approche dogmatique que précisément la problématique de la question nationale.

Passant à la présentation et à l'appréciation des opinions de la social-démocratie hongroise, Erényi a démontré que, dès ses débuts, ce mouvement qui s'était organisé à l'époque de la I^{re} Internationale s'est heurté au nationalisme d'origine nobiliaire et bourgeoise; et ce fut son grand mérite historique de s'y être opposé. Un autre de ses traits positifs dans la même période est d'avoir établi l'ordre correct — d'abord la classe, ensuite la nation — entre l'intérêt du progrès universel et le point de vue national, ainsi que de l'avoir adopté dans sa politique, toutefois de manière de temps à autre inconsciente. Au sujet de la politique sociale-démocrate dans l'entre-deux-guerres, T. Erényi a déclaré que — malgré des hésitations — elle a conservé sa position de départ internationaliste et a joué, au sein des partis à activités légales, le rôle le plus progressif.

Gy. Ránki, docteur ès sciences historiques, vice-directeur de l'Institut des Sciences Historiques a communiqué ses impressions premières et remarques sur le compte rendu de B. Köpeczi. La première de ses remarques critiques a eu trait au passage relatif à E. Molnár,

plus exactement à la prise de position de celui-ci dans la question de la nation et de la patrie. Gy. Ránki a mis en doute la conception du conférencier qui, dans l'œuvre molnárienne, dissocie la problématique de la nation, d'une part, et de la patrie, du patriotisme, de l'autre, en acceptant la première et en rejetant la seconde. Selon Ránki, E. Molnár n'a pas procédé à une identification intégrale de la nation et de la patrie, il a fait allusion à la catégorie de patrie dépassant la nation, la nation bourgeoise et aussi au fait que, dans la période discutée, les serfs se sont considérés partie de la patrie commune. Il a rappelé que E. Molnár n'a jamais interprété de manière absolue la conception léninienne sur les deux cultures. Il a toujours souligné que — fondamentalement — c'est l'idéologie de la classe dirigeante qui conditionne celle d'une époque, mais — pour ce qui est de l'idéologie nationale — d'autres formes de la conscience collective ont également existé antérieurement à celle-ci ou, dans un certain sens, parallèlement à elle. Gy. Ránki juge éminente cette conception de Molnár selon laquelle les idéologies établies — donc l'idéologie de la classe dirigeante aussi — peuvent être généralement mises à profit par les classes opprimées, qui peuvent, en quelque sorte, les retourner pour en forger une arme de leur propre combat. A ce propos, György Ránki a regretté que le compte rendu ne se soit pas suffisamment penché sur le problème de la fausse conscience.

Sur un point, l'intervention a rejoint la question de l'actualité au XX^e siècle de la question nationale: ce n'est pas une prise de position d'historien, à propos du rapport de l'ancienne Hongrie et de ses minorités nationales, que de vouloir soit développer une sorte de sentiment de culpabilité collectif, soit tenter de disculper le rôle spoliateur. Pour ce qui est de l'histoire de la Hongrie en 1944, Gy. Ránki indique la tâche des historiens dans l'analyse des causes internes et externes, objectives et subjectives, politiques et sociales qui ont fait que le pays a joué le rôle dit du dernier satellite; c'est de cette manière qu'il est possible de contribuer à l'éclaircissement de la conscience nationale.

Comme suite à tout ce développement d'idées, Gy. Ránki a consacré la fin de son intervention au rôle des sciences historiques dans la vie idéologique. Il a mis l'accent sur cette opinion qu'il fait sienne, selon laquelle les sciences historiques ont, en tant que discipline idéologique, la tâche de sonder les phénomènes idéologiques mêmes. Elles ne sont pas seulement une sociologie, mais encore une politique du passé, ce qui signifie — et l'intervention a insisté là-dessus — qu'elles ne sauraient remplacer la politique du présent. Tout en reconnaissant la fonction des sciences historiques, Gy. Ránki a rappelé qu'il faut compter avec leurs moyens indirects, le fait qu'elles ne peuvent fournir que des motivations indirectes et qu'elles ne peuvent résoudre, dans les conditions du présent, les problèmes nouveaux qui se posent.

C'est l'intervention de Gy. Székely, candidat, professeur d'université qui a ouvert la seconde journée de la conférence. Il a présenté un co-rapport sur la notion de nation du féodalisme (XVI^e et XVII^e siècle), sur la conscience de nation et de patrie chez les nobles, les serfs et les couches citadines, sur les rapports de ces classes, ainsi que sur les corrélations internationales de ces problèmes. Selon lui, à la fin du moyen âge, on ne peut effectivement compter avec une notion de nation au sens bourgeois, englobant différentes classes; mais, dès le XVI^e siècle, il existait une notion de nation plus largement interprétable que celle nobiliaire, ce qui a été nettement formulé, lors des différentes manifestations de la lutte des classes, dans les revendications; parallèlement, ce phénomène peut être expliqué par la fausse conscience aussi. En guise d'exemple, il a avancé la grande jacquerie de 1514, quand la lutte des serfs avait aussi pour but l'incorporation à la nation.

A aucun moment, on ne saurait faire abstraction, lors de l'étude de la notion de nation, du processus du développement en nation, du caractère multinational de la Hongrie ancienne. Dans les recherches sur l'époque du féodalisme, nous devons considérer ce fait comme toujours donné; en conséquence, il ne peut être évité d'étudier la tournure prise par le développement national, la conscience nationale des minorités ayant alors vécu sur le territoire de la

Hongrie. Puis Gy. Székely s'est étendu au débat en cours sur l'appréciation des combats de libération aux XVII^e et XVIII^e siècles. Ce n'est pas donner dans le nationalisme que de supposer le rôle, la possibilité, la raison d'être d'un tel État multinational et de chercher le contenu progressiste de la lutte pour l'indépendance. Il faut souligner l'unité du combat social et de libération, leur état quasiment inséparable.

Dans la première partie de son intervention, l'écrivain Gy. Fekete a fait entendre qu'il a le sentiment de lacunes à propos des recherches touchant au domaine de la conscience historique. En guise d'exemple, il a dirigé l'attention sur la nécessité d'évaluer à leur valeur effective et de critiquer les tendances et courants sectaires, dogmatiques et doctrinaires qui ont joué un rôle de premier plan au sein du mouvement ouvrier hongrois. Il a taxé ces phénomènes d'aliénés, d'étrangers aux réalités sociales hongroises, leurs racines devant être détectées non dans le mouvement ouvrier, mais, de toute apparence, dans des idées issues de l'intellectualisme bourgeois et qui ont fourni le fil directeur idéologique au sectarisme instinctif présent dans notre mouvement ouvrier.

Puis Gy. Fekete s'est étendu à l'interprétation du nationalisme. Il a jugé la présentation de la notion comme insuffisamment nuancée, négative sans aucune distinction. Développant son idée, il a déclaré que l'utilisation du terme n'établit pas de différence entre le nationalisme d'autodéfense, de sauvegarde des intérêts et le nationalisme chauvin; conformément à ce dernier, le terme prend un sens péjoratif dans l'opinion publique, ce qui a pour conséquence l'oubli total du nationalisme d'autodéfense du peuple opprimé.

Poursuivant dans le même sens, il a parlé de l'attachement à la patrie, de la formulation de ce sentiment et du sentiment de lacunes qu'il a à son propos. Il s'est opposé au courant — selon lui — le plus dynamique de notre vie intellectuelle: le néorationalisme qui renvoie au domaine de l'irrationnel l'attachement à la patrie, tout comme le sentiment national et le patriotisme. Il a souligné que, dans l'activité humaine et sociale, l'instinctif, l'affectif, les éléments passionnels peuvent aussi avoir un rôle progressif décisif. Selon lui, un tel facteur à contenu progressiste est l'attachement instinctif de l'individu à la société qui lui a donné vie et qui l'a élevé, dont il est le produit; or, cet attachement instinctif peut être démontré dès les sociétés primitives. Cet engagement est resté une réalité indépendante des formations sociales, il n'y a que ses formes de manifestation qui ont changé. Gy. Fekete considère le sentiment national comme la manifestation la plus moderne, la plus positive de ce rapport engagé à l'époque des États nationaux.

L'intervention a ensuite porté sur le rôle, la fonction des sciences historiques. Elle a dirigé l'attention sur le fait que les notions développées dans le système d'inerties et extrapolées dans le système de coordonnées des sciences historiques ne sont pas valables, ou le sont d'une autre manière dans ces mêmes systèmes de l'opinion publique. C'est pourquoi les historiens doivent être critiqués: ils devraient discuter de la possibilité d'application de leur discipline et non de certaines de ses questions.

Passant au débat sur le déhéroïsation, sur le désillusionnisme, il a déclaré qu'il considère les deux phénomènes comme utiles, voire même comme indiqués aux sciences historiques, puisque leur application empêche l'apparition de tabous.

Madame Dr A. Nagy, professeur d'école secondaire à Eger a complété le rapport de B. Köpeczi d'idées sur la travail pratique. Elle a abordé les tâches, les carences et les résultats de l'enseignement du patriotisme, de l'internationalisme et de la juste conception de l'histoire, elle a parlé des attentes qui se manifestent à l'égard des professeurs d'histoire et des manuels.

A. Mód, docteur ès sciences historiques, professeur d'université a salué la conférence au nom du Conseil National du Front Populaire Patriotique. Il a déclaré être entièrement d'accord avec le compte rendu de B. Köpeczi, en insistant sur le ton modéré, objectif et conciliant de celui-ci.

Passant aux questions soulevées par le débat, il a souligné comme un trait positif,

dans l'intervention de L. Benczédi, l'adoption de l'appréciation fournie par le VII^e Congrès du Komintern déclarant la question nationale d'importance stratégique. Cependant, il doit exprimer ses regrets pour ce qu'il est contraint de taxer d'incertitude, dans l'opinion de Benczédi, au sujet des conceptions de E. Molnár, lorsqu'il a jugé celles-ci comme un pas en direction du démocratisme internationaliste; de manière fondamentalement erronée, E. Molnár a toujours traité la question nationale comme une question de tactique, ses conceptions n'ont donc pas pu représenter un tournant au profit de l'internationalisme démocratique. Polémisant avec Gy. Ránki et B. Köpeczi, il a développé qu'il rejette aussi bien l'opinion molnárienne sur la patrie que celle sur la nation, car il découle de la qualification tactique de la question nationale que Molnár a dissocié, voire même opposé l'une à l'autre la lutte des classes et celle pour la liberté, alors qu'on peut parler de l'étroit enlacement des deux depuis la guerre de libération de Rákóczi jusqu'au combat contre le fascisme.

Parlant de la fonction des sciences historiques, des responsabilités des historiens, A. Mód s'est inscrit contre la prise de position de Gy. Ránki, car celui-ci — selon lui — s'est dérobé, au nom des historiens, aux tâches politiques directes à endosser. Il a formulé la tâche présente comme suit: parallèlement à la ligne positive de l'héritage historique, c'est-à-dire aux luttes nationales empreintes de l'esprit de la lutte des classes (car, selon lui, une ligne négative a exercée son influence à l'encontre de la positive!), il faut rendre conscientes la portée, la mission historiques de la nation hongroise socialiste; dans la pratique cela semble se manifester, dès maintenant, bien plus que dans la conscience.

L'écrivain I. Dobozsy, secrétaire général de l'Union des Écrivains Hongrois a pris position dans le débat des historiens et des écrivains en développant qu'il considère comme décisive la contribution, dans le passé et dans le présent, des sciences historiques et des lettres, en général de la science et de l'art, par leurs instruments et résultats spécifiques au modelage de la conscience socialiste et nationale. Il a souligné que les deux domaines ne sauraient produire de réelles valeurs, s'ils ne sauvegardaient point leur souveraineté, leurs lois propres. Dans le rapport idéologie — sciences historiques, cela ne signifie pas une tendance à l'autonomie, mais l'élaboration, l'application, à l'idéologie aussi, de la conception scientifique dans l'intérêt de l'éclaircissement de la vérité historique.

Parlant du patriotisme de nos jours et de son enseignement, I. Dobozsy a émis l'opinion que ni l'éducation publique, ni, encore moins, les moyens de communication de masse ne mettent à profit les possibilités, n'exploitent les moyens de l'efficacité intellectuelle et affective.

J. Kende, collaborateur scientifique de l'Institut de l'Histoire du Parti s'est rallié aux thèses de T. Erényi pour parler de la tradition progressiste de la question nationale, de la politique nationale et minoritaire de la République Hongroise des Conseils. Il a mis en avant l'internationalisme particulièrement conséquent de cette tentative de donner une solution à ces problèmes, tentative qui s'est avérée bien plus démocratique que toutes les précédentes.

Il a également attiré l'attention sur un point de vue essentiel, à savoir que cette tentative ne s'était pas arrêtée aux frontières de la Hongrie et que son but n'était pas le maintien de la Hongrie historique sous une forme plus aisément présentable et acceptable. Il faut insister là-dessus, car une telle interprétation a existé et sa tradition survit aujourd'hui encore. J. Kende a souligné que c'est au temps de la République Hongroise des Conseils que l'internationalisme s'est trouvé en harmonie avec les intérêts nationaux hongrois; cependant, dans la conscience collective de l'époque, cette concordance objectivement établie n'était pas sans quelque équivoque et n'était d'aucune façon aussi idyllique que les journalistes, en premier lieu, mais aussi parfois les historiens le disent.

Madame Á. R. Várkonyi, docteur ès sciences historiques, chef de section de l'Institut des Sciences Historiques a parlé des antécédents historiographiques des débats autour de

la question nationale, puis elle a abordé trois problèmes en désirant démontrer que les aspirations présentes des sciences historiques et la conscience historique moderne sont inséparables et en étroite interférence. La première de ces questions a été l'histoire hongroise du XVII^e siècle, compte tenu surtout des combats pour la liberté. Avançant comme exemple Miklós Zrínyi, Madame Várkonyi a déclaré qu'il faut analyser et faire nôtre l'œuvre intégral de celui-ci en corrélation avec son temps.

A propos de la guerre de libération de François II Rákóczi, elle a informé la conférence qu'une publication est sous presse, présentant cette époque sous forme de journaux intimes et de mémoires; ces matières révèlent des contradictions internes que l'historiographie de l'époque n'avait même pas osé mentionner, parce qu'elle ne savait pas les intégrer à sa vision. D'ailleurs, à propos de Rákóczi et de son action, il est nécessaire de définir plus exactement, d'éclaircir les notions utilisées.

Madame Várkonyi a terminé en donnant son opinion sur le débat relatif à la fonction des sciences historiques. Elle a exprimé sa ferme conviction que l'avenir de notre conscience sociale dépend aussi, dans une très grande mesure, des efforts des sciences historiques pour mettre au jour les réalités.

P. Hanák, candidat, chef de section de l'Institut des Sciences Historiques a engagé une polémique avec Gy. Fekete et A. Mód. A l'encontre de la déclaration du premier qui voudrait que la tâche des sciences historiques soit la déhéroïsation et le désillusionnisme, il a avancé qu'il n'en est rien, pas plus d'ailleurs que de la création du culte du héros. La mission des historiens est de révéler la réalité historique à l'aide des faits et d'une analyse marxiste des corrélations. Il a, ensuite, mis en doute le renvoi dos à dos du dogmatisme, du doctrinarisme et de l'irrationalisme suggéré par Gy. Fekete. Il faut savoir que le dogmatisme abstrait de la période stalinienne et la conception héritée de l'optique historique nationaliste se sont rencontrés et se sont calqués l'un sur l'autre. Le dogmatisme abstrait a créé des mythes irrationnels, un culte du héros à propos des personnalités de premier plan, il a dissocié l'histoire en héros et en traîtres. Cette conception a englobé les héros forgés par le nationalisme traditionnel — ceux-ci représentant partie la lutte sociale, partie celle nationale et partie les deux ensemble; c'est à ces héros qu'on a opposé les traîtres. L'idée de P. Hanák est que, sur la base d'une conception réaliste de l'histoire, nous devons précisément rompre radicalement avec ces traditions. Pour ce qui est de l'irrationalisme, un tel vœu signifie que, partant de sa prise de position rationnelle, cette conception de l'histoire se propose de saisir, de traiter ces éléments, ces tendances irrationnels aussi.

P. Hanák a taxé d'«historisation» le procédé de A. Mód qui rattache les héros représentant les tournants progressistes de l'histoire hongroise à un «courant principal», afin de rendre sensible leur connexité, leur suite. Un tel linéarisme n'a jamais existé en histoire, il s'agit là du mélange de traditions plébéiennes et révolutionnaires, d'une part, bourgeoises et nationales, de l'autre. Prises séparément, ces traditions peuvent être effectivement appréciées de manière positive, elles font partie de l'héritage de notre conscience nationale; mais les sciences historiques marxistes n'ont que faire de leur jonction.

Le colonel E. Liptai, candidat, commandant de l'Institut et du Musée d'Histoire Militaire a parlé du rôle des sciences historiques dans la formation à la défense nationale. Son opinion est qu'il faut définir et limiter avec exactitude les tâches de la science, celles de la vulgarisation des connaissances et celles de l'enseignement, dans l'éducation patriotique. Selon lui, les sciences historiques se doivent d'examiner les lois objectives de l'évolution de la société, de présenter l'ensemble des processus historiques; l'historien marxiste ne saurait se heurter à des faits désagréables, contrariaires.

F. Szabó, secrétaire général de la Fédération des Pionniers Hongrois a développé que le patriotisme, les sciences historiques et l'enseignement de l'histoire sont trois domaines entièrement imbriqués, l'analyse de leurs rapports est donc particulièrement d'actualité.

B. Lengyel, écrivain a parlé des similitudes méthodologiques du travail de l'écrivain et de l'historiographe, puis il a présenté son opinion à propos du débat sur la conscience nationale. Sa conviction est qu'au XVI^e siècle déjà il devait exister une conscience nationale primitive qui a fait effet de force de cohésion.

M. Lackó, candidat, vice-chef de section de l'Institut des Sciences Historiques a relié son intervention à celle de Gy. Fekete et a polémique, en premier lieu, contre sa manière de voir. Rappelant les expressions revenant si souvent dans les paroles de Fekete — inertie, la société qui donne vie et élève, contraintes, instinctivité, etc. —, il a déclaré qu'elles renvoient à une conception qui n'est nullement la correction d'un rationalisme abstrait et rétréci, même si celui qui les prononce se propose de procéder à une telle correction. *M. Lackó* a fermement rejeté une telle conception, puis il s'est étendu à la fonction et aux causes de l'extension de la tendance nationale, nationaliste revigorée de nos jours et a examiné les rapports internationaux et internes de cette problématique. Au sujet des facteurs internationaux, il a avancé qu'il fallait, en analysant le nouvel essor des idées nationalistes, compter avec certaines questions restées sans solution des minorités. D'un autre côté, le processus d'intégration en Europe orientale suscite également le renouveau de la pensée nationale qui, à l'intérieur de ce processus, assume un certain rôle positif, correctif, conservateur en ce sens qu'il prend la défense — ou désire prendre la défense — des différentes nations socialistes, afin que l'intégration se fasse effectivement sur la base de l'union de la communauté de nations autonomes, de nations socialistes. Dans l'intervention de Gy. Fekete, la pensée nationale est indubitablement de tendance conservatrice, elle l'est également, en majeure partie, pour ce qui est de ses rapports internes extrêmement complexes et problématiques. Les transformations sociales qui se sont déroulées à la suite de la libération ont désagrégé la structure de la société hongroise, une restratification importante a commencé au sein de laquelle un rôle décisif est revenu à l'éclatement de la société rurale, à la transformation du mode de vie paysan. Dans le processus de ce changement social positif, nous relevons nombre de phénomènes de désintégration et l'idée nationale — sous ce rapport non plus, on ne saurait nier un certain rôle positif par elle assumé — se manifeste en revendiquant de servir de principe ordonnateur. De la sorte, elle s'avère, dans un certain sens, concomitante à la période de transition, mais reste conservatrice dans sa fonction, puisqu'elle exerce son effet à l'encontre de la conscience communautaire socialiste qui ne se dégage que lentement, difficilement, connaît des régressions. Le danger principal consiste — et c'est là que *M. Lackó* trouve l'essentiel du problème — dans le fait que, toute menace extérieure faisant défaut, la pensée nationale ne saurait être le principe ordonnateur d'une société moderne; mais lorsqu'elle tient un rôle notable dans la conscience de la société, il est malaisé de tracer la limite au-delà de laquelle elle assume précisément une catalyse qui ne peut être, d'aucune manière, considérée comme progressiste, qui exerce indiscutablement une force rétractive.

Dans son intervention, *L. Márkus*, candidat, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques s'est consacré à l'appréciation du débat sur E. Molnár. Selon lui, face à la question sociale, la question nationale doit tenir un rôle subordonné, puisque le renversement d'un tel ordre amènerait, à long terme, des conséquences négatives.

Puis il a réagi à ce passage de l'intervention de Gy. Fekete, où celui-ci a taxé d'étrangers aux réalités sociales hongroises et d'origine bourgeoise, intellectuelle les courants dogmatiques, doctrinaires. S'opposant à cette conception, il a développé que ces idées ne se sont pas révélées étrangères au fait social de Hongrie, parce que d'origine étrangère, mais parce que nos conditions sociales n'étaient pas mûres pour les recevoir — à la suite de causes historiques effectives. Leur explication ne se trouve donc pas dans des facteurs irrationnels. D'ailleurs, ceux-ci doivent être également approchés à partir d'une position initiale rationnelle.

K. Szokolay, candidate, collaboratrice en chef de l'Institut de l'Histoire du Parti a

mis en évidence que les sciences historiques doivent transmettre, sous une forme adéquate, les faits et les corrélations explorés à l'enseignement et à la vulgarisation des connaissances.

L'écrivain Z. Molnár a déclaré que l'une des catégories les plus importantes de la période de transition que nous vivons est la nation socialiste, une notion qualitativement neuve; en ce sens, on peut parler de discontinuité par rapport à la notion antérieure de nation, de patrie, mais, parallèlement, il faut assurer une continuité, dans une certaine mesure avec celle-ci. Il a souligné qu'il est indispensable d'assurer un équilibre entre les questions sociales et le problème national.

I. Oua, major général à la retraite a attiré l'attention sur le « danger » issu des recherches d'histoire de l'idéologie, qui consiste à ne compter avec l'existence de certains phénomènes — et précisément sur la base de ces recherches — qu'uniquement à partir du moment où l'on retrouve la notion qui s'applique à eux; or, dans le temps, l'apparition du phénomène et de la notion ne concorde pas dans tous les cas. Il a avancé en guise d'exemple la notion de patriotisme populaire qui, selon lui, a été largement précédée par l'existence effective du phénomène.

Parlant de la centralisation, il a indiqué comme la question décisive de savoir si elle est de caractère national ou non, c'est-à-dire si elle exerce son effet au profit de la formation d'États nationaux. Sur cette base et du point de vue hongrois, il ne peut y avoir aucun équivoque à juger les aspirations des Habsbourg à la centralisation comme éminemment négatives.

Le débat ayant été clos, B. Köpeczi est revenu, dans sa réponse, sur quelques-unes des plus importantes questions soulevées au cours des interventions: notion de nation, notion de patrie, leur interprétation; problème de la fatalité historique; la conception de la nation chez les sociaux-démocrates; sentiment de culpabilité collectif ou absolution; idéologie et fausse conscience; fonction des sciences historiques; etc. Il a particulièrement mis en évidence l'atmosphère libre, démocratique de la conférence; l'enseignement à tirer de celle-ci est que les questions présentées par le rapport n'ont toujours pas trouvé leur solution convaincante.

Dans son discours de clôture limité par le temps mis à sa disposition, H. Vass s'est astreint à indiquer succinctement les questions au sujet desquelles il se propose de prendre position dans une intervention écrite. Parlant des rapports entre l'exploration de la réalité et l'idéologie, il y a rattaché le problème de la corrélation entre les sciences historiques et la politique. Sa conviction est qu'entre ces domaines il y a, à chaque fois, un rapport direct. En ce qui concerne le « courant principal » de l'histoire de Hongrie, il s'étendra plus en détail aux révolutions avortées. Une autre question à développer est encore le problème de la continuité entre patriotisme démocratique et socialiste.

Fournissant une appréciation de la conférence, H. Vass a désigné comme tâche principale l'éclaircissement de la contribution des sciences historiques à la grande œuvre sociale, le développement du patriotisme socialiste, ainsi que la mise à profit de leurs résultats dans l'enseignement, la vulgarisation. A cela, la conférence n'a pas donné de réponse intégrale — elle n'était d'ailleurs pas en mesure de le faire —, mais elle a procédé à une bonne formulation des questions majeures. D'accord en cela avec B. Köpeczi, H. Vass considère comme le résultat le plus notable de la conférence d'avoir aplani la voie de la compréhension des opinions diverses qui s'affrontent.

J. Fejes

Conférence internationale sur l'histoire des entreprises industrielles

Du sept au dix juin 1972 la section d'histoire industrielle de la Société Hongroise d'Histoire a organisé à Budapest et à Mosonmagyaróvár une conférence internationale avec la collaboration de l'Académie des Sciences de Hongrie, de l'Institut d'Histoire du Parti

près le Comité Central du Parti Hongrois Socialiste Ouvrier, du Conseil National des Syndicats, du Front Patriotique Populaire, du Conseil de la Ville de Budapest et du Conseil de la Ville de Mosonmagyaróvár. Avant cette date, le 27 mai 1972, fut inaugurée à Mosonmagyaróvár, dans le cadre des Journées du Szigetköz, la première exposition nationale d'Histoire des Entreprises Industrielles dont on pourra dire sans risquer de se tromper qu'elle était une initiative remarquable sur le plan international.

Aux débats scientifiques de la conférence ont pris part des spécialistes venus de Hongrie, de l'Union Soviétique, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Pologne, de la République Démocratique Allemande, de l'Autriche et de la République Fédérale Allemande. Les délégués étrangers étaient présents en nombre de 26, les délégués hongrois de 130. Cette conférence constituait en substance la suite de la conférence analogue des pays socialistes européens tenue en 1966 à Prague mais elle se déroulait sur un plan européen plus large. A la conférence de Prague les rapports portaient essentiellement sur les principes fondamentaux de cette discipline dans les conditions des pays socialistes, tandis qu'à la conférence en question — dont l'organisation reflète l'augmentation de l'autorité et des bases matérielles de cette discipline en Hongrie — on a procédé à la synthèse des acquis des derniers cinq ans et on a passé en revue les problèmes méthodologiques, organisationnels et ceux de l'édition des œuvres, et on a examiné les questions relevant de l'élargissement des thèmes dans les conditions socialistes.

H. Vass, directeur de l'Institut d'Histoire du Parti analysa dans son discours d'ouverture de l'exposition les raisons de l'essor en Hongrie de l'histoire des entreprises industrielles. Il en a trouvé l'explication dans les besoins manifestés de la part de la société, dans les besoins scientifiques, dans les anniversaires jubilaires, et dans la coïncidence heureuse de ces phénomènes. Il a souligné en même temps qu'un des facteurs considérables de la mobilisation des ressources internes des entreprises est le renforcement de la force morale de la collectivité des travailleurs et que ce but peut être en grande partie atteint si les travailleurs connaissent et estiment les traditions et les succès de leur usine.

L'exposition, ouverte jusqu'au 10 juin et ayant reçu un grand nombre de visiteurs, comprenait des documents matériels et écrits relatifs au passé et au développement socialiste de quarante usines relevant de grandes entreprises de onze branches d'industrie. Le contenu et la présentation de l'exposition furent dignes du haut niveau international de la conférence.

Les consultations à Budapest se déroulèrent les 7 et 8 juin dans la salle de congrès de l'Académie des Sciences de Hongrie, bien pourvue de tout appareil nécessaire pour l'interprétation synchronique. La section avait demandé à l'avance aux délégués étrangers d'envoyer leurs rapports et co-rapports qui furent mis à la disposition des participants hongrois en traduction hongroise, dans des cahiers séparés. Les délégations étrangères à leur tour reçurent, en nombre suffisant, la plupart des rapports traduits en russe, allemand ou tchèque. La conférence fut ouverte par *Gy. Ember*, président de la Société, directeur général des Archives Nationales Hongroises. Il a passé en revue l'évolution de la nouvelle discipline qu'est l'histoire des entreprises industrielles, en soulignant qu'elle demandait des méthodes spécifiques, dont l'élaboration est encore en grande partie à faire, et des connaissances spéciales fort étendues.

A. Mitrofanova, maîtresse de recherches à l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de l'URSS est intervenue dans le premier point de l'ordre du jour « Situation en 1967—1971 de l'historiographie des entreprises industrielles ». En rendant compte du travail fait en Union Soviétique elle a dit qu'à partir des années 1930 jusqu'à nos jours quelque cinq cents ouvrages ont paru dans ce domaine. Elle a souligné que le XXIV^e congrès du Parti Communiste Soviétique a attribué dans ses travaux une très grande importance au rôle des collectivités créatrices des ouvriers joué dans l'édification de la société socialiste évoluée, ainsi qu'à la question de la création et du développement de l'industrie socialiste. Les historiens des entreprises

industrielles traitent d'une manière complexe tous ces problèmes, aussi le poids de cette discipline a-t-il considérablement accru au cours des derniers cinq ans. En dehors de décrire l'activité créatrice des collectivités ouvrières, de faire connaître le développement, l'implantation de l'industrie et l'histoire des différentes branches industrielles, cette discipline joue un rôle considérable dans le travail idéologique en formant les consciences. Grâce à ce fait, plus d'une monographie fut publiée dans un tirage de vingt-cinq milles.

A. Faltys, chef de département à l'Institut de Marxisme-Léninisme du Parti Communiste Tchécoslovaque, a rendu compte du travail effectué dans le comité tchécoslovaque pour l'histoire des entreprises industrielles et souligna la signification, en tant que guide méthodologique, de la périodique publiée par ce comité.

Parmi les autres rapports et interventions *R. Kolodzejsik*, professeur à la Haute École des Sciences Sociales du Parti Ouvrier Unifié Polonais exposa la situation de notre discipline en Pologne, *H. Radant*, maître de recherches à l'Institut d'Histoire Économique de Berlin parla des 850 publications parues dans ce domaine en RDA, *V. A. Vassiliev*, maître de recherches à l'Académie des Sciences de Bulgarie fit connaître les premiers pas faits en Bulgarie, *K. van Eyll*, directeur des Archives Économiques de Cologne analysa les ouvrages, en nombre de 1075, parus entre 1967 et 1971 en RFA *K. Vadkerty*, chercheur à l'Institut d'Histoire Slovaque a donné des informations sur les nouvelles œuvres parues en Slovaquie.

K. Jenei, chef de département en retraite des Archives Nationales, président de la section d'histoire des entreprises industrielles à la Société, a passé en revue l'histoire de cette discipline en Hongrie, a parlé des résultats dus à la création en 1967 de la section. Celle-ci se propose comme tâche principale de faire les travaux d'organisation, de favoriser et d'aider les initiatives venues des usines, d'empêcher l'amateurisme, de soutenir les spécialistes débutants et d'assurer les possibilités d'édition. Dans toute une série de questions méthodiques la section a pris position qu'elle faisait largement connaître, ce dont le résultat se remarque dans l'élévation du niveau des travaux récemment publiés.

Du point de vue matériel, la section s'appuyait en premier lieu sur les entreprises-membres protecteurs de la section sans pour autant se refuser à accepter des commandes concernant l'histoire de telle ou telle usine. En 1971 la section avait 36 membres protecteurs dans les usines. Les monographies que la section a fait élaborer montent à onze, dont sept ont paru. Six numéros des cahiers d'histoire des entreprises industrielles ont paru jusqu'à présent.

L'après-midi du premier jour fut consacré à une visite de la ville où participaient les délégués étrangers, et le soir une réception fut offerte à tous les participants à l'hôtel Volga où *Gy. Ránki* vice-directeur de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie salua les participants de la conférence.

La séance du lendemain fut ouverte par *K. Benda*, maître de recherches à l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences, vice-président de la Société Hongroise d'Histoire. Dans son introduction il releva les liens entre l'histoire locale et l'histoire des entreprises industrielles et leurs problèmes méthodologiques communs. Le programme scientifique comprenait les questions méthodologiques de cette discipline. *I. P. Ostapenko*, maître de recherches à l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique analysa les rapports entre les problèmes généraux et de détail que pose l'historiographie des entreprises industrielles.

K. Vas, rédacteur en chef au département de propagande du Conseil Central du Mouvement Syndical Révolutionnaire Tchéque a parlé de la conception complexe de cette discipline, de la nécessité de recherches interdisciplinaires, embrassant plusieurs domaines de la science.

M. Korniluk, directeur de l'Institut d'Histoire près le Conseil Central des Syndicats Polonais a indiqué le rôle que devaient jouer les fédérations syndicales dans l'organisation

du mouvement des chroniqueurs d'usine, mouvement à grand effet éducateur et agitatif. *H. Czihak*, chercheur à l'Institut d'histoire Économique de Berlin a fait son co-rapport sous le titre «Formes organisationnelles de l'historiographie des entreprises industrielles en République Démocratique Allemande». *P. Sipos*, chercheur à l'Institut d'Histoire du Parti analysa les problèmes de l'historiographie des entreprises industrielles et des recherches dans le domaine du mouvement ouvrier. *G. Otruba*, professeur à l'université de Linz a rendu compte des résultats et des problèmes méthodologiques de cette discipline en Autriche. *Z. Sárközi*, chef suppléant de section aux Archives Nationales Hongroises a fait connaître les documents archivistiques servant de sources aux recherches de cette discipline.

Le 9 juin, dans la salle d'honneur de l'Université Agraire de Mosonmagyaróvár, la consultation fut ouverte par *A. Zsilák* vice-directeur de l'Institut d'Histoire du Parti. Le thème des délibérations était l'histoire, au cours du quart de siècle écoulé, des nouvelles installations industrielles. Des rapports furent faits par *B. Bzszerszinskij*, professeur à la Haute École des Sciences Sociales près le Comité Central du Parti Ouvrier Unifié Polonais sur l'histoire à écrire des nouvelles entreprises industrielles de Varsovie, par *H. Radandt* sur les caractéristiques principales des nouvelles entreprises industrielles, par *Z. Simončić*, chercheur à l'Université de Zagreb, sur le développement de l'industrie en Croatie et sur l'historiographie des entreprises industrielles.

J. Szekeres, chef de département aux Archives de la ville de Budapest a traité l'industrie hongroise des autobus qui a pris son essor après la libération, *E. Lakatos*, directeur des Archives du Comitat Pest et *F. Olvái*, directeur des Archives du Comitat Csongrád ont touché les questions de la composition de chroniques et d'histoires des coopératives agricoles.

S. Czakó, collaboratrice du département de Propagande et de Culture du Comité du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois aux Usines Métallurgiques de Csepel a tracé un tableau des travaux d'historiographie effectués aux usines et a exposé les projets concernant l'avenir.

Après-midi les participants à la conférence ont visité la ville et des usines et le soir ils ont regardé le programme d'ensembles populaires de Szigetköz intitulé «Pays natal».

Les délibérations du dernier jour furent ouvertes par *K. Jenei*. Au programme figurait le thème «L'influence des entreprises industrielles sur le développement de leurs environs». *I. V. Voskressenski*, chef de département de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique a fait le rapport d'introduction sous le titre «L'influence des entreprises et des usines sur le développement socio-économique socialiste des unités régionales». *C. Kaua*, directeur de l'Institut Silésien de l'Académie des Sciences de Tchécoslovaquie passa en revue les problèmes liés à ce point et les résultats internationaux des recherches, *F. Pera*, directeur des mines de Kisgyón (Hongrie) analysa les effets sociaux de l'exploitation des mines, *V. Puskás*, ingénieur agraire en retraite, esquissa le rôle positif qu'avaient joué les usines de Mosonmagyaróvár dans le développement urbain.

Après avoir dressé le bilan des délibérations et après les discours d'adieux, les participants à la conférence ont visité l'exposition d'histoire des entreprises industrielles où ils furent salués par *J. Adorján*, secrétaire du Comité Exécutif de la ville. Au dîner offert aux délégués par le Conseil de la ville *S. Kovalszky*, président du Conseil de la ville a remercié les participants et les organisateurs de la conférence de leur travail, ensuite les chefs des délégations dirent leurs remerciements aux organisateurs hongrois.

Au cours des quatre jours de la conférences vingt-quatre rapports et dix-neuf interventions ont été entendus. Les mass-media, télévision, radio, quotidiens ont consacré de larges places au déroulement de la conférence en présentant plusieurs fois d'amples informations au public qui s'y intéressait. Le nombre des comptes-rendus et articles parus dans la presse a largement dépassé les deux douzaines.

Pour dresser le bilan de la conférence il convient de noter avant tout qu'elle constitua une digne suite à l'initiative tchécoslovaque prise en 1966, a permis de confronter la situation

et les résultats obtenus dans les autres pays européens dans ce domaine. Elle a élucidé le concept de l'histoire des entreprises industrielles ainsi que son contenu et quelques-uns de ses problèmes théoriques et pratiques. Dans les rapports et les débats, le caractère complexe en a été dûment souligné, ainsi que sa double appartenance à l'histoire économique et à l'histoire locale. Avec justesse, on a mis en relief l'importance des recherches interdisciplinaires, ainsi que le rôle de cette discipline dans la formation des consciences et dans la transmission large des acquis scientifiques et de la connaissance des événements et processus économiques. La conférence a eu une autre initiative, elle a soulevé la question de la coopération internationale dans ce domaine.

Parmi les décisions de la conférence il faut citer en premier lieu la proposition d'organiser tous les trois-quatre ans des conférences internationales. Les historiens des entreprises industrielles de l'Union Soviétique furent invités à préparer la prochaine conférence. Afin de maintenir les relations internationales continues on a adopté l'idée de préparer et de publier un recueil commun d'études. Comme premier volume paraîtront les matériaux de la conférence présente dont la section hongroise s'est chargée. On a avancé le projet d'organiser réciproquement des voyages d'étude pour les spécialistes de notre discipline et de fonder une revue internationale. Une proposition fut faite de fonder une société internationale des historiens des entreprises industrielles, cette société pourrait fonctionner comme section de la société internationale des historiens de l'économie.

Le soutien matériel des organisateurs et la générosité des entreprises de patronage ont eu une part décisive dans l'organisation de la conférence et dans le succès de son déroulement. Les organisateurs pouvaient ainsi disposer de tous les moyens permettant de rendre mémorable leur séjour en Hongrie aux participants étrangers, les participants hongrois de leur côté acquirent des expériences internationales de grande portée et reçurent de riches informations ce qui donnera certainement un grand essor à leur travail dans le domaine de l'histoire des entreprises industrielles, discipline spéciale toute neuve dans notre pays.

J. Szekeres

AUTEURS DU PRÉSENT NUMÉRO

E. Arató, membre correspondant de l'Académie Hongroise, professeur à l'Université Roland Eötvös de Budapest — *J. Fejes*, collaboratrice de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *I. Gonda*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *P. Gunst*, candidat ès sciences historiques, rédacteur de la revue *Agrártörténeti Szemle* — *T. Hajdu*, docteur ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut d'Histoire du Parti — *A. Józsa*, candidat ès sciences historiques, chef de section à l'Institut d'Histoire Militaire — *E. Kovács*, docteur ès sciences historiques, chef de section à l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *A. Kubinyi*, candidat ès sciences historiques, chef de section au Musée d'Histoire de Budapest — *Zs. L. Nagy*, candidate ès sciences historiques, collaboratrice en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *L. Makkai*, docteur ès sciences historiques, chef de section à l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *M. Mayer*, candidate ès sciences historiques, collaboratrice scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *F. Mucsi*, candidat ès Sciences Historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques, de l'Académie Hongroise — *M. Ormos*, candidate ès sciences historiques, collaboratrice en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *F. Rottler*, candidat ès sciences historiques, collaborateur du Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier de Hongrie — *Gy. Spira*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *E. Strassenreiter*, collaboratrice scientifique de l'Institut d'Histoire du Parti — *J. Szekeres*, candidat ès sciences historiques, chef de section aux Archives Municipales de Budapest — *I. Tóth*, candidat ès sciences historiques, collaborateur du Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier de Hongrie — *I. Vida*, candidat ès sciences historiques, collaborateur scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *A. Zsilák*, candidat ès sciences historiques, directeur-adjoint de l'Institut d'Histoire du Parti

Printed in Hungary

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója

Műszaki szerkesztő: Botyánszky Pál

A kézirat nyomdába érkezett: 1972. XII. 30. — Terjedelem: 24 (A/5) ív

73.74477 Akadémiai Nyomda Budapest, Felelős vezető: Bernát György

INDEX

ETUDES

<i>Gy. Spira</i> : Petőfi et les dirigeants libéraux de la révolution hongroise de 1848	1
<i>Дь. Шпура</i> : Петёфи и либеральные руководители венгерской революции 1848 года ..	21
<i>F. Rottler</i> : Beiträge zum Versuch der Bildung einer Gruppe von kirchlichen Geschichtsschreibern im Ungarn der 1860er Jahre	23
<i>Ф. Роттлер</i> : Материалы к попытке создать группу историков церкви в Венгрии в 1860-х годах	53
<i>T. Hajdu</i> : A Contribution to the History of the Proclamation of the Hungarian Republic of Councils in 1919	55
<i>Т. Хайду</i> : Данные к истории провозглашения Венгерской Советской Республики	86
<i>I. Tóth</i> : The Role of the National Peasant Party in the People's Democratic Revolution. 1944—1948	87
<i>И. Тот</i> : Роль Национальной крестьянской партии в народно-демократической революции 1944—1948 гг.	112

COMMUNICATIONS

<i>M. Mayer</i> : Beiträge zur Geschichte der Ruthenen (Karpatoukrainer) um die Jahrhundertwende	115
<i>И. Вуда</i> : Политика Независимой партии мелких сельских хозяйев в 1944—1948 гг.	151

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

<i>E. Arató</i> : L'activité des comités mixtes d'historiens travaillant sous la direction de l'Académie des Sciences de Hongrie	195
--	-----

COMPTE RENDU DE LIVRES

<i>T. M. Islamow</i> : Politische Kämpfe in Ungarn am Vorabend des ersten Weltkrieges. 1906—1914. (<i>F. Mucsi</i>)	209
<i>P. Graf Kielmannsegg</i> : Deutschland und der erste Weltkrieg (<i>I. Gonda</i>)	212
<i>Ю. А. Пусарев</i> : Сербия и Черногория в первой мировой войне (<i>А. Йожа</i>)	218
<i>E. K. Jahn</i> : Die Deutschen in der Slowakei in den Jahren 1918—1929. (<i>E. Kovács</i>)	222
<i>E. Calic</i> : Le Reichstag brûle! (<i>M. Ormos</i>)	225
L'irrédentisme allemand en Europe Centrale et Sud-orientale avant la 2 ^e guerre mondiale (<i>E. Kovács</i>)	228
<i>D. Kosáry</i> : Introduction into the Sources and Literature of the History of Hungary (<i>A. Kubinyi</i>)	229
<i>I. Wellmann</i> : Destins paysans il y a deux cents ans, au comitat Pest, décrits par eux-mêmes (<i>P. Gunst</i>)	233

<i>L. Für</i> : The Csákvár Estate on the Road of Capitalist Management. 1870—1914. (<i>P. Gunst</i>)	236
Б. Киришнер: В. И. Ленин о демократической и социалистической революциях 1893—1917 гг. (<i>А. Жилак</i>)	241
The Secret Documents of István Bethlen (<i>Zs. L. Nagy</i>)	246
Я. Рац: Роль фабрично-заводских комитетов (фабзавкомов) в народно-демократическом преобразовании Венгрии 1944—1948 гг. (<i>Э. Штрассенрейтер</i>)	249

CHRONIQUE

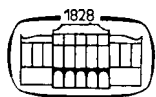
<u>T. Wittman 1923—1972.</u> (<i>M. Makkai</i>) — Le patriotisme — les sciences historiques et leur enseignement (<i>J. Fejes</i>) — Conférence internationale sur l'histoire des entreprises industrielles (<i>J. Szekeres</i>)	253
--	-----

METTERNICH UND DIE FRAGE UNGARNS

von E. Andics

Das vorliegende Werk erschließt ein bisher vernachlässigtes Gebiet der Metternich-Forschung, indem es das auf Ungarn bezughabende Wirken des Kanzlers bearbeitet. Die Verfasserin publiziert in dieser Monographie das bisher größtenteils unerschlossene reiche Quellenmaterial aus dem Besitz des Österreichischen Staatsarchivs, des Metternich-Familienarchivs (Prag) und des Ungarischen Landesarchivs. Es werden die auf Ungarn bezüglichen vertraulichen und strengvertraulichen Regierungsverordnungen wiedergegeben. Der Leser wird anhand dieser Veröffentlichungen mit der Gestalt des Kanzlers unmittelbar als oberster Chef der Regierungsgewalt bekannt gemacht. Im Anhang findet der Leser ferner mehr als achtzig, bisher noch nicht publizierte, größtenteils handschriftliche Urkunden. Ergänzt wird das Werk durch die Wiedergabe von Faksimilen und zeitgenössischen Bildnissen.

In deutscher Sprache · Etwa 560 Seiten · Zahlreiche Lichtbilder · Ganzleinen



AKADÉMIAI KIADÓ

Verlag der Ungarischen Akademie der Wissenschaften
Budapest

THE HISTORY OF BLACK AFRICA

Vol. III

by *E. Sík*

This is an objective and valuable history book; a political document conceived so as to reestablish historical truth.

The first two volumes covered the history of the countries of Black Africa up to the Second World War. The present volume and the following fourth one treat the history of the African people during the years of the Second World War and the disintegration of the colonial empires after the Second World War as well as the fight of the colonized people for independence and the establishment of independent countries in Black Africa.

In English · Approx. 450 pages · Cloth

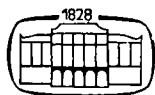
TREATY-BREAKERS OR “REALPOLITIKER”

The Anglo—German Naval Agreement of June, 1935

by *Éva H. Haraszty*

Were the British politicians who urged the conclusion of the Anglo—German Naval Agreement of June 1935 treaty-breakers or political realists? This is the question the author is trying to answer, and she considers this topic most suitable for examining the international political and power relations prior to World War Two. This agreement, a “break of treaty” as Churchill called it, actually provided the ground for Hitler to develop the German Navy in violation of the Treaty of Versailles. At the same time it meant a capital gain of prestige both in foreign and in internal politics for the leaders of Nazi Germany.

In English · Approx. 180 pages · Cloth



AKADÉMIAI KIADÓ

Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences
Budapest

«*Acta Historica*» публикуют трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском и немецком языках.

«*Acta Historica*» выходят отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год. Подписная цена — \$ 24.00 за том

Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

The *Acta Historica* publish papers on history in French, English, Russian and German.

The *Acta Historica* appear in issues of various size making up volumes. One volume of 400—500 pages appears every year. The rate of subscription is \$ 16.00 a volume.

Orders may be placed with “Kultúra” Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest 62, POB. 149) or with representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, deutscher, russischer und englischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25—30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Abonnementspreis pro Band: \$ 24.00.

Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Außenhandels-Unternehmen «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

Reviews of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable
at the following addresses

ALBANIA

Drejtorija Qëndrone e Përhapjes
dhe Propagandimit të Librit
Krugua Konferenca e Pëzës
Tirana

AUSTRALIA

A. Keesing
Box 4886, GPO
Sydney

AUSTRIA

GLOBUS
Höchstädtplatz 3
A-1200 Wien XX

BELGIUM

Office International de Librairie
30, Avenue Marnix
Bruxelles 5
Du Monde Entier
5, Place St. Jean
Bruxelles

BULGARIA

HEMUS
11 pl Slaveikov
Sofia

CANADA

Pannonia Books
2, Spadina Road
Toronto 4, Ont.

CHINA

Waiwen Shudian
Peking
P. O. B. 88

CZECHOSLOVAKIA

Artia
Ve Smělkách 30
Praha 2
Poštovní Novinová Služba
Dovoz tisku
Vínohradská 15
Praha 2
Maďarska Kultura
Václavské nám. 2
Praha 1
SLOVART A. G.
Gorkého
Bratislava

DENMARK

Ejnar Munksgaard
Nørregade 6
Copenhagen

FINLAND

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 2
Helsinki

FRANCE

Office International de Documentation
et Librairie
48, rue Gay Lussac
Paris 5

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

Deutscher Buch-Export und Import
Leninstraße 16
Leipzig 701
Zeitungsvertriebsamt
Fruchtstraße 3-4
1004 Berlin

GERMAN FEDERAL REPUBLIC

Kunst und Wissen
Erich Bieber
Postfach 46
7 Stuttgart S.

GREAT BRITAIN

Blackwell's Periodicals
Oxenford House
Magdalen Street
Oxford

Collet's Subscription Import
Department
Dennington Estate
Wellingsborough, Northants.

Robert Maxwell and Co. Ltd.
4-5 Fitzroy Square
London W. 1

HOLLAND

Swetz and Zeitlinger
Keizersgracht 471-487
Amsterdam C.
Martinus Nijhof
Lange Voorhout 9
The Hague

INDIA

Hind Book House
66 Babar Road
New Delhi 1

ITALY

Santo Vanasia
Via M. Macchi 71
Milano
Libreria Commissionaria Sansoni
Via La Marmora 45
Firenze
Techna
Via Cesi 16.
40135 Bologna

JAPAN

Kinokuniya Book-Store Co. Ltd.
826 Tsunohazu 1-chome
Shinjuku-ku
Tokyo

Maruzen and Co. Ltd.
P. O. Box 605
Tokyo-Central

KOREA

Chulpanmul
Phenjan

NORWAY

Tanum-Cammermeyer
Karl Johansgt 41-43
Oslo 1

POLAND

RUCH
ul. Wronia 23
Warszawa

ROUMANIA

Carlinox
Str. Aristide Briand 14-18
Bucuresti

SOVIET UNION

Mezhdunarodnaya Kniga
Moscow G-200

SWEDEN

Almqvist and Wiksell
Gamla Brogatan 26
S-101 20 Stockholm

USA

F. W. Faxon Co. Inc.
15 Southwest Park
Westwood Mass. 02090
Stechert Hafner Inc.
31. East 10th Street
New York, N. Y. 10003

VIETNAM

Xunhasaba
19, Tran Quoc Toan
Hanoi

YUGOSLAVIA

Forum
Vojvode Mišića broj 1
Novi Sad
Jugoslovenska Knjiga
Terazije 27
Beograd

Acta Historica

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК

JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

Index



AKADÉMIAI KIADÓ
BUDAPEST

1973

ETUDES

J. Gericz: Textbezüge zwischen den ungarischen Chroniken und der Sankt-Ladislaus-Legende

V. Zimányi: Mouvements des prix hongrois et l'évolution européenne (XVI^e-XVII^es.)

L. Kerekes: Der Anschluß und die »Alternative« der Donaukonföderation in der Außenpolitik Otto Bauers in den Jahren 1918-1919

COMMUNICATIONS

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

COMPTE RENDU DE LIVRES

RÉPERTOIRE 1958-1973

TOMUS XIX

Nr. 3—4

ACTA HISTORICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

ADRESSE DE LA RÉDACTION: BUDAPEST I., ŰRI U. 51—53.

Membres du Comité de la rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), I. T. BEREND,
I. DIÓSZEGI, L. ELEKES, GY. EMBER, T. HAJDÚ, E. MÁLYUSZ, F. MUCSI (rédacteur) M. ORMOS,
E. PAMLÉNYI, J. PERÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. TOKODY, E. S. VINCZE,
T. WITTMAN, L. ZSIGMOND

Az *Acta Historica*, az MTA történettudományi folyóirata francia, orosz, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történettudomány köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg: négy füzet alkot egy kb. 25—30 íves, évente megjelenő kötetet.

Megrendelhető a belföld számára az „Akadémiai Kiadó”-nál (1363 Budapest Pf. 24. Bankszámla 215-11448, a külföld számára pedig a „Kultúra” Könyv és Hírlap Kékereskedelmi Vállalatnál (1389 Budapest 62, P. O. B. 149. Bankszámla: 218-10990) vagy külföldi képviselőiteinél és bizományosainál.

Les *Acta Historica* paraissent en français, russe, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui forment un volume à 400—500 pages par an.

Le prix de l'abonnement est de \$ 24,00 par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du commerce extérieur de livres et journaux «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

Textbezüge zwischen den ungarischen Chroniken und der Sankt-Ladislaus-Legende

Von
J. GERICS

Mit Recht weckt die Sankt-Ladislaus-Legende, dieses besondere Werk der ungarischen Literatur der Arpadenzeit, das besondere Interesse der dem Mittelalter gewidmeten Geschichts- und Literaturforschung, ist sie doch ein wichtiges Zeugnis der antiken Beziehungen der literarischen und juristischen Bildung im Ungarn des 13. Jahrhunderts und bietet zugleich auch Abschnitte, die sich als direkte historische Quellen verwerten lassen. Ihre wahre Bedeutung ergibt sich aber eher noch daraus, daß sie relativ umfangreiche Textteile aufweist, die in der im 14. Jahrhundert zusammengestellten Chronik textgleich überliefert sind. Diese mit der Chronik gemeinsamen Abschnitte verleihen der Ladislaus-Legende eine besondere Bedeutung, weil dadurch für die Geschichtsschreibung und Literaturgeschichte die zeitliche Datierung und Einschätzung der ihrer Entstehung nach strittigen und problematischen Teile der Chronik versucht werden kann. Darum hat die Ladislaus-Legende vor allem eine quellenkritische Bedeutung und spielte in den bisherigen Forschungen als Ausgangsbasis der Analyse der Chroniken von unterschiedlichem Aspekt auch eine große Rolle. Um die Beziehung der Legende zu den Chroniken zu klären, die erfolgreiche Verwendung der Legende durch Historiker und Literaturwissenschaftler in den verschiedensten Belangen und im Hinblick auf die zuverlässige Synthese zu ermöglichen, bedarf es einer mühsamen philologischen Untersuchung, eines insgesamt noch nicht erstellten textkritischen Vergleichs.

Die so orientierte Analyse kann in erster Linie bezwecken, die Frage zu klären, inwiefern man die Legende als selbständige Arbeit betrachten kann, inwiefern sie sich auf frühere epische Quellen, hauptsächlich auf die Chronik stützte, oder umgekehrt, ob sich der Chronist der Legende als Quelle bediente.

An diesem Punkt ergibt sich im Zusammenhang mit dieser Frage auch dadurch eine Implikation, daß die Legende ebenfalls nicht in einer einzigen einheitlichen Redaktion, sondern in zwei Handschriftengruppen, nämlich in denen der größeren und der kleineren Legende überliefert ist, deren Stammtext wohl identisch, jedoch an vielen, und zwar quellenkritisch gerade bedeutenden Stellen abweichend ist; ja, die drei Varianten, in denen die kleinere Legende (*legenda minor*) überliefert ist, der Wiegendruck A sowie die Kodexe

B und C zeigen interessante textkritische Unterschiede. Die Beziehung dieser Handschriften zueinander sowie jene der größeren und der kleineren Legende wurden durch E. Bartoniek geklärt, als sie den Legendentext zur Herausgabe vorbereitete und ihn mit einem kritischen Apparat versah.¹ Ihrer Feststellung nach haben die größere und die kleinere Legende einen gemeinsamen Grundtext, sie sind auf eine heute nicht mehr vorhandene ursprüngliche Fassung, auf die sogenannte Urfassung zurückzuführen, die sich im identischen Stammtext der kleinen und der großen Legende niedergeschlagen hat. E. Bartoniek wies auch darauf hin, daß der ältere Grundtext eher durch die größere Legende (*legenda maior*) bewahrt wurde, jedoch keineswegs durchgehend, und hob hervor, daß die kleinere Legende zahlreiche Stellen aufweist, die dem verschollenen Grundtext der Legenden näher stehen als die *Legenda maior*.

Ein wichtiges Ergebnis von E. Bartonieks Analyse besteht darin, daß sich die uns überlieferten zwei Fassungen der Legende, und innerhalb dieser Handschriftengruppen die einzelnen Varianten aufgrund der Textkritik voneinander nicht herleiten lassen. Richtungsweisend für die weitere Forschung ist auch ihre Feststellung, daß die komplizierten textlichen Bezüge und Übereinstimmungen zwischen den verschiedenen Legendenvarianten und der Chronik durchwegs mit folgendem Umstand zu erklären sind: diese Übereinstimmungen waren ursprünglich *alle* zwischen der Chronik und der Urlegende gegeben, und es ist schon als Folge der textlichen Entwicklung und Verzweigung der Legende zu betrachten, wenn die einzelnen Legendenvarianten nicht im gleichen Maße und nicht an denselben Stellen, sondern voneinander verschieden mit dem Text der Chronik verwandt sind. Im Laufe ihrer Untersuchungen hat E. Bartoniek mit ein für allemal gültigen Argumenten auch erwiesen, daß die gemeinsamen Abschnitte der Legende und der Chronik aus dieser in jene übergingen, d. h. daß die Chronik der Urfassung der Legende als Quelle gedient hatte.²

Immerhin läßt sich neben der hier von mir gegebenen Einschätzung von E. Bartonieks Forschungsergebnissen zu Recht die Frage stellen: Warum greife ich auf die Erörterung des meines Erachtens von Bartoniek hinlänglich geklärten Problems, auf die Untersuchung der textlichen Bezüge zwischen Chronik und Legende zurück?

Als Erklärung sei nur darauf hingewiesen, daß L. Csóka OSB in seinem umfangreichen Band (erschienen 1967)³ die textlichen Bezüge der beiden Quellen eben gegensätzlich wertete und die Legende als Quelle der Chronik hinstellen wollte. Aus dieser als quellenkritisch gesetzten Meinungsäußerung ergaben sich

¹ *Scriptores Rerum Hungaricarum tempore ducum regumque stirpis Arpadianae gestarum. Edendo operi praefuit E. SZENTPÉTERY* (Kürzel: SRH). Budapest, 1938. Bd. II, S. 509 ff.

² Ebd. S. 509—11.

³ *A latinnyelvű történeti irodalom kialakulása Magyarországon a XI—XIV. században* (Die Entstehung der lateinischen historischen Literatur in Ungarn im 11.—14. Jahrhundert). Budapest, o. J.

dann relativ weitgehende Schlußfolgerungen über das Vorhandensein und die Auffassung einer angeblich um 1210 aufgesetzten sog. Nationalchronik sowie über die Entstehungszeit der den Taten des Königs Ladislaus gewidmeten Abschnitte der Chronik. Letztlich wurde auch versucht, die Streichung von Bartonieks Feststellungen ideengeschichtlich zu verwerten. Somit ergab sich mit L. Csókas Stellungnahme hinsichtlich der Einschätzung der Ladislaus-Legende in der Fachliteratur eine Wende, die für die Chronologie unserer arpadenzeitlichen Quellen und für die ihnen zuschreibbare Glaubwürdigkeit keineswegs belanglose Folgen haben könnte. Die Einsicht in die Bedeutung dieses strittigen Problems, das Anliegen, mit meinen Untersuchungen zur Klärung der textlichen Bezüge zwischen Chronik und Legende beizutragen, hat mich zur Abfassung dieser Studie bewogen.

Im Vorgriff auf die Ergebnisse meiner nachstehend dargelegten Untersuchungen kann ich zusammenfassend nur sagen, daß ich die Meinung E. Bartonieks in jeder Hinsicht für begründet halte, d. h. auch meines Erachtens hat sich der Autor der Legende der Texte der Chronik bedient und nicht umgekehrt.

I

Eine auf Ladislaus (1077–1095) bezügliche Stelle der Bilderchronik erwähnt die *Gesta*. Zur Bestimmung des gegenseitigen Verhältnisses der zwei untersuchten Quellen ist es wichtig, auf was für eine Quelle — ob auf eine Legende oder sonstiges — sich dieser Hinweis bezieht. Die Bilderchronik nennt nämlich nach dem Schluß der Ladislaus-Geschichte nach einhelliger Meinung der Fachliteratur ihre Quelle: »Si quem autem scire delectat, quot et quanta bona genti sue beatus Ladislaus fecit, de gestis eiusdem plenam poterit habere notitiam«⁴ (d. h.: Sollte es einem zur Freude gereichen zu wissen, wievielerlei und wie Großes an Wohltaten der selige Ladislaus für sein Volk getan hat, kann sich aus seinen *Gesta* darüber vollkommen unterrichten). Die Beurteilung des Verhältnisses von Chronik und Legende wird durch die Interpretierung der hier erwähnten *Gesta* weitgehend beeinflußt. Wären diese nämlich als Legende zu betrachten, so wäre aufgrund der Aussage des Chronisten größtenteils auch entschieden, ob sich die Chronik tatsächlich der Legende bediente, denn in diesem Falle hätte der Chronist selbst die Legende als seine Quelle bezeichnet.

Csóka hielt bei der Interpretierung der wichtigen Stelle »de gestis eiusdem« als aus »seinen *Gesta*« auch die Auslegung »über seine Taten« für möglich und zog dementsprechend auch die folgende Übersetzung des Satzes in Erwägung: »kann sich über seine Taten vollkommen unterrichten«. Schließlich aber klammerte er diese Möglichkeit aus und entschied sich wie folgt: »Es ist rich-

⁴ SRH, Bd. I, S. 420.

tiger, wenn wir die Wendung ‚de gestis eiusdem‘ trotz der Präposition *de*, die die Unverständlichkeit verursacht, auf die Lebensbeschreibung, auf die Legende des hl. Ladislaus beziehen.« Er will seine Auffassung durch die Einbeziehung einer anderen Stelle der ausführlicheren Chronik und eines Passus der aus der Mitte des 14. Jahrhunderts stammenden Agramer Chronik stützen. So besagt etwa die Chronik über Herzog Emmerich (†1031): »Quot et quantis virtutibus floruerit, et quam fervens in Dei servitio... fuerit, scribere super sedimus. Quisquis enim hoc scire voluerit, ex legenda eiusdem... plenam sanctissime conversationis eius notitiam habere poutit.«⁵

Und die Agramer Chronik über Ladislaus: »Multis operibus meritoriiis peractis migravit ad Dominum... Qui autem vult scire eius meritoria opera, perlegat ea, quae sunt descripta in sua legenda.«⁶

Laut Csókas Interpretierung dachte der Autor der Bilderchronik an die legendenhafte Lebensbeschreibung des hl. Ladislaus, denn »nur diese beschrieb die vielen und großen Wohltaten des hl. Ladislaus..., die er bis zu seinem Tode, ja, durch seine Wunder auch über diese hinaus zum Wohle seines Volkes wirkte... Auch die Agramer Chronik verwies... jene, die des hl. Ladislaus ‚verdientsvolle (lat. meritorius) Taten‘ kennen wollen, auf die Lektüre der Legende des hl. Ladislaus.«⁷

Somit identifiziert Csóka, gestützt auf das Zeugnis von *anderen* Chronikstellen, die sich auf Legenden als ihre Quellen beziehen, sowie aufgrund dessen, daß die *Gesta* tatsächlich auch mitunter die Bedeutung ‚Legende, Heiligenleben‘ haben können, die in der Bilderchronik erwähnten *Gesta* mit der Ladislaus-Legende. Sein Vorgehen aber läßt sich nicht als unanfechtbar bezeichnen, weil er ein wichtiges Moment außer acht läßt. Er zog nämlich bei der Identifizierung von *Gesta* und Legende nicht die kardinale Frage in Betracht, ob denn die von ihm aufgezeigten Texte die *Gesta* und die Legende vom gleichen Standpunkt und im gleichen Sinne als Quelle erwähnten. Meines Erachtens ist nämlich die Identifizierung von Legende und *Gesta* dadurch bedingt, ob die Agramer Chronik die Wendung *meritoria opera* im selben Sinne gebraucht wie die Bilderchronik die Wendung *bona genti sue*, und ob diese solcherweise wechselseitig ersetzt werden können. Lassen sich diese Momente, zu deren Beweis Legende und *Gesta* zitiert wurden, nicht identifizieren, kann auch die Identifikation von Legende und *Gesta* nicht akzeptiert werden.

Ich kann der Auslegung Csókas nicht beipflichten, vor allem darum nicht, weil laut der Agramer Chronik Ladislaus »nach vielen ‚meritorischen‘ vollbrachten Werken einging zum Herrn« (auf lateinisch siehe oben), d. h. die Agramer Chronik zählte die von Ladislaus laut der Legende nach seinem Tode vollbrachten Wunder *nicht* zu seinen ‚meritorischen‘ Werken. Außerdem hört

⁵ Ebd. S. 312.

⁶ Ebd. S. 209.

⁷ Csóka, a. a. O., S. 670–71.

sich die Wendung *meritoria opera* in der Agramer Chronik als Kunstwort an, sie bedeutet nicht einfach *verdienstvoll* (wie es Csóka erklärt), sondern besagt *verdienstliche Taten*, gottgefällige *Wohltaten*, d. h. deren Urheber, an der zitierten Stelle der Agramer Chronik ist Ladislaus, Vermacht sich durch diese vollbrachten Taten um sein persönliches Seelenheil verdient. Dagegen ist die Einstellung von Ladislaus' Taten in der Bilderchronik als *bona genti sue* am Volk (gens) orientiert und damit eine historisierende, geschichtsbezogene Einschätzung. Die *meritoria opera* in der Agramer Chronik und die *bona genti sue* der Bilderchronik bedeuten die Einschätzung von Ladislaus' Taten aus zwei verschiedenen Aspekten: einmal die von einem ausschließlich moraltheologischen Standpunkt, zum anderen aber die unter einem diesseitiger orientierten historischeren Blickpunkt. Wie *meritoria opera* mit *bona genti sue* nicht identisch und wie die beiden nicht wechselseitig ersetzbar, nicht miteinander austauschbar sind, ebensowenig sind die Gesta, auf die die Bilderchronik bei der Wendung *bona genti sue* verweist, mit der Legende identisch, sind durch diese nicht ersetzbar, denn die Legende enthält den ausschlaggebenden Beweis dafür, daß die Taten im Hinblick auf *Ladislaus* meritorisch, d. h. verdienstlich waren: nämlich den Akt der Heiligsprechung.

Auffallend ist, daß selbst die Agramer Chronik im Zusammenhang mit Ladislaus sich auf eine Chronik bezieht, sobald sie nicht theologisiert, sondern historische Ereignisse des Diesseits erwähnt, d. h. historisiert; so bei der Erwähnung seines Kampfes mit Salomon (1063—1074) und der Umstände, wie Ladislaus den Thron bestieg: »ut habet coronica Hungarorum«.⁸

Demnach bezog sich die Agramer Chronik bald auf eine Chronik, bald auf eine Legende, je nachdem, ob sie Historisches oder Hagiographisches berichtete. Eben darum stützen die Lehren, die sich aufgrund einer Untersuchung der Agramer Chronik anbieten, gleich doppelt die Feststellung, daß die Bilderchronik auf keine Legende, sondern — wenn es sich überhaupt um ein Schriftwerk handelte — mit der Wendung *Gesta* als Quelle ihres Berichtes über die Taten des Königs Ladislaus auf eine Art Chronik hinwies.

Dieses Ergebnis wird des weiteren erhärtet durch die Untersuchung des Vortrags, den wir über den hl. Ladislaus in der Margareten-Legende (entstanden in den 1270er Jahren) vorfinden. Da heißt es: Ladislaus »...gloriosa regni gubernatione et defensatione adversus invasores maxime insultus paganorum partium orientalium (coruscavit) ut scriptum continet Ungarorum. Amministrans frequentissime causam clericis iusticiis regalibus et in orationibus ac ceteris sanctis operibus vacans etiam quiete corporis relegata noctes ducebat insomnes. Cuius sanctitati usque hodie curationis beneficia crebra perhibent testimonia.«⁹

⁸ SRH, Bd. I, S. 208.

⁹ A. F. GOMBOS: *Catalogus fontium historiae Hungaricae* ... Budapest, 1938. Bd. III, S. 2012—13.

Auch das Margaretenleben qualifiziert Ladislaus' Taten unter zwei Aspekten: als »ruhmreiche Verwaltung und Verteidigung des Reiches« und als »heilige Taten«. Quelle des Margaretenlebens bezüglich der als »gloriosa regni gubernatio« beurteilten Taten war, wie es in der Lebensbeschreibung ausdrücklich heißt, ein *scriptum Ungarorum*, d. h. die Chronik, bezüglich der »sancta opera« aber läßt sich leicht feststellen, daß sich das Margaretenleben hier auf die Ladislaus-Legende stützte, denn nur diese wußte von den Nachtwachen und nächtlichen Gebeten des Königs zu berichten,¹⁰ nicht aber die Chronik.

Wollen wir nun die Qualifikationsaspekte des Margaretenlebens bei der Beurteilung von Ladislaus' Taten zur Entscheidung der Frage heranziehen, unter welchem Gesichtspunkt die Bilderchronik die Handlungen des Ladislaus einschätzte, als sie diese mit der Wendung *bona genti* in Erinnerung brachte, so ist die Antwort zumindest für mich klar. Ich halte nämlich die Wendung »ruhmreiche Verwaltung und Verteidigung des Reiches« für eine vollkommene Paraphrase der besagten »Wohltaten . . . für sein Volk«. Ebenso wie die Agramer Chronik unterscheidet also das Margaretenleben in der Ladislausgeschichte nach zwei Aspekten, und ebenso benutzt es zwei Quellen. Es qualifiziert nämlich im Historischen nach dem Standpunkt des »regnum«, des Reiches, des Landes, im Theologischen (oder Hagiographischen) unter dem Aspekt der »sancta opera«. Darum kann ich die in der Bilderchronik zitierte *Gesta*, insofern dieser Hinweis eine schriftliche Quelle meint, nur mit der als *Scriptum Ungarorum* zitierten Arbeit identifizieren, nicht aber mit der Ladislaus-Legende. Und ich sehe darin den Hinweis auf ein Werk, dessen Vortrag über Ladislaus in den ausführlicheren Chroniken in ansehnlichem Umfang überliefert wurde. Die »Gesta« auf die Ladislaus-Legende zu beziehen, ist jedenfalls unmöglich.

II

Als nächstes sind die gemeinsamen Textabschnitte von Chronik und Legende zu untersuchen.

Unter den umfangreichen gemeinsamen Textabschnitten von Legende und Chronik ist zwischen dem Vortrag der Chronik über die Klage um den hl. Stephan (†1038) und im Vortrag der Legende über die Trauer um Ladislaus ein Zusammenhang gegeben, der sich mit hinlänglicher Gewißheit auswerten läßt. Dieser Zusammenhang wurde von Bartoniek erkannt, und aufgrund dessen stellte sie fest, daß die Chronik das primäre Werk, die Legende aber das sekundäre ist, des weiteren präzierte sie dementsprechend das gegenseitige Verhältnis der Legendenvarianten.

¹⁰ SRH, Bd. II, S. 519.

Bartoniéks Beobachtung beruht vor allem darauf, daß der Vortrag der Chronik über die Klage um den toten König in der Beschreibung der Trauernenden und ihrer Kleidung (»prae tristitia et merore scaldis induti per triennium choream non duxerunt«)¹¹ den Worten der Legenda maior nähersteht (»lugubres indumentis squalidi continuo trium annorum spatio correas non duxerunt«)¹² als dem Text gleich welcher Variante der Legenda minor:

$$(\text{»continuo triam annorum spatio} \left\{ \begin{array}{l} C: \text{ in vestibus squalidis} \\ B: \text{ in vestibus lugubribus squalidi} \\ A: \text{ in vestibus squalidi} \end{array} \right\})$$

correas non duxerunt«),¹³ bei der Beschreibung der Zeit der Klage verstummten Musikinstrumente aber steht die Chronik (»omne genus musicorum delinitiva dulcisona siluerunt«)¹⁴ dem Vortrag der kleineren Legende (»omne genus musicorum et delinitiva dulcisona ultra tempus luctus siluerunt«)¹⁵ viel näher, als dem der größeren Legende (»omnisque musici generis instrumenta intra tempus luctus siluerunt«).¹⁶

Daraus zog Bartoniék die einzig mögliche Folgerung, daß die Quelle der gemeinsamen Vorlage der heute bekannten kleineren und größeren Ladislaus-Legende eben die in der Bilderchronik überlieferte Fassung war und daß der von der gemeinsamen Vorlage der Ladislaus-Legenden übernommene Text der Chronik von den heute bekannten Spielarten der Legende unterschiedlich variiert, geändert wurde.¹⁷

Nur um den Preis von schwerwiegenden methodischen und philologischen Irrtümern ließe sich von Bartoniéks Feststellungen abgehen und behaupten, der Vortrag der Legende über die Trauer um Ladislaus habe der Chronik bei der Beschreibung der Klage um Stephan als Vorlage und Quelle gedient.

Ein solcher Irrtum wäre es, auf die Ursprünglichkeit der Texte daraus zu folgern, welcher bzw. wessen Vortragsweise der historischen Wahrheit näherstehen könnte, und das Problem so zu fassen: »Die Frage ist, ob der Vortrag der Lebensbeschreibung des hl. Ladislaus oder aber der der Nationalchronik der frühere und ursprüngliche Text ist. Das heißt, ob die Ungarn drei Jahre lang um den hl. Ladislaus oder um den hl. Stephan trauerten.«¹⁸ Diese Fragestellung empfiehlt sich schon darum bei der Untersuchung der Ursprünglichkeit des Textes nicht als Ansatzpunkt, weil wohl schon Peters Herrschaft (1038—1041 und 1044—1046) die dreijährige Trauer um Stephan kaum begünstigt haben dürfte, mehr aber noch, weil es gewiß ist, daß König Koloman

¹¹ SRH, Bd. I, S. 322.

¹² SRH, Bd. II, S. 522.

¹³ Ebd. Anmerkung.*

¹⁴ SRH, Bd. I, S. 322.

¹⁵ SRH, Bd. II, S. 522.

¹⁶ Ebd.

¹⁷ Ebd. S. 509—11.

¹⁸ CsÓKA, a. a. O., S. 529—30.

(1095—1116) im Mai 1097 mit großem Prunk seine Hochzeit beging,¹⁹ d. h. es ließe sich auch im Falle von Ladislaus' Ableben schwerlich von einer dreijährigen Landestrauer sprechen.

Der von Bartoniek festgestellte textliche Zusammenhang läßt sich nur um den Preis eines Irrtums anders auslegen, so etwa, wenn wir eine nicht existierende Legendenvariante schufen, die sowohl die in der kleineren Legende fehlenden Worte der größeren (*indumentis squalidi*) als auch die Lektionen der in der größeren Legende fehlenden Variante der kleineren (*omne genus musicorum et delinitiva dulcisona*) enthielte und wir diesen *fiktiven* Text mit der Chronik vergleichen wollten. Eine solche Legendenvariante aber kann nur der zufällige Irrtum mit Verschmelzung der Texte der kleineren *und* der größeren Legenden schaffen, indem die Anmerkung*** auf S. 522 in Bd. II des Werkes S. R. H. übersehen wird. Da wird nämlich mitgeteilt, daß die Vertreter des Textes der *Legenda minor* statt der typischen Wendung der größeren Legende — *indumentis squalidi* — andere Lesungen bringen.²⁰

Dank Bartoniek ist also der gewichtige Umstand für geklärt zu betrachten, daß die Mitteilung der Chronik über die Klage um den heiligen Stephan von der Ladislaus-Legende textlich verwertet und ihr Vortrag über die Trauer um Ladislaus dementsprechend gefaßt wurde.

*

Nachstehend soll der ähnlich gefaßte Abschnitt von Legende und Chronik analysiert werden, der bislang noch nicht so eingehend erörtert wurde, wie der zuvor erwähnte. Gegenstand meiner Untersuchung ist der Vergleich der beiden Textfassungen, die die herrscherlichen Tugenden von Ladislaus verewigen, des weiteren die Präzisierung ihrer Quellen und dementsprechend die Erhellung ihrer Beziehung zueinander. Die Erörterung der Abschnitte über die Tugenden des Königs führen auf die Spur von eigenartigen Zusammenhängen. Die Analyse der Texte läßt sich um zwei typische Fragen gruppieren: Was wird einmal in der Legende, zum anderen in der Chronik als die Haupttugend des Ladislaus hervorgehoben? Des weiteren: In welchem Kontext und Zusammenhang befindet sich die in beiden Quellen dem König gleicherweise zugeschriebene »*misericordiae lenitas*«?

¹⁹ GY. PAULER: *A magyar nemzet története az Árpád-házi királyok alatt* (Die Geschichte der ungarischen Nation unter den Königen aus dem Arpadenhaus). Budapest, 1899². Bd. I, S. 202; des weiteren: CSÓKA, a. a. O., S. 163. Hauptquelle für die Geschichte von Kolomans Hochzeit ist das Werk *Historia Sicula* von GAUFREDUS MALATERRA, vgl. GOMBOS, a. a. O., Bd. II, S. 976—77.

²⁰ Dieser Irrtum unterlief CSÓKA (a. a. O., S. 532, Zeile 35 bis S. 533, Zeile 5), als er den folgenden, de facto *nicht existierenden* Legendentext mitteilte: »... *indumentis squalidi, continuo trium annorum spatio correas non duxerunt et omne genus musicorum et delinitiva dulcisona ultra tempus luctus siluerunt.*«

A

Die unter diesem Aspekt charakteristischen und miteinander gut wertbar zusammenhängenden Textabschnitte der beiden Quellen sind die folgenden:

Chronik

»Omnes enim noverant ipsum esse vestitum consummatione virtutum, fide catholicum, pietate precipuum, largitate conspicuum . . .²¹ Semper enim timorem domini pre oculis habuit in omnibus iudiciis suis et maxime in causis criminalibus, ubi ultio seu pena sanguinis irrogatur. Divina quidem inspiratione illustratus sciebat, quod rex non tam regat, quam regatur. Unde in omnibus iudiciis suis mitigata legum severitate, semper utebatur misericordie lenitate . . .²² A cunctis enim regnicolis mutato proprio nomine pius rex vocabatur.«²³

Legende

». . . regum dignitate servata, quid suum est, unicuique tribuens, dilexit deum propter se, mundi contemptibilia propter deum. Erat ergo . . . liberalis in extraneos, munificus in subiectos, misericors in afflictos, validissimus oppressorum liberator. Erat itaque . . . iustus in iudicio, serenus in corripiendo, in examinandis autem iudiciis non tam iudicare quam iudicari timuit, sibique magis terribile iudicium imminere credebat, quam hiis, qui ab eo iudicabantur. Unde rigorem iustitiae lenitate temperans misericordie, talem se erga subditos exhibebat, ut ab eis potius amaretur, quam timeretur . . . quasi mutato nomine ab omni gente sua pius rex vocabatur. Cum itaque ipse pius rex esset armatus humilitate, potens pietate, precipuus tamen erat largitate.«²⁴

Die beiden Quellen zählen viele gute Eigenschaften von Ladislaus auf, seine Haltung als König sei — so die Legende — »mehr, als sich in Worten ausdrücken lasse«.²⁵ Nichtsdestoweniger geben Legende wie Chronik auch Ladislaus' charakteristischste Tugend an (wenngleich er deren viele hatte), nur nennen sie, und das ist interessant, keineswegs dieselbe.

Die Eigenart des Vortrags der Chronik besteht darin, daß sie unter den aufgezählten *virtutes* von Ladislaus die *pietas* in den Mittelpunkt rückt. Sie sieht ihren Helden von dieser Tugend dermaßen durchdrungen, daß sie auch seinen Namen mit der Wendung *pius rex* ersetzt.

Dagegen meidet die Chronik bei der Aufzählung der hervorgehobenen Tugenden von Ladislaus die Erwähnung dessen, daß er *iustus* war, und ebenso wenig spricht sie im Zusammenhang mit seiner Gerichtsbarkeit von *iustitia*.

²¹ SRH, Bd. I, S. 404.

²² Ebd. S. 405.

²³ Ebd. S. 406. — In der Handschriftengruppe der Ofner Chronik nicht enthalten.

²⁴ SRH, Bd. II, S. 518—19.

²⁵ Ebd. S. 518: »plus est, quam verbis queat explicari.«

Zu dieser sonderbaren Darstellung mag den Chronisten seine Geschichtsauffassung bewogen haben. Der Schreiber erwähnt das Verhältnis von Ladislaus zur *iustitia* nur nebenbei, an der Stelle, wo er davon spricht, daß sich Ladislaus mit dem besieigten und des Throns beraubten Salomon aussöhnte und ihm ein königliches Auskommen sicherte. Das aber tat Ladislaus laut des Chronisten »victus . . . pietate et maxime iustitia compellente, quia ius legitimum Ladislaus non habebat contra eum, sed omnia ex facto fecit, non de iure«. ²⁶

Aus dieser Darstellung geht hervor, daß der Schreiber dieses Abschnitts der Chronik die Entthronung Salomons für ungesetzlich hielt, daß sich Ladislaus' Herrschaft gerade im Hinblick auf die *iustitia* seiner Meinung nach beanstanden ließ. Bei dieser Grundeinstellung wäre es ihm geradezu unmöglich gewesen, die *iustitia* unter die hervorgehobenen Tugenden seines Helden einzurücken. Trotzdem fand er Mittel und Wege, um Ladislaus auch in dessen *Eigenschaft als König* zu verherrlichen, und zwar so ungewöhnlich, daß von den Tugenden gerade die im Zusammenhang mit christlichen Herrschern übrigens bis zum Überdruß, bis zum Gemeinplatz betonte Gerechtigkeit fehlt. Zu diesem sonderbaren Königsporträt und zur Zurückdrängung der *iustitia* wurde der Chronist nachweisbar auch durch die von ihm benutzten Lektüren ermutigt. In diesen nämlich fand er etwas, was ihm die gleichsam nur nebensächliche Erwähnung der *iustitia* unter den Tugenden des hl. Ladislaus weitgehend erleichterte.

Von diesen Lektüren sind wegen ihrer Wirkung zwei besonders zu erwähnen: die Quaest. veteris et novi Testamenti 15. vom Pseudo-Augustinus und eine Stelle der Etymologiae des Isidorus.

Die einschlägige Stelle der Qu. 15 lautet: »Nimia iustitia incurrit peccatum, temperata vero iustitia facit perfectos. Non enim sine malitia est, qui multum est iustus, quia peccantibus ad singula si respondeas, non deerit, ubi pecces. Denique Dei temperata iustitia est . . . *Lex . . . a nobis mitiganda est*, ut possit prodesse sub se agentibus. Hic ergo iustus non est multum, qui Dei imitator est.« ²⁷ Der letzte Satz des Abschnitts enthält geradezu einen biblischen Hinweis: »Noli esse multum iustus« (Ecclesiastes 7, 17). Die textlich nachweisbare Spur der Verwendung des Pseudo-Augustinus ist in der Chronik die Stelle »mitigata legum severitates. Noch wichtiger aber ist jener Einfluß des Pseudo-Augustinus, daß der Chronist im Falle von Ladislaus *iustitia* eben nur erwähnt, ohne sie als charakteristische Tugend des Königs hervorzuheben. Die mit dem Ansehen der Bibel gestützte Mahnung von Qu. 15 (es rechet nicht allzusehr, wer Gott nachfolgt), ebenda die Bemerkung von der übertriebenen *iustitia*, die schließlich zur Sünde führt, boten dem Chronisten Anlaß, die *iustitia* ten-

²⁶ SRH, Bd. I, S. 407.

²⁷ CSEL 50. Ed. SOUTER. 1908. S. 41 ff. Zitiert von: E. EWIG: *Zum christlichen Königsdenken im Frühmittelalter*. In: *Das Königtum*. Vorträge und Forschungen. Lindau-Konstanz, 1956. Bd. III, S. 61, Anm. 243.

denziös zu interpretieren und als Eigenschaft auszulegen, deren Übermaß im Falle des Helden eben nicht wünschenswert, ja, schädlich wäre. Indem der Chronist die *iustitia* aus der Reihe der für Ladislaus charakteristischen und von ihm intensiv ausgeübten Tugenden ausklammert, erweist es sich, daß er die Grundsätze des Pseudo-Augustinus bezüglich der *nimia iustitia* buchstabengetreu befolgte und seiner eigenen Konzeption entsprechend anwandte. Diese Einstellung ermöglichte es ihm, Ladislaus' Herrschaft auf dem Thron des vertriebenen Salomon, eine erklärtermaßen gröbliche Verletzung der *iustitia*, nicht als schweren moralischen Fehler des heiligen Königs einzuschätzen.

Der Chronist umging geschickt die für ihn prekäre Frage, die Erörterung von Ladislaus' *iustitia*, und wurde hierzu durch seine Quelle nur noch ermutigt. Er übergang aber nicht nur die vom Pseudo-Augustinus verurteilte *nimia iustitia*, sondern schwieg sich auch über die in seiner Quelle nachdrücklich hervorgehobene *temperata iustitia* aus. Nun ließ sich aber bei der Aufzählung der Tugenden des Königs die Beschreibung jener Haltung nicht ausklammern, die der Pseudo-Augustinus *temperata iustitia* genannt hatte. Über diese Verhaltensweise von Ladislaus berichtet denn auch der Chronist, jedoch nicht als von der gefährlichen *iustitia*, sondern diese Tugend als *pietas* und *misericordiae lenitas* bezeichnend. So versucht er durch die überbetonte Hervorhebung der beiden anderen Tugenden die Ausklammerung der im Porträt eines christlichen Königs unerläßlichen *iustitia* wettzumachen. Die Betonung der *pietas* auf Kosten der in den Hintergrund gespielten *iustitia* wurde durch die erwähnte Stelle der anderen Quelle, der *Etymologiae* (9, 3, 5) weitgehend gefördert; diese wirkte sich auch textlich, fassungsmäßig auf diesen Abschnitt der Chronik aus: »Regiae virtutes precipue duae, iustitia et pietas; plus autem in regibus laudatur pietas, nam iustitia per se severa est.«²⁸ Für den textlichen Einfluß von Etym. 9, 3, 5 in der Chronik spricht auch »pietate precipuus« als Attribut von Ladislaus, darüber hinaus aber war diese Stelle bei der Darstellung des Königs eine der Hauptquellen der Motivierung. Der Chronist krönte die Beweisführung darüber, daß Ladislaus *pius* gewesen, in der Einschätzung geradezu durch die Behauptung, daß er ihm *misericordiae lenitas*, also ausdrücklich eine priesterliche Tugend zuschrieb (siehe darüber weiter unten).

Von diesem Bild unterscheidet sich die Aufzählung von Ladislaus' Tugenden in der Legende sehr wesentlich. Wohl lesen wir so wie in der Chronik auch hier die Behauptung, man habe Ladislaus »*pius rex*« genannt. Es wird aber auch deutlich, daß die Legende nicht in der Haltung des *pius rex* die charakteristischste Eigenschaft des Königs sah. Vielmehr hob sie auffallend, und zwar in doppeltem Sinne, seine Gerechtigkeit hervor. Als nämlich die Legende von seiner *Gottesliebe* spricht, erwähnt sie auch, »er gab jedem, was ihm gebührte«. Dieser schon im 11. Jahrhundert gängige Gemeinplatz des

²⁸ Zitiert von EWIG, ebd. S. 33, Anm. 105.

mittelalterlichen Latein ist Teil der einen gemeingültigen Bestimmung der Gerechtigkeit.²⁹ Indem die Gerechtigkeit mit der Liebe zu Gott in Beziehung gebracht wird, stellt sie sich als eine der christlichen Kardinaltugenden dar.³⁰ Der Legendenschreiber gab sich aber damit noch nicht zufrieden, sondern erklärte seinen Helden zu einem Mann »*iustus in iudicio*« und schrieb ihm im Prozeß die Mäßigung des *rigor iustitiae* zu.³¹ Damit gibt die Legende offensichtlich ein anderes Bild, eine andere Rangordnung von Ladislaus' Tugenden als die Chronik.

Nun hob aber die Legende im Unterschied zu der höchsten Tugend von Ladislaus in der Chronik, zur *pietas*, die *iustitia* nicht bloß als Kardinaltugend und auch als richterliche Gerechtigkeit hervor, sondern gab auch noch der *largitas* des Königs, seiner Eigenschaft als *munificus* den Vorrang. In quellenkritischer Sicht können wir eben diesem Umstand Bedeutung beimessen, insofern sich der Legendenschreiber an dieser Stelle mit der Einstellung der Chronik offen auseinandersetzt: »Wenngleich der fromme König mit Demut gewappnet war und groß an Barmherzigkeit, so war er doch hervorragend durch Freigebigkeit« (»Cum itaque ipse pius rex esset armatus humilitate, potens pietate, precipuus erat tamen largitate«). Unbestreitbar wird also hier der Vortrag der Chronik widerlegt, laut dessen Ladislaus »hervorragend an Barmherzigkeit, mildtätig in seiner Freigebigkeit« gewesen (»pietate precipuum, largitate munificum«). Das ist ein schwerlich zu bezweifelnder Beweis für das Primat der Chronik, was durch die Beziehung zu der als Quelle der Chronik nachgewiesenen Etym. des Isidorus (9,3,5) zur Gewißheit wird.

Isidorus

Regiae virtutes precipuae . . . iustitia et pietas

Chronik

pietate precipuum largitate munificum

Legende

potens pietate, precipuus tamen erat largitate

²⁹ Als letzte Quelle der Bestimmung sind teils der Rhetor ad Herennium (III, 2, 10) — »Iustitia est aequitas ius suum uni cuique tribuens pro dignitate cuiusque« —, teils die Digeste (I, 10) anzuführen: »Ulpianus libro primo regularum: Iustitia est constans et perpetua voluntas ius suum cuique tribuendi.« Vgl. zum ganzen Problem H. FICHTEAU: *Arenga*. MIOG. 1957. Ergänzungsbd. XVIII, S. 53 ff.

³⁰ Das selbstverständlich ist nicht die Spezialität der Ladislaus-Legende, denn schon ISIDORUS (Diff. II, 158) setzt *iustitia* mit »*dilectio dei et proximi*« gleich. Vgl. PL 83, col. 95.

³¹ SRH, Bd. II, S. 518: »Rigorem iustitiae lenitate temperans misericordie«.

B

In Anbetracht des Verhältnisses der Texte von Legende und Chronik kommt auch der Herkunft der rechtshistorisch charakteristischen gemeinsamen Wendung *misericordiae lenitas* die Bedeutung einer grundsätzlichen Frage zu. Um sie zu beantworten, seien die Quellen jener Sätze weiterhin untersucht, die in den beiden Fassungen den Kontext der *misericordiae lenitas* abgeben. Hier kann die rechtshistorische Analyse die Auffindung des ursprünglichen Kontextes fördern.

Der Satz in der Legende, nach welchem Ladislaus »befürchtete, bei der Prüfung der Gerichtssachen, er werde viel weniger urteilen als vielmehr abgeurteilt werden, und glaubte, seiner harre ein fürchterlicheres Urteil als jener, über die er Urteil spreche« (*»non tam iudicare quam iudicari timuit sibi que magis terribile iudicium imminere credebat, quam his qui ab eo iudicabantur«*), enthält im Vergleich zur Chronik ein beachtliches Mehr an text- und kulturhistorischen Belangen, insofern er nämlich einen umfangreichen Abschnitt des *römischen Rechts* birgt. Das Zitat stammt aus dem Cod. Iust. III, 1, 14. Diese *lex* mahnt die Richter: *»non magis alios iudicant, quam ipsi iudicantur, cum ipsis magis, quam partibus terribile iudicium est.«* Die Legende wandte diese *lex* wortwörtlich auf Ladislaus an, was an sich schon ein unwiderlegbarer Beweis für die Kenntnisse des Legendenschreibers im Bereich des römischen Rechts ist. Mit dieser *lex* begründete er, warum Ladislaus *misericordiae lenitas* übte. Ganz anders verfährt die Chronik: Hier wird statt eines Zitats aus dem römischen Recht eine ungleich markantere mittelalterliche Argumentierung geboten: »Ladislaus wußte, daß der König weniger regiert, als vielmehr regiert wird« (*»non tam regat, quam regatur«*). Dieser Fassung des ein Jahrtausend alten mittelalterlichen Gemeinplatzes in der Chronik steht von den sehr vielen möglichen Vorlagen und unter den mir bekannten ein Abschnitt aus dem Werk des Berner (Veroneser) *Ratherius* (10. Jahrhundert, *Praeloquiorum libri VI*) am nächsten,³² wenngleich es keineswegs sicher ist, daß der Chronist das Werk des *Ratherius* benutzte.

Des weiteren hat der Text der Chronik (»immerdar . . . in allen seinen Urteilen hatte er die Gottesfurcht vor Augen«/»semper . . . timorem domini pre oculis habuit in omnibus iudiciis«) eine Stelle aus dem zweiten Kapitel (»dei timorem semper pre oculis habens . . . iusta perpensans iudicia«) des Werkes *De rectoribus Christianis* von *Sedulius Scottus* zur Quelle.³³ Das Kennzeich-

³² »Quicumque proprium corpus subegerit nec eius passionibus turbare animam suam sector sui congrua vivacitate permiserit, is bene regia potestate se cohibens rex dicitur quod re regere noverit . . . Alius autem tanto lautius quanto succinctius inquit: 'Tu si animo regeris rex es, si corpore, servus . . .' Hinc etiam est, ut usu locutionis communi ea, que antiqua et cetera est, regia dicitur via, et regia vocatur porta, qua intratur in aulam . . .« (IV, 32; PL 136 f, rol. 283).

³³ PL 103, col. 296.

nendste für das Verfahren des Chronisten aber sehe ich darin, daß er im Zusammenhang mit Ladislaus' gottesfürchtigen Richtersprüchen seine Haltung beim Blutgericht hervorhob (»maxime in causis criminalibus, ubi ultio seu pena sanguinis irrogatur«) und diese Haltung in der Chronik als Erklärung für die *misericordiae lenitas* diene. Und damit sind wir an der Wurzel des Problems. Rechtsgeschichtlich ist nämlich am interessantesten, daß der Chronist jene *causae criminales* hervorhebt, in denen Bluturteile gefällt wurden, die *causae criminales* mit den Bluturteilen gleichsetzt und Ladislaus in diesen Sachen als Tugend die *misericordiae lenitas*, also eine ausdrücklich von Priestern geforderte Haltung zueignet. Der Wesenskern der Sache, die ursprüngliche Zusammengehörigkeit von *causae criminales* und *misericordiae lenitas*, sei durch die nachstehende rechtsgeschichtliche Sichtung erhellt.

Das Wesen der mittelalterlichen *causa criminalis* wurde von H. Brunner dargelegt, als er darauf hinwies, daß der Begriff von crimen, von causa criminalis durch die Art der Strafe bestimmt sei. Diese Ausdrücke seien unter römischem Einfluß in die fränkische Rechtssprache eingedrungen, ohne aber im römischen Sinne genommen zu werden. Im Unterschied zum spätrömischen Sprachgebrauch habe man nämlich unter *causae criminales* nur die *causae maiores* verstanden und diesen die *causae minores* oder *leviores* als minder strafbare Missetaten gegenübergestellt.³⁴ Diese Unterscheidung der Verbrechen nach den Arten der Bestrafung führte schon in fränkischer Zeit dazu, daß der Begriff *causae criminales* mit den durch Bluturteile geahndeten Verbrechen teilweise gleichgesetzt wurden. Ein beredter Beweis dafür ist das 845 von Lothar I. dem Kloster Novalèse gewährte Privileg. Demnach erhält der Abt über die familia ecclesiastica »omnem distictionem et iudicium providendum exceptis illis culpis criminalibus, de quibus sacerdotibus et monachis non est licitum iudicare«.³⁵ Dieses Verbot, worauf sich Kaiser Lothar bezog, war eine wichtige Institution des mittelalterlichen Kirchenrechts. Die toledanische Synode von 633 hatte beschlossen, daß Priester die Übertragung der Gerichtsbarkeit durch den Herrscher nur annehmen durften, wenn sie vorher durch Schwur ausbedungen hatten, keine Blut- bzw. Todesurteile zu fällen. Die toledanische Synode von 675 ging noch weiter, insofern sie bei Androhung des Verlustes aller Ämter und einer lebenslänglichen Haft den Priestern die Teilnahme an einem *iudicium sanguinis* untersagte. Diese Synodalbeschlüsse blieben keine partikulären Verbindlichkeiten für Hispanien, sondern beeinflussten in den folgenden Jahrhunderten maßgeblich die Entwicklung des Kirchenrechts. Beide wurden nämlich in eine Reihe von kirchlichen Sammlungen des 11–12. Jahrhunderts aufgenommen, so z. B. in das Decretum des Burckhard von Worms (entstanden 1008–12; l. 2 c. 149 und l. 1 c. 201), in das des Yvo

³⁴ Deutsche Rechtsgeschichte. Leipzig, 1892. Bd. II, S. 538–39.

³⁵ Ebd. S. 300, Anm. 65.

von Chartres (verstorben zwischen 1115—17; p. 6, c.222 und p. 5, c.315) und im ganzen Umfang in das Werk des Gratianus (c.29 und c.30 C.XXIII qu. 8).

Die deutsche Rechtsentwicklung im 10—11. Jahrhundert behielt den in fränkischer Zeit aufgekommenen Begriff der mit dem Bluturteil teils identifizierten *causa criminalis* bei, obschon zu dieser Zeit die Vorherrschaft der Sühnegerichtsbarkeit (Kompositionsgerichtsbarkeit) mit ihren Geldbußen das Blutgericht auf Fälle der handhaften Tat einschränkte. In den Sanktionen der im angehenden 12. Jahrhundert aufgekommenen Landfriedensgesetzgebung aber läßt sich eine beachtliche Verbreitung und Intensivierung der mit Halsurteilen verbundenen Kriminaljustiz feststellen. Diese Entwicklung erreichte ihren Höhepunkt in der Rechtsschöpfung des Friedrich Barbarossa.³⁶ Damit wurde die hohe Gerichtsbarkeit ihrem Wesenskern nach zur Blutsgerichtsbarkeit, und seither wurde nur noch diese als hohe angesehen. In dieser Hinsicht läßt sich im Reich eine besondere Entwicklung dort beobachten, wo die hohe Gerichtsbarkeit einem geistlichen Herrn oblag. Diese konnten wegen der Verbote des Kirchenrechts Bluturteile weder selbst fällen, noch vollstrecken noch den Blutbann an ihre Grafen und *advocati* (Vögte) weitergeben. Diese mußten also, nachdem ihnen der geistliche Landesherr die Gerichtsbarkeit übertragen hatte, den Blutbann vom Herrscher (König) erwirken. Solcherweise blieb die Gerichtsbarkeit der Klöster und der Klostervogteien bis zum Jahre 1298 mit dem Reich aufs engste verbunden, bis dann der Papst diese kirchenrechtliche Einschränkung in der Gerichtsbarkeit der geistlichen Territorialherren aufhob.³⁷ Die Bischöfe aber fanden schon ziemlich früh Mittel und Wege, um das erwähnte Verbot zu umgehen, wie dies aus dem Vorwurf Gerhohs von Reichersperg (1132—69), ersichtlich ist.³⁸

Der Begriff des *crimen* und das Verbot für Priester, sich an Blutgerichten zu beteiligen, war auch im Ungarn des 12. Jahrhunderts bekannt. Die Synode, die zur Zeit Kolomans tagte, verfügte nämlich, daß jeder Archidiakon im Besitz des *Breviarium Canonum* sein müsse, worunter man jedes zeitgenössische Handbuch (so z. B. auch das des Yvo) verstand (die auch das Verbot der priesterlichen Blutgerichtsbarkeit enthielten). Laut einer anderen Verfügung dieser Synode konnte ein geweihter Priester aus seinem Amt nur »super certis criminibus, ordine canonico« entfernt werden. Ein wichtiger, indirekter Beweis für die Verhältnisse der Kriminalgerichtsbarkeit im Ungarn des 12. Jahrhunderts ist die Verordnung von Papst Lucius III. (1181—85), daß im Gegensatz

³⁶ H. MITTEIS: *Der Staat des hohen Mittelalters*. Weimar, 1962⁷. S. 162—64 u. 242—43.
H. CONRAD: *Deutsche Rechtsgeschichte*. Karlsruhe, 1962.² Bd. I, S. 348—49, 438.

³⁷ Ebd. S. 376.

³⁸ »...quamvis legali, tamen seculari praesumant interesse iudicio sanguinis. Sed in fine quando iudicialis sententia datur, ad hoc se per momentum unius horae subtrahunt, ut sic videantur canonum scita servare, quae prohibent episcopos iudicio sanguinis interesse.«
Zitiert von: G. WAITZ: *Deutsche Verfassungsgeschichte*. Kiel, 1878. Bd. VIII, S. 21, Anm. 1.

zu der Praxis in Ungarn in Kriminalsachen von Geistlichen (»in rebus criminalibus«) keine weltlichen, sondern kirchliche Gerichte befinden sollen.³⁹

Das ist in kurzem Überblick der rechtsgeschichtliche Hintergrund jener *misericordiae lenitas*, die König Ladislaus laut der Chronik in Kriminalsachen bekundete. Diese *misericordiae lenitas* aber war in der mittelalterlichen Gerichtsbarkeit eine geradezu verbindlich erwünschte Haltung der Priester. Mit dem Kontext in der Chronik wird diese Wendung in ihre selbstverständlichen historischen und jurisdiktionären Zusammenhänge eingebettet, aus denen sie durch die Legende mit Streichung der charakteristischen Wendung »*cause criminales*« herausgegriffen und mit dem Zitat aus dem römischen Recht in einen gelehrten Kontext eingefügt wurde. So bin ich also am Schluß dieser Gedankenfolge wiederholt der Ansicht, daß wir in Erwägung der rechts- und kulturhistorischen Zusammenhänge den Vortrag der Chronik als ursprünglich und älter zu betrachten haben.

C

Mit der Feststellung des Umstandes, daß die Legende die ursprüngliche Fassung und Einstellung der Chronik änderte, indem sie die Freigebigkeit von Ladislaus in den Mittelpunkt rückte, wird auch die Klärung der Ursprünglichkeit jener gemeinsamen Abschnitte von Legende und Chronik gefördert, die die Etymologie des Namens Ladislaus (ung. László) enthalten.

Chronik

Erat enim magnus, secundum nomen suum maximum. Nam si ethymologie nominis eius alludamus, Ladizlaus quasi laus divinitus data populo dicitur. Laos enim populus interpretatur, dosis autem dans vel datio sive datum. Prima enim sillaba nominis eius laus est per paragogen.⁴⁰

Legenda minor

Erat enim magnus et munificus secundum nomen suum gloriosum. Nam si ethymologie nominis eius alludamus, Ladislaus quasi laus divinitus data populis dicitur. Laos enim populus interpretatur, dosis autem dans vel datum sive datio. Prima vero sillaba nominis eius laus est per paragogen.⁴¹

³⁹ Die zwei zitierten Kanones der Graner Synode s. bei L. ZÁVODSZKY: *A Szent István, Szent László és Kálmán korabeli törvények és zsinati határozatok forrásai* (Die Quellen der Gesetze und Synodenbeschlüsse aus der Zeit von St. Stephan, St. Ladislaus und Koloman). Budapest, 1904. S. 200 u. 205. Die Verordnung von Papst Lucius (X, 2, 1, 8) zitiert u. interpretiert von GY. BÓNIS: *Die Entwicklung der geistlichen Gerichtsbarkeit in Ungarn vor 1526*. ZRG Kan. Abt. Bd. LXXX (1963), S. 186–87.

⁴⁰ SRH, Bd. I, S. 404.

⁴¹ SRH, Bd. II, S. 516, Anm.*, S. 519 Anm.*, S. 520 Anm.*** Dieser Text enthalten in allen Varianten der Legenda minor, auch im Wiegendruck A. (Incunab. 463 in Országos Széchényi Könyvtár [= Nationalbibliothek Széchényi] Budapest.)

*Legenda maior**Cap. II*

Nam si ethymologie nominis eius alludamus, Ladislaus quasi laus divinitus data populis dicitur. Laos enim populus interpretatur, dosis autem dans vel datum sive datio. Prima vero sillaba nominis eius laus est per paragogen. Ipse quidem laus erat data populis . . .⁴²

Cap. V

Erat enim magnus et munificus secundum nomen suum gloriosum.⁴³

Interessant an den drei Textvarianten ist, daß hier die *Legenda minor* gleich an zwei Stellen der Chronik nähersteht als die *Legenda maior*: 1. Die größere Legende bringt den mit »erat enim magnus« anhebenden Satz von seiner Stelle in der Chronik und in der kleineren Legende sowie von der Einführung der Etymologie des Namens Ladislaus mehrere Seiten und Kapitel entfernt, 2. der in der Chronik und in der kleineren Legende umfangsgleiche und gleich endende etymologisierende Abschnitt wird in der *Legenda maior* weitergespult, und zwar mit der Wiederholung des um die Mitte dieses Abschnittes lesbaren Satzes (»ipse quidem laus data erat populis«).

Selbstverständlich ließe sich nicht behaupten, die Fassung der kleineren Legende entspräche durchaus jener der Chronik. Vielmehr ist hier hervorzuheben, daß die beiden Legendenfassungen im Unterschied zur Chronik im Hinblick auf die textliche Herkunft wichtige gemeinsame Besonderheiten aufweisen: 1. Beide Legendenfassungen wollen den an einer Stelle ziemlich schwerfälligen Vortrag der Chronik auf gleiche Weise flüssiger gestalten, indem sie statt des *enim* der Chronik das *vero* setzen; 2. verglichen mit dem Satz der Chronik, der zur Namensetymologie überleitet, enthalten die Legenden als charakteristisches Plus das Attribut *mildtätig, freigebig (munificus)*, und diese beiden Verschiedenheiten, vor allem aber das Attribut *munificus*, sind in der Beurteilung der Herkunft ausschlaggebend: beim Vergleich mit der Stelle des Isidorus hat sich als charakteristische Abänderung erwiesen, daß der Legenden-schreiber die *Freigebigkeit* in den Vordergrund rückte, d. h. wenn dieses Attribut in den Legenden, mit der Chronik verglichen, als Plus auftaucht, so ist das ein sicheres Zeichen dafür, daß die Legenden die ursprünglichere Textfassung der Chronik auch an dieser Stelle abänderten.

*

Nachstehend sollen nicht nur textkritisch aufschlußreiche Berührungspunkte zwischen Legende und Chronik nachgewiesen werden, vielmehr möchte ich aufgrund der Eigenheiten der Legendenfassung auf ein weiteres wichtiges

⁴² Ebd. S. 516.

⁴³ Ebd. S. 519.

Plus hinweisen, das sich in Anbetracht der klassischen Bildung über die Kenntnisse des römischen Rechts hinaus beim Legendenschreiber im Vergleich mit dem Chronisten nachweisen läßt.

In diesem Zusammenhang kann ich auf die Darstellung von König Béla I. (Adalbert I., 1060—63) in der Chronik und in der *Legenda maior* zurückgreifen.

Legenda maior

Cap. I

»per cuius (sc. Belae) industriam ingenii annis, quibus regnavit, . . . Pannonia ita . . . floruit, ut post tempora beati Stephani regis legibus, libertate, opulentia nunquam tam egregie enituit. In cuius quoque tempore *Ungaria magis ditior, quam antea cepit libertatis caput plenis copie cornibus extollere super ethera cunctasque fere regiones evincere divitiis, honore et gloria.*«⁴⁴

Chronik

Cap. XCIV

Hungaria quamplurimum locupletata super omnes circumadiacentes regiones caput extulit, vincens eas divitiis et gloria. Tunc . . . pauperes locupletabantur et divites gloriabantur.«⁴⁵

An dieser Stelle enthält die Ladislaus-Legende im Vergleich zur Chronik ein textkritisch und kulturhistorisch entscheidendes, zweifaches klassisches Plus. Von diesen beiden Mehrstellen wurde die Reminiszenz an Horaz schon früher festgestellt: die Stelle »plenis copie cornibus« geht auf die Zeile 59—60 des *Carmen Saeculare* zurück (»apparetque beata pleno copia cornu«). In diesem Satz der Legende ist aber auch eine andere klassische Spur nachweisbar: im Passus »Ungaria magis ditior quam antea cepit libertatis caput . . . extollere« sehe ich den Einfluß des Ciceronischen Satzes »antiqua libertas, quae . . . extollere iam caput . . . debebat« (Pro Cn. Plancio 33).

Die Vorlage für die viel einfacheren Worte der Chronik läßt sich am nächstliegenden im Liber Psalmorum finden, so z. B. im Ps 82, Vers 3—4: »extulerunt caput super populum tuum.«

Der Satz in der Chronik enthält nichts aus den klassischen Texten, d. h. wir können seine Beziehung zum Legendentext nicht so einschätzen, als hätte der Chronist die antiken Reminiszenzen der Legende verdorben oder ausgemerzt. Im puritanen Satz der Chronik, beruhend auf dem Psalterpassus, fehlt einfach jede Spur des antiken Plus. Vielmehr müssen wir feststellen, daß die relativ einfachen Worte des Chronisten vom Legendenschreiber durch Ent-

⁴⁴ Ebd. S. 515. In der Kleinen Legende nicht enthalten.

⁴⁵ SRH, Bd. I, S. 359.

lehnungen von Horaz und Cicero verbrämt wurden, wodurch er zugleich einen schlagenden Beweis dafür bot, wie sehr er in der antiken Literatur beschlagen war.

III

Nach der einhelligen Meinung unserer Fachliteratur entstand die Legende des hl. Ladislaus an der Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert.⁴⁶ Wir haben allen Anlaß, uns dieser Meinung anzuschließen. Die *Legenda minor* verweist nämlich ausdrücklich darauf, daß ihr Urheber (oder Redakteur) die Heiligsprechung des Ladislaus im Jahre 1192 als Zeitgenosse erlebte: »*Nostris quoque temporibus deus multis mirabilibus sanctum confessorem suum Ladislaum glorificavit. Nam anno domini millesimo centesimo nonagesimo secundo sanctum corpus eius canonizatum est. Tunc itaque ex causis superioribus lege nature mutata prevaricationem ordine regressibili sequi coepit habitus.*«⁴⁷ Laut E. Bartonieks Feststellung kann die *Legenda minor* vor der *maior* entstanden sein. Mag nun der Hinweis auf die Heiligsprechung — »*nostris temporibus*« — ein selbständiger Einschub oder aber vielleicht aus der Urlegende übernommen sein, jedenfalls begründet diese Stelle, die Abfassung der Legende in die Zeit der Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert zu setzen.

Diese Zeitbestimmung legt hinsichtlich der Entstehung der mit der Legende zusammenhängenden Stellen der Chronik weitere wichtige Folgerungen nahe. Ich habe mehrere verwandte Abschnitte von Chronik und Legende in ihrem gegenseitigen Bezug untersucht, die nach dem Wesen ihres Verhältnisses eine sichere Beurteilung der Übergabe und der Übernahme von Texten ermöglichten. Meine Analyse hat in allen Fällen der analysierten textlichen Bezüge zu dem Ergebnis geführt, daß die verwandten Abschnitte aus der Chronik in die Legende übernommen wurden und nicht umgekehrt. Hierbei muß auch deutlich geworden sein, daß alle Argumente, die sich für den entgegengesetzten Standpunkt, d. h. für die übergebende Funktion der Legende und für die Übernahme durch die Chronik aussprachen, samt und sonders auf Mißverständnissen, auf sachlichen und textkritischen Irrtümern beruhen. Die Ergebnisse der Analyse dieser untersuchten textlichen Bezüge sind hinlänglich gestützt, um sie zu verallgemeinern und diese Einsichten auch auf die Einschätzung jener textlichen Zusammenhänge auszudehnen, die an sich über ihren Ursprung keine direkten Aufschlüsse bieten. Darum sind die zwischen

⁴⁶ Z. B. die einleitende Studie von BARTONIEK s. SRH, Bd. II, S. 511, des weiteren J. HORVÁTH: *Árpád-kori latinnyelvű irodalmunk stílusproblémái* (Stilprobleme unserer lateinischen Literatur der Arpadenzeit). Budapest, 1954. S. 188. Davon ausgehend, daß die Legende König Andreas I. erwähnt (vgl. SRH, Bd. II, S. 515), meint Csóka mit Recht, auch die Herrschaft von Andreas II. sei dem Legendenschreiber bekannt gewesen, und datiert die Entstehung der Legende aus dem ersten Jahrzehnt der Herrschaft von Andreas II. (1205—35), a. a. O. S. 259.

⁴⁷ SRH, Bd. II, S. 525 u. ebd. Anm.***, v u. w

der Chronik und der Legende feststellbaren verwandten Abschnitte meines Erachtens *durchwegs* mit der Übernahme dieser Abschnitte aus der Chronik durch die Legende zu erklären. Alle gegensätzlichen Versuche stoßen auf unvermeidliche textkritische Hindernisse.

Eben darum ist zumindest im Hinblick auf die textlichen Bezüge der Ladislaus-Legende die Annahme falsch, es sei im zweiten Jahrzehnt des 13. Jahrhunderts mit Verwendung der Legende eine Chronik zusammengestellt worden.⁴⁸ Insbesondere aber sind solche Feststellungen wie »die mit den Visionen und Gesichtern zusammenhängenden legendären Geschichten wurden ... nach der 1192 erfolgten Heiligsprechung um die Gestalt des Königs Ladislaus gewoben« (dies in Hinblick auf die Chronik)⁴⁹ und »der Vortrag über die Herrschaft von Salomon, Gizzo [I. 1074—1077] und Ladislaus wurde im wesentlichen von einem Schreiber ... am Anfang des 13. Jahrhunderts erstellt«⁵⁰ unbegründet und können literaturgeschichtlich wie ideengeschichtlich auf den Holzweg führen.

Unter den mit der Ladislaus-Legende textlich nicht zusammenhängenden, jedoch auf Ladislaus' Taten bezüglichen Details der Chronik liegt mit Hinblick auf die Methodik in dem Abschnitt über das Gesicht vor der Schlacht bei Mogyoród (1074) und dessen Erklärung eine wichtige Erzählung vor.⁵¹ Csóka hält diesen Abschnitt mit doppelter Begründung für eine Darstellung aus dem 13. Jahrhundert: sowohl, weil sie Ladislaus eine wundersame Rolle zuschreibt, als auch darum, weil er in ihr einen staatsrechtlichen Niederschlag der Fehden um die Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert sucht. Hier seien diese beiden Aspekte des näheren untersucht.

A

Im allgemeinen geht der Verehrung des Heiligen das Aufkommen des Glaubens an Wunder voraus und die der heiligzusprechenden Person schon früher zugeeigneten Zeichen und Wunder waren ein wichtiges Element der bei der Heiligsprechung erforderlichen »fama sanctitatis«. Eben darum mußten alle, die sich für die Heiligsprechung einsetzten, schon bei der Aufnahme des Verfahrens im Besitz von der Kunde über ungewöhnliche Taten sein, die sie für geeignet hielten, um mit ihnen die Heiligkeit der so zu ehrenden Person

⁴⁸ Csóka, a. a. O., S. 527—62.

⁴⁹ Ebd. S. 557.

⁵⁰ Ebd. S. 549.

⁵¹ Kap. 120: »... clara die vidit beatus Ladizlaus visionem de celo et ait ad Geysam ducem fratrem suum: 'Vidisti aliquid?' Qui respondit: 'Nihil.' Tunc Beatus Ladizlaus subiunxit: 'Dum staremus hic in consilio, ecce angelus Domini descendit de celo portans coronam auream in manu sua et impressit capiti tuo, unde certus sum, quod nobis victoria donabitur et Salomon exul fugiet debellatus extra regnum. Regnum vero et corona tibi tradetur a Domino.' SRH, Bd. I, S. 388.

zu stützen. Die Aussichten auf die Heiligsprechung waren um so größer, je mehr Berichte über ungewöhnliche Taten produziert wurden. Des weiteren war es dann eine Aufgabe des Verfahrens der Heiligsprechung, solche Informationen vom Standpunkt der Kirche als glaubwürdig zu beurteilen, zu sichten und auszuwählen. Die Tatsache der Heiligsprechung verbreitete selbstverständlich in noch weiteren Kreisen und nunmehr offiziell die Verehrung der kanonisierten Person und konnte somit die Kunde der ihr zugeeigneten Zeichen und Wunder noch vermehren, jedoch die Heiligsprechung war *nicht* der Ansatzpunkt zur Verehrung der betreffenden Person als Heiligen und zu ihrem Ruf der Wundertätigkeit. Vielmehr war die Heiligsprechung üblicherweise bloß die offizielle Anerkennung des in einem gewissen Rahmen bereits vorhandenen Kultes. In dieser Hinsicht bietet auch die kleinere Legende eine bestimmte Orientierung, insofern sie unter den Berichten über die Zeichen und Wunder des heiligen Ladislaus vor und nach seiner Heiligsprechung unterscheidet. Eben darum kann man die über Ladislaus in der Chronik nachlesbaren wunderbaren Begebenheiten einfach unter dem Hinweis, daß sie »wundersam« waren, nicht a priori als in ihrem Ursprung nach der Kanonisierung entstanden bezeichnen.

Des weiteren waren die Gewinnung der göttlichen Offenbarung, der Inbesitz der Fähigkeit zur Prophezeiung, die Ausübung von Gesichten oder von christlichen Tugenden in heroischem Maße sowie die Kunde von all dem im Mittelalter keineswegs der Vorzug jener Personen, die als Heilige verehrt wurden. Solche Umstände konnten gegebenenfalls, aber keineswegs zwangsläufig, auch zum Aufkommen der »fama sanctitatis« führen. Ein beredter Beweis dafür ist in der Hartvikschen Lebensbeschreibung des Königs Stephan die Geschichte der Einsiedlerin Karitas. Laut Hartvik spielte sie bei der Heiligsprechung von König Stephan eine wichtige Rolle, insofern sie mit Berufung auf die »ihr durch den Himmel gegebene Offenbarung« (»revelatione sibi celitus facta«) dem heiligen Ladislaus als Bedingung der Emporhebung des Leibes von Stephan die Freilassung Salomons nannte.⁵² Ebenso kann aus Hartviks Werk das Traumgesicht der Mutter Stephans angeführt werden.⁵³ Trotzdem schrieb Hartvik der Einsiedlerin Karitas keine *Heiligkeit* zu, sondern hielt nur die über sie bzw. über ihr Ansehen 1083 angeblich bekundete Meinung fest: »cuius vite percelebris tunc temporis opinio ferebatur«;⁵⁴ ebensowenig wollte er Stephans Mutter heiligsprechen lassen.

Im Falle der Könige und der Angehörigen des königlichen Geschlechts hat man sich ganz besonders davor zu hüten, die Tradition der ihnen zugeschriebenen wundersamen, menschliche Kräfte übersteigenden Taten ohne weiteres

⁵² SRH, Bd. II, S. 434.

⁵³ Ebd. S. 406.

⁵⁴ Ebd. S. 434.

als Zeugnisse ihres heiligen Rufes vor den Zeitgenossen oder vor der Nachwelt zu betrachten.⁵⁵

Was nun Ladislaus anbelangt, so findet sich im Werk des Anonymus Gallus für die in den ersten Jahrzehnten des 12. Jahrhunderts aufgekommene, einschlägige Meinung ein wichtiges Dokument. Dementsprechend habe Ladislaus nach Vertreibung Salomons den Thron mit Hilfe seines polnischen Oheims Boleslaw besteigen können. Ladislaus sei ein König »eminens corpore« und »affluens pietate« gewesen, und der Autor weiß zu berichten, »dicunt talem numquam regem Ungariam habuisse, neque terram iam post eum fructuosam sic fuisse«.⁵⁶

Es ist eine wichtige Frage, ob dieser Beleg als ein Zeugnis für die ungarische Meinung über Ladislaus betrachtet werden kann. Gewiß wird Ladislaus als ein Herrscher »eminens corpore« und »affluens pietate« auch in der ungarischen Tradition nachdrücklich hervorgehoben, und die ihm zugeschriebene Fruchtbarkeit des Bodens ist vor allem die des ungarischen Landes. So darf man auch die Quelle des auf ihn bezogenen Glaubens hauptsächlich unter den Bestellern oder Herren des ungarischen Landes suchen. Darum dürfte die von Anonymus Gallus belegte Kunde nicht nur polnische, sondern auch ungarische Traditionen bewahrt haben. Die Bestimmung der Eingliederung und des Charakters dieser Kunde unter den auf Ladislaus bezüglichen Traditionen kann durch den Vergleich mit ähnlichen nicht auf ihn bezogenen Daten weitgehend gefördert werden. In einer ganz allgemeinen Form enthält so etwas ein Text liturgischer Art, das berühmte Weihegebet *Prospice, Omnipotens* verschiedener Krönungsordines, überliefert als Königssegens schon in den fränkischen Sakramentaren des 8. und 9. Jahrhunderts: »tribuas ei de rore coeli et de pinguedine terrae habundantiam frumenti et vini et olei et omnium frugum opulentiam, ex largitate divini muneris longa per tempora, ut illo regnante sit sanitas corporis in patria, pax inviolata sit in regno . . .«

Eine solche sächsische Tradition des 12. Jahrhunderts ist über König Lothar im Vortrag der *Annales Patherbrunnenses* überliefert: »Cuius regis tempora iocunda fuere. Nam bona aeris temperie, omnigena terrae fertilitate, cunctarum rerum copia non solum per regnum, set et paene per totum mundum exuberabat.«⁵⁷ Laut eines Briefes von Alkuin, dem Getreuen Karls des Großen, »regis bonitas totius est gentis prosperitas, victoria exercitus, aeris temperies, terrae habundantia, filiorum benedictio, sanitas plebis«.⁵⁸ Die kirchlichen Autoren des 7–8. Jahrhunderts gehen sehr ausführlich auf die segnungs-

⁵⁵ Vgl. die grundlegende Arbeit von M. BLOCH: *Les Rois thaumaturges*. Publications de la faculté des lettres de l'Université de Strasbourg. Fasc. 19.

⁵⁶ GOMBOS, a. a. O., Bd. I, S. 488.

⁵⁷ Zitiert von W. SCHLESINGER: *Die Anfänge der deutschen Königswahlen*. Beiträge zur deutschen Verfassungsgeschichte des Mittelalters. Göttingen, 1963. Bd. I, S. 157–58, Anm. 87.

⁵⁸ Zitiert von SCHLESINGER ebd.

reichen und die verderblichen Folgen der Herrschaft eines *rex bonus* bzw. *re: iniquus* ein.⁵⁹

Alle diese Quellen zeigen deutlich, daß man die König Ladislaus zugeschriebenen Fähigkeiten zur Sicherung guter Erträge ebensowenig als ein Merkmal der Heiligkeit betrachtete wie beispielsweise im Falle König Lothars. Wohl sah man darin eine ungewöhnliche, außerordentliche Gabe, jedoch diese nicht als Folge der *Heiligkeit*, sondern als die der Eigenschaft als guten Königs, der *bonitas regis*. Die Vorstellung des gute Erträge gewährleistenden, guten Königs war aus den vorchristlichen magischen Glaubensvorstellungen in die Gedankenwelt sowohl der kirchlichen Autoren als auch der christlichen Laien übergegangen und wirkte dann, bereits mit christlichen Elementen angereichert, weiter. In der vorchristlichen Zeit wurde vom Herrscher, vom König gleichsam erwartet, den Wohlstand und das Glück des Volkes zu mehren, so auch bei den Burgunden. Diese setzten, wie der um die Wende vom 4. zum 5. Jahrhundert verstorbene Ammianus Marcellinus an einer Stelle erwähnt (28, 5, 14), im Falle von Mißglück im Kriege oder Mißernte den König ab.⁶⁰ Und nach einem Bericht erteilte der Franzosenkönig Philipp August 1214 vor der Schlacht bei Bouvines seinen Kriegern auf ihre Bitte hin den *Segen*.^{60a} Oft wurde den keineswegs heiliggesprochenen Herrschern die Gabe der Heilung zugeeignet, und nur die Meinungen über den Ursprung dieser Fähigkeit gingen auseinander. Diese Eigenschaft wurde von den Königen Frankreichs im 11. und 12. Jahrhundert, aber auch später durch Zeitgenossen als persönliche Erfahrung vermeldet, so z. B. durch Guibert von Nogent⁶¹ über Philipp I.

⁵⁹ So z. B. sagt PSEUDO-CYPRIANUS in *De XII abusivis saeculi* über den König: »Pax populorum est, tutamen patriae . . . munimentum gentis, cura languorum gaudium hominum, temperies aëris, serenitas maris, terrae fecunditas, solacium pauperum, hereditas filiorum et sibimetipsi spes futurae beatitudinis.« Hrg. von S. HELLMANN in: *Texte und Untersuchungen zur Geschichte der altchristlichen Literatur*, Leipzig, 1910. 3. Reihe, Bd. IV, S. 53; danach zitiert von EWIG, a. a. O., S. 38, Anm. 131. Laut PSEUDO-CYPRIANUS ruft der *rex iniquus* vielerlei *adversitas* hervor, z. B.: »servitia populorum prepediuntur . . . hostium incursus provincias undique vastant . . . regis iniustitia non solum presentis imperii faciem fuscant, sed etiam filios suos et nepotes, ne post se regni hereditatem teneant.« Zitiert von EWIG, a. a. O., S. 38, Anm. 134. Wegen des *rex iniquus* kommt es auch zu verschiedenen Naturkatastrophen: »terrarum quoque fructus diminuuntur . . . multi et varii dolores prosperitatem regni inficiunt, carorum et liberorum mortes tristitiam conferunt . . . bestiae armentorum et pecorum greges dilacerant, tempestates aeris et hiemispermia turbata terrarum fecunditatem et maris ministeria prohibent et aliquando fulminum ictus segetes et arborum flores et pampinos exurunt.« Zitiert von EWIG, a. a. O., S. 38.

⁶⁰ SCHLESINGER, a. a. O., ebd.

^{60a} » . . . petierunt milites a rege benedictionem, qui manu elevata oravit eis a Domino benedictionem.« Aus der Chronik des GUILIELMUS BRITO, zitiert von H. KÄMPF: *Pierre Dubois und die geistigen Grundlagen des französischen Nationalbewußtseins um 1300*. Beitr. z. Kulturgesch. d. MAs u. d. Ren. Leipzig—Berlin, 1933. Bd. 54, S. 32.

⁶¹ »Quid, quod dominum nostrum Ludovicum (VI) regem consuetudinario uti videmus prodigio? Hos plane, qui scrophas circa iugulum aut uspiam in corpore patiuntur, ad tactum eius, superadito crucis signo, vidi catervatim me cohaerente et etiam prohibente concurrere. Quos tamen ille ingenua liberalitate serena ad se manu obuncans humillime consignabat. Cuius gloriam miraculi, cum Philippus pater eius alacriter exerceret, nescio quibus incidentibus culpis amisit.« PL, 156, col. 616, zitiert von BLOCH, a. a. O., S. 220, des weiteren von P. E. SCHRAMM in ZRG, Kan. Abt., Bd. XXV (1936), S. 317, Anm. 1. Über Ludwig IX. den

(1060—1108) und Ludwig VI. (1108—37). Er bezeichnete die Heilung von Skrofulose durch den König geradewegs als »übliches Zeichen und Wunder« (»consuetudinarium prodigium«), und den Rückfall schrieb er »ich weiß nicht, welchen begangenen Sünden« (»nescio, quibus incidentibus culpis«) zu. Peter von Blois, der Kleriker am Hofe des englischen Königs Heinrich II. (1154—89), war der Ansicht, es sei ein Zeugnis für die Auswirkungen der Salbung, wenn der König durch Handauflegen Skrofulose und die Entzündung der Weichen heilen könne, wovon sich auch jeder überzeugen könne, denn durch das Sakrament der Salbung werde der König ein Gesalbter des Herrn.⁶²

Im Hinblick auf die Einschätzung der Verehrung als Heiliger sind die verschiedenen Erklärungen für die wiederholte Heilung von Skrofulose durch den englischen König Eduard den Bekenner interessant. Seine Kanonisationsbulle wurde 1161 ausgefertigt, die Translation erfolgte 1163. Schon im angehenden 12. Jahrhundert waren seine Wunder bekannt. Um 1125 tadelte Wilhelm von Malmesbury die Unwissenheit aller, die die heilende Kraft Eduards bei Skrofulosefällen nicht seiner persönlichen Heiligkeit, sondern der im Herrschergeschlecht erblichen Gabe, dem Königsheil zuschrieben.⁶³ Dieser Hinweis ist ein aufschlußreiches Beispiel dafür, wie der zweifellos vorhandene Glaube an Wunder, der die als wundersam bezeichneten Erscheinungen eben nicht im kirchlichen Sinne interpretierte, zum Beweis für die Heiligkeit wurde.

Heiligen wurde von seinem etwa zeitgenössischen Biographen GOTTFRIED VON BEAULIEU als besonderes Merkmal aufgezeichnet, daß er anders als die übrigen französischen Könige durch das Zeichen des Kreuzes heilte: »In tangendis infirmitatibus, quae vulgo scrophae vocantur, super quibus curandis Franciae regibus Dominus contulit gratiam singularem, pius rex modum hunc praeter reges caeteros voluit observare: Cum alii reges praedecessores sui tangendo solummodo locum morbi, verbi ad hoc appropriata et consueta proferrent, quae quidem verba sancta sunt atque catholica, nec facere consuevissent aliquod signum crucis, ipse super consuetudinem aliorum hoc addit, quod — dicendo verba super locum morbi — sanctae crucis signaturam imprimebat, ut sequens curatio virtuti crucis attribueretur potius, quam regiae maiestati.« Zitiert von KÄMPF, a. a. O., S. 37. Eine Predigt des GUILLAUME DE SAUQUEVILLE vom Ende des 13. Jahrhunderts besagt: »quilibet heres Francie ex quo inunctus et coronatus habet specialem gratiam et virtutem a deo, quod tactu manus suae curat infirmos. Propter quod habentes infirmitatem regiam veniunt ad regem de multis locis et terris diversis.« Zitiert von KÄMPF, a. a. O., S. 34. Sehr interessante Daten berichten über die Heilungen von Philipp IV. dem Schönen (1285—1314). Es blieben nämlich die Aufzeichnungen des königlichen Finanzbeamten RAINALD DE ROYE über jene Spenden erhalten, die die Heilungsuchenden (unter ihnen auch Mönche) vor ihrer Heimkehr erhielten, wobei auch die Heimat der Geheilten vermerkt wurde. Vgl. BLOCH, a. a. O., S. 105 ff., und KÄMPF, a. a. O., S. 37. Als König Philipp im Sterben lag, weihte er seinen Sohn — so IVO VON ST. DENIS — wie folgt in das Geheimnis der wundersamen Heilungen ein: »primogenitum iterum ad se vocatum secretius, presente scilicet confessore instruxit de modo tangendi infirmos, dicens ei sancta et devota verba, quae in tangendo infirmos dicere fuerat assuetus. Similiter docuit eum, quod cum magna reverentia sanctitate et puritate deberet illum contactum infirmorum et mundis a peccato manibus exercere.« Vgl. KÄMPF, a. a. O., S. 38. THOLOMEUS VON LUCCA (†1326/27) zeichnete ähnliche Überlieferungen nicht nur über die französischen Könige, sondern auch über Karl von Anjou und den englischen König auf: »... ex speciali divina influentia super eos ex ampliori participatione entis singularis habeant virtutem, super populum egretudine laborantem, ut sunt reges Francie, dominus noster rex Carolus, et de rege Anglie fertur.« Vgl. KÄMPF, a. a. O., S. 34.

⁶² BLOCH, a. a. O., S. 41, des weiteren: P. E. SCHRAMM: *Die Geschichte des englischen Königtums im Lichte der Krönung*. Weimar, 1937. S. 126.

⁶³ Ebd. S. 125.

In diesem Zusammenhang gesehen, läßt sich von der durch Anonymus Gallus vermittelten Kunde über Sankt Ladislaus sagen, daß Ladislaus schon 60—70 Jahre vor seiner Kanonisierung nicht nur im Rufe eines außerordentlichen Herrschers stand, sondern ihm auch übermenschliche magische Fähigkeiten zugeschrieben wurden. Das ist ein wichtiges und frühes Zeugnis über die Ladislaus-Verehrung in der Zeit von Koloman und Stephan II. (1116—31) und überliefert ein Element dieser Vorstellungen, das noch nicht zum Beweis der Heiligkeit des Ladislaus umgewertet wurde, obschon man es als ein wunderbares Moment bezeichnen kann. Demnach wurden Ladislaus schon zeit Kolomans und Stephans II. übermenschliche Fähigkeiten zugeschrieben. Die schriftliche Festlegung der an Ladislaus anschließenden wunderbaren, »legendären« Begebenheiten der Chronik, wie z. B. die Vision der Krone vor der Schlacht bei Mogyoród und auch deren Bedeutung, läßt sich also unter dem Hinweis auf ihren bloß »legendären« Inhalt nur unbegründet in die Zeit nach der Kanonisation setzen.

B

Sehen wir nun, ob dieses Kapitel der Chronik ideengeschichtlich oder verfassungshistorisch ein typisches Merkmal aufweist, aufgrund dessen es sich mit Sicherheit ins erste oder zweite Jahrzehnt des 13. Jahrhunderts setzen ließe. In dieser Hinsicht schreibt Csóka dem Satz der Erzählung »regnum . . . et corona tibi tradetur a domino« gleich im doppelten Sinne zeitbestimmende Wertigkeit zu. Seiner Meinung nach fand die der Krone zugeschriebene Rolle im öffentlichen Bewußtsein als verfassungsrechtlicher Niederschlag der Fehden zwischen König Emmerich (1196—1204) und seinem jüngeren Bruder Andreas Verbreitung, und er bezeichnet einen Abschnitt der Hartvikschen Legende als Voraussetzung dieser Auffassung und die Legende als Quelle der Chronik.

Csókas Argumentierung steht und fällt recht eigentlich mit der Beurteilung des der Hartvikschen Legende zugeeigneten Quellencharakters, und das wiederum führt zwangsläufig zu der Frage, inwiefern die von ihm als Ansatzpunkt der Beweisführung gewählte Erzählung Hartviks in ihrer Auffassung ursprünglich sei und wie sie sich zu ihren nachweisbaren Voraussetzungen verhalte.

In der Stelle »regnum . . . et corona« des Kapitels der Chronik sucht Csóka den Einfluß von Hartvik, weil dieser, wie er meint, »die Tatsachen der Krönung und des Königtums, der Herrschaft über das Land, in eine wesentliche Wechselbeziehung brachte: ‚cui . . . corona debetur et regnum‘. Das regnum, der Besitz von Königtum, von königlicher Macht, war also durch die corona, die Tatsache, den Akt der Krönung bedingt. Sankt Stephan wurde durch die Krönung König von Ungarn: erst dann nannte ihn Hartvik *rex*.«⁶⁴ »Staats-

⁶⁴ CSÓKA, a. a. O., S. 423 und 557.

rechtlich schuf Hartvik an dem Punkt etwas Neues und Bedeutendes, wo er diese Auffassung in die Zeit des hl. Stephans zurückblendete und sie so vortrug, daß demnach Ungarn erst seither ‚regnum‘ und auch Sankt Stephan erst seither ‚rex‘ sind, da er mit der vom Papst verliehenen Krone gekrönt wurde.⁶⁵ Laut Csóka findet man eine typisch frühere gegensätzliche Auffassung und Wendung als die Hartviks in der kleineren Legende des hl. Stephan, in der nicht nur der noch ungekrönte Großfürst Stephan, sondern auch sein Vater Geysa (Gizzo) konsequent als ‚rex‘ auftreten (SRH II, 394^{13, 22}; 395^{20, 23}), und auch der Verfasser der größeren Legende behauptete, daß der hl. Stephans ‚regali nutritus educatu‘ war (381₅).⁶⁶

Hier steckt die Kardinalfrage darin, ob die von Hartvik in seinem Werk vorgetragene Auffassung von der zum König weihenden Wirkung der Krönung tatsächlich seine eigene Trouvaille war, wie sich diese Meinung zur Einstellung und Terminologie der früheren Quellen verhält und worin im Vergleich zu diesen Hartviks wirkliche Neuerung besteht. Die Bilanz, die Csóka gezogen hat, ist nicht exakt genug. Die Gegenüberstellung mit der kleineren Stephans-Legende — sie stammt nach allgemeiner Auffassung ebenfalls aus der Zeit Kolomans — aufgrund von Bartonieks Einsichten ist richtig. Daraus ist auch zu ersehen, daß die Ansichten über die Bedeutung der Krönung zeit der Herrschaft Kolomans ebenfalls nicht einhellig waren.

Unannehmbar aber ist in diesem Zusammenhang das Ergebnis des Vergleichs mit der um 1080 aufgesetzten und von Hartvik als Quelle benutzten sogenannten größeren Stephans-Biographie. Csóka hat nämlich mehrere wichtige Stellen der größeren Stephans-Legende nicht in Betracht gezogen, aus denen sich mit Gewißheit feststellen läßt, was für eine Auffassung der um 1080, also früher als Hartvik tätige Autor über den Zusammenhang von Krönung, *rex* und *regnum* (im Sinne von Königtum) vertrat.

Über die Natur der Herrschaft des Großfürsten Geysa (†997) enthält die *Legenda maior* folgende sehr an Hartvik gemahnende Äußerungen: »Erat . . . princeps quartus ab illo, qui ingressione Hungarorum in Pannoniam dux primus fuit, nomine Geisa.«⁶⁷ Und dann nennt er Geysa *dux* und *princeps*,⁶⁸ niemals *rex*, sein Land aber *principatus*.⁶⁹

Bei der Einschätzung der Ursprünglichkeit Hartviks ist aber die Beachtung der folgenden Stelle in der *Legenda maior* noch interessanter: »Quinto post patris obitum anno . . . benedictionis apostolice litteris allatis presulibus cum clero, comitibus cum populo laudes congruas acclamantibus dilectus deo

⁶⁵ Ebd. S. 195.

⁶⁶ Ebd. S. 194. Vgl. zu diesem Problem: E. BARTONIEK: *Corona és regnum* (Corona und regnum). Századok 1934. Des weiteren: J. KARPAT: *Corona Regni Hungariae im Zeitalter der Arpaden*. In: *Corona Regni*. Hrg. M. HELLMANN. Weimar, 1961. S. 259–60.

⁶⁷ SRH, Bd. II, S. 378–79.

⁶⁸ Ebd. S. 380.

⁶⁹ Ebd.

Stephanus rex appellatur et unctione crismali perunctus, diademate regalis dignitatis feliciter coronatur . . . Ad consortium vero regni . . . Gillam nomine sibi in matrimonio sociavit, quam unctione crismali perunctam gestamine coronae sociam esse notificavit.⁷⁰ Als hätte der Schreiber diese Sätze aus einem Krönungsordo übernommen!

Alle diese Fassungen der größeren Legende entsprachen so sehr Hartviks Ansichten über die Krönung und *die zum König weihe Wirkung der Krönung*, daß er sie in seine Arbeit übernahm und seine eigene Trouvaille, die ausführliche Beschreibung von Astriks Fahrt nach Rom, in die zitierten Details der *Legenda maior* einbettete.⁷¹

Es fragt sich nun, ob sich in der größeren Stephans-Legende Textstellen finden, die bezeugen, daß ihr Autor den Herrscher doch nicht aufgrund der Krönung als König betrachtet hätte. Eine solche Untersuchung kann sich vor allem auf jene Wendungen der *Legenda maior* gründen, die eine klare Feststellung von Hartviks Quellenbehandlung ermöglichen. Wir wollen nun diese Stellen aufgrund von Bartonieks Hinweisen sichten.

a) Großfürst Geysa bot »Christianis regnum (bei Hartvik: *ducatum*) suum intrare volentibus«⁷² Sicherheit und Gastfreundschaft.

b) Stephan wuchs »regali (bei Hartvik: *diligenti*) nutritus educatu« auf.⁷³

c) Nachdem Stephan erwachsen war, setzte ihn sein Vater als seinen Nachfolger ein: »post se regnaturum populo prefecit (bei Hartvik: *ebenso*)«.⁷⁴

d) Nach Geysas Tod schuf Stephan mit den Nachbarn einen festen Frieden »regno denique Pannonico beati iuvenis nutu attendente (bei Hartvik *übergangen*)«.⁷⁵

e) Und weiter: »Et quoniam Pannonia beati pontificis Martini nativitate gloriatur, cuius etiam patrocinantibus meritis rex (bei Hartvik: *vir*) Christo fidelis . . . de hostibus victoriam reportaverat . . . iuxta fundum sancti presulis . . . sub titulo ipsius monasterium construens, possessionibus et redditibus cunctisque sufficientiis ditavit.«⁷⁶

Sehen wir vorerst den unter e zitierten Satz, der hier am gewichtigsten erscheint. Wohl war Stephan noch nicht König, als er Koppány besiegte, nach dem Zeugnis des Stiftungsbriefes der Erzabtei Martinsberg (Pannonhalma) war er jedoch bereits gekrönt, als er die Rechte des Klosters endgültig festlegte. Davon handelt der Hauptsatz des obigen Zitats, und der Autor bezeichnet bei der Beschreibung der einschlägigen Handlung und der Aufzählung der Privilegien des Klosters Stephan mit Recht als König. Er ist das gemeinsame

⁷⁰ Ebd. S. 384.

⁷¹ Ebd. S. 414–15.

⁷² Ebd. S. 379; bei Hartvik ebd. S. 404.

⁷³ Ebd. S. 381; bei Hartvik ebd. S. 407.

⁷⁴ Ebd.

⁷⁵ Ebd. S. 381.

⁷⁶ Ebd. S. 383–84.

Subjekt des über die von ihm bereits als König wahrgenommenen Gnadenakte berichtenden Hauptsatzes und des vom Sieg über Koppán — den er noch als *Großfürst* erfocht — berichtenden Nebensatzes. Darum läßt sich dem Legenden-schreiber rechtens kaum »übelnehmen«, daß er zwischen den zwei Würden, die sein Held bei den zu unterschiedlicher Zeit erfolgten Handlungen des Haupt- und des Nebensatzes innehatte, an dieser Stelle keinen Unterschied machte, und die Sache läßt sich nicht dahingehend interpretieren, daß laut des Legenden-schreibers Stephan schon vor der Krönung König gewesen sei.

Was Stephans »regalis« Erziehung anbelangt, so können wir das mit der Bedeutung »dem König angemessen, königlich im Sinne von herrscherlich, herrschaftlich« interpretieren, und dies um so mehr, als dem Text nach Geysa durch ein heiliges Gesicht wußte, daß sein Sohn *König* sei werde.⁷⁷ Der Autor der Legende betont hier, daß sein Held auch kraft seiner Erziehung auf das Königtum entsprechend vorbereitet war.

Den richtigen Sinn der unter *a*, *c* und *d* angeführten Belege können wir von *c* ausgehend am besten erschließen. Demnach wurde Stephan von seinem Vater an die Spitze des Volkes gestellt, auf daß er nach ihm »regiere«. Diese Stelle wurde von Hartvik ohne Änderung übernommen, d. h. in der Wendung entdeckte auch er keinen Bedeutungsinhalt, der auf *die Herrschaft als König* verwiesen hätte, er hielt sie also für hinlänglich neutral. Das Verb *regnare* taucht mit einer Bedeutung, die seiner hiesigen verwandt ist, auch in einem Abschnitt des Tihanyer Stiftungsbriefs von 1055 auf: »regnante prefato victoriosissimo principe [Andrea] anno regni sui VIII et cum eo nobilissimo duce B[ela].«⁷⁸ Der Wortgebrauch des Stiftungsbriefes beweist, daß nach der in Ungarn im 11. Jahrhundert geläufigen Auffassung nicht nur der König, sondern auch der *dux* »regnat«, d. h. man kann an dieser Stelle dem Autor der *Legenda maior* gewiß nicht unterstellen, er habe den Unterschied zwischen *rex* und *dux* übersehen oder durcheinandergebracht. In dem Sinne jedoch, daß nicht nur der König, sondern auch der *dux regnat*, durfte der Legendenautor mit gutem Recht vom *regnum des Großfürsten* Geysa und vor der Krönung Stephans zum König auch vom *regnum Pannonicum* sprechen, wenngleich nicht im Sinne von Königtum. Somit hat der Großen Legende nach nicht nur der König, sondern auch der Fürst *regnum*, d. h. der Autor benutzte *regnum* nicht nur im Sinne von »Königtum«, »königliche Macht«, sondern aufgrund der angeführten Beispiele auch überhaupt, im allgemeinen Sinne, vom *rex* abstrahiert, d. h. auch in der Bedeutung von »Königreich, Reich« (ung. *ország*) als Bezeichnung von Gebiet und Bevölkerung.

Um die Untersuchung der Begriffe *rex*, *regnum* und *corona* in der größeren Stephans-Legende abzuschließen, läßt sich sagen, daß laut des Autors Stephan

⁷⁷ Ebd. S. 379.

⁷⁸ E. JAKUBOVICH—D. PAIS: *Ó-magyar olvasókönyv* (Altungarisches Lesebuch). Pécs, 1925. S. 25.

durch Salbung und Krönung König wird. Vorher ist er selbst und sein Vater durchgehend *dux* bzw. *princeps* und Stephans Frau Gisela gelangt »unctione crismali peruncta, gestamine corone« in das »consortium regni«. Das Substantiv *regnum* wird in der Legende nicht nur im Sinne von *Königtum* verwendet, jedoch das *regnum* im Sinne von *Königtum* steht auch in der Großen Legende zur Krönung und zur Salbung in enger Beziehung. Wir dürfen also nicht übersehen, daß die *Legenda maior regnum* in verschiedenen Bedeutungen benutzt, die einzelnen Bedeutungen jedoch zu unterscheiden weiß.

Demzufolge läßt sich die Auffassung der größeren Stephans-Legende von jener des kleineren Stephanslebens sehr gut unterscheiden. Die kleinere Stephansbiographie besagt nämlich nachdrücklich über Geysa: »*rex quidem, sed primum gentilis.*«⁷⁹ Auffallend ist auch der scharfe Gegensatz zwischen Hartvik und der *Legenda minor*, aber Hartviks Originalität und Abweichung von der Einstellung der größeren Legende erweist sich eben im Hinblick auf das Verhältnis von *rex*, *regnum* und *corona* als sehr bescheiden: darin nämlich, daß er *regnum* nur im Zusammenhang mit dem König benutzt, im Unterschied zur *Legenda maior* seine Bedeutungen nicht unterscheidet, die Verwendung dieses Wortes einengt. Mit Ausnahme der Verwendung des Wortes *regnum* in einer vom König abstrahierten Bedeutung macht sich aber Hartvik die Auffassung der Großen Legende völlig zu eigen.

Im Unterschied zu Csókas Einschätzung ist somit Hartviks Neuerung nicht in der Ausarbeitung des Verhältnisses von *rex*, *regnum* im Sinne von *Königtum* und *corona* zu suchen, denn das liegt schon in der *Legenda maior* vor, sondern ganz anderswo. Was den Stoff der Darstellung anbelangt, zeigt sich Hartviks Neuerung in der Einfügung der römischen Sendung von Abt Astrik und des Traumgesichts von Papst Silvester II., formell ein vollkommen »gregorianisches« Moment; noch mehr aber ist es Hartviks Trouvaille, wie er jene Ermächtigung zu fassen weiß, die der Papst Stephan in Sachen der Kirchenorganisation »utroque iure«⁸⁰ erteilt haben soll. Diese angebliche Ermächtigung aber »ist in ihrem Wesenskern . . . ein verkappter und hinterlistiger Angriff gegen die kirchlichen Reformbestrebungen Gregors VII.«⁸¹ Die auf Anweisung von König Koloman aufgesetzte Hartviksche Legende hat die Darstellung dieser angeblichen Ermächtigung sozusagen zum Herzstück, denn bei aller ehrfürchtigen und betonten Anerkennung der päpstlichen Herkunft der Krone sollen die Ermächtigungen und Rechte des Ungarnkönigs bezüglich der Kirchen wahrgenommen werden. Diese Absicht und die den Intentionen der römischen Kurie durchaus zuwiderlaufenden Tendenzen wurden von

⁷⁹ SRH, Bd. II, S. 394.

⁸⁰ Ebd. S. 414: »Dispositioni eiusdem (Stephani), prout divina ipsum gratia instruit ecclesias simul cum populis utroque iure ordinandas reliquimus.«

⁸¹ Z. Tóth: *A Hartvik legenda kritikájához* (Zur Kritik der Hartvikschen Legende). Budapest, 1942. S. 90.

Innozenz III., einem großen Rechtsgelehrten, klar erkannt, als er am Anfang des 13. Jahrhunderts die Verwendung der Hartvikschen Stephansbiographie als lectio in der Diözese Kalocsa wohl zuließ, jedoch mit Streichung des Abschnitts, demzufolge Stephan über die Kirchen »utroque iure« befinden könne.⁸²

In der Beschreibung der Chronik fehlt aber gerade dieses typische Hartviksche Element des laut Csóka zeitcharakteristischen Gesichts des hl. Ladislaus.

Eben darum entbehrt es jeglicher Wahrscheinlichkeit, im Vortrag der Chronik sei das Motiv »regnum et corona« auf die Hartviksche Legende zurückzuführen. Sicher ist nämlich, daß es sich hier um eine im Sinne des Gemeinplatzes allgemeine Verbindung der beiden Begriffe handelt, die nachweislich schon der Legenda maior bekannt, in der ungarländischen Literatur *nicht* durch Hartvik eingeführt, auch nicht Hartviks Besonderheit und spätestens etwa seit 1080 (von der akzeptierten Entstehungszeit der Legenda maior an) ein kontinuierlich angeführtes Element der Ideologie in Ungarn war. Die Verwendung des Motivs »regnum et corona« entbehrt somit jeden zeitbestimmenden Wertes, aufgrund seiner Verwendung läßt sich weder die Hartviksche Legende noch die staatsrechtliche Auffassung, die sich im Zuge der Fehden zwischen Emmerich und Andreas angeblich herauskristallisierte, unter die Quellen dieses Abschnitts der Chronik einfügen, und ebensowenig kann man hierauf chronologische Folgerungen aufbauen. Darum geht die — übrigens auch textkritisch unhaltbare — Theorie einer Umarbeitung der Geschichte von Ladislaus, Geysa und Salomon am Anfang des 13. Jahrhunderts auch ihrer »ideengeschichtlichen« Grundlage verlustig.

In der Sache sind alle Gedankengänge, die bestimmte Quellenstellen mit Bezugnahme auf das Vorkommen des Wortes *astur* (*austur*, d. h. Falke, Habicht) als aus dem 13. Jahrhundert stammend oder im 13. Jahrhundert bearbeitet hinstellen wollen, ebenso verfehlt.⁸³ Ansatzpunkt solcher Gedankengänge ist die Annahme, das neulateinische Wort *astur* komme erst im 13. Jahrhundert in Italien auf. Das aber ist ein Irrtum, lesen wir doch in der Vita Mathildis des Presbyters Donizo (geschrieben um 1114) folgende Zeile:

»Astures pulchros regi simul optulit ultro.«⁸⁴

Demnach läßt sich das Wort schon im angehenden 12. Jahrhundert dokumentieren, so daß sein Auftauchen in unseren Texten keinerlei chronologische Erklärungsversuche mit dem Hinweis auf das 13. Jahrhundert erfordert.

*

⁸² Ebd. S. 10, Anm. 8.

⁸³ Solche Textabschnitte sind: der Traum der Emese bei ANONYMUS Kap. 3 und in den ausführlicheren *Chroniken* Kap. 26, vgl. SRH, Bd. I, S. 38 und 284; des weiteren der Kampf zwischen Ladislaus und Salomon, ebd. S. 409; die Geschichte von Koloman und Álmos, ebd. S. 428. HORVÁTH warnte schon 1954, das Wort *astur* einer solchen Beweisführung zugrunde zu legen, vgl. HORVÁTH, a. a. O., S. 323, Anm. 24.

⁸⁴ *Rerum Italicarum Scriptores*. Ed. L. SIMEONI. Bologna. Bd. V, Teil 2, S. 40.

Die Geschichte von Geysa, Ladislaus und Salomon bildet auch dem Umfang nach einen ansehnlichen Textteil unserer Chronik. Eine annähernd exakte Feststellung ihrer Entstehungszeit ist im Hinblick auf die Quellenkritik, die Literaturgeschichte und unter vielen anderen Aspekten eine Hauptaufgabe und eine Kardinalfrage der Forschung. Die Lösung bietet sich uns in der tatsächlich um die Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert entstandenen Ladislaus-Legende — zumindest was den *terminus ante quem* anbelangt — mit unanfechtbarer Gewißheit an. Das Verhältnis des Legendentextes zur Chronik ist nämlich eine entschiedene Frage. Gewiß hat sich die Legende der Chronik als Quelle bedient. Es ist mehrfach erwiesen, daß sich das Verhältnis der Texte anders gar nicht bewerten läßt. Es ist ein textkritischer Fakt, daß *alle* Details der Chronik, die Berührungen mit der Legende aufweisen, zur Zeit der Aufsetzung der Legende bereits vorhanden waren. Dieser Umstand setzt also den möglichen Diskussionen über die Entstehungszeit der erwähnten Abschnitte der Chronik klare Grenzen. Es ist durchaus möglich, daß sich in den Abschnitten der Chronik über Geysa, Ladislaus und Salomon zeitlich verschiedene Schichten, Redaktionen aus verschiedener Zeit unterscheiden lassen. In der Absicht, diese erwähnten Schichten zu sondern, kann man den heute bekannten Text der Chronik jedoch nur im Bewußtsein dessen vornehmen, daß die uns überlieferten Texte dem Autor der Ladislaus-Legende schon fast insgesamt zur Verfügung standen, weshalb wir mit einer wesentlichen Erweiterung der erwähnten Abschnitte der Chronik nach der Kanonisierung von König Ladislaus nicht mehr rechnen können.

Связь между текстами венгерских летописей и „Легенды о святом Ласло“

Й. ГЕРИЧ

Резюме

Жизни и деятельности венгерского короля Ласло I (1077—1095), причисленного к лику святых, в исторической литературе Венгрии средних веков с одной стороны, посвящены обширные разделы летописей, дошедших до нас в редакции XIV в., с другой стороны, «Легенда о св. Ласло», широко известная еще в XIII веке. В текстах упомянутых выше частей летописей и «Легенды» во многих местах обнаруживается близкое сходство. Таким образом, нет сомнения, что автор одного из текстов пользовался другим текстом в качестве источника.

Автор статьи подвергает тщательному анализу сходные тексты летописей и «Легенды». По сравнению с летописью, в тексте «Легенды» имеются цитаты из римского права, ссылки на высказывания Цицерона и Горация, которые говорят о том, что автор «Легенды» использовал один из ранних, не дошедших до нас вариантов летописного сказания, сохранившегося в редакции XIV в., украшая свой текст цитатами из классиков. Ссылки на античных авторов вместе с тем являются важными доказательствами литературной эрудиции автора «Легенды».

Анализированные тексты позволяют также сделать определенный вывод относительно срока их возникновения. Дело в том, что в легенде упоминается акт причисления короля Ласло к лику святых в 1192 г. как событие, происшедшее *Nostis temporibus* (в наше время), таким образом, канонизация вероятно произошла в период деятельности автора легенды. Мы поэтому с правом можем отнести возникновение легенды к первому или второму десятилетию XIII века, что же касается соответствующих частей летописи, использованных в легенде, они должны быть датированы более ранним сроком.

Mouvements des prix hongrois et l'évolution européenne (XVI^e-XVIII^e s.)

Par

V. ZIMÁNYI

L'évolution des prix en Hongrie est fort peu éclaircie, aussi est-il bien hardi d'essayer de la situer dans l'évolution européenne vu que les recherches dans ce domaine sont devenues, au cours du demi-siècle écoulé, une discipline presque autonome et que les publications des données ainsi que les travaux y relatifs, exécutées par des collectifs organisés et financés partiellement à l'échelle internationale, forment une bibliothèque assez importante. A l'intérieur de cette immense littérature, des écoles nettement distinctes se sont constituées, ou du moins des groupes d'historiens sont apparus ayant des méthodes et des interprétations proches. L'interprétation des différents phénomènes a provoqué de vives discussions qui se poursuivent dans toute une série de questions fondamentales. Ce sont les problèmes méthodologiques à propos desquels les chercheurs réussirent à trouver des positions communes. On a pu tomber d'accord sur les groupes de sources documentaires jugés propres à servir aux recherches relatives à l'histoire des prix et la discussion est close quant à la forme de leur publication. Il y a des pays riches en sources écrites où l'on dispose de publications contenant une quantité extraordinaire de données dont les premières se rapportent aux XIII^e-XIV^e siècles et les dernières presque à nos jours. Il est évident que parmi ces travaux (surtout parmi les plus anciens) il y en a un bon nombre qui ne répondent pas en tout aux exigences de nos jours. Mais, par la force des choses, même les ouvrages les plus modernes embrassent des réalités historiques extrêmement différentes dans le temps et dans l'espace et exprimées à l'aide d'unités de mesure et de monnaie d'une diversité inouïe. Par conséquent, même ces ouvrages-là ne facilitent pas la tâche de ceux qui se proposent de procéder à des comparaisons internationales.

Tout cela pourtant n'a pas empêché la parution de toute une série d'études qui cherchent à donner la synthèse de l'évolution des prix de quelque région importante, de plusieurs pays, ou même d'une grande partie de l'Europe, et de tracer en gros la ligne de l'évolution. Les auteurs tendant à la synthèse trouvaient grosso modo une plate-forme commune pour la description des phénomènes, mais pour expliquer ces phénomènes, pour révéler les causes (selon certains, la cause) de l'évolution des mouvements des prix, les opinions sont d'une divergence extrême et se confrontent dans des discussions animées.

Entretemps on s'était posé et reposé la question de savoir à quoi l'histoire des prix devait servir, et les réponses variaient. Dès les premiers ouvrages positivistes, on en attendait beaucoup et à l'époque classique de la parution des travaux sur l'histoire des prix, entre 1930 et 1950 on allait jusqu'à espérer avoir capté un des plus importants moteurs de l'évolution. Partout en Europe, des collectifs de travail, pénétrés d'un enthousiasme optimiste, travaillaient pour écrire des histoires monographiques des prix pour certaines villes ou pour certains pays. A mesure toutefois que le nombre de ces ouvrages augmentait, on se rendait de plus en plus compte que les phénomènes de l'histoire économique sont bien trop complexes pour pouvoir être expliqués fondamentalement par l'histoire des prix. Cette découverte a provoqué parmi les chercheurs un certain découragement et essoufflement. Enfin, vers le milieu des années 1960 et dans la suite, les synthèses parues ont, pour ainsi dire, tiré les enseignements des quelques décennies de recherches et ont, c'est du moins mon impression, désigné à l'histoire des prix la place qui lui convient: elle est *un* des importants instruments servant à tracer l'évolution socio-économique dans l'histoire (il est impossible de se représenter une synthèse moderne de l'histoire économique qui n'utilise pas les acquis de l'histoire des prix, mais elle ne peut être correctement appliquée qu'avec l'utilisation complexe d'autres indices importants de l'histoire économique (évolution démographique, les changements du volume de la production ainsi que de la productivité, développement du commerce intérieur et extérieur etc.)). En ce qui concerne la question de savoir lequel de ces facteurs importants devait changer pour devenir *la cause* qui eut comme effet les autres changements, les récentes synthèses évitent d'une manière diplomatique d'y répondre, au contraire de la pratique des décennies précédentes, où plusieurs chercheurs estimaient que c'était l'importation des métaux précieux d'Amérique, ou l'évolution démographique, qui déterminait essentiellement l'évolution des prix (et par là toute l'évolution économique).

En somme, la voie par laquelle avaient passé les recherches de l'histoire des prix pour devenir une discipline autonome était jalonnée de résultats impressionnants, d'erreurs colossales, de travaux demandant de longues et minutieuses préparations, d'une certaine déception sceptique et enfin d'une estime raisonnable due à un des plus importants instruments de mesure. Pendant ce temps, l'historiographie hongroise n'était touchée, même de loin, par ces tendances.

Précisons toutefois: au début du siècle, Ferenc Kováts, excellent historien positiviste de l'économie a «inspiré» et aidé Gyula Mandello à écrire son livre sur les salaires au moyen âge.¹ Par sa méthode ce livre est au plus haut

¹ GY. MANDELLO: *Adalékok a középkori munkabérek történetéhez* (Contribution à l'histoire des salaires au moyen âge). Budapest, 1903.

niveau de l'époque. La poursuite de ces travaux s'est fait pourtant longtemps attendre. Tandis qu'à partir des années 1930, chez les Polonais aussi, toute une école s'était formée pour l'étude de l'histoire des prix, sans parler des recherches dans les pays occidentaux et effectuées dans des organisations internationales, chez nous cette question était négligée jusqu'à l'ouvrage de Tibor Wittman, paru en 1957² où l'auteur cherche à élucider la question des rapports entre l'évolution hongroise et européenne. Ne disposant d'aucune série continue de prix hongrois, et ne pouvant entreprendre un tel travail de longue haleine, cet ouvrage digne d'attention peut être considéré comme un exposé qui pose les problèmes.

C'est dans ces conditions que l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie a projeté de faire faire un ouvrage sur l'histoire des prix et a chargé l'auteur du présent article et Dezső Dányi, directeur de la bibliothèque de l'Office Central de Statistique, de préparer une histoire des prix en Hongrie aux XVI^e-XVII^e siècles destinée à élucider les incidences en Hongrie de la «révolution des prix» si souvent mentionnée et si vivement discutée. Dans une telle étude on se heurte à une difficulté toute particulière, c'est que la majeure partie des villes de la Hongrie actuelle se trouvaient sous occupation turque aux XVI^e-XVII^e siècles et ainsi ne disposent pas des sources nécessaires. Pour étudier les problèmes de ce genre de la Hongrie historique il est certes indispensable de fouiller les archives de la Slovaquie actuelle, ce nonobstant, il ne semblait pas opportun, rien que pour des raisons techniques, de choisir à cette fin une des villes de l'ancienne Hongrie du Nord, bien que toute une série de ces villes conserve dans ses archives des documents qui se prêtent merveilleusement à ce travail. De plus, un tel travail aurait été superflu, puisque l'Institut d'Histoire de l'Académie Slovaque avait également engagé des travaux similaires et ce 5 à 6 ans avant le commencement des recherches hongroises. Le chercheur slovaque Stefan Kazimir a dépouillé et continue à dépouiller les livres de comptabilités datant des XVI^e-XVII^e siècles des villes de Szepesség, ainsi que de Nagyszombat et Besztercebánya. Par conséquent (et procédant par élimination) il n'est resté pour le travail que la ville de Sopron, dans sa qualité de ville importante dont les comptabilités municipales sont conservées à partir du moyen âge jusqu'aux temps modernes, et où l'on peut compléter les recherches à l'aide des comptes d'autres corps urbains et ecclésiastiques. Le travail sur Sopron présentait en outre l'avantage d'avoir un accès facile aux documents médiévaux de la ville — grâce à la publication bien connue faite par Jenő Hází.³ Nous avons recueilli les données relatives

² T. WITTMAN: *Az árforradalom és a világgpiaci kapcsolatok kezdeti mozzanatai (1566—1618)* (La «révolution des prix» et les débuts des relations internationales du marché [1566—1618]). Budapest, 1957.

³ J. HÁZÍ: *Sopron szabad királyi város története, II. sorozat 1390—1530* (Histoire de la ville de Sopron, série II 1390—1530). (5 tomes, Sopron, 1930—1938).

à l'histoire des prix que cette publication comprend et ainsi notre travail présente des renseignements concernant même le XV^e siècle, encore que la longueur des séries varie selon des marchandises et que les séries soient déficientes. En outre, nous avons jugé opportun de clore les séries des prix non pas à la fin du XVII^e, mais au milieu du XVIII^e siècle, ces limites chronologiques s'avérant bien plus convenables, comme nous allons le voir. Toutes ces considérations ont notablement élargi nos buts initiaux étendant à près de trois siècles la période pour laquelle nous devions rassembler les matériaux.

Ainsi, la charpente de notre travail était en gros faite, mais actuellement nous ne pouvions encore nous attaquer aux précisions statistiques, dont par exemple au convertissement des séries de prix en métal précieux, à l'établissement de différentes moyennes mobiles et de différents indices, aux calculs des écarts etc. ainsi qu'à la représentation de toutes les séries essentielles. Afin de fournir aux historiens de l'économie une monographie de l'évolution des prix bien rédigée, et qui puisse prétendre à être définitive, il est besoin encore de procéder à des travaux considérables. La présente étude sert à résumer et esquisser les conclusions que l'on peut tirer d'ores et déjà en partant des recherches effectuées. Il est évident, après tout ce qui a été dit, qu'il n'est pas encore possible de donner une synthèse définitive, la monographie qui pourrait en servir de base, n'étant pas encore achevée. Néanmoins, les données ultérieures ne changeront pas substantiellement les constatations que l'on peut faire dès maintenant, elles ne feront que les compléter et que les enrichir.

Ma tâche, fort difficile, de présenter un résumé solide fondé sur des recherches à moitié achevées, a été considérablement facilitée par le geste amical inappréciable de mon collègue slovaque Stefan Kazimir qui a mis, il y a quelques années, à ma disposition un bon nombre de ses séries où il dépouille les prix aux XVI^e-XVII^e siècles dans les villes de Szepesség. Complété des prix de Nagyszombat et de Besztercebánya, son ouvrage ne paraîtra que dans un proche avenir. Cela m'a permis de confronter les prix de Sopron, montrant un parallélisme assez important avec les prix de Vienne, à ceux d'une région plus éloignée, à savoir la Szepesség. Un autre grand avantage de cet ouvrage est de contenir, grâce à l'abondance des sources, des séries de prix de drap par exemple que l'on ne trouve dans les comptabilités de Sopron que sporadiquement.

Ayant rassemblé tel ou tel groupe des prix de Sopron, sous une forme esquissée, j'en ai établi les diagrammes pour ma propre orientation mais en tâchant de les confronter aux diagrammes d'autres pays. Il en est ressorti — comme c'était d'ailleurs à attendre — que sur la base des prix de Sopron et de Szepesség on peut affirmer que les prix en Hongrie ont les mêmes tendances que ceux des autres pays européens, *en grandes lignes*, et dans les cadres des trends séculaires. Dès lors le résultat s'offre à confirmer les lois déjà bien connues par les spécialistes et passant pour des lieux communs. C'est pour

ainsi dire la vérification des phénomènes connus des mouvements des prix, pour savoir s'ils s'étaient déroulés en Hongrie aussi de la manière habituelle.

Un phénomène en tout cas m'a donné à penser. Mes études socio-économiques précédentes, aussi bien mes propres recherches que celles d'autres chercheurs, ont surtout dirigé mon regard sur les énormes différences que l'on pouvait observer, entre autres au cours des XVI^e-XVII^e siècles, dans les différents pays européens du point de vue de développement économique et des structures sociales. Et voilà que je me trouvai confrontée à un phénomène tout autre: dans cette Europe à deux visages (occident industriel et orient agricole) qui, regardée de près, présentait plutôt plusieurs visages, on voyait déferler, à un temps étonnamment identique, des phénomènes dont l'identité est frappante. Les historiens des différents pays cherchaient à expliquer ces phénomènes avant tout par les caractéristiques les plus marquantes de leur pays. L'historien de l'Espagne H. Hamilton se tenait à une longue tradition pour expliquer l'augmentation vertigineuse des prix au milieu du XVI^e siècle par l'affluence des métaux précieux d'Amérique, et par la diminution de cette importation, au milieu du XVII^e siècle, la fin de cette hausse des prix. En effet, les deux phénomènes coïncident, ce qu'illustrent avec éloquence les diagrammes. En Allemagne par contre, les références à l'argent américain ne fournissent que des arguments par trop indirects, là, ce sont la croissance et la décroissance démographiques qui coïncident avec la hausse des prix et son arrêt, aussi a-t-on évoqué la responsabilité de la guerre de Trente ans pour ce dernier. L'illustre école polonaise trouvait une explication apparente des hausses des prix dans l'essor des exportations du blé polonais, dont le déclin, au milieu du XVII^e siècle, y avait mis fin, en y ajoutant que les réserves domaniales exportatrices ont ruiné la paysannerie. Partout, on a recours à l'argument des guerres dévastatrices du XVII^e siècle. Cette question n'est pas sans nous faire réfléchir. Le XVI^e siècle connu, dans toute l'Europe, des guerres non moins dévastatrices, mais à cette époque elles ne faisaient que stimuler la production, que créer de bonnes conjonctures etc. et, par conséquent, que hausser les prix. Au XVII^e siècle tout cela, loin d'être à l'origine de conjonctures favorables n'a fait que détruire les forces productrices et d'arrêter l'augmentation des prix.

Seuls aux Pays-Bas et, avec quelque retard, en Angleterre, les prix montrent un comportement nettement différent de ceux du reste de l'Europe. Quant aux historiens des prix dans ces pays, ils semblent se sentir moins compétents dans l'histoire des pays situés vers l'est, aussi montrent-ils quelque prudence dans les conclusions générales. Les différentes explications retenues au cours des dernières décennies ont suggéré des doutes surtout aux historiens français, pour qui chacune de celles-ci est plutôt insuffisante en elle-même. C'est parmi eux que l'on rencontre le plus de scepticisme, selon eux, nous avons affaire à des phénomènes complexes, où les causes et les effets sont plus ou

moins inextricables, où, par conséquent, il est peu recommandé de s'attaquer à des explications, il est préférable de se contenter d'une description exacte plus que même de nos jours, même pour la vie économique moderne, les économistes ne sont pas à même de venir à bout des questions compliquées de l'évolution des prix.

Dans la petite Hongrie, divisée en trois parties, qui était bien loin de recevoir en masse l'argent d'Amérique, dont les villes, loin de montrer une forte évolution démographique, étaient détruites en grand nombre, qui n'envoyait point des flottes de blés pour l'Europe occidentale, dans cette Hongrie les prix subissaient régulièrement les mêmes hausses et les mêmes stagnations que dans le reste de l'Europe. Des guerres, il y en avait en abondance tant au XVI^e qu'au XVII^e siècle, donc en lui-même, ce fait n'explique rien. Les différentes économies européennes se comportaient comme les membres d'une chorale qui connaissent bien leurs voix et ne s'y trompent jamais. Seul, le directeur de la chorale nous reste inconnu ! — Faut-il avouer que je ne peux prêter crédit non seulement aux explications exclusives, mais au doute complet non plus. C'est qu'il n'existe pas de chorale dont les membres, petits et grands, sopranos, altos, ténors et basses, chantent ensemble le même air sans que quelque chose les unisse, que ce soit la personne du directeur du chœur, ou que — comme se chantent les airs populaires et les madrigaux, ou comme fonctionnent les orchestres de chambre — les membres de l'ensemble respirent pour ainsi dire ensemble, se dictent le rythme et le premier chanteur ou musicien ne précède que d'une nuance les autres qu'il dirige. Cette manière suppose pourtant une collectivité bien unie.

Revenant aux problèmes de l'histoire économique je voudrais préciser qu'à mon avis les phénomènes de l'évolution des prix en Hongrie ne se prêtent pas *en eux-mêmes* à des explications, de plus, *ils sont impossibles à interpréter*. Il me semble absolument superflu d'ajouter aux nombreuses interprétations mises déjà en question, une autre, spécialement hongroise: l'exportation des bovins et son déclin, les guerres turques, la politique économique des Habsbourg. Les spécialistes internationaux, déjà las et sceptiques, pourraient immédiatement opposer, et de plein droit, les contre-arguments: pourquoi ce phénomène s'était déroulé de la même façon là où il n'y avait pas de Turcs et d'où les bovins n'étaient pas exportés ? Il y a pire encore, — il se trouverait de nombreux spécialistes qui, sans réfuter cette explication «hongroise», l'ajouterait à l'énumération taxative des causes de la révolution des prix, avec quelque incertitude bien entendu, sous-entendant que l'on ne peut jamais savoir, étant peu versés dans les problèmes de l'Europe de l'Est . . .

Après tout ce que je viens d'exposer, j'espère sincèrement que personne ne s'attend à ce que j'apporte la solution à ces questions restées irrésolues à l'échelle internationale. Il me semble toutefois, qu'ayant réussi à établir les principales tendances de l'évolution des prix hongrois — sinon en esquisse —

il n'est pas sans intérêt, il est même nécessaire de les examiner par rapport à l'évolution internationale. Dans la suite je tenterai de procéder à cet examen.

Les meilleures synthèses des diagrammes des prix, bien connus dans la littérature internationale et maintes fois publiés, se trouvent, peut-être, dans la nouvelle édition de l'importante monographie de W. Abel.⁴ A ce propos, je me permets d'attirer l'attention au diagramme des prix autrichiens, prix qui nous intéressent de plus près.⁵ Quant à la ville de Sopron, les données, dont nous disposons pour le XV^e siècle, sont malheureusement fort déficientes, aussi présenterai-je les diagrammes représentant les prix de blé de Sopron quand je traiterai de l'évolution ultérieure.

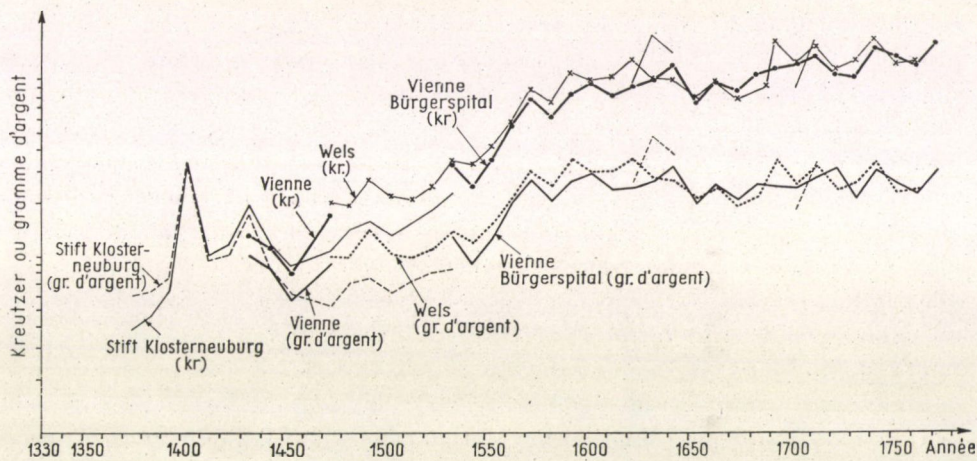


Diagramme I. Blé (Autriche)

(Les prix exprimés en gramme d'argent sont fort inférieurs à ceux exprimés en monnaie de compte [kreutzer])

Malgré toute la divergence des manières de représenter les mouvements des prix, les différents diagrammes montrent sans équivoque qu'au cours des siècles c'est vers le milieu du XV^e siècle que les courbes atteignent le point le plus bas, c'est-à-dire, qu'à cette époque les prix de blé étaient, partout en Europe, les plus bas. Nous savons qu'en Europe le blé était toujours, presque jusqu'à nos temps, l'aliment le plus important. Au cours des siècles passés c'est la culture du blé qui, à un territoire donné, pouvait assurer la nourriture la plus riche en calories. Les changements séculaires du trend des prix du blé constituent donc un aspect extrêmement important des analyses économico-historiques. Cependant, l'évolution d'un prix *unique*, aussi important soit-il,

⁴ W. ABEL: *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur*. Hamburg, Berlin, 1966.

⁵ A. F. PRIBRAM: *Materialien zur Geschichte der Preise und Löhne in Österreich*. Wien, 1938.

et même du prix *le plus* important, ne peut pas donner à elle seule une information suffisante. Les prix des différents produits se trouvent toujours en quelque rapport entre eux, on pourrait dire qu'ils forment une structure déterminée des prix. *Ce ne sont pas seulement les prix des produits importants ou moins importants qui changent au cours des décennies et des siècles, mais aussi le rapport entre les différents prix, autrement dit, c'est la structure des prix elle-même qui change.*

Nous citons une fois de plus les diagrammes de Wilhelm Abel. Il prend comme point de départ (100) la structure des prix (sans pourtant donner cette dénomination à ses groupes de données) du troisième tiers du XIV^e siècle (1351—1375) et représente les changements dans des moyennes de 50 ans, en Angleterre, en France, à Francfort-sur-le-Main et à Cracovie. La structure propre au milieu du XIV^e siècle se modifie et aux quatre endroits les ciseaux s'ouvrent dans le même sens, bien que dans des mesures différentes.⁶ Partout, sans exception, le prix de blé tombe considérablement; les prix du textile et du fer se meuvent à un niveau quelque peu plus élevé (donc les articles industriels), et en grande partie au-dessus de ceux-ci (partout considérablement au-dessus des prix du blé) se trouvent les salaires. Partout, la plus grande hausse incombe aux matériaux de construction. Un détail frappant de ces diagrammes est que c'est vers le milieu du XV^e siècle (1426—1475) que la distance est la plus grande entre les courbes représentant les différents niveaux des prix, tandis qu'au cours du demi-siècle suivant (1476—1525) elles se rapprochent de nouveaux sans pourtant s'atteindre. Ces diagrammes fort expressifs sont peut-être suffisants pour illustrer l'évolution concernant laquelle les spécialistes sont unanimes à reconnaître des tendances identiques à l'époque en question.

Mais essayons de voir de plus près ce que cela veut dire. Examinons avant tout la déconjoncture du blé, principal produit agricole, accompagnée à son tour de la hausse des salaires et des prix des articles industriels. Du point de vue social, cela signifie une augmentation importante des salaires réels, en effet les salariés pouvaient acheter de leur salaire bien plus de blé, ils vivaient donc mieux qu'avant. Pour les artisans aussi, le XV^e siècle était un âge d'or, leurs produits étaient écoulés à des prix bien plus élevés que plus tôt. Il est à noter toutefois que l'augmentation des salaires réels s'était engagée déjà plus tôt, notamment avant la grande peste du XIV^e siècle et l'immense manque de main-d'œuvre après l'épidémie n'a fait que renforcer la tendance déjà commencée. W. Abel avance comme explication la vigoureuse urbanisation qui prenait un grand essor aux XIII^e et XIV^e siècles, ainsi que le développement de l'industrie urbaine et l'avancement de la division du travail qui lui est concomitante. Un processus analogue ne se répétera qu'au XIX^e siècle, lors de la «seconde industrialisation», à une échelle évidemment bien plus large.⁷

⁶ Y. ABEL, op. cit. p. 58.

⁷ ibid. p. 41.

La formule est donc la suivante: le blé est très bon marché, la population agraire (y compris la paysannerie et la noblesse) en souffre; en même temps les salaires sont élevés, ce qui favorise les salariés tant urbains que villageois (à l'Occident ils constituent un pourcentage non négligeable de la population), les prix des articles industriels sont également élevés, ce qui améliore le sort des artisans urbains qui (avec les salariés) représentaient un pouvoir d'achat considérable pour les denrées plus chères (en premier lieu pour la viande). Il va sans dire que je ne veux pas esquisser un schéma statique, mon intention est de souligner qu'il s'agit d'un *processus* qui suit cette tendance. Autrement dit, les prix des articles industriels et les salaires montent plus vite que le prix du blé.

L'appauvrissement à cette époque de la noblesse est un phénomène bien connu. Les artisans urbains vivent bien, comme le décrit, d'une manière homogène, toute la littérature spécialisée. Non seulement leur pourcentage dans la population urbaine était extrêmement élevé (à Francfort-sur-le-Main par exemple, à la fin du XIV^e siècle, c'était près de 50—60%)⁸, mais leur aisance leur permit de consommer beaucoup de denrées alimentaires relativement chères. Sur la consommation de viande à cette époque nous disposons par exemple de données selon lesquelles elle dépassait l'imagination et les capacités physiologiques de l'homme du XX^e siècle. En Allemagne la consommation annuelle de viande par tête d'habitant est évaluée à plus de cent kilos. (Cela correspond à la consommation de nos jours aux Etats-Unis. Dans l'Angleterre d'aujourd'hui elle est de 80 kg par an, en Hongrie de 50—58 kg.) En 1397, à Berlin, ayant environ 8000 habitants, on comptait 3 livres de viande par tête et par jour. Il paraît que pendant une longue période la consommation resta aussi élevée, ce qui ressort d'une réglementation berlinoise datant de 1515, prescrivant que les apprentis boulangers ont droit journallement à 4 livres de viande, poisson les jours de jeûne, 8 quarts de bière et à du pain en abondance.⁹ Il est incontestable que le pouvoir d'achat considérablement élevé assurait la grande demande en viande qui servait de base aux exportations de bovins de la Hongrie. Au XV^e siècle cette demande importante était déjà à son sommet, mais elle remonte à la seconde moitié du XIV^e siècle.

Le bon niveau de vie des salariés ressort aussi des calculs relatifs à la quantité de blé qu'un manœuvre non qualifié pouvait s'acheter pour son salaire journalier. A la fin du XV^e siècle, à Louvain (24 000 habitants) un *maître* maçon pouvait acheter 48,8 kg de seigle pour le salaire d'un jour (1458—59). La détérioration de la situation est illustrée par le fait que trois quarts de

⁸ *ibid.* p. 62.

⁹ *ibid.* p. 73.

siècle plus tard, en 1524–25, ce même salaire ne suffisait que pour l'achat de 12,25 kg.¹⁰

Voilà des données relatives à l'Allemagne: *au milieu du XV^e siècle*, le pouvoir d'achat, exprimé en blé, du salaire d'un jour était le suivant:¹¹

	Ouvrier non qualifié	Maçon	Charpentier
Alsace	29,7	37,6	25,3 kg de seigle
Koblenzer Talkessel	20,5	27,5	27,5 kg de seigle
Saxe	—	28,7	26,0 kg de seigle
Prusse orient.	30,0	—	— kg de seigle
Holstein	—	25,0	20,0 kg de seigle

Étant donné cette structure des prix, les bourgeois des villes garantissaient pour l'industrie occidentale de bons consommateurs, et les salariés, tant urbains que campagnards, étaient également de bons acheteurs. Cependant, la paysannerie des mêmes pays, constituant de toute façon la majorité prépondérante de la population, était incapable, pendant la dépression agraire, d'acheter une quantité suffisamment grande d'articles industriels. En tout cas, les marchés intérieurs *à eux seuls* ne pouvaient pas satisfaire à la capacité de production de l'industrie occidentale qui connut un grand essor et passa à la production en masse.

Dans cette situation, pour l'artisanat florissant c'était une question cruciale que d'élargir son marché en dehors des consommateurs du pays, autrement toute l'évolution industrielle aurait été étouffée. C'est la raison de l'affluence des articles industriels occidentaux vers l'Est qui commence à cette époque. Comme Zs. P. Pach l'a démontré, l'industrie occidentale a grandi sur la base de ce marché est-européen, et ce bien avant les colonisations.¹² Connaissant les rapports des prix il semble que ce marché est-européen constituait un point vital pour l'industrie occidentale qui, à défaut de ce marché, aurait évolué bien plus lentement, avec des rechutes et des reculs bien plus fréquents, avant d'aboutir au capitalisme moderne.

Évidemment, la question se pose, et elle est justifiée, de savoir comment l'Europe de l'Est s'était avérée un marché aussi bon pour l'écoulement des articles industriels venus de l'Occident. La structure des prix était favorable là aussi aux articles industriels et défavorable aux produits agricoles, en fin de compte elle devait peser sur la couche la plus large des consommateurs, sur la paysannerie. Cependant, pour ne citer que l'exemple de la Hongrie, le XV^e

¹⁰ M. MORINEAU: *Prix, salaires, niveau de vie à Louvain*. Annales, économies, sociétés, civilisations 1964, pp. 802–804. Compte rendu du livre de R. VAN UYTEN: *Stadsfinanciën en stadseconomie te Leuven van de XII^e tot het einde der XVI^e eeuw*.

¹¹ W. ABEL: op. cit. p. 61.

¹² Zs. P. PACH: *A nemzetközi kereskedelmi útvonalak XV–XVII. századi áthelyeződésének kérdéséhez* (Sur la question du déplacement aux XV^e–XVII^e siècles des routes commerciales internationales). In Századok, 1968, p. 888.

siècle n'y a pas apporté une telle détérioration qu'à l'Occident, malgré leur situation incontestablement aggravée par rapport au XIV^e siècle. Dans notre pays il n'y avait pas de surpopulation, un fait dont parle la colonisation aussi, à savoir l'immigration en Hongrie de paysans occidentaux. En outre, l'élevage des bovins, article d'exportation de plus en plus recherché, et la viticulture dont le produit, le vin, avait également des prix avantageux, enrichissaient à cette époque avant tout la paysannerie. L'or hongrois, dont la vie économique occidentale avait absolument besoin, exerçait une attirance bien trop grande pour que les produits industriels occidentaux pussent rester absents des marchés hongrois et est-européens. Évidemment, l'artisanat, se développant d'une manière prometteuse sous la conjoncture industrielle, en a pâti dès ses débuts en Hongrie, les limites lui imposées étant trop étroites.

La noblesse est-européenne se trouvait également en face d'une époque dure au XV^e siècle. Elle s'appauvissait, la petite noblesse se débattait dans de graves conditions, qui étaient pourtant moins dures qu'à l'Occident, où une grande partie en était contrainte à abandonner son fief ancestral, s'engager comme mercenaire, magistrat, éventuellement artisan urbain, ou se faire chevalier-brigand, participant des colonisations précoces, — en tout cas ils étaient perdus pour leur classe. En Hongrie, cette large couche des petits-nobles réduisit son train de vie, pour un temps manifesta de l'intérêt aux carrières intellectuelles (c'est à cette époque que les fils de petits nobles vont en masse aux universités)¹³ mais réussit à survivre à ces temps durs en tant que classe sociale pour s'épanouir, mieux que jamais, dans les conditions plus favorables de la période suivante. *L'Europe de l'Est ne pouvait pas se débarrasser de la petite noblesse* qui, dans la période ultérieure de l'évolution sociale représentait pour elle un poids mort immense. La dépression agraire du XV^e siècle n'y était pas assez grave pour y parvenir... Il est inutile, me semble-t-il, de souligner l'immense portée de ce phénomène à graves conséquences.

Ce rapport entre les prix industriels et agraires, favorable aux articles industriels et défavorable aux produits agricoles, en premier lieu au blé, était un fait fondamental des XIV^e-XV^e siècles pour l'Europe entière. Il y avait certes des différences dans les proportions, cette tendance principale étant fortement influencée selon les pays, et même selon les villes, par les variétés de l'évolution locale, mais nulle part, elle n'était inversée. Cette inversion survint dans les premières décennies du XVI^e siècle (avec des écarts selon les différents pays), et de la dépression séculaire, les prix de blé passèrent à une augmentation d'abord lente, ensuite, à partir du milieu du siècle, extrêmement rapide. Ce sont surtout les prix de blé, jusque-là en bas de l'échelle de la structure des prix, qui ont partout connu l'augmentation la plus imposante, ils

¹³ L. MAKKAJ: *Pest megye története 1848-ig* (Histoire du comitat de Pest jusqu'en 1848). Budapest, 1958. (Tirage à part du livre *Pest megye műemlékei* — Monuments d'art du comitat de Pest.) p. 93.

étaient suivis par les prix des autres denrées alimentaires. L'augmentation des prix industriels était bien moindre, tandis que les salaires étaient partout distancés par les prix, surtout par ceux du blé. Le taux des augmentations, le rapport entre les différents prix variaient, eux aussi, selon les pays, la tendance fondamentale restant identique de nouveau pour toute l'Europe.

Nous voyons donc une situation absolument neuve, survenue dans la seconde moitié du XVI^e siècle, sur le plan international. Le prix et la valeur du blé étaient accrus dans le sens absolu et, ce qui est bien plus important, par rapport aux autres articles et par rapport aux salaires. Vers le milieu du XVI^e siècle la proportion entre les prix agricoles et industriels s'était inversée en comparaison avec les deux siècles précédents.

Il n'en était pas ainsi seulement pour le rapport entre les prix du blé, et, en général les prix agricoles et les prix industriels, les ciseaux des prix du blé et des salaires s'étaient également ouverts vers le milieu du XVI^e siècle dans le sens contraire.

Qu'est-ce que cela signifiait? Qu'à partir du milieu du XVI^e siècle la population agraire (en premier lieu les nobles, mais aussi certaines couches de la paysannerie) connut l'amélioration de sa situation, pouvait acheter, bien plus qu'avant, du drap, des chaussures etc., pour la même quantité de blé produite dans ses terres, ou reçue comme rente foncière, et ce sans élever le niveau de la production, uniquement grâce à la modification de la structure des prix. Évidemment cela signifiait en outre que les artisans et les salariés voyaient leur situation détériorée, qu'ils devaient produire bien plus de drap ou d'autres articles, ou travailler un nombre d'heures bien plus grand pour acheter la même quantité de blé, et en général d'aliment, qu'avant.

Certains historiens soulignent vigoureusement que le processus engagé vers le milieu du XVI^e siècle et dit «révolution des prix» était décidément de caractère agraire.¹⁴ Nous reviendrons encore aux explications qu'ils avancent. D'aucuns vont même jusqu'à dire que, tenant compte uniquement des articles industriels, on ne pourrait même pas parler de «révolution des prix», tant les prix industriels étaient devancés par les prix agricoles augmentant vertigineusement. Au cours du XVI^e siècle, à l'exception des Pays-Bas et de l'Angleterre, dont l'agriculture se développait aussi, les autres agricultures qui ne s'intensifiaient pas, étaient de moins en moins aptes à nourrir la population de plus en plus grande. Les prix des denrées alimentaires connaissaient une hausse au XVI^e siècle et leur hausse aboutit à la révolution connue des prix. L'Europe occidentale ne pouvait plus se passer d'importations agricoles et devait verser la contre-valeur des produits agraires importés en masse en produits industriels.¹⁵

¹⁴ A. V. JUDGES: *Scopi e metodi della storia dei prezzi. I prezzi in Europa dal XIII secolo à oggi*. Saggio di storia dei prezzi raccolti e presentati da Ruggiero Romano. Torino, 1967. p. 534.

¹⁵ L. MAKKAJ: *Otázka charakteru feudalizmu na Slovensku v 16—18. stor.* Manuscrit fait pour la publication de la conférence à Smolenice de l'Académie des Sciences de Slovaquie.

En Hongrie aussi, nous sommes à même d'observer l'écart entre l'augmentation des prix industriels et celle des prix agricoles en faveur de ces derniers. Cela ressort aussi du tableau ci-dessous, composé sur la base des séries de prix de Szepesség, établies par Stefan Kazimir, afin d'analyser les rapports

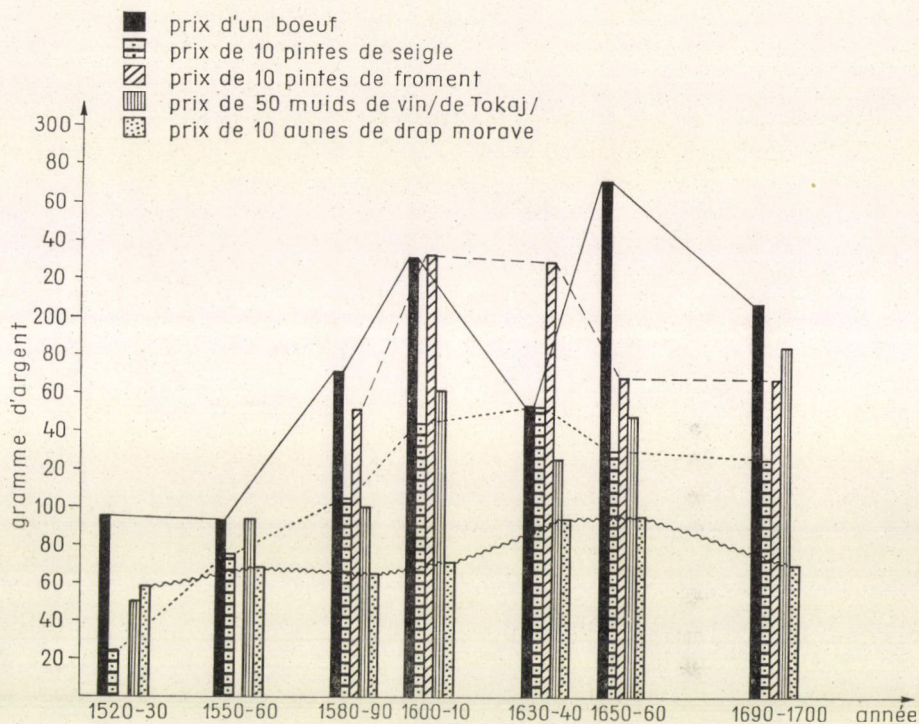


Diagramme II. Structures des prix en Szepesség

Jusqu'au milieu du XVI^e siècle le prix d'un boeuf suffisait pour acheter du drap morave pour à peu près 1 1/3 de costume d'homme. A la fin du siècle et au cours du XVII^e le prix d'un boeuf équivalait au prix de drap morave pour 2 1/2—3 1/3 de costumes d'homme. Les rapports entre la valeur du seigle et du drap changeaient encore davantage en faveur du seigle

des prix entre les principaux articles hongrois: seigle, bovins, vin d'une part et de l'autre du drap morave importé en grandes quantités pour de larges couches de consommateurs. Entre 1520—1530, dix aunes de drap morave coûtaient environ 60 grammes d'argent, au milieu du XVII^e siècle ce prix atteignit environ 95 grammes d'argent et à la fin du siècle il se stabilisa à 70 grammes. (En effet, un tel mouvement des prix au cours d'un siècle et demi ne peut pas être qualifié en lui-même de «révolutionnaire».) Le banneau de seigle, valant entre 1620-30 environ 24 grammes d'argent, en valait en 1580-90 105 grammes, et plus de 150 grammes vers 1630-40. C'est déjà une augmentation de plus de 400% et même de 600%, contre les maximums d'augmentation

du drap morave ne dépassant pas 50%, et même ne représentant vers la fin du XVII^e siècle qu'une augmentation de 15% par rapport au prix du début du XVI^e siècle. Le prix du vin de Tokaj s'élève aussi de 250—370%, celui des bovins de près de 300% par rapport au début du XVI^e siècle. Pour le moment nous ne disposons des prix de grains de Sopron qu'en monnaie de compte (non en argent), mais d'après ces calculs-là, les prix ont augmenté de 4 à 500%

Cette importante hausse des prix des grains était valable pour *tous les pays européens*, son taux étant différent selon les pays ou les régions. Il paraît que la hausse la plus sensible survint en France et en Pologne.¹⁶

Le caractère agraire prépondérant dans la «révolution des prix» ressort bien des tableaux de W. Abel qui représentent, dans six pays européens, l'évolution des indices des prix de grains, des articles industriels totalisés et des salaires.¹⁷ Il ne reste pas de doute que ce sont les prix de grains qui ont monté le plus haut, la hausse des prix industriels reste bien inférieure et les salaires encore davantage. La déconjoncture pour les salariés et pour les artisans est démontrée clairement. (En examinant bien le phénomène jusqu'à la fin du XVI^e siècle, on voit une seule exception, la Belgique, où l'augmentation des salaires reste au niveau des prix des grains et dépasse la hausse des prix industriels.)

Les prix des matériaux de construction présentent un intérêt particulier. Aux XIV^e-XV^e siècles ils atteignent la plus importante hausse à l'intérieur des articles industriels (époque de construction des grandes cathédrales!), aux XVI^e-XVII^e par contre, parmi tous les prix industriels ils augmentent le moins. Les prix étrangers tout aussi bien que ceux de la Hongrie offrent le même témoignage. En poussant plus loin l'analyse des prix des matériaux de construction on découvre que la hausse pour les pierres luxueuses reste en arrière derrière la brique, de consommation courante.

En exposant la question de la manière comme nous l'avons fait, on arrive involontairement à la conclusion qu'à partir du premier tiers du XVI^e siècle, mais surtout à partir du milieu, le trend principal des deux siècles précédents s'inverse, l'évolution favorise les agraires et défavorise les industriels et les salariés. De point de vue social cela signifie que la nouvelle ère avantageait la noblesse, tout en laissant certaines possibilités encore aux paysans aussi. Ceux qui vivaient de l'industrie étaient, par contre, obligés de faire de grands efforts et si leur prospérité ne disparut pas, ce n'est pas grâce à l'évolution des prix, mais à la *production en masse*. Le problème ne se présentait plus du côté des possibilités d'écoulement, le pouvoir d'achat de la paysannerie, malgré tout le plus grand consommateur des articles industriels, ayant augmenté et en Occident et en Europe de l'Est par suite de la hausse des prix céréaliers. La grande croissance démographique de la même époque élargissait également

¹⁶ W. ABEL: op. cit. p. 114.

¹⁷ ibid. p. 116.

le marché. Le problème qui se posait maintenant était le suivant: *l'industrie occidentale se trouvait être contrainte de satisfaire à l'immense demande de marchandises* (selon la formule de Zs. P. Pach — au commerce de nouveau type devenu commerce de masse) *à des prix désavantageux*, non pas que ces prix aient baissé (ils ont au contraire augmenté) mais parce que les denrées agricoles marquaient une hausse encore plus grande, ce qui a placé les prix industriels dans une situation moins avantageuse à l'intérieur de la structure générale des prix. Et malgré toutes les circonstances défavorables, l'industrie occidentale arrivait à satisfaire à l'immense besoin populaire qui n'avait pas son précédent. Cela aurait pourtant été impossible avec les vieilles méthodes artisanales, de nouvelles méthodes s'imposaient qui demandaient l'emploi de paysans pauvres travaillant chez eux comme ouvriers de chambre. Parmi les historiens, la question se posait d'abord, sur le plan international, comme celle de l'élévation rapide de la productivité par suite du progrès technique, ce qui aurait été la cause du décalage entre l'augmentation des prix industriels et des prix agricoles. Poussant plus loin l'examen de cette explication, si séduisante à première vue, on découvre que l'époque en question n'avait pas produit de nouveautés techniques assez importantes pour justifier le retard dans l'augmentation des prix industriels. Récemment on a cessé de mettre en avant cette explication pour constater plutôt que la question est bien plus complexe et qu'aucune explication ne peut être acceptée comme entièrement satisfaisante. Partant de ce que j'ai essayé d'exposer jusqu'ici, je me permets d'avancer l'explication suivante:

Il devint possible de satisfaire à l'immense demande massive d'articles industriels, malgré les prix désavantageux, *grâce à l'abandon des anciennes méthodes artisanales*. Sous ce rapport, l'évolution des prix aidait l'industrie, forcée de chercher de nouvelles voies. C'est que les salaires, comme nous venons de le voir, restèrent loin derrière l'augmentation des prix alimentaires. Ainsi l'industrie de nouveau type était à même d'employer, d'organiser et de se soumettre les villageois appauvris pendant la déconjoncture précédente, très nombreux déjà en Europe occidentale, et ce à des prix dérisoires. De cette façon elle était quand même capable de produire en masse les articles bon marché et d'en inonder non seulement les villages de son propre pays mais aussi, comme avant, l'Europe de l'Est. En Europe orientale, paradoxalement, même les petits paysans indépendants avaient de la chance, même le plus pauvre possédant un lopin de terre qui le sauvait d'être livré corps et âme, et les salaires n'ayant pas baissé aussi fort qu'en Occident. En somme, là les villageois dépourvus n'étaient pas livrés à l'industrie urbaine. Évidemment, à cette époque la concurrence étrangère a déjà affaibli l'industrie urbaine de l'Europe de l'Est au point qu'elle était astreinte à renoncer aux initiatives précédentes, étant incapable de faire travailler les villageois pour son compte, ce qui était la prémisse de la production bon marché. L'industrie occidentale menait, elle aussi, une lutte à vie ou à mort, mais dans cette lutte elle s'est

soumis et a exploité les couches pauvres de la paysannerie — elle n'avait pas de choix dans les moyens à employer. A longue durée, c'est elle qui restera victorieuse dans cette lutte. La grande densité de la population, le dur travail des petits paysans labourant à grands efforts même les pires terres, les salaires extrêmement bas à cause de la grande foule des paysans pauvres dépourvus du moindre lopin de terre et se prêtant au travail à l'industrie rurale — voilà le prix que l'Europe occidentale avait payé pour parvenir à une plus grande productivité. L'examen comparatif des relations des prix montre d'une façon saisissante que dans les sociétés occidentales la production de masse moderne doit sa naissance à plusieurs générations de masses populaires échouées en marge de la société (car il s'agissait de grandes masses par rapport à l'Est de l'Europe), à leur travail inhumain, à l'usure de leur corps et de leur âme, à leur sous-alimentation, vieillissement et mort précoces. A l'Est on ne connaissait pas de tels extrêmes de la misère où les éléments paupérisés, errants, des villages déferlaient sur la place principale des grandes villes pour y mourir de faim spectaculairement. Les lois de la vie économique ne connaissent pas de grâce: satisfaire à une énorme demande mais à des prix bas, ce n'est possible — si ce n'est par d'importantes nouveautés techniques, ce qui ne pouvait pas être le cas à l'époque, bien antérieure à la révolution industrielle — qu'au détriment de certaines couches sociales, qu'au moyen de leur exploitation cruelle. *A défaut d'importantes innovations techniques, seules l'amélioration de l'organisation du travail et l'augmentation de son intensité peuvent augmenter la production. C'est ce qui s'est passé en Occident.*

Qu'il me soit permis de présenter le diagramme comparatif des prix réels à Sopron et en Alsace qui confirmera que ce qui précède n'est pas une pure spéculation théorique, mais que les analyses du niveau de vie aboutissent aux mêmes conclusions. Il est à noter qu'il est admis parmi les historiens d'examiner le salaire de l'aide-maçon, ouvrier non qualifié, dont le salaire est assez abondamment indiqué dans les comptabilités des constructions. Nous disposons également de données de ce genre, ce qui nous permet de procéder à la comparaison. J'y ajoute encore qu'à la campagne le salaire journalier des faucheurs reste à peine inférieur à celui de l'aide-maçon et, en gros, les deux montrent la même évolution, aussi le diagramme peut servir de point de repère pour connaître le salaire réel des ouvriers campagnards non qualifiés.¹⁸

De cette comparaison se dégage un tableau presque idyllique du niveau de vie des salariés hongrois extraordinairement avantagés par rapport à ceux de l'Occident. (J'ai fait les mêmes calculs partant des prix de Szepesség et même de Vienne, partout le niveau de vie est plus haut qu'en Alsace. Il ne s'agit donc pas d'un phénomène fortuit spécial à Sopron.)

¹⁸ R. GRANDAMY: *La grande régression. Hypothèse sur l'évolution des prix réels de 1375 à 1875*. École Pratique des Hautes Études, VI^e Section, Prix de vente et prix de revient. 13^e et 14^e série.

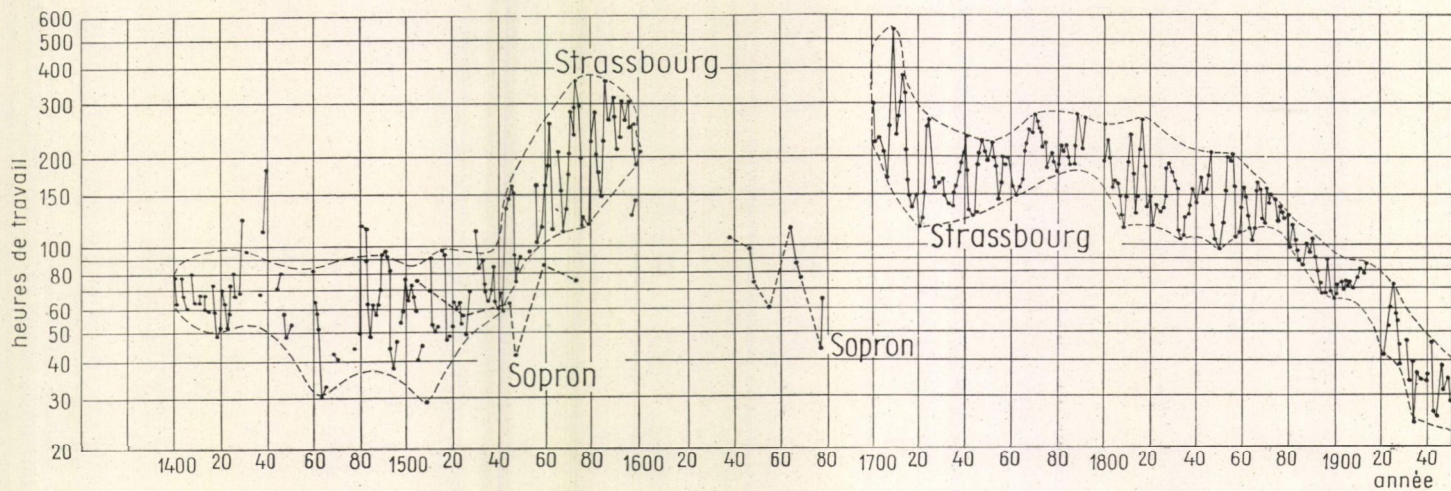


Diagramme III. Prix réels à Strasbourg et à Sopron

A Strasbourg et à Sopron, un aide-maçon devait travailler, pour gagner la valeur de 100 kg de froment, à peu près le même temps au commencement du 16^e siècle, (60—70 heures environ) mais au milieu et à la fin du siècle, ce temps s'est élevé à 150—200, même à 300 heures à Strasbourg, tandis qu'à Sopron l'augmentation resta beaucoup plus modeste.

En Hongrie (et probablement dans les autres pays de l'Est) les salaires relativement hauts, le niveau de vie plus élevé des salariés ont à leur origine le fait que l'industrie n'y était pas arrivée au niveau de développement où la ville ait pu faire travailler les petits paysans au cadre de l'industrie rurale et par là se les soumettre en les exploitant. Cependant, pour cet avantage temporaire (précisons: qui s'était maintenu pendant toute une époque) ces pays devaient payer un prix cruel du point de vue de leur évolution future: pour de longs siècles l'industrie est-européenne est restée en arrière par rapport à l'Occident, avec de moins en moins d'espoir de rattraper son retard. L'industrie occidentale, en butte à de grandes difficultés, s'en est tirée en procédant à une concentration (manufacture) et à l'augmentation de la productivité (réorganisation du travail, système des ouvriers en chambre). Chez nous par contre on voit une déconcentration croissante de l'industrie existante, dont l'importance était de toute façon réduite. Au lieu de se dissoudre, les corporations démodées ne cessent pas leur expansion et à cette époque pénètrent les bourgades et même les villages. L'industrie hongroise cherche à se défendre contre la déconjoncture internationale et contre la vigoureuse concurrence internationale non pas par une réorganisation de grande envergure, mais, bloquée à un niveau bas, cramponnée aux privilèges corporatifs datant de l'époque du «commerce de vieux type», elle se débat sans perspective de développement. Le résultat d'un tel comportement ne pouvait être douteux...

Le niveau de vie relativement élevé des salariés hongrois, le fait positif de l'absence d'une couche extrêmement paupérisée, tant à la campagne que dans les villes, du moins dans les dimensions occidentales, en somme cette situation relativement idyllique entraînait le dépérissement de l'industrie et par conséquent la ruine de la bourgeoisie et en outre le renforcement extraordinaire de la noblesse, en tant que classe sociale. Les grandes masses de la petite noblesse est-européenne réussirent à se tirer tant bien que mal de la période

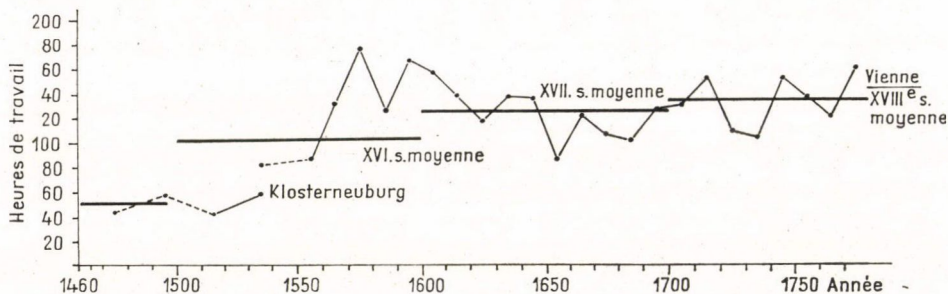


Diagramme III/A. Prix réels à Vienne (prix de vingt kg de froment exprimé dans le salaire horaire d'un aide-maçon)

1. En Autriche, un aide-maçon devait travailler, pour gagner la valeur de 100 kg de froment: au XV^e siècle, 52 heures en moyenne, au XVI^e — un peu plus de 100 heures, au XVII^e 120 heures, au XVIII^e près de 130 heures. Les salaires réels étaient donc inférieurs en Autriche à ceux de Sopron, mais plus élevés qu'en Alsace

précédente, désavantageuse pour elles, et, profitant de la conjoncture agricole, renforcèrent plus que jamais leur puissance, tout comme les grands propriétaires. C'était d'autant plus aisé à faire que la bourgeoisie, qui aurait pu contrebalancer leur pouvoir, faisait défaut, ou presque, en Hongrie. C'est ainsi que se forma le système du deuxième servage où, au lieu de l'industrie, c'est la noblesse qui était l'exploiteur, ce qui était bien pire, cette exploitation sans accumulation étant dépourvue de toute perspective.

De la comparaison de l'évolution des salaires européens on peut tirer la conclusion, surprenante à première vue mais peut-être compréhensible après les analyses ci-dessus, qu'en Hongrie, et dans d'autres pays est-européens, les salaires sont plus élevés que dans le reste de l'Europe, et en outre, que la tendance principale de la forte baisse des salaires réels a un autre contrepoint aussi, notamment aux Pays-Bas.

Tandis qu'en Hongrie le développement industriel *n'a pas encore* atteint le niveau où survient la baisse considérable des salaires, aux Pays-Bas ce niveau était *déjà* assez haut pour permettre, ou plus exactement pour entraîner, la hausse des salaires réels. Analysant le livre de Van der Wee (*The Growth of the Antwerp market and the European Economy*, vol. 3, Louvain) P. Jeannin souligne qu'après une brève stagnation, au XVI^e siècle les salaires réels marquent une augmentation aux Pays-Bas, ce qui est un phénomène isolé. L'unique explication qu'il avance est que l'augmentation du «revenu national» dépassait celle de la population.¹⁹ Cependant, la révolution agricole, dont l'intensité est connue au XVII^e siècle, avait, dès ses débuts au XVI^e siècle, assez d'effet aux Pays-Bas pour réduire le coût de la production des denrées alimentaires et donc pour augmenter les salaires réels.²⁰ En effet, le même phénomène se répète en Angleterre dans la seconde moitié du XVII^e siècle.²¹ A bien réfléchir sur ces problèmes, une autre explication semble s'offrir, notamment que dans les deux pays d'Europe les plus évolués, d'abord aux Pays-Bas et quelques décennies plus tard en Angleterre, l'augmentation des salaires réels et du niveau de vie n'était pas en général provoquée par l'élévation considérable du revenu national par tête d'habitant, mais par l'amélioration de la productivité agricole, par suite de quoi les prix des denrées alimentaires baissaient dans la structure des prix.

J'ai tâché d'exposer ce qui précède sous l'angle des rapports de forces entre les différentes classes sociales, j'ai essayé notamment d'analyser l'effet favorable ou défavorable sur les différentes classes par la hausse ou par la baisse des prix agraires, et de procéder aux mêmes analyses quant aux prix industriels. Or, on peut poser la question d'une manière plus large aussi. Il est connu

¹⁹ P. JEANNIN: *Sur une histoire de marché anversoïse dans son cadre européen*. Annales, Économies, Sociétés, Civilisations 1965, p. 1241.

²⁰ M. L. Makkai a eu l'amabilité d'attirer mon attention sur ce phénomène.

²¹ CH. HILL: *The Century of Revolution 1603—1714*. London, 1966. p. 317—318.

qu'entre l'Ouest et l'Est de l'Europe s'était constituée une grande division du travail internationale et que, au XVI^e siècle, elle a déjà nettement marqué le profil, plus industrialisé de l'Occident, et agraire pour l'Europe de l'Est. La question est de savoir comment cette dualité à l'échelle européenne réagit à l'effet favorable au développement agricole de la révolution des prix survenue au XVI^e siècle. Celle-ci apporta une conjoncture agraire non seulement à la noblesse et à la paysannerie, mais aussi à toute l'Europe orientale agraire qui, à ce moment, avait en effet des chances d'accélérer son développement.²² Le diagramme précédent montre clairement ces grandes possibilités. On y voit bien qu'il était considérablement plus avantageux de produire du blé et du vin, d'élever des bovins que de fabriquer par exemple du drap. A l'époque en question le temps et la phase donnés de la «révolution des prix» agirent en faveur de l'Est européen. Néanmoins, cette évolution portait en soi les germes de l'étouffement. C'est que, en Europe occidentale, la dure situation de l'industrie amenait à l'intensification de la division sociale du travail et cela signifiait, à longue échéance, gagner la bataille. En Europe orientale par contre, on a encore moins fait qu'avant pour développer l'industrie, les produits agricoles, d'un prix relativement plus élevé, permettant d'acheter, sans effort particulier, plus d'articles industriels qu'avant. Dans les pays est-européens cela poussait à la régression de la division du travail à l'intérieur de la société, participant à la division du travail plutôt sur le plan international. L'évolution dans ce sens aboutit à une hypertrophie de la noblesse avec toutes ses conséquences désolantes.

La réponse est fort différente selon les pays et selon les classes sociales à la question de savoir si la division internationale du travail, poussée à ce point-là, était ou non utile pour les différentes collectivités. En Europe de l'Est elle était profitable à brève échéance, mais préjudiciable à longue échéance; pour la bourgeoisie est-européenne elle était fatale, tandis que pour la noblesse elle apportait de grands profits pendant un siècle ou plus. La réponse est donc d'une extrême complexité. Sous l'angle par contre de l'évolution de l'Europe dans son ensemble, cette division était de toute façon avantageuse. Les sociétés qui restèrent entièrement, ou presque, en marge de cette division du travail, en étaient seulement défavorisées. Je ne citerai que l'exemple de la Russie.

Les historiens soviétiques s'occupent peu de recherches relatives à l'évolution des prix, nous disposons pourtant de deux ou trois ouvrages fondamentaux à partir desquels il est possible de reconstituer en grandes lignes le mouvement des prix des plus importants articles.²³ L'analyse des prix valables dans plusieurs villes montre sur le plan régional que, à l'instar de ce qui se passait

²² Zs. P. PACH: *Diminishing share of East-Central-Europe in the 17th Century International Trade*. Acta Historica Acad. Scient. Hung. XVI. 3—4. 1970. pp. 289—306.

²³ V. N. JAKOVCEVSKIJ: *I prezzi ed il profitto commerciale nella Russia feudale-servile. I prezzi in Europa dal XIII secolo à oggi*. . . pp. 449—479.

en Pologne, les prix des grains montaient considérablement dans les villes et régions proches d'un port maritime ou de la Volga, tandis qu'ils restèrent à un niveau bien plus bas dans les régions éloignées du commerce international. Le contraire vaut pour les articles industriels importés: les territoires accessibles au commerce international connurent des prix industriels relativement moins hauts, ce qui est naturel, vu la facilité du transport vers ces régions, tandis que les prix montèrent considérablement tant que les mêmes articles arrivèrent dans les territoires éloignés. Si, comme dans ce qui précède, nous analysons ici aussi les structures des prix (ce que les confrères russes n'ont pas fait), la conclusion s'impose que dans les régions intégrées au commerce international, le blé, plus cher, permettait d'acheter plus d'articles industriels qu'il n'était possible dans les régions restées en dehors du commerce international. En vain le blé est resté bon marché, il fallait en donner davantage pour les articles industriels occidentaux que dans les régions et villes russes intégrées au commerce international. Dans son étude citée V. N. Jakovcevskij se plaint que les articles importés de l'Occident étaient bien meilleur marché que ceux du pays. (Une fois de plus une preuve de l'effet fatal qu'exerce le commerce avec des pays ayant une industrie beaucoup plus développée sur l'industrie du pays en question.) Dans les régions éloignées, les produits de l'industrie étaient si chers qu'avec leur blé à bon marché, les paysans étaient incapables de les acheter et étaient astreints à les produire eux-mêmes à la maison, par filage, tissage, industrie familiale. Cette autarcie paysanne exerçait un effet de freinage si fort sur la naissance et l'essor de l'industrie nationale russe que son retard par rapport à l'industrie occidentale était désormais impossible à rattraper. Le travail intense, le surmenage que connurent les paysans occidentaux travaillant pour l'industrie rurale étaient inconnus dans les régions orientales où, par contre, les paysans étant contraints à confectionner tout, jusqu'à leurs chaussures, faisaient des travaux extrêmement variés. Ils travaillaient beaucoup mais pas assez efficacement. Le travail domestique varié dû au sous-développement n'a pas créé en Europe de l'Est un bien-être idyllique — et je me réfère ici à une étude de László Makkai, où sont comparées les conditions de vie de la paysannerie française et hongroise²⁴ — il n'a qu'assuré un niveau de vie modeste mais relativement stable. En Europe orientale aussi les paysans souffraient et travaillaient, mais vu la mauvaise organisation sociale du travail, cela les avançait peu et n'ouvrait pas d'issue. *Seul le travail intense fondé sur le développement de la division du travail peut apporter du progrès.* Le bien-être idyllique dû au retard dans le développement — et qui, de toute façon, ne peut être qu'un bien-être de niveau inférieur — sera payé trop cher par la société entière, car ce sont toute l'économie et toute la société du pays en question qui restent en arrière dans la hiérarchie internationale.

²⁴ L'étude se trouve en manuscrit.

Dans la suite, je tâche d'esquisser brièvement le mouvement des prix en Hongrie au XVII^e siècle. Comme nous venons de voir, la conjoncture agraire marquant la seconde moitié du XVI^e siècle à l'échelle internationale, s'était manifestée non seulement dans le commerce extérieur des pays exportateurs de blé, mais aussi aux marchés intérieurs, par conséquent aussi dans la Hongrie de l'époque dont les exportations de blé étaient insignifiantes. Par mille canaux de la vie économique, par la capillarité du marché, la tension se transmettait dans toute l'Europe par suite de l'augmentation de la demande des produits agricoles. Cela est démontré aussi par le fait qu'en Hongrie, qui n'exportait guère de blé, les prix de ce dernier passaient par les mêmes étapes que dans les pays, grands exportateurs de grains, et que dans les pays occidentaux, acheteurs de ces produits. L'économie internationale était déjà bien plus cohérente que nous ne l'avons pensé pendant longtemps. Tel un immense réseau, tous ses fils se tendent lors d'une conjoncture internationale (la tension différant selon les différentes lignes de force), lors de la déconjoncture, ils se relâchent inélastiquement. La conjoncture agraire du XVI^e siècle ayant bien atteint la Hongrie il n'est rien d'étonnant à voir que la dépression du XVII^e siècle ne l'a pas évitée non plus.

Nous savons bien qu'au XVII^e siècle la hausse des prix du XVI^e siècle connut un arrêt sur le plan international. Vers 1610-20 il y a une rupture, à partir de cette date nous voyons une stagnation avec quelques variations insignifiantes et ce n'est que vers la fin du siècle que les prix de blé connaissent quelque augmentation. Dans les différents pays les dimensions des changements varient, mais la tendance générale est sans équivoque sur le plan international. C'est par la même évolution que passent les prix à Vienne, en Hongrie (à Sopron et dans la Szepesség). Calculée en gramme d'argent l'évolution des prix montre non seulement une stagnation pendant certaines décennies du XVII^e siècle, mais aussi une baisse marquée.

Examinons maintenant le mouvement des prix des principaux produits hongrois, du blé, du vin et des bovins. Le diagramme ci-dessous comprend les prix des bovins à Vienne et dans la Szepesség (aujourd'hui en Slovaquie). (De Sopron nous ne disposons malheureusement que de données fragmentaires.) A partir des années 1520-30 on y voit un immense écart entre les prix viennois et hongrois (Szepesség). Les années vingt et trente du XVII^e siècle apportent une baisse dans les prix viennois des bovins qui descendent le plus bas dans les années 1650. Dans la Szepesség par contre ils montent pour atteindre le plus haut niveau à la même époque, c'est-à-dire dans les années 1650-60. Donc, les prix des bovins en Hongrie et à Vienne (connaissant les données relatives à d'autres villes nous sommes en droit de généraliser et de dire: en Occident) forment au milieu du XVII^e siècle un ciseau qui se ferme. Nous savons bien qu'à cette époque, non seulement à Vienne mais dans toute une série de villes allemandes, sur tout le marché des bovins venant de Hongrie, les prix

de ceux-ci baissaient considérablement. C'était la fin des bénéfices acquis au cours du XVI^e siècle et qui avaient assuré aux commerçants hongrois d'importantes accumulations. Je veux en tout cas souligner que la cause *primaire* n'en était pas la politique économique des Habsbourg, elle n'a que détérioré encore la situation fort désavantageuse en elle-même. Cette grande déconjoncture du milieu du XVII^e siècle ne permit un commerce efficace qu'aux « marchands de bœufs aristocrates », aux Zrínyi et Batthyány, forts de leur immunité fiscale nobiliaire et pouvant déjouer la douane.

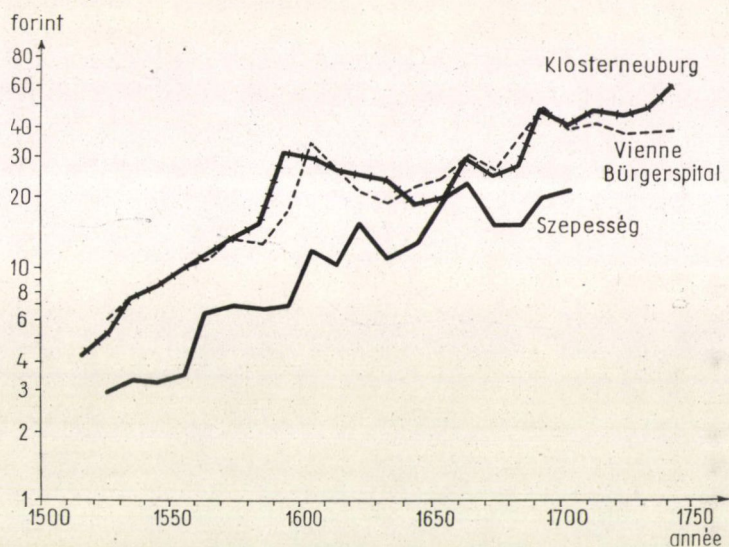


Diagramme IV. Prix des bovins

Quelle était la cause de cette grande baisse du prix des bovins dans les villes autrichiennes et allemandes ? Il me semble la trouver dans l'appauvrissement de la bourgeoisie allemande, dans la diminution de son pouvoir d'achat. La richesse qui diminue s'accompagne de changements dans l'alimentation, la consommation de viande, aliment cher passant pour du luxe, se réduit et les besoins en calorie sont satisfaits par des denrées moins chères. D'ailleurs, au Danemark, l'exportation des bovins connut la même crise, à partir des années 1640 elle baissait considérablement, et ce sans raison intérieure, uniquement à cause de la réduction de la demande. Je répète donc, que cette réduction découle de l'appauvrissement de la bourgeoisie allemande, ce qui est corroboré par d'autres analyses aussi, portant sur le niveau de vie. Des études comparatives ont été faites sur l'alimentation de la paysannerie et de la bourgeoisie au XV^e, au XVI^e et au XVII^e siècle. La viande disparaissait de leur

menu, elle devenait exceptionnelle, un mets de fête, la prépondérance appartenait aux légumes, à la soupe, aux pâtes. Le mode de se nourrir changeait, la viande coûteuse cédait la place aux mets plus simples. En Hongrie, l'exportation des bovins et les commerçants en étaient les victimes.

Vers la fin du XVII^e siècle, dans les années 80-90, les prix des bovins marquent de nouveau une certaine hausse, le ciseau s'ouvre entre les prix hongrois et les prix occidentaux, aussi le commerce aurait-il pu apporter des bénéfices importants. Les effets de cette conjoncture étaient pourtant contre-carrés par les guerres. D'un autre côté, les commerçants hongrois étaient ruinés

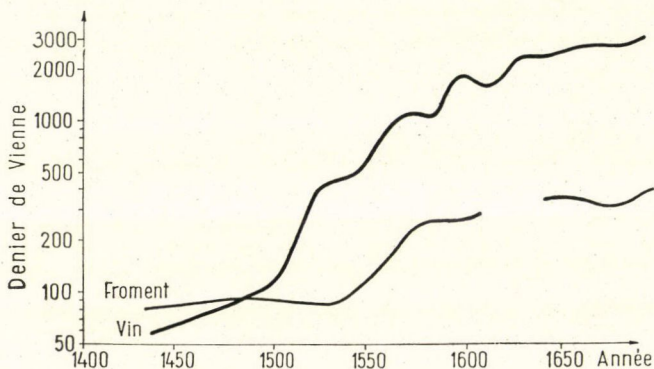


Diagramme V. Trend des prix du vin et du froment à Sopron

pendant les décennies précédentes au point de disparaître pratiquement du marché sans pouvoir profiter des nouvelles possibilités. A leur place apparurent les commerçants allemands et, vers la fin du siècle, en nombre croissant, des commerçants balkaniques.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner l'évolution du prix d'un autre important produit hongrois: le vin. Le diagramme suivant montre les variations des prix, à Sopron, d'un banneau de blé et d'un *muid* de vin, à partir du XV^e siècle jusqu'à la fin du XVII^e. Nous voyons qu'au milieu du XV^e siècle un banneau de blé coûtait plus cher qu'un *muid* de vin, mais ce rapport change aux environs des années 1480, le ciseau des prix s'inverse et le vin devient plus cher que le blé. Il est intéressant de voir qu'au début du XVI^e siècle le prix du vin commence à monter, et bien plus considérablement, quelques décennies plus tôt que celui du blé. Le vin a toujours gardé ce niveau supérieur au blé, son prix monta sans interruption pendant tout le XVII^e siècle, même au moment de la dépression. Le ciseau des prix entre les deux produits s'ouvrait de plus en faveur du vin. De point de vue économique et social ce fait avait comme conséquence importante d'assurer un mode de vie plus libre à la paysannerie, de permettre à la bourgeoisie, dans les régions qui s'y prêtaient, de récupérer

ses pertes dues à la détérioration de l'industrie par la viticulture et par le commerce du vin. C'est grâce à cette possibilité qu'au cours du XVII^e siècle elle ne connut quand même pas le déclin qu'aurait justifié l'industrie hongroise ruinée. De plus, les villes s'occupant de viticulture et de commerce du vin (Sopron, les bourgs de Hegyalja) connurent même une certaine prospérité dans ce siècle de dépression. Une fois de plus, nous trouvons l'explication dans l'évolution de la structure des prix, plus précisément dans l'évolution très favorable

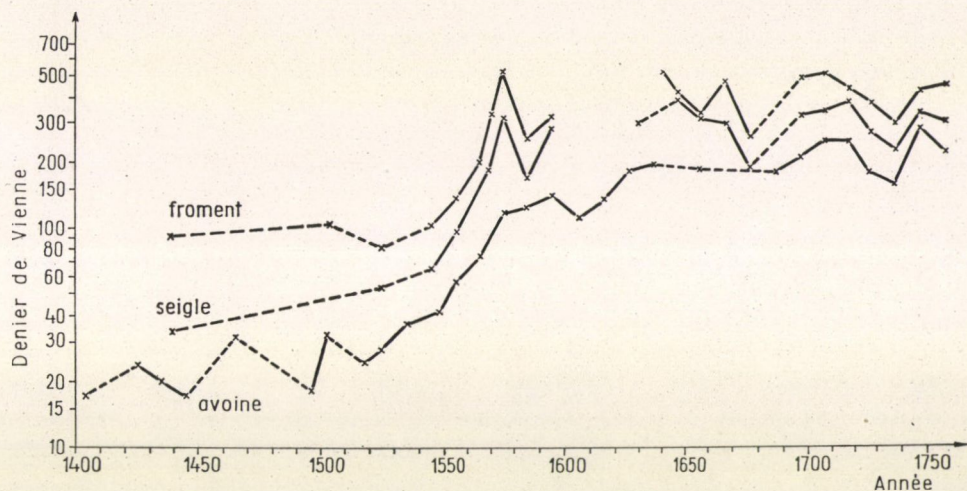


Diagramme VI. Sopron, Prix des grains

des prix du vin. En fait, la bourgeoisie de ces villes devait sa prospérité non pas au travail bourgeois, notamment à l'industrie, mais à une occupation agricole qui favorisait la conjoncture du vin.

Quant à notre pain quotidien, les grains, le diagramme suffit en lui-même : les prix des grains en Hongrie s'adaptent aux lois de l'évolution européenne. Nous savons pourtant que dans notre commerce extérieur le blé n'a joué aucun rôle, la Hongrie n'en ayant pas du tout exporté pratiquement avant la seconde moitié du XVIII^e siècle. A propos des prix des grains il convient de s'arrêter sur certaines questions de l'évolution polonaise, le blé étant le premier et le plus important produit exporté. Nos confrères polonais nous ont de loin dépassés dans les recherches concernant l'histoire des prix. Dès l'entre-deux-guerres toute une école s'en occupait et depuis, nombre d'importants ouvrages ont paru sur ce sujet où les prix du blé et d'autres sont analysés de ville en ville. Pour la Pologne aussi, il a été démontré que les prix du blé commencent le plus tôt à monter et atteignent les plus hauts niveaux dans les régions où les possibilités d'écoulement sont les plus favorables, c'est-à-dire dans la proximité des ports maritimes et des fleuves importants. Dans les régions plus éloignées ils restent à un niveau plus bas. Au cours du XVI^e siècle, jusqu'au milieu du

XVII^e le prix du blé polonais suit en gros les tendances européennes, mais il s'élevait dans une mesure dépassant de loin l'augmentation dans les autres pays. Au bout d'un certain temps cela devait conduire à une importante réduction de la différence des prix entre le blé polonais et le blé occidental, ce qui réduisit à son tour le bénéfice. Le blé polonais subit en gros le même sort que les bovins hongrois. La révolution agricole ayant lieu aux Pays-Bas et en Angleterre eut comme résultat une culture céréalière plus productive, donc meilleur marché, de sorte qu'au lieu d'importer du blé comme avant, ces pays pouvaient même en exporter. Toute la vie économique polonaise étant basée sur l'exportation céréalière, il était inévitable de la maintenir même à ces prix désavantageux. Cela, à son tour, n'était possible que grâce à une exploitation poussée des serfs. A mon avis, la situation est l'inverse de celle que l'on avance en guise d'explication: ce n'est pas l'exploitation forcée des serfs qui aboutit à la ruine de l'exportation des blés, mais la structure des prix devenue défavorable. Si l'on voulait exporter malgré cette situation, ce ne pouvait être qu'au détriment de la paysannerie et c'est ce qui l'a surtout ruinée. D'ailleurs, le niveau antérieur des exportations était impossible à maintenir même à ce prix.²⁵ Même le volume de l'exportation du blé polonais se réduisit catastrophiquement, et les prix y descendirent le plus bas dans toute l'Europe, dans la seconde moitié du XVII^e siècle.²⁶ A notre avis, dans ce cas aussi, c'est le changement de la *demande* qui a détérioré les rapports des prix. Dans les exploitations intensives des Pays-Bas et de l'Angleterre la production du blé était plus efficace et ainsi le blé polonais, à culture extensive, a perdu sa compétitivité, il cessa d'être *aussi nécessaire* qu'avant, et si l'on en avait besoin, ce n'était plus *au même prix* qu'auparavant.

Pour illustrer le degré de restructuration de l'économie et de la société anglaises nous ne citerons qu'une seule donnée: dès les premières décennies du XVIII^e siècle, un tiers seulement de la population produisit du blé, et cela a suffi pour pourvoir aux besoins de la population et en outre pour exporter. (A cette époque-là 5% seulement de la population hongroise achetait du blé au marché et ce n'est que de *nos jours* qu'un tiers de la population est occupé dans l'agriculture.) Ces faits donnent à mesurer l'écart entre le niveau de développement des sociétés est-européennes et des sociétés occidentales évoluées, fort accru par rapport à l'époque précédant la révolution des prix. A partir du milieu du XVII^e siècle les prix internationaux évoluaient d'une façon désavantageuse pour l'Europe de l'Est. La conjoncture de près de trois quarts de siècle qui favorisait l'Europe de l'Est a pris fin au milieu du XVII^e siècle.

Le commerce est-ouest, si vif jusque-là, connut un déclin dans la seconde moitié du XVII^e siècle et c'est à ce moment-là que l'Europe occidentale con-

²⁵ J. TOPOLSKI: *Narodziny kapitalizmu w Europie XIV—XVII. wieku*. Varsovie, 1965. p. 167.

²⁶ W. ABEL: *op. cit.* p. 152.

centra plus d'attention sur ses colonies.²⁷ L'Europe de l'Est, restée en marge de la conjoncture internationale et s'appauvrissant peu à peu, a perdu de son importance pour l'Occident en tant que consommateur des produits industriels et comme fournisseur de denrées alimentaires.

Quelle était la signification de cette nouvelle situation pour l'Europe de l'Est, ou pour réduire le champ des recherches, pour la Hongrie, pour ses différentes classes et couches sociales? Le diagramme de la structure des prix de Szepesség montre que les viticulteurs pouvaient obtenir des bénéfices dépassant tout profit antérieur (la même chose ressort des diagrammes de Sopron), ils étaient donc à même de rester larges dans les achats de produits industriels. Le prix du drap morave baissait même un peu vers la fin du XVII^e siècle. L'élevage et le commerce des bestiaux apportaient de nouveau du profit, mais, comme nous venons de le voir, aux autres que les commerçants hongrois. La culture du blé assurait un peu moins de bénéfice, et de toute façon les grains n'étaient pas exportés. Ce diagramme montre également qu'à la fin du XVII^e siècle, en Hongrie, le niveau de vie *n'a pas baissé* sensiblement dans sa structure par rapport au XVI^e siècle. L'appauvrissement réel, dont nous parlent les sources, est en effet dû aux guerres et aux immenses impôts qu'exigeait la guerre de libération contre les Turcs. Le diagramme où se comparent les salaires réels à Sopron et en Alsace (p. 321) permet de tirer les mêmes conclusions: dans la Hongrie du XVII^e siècle, les salaires réels baissaient dans une certaine mesure mais qui n'était pas considérable, en Alsace par contre (et dans bien des régions de l'Europe) cette baisse était catastrophique ainsi que la détérioration du niveau de vie. En somme, nous pouvons dire que la Hongrie était perdante dans cette évolution dans la mesure où elle restait entièrement en marge de l'industrialisation, mais dans le domaine de l'alimentation elle ne s'écarta guère de son niveau du XVI^e siècle. En tout cas, ses pertes étaient moindres que celles de l'Allemagne et de la Pologne.

Pour résumer ce qui précède: les résultats, modestes pour le moment, des analyses comparatives des structures des prix étaient la conception selon laquelle les avantages offerts à la Hongrie par la conjoncture agraire du XVI^e siècle étaient perdus par elle au cours du XVII^e siècle, parce qu'elle était restée en marge du processus aboutissant à une organisation plus intensive du travail, cependant, le niveau de vie, à l'encontre de bien des pays occidentaux, ne s'est pas détérioré sensiblement. Au cours du XVII^e siècle, elle a pu préserver sa population, son niveau de vie, et même, sinon partiellement, sa structure économique et sociale et son organisation du travail, et ce jusqu'au XVIII^e siècle quand de nouvelles possibilités avantageuses s'offraient pour le développement. Toutefois, la préservation de la structure socio-économique à un niveau inchangé pour l'essentiel, et ce à une époque où les économies et les sociétés

²⁷ Zs. P. PACH: *Diminishing share of East-Central-Europe in the 17th Century International Trade*. Acta Historica Acad. Scient. Hung. XVI. 3-4. 1970. pp. 289-306.

des pays occidentaux évolués subirent une restructuration substantielle pour se moderniser, signifiait un raidissement des structures vieilles ce qui fit perdre à la Hongrie la place qu'elle avait occupée avant dans la hiérarchie internationale. L'absence de la restructuration dans notre pays est à l'origine d'un retard impossible à rattraper. Les nouvelles possibilités qui s'ouvraient devant le pays au milieu du XVIII^e siècle, le trouvaient dans des conditions incomparablement plus désavantageuses, dans un retard bien plus sensible que ce n'était le cas au début de l'époque de la révolution des prix.

Движение цен в Венгрии и общеевропейское развитие XVI–XVII вв

В. ЗИМАНЬИ

Резюме

На основании данных подготавливаемой работы по ценам в г. Шопрон, а также рукописи по истории цен в Спишском комитате, любезно предоставленной словацким исследователем Штефаном Казимиром, автор пришла к выводу, что движения цен в Венгрии, как правило, совпадали с движениями цен, наблюдаемыми во многих других странах Европы в данный период. (Темпы изменений трендов цен «longue durée» по всей Европе обнаруживают большую аналогию. Также следует рассматривать как общее явление то, что в период «революции цен» в XVI веке цены на хлеб повысились наиболее сильно, в меньшей степени цены на скот и на продукты животноводства и в еще меньшей степени — цены на промышленные изделия.) Однако ни одна из причин, которыми, как правило, объясняют явление движения цен, не может быть применена к Венгрии: ни ввоз серебра из Америки (который непосредственно не затрагивал Венгрию), ни экспорт хлеба, — основной фактор, которым польские историки объясняют движение цен, — (ибо он в Венгрии до второй половины XVIII века не достиг более значительных масштаба), ни демографическое развитие (дело в том, что в период большого демографического подъема в XVI веке Венгрия в связи с турецкой оккупацией понесла тяжелые потери в людях) все это не может объяснить, почему цены в Венгрии вели себя аналогично тому, как в других странах Европы. Согласно мнению автора, явления истории цен в Венгрии сами по себе, на основе внутреннего развития страны не могут быть объяснены и не поддаются истолкованию.

Рассматривая Европу — экспортирующую промышленные товары Западную Европу и экспортирующую сельскохозяйственную продукцию Восточную Европу — как дополняющие друг друга единицы, автор полагает, что в период конъюнктуры цен в XVI веке сельское хозяйство Восточной Европы могло сбывать на Западе Европы свою продукцию с выгодой, благодаря тому, что в новой структуре цен их стоимость повысилась, в то время как промышленность запада Европы была вынуждена удовлетворять возросший спрос на промышленные товары по невыгодным низким ценам. Поскольку в данный период важные технические изобретения еще не революционизировали промышленное производство, промышленность Западной Европы в условиях невыгодных цен могла повышать производство только уходом от старых кустарных методов, применением системы работы на дому, улучшением организации труда, повышением его интенсивности. Рассматривая дело поверхностно, можно предполагать, что «революция цен» XVI века являлась выгодной для Восточной Европы. Однако это развитие было чревато опасностью стагнации развития для Восточной Европы. В то время как невыгодные условия цен заставляли промышленность Западной Европы интенсифицировать общественное разделение труда, благодаря чему общества запада Европы на длительный период обеспечили себе выгодное положение, то в Восточной Европе в связи с существующими выгодными ценами на сельскохозяйственную продукцию делались для развития промышленности еще меньшие усилия, чем в предыдущем XV столетии.

С прекращением роста цен на сельскохозяйственную продукцию в XVII веке прекратилась и выгодная для Восточной Европы конъюнктура. Венгрию наиболее чув-

ствительно поразило сильное падение цен на крупный рогатый скот на рынках сбыта в Австрии и Германии. Благодаря этому к середине XVII века сильно сокращалась прибыль, полученная из сбыта этого наиболее важного экспортного товара страны. Цена на другой важный экспортный товар — вино — оставалась сравнительно выгодной; благодаря чему бюргерство городов, занимавшееся виноделием и торговлей вином, не обеднела в такой степени, как это вытекало бы из состояния промышленности в стране, что же касалось крестьян, занимавшихся виноделием, это занятие обеспечило им несколько больше свободы.

Выгодных условий развития, вытекавших из сельскохозяйственной конъюнктуры, Венгрия в XVII веке частично лишилась, но в то же время она лишилась и возможностей промышленного развития в связи с тем, что процесс более интенсивной организации труда не распространялся на Венгрию. Хозяйственная и общественная структура страны к началу XVIII века по существу оставались неизменными, в то время как экономика стран Западной Европы к этому времени успела полностью реорганизоваться и модернизироваться. Таким образом, возникшие к середине XVIII столетия новые выгодные условия Венгрия могла использовать в несравненно менее выгодных обстоятельствах, и в значительно более отсталом положении, чем могла бы в XVI веке, в период развертывания «революции цен».

Der Anschluss und die „Alternative“ der Donaukonföderation in der Aussenpolitik Otto Bauers in den Jahren 1918—1919

Von

L. KERÉKES

Die am 12. November 1918 proklamierte Erste Österreichische Republik wurde unter einzigartigen geschichtlichen Umständen ins Leben gerufen. Im Augenblick ihrer Entstehung gab sie der Welt bekannt, daß sie die Gelegenheit zu einer selbständigen Staatlichkeit nicht nützen, sondern sich an das Deutsche Reich anschließen wolle. In Wien begann also eine dem allgemeinen Auflösungsprozeß der Monarchie entgegengesetzte Entwicklung. Während die anderen Völker des dualistischen Reichs im Taumel der Begeisterung über die wiedergewonnene oder zum erstenmal erworbene staatliche Selbständigkeit, mit dem Gefühl selbstsicheren Nationalbewußtseins in die Zukunft blickten, betrachtete Österreich, das Symbol, der »Stützpfeiler« der 56 Millionen Einwohner zählenden Monarchie, die durch die historische Wendung erlangte selbständige nationale Existenz als überflüssig und überholt.

Am 12. November 1918 erklärte Staatskanzler Karl Renner auf der konstituierenden Sitzung der provisorischen Nationalversammlung Österreichs unter einstimmiger und begeisterter Zustimmung der Abgeordneten, daß Österreich sich mit dem Deutschen Reich als ein Körper fühle. Er schlug deshalb vor, die provisorische Verfassung der soeben proklamierten österreichischen Republik sollte die Anschlußabsicht Österreichs an Deutschland zum Ausdruck bringen. Das geschah auch. Abschnitt 1 des 5. Staatsgesetzes, das die Regierungs- und Staatsform Österreichs regelt, erklärt: »Deutschösterreich ist eine demokratische Republik. Alle öffentlichen Gewalten werden vom Volke eingesetzt.« Der zweite Abschnitt des Gesetzes legt fest: »Deutschösterreich ist ein Bestandteil der Deutschen Republik. Besondere Gesetze regeln die Teilnahme Deutschösterreichs an der Gesetzgebung und Verwaltung der Deutschen Republik sowie die Ausdehnung des Geltungsbereiches von Gesetzen und Einrichtungen der Deutschen Republik auf Deutschösterreich.«¹

Am 15. November richtete die österreichische Regierung ein Telegramm an den amerikanischen Präsidenten Wilson und ersuchte ihn, entsprechend

¹ KARL R. STADLER: *Hypothek auf die Zukunft. Entstehung der österreichischen Republik. 1918—1921*. Europa-Verlag, Wien 1968, S. 86.

seinen Prinzipien über das Selbstbestimmungsrecht der Völker, Deutschösterreichs Anschlußabsichten bei den Siegermächten zu unterstützen. »Wir hoffen, Herr Präsident, daß Sie, den von Ihnen so oft ausgesprochenen Grundsätzen entsprechend, diese Bestrebungen des deutschen Volkes in Österreich unterstützen werden. Das Recht der Polen, der Italiener, der Südslawen, die bisher dem österreichischen Staat angehört haben, sich mit ihren Nationalstaaten außerhalb Österreichs zu vereinigen, haben Sie, Herr Präsident, verfochten; wir sind überzeugt, daß Sie dasselbe Recht auch dem deutschen Volk in Österreich zuerkennen werden.«²

Die deutsch-österreichische Anschlußidee, das sogenannte Anschlußprogramm wurde seit seiner feierlichen Verkündung am 12. November zu einem immer wiederkehrenden Problem in der europäischen, insbesondere der mitteleuropäischen Politik. In der Geschichte des politischen Denkens des modernen Europa trifft man selten eine Idee, in der sich hinter dem gleichen Begriff so voneinander abweichende Klasseninteressen und nationale Überlegungen verbargen, wie in der Anschlußforderung. Außerdem drückte die Anschlußparole in den verschiedenen Phasen der europäischen Entwicklung auch im Zusammenleben der Völker sehr unterschiedliche Bestrebungen und Machtziele aus. In folgendem versuchen wir, gestützt auf den Nachlaß von Otto Bauer, die Entstehung der Parole »Anschluß«, die daran geknüpften politischen Hoffnungen und Otto Bauers Schritte für die Durchführung der deutsch-österreichischen Vereinigung aufzuzeigen.

Der die historische Existenzberechtigung eines unabhängigen österreichischen Staates verneinende Anschlußgedanke war die eigenartige Antwort des Austromarxismus und vor allem Otto Bauers auf die Frage nach der Lösung des nationalen Problems zu einem Zeitpunkt, als das von den Sozialdemokraten im Jahre 1899 verkündete Programm von der »kulturellen nationalen Autonomie« durch den Zerfall der Österreichisch-Ungarischen Monarchie und die schnelle Konstituierung der Nachfolgestaaten endgültig illusorisch geworden war. Otto Bauer, der als Kriegsgefangener in Rußland die sozialistische Revolution erlebt hatte, erkannte schon Ende 1917 (als er nach Wien zurückkehrte), daß das sozialdemokratische Nationalitätenprogramm mit seiner Doktrin über »die Vorteile der großen Wirtschaftseinheit« und »die demokratische, auf der kulturellen Nationalautonomie basierende Föderation« längst von der geschichtlichen Entwicklung überholt worden war.³ Ende 1917 schrieb

² Ebenda, S. 87.

³ Wie aus einem Brief Otto Bauers an Kautsky vom 25.9.1913 hervorgeht, war Bauer bereits 1913 in Hinblick auf die Zukunft und den Fortbestand der Österreichisch-Ungarischen Monarchie außergewöhnlich pessimistisch. Wir zitieren zwei Ausschnitte aus dem Brief:

»Der vollständige Zusammenbruch der innern und äußern Politik macht die Leute nur mutlos, die Arbeiter denken, daß in Österreich ohnedies nichts zu machen ist, alle Anstrengungen vergebens sind, und fallen so in eine politische Indifferenz zurück, die die Entwicklung der Partei hemmt . . .«

er in einem Artikel: »Die deutsche Sozialdemokratie in Österreich sucht die Lösung des österreichischen Problems nur noch in Reformen an diesem Staat und innerhalb dieses Staates . . . Sie glaubt die Nationen mit der Autonomie in Kreisen abfinden zu können, es soll also nicht jede Nation selbst entscheiden, welche Angelegenheiten sie selbständig, welche sie mit anderen Nationen gemeinsam verwalten will . . . Aber Tschechen und Polen, Südslawen und Ukrainern genügt eine solche Autonomie nicht.«⁴ Der Gedanke des totalen Selbstbestimmungsrechts der Völker tauchte in Otto Bauers Schriften hier zum erstenmal auf. Ausführlicher legte er diesen Gedanken auf einer Konferenz der sozialdemokratischen Linken der Monarchie im Januar 1918 in Wiener Neustadt dar, an der außer den österreichischen linken Sozialdemokraten um Otto Bauer auch die Vertreter der polnischen, slowenischen und tschechischen Sozialisten teilnahmen. Die Konferenz betrachtete — unter dem Einfluß von Otto Bauer — die Auflösung der Monarchie als bereits beschlossene Tatsache und versuchte, den Standpunkt der Sozialdemokratie zu diesem bevorstehenden Ereignis festzulegen. Die Konferenz beschloß: 1. Jede Nation regelt ihr Verhältnis zu den anderen Nationen Österreichs durch ihre konstituierende Nationalversammlung, 2. die Sozialdemokratie wird dafür eintreten, daß die wirtschaftlichen Angelegenheiten unter der gemeinsamen Leitung der Nationen verbleiben, 3. das Selbstbestimmungsrecht der Völker, auch das der Sudeten-deutschen, muß allgemein anerkannt werden. Professor Turok hat die Konferenz vom Januar 1918 in einem seiner unlängst gehaltenen Vorträge als unmittelbare Auswirkung der großen sozialistischen Oktoberrevolution gewertet: »Diese Konferenz beschloß eine Plattform, die zweifelsohne in Zusammenhang mit den Parolen und Forderungen der Oktoberrevolution zu bringen ist, nämlich die Plattform der Linken, die das Selbstbestimmungsrecht der Nationen verlangte. Die Linken, also Otto Bauer, erklärten, daß die staatliche Gemeinsamkeit nur dann aufrechterhalten werden kann, wenn die Nationen es selbst verlangen.«⁵ Bauer gelangte — im Gegensatz zu Renner — schon damals zur Anerkennung des nationalen Selbstbestimmungsrechts, hielt aber wegen der

Nach Bemerkungen über die wirtschaftliche Krise und die reformistische Erziehung der österreichischen Arbeiterschaft folgt der Satz:

»Am verständlichsten wäre heute vielleicht eine Propaganda, die die Hoffnung der Arbeiter auf den Zerfall Österreichs lenken würde. Aber das ist noch nicht möglich, als ein zu plötzlicher Bruch mit der Vergangenheit der Partei und als eine Vertröstung auf eine nicht nur ferne, sondern doch immer noch, wenigstens nach der Meinung der Menge, ungewisse Zukunft.«

Nachlaß Kautsky. D. II. 498. II. SG. (Prof. Hans Mommsen hat dem Verfasser der vorliegenden Studie die obigen Zitate freundlicherweise aus seinen eigenen Forschungen überlassen.)

⁴ OTTO BAUER (KARL MANN): *Voraussetzungen der Internationale.* Der Kampf. Jahrgang 11. Angeführt bei OTTO LEICHTER: *Otto Bauer. Tragödie oder Triumph.* Europa-Verlag, Wien 1970, S. 96.

⁵ WLADIMIR M. TUROK: *Die russische Oktoberrevolution und ihre Rückwirkungen auf den Zusammenbruch der Österreichisch-Ungarischen Monarchie.* Im Band: »Die Auflösung des Habsburgerreiches.« Wien 1970, S. 227.

Gefahr des deutschen Imperialismus einen demokratischen Staatenbund an Stelle der Monarchie noch immer für wünschenswert. »Solange wir dem deutschen Imperialismus gegenüberstehen, ist die Verwandlung Österreichs in einen Nationalitätenbundesstaat die einzige unter den denkbaren Lösungen des österreichischen Problems, die nicht nur den Interessen der Völker Österreichs, sondern auch den Interessen der ganzen europäischen Demokratie entspricht. Wenn aber in Deutschland die Demokratie siegt, könnte das Selbstbestimmungsrecht aller Völker Österreichs in anderen vollkommeneren Formen verwirklicht werden.«⁶ Obwohl er hier den Anschlußgedanken noch nicht aussprach, ist aus einem Artikel doch die Überzeugung abzulesen, daß er die Umgestaltung der Monarchie in einem Bund gleichberechtigter Staaten für eine wünschenswerte, doch nicht in jeder Beziehung vollkommene Lösung ansah. Ohne Zweifel hielt er den durch einen Sieg der deutschen Demokratie erhofften Anschluß für die bessere Lösung. Seine Auffassung unterschied sich also schon im Frühjahr 1918 wesentlich von der Karl Renners, der in der Arbeiter Zeitung von 2. März 1918 noch immer den einzigen gangbaren Weg zur Lösung im Rahmen der Monarchie sah. »Wenn Österreich bestehen will, muß es sich von dem nationalen Hader befreien. Und das kann es nur, wenn es den Nationen *in seinem Rahmen* das gibt, worauf keine entwickelte, keine selbstbewußte Nation verzichten will: ihren Staat! Jeder Nation ihren Staat mit eigener Regierung und eigenem Parlament; alle Nationen vereint im Reiche zu gemeinsamer Verwaltung des gemeinsamen Wirtschaftskörpers — nur auf dieser Grundlage ist eine Verfassung möglich, der die Nationen freiwillig zustimmen und die das Reich von dem Nationalitätenhader befreit.«⁷

Der stürmische Verlauf des Auflösungsprozesses der Monarchie machte Otto Bauer schon Anfang Oktober 1918 — vor dem Erscheinen des kaiserlichen Aufrufs über die nationale Selbstverwaltung — klar, daß die an die Reform der Monarchie geknüpften Hoffnungen gegenstandslos geworden waren. In seiner am 13. Oktober begonnen Artikelserie trat er bereits eindeutig für den Anschluß als einzig mögliche Form der Durchsetzung des Selbstbestimmungsrechts der Völker ein. Anfang Oktober aber stand er mit dieser Ansicht noch ziemlich allein. Er gab selbst zu: »...die Masse der Arbeiterschaft... stand dem Anschlußgedanken damals noch kühl gegenüber...«,⁸ aber er fand auch in den führenden Kreisen der Partei keinen allgemeinen Beifall. Als Otto Bauer am 11. Oktober der Parteileitung seinen Anschlußvorschlag unterbreitete, wurde er als verfrüht, den Ereignissen vorgreifend abgewiesen.⁹ Angenommen

⁶ OTTO BAUER (KARL MANN): *Das Selbstbestimmungsrecht der österreichischen Nationen*. Der Kampf. Jahrgang 11. Nr. 4. (April 1918).

⁷ STADLER, a. a. O., S. 23.

⁸ OTTO BAUER (KARL MANN): *Deutschland und wir*. Der Kampf. Jahrgang 11.

⁹ HERBERT STEINER: *Otto Bauer und die »Anschlußfrage« 1918–19. »Auflösung des Habsburgerreiches«*. S. 471.

dagegen wurde der Vorschlag von Karl Seitz, der sich noch immer auf der Linie des Nationalitäten-Parteiprogramms von Brünn bewegte.

Ende Oktober aber hatte sich eine völlig neue Situation ergeben. Die Kettenreaktion der Loslösung der Nationalitäten hatte selbst die Mehrheit in der Parteileitung von der Unhaltbarkeit des Staatsrahmens der Monarchie überzeugt. Die Ereignisse schienen Otto Bauer zu rechtfertigen. Von entscheidender Bedeutung waren weiterhin der Sturz der Hohenzollern-Dynastie am 9. Oktober und die Anziehungskraft der unter der Hegemonie der deutschen Sozialdemokratie entstandenen Republik, was dem Anschlußgedanken in der Parteiführung von einer Stunde zur anderen eine breite Basis schuf. Daraus erklärte sich, daß der Anschlußgedanke, als der österreichischen Sozialdemokratie die Macht in den Schoß fiel, vorübergehend die einzige Alternative zur Lösung des österreichischen nationalen Problems zu sein schien. Diese Tatsache kam geradezu symbolisch darin zum Ausdruck, daß Otto Bauer in der unter dem Übergewicht und dem politischen Einfluß der Sozialdemokraten gebildeten Koalitionsregierung Renner mit der Leitung der äußeren Angelegenheiten beauftragt wurde.

Die Idee der deutsch-österreichischen Vereinigung hatte in Österreich nie eine breite gesellschaftliche Basis gehabt. Georg Schönerers Alldeutscher Verband war — abgesehen von einzelnen Randgebieten der Monarchie — nie zu einer Massenbewegung geworden. Schönerers Gruppe war in dem aus 524 Abgeordneten bestehenden Wiener Parlament des Jahres 1897 nur durch fünf Personen vertreten,¹⁰ und auch im Parlament des Jahres 1907, zusammengetreten auf Grund des allgemeinen Wahlrechts, blieb die Vertretung der radikalen großdeutschen Bestrebungen unbedeutend. Die österreichische Gesellschaft empfand am Ende des Weltkriegs — aus nicht näher darzulegenden Gründen — keine sonderliche Sympathie für Deutschland, ja das Weltkriegs-»bündnis« erweckte selbst in jener Generation Antipathie gegen die Aggressivität des deutschen Imperialismus, die längst die Erinnerungen an Königgrätz verwunden hatte. Womit läßt sich also erklären, daß die Führer der österreichischen politischen Parteien (und auch die Massen) nach dem Sturz der Doppelmonarchie den Weg zur Lösung der nationalen Probleme in der deutsch-österreichischen Vereinigung erblickten?

Der Anschlußgedanke läßt sich auf äußerst komplexe Gründe zurückführen, in denen progressive und retrograde Elemente auf eigenartige Weise vermischt sind. Auch ihre Bedeutung und ihr Gewicht änderten sich je nachdem, unter welchen internationalen Bedingungen welche politische Kräfte den

¹⁰ KURT SCHUSCHNIGG: *Im Kampf gegen Hitler. Die Überwindung der Anschlußidee*. Wien 1969, S. 42–43.

Gedanken des Anschlusses auf ihre Fahne schrieben.¹¹ Wir wollen uns in erster Linie mit den Ansichten Otto Bauers und der österreichischen Sozialdemokratie beschäftigen. Von den Gründen für die scheinbare Einheit in der Anschlußfrage im Herbst 1918 soll hier nur kurz gesagt werden, daß die Sozialdemokratie in Österreich, als dieses Problem zum erstenmal auftauchte — durch den zunehmenden revolutionären Geist in- und außerhalb des Landes — das Gebiet der politischen Entscheidungen derart beherrschte, daß die bürgerlichen Parteien selbst in dieser wichtigen nationalen Frage — zumindest vorläufig — im Hintergrund bleiben mußten.

Otto Bauer betrachtete die deutsch-österreichische Vereinigung als revolutionäres Programm der gesamtdeutschen Demokratie. Sich auf Marx und Engels berufend, betonte er in seinen Artikeln und Reden, nach dem Sturz des Zarismus und der Hohenzollern-Dynastie habe die Auflösung der Doppelmonarchie zwangsläufig erfolgen müssen, denn es sei nicht mehr notwendig gewesen, daß sie die Völker Osteuropas vor der Bedrohung durch die beiden reaktionären Mächte stützte, oder gegen deren Großmachtbestrebungen zumindest ein Gegenwicht bildete. Nach dem Erlöschen der beiden reaktionären Mächte würden sich die Völker der Monarchie in selbständigen Nationalstaaten vereinigen, und die herrschenden Nationen des Doppelreiches, die Ungarn und Deutschen würden auf die nationalen Bestrebungen der bürgerlichen Revolution von 1848 zurückgreifen: die Ungarn schaffen ein unabhängiges Ungarn und die deutsche Nationalität der Monarchie, groß- und kleindeutsche Lösungen verwerfend, vereint sich mit den Deutschen der übrigen Länder zu einer demokratischen Republik. Sie kehrt also zu dem Programm zurück, das Marx und Engels als das nationale Ziel der 1848er deutschen Revolution aufgestellt haben. Damit sei der historische Prozeß der deutschen nationalen Vereinigung abgeschlossen, dessen Verwirklichung durch das Mißlingen der 1848er Revolution und durch die im Interesse der Herrschaft über die Millionen der osteuropäischen Nationalitäten gewählte »kleindeutsche« Lösung so lange hinausgezögert worden sei. Da diese Lösung — setzte Otto Bauer seinen Gedankengang fort — nur nach dem Sturz der Habsburger und der Hohenzollern und durch den Ausruf der demokratischen Republiken überhaupt möglich geworden sei, würden die Interessen der europäischen Progression und die Forderung nach der demokratischen deutschen Einheit zusammenfallen.¹²

¹¹ Bei der Beurteilung der Anschlußbewegung muß man einen Unterschied zwischen 1918–1919 und 1921 und den späteren Bestrebungen machen. In den Jahren 1918–1919 stand die österreichische und die deutsche Sozialdemokratie an der Spitze; im Jahre 1921 hätte sich das österreichische Bürgertum und Kleinbürgertum gerne auf diesem Weg vor dem Einfluß des »roten Wiens« gerettet; in den dreißiger Jahren wollte sich wiederum das österreichische Großkapital dem deutschen Imperialismus anschließen, der seine wirtschaftliche und politische Expansionskraft zurückgewonnen hatte.

¹² OTTO BAUER: *Die österreichische Revolution*. Wien 1923, S. 111–112.

Nach der Loslösung der Nationalitäten — lautet das weitere Argument — wäre das auf das deutschsprachige Gebiet zusammengeschrumpfte Österreich wirtschaftlich nicht lebensfähig, vorwiegend ein Agrarland, das auf sich selbst angewiesen, unfähig sein würde, den Sozialismus zu verwirklichen. Die soziale Struktur eines solchen Österreich würde der österreichischen Arbeiterschaft von vornherein ungünstige Voraussetzungen für ihren Kampf um den Sozialismus bieten. »Als ein Teil der deutschen sozialistischen Republik«, erklärte Max Adler, »ist der Fortbestand einer bloß bürgerlichen Republik bei uns unmöglich. Indem wir unseren Anschluß an das deutsche Volk vollziehen, werden wir durch seine soziale Kraft mit einem Male auf eine Entwicklungsstufe hinaufgerissen, die wir allein erst beträchtlich später zu erreichen vermöchten.«¹³

Die Konzeption der Erhaltung eines »Restösterreichs« stellte Otto Bauer als Manöver des französischen Imperialismus hin, um dadurch einerseits die Verwirklichung der demokratischen deutschen Einheit zu behindern, andererseits um die Deutschen Österreichs unter dem Vorwand einer Donaukonföderation den osteuropäischen Verbündeten Frankreichs, der Tschechoslowakei und Jugoslawien unterzuordnen. Friedrich Austerlitz, Chefredakteur der Arbeiter Zeitung schrieb, daß der Anschluß nicht den Abbruch der wirtschaftlichen Beziehungen bedeuten würde, deshalb sei die Alternative Donaukonföderation oder Anschluß unzutreffend, denn in Wirklichkeit könnte Österreich nur der Anschluß vor einer Unterordnung unter fremde Staaten schützen.¹⁴

Das waren die wichtigsten Argumente, deren verschiedenste Varianten wir später in Otto Bauers diplomatischer und sonstiger Korrespondenz über den Anschluß und die Donaukonföderation finden. Einige bezeichnende wollen wir hervorheben.

Am 20. November 1918 richtete er einen Brief an Arthur Henderson, in dem er die sozialistischen Führer der Ententemächte bat, sich für die Linderung der schwierigen wirtschaftlichen Lage Deutschösterreichs zu verwenden. Eine wirtschaftliche Unterstützung Österreichs würde die Machtstellung der Wiener Sozialdemokratie konsolidieren und den Einfluß der konservativ-reaktionären Kreise verringern. Er machte Henderson darauf aufmerksam, daß in den Kreisen der Entente, vor allem in Frankreich, gewisse Vorstellungen über eine Wiederbelebung der Habsburger-Dynastie vorhanden seien, und daß diese die augenblicklich in den Hintergrund gedrängten österreichischen katholisch-konservativen Kräfte ermutigten. Als eines der schwerwiegendsten außenpolitischen Probleme Deutschösterreichs bezeichnete er die Gefahr der Abtrennung der 3,5 Millionen Sudetendeutschen und betonte, daß die Siegermächte

¹³ MAX ADLER: *Der Krieg ist aus, der Kampf beginnt*. Der Kampf. 1918, Jg. 11, Nr. 12, S. 781.

¹⁴ FRIEDRICH AUSTERLITZ: *Wohin gehen wir*. Der Kampf. 1919, Jg. 12, Nr. 1, S. 8—11.

dadurch selbst einen Brandherd des Irredentismus schaffen würden, der eine ständige Bedrohung des europäischen Friedens darstellen würde. Er ersuchte Henderson, die sozialistischen Parteien in den Ententeländern für den Anschluß zu gewinnen. »Deutschösterreich war«, schrieb er, »immer ein Bestandteil des Deutschen Reiches, und die Verbindung wurde nur durch den Zwist der Dynastien Habsburg und Hohenzollern zerrissen. Da heute die beiden Herrscherhäuser ihrer Macht beraubt sind, so ist der eigentliche Grund der Trennung weggefallen. Auch ist die Furcht der Entente, daß durch den Anschluß die Macht Deutschlands zu sehr gestärkt würde, unbegründet. Abgesehen davon, daß das imperialistische Deutschland heute tot ist und nie wieder auferstehen wird, würde auch die Vereinigung der beiden Länder nicht das Preußentum, sondern den demokratischen Einfluß Süddeutschlands stärken.«¹⁵

In seinem Brief (9. Januar 1919) an Marx' Enkel *Jean Longuet*, den Führer des kriegsgegnnerischen Flügels der französischen Sozialisten, bemühte er sich ebenfalls, die prinzipiellen Beweggründe der Anschlußpolitik durch triftige Argumente zu erklären. Der sozialdemokratische Standpunkt in dieser Frage, führte er aus, sei schon durch die historischen Traditionen der Bewegung gegeben: nach dem Zerfall Österreichs und nach der Loslösung seiner Nationalitäten müsse man zum früheren Programm zurückgreifen — zu dem sich die Sozialdemokraten seit Marx und Engels stets bekannt hätten — nämlich für eine, das gesamte Deutschtum vereinigende deutsche demokratische Republik zu kämpfen. Die der deutschen Einheit gegenübergestellten Donaukonföderationspläne dienten in der heutigen Lage ausgesprochen imperialistischen Zielen. Wie nämlich früher der deutsche Imperialismus die Selbständigkeit Österreichs für notwendig erachtet habe, damit 10 Millionen Deutsch-Österreicher über mehr als 40 Millionen Slawen und Ungarn herrschen konnten, so wolle gegenwärtig der französische Imperialismus durch die Donaukonföderation eine slawische Koalition gegen die deutsche Republik schaffen und den Beitritt der Deutschen Österreichs und des Sudetengebiets zu dieser Koalition erzwingen. Die österreichische Arbeiterklasse trete aber im gleichen Verhältnis mit dem Linkstrend der deutschen Entwicklung für den Anschluß ein, und hoffe dabei auf die Hilfe der sozialistischen Bruderparteien der Ententeländer.¹⁶

Welches Echo fanden diese Briefe und wie dachten überhaupt die Sozialisten der Entente über den Anschlußgedanken?

Die sozialistischen Parteiführer der Entente trafen sich nach der Beendigung des Weltkriegs zum erstenmal im Februar 1919 in Bern, um ihren gemeinsamen Standpunkt zu den bevorstehenden Friedensverträgen festzulegen. Baron Haupt, der österreichische Gesandte in Bern, führte mit den zur Kon-

¹⁵ Haus-, Hof- und Staatsarchiv, Wien. Neues Politisches Archiv, Karton 261 (Otto Bauer Nachlaß). S. 89—90. (Im weiteren: HHStA. NPA. K. 261.)

¹⁶ HHStA. NPA. K. 261. S. 91—93.

ferenz eintreffenden Persönlichkeiten eingehende Unterhaltungen über die Meinungen der Sozialisten der Entente zur deutsch-österreichischen Vereinigung. Über seine Eindrücke, die er dahingehend zusammenfaßte, daß die englischen und französischen Sozialisten der Anschlußidee eher wohlwollend als abweisend gegenüberstünden, informierte er Otto Bauer in einem ausführlichen Bericht. *Ramsay Mac Donald*, der spätere englische Ministerpräsident bezeichnete die deutsch-österreichische Vereinigung als eine natürliche Folge des Selbstbestimmungsrechts der Völker und erklärte, im Interesse des europäischen Friedens und der Stabilität müsse sie unbedingt akzeptiert werden. Der Widerstand der offiziellen französischen Politik sei nach seiner Meinung nicht unüberwindlich und von Amerikas und Englands Seite müsse alles getan werden, damit der legitime und demokratische Anschlußwille Deutschösterreichs akzeptiert werde. *Ethel Snowden*, die Frau des späteren britischen Finanzministers, äußerte sich in ähnlichem Sinne; sie sprach sogar von der Notwendigkeit einer Einschaltung der II. Internationale, sollte man Österreich mit Gewalt zu einer anderen Lösung zwingen. Der bekannte englische Publizist *Normann Angell* erklärte, die entscheidende Mehrheit der englischen öffentlichen Meinung stehe auf der Seite des Anschlusses. *Albert Thomas*, der Führer des rechten Flügels der französischen Sozialisten und späterer Leiter des Internationalen Arbeitsamtes, drückte zwar sein Bedauern über die Anschlußabsichten Deutschösterreichs aus, meinte aber, selbst in diesem Fall dürfe nichts getan werden, was einer Verletzung des Selbstbestimmungsrechts der Völker gleichkäme. »Österreich soll jedenfalls nicht wundernehmen, wenn man es bei den Friedensverträgen mit Deutschland in denselben Topf wirft.« *Pierre Renaudel*, eine weitere Führerpersönlichkeit der französischen Sozialisten machte zwar aus seiner Antipathie gegen Deutschland kein Hehl, äußerte sich aber ebenfalls mit Verständnis über den deutsch-österreichischen Vereinigungsplan. *Jean Longuet* verurteilte mit scharfen Worten die italienischen und tschechischen Ansprüche auf von Deutschen bewohnte Gebiete, bezeichnete dies als Äußerung eines zynischen Imperialismus und erklärte es für die Pflicht der Internationale, das sich im Anschluß zum Ausdruck kommende Prinzip der nationalen Selbstbestimmung zu unterstützen.¹⁷

Die angeführten Äußerungen zeigen, daß Otto Bauers Anschlußpolitik Anfang 1919 auf die Unterstützung der einflußreichen sozialistischen und sozialdemokratischen Kreise in den Ententeländern rechnen konnte.

Die einzelnen politischen Kreise Deutschlands, des an der Vereinigung unmittelbar interessierten Partners, knüpften unterschiedliche Vorstellungen an den Anschluß, aber sie waren sich alle darin einig, daß bei der Realisierung des Plans — mit Rücksicht auf die bevorstehenden Friedensverhandlungen — nur vorsichtig und stufenweise vorgegangen werden dürfe. Die Ansicht der

¹⁷ OTTO LEICHTER: *Otto Bauer. Tragödie oder Triumph*. Europa-Verlag. Wien. S. 107—110.

deutschen imperialistischen Kreise formulierte Kanzler Bülow im Jahre 1916 folgendermaßen: »Selbst wenn wir diesen Krieg verlieren sollten, werden wir das Spiel doch gewinnen, wenn wir Österreich annektieren.«¹⁸

Nach der totalen militärischen Niederlage wurde aber klar, daß Frankreich die Annexion Österreichs nicht dulden würde. Die französische Regierung war der Meinung, daß ». . . wenn die Folge des Krieges der Anschluß Österreichs wäre, Deutschland nicht der Besiegte, sondern der Sieger wäre.«¹⁹ Durch die vorübergehende Erschütterung ihrer Macht strichen die deutschen imperialistischen Kreise die offene Forderung nach der Annexion Österreichs gezwungenermaßen von der Tagesordnung, das deutsche Großkapital aber bemühte sich im Hintergrund, die österreichischen Anschlußbestrebungen mit allen möglichen Mitteln zu stärken. Aus privaten deutschen Quellen flossen reichlich Subventionen über die österreichische Grenze, um die Anschlußstimmung zu fördern. So wurde z. B. in Innsbruck mit deutschen Geldmitteln die Tageszeitung »Alpenland« gegründet, die zu einem bedeutenden Sprachrohr der Anschlußpropaganda in Tirol wurde.²⁰ Die deutsche Schwerindustrie, — z. B. Stinnes in der Steiermark — nützte die schwierige Wirtschaftslage Österreichs aus und erwarb bedeutenden Aktien-Einfluß. Von diesem Zeitpunkt an wurde die Alpine Montangesellschaft zum wichtigen Zentrum der Anschlußpropaganda. Im Vordergrund rührten sich auf der deutschen wie auch auf der österreichischen Seite die Sozialdemokraten, wobei auch vermerkt werden muß, daß die Initiative fast vollständig den Österreichern überlassen wurde, um damit der französischen Gegenpropaganda das wirksamste Argument zu nehmen, daß nämlich der Anschlußplan eine Wiederbelebung der deutschen Großmachtbestrebungen sei.²¹ Der österreichische Generalkonsul in München schrieb über die Ansicht der bayerischen Sozialdemokraten: »Die bayerische sozialdemokratische Partei ist ebenfalls für den Anschluß Deutsch-Österreichs an Deutschland, doch hat der Minister des Innern Auer den dringendsten Wunsch ausgesprochen, daß darüber möglichst wenig gesprochen wird, da dies nur schaden würde. Denn die Aufrollung dieser Frage bringt die Gefahr, daß die Entente ihren Wunsch nach Angliederung des linken Rheinufer an Frankreich zum Ausdruck bringt, bzw. daß Amerika und die Entente dahingehenden Wünschen Frankreichs nicht den Widerstand wird entgegenbringen können, den man von der Politik Wilsons und etwa auch Lloyd Georges erwarten darf. Am besten wäre es, diese Frage erst dann nachdrücklichst zu erörtern, wenn die Grenzen Deutschlands im Friedensvertrag klar festgestellt sind.«²² In seiner Botschaft

¹⁸ SCHUSCHNIGG: *Im Kampf gegen Hitler*. S. 43.

¹⁹ LUDO MORITZ HARTMANN: *Großdeutsch oder Kleindeutsch*. Wien 1921. S. 25.

²⁰ SCHUSCHNIGG: *Im Kampf gegen Hitler*. S. 50—51.

²¹ Zum Standpunkt der deutschen Sozialdemokratie in der Anschlußfrage siehe: SUSANNE MILLER: *Das Ringen um »die einzige Großdeutsche Republik«*, Archiv für Sozialgeschichte, XI. Bd. 1971.

²² HHStA. NPA. K. 261. S. 139.

an den bayerischen Innenminister betonte Otto Bauer, daß es naiv wäre, anzunehmen, der Anschluß würde, wenn man ihn wirklich wolle, der Aufmerksamkeit Frankreichs entgehen, wenn man nicht von ihm redet. Die Realisierung des Anschlusses sei nur vor der Unterzeichnung der Friedensverträge denkbar, denn es sei kaum anzunehmen, daß Frankreich irgendeiner Veränderung auf der Landkarte Europas zustimmen würde, die erst kurz zuvor auf dem Friedenskongreß gezeichnet worden sei. »Bringen wir jetzt mit einstimmiger Stellungnahme unseren Willen zum Ausdruck«, schrieb Bauer, »so könnte die Entente seine Durchführung kaum hindern.«²³ Unter diesen Voraussetzungen begann Bauer als Leiter der österreichischen Außenpolitik im Spätherbst 1918 mit der diplomatischen Vorbereitung des Anschlusses.

Auf den für die deutsch-österreichischen Entwicklungen entscheidenden Posten des Berliner Gesandten berief Otto Bauer Ludo Moritz Hartmann,²⁴ dessen großdeutsche Empfindungen und unbezähmbarer Tatendrang allerdings nur mit einer sehr geringen Fähigkeit zur realen Beurteilung der objektiven gesellschaftlichen und internationalen Gegebenheiten gepaart waren. Auf deutscher Seite befaßte sich der deutsche Außenminister Baron Brockdorff-Rantzau intensiv mit der Vorbereitung des Anschlusses. Er war zwar bestrebt, den Vereinigungsplan in deutsch-österreichischer Relation in Evidenz zu halten, hütete sich aber — im Gegensatz zu Hartmann — wegen der Interessen Deutschlands im Westen, vor jeglichem *fait accompli*.

Ende Dezember 1918 waren bereits Anzeichen zu bemerken, daß Frankreich versuchen würde, den Anschluß zu verhindern.²⁵ Am 3. Januar 1919 richtete Otto Bauer einen Brief an Ludo Hartmann, in dem er im Hinblick auf den französischen Widerstand und die vermutlichen Gegenaktionen seinen Standpunkt über die in der österreichischen Außenpolitik zu befolgenden Grundsätze festlegte.²⁶ Die Anschlußfrage, schrieb er, sei in Österreich zum Gegenstand stürmischer Diskussionen geworden. Daran könne man erkennen, daß der Großteil der Bürgerlichen anschlußfeindlich gesinnt sei. Die französische Diplomatie arbeite an der Verhinderung des Anschlusses oder wenn ihr das nicht gelinge, benütze sie ihn zum Vorwand, Deutschland im Westen schwere Friedensbedingungen aufzuzwingen. Deshalb könne man den Anschluß durchaus nicht als erledigte Angelegenheit betrachten, sondern müsse auch mit anderen Möglichkeiten rechnen, z. B. mit dem Plan der Donaukonfödera-

²³ HHStA. NPA. K. 261. S. 141.

²⁴ Ludo Moritz Hartmann (1856—1924), österreichischer Historiker, Schüler von Theodor Mommsen, politischer Vorkämpfer des großdeutschen Gedankens. Sein Vater, der Dichter Moritz Hartmann war Mitglied des Frankfurter Parlaments im Jahre 1848. Nach dem Badener Aufstand mußte er aus Deutschland fliehen. Ludo Hartmann lebte in Wien, studierte aber in Berlin. Er schrieb zahlreiche Bücher über die Geschichte Roms und Italiens im Mittelalter. Er war Sozialdemokrat, einer der Gründer des Wiener Volksbildungswerks.

²⁵ Im Dezember 1918 legte Stephen Pichon, französischer Außenminister, unmißverständlich Frankreichs Standpunkt gegen den Anschluß fest.

²⁶ HHStA. NPA. K. 261. S. 102—105.

tion. »Vielmehr halte ich es für das Einzigerichtige, daß wir erklären: Wir sind jederzeit bereit, über eine Donau-Föderation zu verhandeln; wir würden die Verhandlungen loyal führen. Nur für den Fall, daß sie ergebnislos bleiben, behalten wir den Anschluß vor, der dann unvermeidlich ist. Diese Stellungnahme hat folgende Vorteile: 1) Sie entwaffnet die Feinde des Anschlusses in Österreich selbst. 2) Sie stimmt Frankreich günstiger für uns, veranlaßt die Franzosen zu Bemühungen, uns durch Zugeständnisse, durch Druck auf Tschechen, Südslawen u. s. w. zu gewinnen, was gerade im Augenblick aus wirtschaftlichen Gründen unbedingt notwendig ist. 3) Sie erschwert es Frankreich, den Anschluß zum Vorwand von Annexionen am linken Rheinufer zu nehmen und erleichtert unsere Stellung bei Verhandlungen über Deutsch-Südtirol und Deutschböhmen.«

Die Donaukonföderation hielt er für undurchführbar und verband auch keinerlei Hoffnungen mit den Verhandlungen, er erwartete gerade die entgegengesetzte Wirkung. »Meine Politik ist daher, den Gedanken der Donau-Föderation nicht a limine abzulehnen, sondern ihn durch Verhandlungen selbst ad absurdum zu führen und dadurch die dann einzig noch mögliche Alternative, nämlich den Anschluß unter geringeren Opfern als dies auf andere Weise möglich wäre, zu erlangen.« Auf diese Weise bliebe allerdings lange Zeit unentschieden, führte er weiter aus, ob es zum Anschluß käme oder nicht, aber die Zeit arbeite für den Anschluß. Es könne auch geschehen, daß der latente Gegensatz zwischen Tschechen und Slowaken den augenblicklichen Frieden über den Haufen werfe. Das Beharren auf dem sofortigen Anschluß könnte den endgültigen Verlust Südtirols und des Sudetenlandes zur Folge haben und die schwarzgelbe Reaktion stärken. »Ich bitte daher auch Sie«, schrieb er, »sich bei Ihrer Tätigkeit in Berlin, die im Allgemeinen meinen Intentionen vollkommen entspricht, etwas mehr Zurückhaltung aufzuerlegen. Dem Grafen Rantzau bitte ich diese Erwägungen in großen Zügen mitzuteilen und ihm zu sagen, daß ich selbstverständlich an dem Ziel des Anschlusses unverrückbar festhalte und die deutsche Regierung sich durch die taktische Notwendigkeit, die andere Alternative immerhin noch als offen erscheinen zu lassen, nicht beirren lassen soll.« Schließlich teilte er Hartmann noch mit, daß aus den angeführten Gründen die Ausschreibung der für den 16. Februar geplanten gesamtdeutschen Wahlen auf deutsch-österreichischem Gebiet nicht vorgenommen werden könne.²⁷ Otto Bauers Brief zeigt, daß er, im Gegensatz zu seiner optimistischen Beurteilung der Situation im November, die inneren und äußeren Schwierigkeiten des Anschlusses zu erkennen begann, wenn sich auch seine Ansicht über das Endziel nicht geändert hatte.

In seinem Antwortbrief vom 7. Januar²⁸ drückte Ludo Hartmann seine

²⁷ Der Plan, auch Österreich solle an den großdeutschen Wahlen teilnehmen, war schon früher aufgetaucht, wegen des Protests der Entente aber fallengelassen worden.

²⁸ HHStA. NPA. K. 261. S. 107—109.

Enttäuschung über die Verschiebung der gesamtdeutschen Wahlen aus und äußerte seinen Zweifel an der Richtigkeit der Alternative von Anschlußpolitik oder Donaukonföderation. »Ich glaube nicht,« schrieb er, »daß dadurch die Feinde des Anschlusses in Österreich selbst entwaffnet werden können. Wenn Sie überhaupt unterhandeln, gilt dies als ein Einverständnis der Möglichkeit und zugleich — ob Sie nun wollen oder nicht — als ein Eingeständnis: daß der Anschluß an Deutschland nicht durchführbar ist.« Seiner Ansicht nach war sehr wohl zu überlegen, ob die Schicksalsfrage des Staates, die Forderung nach dem Anschluß wegen augenblicklicher wirtschaftlicher Vorteile in den Hintergrund gedrängt werden dürfe. »Ich würde es als die richtige Politik betrachten«, meinte er, »wenn man, wie ich immer geschrieben habe, möglichst viele *faits accomplis* schafft und wenn wir in dieser Beziehung endlich etwas von den Tschechen und Polen und Italienern und Südslawen lernen würden.« Eine Politik, die die Realisierung des Anschlusses auf lange Sicht plant, nannte er angesichts der bevorstehenden Friedensverhandlungen gefährlich, da seiner Meinung nach die Zeit nicht für diese Konzeption arbeite. Die Konklusion seiner Ausführungen faßte er folgendermaßen zusammen: »Wenn Sie es aber für praktisch halten, den Kurs unserer bisherigen Politik zu verschieben, so will ich dem natürlich mit meiner Person nicht im Wege stehn; und wenn Sie glauben, was durchaus möglich ist: daß meine Person, die ich nicht ohne Absicht sehr stark für die Anschlußsache eingesetzt habe, ein Hindernis für Ihre Politik ist; und wenn wirklich, wie mir berichtet wird, in der Schweiz von der Entente aus gegen mich persönlich gehetzt wird und dies Ihnen Schwierigkeiten bereiten könnte, so bin ich natürlich gern bereit, einem andern Platz zu machen.«

Otto Bauer antwortete am 13. Januar auf Hartmanns Brief.²⁹ Er führte klar aus, daß er die Donaukonföderation und den Anschluß nicht für wahre Alternativen halte. Während die Regierung aus taktischen Überlegungen die Möglichkeit der Donaukonföderation offenzuhalten gezwungen sei, wolle sie die Parteien und die Presse dazu bringen, daß sie den Anschluß fordernd, die Föderationspläne vorbehaltlos ablehnten. »Die Regierung ist einfach gezwungen, sich auf Verhandlungen über eine Donau-Föderation einzulassen, wenn solche Verhandlungen von der Entente gewünscht werden. Ein anderes Verhalten wäre erstens innerpolitisch nicht möglich und würde zweitens alle Bemühungen, Deutschböhmen und Südtirol zu retten, ganz aussichtslos machen.« Über die vermutliche internationale Entwicklung schrieb er: »Zunächst wird Deutschösterreich selbständig den Frieden schließen und dabei möglichst viel von den bedrohten Gebieten zu retten suchen. Dabei wird die Anschlußfrage vorerst wahrscheinlich offen bleiben, und es wird wahrscheinlich auch Deutschböhmen zuerst kaum zu retten sein.« Dagegen sei es nicht aus-

²⁹ HHSStA. NPA. K. 261. S. 111—114.

geschlossen, formulierte er eine der fundamentalen Annahmen seiner außenpolitischen Konzeption, die sich später als Illusion erwies, daß es gelingen werde, mit den Italienern zu einer Verständigung zu gelangen und dadurch Deutsch-Südtirol für Österreich zu retten. Der provisorische Zustand werde aber auf die Dauer unhaltbar sein. Die Verhandlungen über die Donaukonföderation werden parallel zur Vertiefung in konkrete Einzelheiten immer mehr auf einen toten Punkt gelangen. Über Europa werden die Wogen sozialer Bewegungen branden, die die Machtverhältnisse wesentlich umgestalten. (In der Tschechoslowakei sei eine Zuspitzung der tschechisch-slowakischen Gegensätze zu erwarten, die für die Sudetendeutschen den Anschluß an Deutschland in Aussicht stellen oder wenigstens die Erhaltung der vollständigen Autonomie ermöglichen würden.) Durch dies alles könne Österreich den Anschluß ohne einen hohen Preis erreichen, was augenblicklich unvermeidlich wäre. »Ich halte es daher für das einzig Richtige, den Willen zum Anschluß hüben wie drüben möglichst zu stärken, offiziell aber dilatorisch vorzugehen und den günstigen Augenblick abzuwarten.« In seinem Brief versuchte er Hartmann von seiner Abdankungsabsicht abzureden, indem er ausführte: »Meine Instruktion hatte überhaupt nur den Zweck, durch Sie der deutschen Reichsregierung klar zu machen, wenn ich Verhandlungen über die Donau-Föderation immer als möglich hinstelle und eventuell auch auf solche Verhandlungen einging, falls sie uns von der Entente auferlegt würden, damit durchaus nicht den Gedanken des Anschlusses aufgeben will, sondern nur die für ihn erforderlichen objektiven Voraussetzungen sowohl in der Psychologie unserer Bevölkerung hier als auch in der Einsicht der Ententeländer zu schaffen suche.«

Am 25. Januar 1919 gab Otto Bauer den österreichischen Gesandten im Haag und in Bern, Dr. Medinger und Baron Haupt (mit den Ententeländern waren die diplomatischen Beziehungen noch nicht wieder aufgenommen worden) beachtenswerte prinzipielle Informationen über die innere Lage Österreichs, die Pläne der Donaukonföderation, das österreichisch-italienische Verhältnis und über die in der Anschlußpolitik zu befolgende Richtlinie.³⁰ Zur inneren Lage in Österreich stellte er fest, wobei er die Gesandten nachdrücklich ersuchte, dies in den Ententeländern zu betonen, daß die verfassungsmäßig gewählte Regierung Österreichs dem immer mehr um sich greifenden Bolschewisierungsprozeß nur dann erfolgreich Widerstand zu leisten vermöge, wenn die Ententemächte und Amerika für die Befriedigung des Bedarfs an Lebensmitteln und industriellen Rohstoffen in Österreich sorgen würden, wodurch die bedrohlich steigende Arbeitslosigkeit eingedämmt werden könnte. Deshalb mußten dringendst die wirtschaftlichen und finanziellen Beziehungen zu den Nachbarländern geregelt werden, die Verteilung der Staatsschulden und die

³⁰ HHStA. NPA. K. 261. S. 124—128.

Bedingungen für den Übergang zu einer eigenen Währung. »Das sei das Erste, was Deutschösterreich von den alliierten Mächten verlangen müßte . . . Es ist vielmehr nachdrücklich hervorzuheben, daß Deutschösterreich bisher von allen bolschewistischen Tendenzen verschont geblieben ist, daß die bolschewikischen Tendenzen hier trotz weit größerer wirtschaftlicher Notlage bei weitem schwächer sind, als in Deutschland, Ungarn, Polen und Böhmen und daß alle Hoffnung besteht, auch weiterhin Ruhe und Ordnung aufrechtzuerhalten, wenn nur eine wirtschaftliche Katastrophe verhütet werden kann.« Er wies die Gesandten an, eine energische Propaganda für die Erhaltung des Sudetengebietes, Südtirols und der bedrohten Grenzgebiete in Kärnten und Steiermark zu betreiben. Besonders sei hervorzuheben, daß die Autonomie oder eine bloß formal zugesicherte Gleichberechtigung innerhalb des tschechoslowakischen Staates die Sudetendeutschen niemals zufriedenstellen werde. Deshalb muß auf Grund des Wilsonschen nationalen Selbstbestimmungsrechts eine unter neutraler Kontrolle durchgeführte Volksabstimmung gefordert werden.

In der Frage des Anschlusses und der Donaukonföderation legte er folgende Richtlinie fest: Deutschösterreichs industrielle Basis reiche nicht aus, seinen Importbedarf (in erster Linie an Getreide und Kohle) mit Industrieerzeugnissen zu bezahlen. Es blieben also nur zwei Möglichkeiten übrig: Donaukonföderation oder Anschluß. Der Donaukonföderation stünden aber ungeheuerere Hindernisse im Weg. Die Italiener, Polen und Südslawen wollten von ihr nichts wissen; daß die Tschechen sich mit ihren beiden historischen Gegnern, den Österreichern und Ungarn zu föderieren wünschten, entbehre jeder realen Grundlage. Eine derartige Föderation wäre aber auch für Österreich unannehmbar, denn, sollten die Tschechen mit dieser Kombination einverstanden sein, so würden sie es nur tun, damit die Föderation für sie ein Bollwerk gegen Deutschland bilde. Österreich aber, als ein deutschsprachiges Land, könne nicht zugemutet werden, sich an einer antideutschen Kombination zu beteiligen. Eine aus vollkommen souveränen Staaten zusammengesetzte Variante der Donauföderation könnte ohne Bundesregierung, ohne Bundesparlament niemals eine wirtschaftlich lebensfähige Einheit bilden, denn jedes Wirtschaftsgesetz müßte von einem Dutzend Regierungen angenommen und vereinbart werden. Jegliche Schmälerung ihrer Souveränität würden aber die über ihre junge Unabhängigkeit eifersüchtig wachenden Nationalstaaten entschieden abweisen. Es bleibe deshalb für Österreich kein anderer Ausweg, so folgerte Bauer, als der Anschluß an Deutschland. »Bei allen diesen Auseinandersetzungen ist jedoch immer hervorzuheben, daß wir, wenn die Entente das wünscht, zu Verhandlungen über eine Donauföderation bereit sind und solche Verhandlungen loyal führen würden. Was wir verlangen, sei nichts anderes, als das Recht für unsere Konstituante, selbst über die Frage des Anschlusses zu entscheiden.« Die Besorgnisse Frankreichs, ein Gebietzuwachs Deutschlands würde seine Sicherheit gefährden, sei eine überholte Denkweise der Machtpolitik,

die in einer Zeit der Zusammenarbeit der Nationen im Völkerbund ihren Sinn verloren habe.

Bezüglich des Verhältnisses Österreich — Italien wies Bauer die Gesandten nachdrücklich an, Beziehungen zu italienischen Diplomaten auszubauen, da er aus Bern bereits Informationen über innere Gegensätze bei den Entente-mächten erhalten hatte. Man müsse, schrieb er, die Italiener auf Grund dieser Gegensätze von den Vorteilen einer österreichisch-italienischen Annäherung überzeugen, denn dadurch würden die Italiener gegenüber Deutschland, aber auch gegenüber Frankreich und Jugoslawien freie Hand behalten. Die Voraussetzung dafür aber sei der Verzicht Italiens auf Südtirol, wofür die österreichische Regierung zu bedeutenden Opfern bereit sei. So wäre sie z. B. bereit, auf verschiedene Interessen auf dem Balkan (Ostbahnen, Zuckerfabriken, Banken usw.) zugunsten Italiens zu verzichten. So könnte Italien das Erbe der Monarchie auf dem Balkan übernehmen, was Frankreich als Schutzherr Jugoslawiens ebenfalls anstrebe. Auch eine gewisse Kooperation bei der Festlegung der Grenzen in Kärnten wäre denkbar, denn das gemeinsame Interesse verlange, daß zwischen beide Länder keine jugoslawischen Territorien geschoben werden.

Bei der Beurteilung dieser Argumente Otto Bauers muß man beachten, daß er sie den führenden Kreisen der Entente zugedacht hatte, durch Vermittlung österreichischer Diplomaten alten Schlags, die den sozialdemokratischen politischen Konzeptionen im Zusammenhang mit den Anschlußabsichten feindlich gegenüberstanden. Aus ihren Vorbehalten machten sie auch kein Hehl. Baron Haupt, der österreichische Gesandte in Bern, nannte in seinem Bericht vom 6. Februar 1919³¹ — sich auf die Auffassung der englischen und amerikanischen diplomatischen Kreise berufend — den Beschluß der deutschen Nationalversammlung, wonach sie Österreich schon als Mitgliedsstaat der deutschen Republik betrachtete und einer entsprechenden Entscheidung des österreichischen Parlaments mit Freuden entgegensah, für verfrüht.³² Amerika und England, schrieb der Gesandte, werde wegen der erregten öffentlichen Meinung in Frankreich erst dann bereit sein, den Anschluß zu akzeptieren, wenn sich alle anderen Wege zur Lösung des österreichischen Problems bereits jeden Zweifel ausschließend als ungangbar erwiesen haben. Bis jetzt aber sei zwischen Österreich und den Nachfolgestaaten nicht einmal der Versuch einer Vorbereitung der Donaukonföderation unternommen worden. Die Politik der österreichischen Regierung, jederzeit zu solchen Verhandlungen bereit zu sein, auch wenn sie diese von vornherein für aussichtslos und deshalb für überflüssige Zeitvergeudung halte, sei eine ausgesprochen ungeschickte Politik, weil sie

³¹ HHStA. NPA. K. 261. S. 148—149.

³² In der Weimarer Sitzung der deutschen konstituierenden Nationalversammlung im Februar 1919 erklärte Kanzler Philipp Scheidemann unter einstimmigem Beifall der Abgeordneten: »Wir hoffen, daß die Stunde naht, als unsere österreichischen Brüder ihren Platz in der großen deutschen Gemeinschaft einnehmen können.« Die Weimarer Nationalversammlung schlug vor, in der provisorischen Verfassung Österreich zum Bestandteil des Reichs zu erklären.

der Tschechoslowakei und Jugoslawien die Möglichkeit biete, das Odium des Mißerfolgs auf Österreich abzuwälzen. Sie könnten nämlich behaupten, die österreichische Regierung verhalte sich gegenüber jeder den Anschluß ausschließenden Lösung skeptisch, ja sogar abweisend. Der Gesandte schlug Bauer vor, das österreichische Parlament solle noch vor seiner Entscheidung über den Anschluß ernsthafte Verhandlungen mit den Regierungen der Nachfolgestaaten anbahnen, vielleicht unter dem Vorsitz der Vertreter der Entente. »Es ist leicht vorauszusehen, daß bei dem imperialistischen Taumel, in welchem die Tschechen und Südslawen sich gegenwärtig befinden, die Forderung, welche sie sowohl in *territorialer* Hinsicht, als hinsichtlich der *Stellung*, die sie in einer Donaukonföderation einnehmen wollen, erheben, derartig übertriebene sein werden, daß sich daraus die Unmöglichkeit der Bildung dieser Konföderation ergeben wird.« Erst nach solchen Voraussetzungen könnte man real auf die Unterstützung Englands und Amerikas für den sich als einzige Lösung bietenden Anschluß rechnen.

Die Besorgnisse der Gesandten waren wohl begründet. Am 11. Februar erschien in der Agence Centrale eine Erklärung von Masaryk, dem Präsidenten der Tschechoslowakei, zum Plan der Donaukonföderation: »Voraussetzung einer Donaukonföderation ist die gerechte Liquidierung des alten Österreichs. Bei dieser Liquidierung wird es sich zeigen, wieviel Vertrauen man dem guten Willen der einzelnen Gruppen entgegenbringen kann. Eine gerechte Lösung aller Fragen, die die Liquidierung des alten Österreichs in sich schließt, würde eine konkrete Basis für Verhandlungen über Bildung einer solchen Konföderation abgeben.« Die Presseagentur erklärte in ihrem Kommentar, die deutschen Behauptungen, die slawischen Völker der früheren Monarchie wollten von der Schaffung einer Donaukonföderation nichts wissen, entbehrten jeder Grundlage.

Am 13. Februar antwortete Otto Bauer auf den Bericht des österreichischen Gesandten in Bern³³ und wies ihn an, er solle im Verlaufe der Verhandlungen mit den Vertretern der Entente damit argumentieren, die Regierung Deutschösterreichs habe — durch Mittelsmänner — schon wiederholt Schritte zu einer wirtschaftlichen Annäherung in Prag unternommen. Solche Annäherungsversuche seien aber jedesmal schroff abgelehnt worden.³⁴ Zuletzt auch im Zusammenhang mit der Schaffung einer selbständigen Währung. Öster-

³³ HHStA. NPA. K. 261. S. 144.

³⁴ Nach dem Bericht des deutschen diplomatischen Vertreters in Prag, Sänger, begaben sich »gleich nach dem Zusammenbruch der Monarchie der Sozialdemokrat Ellenbogen und der Christlichsoziale Leopold Steiner aus Wien nach Prag, um hier dem ersten Finanzminister der eben gegründeten Republik, Dr. Raschin den Vorschlag eines Wirtschaftszusammenschlusses aller Nachfolgestaaten zu machen. Dieser Vorschlag wurde a limine abgewiesen; man lebte ja damals in den Vorstellung einer wirtschaftlichen Selbstgenügsamkeit. Herr Renner hat ihn — es mag im März 1919 gewesen sein — durch Sonderboten offiziell wiederholen lassen: mit dem gleichen negativen Erfolg...« (AA. Bonn. Po. 4. Preßburger Wirtschaftskonferenz. Bd. 1. Nr. 337.)

reich habe die Ententemächte bei jeder Gelegenheit darauf aufmerksam gemacht, daß die einseitige Währungsumstellung der Tschechoslowaken und Jugoslawen auch Österreich zwingen könne, zur Markwährung überzugehen. Inzwischen hätten die Tschechoslowakei und Jugoslawien ihre selbständige Währung eingeführt und dadurch, schrieb Bauer, einer Donaukonföderation die Basis entzogen. Eine Konferenz wäre also in der gegenwärtigen Lage, selbst unter dem Vorsitz der Entente, zwecklos, denn sie könnte die Nachfolgestaaten nicht mehr zwingen, die getroffenen Maßnahmen rückgängig zu machen, sie wäre sogar mit der Gefahr verbunden, die notwendigen wirtschaftlichen Gegenmaßnahmen hinauszuzögern. Sie standen nämlich zum Zeitpunkt der Absendung des Telegramms schon unmittelbar bevor.

Am 27. Februar 1919 fuhr Otto Bauer nach Berlin und unterzeichnete am 2. März mit dem deutschen Außenminister Brockdorff-Rantzau ein Protokoll, in dem sie ihren Standpunkt über die wirtschaftlichen und verwaltungstechnischen Voraussetzungen des Anschlusses festlegten.³⁵ Auf ausdrücklichen Wunsch des deutschen Außenministers sollte die Vereinbarung geheimgehalten werden, doch kamen einzelne Teile der Entente nach kurzer Zeit zur Kenntnis. Es lohnt sich, den komprimierten Inhalt des Protokolls kennenzulernen, denn er gibt ein Bild, wie sich beide Außenminister den Ablauf der Vereinigung vorstellten.

Artikel I enthält die »staatsrechtlich-politischen Vereinbarungen«. Er legt fest, daß beide Regierungen bestrebt sein werden, erhöhte Kraftanstrengungen für die Vereinigung zu unternehmen, die beide Länder in Form eines Staatsvertrags gutheißen werden; an der Ausarbeitung der Gesetze für die rechtlichen Voraussetzungen der Vereinigung werden auch bereits Vertreter des deutsch-österreichischen Parlaments mitwirken; Deutschösterreich wird als selbständiger Mitgliedsstaat in das Reich eintreten, sich das Recht vorbehaltend, mit dem Päpstlichen Stuhl, und — für die Dauer der wirtschaftlichen und politischen Übergangszeit — mit den Nachfolgestaaten der früheren Österreichisch-Ungarischen Monarchie selbständige diplomatische Beziehungen zu pflegen; die Gesetze zur Regelung des Verhältnisses zwischen Staat und Kirche und zwischen Schule und Kirche wird Deutschösterreich selbst erlassen; Österreich stimmt im Prinzip einem Reichsheer und einer Reichsbahn zu, möchte jedoch die Lage des österreichischen Eisenbahnpersonals und des Offizierkorps des österreichischen Heereskontingents durch gesonderte Gesetze regeln; eine ähnliche Sonderregelung verlangten die österreichische Post und Telegraphenverwaltung und die Rechtslage der Zollbehörden; zu regeln wäre schließlich das zahlenmäßige Verhältnis der österreichischen Beamten in der Verwaltung und der Offiziere im eventuellen Kolonialdienst.

³⁵ HHStA. NPA. K. 261. S. 253—258.

Artikel II faßte die abzuschließenden »handelspolitischen Vereinbarungen« zusammen: der Anschluß Deutschösterreichs wird auf Grund der bestehenden deutschen Zollgesetze vollzogen, doch müssen die eventuell notwendigen Zolltarifänderungen durch besondere Vereinbarungen geregelt werden; zum Schutze gewisser österreichischer — hauptsächlich industrieller — Fertigfabrikate müssen vorübergehend Zwischenzölle erhoben werden; Österreich bleibt für die Dauer der Übergangszeit das Recht vorbehalten, mit den Nachfolgestaaten der Monarchie selbständige Handelsverträge abzuschließen; Deutschösterreich wird nach seinem Eintritt in das Deutsche Reich in bezug auf die Versorgung mit Nahrungsmitteln und Rohstoffen ebenso behandelt wie die übrigen Gliedstaaten des Reiches.

Artikel III regelte die »Verkehrsfragen«: beide Regierungen sind sich darüber einig, daß die Strecke der oberen Donau Regensburg-Wien zu einem Großschiffahrtsweg ausgebaut und durch Kanäle mit dem Rhein verbunden wird; sollte der Donau-Oder-Kanal gebaut werden, so wird auch eine Verbindung mit Wien hergestellt; die beiden Regierungen treffen einheitliche Maßnahmen zur Regelung der Schifffahrtsverhältnisse auf Rhein und Elbe; sie werden bestrebt sein, das Zusammenwirken der Binnenschifffahrtsgesellschaften zu intensivieren; Fachkommissionen werden die zur Vereinheitlichung des Tarifs und der technischen Einrichtungen der Eisenbahnen notwendigen Maßnahmen prüfen.

Im Artikel IV wurden die »Währungsfragen« behandelt: im Augenblick des Zusammenschlusses wird die volle Währungsgemeinschaft hergestellt; um bis zum Übergang zur Markwährung die österreichische Krone zu stützen, wird das Reich Deutschösterreich einen Kredit gewähren, dessen Höhe und Bedingungen in einer besonderen Vereinbarung bestimmt werden.

Artikel V behandelte die »Staatsfinanziellen Fragen«. Hier wurde die Notwendigkeit der gemeinsamen Regelung von Steuern, Staatsmonopolen, Staatsschulden und Kriegsschädigungen festgelegt. In der Frage der Kriegsschädigungen schlägt der Artikel vor, daß beide Teile die Lasten gesondert tragen.

Artikel VI des Protokolls regelte die »Stellung der Stadt Wien«: die Parteien sind sich darüber einig, daß der Stadt Wien die Rolle einer zweiten Reichshauptstadt zuerkannt werde. So hätte z. B. der Reichspräsident einen bestimmten Teil des Jahres seinen Sitz in Wien zu nehmen; der deutsche Reichstag hätte alljährlich eine Tagung in Wien abzuhalten; eine Reihe von obersten Reichsämtern, öffentlich-rechtlichen Einrichtungen, Interessenvertretungen, Kulturinstituten wäre nach Wien zu verlegen.

Schließlich legt das Protokoll fest, daß für den Zusammenschluß Fachkommissionen ins Leben gerufen werden, die ihre Tätigkeit unverzüglich aufnehmen.

Die deutsch-österreichische geheime Vereinbarung kam auf Grund gegenseitiger Zugeständnisse der verhandelnden Parteien zustande. Zur Beruhigung

des österreichischen Industriekapitals, das ungünstige wirtschaftliche Folgen durch den Anschluß befürchtete, bestand Otto Bauer auf den Schutz österreichischer Industrieprodukte durch Zwischenzölle; das Bestreben, Österreich die traditionellen Märkte im Osten weiterhin zu sichern, veranlaßte ihn, Österreichs Recht auf Handelsverträge mit den Nachfolgestaaten aufrechtzuerhalten. Um den katholisch-konservativen Schichten die Angst vor einem Übergewicht der Protestanten zu nehmen, sicherte er Österreich freie Hand in der gesetzlichen Regelung des Verhältnisses zwischen Staat und Kirche und in der Aufrechterhaltung der diplomatischen Beziehungen zum Vatikan. Es gelang ihm dagegen nicht, die Währungsunion zu erreichen, die er schon vor dem staatsrechtlichen Zusammenschluß hätte durchführen wollen. Bei den Verhandlungen argumentierte er, die Vereinheitlichung der Zahlungsmittel wäre der wirksamste Schlag gegen den Donaukonföderationsplan. Ein Zurück gäbe es dann nicht mehr. »Ich habe ein Bedürfnis, die Entente vor vollzogene Tatsachen zu stellen. Wenn ich heute mich staatsrechtlich mit Deutschland vereinigen würde, wäre die Entente beleidigt und Deutschösterreich ihrer Rache ausgesetzt. Deswegen kann sie in staatsrechtlicher Frage nicht vor vollzogene Tatsachen gestellt werden. Ganz anders ist die Währungsfrage. Da kann die Entente nichts machen, weil sie zugegeben hat, daß die anderen Gliedstaaten dasselbe tun. Währungspolitische Maßregeln mit politischen Strafen beantworten, ist schwer. Es wäre wirtschaftliche Tatsache geschaffen, deren politische Konsequenz der Anschluß wäre.« Das deutsche Großkapital aber war für politische Aktionen, deren Ausgang nicht abzuschätzen waren, nicht zu dem Opfer bereit, Österreich mit deutschen Mitteln über die Wirtschaftskrise zu helfen. Havenstein, Präsident der Reichsbank, stellte in den Verhandlungen kategorisch fest, er könne sich eine Währungsgemeinschaft nur auf Grund einer vollständigen wirtschaftlichen Gemeinschaft vorstellen. Otto Bauers Gegenargumentation: »Der Gedanke, daß Deutschland Opfer für uns bringt, stammt aus der alten Zeit. Wenn Sie sich auf den Standpunkt stellen, daß wir ein Teil Deutschlands sind, so sind Opfer für uns auch solche, die Sie sich selber bringen«, hatte keinen Erfolg. Die Ansicht der deutschen großkapitalistisch-konservativen Kreise drückte der deutsche Gesandte in Wien, Baron Wedel, aus, als er schrieb: »Wir müssen natürlich anschlufstreu bleiben, weil wir die große nationale Bedeutung und die Verbindung mit dem Orient im Auge behalten müssen, aber wir dürfen uns keinen Illusionen hingeben. Im Falle des Anschlusses, was mir sehr zweifelhaft erscheint, bekommen wir ein bankrotttes, ausgesogenes Land mit chaotischen Zuständen.«³⁶ Es ist verständlich, daß das deutsche Großkapital, nach größtmöglicher Sicherheit strebend, zuerst die internationalen Garantien der staatsrechtlichen und voll-

³⁶ OTTO LEICHTER: a. a. O., S. 117.

kommenen wirtschaftlichen Vereinigung schaffen wollte und erst danach bereit gewesen wäre, über die Währungsgemeinschaft zu verhandeln.

Nach dem Abschluß der Verhandlungen unterzog Ludo Hartmann Otto Bauers Verhandlungslinie einer scharfen Kritik.³⁷ Die Forderung nach der Währungseinheit, schrieb er, scheiterte an »Ressortbefürchtungen« der deutschen Finanzfachleute. Es wäre richtiger gewesen, die vollkommene staatsrechtliche Einheit zu proklamieren, in deren Rahmen sich die Währungsprobleme automatisch gelöst hätten. Die Furcht vor Vergeltungsmaßnahmen der Entente — nach Hartmanns Meinung stärker auf seiten Österreichs als auf seiten der Deutschen — hätte zu dem abwartenden Standpunkt geführt, die Deklaration der politischen Vereinigung auf einen günstigeren Zeitpunkt zu verschieben. Doch könne das Warten, meinte Hartmann, den Interessen des Anschlusses mehr schaden als die Schaffung eines schnellen *fait accompli*, denn es lasse Frankreich Zeit für eine Reihe von Gegenaktionen.

In seiner Antwort an Gesandten Hartmann vom 21. März 1919³⁸ stellte Otto Bauer fest, daß in seiner Anschlußpolitik keinerlei Änderung eintreten werde. Die Forderung nach dem Anschluß, dessen Grundlagen das Aktionsprogramm der Partei und der Beschluß der Koalitionsparteien bildeten, werde auch weiterhin die Achse der Regierungspolitik bleiben. Die Regierung sei jedoch gezwungen, ihre Abhängigkeit von den Ententemächten in Rechnung zu stellen. Ohne deren Lebensmittellieferungen wäre Deutschösterreich nach wenigen Tagen zum Hungern verurteilt. Deshalb könne er die Entente nicht vor vollendete Tatsachen stellen. Er könne nichts anderes tun, als auf der Forderung nach dem Selbstbestimmungsrecht zu beharren, in der Hoffnung, daß England und Amerika nicht den Grundsätzen zuwiderhandeln werden, die sie selbst proklamiert hätten.

Währenddessen wurde in den österreichischen und in den deutschen Außenministerien täglich über die Vorbereitung der rechtlichen, verwaltungstechnischen und wirtschaftlichen Voraussetzungen des Anschlusses verhandelt.

In der Sitzung des österreichischen Parlaments am 12. März wurden zwar die Berliner Vereinbarungen mit nur wenigen Gegenstimmen gebilligt und Österreichs Anschlußabsicht aufs neue bekräftigt, dennoch mehrten sich in der deutschen wie in der österreichischen Öffentlichkeit die Vorbehalte gegen die Vereinigung. Sowohl bei dem Bürgerlichen wie bei den Arbeitern. Über den Stimmungswechsel der österreichischen Arbeiterschaft stellte Otto Bauer selbst fest: »Im Anfang war es die Bourgeoisie, die eingeschüchtert war und nicht zu einem Deutschland Liebknechts kommen wollte, jetzt aber sind viele Arbeiter der Ansicht, „Wir wollen uns nicht mit Deutschland von Noske vereinen.“ Indem Otto Bauer sich mit dieser Ansicht auseinandersetzt, spricht

³⁷ HHStA. NPA. K. S. 261–263.

³⁸ HHStA. NPA. K. 261. S. 335–336.

er den Grundsatz aus, der uns den Schlüssel zu dem tragischen Irrtum seiner Außenpolitik in die Hand gibt: »Die Staatsangehörigkeit ist eine Sache für Jahrzehnte und Jahrhunderte, die kann nicht von einer politischen Augenblickssituation abhängig gemacht werden.«³⁹ Diese Feststellung, die Otto Bauer auf seiner ganzen späteren Laufbahn begleitete, stand in diametralem Gegensatz zu seiner Auffassung im Oktober 1918, als er die Voraussetzung für den Anschluß gerade im Sieg der deutschen Progression erblickte. Von ihm stammte die Parole, die die fortschrittlichste Schicht der Arbeiterschaft für den Anschluß begeistert hatte: »Anschluß an Deutschland ist Anschluß an den Sozialismus!« Obwohl der Wandel der inneren Kräfteverhältnisse der deutschen Demokratie im Frühjahr 1919, nach der Ermordung Karl Liebknechts und Rosa Luxemburgs, diese Parole illusorisch machte, vermochte Otto Bauer nicht, aus der neuen Lage die Lehre für seine Anschlußpolitik zu ziehen. Hauptsächlich aus drei Gründen: er glaubte unverändert daran, daß die deutsche Sozialdemokratie imstande sein würde, Deutschlands Entwicklung in die Richtung einer konsequenten Demokratie zu lenken und den Einfluß des Monopolkapitals und des Militarismus zurückzudrängen; er empfand eine leidenschaftliche Abneigung gegen die mitteleuropäischen Pläne der konservativ-gegenrevolutionären französischen und auf der Kolonialherrschaft aufgebauten englischen Politik; schließlich befürchtete er, daß mit der Aufgabe des Anschlußgedankens in der österreichischen Innenpolitik die monarchistisch-konservativen Kräfte aufs neue an die Oberfläche gelangen und dann mit ihren Donaukonföderationsplänen die Habsburger-Dynastie oder zumindest ihren kapitalistischen Einfluß in Mitteleuropa wiederzuerrichten versuchen würden.⁴⁰ Auch aus der Entfernung eines halben Jahrhunderts können wir nicht behaupten, daß Otto Bauers Befürchtungen unbegründet gewesen wären; im Frühjahr 1919 jedenfalls waren die Fronten so abgesteckt, daß die Sozialdemokratie auf der Seite des Anschlusses stand und die konservative-christlich-soziale Richtung sich dagegen stemmte. Nicht von der Basis irgendeines »österreichischen Nationalbewußtseins« — wie es die bürgerliche Geschichtsschreibung zur nachträglichen historischen Rechtfertigung so gerne hinstellt —, sondern auf Grund wohl erwogener Klassen- und Wirtschaftsinteressen. Die christlichsoziale Presse, mit der Reichspost an der Spitze, warnte das durch den Vorstoß der Progression eingeschüchterte österreichische Bürgertum vor einem Deutschland voller revolutionärer Gefahren. Die Sprachrohre der aus der Schweiz nach Wien einströmenden monarchistisch eingestellten Emigrantpropaganda bezeichneten den Anschluß — freilich in verhüllter Form — als einen Schritt, der die erhoffte Restauration der Habsburger endgültig vereiteln könnte. Dazu kamen noch die kapitalistischen Wirtschaftsinteressen: der

³⁹ OTTO BAUER: *Die österreichische Revolution*. S. 6.

⁴⁰ OTTO LEICHTER: a. a. O., S. 139—140.

Anschluß hätte zur sofortigen Beschlagnahme des in den Nachfolgestaaten angelegten Bank- und Industriekapitals geführt, außerdem hätte der deutsch-österreichische Zusammenschluß ungünstigere Friedensbedingungen, wirtschaftliche Sanktionen usw. nach sich gezogen. Die Folge davon war, daß die Anschlußfeindlichkeit der bürgerlichen Kreise in dem Maße zunahm, immer offener hervortrat, in dem das innenpolitische Gewicht der österreichischen Sozialdemokratie abzunehmen begann und immer offenkundiger wurde, daß nur eine Anti-Anschlußpolitik auf die Unterstützung der Siegermächte rechnen konnte.

Die internationalen Voraussetzungen des Anschlusses waren nämlich vom November 1918 bis zum Beginn der Verhandlungen der österreichischen Friedensdelegation in Saint-Germain, also bis zum Mai 1919 nicht eindeutig geklärt. Bei den Siegermächten zeigten sich nämlich deutliche Meinungsverschiedenheiten darüber, ob das Prinzip des nationalen Selbstbestimmungsrechts auch für den deutsch-österreichischen Zusammenschluß gelte. Während die englischen und amerikanischen Delegationen — hauptsächlich aus wirtschaftlichen Überlegungen — eher zur Annahme des Anschlusses geneigt waren, war Frankreich auf das entschiedenste dagegen. Schon am 27. März 1919 erklärte Clemenceau über Österreich: »Wir verlangen von euch nur, daß ihr unabhängig bleibt, macht mit eurer Unabhängigkeit was ihr wollt; aber ihr dürft keinem deutschen Block beitreten oder an einem deutschen Revanchekrieg teilnehmen.«⁴¹ Die französische Propaganda versuchte zielbewußt in Wien den Eindruck zu erwecken, daß Österreich, falls es auf den Anschluß verzichte, auf den ungeschmälernten Besitz Südtirols, Südkärntens und der Untersteiermark, ferner des Sudetenlands und außerdem auch auf wirtschaftlich günstigere Friedensbedingungen hoffen könne.⁴²

Auf der Pariser Konferenz trug das anschlusseindliche Interesse Italiens, der Tschechoslowakei und Jugoslawiens wesentlich dazu bei, daß der französische Standpunkt die Oberhand gewinnen konnte. Für die künftigen Beziehungen zwischen Italien und Österreich glaubte Otto Bauer ernsthaft, daß die Italiener bereit sein würden, auf die Annexion Südtirols mit einer bedeutenden deutschen Minderheit zu verzichten, denn mit dem Sturz der Monarchie hatte sich auch die strategische Bedeutung der Brenner-Grenze verändert.⁴³ Italien bestand jedoch unbedingt auf der Erfüllung der im Jahre 1915 von seinen Verbündeten gemachten Versprechungen. Da Italien dabei nur auf die Unter-

⁴¹ STADLER: a. a. O., S. 88.

⁴² OTTO BAUER: *Die österreichische Revolution*. S. 162.

⁴³ Der geheime Londoner Pakt vom Jahre 1915 stellte unter anderem die Brennergrenze als Belohnung für den Kriegseintritt Italiens in Aussicht. Die Italiener argumentierten damals: »Venedig ist nur am Brenner gegen die Monarchie zu verteidigen.« Bei den Pariser Friedensverhandlungen wollten die Engländer und Amerikaner die italienischen Ansprüche in Südtirol mäßigen, doch gaben sie schließlich, als Italien — als Tauschobjekt — Zugeständnisse an Jugoslawien anbot, den italienischen Forderungen statt.

stützung Frankreichs rechnen konnte, mußte es — trotz der scharfen Gegensätze zwischen ihm und Frankreich bei der Festlegung der jugoslawischen Grenzen und in Mitteleuropa — an Frankreichs Seite gegen England und Amerika für das Anschlußverbot eintreten. Außerdem wäre es gegen Italiens Interesse gewesen, wenn ihm, um Südtirol ungestört in seinem Besitz halten zu können, im Norden statt des schwachen, ausgelieferten Österreich ein einheitliches Deutsches Reich gegenüberstehen würde.

Die Tschechoslowakei und Jugoslawien unterstützten Frankreichs Anstrengungen gegen den Anschluß eindeutig und vorbehaltlos. Als die Friedenskonferenz auf Lloyd Georges Antrag um die Meinung der Regierungen dieser Länder zur Benennung »Deutsch-Österreich« ersuchte, waren es »die Jugoslawen wie auch die Tschechoslowaken, (die) diese Bezeichnung auf das schärfste ablehnten; die ersteren, weil es so klang, als ob es außerhalb des Herzogtums Österreich noch ein anderes Österreich gäbe; die letzteren fürchteten, daß jede Betonung der Gemeinsamkeit zwischen Österreich und Deutschland es schwierig machen würde, mit dem deutschen Element in ihrem Lande auszukommen.«⁴⁴

Auf der Pariser Friedenskonferenz zeigte sich zwischen Wilson und Clemenceau in der Beurteilung des Anschlusses ein ziemlich großer Meinungsunterschied. Wilson erklärte: »Was Österreich betrifft, so habe ich Bedenken, das Selbstbestimmungsrecht der Völker einzuschränken. Dabei denke ich gar nicht an die Deutschen, sondern an die Österreicher. Wir können eine Annexion verbieten, aber wir können einem Land nicht das Recht verweigern, sich mit einem anderen zu vereinen, wenn es dies wünscht . . . Ich bin geneigt, den Österreichern gegenüber eine freundliche Haltung einzunehmen.«⁴⁵ Nach verbitterten, langwierigen Debatten kam schließlich eine Kompromißlösung zustande, die formell zwar den Ansichten Wilsons über die Achtung des nationalen Selbstbestimmungsrechts Genüge tat, zugleich aber — auch Clemenceaus Wünschen entsprechend — die Möglichkeit des Anschlusses praktisch ausschloß. Der gemeinsame Vorschlag über den Abschnitt 80 des deutschen Friedensvertrags lautet nämlich: »Deutschland erkennt Österreichs Unabhängigkeit und deren Unveränderbarkeit an, abgesehen von dem Fall, wenn der Völkerbundsrat ihrer Abänderung zustimmt.« Auf diese Weise wurden die gegensätzlichen Ansichten glänzend überbrückt: ein eindeutiges Verbot des Anschlusses wurde nicht erklärt, zugleich aber das Entscheidungsrecht dem einstimmigen Beschluß einer Körperschaft übertragen, in der Frankreich über entscheidenden Einfluß verfügte. Unter Berufung auf die Rede, die der Präsident der Gebietskommission der Friedenskonferenz, Tardieu, am 25. Juli 1920 im französischen Parlament gehalten hatte, behauptet Julius Braunthal, Cle-

⁴⁴ STADLER: a. a. O., S. 71.

⁴⁵ STADLER: a. a. O., S. 91.

menceau habe Englands Einverständnis auch zu dieser Form des Vorschlags nur dadurch erhalten können, daß in französischem Besitz befindliche persische Ölquellen England zum Geschenk gemacht wurden.⁴⁶

Der deutschen Friedensdelegation wurde der vorläufige Text des Friedensvertrags, der bereits das Anschlußverbot enthielt, am 2. Mai 1919 ausgehändigt. Und jetzt begann hinter den Kulissen das Tauziehen der Siegermächte über Österreichs Zukunft. Das am 18. Mai aus Saint-Germain aufgegebenes Telegramm Staatskanzler Renners, des Leiters der österreichischen Friedensdelegation, lautete: »Anschluß an Deutschland wird uns verboten. Gegen Donaukonföderation, zu der Tschechen bereit sind, kämpfen Italiener heftig an. Man wünscht von mir Plan für den Fall, das weder Anschluß noch Donaukonföderation zustande kommt. Italien ist zu engerem wirtschaftlichen Verhältnis mit uns bereit. Ich antwortete, dieses sei mit Annexion Südtirols nicht vereinbar und ermögliche unsere Existenz nicht.«⁴⁷

Nach dieser Entwicklung der Kräfteverhältnisse auf der Friedenskonferenz gingen die anschußfeindlichen Kräfte zum Frontalangriff gegen Otto Bauers Außenpolitik über. Am 24. Mai schickte Bauer folgende Information an Hartmann: »Die Reichspost und andere anschußfeindliche Blätter haben gestern großen Lärm geschlagen, weil deutschösterreichische Beamte in Berlin verhandeln. Die Fortsetzung der Anschlußverhandlungen im gegenwärtigen Augenblick sei eine Provokation der Entente und Schädigung der Aussichten unserer Friedensverhandlungen.« Als eigene Meinung fügte er noch hinzu, daß auch er selbst die Entsendung einer österreichischen Delegation zur Sitzung der Weimarer Kommission zur Vorbereitung der Verfassung für nutzlos halte, »...da der sofortige Anschluß unerreichbar ist und die ganzen Anstrengungen darauf konzentriert werden müssen, uns nicht in eine Donau-Föderation hineinzwingen zu lassen und möglichst freie Entscheidung in einem späteren Zeitpunkt offen zu halten«.⁴⁸

Die Ausrufung der ungarischen Räterepublik, ihre bedeutenden militärischen Erfolge blieben auch bei der Beurteilung der Lage Österreichs nicht ohne Wirkung. In den tonangebenden Ententekreisen wurde die Überzeugung immer stärker, daß man einer Linksverschiebung in Österreich vorbeugen und die ursprünglichen Vorstellungen sowohl wirtschaftlich wie auch hinsichtlich der Friedensbedingungen lindern müsse. Der Vertreter der militärischen Ententekommission in Wien, Cuninghame, sagte am 27. Mai zu Otto Bauer, daß »der Sieg der Ungarn über die Tschechen bei Miskolcz eine sehr empfindliche Schlappe für die Entente sei und sie zu militärischen Gegenmaßnahmen zwingen werde. Die Entente habe die Aktion in der Hoffnung verzögert, daß die Räteregierung von selbst zusammenbrechen werde. Geschehe das

⁴⁶ JULIUS BRAUNTHAL: *The Tragedy of Austria*. London, 1948. S. 39.

⁴⁷ HHStA. NPA. K. 261. S. 509.

⁴⁸ HHStA. NPA. K. 261. S. 384.

nicht, so müsse die Entente gewaltsam eingreifen, da sie mit der Räteregierung nicht Friedensverhandlungen führen wolle. Doch werde die Aktion nicht über unser Gebiet erfolgen. Er hält es aber für möglich, daß die Entente uns ein Mandat zur Besetzung Westungarns gibt.⁴⁹ Cuninghames Mitteilung liefert und eine äußerst beachtenswerte Angabe für den geschichtlichen Ursprung des Burgenlandproblems, und ganz besonders beachtenswert wird diese Angabe durch die Tatsache, daß, obwohl im ersten, der österreichischen Delegation am 2. Juni übergebenen Textentwurf zum Friedensvertrag noch kein Wort von der Übergabe des Burgenlands fiel, in den folgenden Wochen ein auffallend rascher Umschwung eintrat. Im zweiten, am 20. Juni überreichten Textvorschlag wird Westungarn bereits Österreich zugesprochen. Otto Bauer stellt zu diesem unerwarteten Geschenk fest: »Sie (die Entente) wollte unsere Stellung gegen den Bolschewismus befestigen, indem sie uns für die großen Verluste in Nord und Süd im Osten eine Entschädigung auf Kosten des bolschewistischen Ungarn in Aussicht stellte.«⁵⁰ Aber nicht nur in dieser Richtung. Der neue Textvorschlag stimmte — im Gegensatz zum ersten — der Forderung nach einer Volksabstimmung in den umstrittenen Gebieten Südkärntens zu und stellte Österreich auch bedeutende wirtschaftliche und finanzielle Erleichterungen in Aussicht. Diese Zugeständnisse dienten zweifellos dem Zweck, in Österreich die franzosenfreundlichen und anschlußfeindlichen politischen Richtungen zu stärken.

Im Juni-Juli 1919 ergab sich in Otto Bauers Konzeption zur Durchführung des Anschlusses eine wesentliche Änderung. Er plante vor dem staatsrechtlichen Zusammenschluß eine Volksabstimmung, deren Ergebnis er vom Völkerbund sanktionieren lassen wollte, grundsätzlich aber bekannte er sich zu der Überzeugung, daß der Anschluß für Österreich der alleinmögliche Weg sei. Ludo Hartmann berichtete ihm über eine Besprechung am 5. Juli 1919 mit dem deutschen Kanzler Gustav Bauer, Außenminister Hermann Müller, Innenminister Dr. Eduard David, dem Reichstagspräsidenten Fehrenbach, dem preußischen Minister Schiffer und Finanzminister Matthias Erzberger. Alle Beteiligten waren sich darin einig, daß man die Kräfte auf die Volksabstimmung konzentrieren müsse. Gleichzeitig sollten die Verhandlungen der Kommissionen zur Schaffung der Voraussetzungen für die finanzielle und wirtschaftliche Vereinigung fortgesetzt werden. Erzberger machte die Bemerkung, »daß es hierbei dem Deutschen Reiche auf ein paar Hundert Millionen nicht ankommen könne«. Die Durchführung des Planes müsse beschleunigt werden, bevor die Entente wirtschaftlich gefestigt sei, bzw. bevor Österreich nicht in eine andere Verbindung hineingedrängt werde.⁵¹

⁴⁹ HHStA. NPA. K. 261. S. 533—534.

⁵⁰ OTTO BAUER: *Die österreichische Revolution*. S. 168.

⁵¹ HHStA. NPA. K. 261. S. 390—392.

In seiner Antwort an Hartmann umriß Otto Bauer am 8. Juli 1919 das Programm seiner — jetzt schon langfristigen — Anschlußpolitik: »Bis zum Friedensschluß in St.-Germain ist über den Anschluß offiziell womöglich gar nicht zu reden. Ich werde sehr glücklich sein, wenn mich die Entente nicht zum Reden zwingt, denn das könnte heute nur schaden. Wie sich die Sache nach Friedensschluß gestalten wird, hängt natürlich von der politischen Situation und von den wirtschaftlichen Bedingungen ab, doch hoffe ich, daß wir sehr bald nach Friedensschluß die Verhandlungen wieder aufnehmen können.« Sollte der Anschluß formell zunächst nicht möglich sein, schrieb Bauer, so müßte man einen Übergangszustand in der Weise schaffen, daß das Deutsche Reich und Deutschösterreich einen »Deutschen Bund« gründen, der so viel an Gemeinschaft herstellt, als eben die internationale Lage erlaubte. Man könnte die von der Entente noch geduldeten Beziehungen derart vertiefen, daß die volle staatsrechtliche Einheit in wenigen Jahren realisiert werden könnte. Dies würde jedoch voraussetzen, daß Deutschland für Österreichs Lebensmittel- und Rohstoffbedarf sowie für die zur Schaffung einer festen Währung notwendigen Kredite Sorge.⁵²

Ludo Hartmann und die deutschen Regierungskreise (vor allem Erzberger und Fehrenbach) wollten in gründlicher Verkennung der internationalen Lage und der innenpolitischen Gegebenheiten ein viel schnelleres Tempo diktieren als es Otto Bauer vorsah. Bei der Wahl der Vorbereitungskommission für die Vereinigung legte Fehrenbach dar, der Zeitpunkt für die baldige Durchführung des Anschlusses sei gekommen. Der Friedensvertrag stelle kein absolutes Hindernis dar, da die österreichischen Parteien auf der Forderung nach dem Anschluß beharrten. Gesandter Hartmann bestärkte diesen Irrglauben. Er erklärte, die Basis der Politik Deutschösterreichs sei unverändert der Anschlußgedanke, und wenn es auch in den kommenden Wochen wegen der Friedensverhandlungen nicht ratsam sei, darüber zu sprechen, so werde in etwa sechs Wochen der günstige psychologische Moment für den Beginn der Aktion gekommen sein. Die drei wichtigsten Parteien Österreichs seien sich in der Forderung nach dem Anschluß vollkommen einig, sie seien sich der wirtschaftlichen Lebensunfähigkeit Deutschösterreichs bewußt und wüßten genau, daß eine Donaukonföderation auch in Zukunft keine Lösung bringen könne. Nach Ansicht des Gesandten könnte gleich nach der Unterzeichnung des Friedensvertrages die Volksabstimmung durchgeführt werden, an deren Ausgang kein Zweifel bestehe, denn 90% der Bevölkerung sei schon jetzt für den Anschluß.⁵³

In seinem Brief vom 15. Juli bezeichnete Otto Bauer die optimistische Beurteilung der Lage durch den Gesandten Hartmann als Selbstverblendung und Irreführung der deutschen Politiker. Wer die österreichischen Verhältnisse

⁵² HHStA. NPA. K. 261. S. 394.

⁵³ HHStA. NPA. K. 261. S. 399–402.

richtig kenne, stellte Bauer fest, könne niemals behaupten, daß die drei Parteien des deutsch-österreichischen Parlaments in der Anschlußfrage einig oder gar 90% der Bevölkerung für den Anschluß wären. Im vertraulichen Kreis sei eine derartige Schönfärberei der wirklichen Lage höchst unzweckmäßig. Auch die Annahme, daß in sechs Wochen die Aktion beginnen könne, hielt er für ganz verfehlt. »Wir werden in sechs Wochen wahrscheinlich mit der Entente über Lebensmittel- und Rohstoffkredite unterhandeln müssen, gleichzeitig vermutlich die entscheidenden Verhandlungen über das Vermögen des alten Staates zu führen haben. Ich bezweifle sehr, ob dies der geeignete Zeitpunkt für die ‚Aktion‘ sein wird. Ich glaube, daß eine entscheidende Aktion erst dann möglich sein wird, wenn die Entente gesprengt, ihre Armeen demobilisiert, der wirtschaftliche Verkehr vollkommen wiederhergestellt sein wird . . . Das wird viel länger dauern als sechs Wochen.« In einem einzigen Fall könnte vielleicht der Anschluß früher vollzogen werden, schrieb er, wenn nämlich in Deutschland und in den Ententeländern eine revolutionäre Entwicklung einsetze. Aber dafür gebe es vorläufig keine ermutigenden Zeichen, und darüber sollte man auch nicht mit Erzberger verhandeln. Es komme jetzt ein Zeitabschnitt, in dem sich nach und nach Österreichs ökonomische Lebensunfähigkeit herausstellen werde, das könne die Ententemächte zwingen, die Lasten der wirtschaftlichen Wiederaufrichtung Österreichs auf Deutschland abzuwälzen. Der ganze Vorgang werde aber eine wesentlich längere Zeit beanspruchen als sechs Wochen. »Auch auf die Form des Plebiszits möchte ich mich nicht festlegen. Die Christlich-Sozialen machen ständig gegen den Anschluß Stimmung. Die Bourgeoisie setzt ihre ganze Hoffnung auf die Entente, vor allem auf Frankreich, und auch innerhalb der Arbeiterschaft ist die Begeisterung für den Anschluß unleugbar schwächer geworden, da die kommunistische Agitation gegen den ‚Anschluß an Noske‘ nicht ohne Wirkung ist. Wenn also nicht etwa eine revolutionäre Entwicklung die ganze Sachlage plötzlich verändert, werden wir noch viel Geduld brauchen. Ich halte es nicht für zweckmäßig, daß wir uns selbst und unsere deutschen Freunde darüber täuschen und uns und ihnen nur Enttäuschungen vorbereiten.«⁵⁴

Die Entwicklung der allgemeinen Lage in Europa im Juli 1919 machte die Anschlußaussichten immer hoffnungsloser. Die Mitteilung des italienischen Gesandten in Wien, Borghese, Anfang Juli 1919, wonach Italien nicht geneigt sei, mit Österreich über Südtirol direkt zu verhandeln, zerstörte Otto Bauers Hoffnungen, durch Ausnützung innerer Gegensätze der Siegermächte die Gebiete Südtirols mit deutscher Mehrheit für Österreich retten zu können. Auch der Sturz der Ungarischen Räterepublik schien vor der Tür zu stehen, was die Gefahr einer unbeschränkten Hegemonie der Entente im Donautal bedeutete. Der Republik Österreich drohte die totale politische Isolierung. Es gab nur

⁵⁴ HHStA. NPA. K. 261. S. 423–424.

zwei Möglichkeiten: entweder durch die jeder realen Voraussetzung entbehrenden intransigenten Anschlußpolitik Frankreichs Rache heraufzubeschwören oder durch die internationale Zwangslage unter Aufgabe der Anschlußparole, im Zeichen der »Erfüllungspolitik« die Annäherung an Frankreich zu suchen. An der Unmöglichkeit des ersten Weges, seinen internationalen Gefahren bestanden Ende Juli 1919 auch für Otto Bauer keine Zweifel. Mehr aber als die internationalen Aspekte fielen für ihn die innenpolitischen Interessen der Sozialdemokratie ins Gewicht. Das Festhalten an der Anschlußpolitik konnte in der gegebenen Situation die Gefahr heraufbeschwören, daß die bürgerlich-konservativen Kräfte, die die Priorität der »nationalen Interessen« betonten, mit Frankreichs Unterstützung die Macht an sich rissen und dadurch die Möglichkeit der Entwicklung einer bürgerlich-demokratischen Republik für lange Zeit vereitelten. Die Interessen der österreichischen Progression verlangten eindeutig die im November 1918 erworbene Machstellung selbst um den Preis prinzipienloser Unterhandlungen und Kompromisse mit den die Friedensbedingungen diktierenden Siegern zu halten oder — bildlich ausgedrückt — daß statt des für den Weltkrieg verantwortlichen Hauses Habsburg Karl Renner vor den Richterstuhl der Weltgeschichte trat.

Es spricht für Otto Bauers politischen Scharfblick, daß er sich, als er die Ziellosgkeit der enormen geistigen und politischen Anstrengungen für den Anschluß erkannte, den gebietenden Forderungen der neuen Situation unterordnen vermochte. Am 13. Juli 1919 richtete er einen Brief an den in Paris verhandelnden Karl Renner und setzte darin die unvermeidliche Notwendigkeit seiner Abdankung auseinander. Otto Leichter bezeichnet diesen Brief nicht nur als wichtiges historisches Dokument, sondern auch als erschütterndes Beispiel menschlich-moralischer Größe.⁵⁵ Auf die ziellos gewordene italienische Orientation hinweisend, stellt Otto Bauer in seinem Brief fest, daß ein totaler außenpolitischer Richtungswechsel durchgeführt werden müsse. »Annäherung an Frankreich setzt aber meine Demission voraus. Ich bin den Franzosen als exponierter Großdeutscher und als vermeintlicher Bolschewik verdächtig, überdies auf die italienische Orientierung festgelegt . . . Ich persönlich habe die Sache reiflich erwogen und bin überzeugt, daß meine Demission unsere Stellung der Entente, vor allem Frankreich, aber auch England gegenüber erleichtern, Mißtrauen gegen uns beseitigen und dadurch der Sache nützen würde.« Nach der Übernahme des zweiten, nunmehr wesentlich günstigeren Textes des Friedensvertrags am 20. Juli 1919 traf sich Karl Renner in Feldkirch in Voralberg mit Otto Bauer, und sie beschlossen in vollem Einvernehmen die Anschlußforderung im Interesse der französischen Orientation von der Tagesordnung zu nehmen. Am 26. Juli schied Otto Bauer vom Minister-

⁵⁵ OTTO LEICHTER: a. a. O., S. 130.

portfeuille der äußeren Angelegenheiten, das die österreichische Nationalversammlung Staatskanzler Karl Renner übertrug.

Die Alternative Anschluß oder Donaukonföderation geriet aber auch nach Unterzeichnung der Friedensverträge und Otto Bauers Rückzug aus der großen Politik nicht in Vergessenheit. Beide Probleme begleiteten — bei mancher Änderung ihres Charakters und Klasseninhalts — die Geschichte Europas zwischen den zwei Weltkriegen. Im Hintergrund der immer wieder auftauchenden Alternative stand nämlich die bedeutungsvolle Frage, wieweit es dem Pariser Friedensvertragssystem gelungen war, eine Basis für das friedliche und dauerhafte Zusammenleben der Völker Mitteleuropas zu schaffen. Otto Bauers auf dem erwarteten Sieg des deutschen Sozialismus aufgebaute Anschlußpolitik war die Suche nach einer Antwort auf diese Frage. Das negative Ergebnis dieses Versuches hat er selbst — wohl in widersprüchlicher Form — erkannt, darum wäre es ungerecht und unwürdig, Otto Bauers Anschlußpolitik mit den bürgerlichen »großdeutschen« und »deutschnationalen« Konzeptionen, besonders aber mit der zur Annexion führenden Anschlußpolitik des Dritten Reiches gleichzusetzen und damit jenen die Anerkennung der Nachwelt zukommen zu lassen, die mit reaktionär-konservativen Hintergedanken Clemenceaus Urteil zur Kenntnis nahmen: »L'Autriche, c'est le reste!«

Аншлюсс и «альтернатива» дунайской конфедерации во внешней политике Отто Бауэра (1918—1919 гг.)

Л. КЕРЕКЕШ

Резюме

В кратковременной жизни австрийской республики проблема Аншлюсса сыграла исключительную роль. Ее возникновение в 1918 году было затенено стремлениями к Аншлюссу, а падение в 1938 году было вызвано насильственным осуществлением Аншлюсса. Но в период, охватываемый этими двумя датами мысль об австро-немецком союзе — в плане социального базиса, политического и национального содержания — претерпела существенные изменения. В статье на основании, главным образом, материалов архива Отто Бауэра рассматриваются формы проявления стремлений к Аншлюссу в 1918—1919 гг. и политика Аншлюсса Отто Бауэра, ведущего теоретика австромарксизма. Прослеживается путь Отто Бауэра от программы «культурно-национальной автономии» к полному признанию принципа национального самоопределения. Окончательный распад государственной формы дуалистической Монархии и победа буржуазно-демократической революции в Германии способствовали тому, что Отто Бауэр — обратившись к мысли о демократическом единстве немецкой нации периода революции 1848 года — национальную программу осуществления прогресса в Австрии видел в реализации Аншлюсса. В статье подробно освещается деятельность Отто Бауэра в качестве государственного секретаря, направленная на подготовку Аншлюсса (тайный договор с немецким министром иностранных дел Брокдорффом—Ранцау), его позиция относительно планов конференции дунайских стран, пропагандируемых правительствами Франции и Чехословакии. Автор знакомит также с позицией руководителей социал-демократического движения Западной Европы по вопросу Аншлюсса. Далее анализируется постепенное развешивание надежд на социалистическое развитие Германской республики, а после убийства Розы Люксембург и Карла Либкнехта — беспочвенность лозунга Бауэра «присоединение к Германии — присоединение к социализму!» Международное положение и условия внутри страны побуждают Отто Бауэра уйти в отставку, а правительство Реннера к официальному отказу от политики Аншлюсса. Наряду с критикой концепции Аншлюсса Отто Бауэра, автор подчеркивает ее отличительный характер от последующих стремлений к Аншлюссу западногерманского капитала.

«Grandeur et décadence» de Károly Francsics, barbier à Veszprém

Un petit bourgeois en Hongrie au XIX^e siècle
à la lumière de son journal

Par

K. VÖRÖS

Le 27 juillet 1827, par la route venant de Sümeg, un compagnon faisait son entrée à Veszprém, gros bourg agricole et siège épiscopal de la Hongrie de l'Ouest. La longue veste du jeune homme était encore dans un état acceptable, mais son manteau était passablement élimé, sa chemise s'effilochait. Il avait en poche juste huit sous et, dans sa musette, en plus de ses effets de voyage les plus nécessaires, quelques rasoirs souvent utilisés, car notre voyageur était barbier. Une fois passées les premières maisons de la ville, il se dirigea vers la grande place du marché et, numéro 57, frappa à la porte d'une boutique de barbier, où il demanda du travail. La chance lui sourit, il fut embauché sur-le-champ. Mais, en ressortant de l'étroite maison de deux étages et en inspectant, pour la première fois, la place fourmillante, il n'avait certainement pas l'idée que Veszprém ne sera pas une nouvelle étape de ses années de compagnonnage, une embauche seulement de circonstance. Aurait-il cru qu'il venait de trouver son foyer définitif, où il passera le demi-siècle encore à vivre? Pourtant, situé non loin du lac Balaton, à la lisière méridionale du Massif du Bakony, Veszprém, chef-lieu du comitat du même nom était l'une des plus anciennes villes de la Hongrie, puisque évêché depuis le XI^e siècle déjà, et pouvait attirer les voyageurs, non seulement par sa Cité de beau style baroque, ou ses faubourgs au site accidenté — vallées succédant aux collines —, mais aussi par sa vie trépidante qui promettait un séjour particulièrement agréable. En effet, vers 1825, la ville avait quelque 10 000 habitants, elle était l'un des centres traditionnels du commerce transdanubien, on y trouvait de nombreux artisans.

Le jeune homme, Károly Francsics, n'avait pas encore vingt-trois ans — il était né le 30 novembre 1804 —, il n'y avait que sept années à peine qu'il avait terminé son apprentissage, mais il avait déjà derrière lui une vie passablement mouvementée. Son père issu d'une famille pauvre de la petite noblesse avait été un homme remuant et assidu au travail; bourrelier de son métier, il avait tenté plus d'un moyen de faire fortune. Son domicile était à Pápa, ville à environ 50 kilomètres de Veszprém, mais déjà sur le versant septentrional du Bakony; le commerce y était encore plus actif et l'artisanat solidement implanté. Les occasions de s'enrichir n'y manquaient donc pas. Au temps des guerres napoléoniennes, le vieux Francsics spécula avec les vins et, un moment, il sembla réussir. Mais l'entreprise manquait de capitaux, elle devait nécessairement périlcliter et son propriétaire ne put jamais se remettre de cette faillite. Il avait, toutefois, voulu assurer l'avenir de son fils, au moins le faisant entrer au collège de Pápa, le plus célèbre lycée protestant de Transdanubie, fondé

par les réformés encore au XVI^e siècle. Là aussi, l'échec le guettait: son fils était paresseux, il étudiait mal; il fut donc obligé de le retirer de l'école au bout de deux ans. Il le mit en apprentissage, mais — négligeant son propre métier difficile et dur — chez un barbier. Après quatre années, à la fin de 1820, le jeune Francsics fut promu compagnon. Il commença ses sept ans de pérégrinations et, avant d'arriver à Veszprém, passa par de nombreuses villes de la Transdanubie du Nord-Ouest et des plaines au nord du Danube: Szombathely, Cell, Győr, Pozsony (aujourd'hui: Bratislava, en Tchécoslovaquie), Pest, Érsek-újvár et Nyitra (aujourd'hui: Nové Zámky et Nitra, en Tchécoslovaquie), ainsi que Sümeg. Il avait récolté peu d'argent et encore moins de bonne renommée: il était impatient, rude, grossier, de plus, enclin à se laisser dominer par ses passions, de soudaines fureurs. Il s'adonnait à la boisson et plus d'un de ses maîtres le congédia honteusement pour son dévergondage, sa grossièreté et son caractère agressif.

Si, malgré tout, il réussit à s'installer à Veszprém et à se débarrasser d'au moins une partie de ses défauts, le mérite principal en revient à sa liaison avec une cousette légèrement boiteuse et assidue au travail, Zsófia Jákói, dont il avait fait la connaissance peu après son arrivée, encore en 1827. A cause de la nature colérique de Francsics, cette liaison ne fut pas exempte de perturbations (en 1832, aiguillonné par la jalousie, le barbier s'installa pour une année entière dans la capitale hongroise, Pest) et, jusqu'à l'établissement de celui-ci, les deux amoureux durent écarter toute idée de mariage; cependant, alors que la famille de la fille ne voyait pas d'un bon œil la liaison, celle-ci fit ressentir, petit à petit, son effet et modifia le comportement de notre héros. Pendant un quart de siècle, il mania avec application le rasoir dans la boutique de maître Halas, se défera du vice de la boisson, se pliera à l'épargne et, dans le petit jardin de la maison délabrée des Jákói, dans la rue Horgos (il finira par s'y installer, mais, pour sauvegarder les strictes apparences, il ne se montrera jamais dans la rue en compagnie de Zsófia), il cultivera les fleurs. Malheureusement, ses anciens traits de caractère céderont la place à d'autres, certes conditionnés par les problèmes de sa nouvelle situation, mais non moins malencontreux: les scrupules, l'attente fiévreuse, impatiente d'un établissement, l'amertume croissante à la vue des difficultés sur son chemin; Francsics se ronge continuellement, il est pris par une certaine laderie et par la hantise de la pauvreté.

Deux décennies passeront ainsi, à Veszprém, avant que cette soif d'action et cette ambition à nouveau déformées par les mauvaises circonstances ne trouvent un exutoire convenable: en 1847, Francsics commence à tenir un journal et le poursuivra jusqu'à sa mort, incapable qu'il est de se libérer de la passion de l'écriture qui représente, au moins partiellement, un dérivatif valable à ses passions. Et qui plus est, il se met bientôt, vers 1850, à présenter sa vie dans des mémoires suivis; puis, lorsqu'il termine cet ouvrage, à la fin de 1859, il épluche l'énorme masse de ses notes jour après jour qu'il a continuées et se propose d'en sauver les passages les plus caractéristiques en les recopiant en volumes séparés. Aux moments de la composition de ses mémoires, son but était encore de les faire lire, une fois terminés, par Zsófia; mais en réalisant les derniers extraits, il ne devait plus guère avoir cette espérance: la vue de la courtière se détériorait si rapidement que depuis longtemps toute lecture lui était interdite. Malgré tout, Francsics persiste dans son travail de sélection et, de la sorte, il ajoute, aux deux volumes de ses mémoires, quatre volumes

d'extraits de journal allant jusqu'à 1870. Cinq de ces six tomes sont conservés au Cabinet des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale «Széchényi» de Budapest (le deuxième volume des mémoires, comprenant la période entre 1827 et 1849 a disparu); malgré tout, le chercheur a en tout 1360 folios, soit quelque 2700 pages à sa disposition (numéro d'inventaire: Quart. Hung. 1550): la description très détaillée du Veszprém de l'époque et de la vie d'un de ses habitants, un miroir d'une valeur inappréciable et la source de tout travail d'évocation.

Sans nous risquer à une analyse plus en détail, ni à une appréciation du journal dans la présente étude (nous croyons que cette tâche revient à un ouvrage spécifique de sociologie littéraire), nous pouvons constater à la première lecture que nous tenons en main une œuvre au style aisé, passablement nuancé. Nous ne nous en étonnerons pas si, à partir du journal, nous reconstituons la liste des lectures de son auteur; nous trouvons, parmi celles-ci, le plus grand poète hongrois de son temps Sándor Petőfi, les prosateurs contemporains hongrois (Jókai, Jósika), les prosateurs étrangers les plus connus et accessibles grâce aux traductions (Dumas, Sue, Scott). Nous ne pouvons pas nier, cependant, que ce style souple se contente de peindre un univers assez restreint: l'entourage immédiat de Francsics avec ses figures et leur vie quotidienne, tout cela sans aucune velléité de stylisation artistique, de généralisation ou de typisation. Dans ce cadre bien délimité, l'image qu'on nous offre est exceptionnellement, minutieusement exacte et réaliste, non seulement dans la représentation des objets, des événements, des phénomènes (à ce propos, nous pensons surtout aux multiples petits détails caractéristiques de la vie de Veszprém à l'époque et qui sont, parfois, fort bien saisis), mais aussi dans l'énervante monotonie, dans la réapparition constante de tels éléments de cette vision rétrécie, ce qui est très instructivement observable dans le rendu du crépuscule de sa vie, de sa décadence corporelle, matérielle et spirituelle. Dans son ensemble, le journal nous fournit un tableau qui fait revivre nombre de traits fort caractéristiques, limités, mais bien saisis de l'existence de l'auteur, avec à l'arrière-plan la vie quotidienne de Veszprém; cependant, la grande valeur de ce tableau est due, en définitive, non à ce qu'il nous fait voir, mais à l'angle particulier sous lequel il nous le fait voir.

Car, même si Francsics n'est pas capable de peindre des types nettement définis, ni de dégager volontairement des corrélations plus importantes, l'univers limité et fragmenté, malgré tout homogène qu'il nous présente, est le miroir intégral de la conscience d'un type social pouvant être défini avec une parfaite précision. En effet, le journal de Francsics représente jusqu'ici, à notre connaissance, l'unique autobiographie, l'unique confession connue des couches petites-bourgeoises hongroises qui, au milieu du XIX^e siècle ont tenté, mais sans succès, de s'élever; or, par suite du rôle notable que cette formation a joué au sein de la société de l'époque, le journal prend une certaine importance aussi du point de vue de la recherche historique générale touchant la période et, plus spécialement, du sondage de la conscience, de l'idéologie de cette partie de la société.

Dans ce qui suit, nous nous proposons de présenter — à partir de son journal — la ligne principale de l'existence à Veszprém du barbier Károly Francsics: son aisance de brève durée et la perte de ses biens. Nous sommes convaincus que ces passages ne manquent pas d'intérêt, ni pour ce qui est de l'histoire sociale de Veszprém à l'époque, ni pour ce qui est de leurs enseigne-

ments d'ordre général: c'est de l'intérieur qu'ils peignent la déconfiture matérielle de la petite-bourgeoisie fraîchement arrachée à la sécurité du mode de vie fondé sur les corporations et soumise aux conditions du capitalisme national en voie de développement, mais vivant déjà sa première crise, et lestée encore de nombre d'idéaux féodaux, tout cela amenant la transformation de l'ensemble de son mode de vie, de sa conscience sociale. Il s'agit d'un processus, réfléchi surtout par le journal de Francsics, dont l'analyse pertinente est en mesure de compléter et de nuancer convenablement et caractéristiquement l'image que nous avons du passage de la société hongroise du féodalisme au capitalisme.

La modeste «grandeur» de Francsics — car c'est d'un tel changement que nous pouvons, indiscutablement, parler par rapport au cours précédent de sa vie — commence en mars 1856, le jour où son vieux patron, János Halas lui déclare qu'il se retire des affaires, qu'il lui cède ses droits et sa boutique pour 200 forint, ainsi que le prix d'achat courant de l'installation; Francsics en est alors à sa vingt-sixième année de fidèle labeur, en qualité de premier, chez maître Halas. Les formalités officielles sont rapidement accomplies: le 3 avril, notre barbier prend possession de la boutique, deux jours plus tard, il reçoit sa licence d'artisanat et, le 15 juin, il est reçu membre du corps des barbiers et chirurgiens de Veszprém. Son établissement, ce rêve depuis de longues décennies, suivi de si amers réveils, se voit ainsi enfin réalisé. Il a 49 ans.

Cet établissement s'accompagne de l'accomplissement de plusieurs autres projets de toujours. Le 5 juin, il demande Zsófia en mariage et le couple peut enfin quitter la «malheureuse et misérable maison» croulante de la rue Horgos. Pour 240 forint, Halas lui a également cédé le premier étage de son étroite maison sur la place du marché — elle existe de nos jours encore —, la cuisine et la dépense qui flanquent la boutique au rez-de-chaussée, ainsi que la petite cave. Le mariage a lieu le 26 septembre et, le soir même, les Francsics emménagent dans leur nouveau logement.

Bien qu'il soit établi, bien qu'il soit le locataire d'un nouvel appartement assez vaste sur la place du marché, bien qu'à la table de son premier déjeuner en famille prennent place deux premiers, une femme de chambre, une cuisinière et un apprenti, c'est-à-dire le personnel d'une maison aisée, les appréhensions du nouveau propriétaire sont déjà réveillées. Il n'est plus un jeune homme et, à cette idée, les craintes le saisissent quant à son tardif départ.

A ce moment, à Veszprém, il n'y a que deux autres barbiers: Antal Kövessi, dans la rue Hosszu, et Antal Valentin, celui-ci aussi sur la place du marché. Une si faible concurrence explique que le nombre de ses abonnés, donc des personnes qui se font faire la barbe, soit par Francsics, soit par ses aides, tous les jours ou tous les deux, trois jours à la maison, est de 84, sans compter une bonne partie du clergé qui s'est également ralliée à lui: l'ensemble du séminaire, les frères piaristes et franciscains. L'impôt qu'il se voit imposer, il le relate avec un orgueil non dissimulé, dépasse celui d'un chanoine, il est de 12 forint 20. De plus, sa femme tient une école de couture très fréquentée. Le couple a plusieurs centaines de forint à la caisse d'épargne. Pourtant à l'occasion de son cinquantième anniversaire, Francsics se plaint, dans son journal, de sa vie misérable; d'autres fois, il se désespère à cause des prix élevés, de la hausse constante de l'impôt et de la taxe municipale additionnelle; d'autres fois encore, il déplore la multitude de punaises qui infectent son logement, mais malgré tout, le couple vit bien. Au printemps 1855, le revenu

de la boutique, donc les abonnés non inclus, atteint les 100 forint d'argent par mois.

Après les petites difficultés du début, c'est cette année qui voit s'épanouir — il est vrai que seulement pour peu de temps — l'aisance de Francsics. Cultivant déjà le petit champ de sa belle-mère, il prend en charge les terres de son beau-frère aussi et, après le décès de celle-là, il se voit confier, temporairement, la maisonnette de la rue Horgos. Ainsi, il détient des biens de la famille de sa femme d'une valeur approchant les 470 forint. Si l'école de couture n'est plus aussi fréquentée, les travaux de couture rapportent encore bien à madame Francsics. La boutique de barbier voit une telle affluence de clients que, souvent, on n'a pas le temps de casser la croûte. A la fin de 1855, notre barbier nourrit l'idée de faire cesser tout travail de son épouse, dont la vue est très amoindrie.

Trois ans après son établissement, 1856 apporte à Francsics le deuxième grand changement dans sa forme de vie et une nouvelle ascension. Le 14 avril et pour la somme de 5000 forint, il achète toute la maison de Halas en endossant l'hypothèque de 2000 forint qui grève ce bien à la caisse d'épargne; Halas reçoit 2600 forint en espèces et une reconnaissance du reste du prix d'achat; cette obligation est couverte dès le début de 1861, quant aux 400 forint revenant encore à Halas. De fait, c'est à la mort de celui-ci que Francsics devient effectivement propriétaire de la maison, car son ancien patron s'était réservé, de son vivant, le deuxième étage.

La prospérité s'accompagne de l'estime et de l'ascension sociales aussi. Au début de 1857, Francsics est élu membre de comité du Casino Civique de Veszprém; en 1858, ses revenus sont si grands qu'il déclare lui-même les trouver excessifs; fin novembre, son épouse ferme définitivement l'école de couture. Les succès se renforcent l'année suivante. «Faut-il au monde d'homme plus heureux que moi?» — s'interroge-t-il dans ses premiers jours. «La bénédiction divine est sur nous... Bonne chance à la maison, bonne chance au dehors, on arrivera bien à quelque chose de la sorte» — note-t-il quelques jours plus tard. En été 1859, le couple fait un voyage de quatre jours à Pest, il lui coûte 150 forint. A la fin de 1860, après un bon dîner, en regardant, par la fenêtre, la vie trépidante de la place du marché, les Francsics pensent déjà à l'achat d'une voiture et de son attelage...

Une maison de deux étages au centre de la ville, une boutique rapportant gros, un personnel important, une dépense richement garnie, tables abondantes, estime générale et épouse fidèle — dans ces années, il semble bien que tant de décennies de dur labeur, de nécessité, de pensées amères aient enfin conduit l'embarcation de Károly Francsics dans une rade agréable et sûre.

Le troisième et toujours favorable changement de sa forme de vie survient le 30 novembre 1859, justement à l'occasion de son cinquante-cinquième anniversaire. Ce jour-là, il devient propriétaire de vignoble, ayant acheté les quelque trois arpents et demi, à Almádi, sur la rive du lac Balaton, de la vigne «méchante, très mal entretenue» de la sœur de sa femme, madame Károly Földes. Cet achat ne pèse pas plus spécialement sur lui, car madame Földes lui doit, à la suite de plusieurs emprunts antérieurs, quelque 400 forint et si, cette fois-ci, elle lui cède le vignoble, c'est justement pour compenser une nouvelle dette de 184 forint. Indéniablement, l'affaire n'est pas mauvaise. Mais pour la première fois depuis des années, Francsics est saisi d'appréhension. Il se rappelle le propos de son père qui avait fait faillite dans les vins: «L'artisan

qui achète un vignoble ne fait que hâter sa propre perte.» Le lendemain de l'achat, il se réveille, à l'aube, déjà rongé par les soucis; il se demande, «si cette vigne sera la récompense de mon fidèle service, ou la punition de ma mauvaise conduite» et conclut: «Les temps à venir en fourniront la démonstration... Je suis incapable de comprendre pourquoi Dieu m'a mis sur le dos cette vigne. Hier, je suis entré dans ma cinquante-sixième année et, selon moi, un vignoble ne convient qu'à un jeune homme de vingt-six ans.»

Et il note ce qui — on le sent — le ronge depuis plusieurs mois: «J'ai plutôt coutume de me vanter de mon revenu, certes! — mais, maintenant, il a tellement diminué, les forint me sont comptés si chichement qu'ils suffisent à peine à couvrir mes dépenses d'automne. S'ajoute à cela l'achat de la vigne — il ne manquait plus que ça à mon bonheur.»

Bien que ses appréhensions puissent sembler non motivées à la suite des récentes lignes, où il se vantait de son aisance (et même, pendant quelques années encore), elles s'enracinent dans les réalités: les grands changements politiques et économiques qui, quelques semaines auparavant, ont commencé à se manifester sur le champ de bataille de Solferino et à la table des pourparlers du traité de paix de Villafranca pour démontrer au monde entier, mais, avant tout, aux peuples de la Monarchie, la pourriture longtemps latente de l'ensemble du système politique de l'absolutisme Habsbourg et l'échec total des affaires financières de l'État. Malgré les énormes impôts qu'on avaient fait peser sur la population, la guerre avait été perdue et la banqueroute étatique faisait subitement sentir ses effets dans tous les domaines de la vie. Dans tout le pays, une lente dépression commençait, une stagnation, une disette monétaire, corollairement les charges fiscales devenaient plus lourdes; et, bientôt, surtout en Hongrie, la conjonction de ces faits fournira le terreau approprié de l'exacerbation des passions politiques, en premier lieu nationales. Naturellement, cela demandera du temps avant que la crise parvienne de la Bourse de Vienne au marché de Veszprém, du ministre des Finances de l'Autriche cherchant la solution dans le suicide, au barbier de la ville transdanubienne et se fasse sentir à ce dernier aussi dans toute son amplitude. En tout cas, les gens se font immédiatement moins prodigues, ils se mettent à regarder aux dépenses. Et problème effectif, malgré tout son comique, de notre barbier: l'opposition nationale ouverte pour le rétablissement, face à l'absolutisme, de l'ordre constitutionnel du pays ramène non seulement les vêtements nationaux, mais aussi la coutume ancestrale du port de la barbe. «Tout honnête homme porte la barbe» — note, effrayé, Franciscs, dans son journal, au printemps de 1865. Ainsi, il a tous les motifs pour tourner et retourner ses pensées à l'aube. Ces méditations ne cessent plus et, comme le vignoble prendra toujours plus d'importance dans la tournure de son existence, dans tout son mode de vie, il reviendra aussi toujours plus souvent sur les pages du journal.

Car si Franciscs est, à des moments plus rassérénés, enclin à penser que l'achat du vignoble couronne sa carrière, il comprend bien, à tête reposée, que celui-ci ne pourra lui assurer le refuge paisible de ses dernières années, auquel il aspire, que s'il ne se dépêche de le remettre en état. «Nous avons admiré notre vigne nouvellement achetée, nous nous sommes réjouis de nos champs qui nous donnent suffisamment de pain, nous avons fait l'orgueilleux en notre foyer et nous avons rêvé, de toute notre imagination, une vieillesse heureuse» — écrit-il, tant soit peu rassuré, trois semaines après avoir conclu l'affaire. «De la sorte, nos terres produiront, tout de même, notre pain quotidien; dans

quelques années, cette méchante vigne donnera ma ration de vin, le peu que je peux boire et, avec la bénédiction de Dieu, je me rirai facilement, dans nos vieux jours, de ce vilain et mauvais monde» — ajoute-t-il en plaçant l'objet de son achat dans le cadre de l'idylle petite-bourgeoise qu'il vient de fignoler avec tant de soin. Et — deux semaines plus tard — il contracte un emprunt de 800 forint pour remettre en état le vignoble.

Sans exagérer, nous pouvons constater que le déclin, puis la perte de sa fortune commence avec cet emprunt. Pourtant, ses calculs ne sont pas faux: le revenu d'un vignoble bien entretenu, de bon rendement peut, si tout va bien, compléter utilement les rentrées provenant de la boutique. Mais les suites démontrent que Francsics s'était tout de même trompé; la cause n'en est pas, directement, sa propre imprudence mais plutôt la permanence inattendue de la détérioration des conditions économiques.

Car finalement, il s'avérera que son père avait raison: une vigne n'est pas faite pour un artisan. Les ouvriers ont beau s'efforcer, le printemps suivant et pendant des années encore, de rattraper le temps gaspillé auparavant, leur paie mange la somme empruntée et on s'aperçoit qu'il faudrait encore beaucoup d'argent, trop d'argent pour remettre en état le lopin négligé.

Les mauvaises vendanges de 1860 font réfléchir notre barbier: «Je conseille à quiconque ne possède pas de l'argent en abondance de ne jamais acheter de vigne . . . car, dépourvu d'argent, les craintes de toutes sortes ne cesseront de le torturer» — note-t-il, à la fin de l'année, dans son journal. Cependant, il n'a pas encore perdu tout espoir; à la fin de l'été 1860, il fait le projet de construire une cave en pierre à la place de l'ancienne et, l'année suivante, il le réalise. En 1864, pour 13 forint, il achète, à un paysan habile à travailler le bois, un pressoir. Aux moments du travail, il embauche d'abord nombre d'ouvriers et les paie grassement; ainsi, en 1861, il donne à la journée, pour le binage, 60 kreutzer, une pinte de vin et, pour le petit déjeuner, de l'eau-de-vie aussi; mais il fait également travailler d'autres ouvriers pour tailler et accoler, et il fait défoncer le sol non encépagé de son bien. En 1862, il achète, pour 50 forint, vingt charrettes de fumier dans le village voisin de Vörösbény. La sécheresse sévit en été 1863; il paie, alors, 30 kreutzer pour chaque tonneau d'eau transporté dans sa vigne. Il est vrai que ses vendanges se font aussi meilleures: dix muids de moût en 1861, quinze muids en 1862; l'année suivante, pourtant de sécheresse, lui apporte une bonne récolte: dix muids de vin blanc et deux muids et demi de vin rouge — «mais quel vin!» — se réjouit-il dans son journal. Selon des chiffres alignés en 1862, il a cinq muids de vin rouge tiré, sept muids de vin blanc tiré, quatre muids de «vin ouvrier» (certainement pour payer la main-d'œuvre), deux muids d'«excellent vermouth rouge», un muid de vin de garde et un demi-muid de rebut. En 1863, il a le sentiment que la vigne commence à devenir rentable et, un an plus tard, il constate avec satisfaction que, dans toute la commune d'Almádi, c'est lui qui possède le vignoble le mieux entretenu. Mais, entre temps, avec plus ou moins d'acuité, son incertitude se manifeste aussi: jusqu'à quand sera-t-il en mesure de couvrir ces travaux onéreux, grâce à son revenu de barbier?

A partir de là, le vignoble deviendra quasiment l'unique but de ses investissements, il mangera tous ses revenus, ainsi que les sommes de plus en plus fréquemment empruntées. Une seule autre dépense: les études, au collège de Pápa, d'un neveu d'intelligence prometteuse de sa femme, Miska Földes. A la fin de 1860, Francsics réussit à rembourser la dernière tranche du prix d'achat

de sa maison, mais il ne peut plus songer aux acomptes d'amortissement de l'hypothèque de 2000 forint qu'il a endossée en remplacement de Halas. Les premiers temps, il paie encore facilement les 31 forint d'intérêt chaque trimestre, souvent même, il règle avant terme; plus tard, les nouveaux intérêts suivront les nouvelles dettes et ces charges deviendront de plus en plus lourdes pour les Francsics aggravés sans cela aussi par des soucis nouveaux.

Car dans la même période — pour les causes que nous avons développées plus haut —, le revenu fourni par la boutique de barbier diminue subitement et à une vitesse stupéfiante. « Je ne puis saisir comment mes revenus diminuent de jour en jour » — s'interroge Francsics, tout inquiet, en septembre 1860. Le journal, sur les pages duquel ce processus devient bientôt le sujet principal, permet de suivre assez bien la tournure des choses. Par rapport à celles de 1856, les rentrées de 1860 ne sont encore réduites que de 100 forint d'argent; mais en 1861, il enregistre une nouvelle perte de 129 forint par rapport à l'année précédente; en 1863, le revenu mensuel moyen qui était de 120—130 forint diminue de plus de la moitié et atteint seulement les 50—60 forint. La situation ne change pas en 1864 non plus. Pendant la journée, les premiers, désœuvrés, fument le cigare dans la boutique; parfois, ils s'enivrent, causent du scandale, ce qui est également, dans une certaine mesure, la conséquence du manque de travail. Mais la déconfiture se fait alarmante surtout dans la période ultérieure. Le revenu apporté par la boutique (donc, sans les abonnés; les données précédentes sont aussi probablement comprises ainsi!) avait été de 1282 forint en 1859; en 1866, il n'est plus que de 472 forint et il y a des jours, où pas un sou ne rentre dans la caisse. A la fin de l'année, après la nouvelle défaite de l'Empire, à Sadowa, les dépenses surpassant régulièrement et de plusieurs fois les rentrées: en octobre, celles-ci sont de 30 forints, tandis que celles-là atteignent le double; en novembre, il y a des jours, où la caisse ne reçoit que 60, voire même que 6 kreutzer, alors que les dépenses quotidiennes sont toujours de 2 forint. De plus, justement au cours de ces années, quand il en aurait tellement besoin, les vendanges de Francsics sont désastreuses. Nous n'avons pas de chiffres pour 1865; mais, en 1866, la vigne ne donne que cinq seaux et, l'année suivante, que six muids et demi. En 1868, Francsics vendangera bien dix muids de vin, mais le prix d'un muid ne dépassera pas les 7 forint. En 1869, il a quatorze muids de moût; en 1870, la vigne nécessairement négligée, puisque le revenu provenant de la boutique fond à vue d'œil, ne donne qu'un muid de moût. Il ne fait plus de doute que les espoirs que Francsics plaçait dans son vignoble ne se réaliseront plus, que leur effondrement s'accompagne de celui, total, des modestes gains d'aparavant.

Il est certain que, non seulement les années de mauvaises vendanges et les guerres perdues, mais aussi la concurrence de plus en plus active a été la cause de cette chute. A Veszprém, à cette époque, il y a déjà cinq barbiers qui cherchent les faveurs du public, tandis que la clientèle abonnée de Francsics — elle lui avait été léguée, en majeure partie, par Halas — est décimée par la mort et les déménagements dans d'autres localités. Le revenu que les abonnés lui assurent n'est plus que de 300 forint au début de 1869 et s'avère insuffisant à couvrir même une partie de ses dettes moins importantes. De plus, ces années amènent le déclin provisoire de la ville de Veszprém aussi: la ligne de chemin de fer, dont la rive Sud du Balaton a été dotée, aspire le commerce de toute la région et, bientôt, les charrettes des villageois et des commerçants ne seront plus en nombre aux foires tenues sur le marché de Veszprém. Cela s'accompagne

d'une hausse des prix: en 1868, le premier de Francsics exige déjà 8 forint par mois, c'est-à-dire 1 forint de plus que précédemment, et refuse de se réembaucher à moins.

Comment réussit-on, dans de telles conditions, à assurer, malgré tout, les besoins du foyer, les impôts croissants, les charges communales exceptionnelles qui accompagnent le développement accéléré de la ville, le maintien à un niveau au moins modeste du vignoble? C'est d'abord l'argent péniblement économisé qui quitte le coffre de la caisse d'épargne; puis viennent, en série, les différents emprunts. En 1862, la maison est grevée de l'hypothèque acceptée de Halas et dont la somme s'élève déjà à 2700 forint; en septembre, madame Francsics commence à changer les pièces d'or qu'elle gardait jalousement. En 1864, on dénonce une de ses dettes de 200 forint; en 1865 et 1866, le barbier demande un emprunt, à chaque fois de 100 forint, à la Société de Prévoyance des Artisans; mais, la seconde fois, celle-ci ne lui accorde que la moitié de cette somme et seulement avec huit pour cent d'intérêt. En 1868, cette Société refuse toute avance et ses vieux amis se dérobent aussi aux requêtes de Francsics. Les intérêts de ses dettes bancaires ont atteint, en sept ans, les 162 forint et, en 1868, alors que sa taxe annuelle est de 32 forint, il doit 111 forint — deux années plus tard, 161 forint — au percepteur. En 1869, on grèvera la maison de cette dette aussi; en 1870, on opérera une saisie. Et, pendant tout ce temps, les habitants non avertis de Veszprém croient que Károly Francsics est toujours dans une situation aisée.

Naturellement, la détérioration de sa situation matérielle se fait d'abord sentir dans son train de vie. C'est l'habillement du couple qui témoigne le plus tôt et le plus nettement de la pauvreté: dans les années 1860, il n'y a quasiment aucune emplette vestimentaire et, dès 1866, le barbier a honte de se montrer dans la rue en compagnie d'une nièce mieux habillée de sa femme. Quant à celle-ci, elle ne peut même pas s'acheter un fichu. La même année, il démissionne du Casino Civique, car il n'est plus en mesure de verser la cotisation. Petit à petit, la dépense toujours bien garnie se vide, on achète la farine en petites quantités et à crédit (souvent après des tiraillements humiliants), autant que le gain quotidien permet encore des achats. En 1861, il avait encore tué trois cochons d'un poids total de 480 livres; une décennie plus tard, il n'y a pas plus de graisse dans la cuisine que la quantité nécessaire pour les repas d'une journée. La maison commence à se délabrer et la municipalité a beau installer les canalisations, Francsics n'a jamais assez d'argent pour réaliser le raccord entre sa maison et la chaussée.

Ce que le couple sauvegarde relativement le plus longtemps, c'est la bonne chère. Le petit revenu coulant d'heure en heure sert, en majeure partie, à des déjeuners et des dîners qui nous semblent plus que solides et, de ce point de vue, le déclin ne se fait sentir qu'à la fin des années 1860. La diminution de l'argent de ménage de madame Francsics illustre bien ce processus: en 1859, elle dispose encore de 32 forint chaque mois; à la fin de 1860, elle ne reçoit plus que 21 forint; en 1863, 16 et, dans les derniers mois particulièrement défavorables de 1866, quelque 5 forint seulement, cette somme étant chaque jour complétée par le maigre revenu de la boutique (à cette époque, un rasage coûte 10 kreutzer).

La boutique qui marche mal, le malencontreux achat du vignoble, les dettes de plus en plus grosses, la ruine graduelle du foyer — il va de soi que tout cela modifie, de façon très caractéristique, la mentalité de Francsics et

ses rapports avec son milieu. Les traits défavorables de sa nature, dont nous avons parlé dans notre introduction, réapparaissent. Ses premiers, ses apprentis, ses servantes prennent sans exception la fuite. Il s'en plaint: «Nous n'avons eu aide ou servante qui nous ait quittés convenablement et honnêtement.» En 1864, il s'aperçoit lui-même du silence funèbre de la maison: jamais un rire, jamais une chanson.

Parallèlement et de manière très caractéristique, nous pouvons remarquer le rétrécissement rapide du petit univers peint, jusque-là, dans son journal. Encore vers 1865, celui-ci témoignait d'un vif intérêt à l'égard des affaires publiques, des problèmes nationaux, il était truffé de nombre de petites remarques fort pertinentes sur les phénomènes bien saisis et enregistrés avec soin de la vie quotidienne. Plus tard, cet élément se fait tout à fait rare. La nouvelle du compromis austro-hongrois de 1867, ou celle du sacre du roi François-Joseph suscite tout juste quelques remarques amères sur le rétablissement de la souveraineté du pays. Cependant, sa ruine matérielle rend, dans une certaine mesure, plus radicales les opinions de Francsics; plus précisément: son attachement, souvent mentionné sur les pages du journal, aux idées de 1848 survit. Cela apparaît clairement du fait que, malgré son indifférence semblant parfois forcée, il s'abonne en 1870 au journal de Madarász, *A Nép Zászlaja* (Le drapeau du peuple), radical, petit-bourgeois sur le plan social et mécontent du compromis, parce que luttant pour l'indépendance totale de la Hongrie. Il prend également part à la collecte nationale organisée au profit du journaliste László Böszörményi persécuté pour avoir publié les lettres du grand émigré, Lajos Kossuth, contre le compromis. Ce qui n'empêche pas les manifestations sporadiques de son antisémitisme, voire même qu'il les étaye; ainsi, lorsqu'il démissionne du Casino Civique de Veszprém qui, en 1861, avait encore rejeté à l'unanimité la demande d'adhésion de membres juifs, il a pu être influencé par l'admission de ceux-ci toujours plus nombreux et occupant des postes économiques plus importants à Veszprém.

C'est ainsi que Károly Francsics devient un vieil homme malheureux, de plus en plus renfermé et se faisant du mauvais sang. Il se réveille à l'aube, à trois heures, et se rend immédiatement dans son petit cabinet, où il noircit les pages de son journal de plaintes sur son méchant destin. (En 1869, pendant quelques jours, il manque de sous même pour acheter du papier.) Ce qui est pour lui un apaisement relatif, c'est de fuir les gens et de se rendre dans sa vigne qui s'ensauvage. Mais il n'y a plus guère à travailler: quelques légumes à planter, quelques noix ou griottes à cueillir; il contemple les ceps toujours plus rarement et plus mal soignés, mais cela est un refuge lui permettant de fuir la malheureuse épouse, les mille petits tracas du foyer, la vue de la boutique délaissée, les soucis matériels.

Dans sa décadence matérielle, spirituelle et physique, il n'a plus qu'un seul soutien, Miska Földes, le fidèle neveu devenu adulte, dont il avait payé les études au collège de Pápa et, au début, à l'Université de Pest, continuant à lui venir en aide chaque fois qu'il avait pu le faire. En 1868, Miska revient à Veszprém; le barbier le fait recevoir commis aux écritures à la préfecture avec 80 kreutzer par jour. Plus tard, le jeune homme a de l'avancement, mais ne réussit pas encore à se faire élire juré. Mais, à partir de son retour, il habite la maison Francsics et ses menus soins, prêts et cadeaux permettent au couple de surmonter les soucis les plus quotidiens. Le vieil homme, au début, se rebiffe, puis sa résistance se brise, il accepte résigné, serein, sans aucun sentiment de

honte les cadeaux de son neveu. Cependant, cette acceptation n'est toujours qu'apparente: vivre aux crochets d'un autre, subir l'échec total après soixante-six dures années continue à le torturer, à nourrir son amertume. «Moi, au sein de cette terrible nécessité, je reste incapable de devenir enragé, ou de crever . . . Pourtant, je souffre tant de maux qu'il est impossible même de les raconter, mon âme me torture continuellement à un tel point que je doute qu'un grand malade, couché déjà sur son lit de mort souffre autant que moi. Surtout aujourd'hui, j'ai la tête lourde tant mes pensées sont pleines d'appréhension. Mon âme ne connaît pas un seul moment de répit.» Ce sont les derniers mots du dernier volume de son journal qui nous soit parvenu: après avoir relaté brièvement les événements de la Noël, il le termine avec l'année 1870.

C'est le 26 novembre 1873 qu'il finit de recopier ce passage de journal; le volume est relié, le 10 janvier 1876, par József Ládi, relieur à Veszprém et le vieux barbier le dédie, d'une plume tremblante à madame Lajos Varjas, née Lina Pongrácz, la nièce de sa femme. Car celle-ci n'est plus sur terre: sa mort a été inscrite au registre le 26 octobre 1871, à la paroisse réformée de Veszprém. Elle n'avait que 64 ans et souffrait de cachexie. Károly Francsics non plus n'a pas longtemps à vivre: quatre années après avoir dédié le dernier volume de son journal, il meurt d'usure, selon l'inscription laconique au registre paroissial, le 4 juillet 1880, à l'hôpital municipal de Veszprém. Non seulement son corps était sans forces, brisé, mais son âme aussi était empoisonnée par l'échec de sa vie.

Si maintenant, nous voulions tirer les enseignements de tout ce que nous venons de développer et si nous voulions résumer les éléments pouvant être considérés comme typiques dans la carrière de Francsics, nous serions enclins, à première vue, à considérer notre héros comme une victime des crises économico-politiques en cascade qui ont nécessairement accompagné les deux guerres perdues de l'Empire des Habsbourg, ainsi que des mauvaises années frappant la viticulture, à motiver les facteurs de sa destinée se greffant sur l'évolution générale uniquement par la pénurie de capitaux, par les difficultés courantes des opérations de crédit et à voir, dans sa ruine, un exemple typique dans tous ses détails de la crise économico-politique issue des causes plus vastes. Il ne fait pas de doute qu'une telle explication serait pertinente et n'exigerait point de commentaires plus poussés, le tableau que nous avons brossé plus haut étant suffisamment éloquent en soi-même. Mais notre opinion est que, dans la réalité, il ne s'agit pas seulement de cela.

Car en étudiant et en disséquant plus soigneusement le cas Francsics, nous pouvons y relever des facteurs, individuels d'apparence, qui ont sensiblement aggravé l'effet de la crise sur son destin, qui l'ont véritablement attiré dans le rayonnement de celle-ci et qui, plus minutieusement examinés, se révéleront eux-mêmes typiques, méritant, de la sorte, une présentation en détail.

Pour tirer nos conclusions, nous devons partir de deux faits qui, dans le cas de Francsics, ont spécialement envenimé l'effet de la crise: par rapport à ses capacités matérielles et se fondant sur des estimations certainement erronées, il a investi proportionnellement trop d'argent dans la mise en état du vignoble et, de plus, n'a pu assurer cette couverture que par des emprunts; d'autre part, une fois entraîné par les remous de la crise, il n'a pas été capable de réorganiser les dépenses de son ménage, son train de vie, les rentrées de sa boutique de manière à pouvoir résister plus âprement aux coups du sort. Tout cela dépasse les limites des particularités individuelles, des traits de caractère

et cache, à l'arrière-plan, le comportement typique, reçu en héritage de génération en génération, d'une couche sociale bien définie.

Quels sont les critères caractéristiques de l'attitude de notre barbier face aux deux phénomènes ci-dessus ?

En premier lieu — et c'est peut-être ce qui nous frappe le plus —, nous constatons la fondamentale étroitesse de vues de Francsics. Nous l'avons déjà relevé dans notre introduction aussi: le barbier est apparemment incapable de comprendre que l'évolution sociale a entamé une étape nouvelle et que, dans les circonstances de celle-ci, il faut lutter, pour la survie, par des moyens neufs, autres, plus durs et plus complexes, et non par ceux qui s'étaient avérés suffisants au cours des décennies précédentes dans le cadre de la sécurité relative due au principe de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux freinant le commerce des propriétés nobiliaires, tout en les préservant de la désagrégation, ainsi qu'au système des corporations. Aux yeux de Francsics, quand il devient acquéreur de son vignoble, il parait, avant tout, sa petite autarcie domestique d'inspiration fondamentalement féodale, il la perfectionne aussi bien sur le plan économique qu'affectif, il ne pense, tout au plus qu'en second lieu, à vendre son vin (à ce propos, nous relevons tout juste une donnée tout au long de son journal). Selon lui, la véritable source de ses revenus est, du commencement jusqu'à la fin, sa boutique et, plus encore, les rentrées les plus sûres, prévisibles bien à l'avance: celles provenant des abonnés. Francsics considère comme inepte l'idée même que les affaires, son revenu diminuent, tant que lui et ses premiers font — comme du temps de maître Halas aussi — honnêtement leur travail. Il pense que la base la plus sûre d'un tel mode de vie est fournie par les biens immobiliers — une maison, des champs, un vignoble, donc par la fortune prise au sens classique. Par rapport à cette conception, il ne fait certes pas un mauvais calcul en achetant la vigne, mais c'est précisément cette optique qui nous permet de comprendre sa stupéfaction croissante, puis sa frayeur, son désarroi complet, enfin sa rapide démoralisation, lorsqu'il doit constater que, en possession d'une maison, de champs, d'un vignoble, c'est-à-dire d'une fortune effective de plusieurs milliers de forint, il se retrouve, dans ses vieux jours, pratiquement sans un sou. Dans la seconde moitié des années 1860, c'est son sentiment de sécurité dû à sa foi, héritée de ses ancêtres, dans la stabilité des biens immobilisés (tandis que l'acquisition du capital mobile semble d'importance secondaire) qui s'effondre.

Mais nous devons considérer comme tout aussi caractéristique — et caractéristique pour ce qui est de toute une couche sociale et de toute une génération — qu'il s'ancre convulsivement et très longtemps au mode, au train de vie adoptés à l'époque de son ancienne aisance. Il continue à travailler avec des aides et un apprenti, il ne se décide que très péniblement à louer une partie de sa maison et, même au plus profond de la misère, il ne lui vient pas à l'idée de mettre en vente le vignoble, ni de renoncer à une chère bonne et abondante. Naturellement, au fond de cette attitude, il y aussi un certain goût de parvenu, ce qui apparaît clairement dans quelques-unes de ses phrases lâchées involontairement (s'il avait cent muids de vin, jamais plus il ne ferait la barbe, etc.) et dans ses rêveries: pouvoir déménager dans son vignoble et diriger, de là et par écrit seulement, la boutique de Veszprém. Impossible, à ce propos, de ne pas penser à la noblesse hongroise possédant peu de terres et s'appauvrissant, mais ne voulant pas démordre de son mode de vie «habit de velours, ventre de son» ou «grand genre, petits moyens».

En effet, l'étroitesse de vues, l'incapacité de reconnaître le cours modifié des circonstances, le faux sentiment de la stabilité fondée sur la toute-puissance des biens terriens et, en général, des biens immobiliers, l'attachement têtue à l'ancien mode de vie de parvenu auquel on s'est habitué: tout cela ne conditionne pas seulement le comportement du petit-bourgeois ayant vécu et travaillé, pendant des décennies dans le cadre du système des corporations, de même que la faillite de Francsics n'est pas un processus caractéristique uniquement dans la destinée de cette couche. D'une manière semblable, pour des causes identiques, sous l'effet conjugué des mêmes facteurs — mauvaise adaptation, emprunts et lettres de change, attachement au train de vie seigneurial — commence, à cette époque, la décadence irréversible de cette moyenne noblesse et surtout de la petite noblesse qui ne possède que peu de terres, qu'une propriété limitée.

Ainsi, si nous examinons de plus près la ruine de Károly Francsics, celle-ci ne se présente pas seulement comme le déclin — dans les conditions extérieures données, quasiment inévitables — d'un barbier lancé dans une malencontreuse spéculation et cherchant à vivre au-dessus de son rang, mais nous démontre aussi que, au sein de la couche à laquelle celui-ci appartient (tout au moins, pour ce qui est des idées qu'il professe), les spéculations malheureuses sont, dans ces décennies, un phénomène éventuel typique, sinon normal ou fatal. En effet, cette couche a grandi dans les conditions du féodalisme (il est vrai que celui-ci portait déjà les germes du capitalisme), sa manière de penser a été conditionnée par la conscience de cette formation sociale; c'est ainsi qu'à l'échelle de la Hongrie, cette couche n'était donc pas suffisamment mûre pour s'intégrer avec succès à la situation nouvellement donnée par la révolution bourgeoise de 1848. Le dernier siècle du féodalisme hongrois, en soutenant le système des corporations ainsi que l'inaliénabilité des biens patrimoniaux, sans doute, a empêché l'évolution de la production marchande des corporations vers celle des manufactures, et la circulation de la propriété foncière nobiliaire: conditions et facteurs très importants d'une transformation bourgeoise. Donc, ce système a assuré à ses bénéficiaires (finalement victimes) une stabilité de l'existence, même de maintenir dans la vie quotidienne un certain bien-être, parfois un luxe modeste. Mais tout cela en même temps conduisait, à un certain égard, à une démoralisation économique et intellectuelle de cette couche, la rendait a priori incapable de trouver sa place dans le capitalisme se développant librement après 1848, et anéantissant les bases institutionnelles de cette stabilité. De la sorte, petit à petit, un décalage, une contradiction s'établissait entre les réalités socio-économiques et la situation financière, la capacité de charges effectives de cette couche, d'une part, sa conscience sociale, de l'autre. Bientôt, à la première grande perturbation du capitalisme, cette distension poussera la petite et moyenne noblesse, la petite-bourgeoisie à l'existence matérielle déjà minée à la ruine dont elles ne pourront plus se relever, même une fois qu'elles auront compris la divergence entre leur conscience sociale et leur situation économique. Il va de soi que ce processus ne prend pas fin avec les années 1860; le déclin de Francsics et des gens de son âge sera suivi par celui d'autres générations encore. Le développement de plus en plus rapide des conditions du capitalisme détruira les chances de s'embourgeoiser de tous ces groupes ne possédant pas encore des énergies et une clairvoyance suffisantes pour suivre le mouvement. C'est ainsi que prend forme une couche neuve, restée enfin en dehors de l'évolution bourgeoise; elle se

compose de petits nobles et des patriciens appauvris, de petits-bourgeois incapables de s'accrocher plus longtemps, d'éléments ruraux et citadins — paysans, et artisans — ayant réussi à se hisser jusque-là. Par suite, précisément, de la tournure imparfaite des transformations bourgeoises — et malgré le peu de poids de ces éléments sociaux dans l'économie, — leurs aspirations agressives quant au maintien de leur conscience et de leur situation précédente, quant à la satisfaction de leurs exigences contrecarrées par des phénomènes dont ils ne saisissent pas la cause, caractériseront sérieusement, dans la période à venir, l'histoire sociale de la Hongrie, surtout de celle provinciale.

Auraient-ils pu emprunter une autre voie, une transformation sociale plus radicale, plus parfaite aurait-elle éventuellement pu changer leur destinée? Il serait difficile de répondre à ces questions. L'existence de ces éléments étant, primordialement, une création des conditions du féodalisme, elle aurait été nécessairement modifiée, — et si le développement du capitalisme en Hongrie après 1848 se faisait plus rapidement, avec moins de heurts, plus librement, aussi ce changement aurait été plus brutal, d'une façon encore plus inattendue — mais donc en présentant pour ces couches des chances d'intégration plus favorables dans les conditions changées du capitalisme en développement. Mais, en fin de compte, les bases économiques, les virtualités de l'évolution bourgeoise en Hongrie étaient bien plus modestes, surtout dans sa première période, qu'il n'aurait été nécessaire pour que nous puissions supposer une telle tournure de la situation. Nous pouvons donc considérer comme plus ou moins inévitable, fatal, le cul-de-sac dans lequel se sont retrouvés Károly Francsics et — à quelques exceptions près — toute sa couche sociale, voire même les générations suivantes de celle-ci.

Cela nous mènerait loin de continuer l'examen de cette évolution s'essouffant toujours plus; cependant, la brève présentation des perspectives a dû nous rendre sensible la grande importance de ce développement, au sein duquel, en suivant jour après jour la carrière de Károly Francsics, nous avons pu non seulement déterminer la place d'un barbier de Veszprém dans le secteur approprié de l'ensemble évolutif de la société hongroise, mais aussi, de la sorte, étudier une face nouvelle de ce développement.*

* J'ai déjà communiqué, dans plusieurs publications, des passages des Mémoires de Károly Francsics. Un choix plus large du journal paru en volume: *Francsics Károly: Kis kamorámban gyertyát gyújték* (J'ai allumé la chandelle dans mon petit cabinet). Budapest, 1973, 486. p. Dans la présente étude, pour peindre la ruine de Francsics, j'ai pris comme source, à partir de son 185^e folio, le volume III des cinq conservés à la Bibliothèque Nationale «Széchényi», ainsi que l'ensemble des volumes IV et V; j'y ai puisé toutes les citations et données. Je n'ai pas jugé utile, ni à cet endroit, ni aux occasions précédentes, de fournir des références dans des notes séparées, car, prises une à une, ces citations et données restent insignifiantes; d'autre part, le procédé aurait rendu la lecture moins aisée.

Je dois faire remarquer que le tableau d'ensemble, la reconstitution exacte de tout le processus deviennent difficiles, à certains points, du fait que Francsics ne nous a laissé qu'un choix, des extraits de son journal. Certainement, ce choix est intelligent, mais l'auteur n'a pas pu éviter les failles plus ou moins importantes, qui empêchent justement l'appréciation conforme aux chiffres intégraux de sa situation matérielle. Cela explique le fait que nous avons dû nous borner à une esquisse et que celle-ci ne s'avère pas suffisamment détaillée pour une analyse d'histoire économique. Malgré tout, en connaissance du déclin indéniable des conditions matérielles de Károly Francsics, il nous a été assez facile de sélectionner les données caractéristiques et de désigner, d'après elles, la tendance de l'évolution.

Les mesures anciennes citées correspondent aux mesures modernes suivantes:

arpent (arpent dit «hongrois») = env. 4300 m²

kreutzer = après 1857 centième (avant 1857 soixantième) du forint, unité monétaire de l'Empire autrichien: pinte = env. 1,5 l., muid = env. 50 l., livre = env. 0,5 kg.

Session scientifique internationale sur l'histoire des mouvements paysans en Europe centrale-orientale aux XVI^e et XVII^e siècles

A l'occasion du cinquième centenaire de la naissance de György Dózsa, chef de la guerre paysanne hongroise de 1514, l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie et la Société Hongroise d'Histoire avec le Comité Dózsa organisèrent une session scientifique entre les 12 et 15 septembre 1972 sur le thème « Les mouvements paysans en Europe centrale-orientale aux XVI^e-XVII^e siècles ».

Gy. Kállai, président du Conseil National du Front Populaire Patriotique et du Comité d'Honneur Dózsa a dit la bienvenue à tous les participants étrangers et hongrois de la conférence scientifique. Tout d'abord il a attiré l'attention à ce que l'opinion publique hongroise attend beaucoup du travail de la conférence qui contribuera — outre la célébration digne du 500^e anniversaire de la naissance de György Dózsa — à l'éclaircissement de nombreux problèmes contestés des soulèvements de la paysannerie en Europe centro-orientale et en Hongrie. Les communications qui vont être faites faciliteront l'examen comparatif du sort des paysans opprimés des peuples du Bassin danubien.

Le Parti Ouvrier Socialiste Hongrois, le gouvernement hongrois, la Hongrie pacifique dévouée à l'édification du socialisme tiennent le plus grand compte des recherches dans le domaine des sciences sociales et de leurs résultats.

Le nom de Dózsa et la mémoire de la guerre paysanne sont étroitement attachés dans le passé et la conscience de notre peuple à l'idée du progrès social, ce qui était exemplifié par la renaissance de la tradition en l'honneur de Dózsa aux temps de notre évolution et guerre d'indépendance en 1848/49, époque inséparable du progrès européen.

Pareil à Allemand Thomas Münzer et au Croate Matija Gubec, Dózsa était un des chefs éminents des paysans au XVI^e siècle. En analysant sa valeur, Kállai a souligné: « Nous traitons avec un hommage singulier les personnages de notre histoire qui ont représenté à leur époque la tendance principale du progrès historique ou y ont accédé. Nous les considérons comme des précurseurs dont les luttes et les activités s'intègrent organiquement à la vie de notre société actuelle. Dózsa n'est pas seulement une personnalité de marque de l'histoire hongroise, mais dans sa qualité de combattant du progrès social il est en même temps un héros commun des peuples du Bassin danubien et sa lutte est une partie organique des luttes révolutionnaires qui secouèrent la partie centrale et orientale de l'Europe. »

En conclusion il a exprimé son espoir que cette conférence encouragera le rapprochement des peuples de cette région, ainsi qu'une meilleure connais-

sance de leurs résultats scientifiques. Il a souhaité beaucoup de succès et d'importants résultats scientifiques aux participants de la conférence.

Dans son discours d'ouverture l'académicien Zs. P. Pach a noté que la guerre paysanne de Dózsa, le plus important des mouvements antiféodaux de la Hongrie médiévale, n'était pas un événement isolé. Précédée de toute une série de mouvements paysans, elle fut suivie d'une longue série de soulèvements de serfs, et toute cette lignée s'intègre dans l'évolution européenne. C'est ce qui fait que le demi-millénaire de la naissance de György Dózsa offre une occasion excellente pour étudier dans leur ensemble les mouvements paysans des XVI^e-XVII^e siècles en Hongrie et dans toute l'Europe centrale-orientale.

Dans la suite, le conférencier a passé en revue les acquis de notre historiographie dans le domaine des recherches concernant la guerre paysanne de 1514. Il a mis en relief les importantes constatations de l'historiographie marxiste relatives tant à l'idéologie du mouvement qu'à ses antécédents socio-économiques et à ses rapports à la formation du deuxième servage. Tout en faisant le bilan des résultats, et précisément en tenant compte de ce bilan, il souligna l'importance d'aller encore en avant surtout en ce qui concerne la synthèse des recherches spécialisées, dans un esprit moderne où les nouveaux points de vue se fassent valoir.

Pour faire ce pas en avant, on peut se servir des possibilités offertes par deux exigences de l'historiographie moderne, à savoir par la complexité et la méthode comparative. C'est précisément un des principaux objectifs de la présente conférence scientifique.

Dans la suite, le conférencier s'étendit sur les impulsions que la conférence a données aux recherches et mentionna les travaux les plus importants qui sont en cours dans ce domaine. Il a avancé l'opinion que les recherches sur Dózsa et les résultats atteints par la conférence contribueront non seulement à élucider l'histoire des guerres paysannes, mais aussi à la solution de problèmes, tels que la défense nationale par les paysans, l'idéologie nationale, etc.

La conférence d'ouverture fut faite par Gy. Székely sous le titre « Le soulèvement de Dózsa ». Dans son introduction il a indiqué que le choix du thème avait un caractère double, mettant au centre d'une part la personne de György Dózsa et de l'autre la guerre paysanne. Vu ce choix, et aussi le caractère commémoratif de sa conférence, il ne prétend pas à la plénitude ni à l'élucidation des questions discutées de la guerre paysanne, travail qui incombera plutôt aux différentes sections de la session scientifique.

La première partie de la conférence portait le sous-titre « Pays sicule et Dózsa ». Au temps où naquit le futur chef paysan, sa région connut de profondes transformations sociales. Cette importante métamorphose d'une part, de l'autre « la représentation tout en noir » de la classe dirigeante et l'image faite des opprimés comme « martyrs persévérants et héroïques », ont effacé les traits humains quotidiens de Dózsa et aussi plus d'un moment important de sa vie.

Vers le milieu du XV^e siècle la société des Sicules (population hongroise en Transylvanie), conservant des éléments remontant aux communautés villageoises et aux clans, connut une désagrégation accélérée qui promut les notables et baissa le niveau social du commun des gens. Vers la fin du siècle le rôtiage de bœufs prit un caractère constant, ce qui aggrava leur situation, évoquant, dans cette société en principe exempte d'impôts, le danger de la contribution régulière. En 1506 un soulèvement armé éclata contre l'impôt

en bœuf, et Dózsa devait également y participer. C'est que, un an plus tard, dans sa qualité de Sicule libre de Makkfalva, il attaque armes à la main les Saxons de Szeben, et il est fort probable que des liens étroits existent entre ses excès et son engagement comme guerrier des confins.

Dans la suite, Gy. Székely a tracé la carrière de Dózsa à partir de Nándorfehérvár (place forte des confins, aujourd'hui Belgrade) où il commença sa carrière militaire, jusqu'à l'époque où il fut le chef des croisés. Il indiqua qu'au printemps de 1514 la Hongrie et la croisade ne se trouvaient pas au centre d'intérêt de l'Europe et la classe dirigeante ne voulait pas placer à la tête des croisés un chef convenable. Tous ces facteurs expliquent le fait que, en la personne de Dózsa, un simple officier d'humble origine put occuper le poste de commandant des croisés. En effet, Dózsa n'avait pas de sérieuses expériences de chef d'armée, mais en revanche il connaissait bien l'univers des forteresses des confins, leur composition ethnique variée, l'héroïsme, la persévérance des guerriers du rang desquels il était sorti.

Dans la partie suivante de la conférence il y avait l'analyse des circonstances qui «ont poussé la croisade au soulèvement». Entouré d'une réserve froide de la part des notabilités, Dózsa avait l'occasion, mêlé aux croisés qui se rassemblaient, de voir le mécontentement justifié du peuple. Il devait en outre se rendre compte avec consternation que les conditions nécessaires n'étaient pas assurées pour cette armée paysanne et que, au lieu d'accélérer le commencement du combat, on fait tout pour l'empêcher. Les lenteurs et tiraillements autour de la campagne, les actes de violence commis par les nobles envers leurs serfs poussaient les croisés à tourner leurs armes non pas contre les Turcs, mais contre leurs seigneurs.

Le choix «Des stations et des bases du soulèvement», ainsi que les armées dirigées vers la Grande Plaine témoignent d'une analyse des perspectives et des possibilités. Dózsa a rompu avec la classe dirigeante, tout en maintenant le caractère de croisés pour ses armées. La population de la Grande Plaine — Cumans, Yazigues, Heidukes-bouviers, se prêtait particulièrement bien à augmenter numériquement l'armée, et les bourgs agraires, producteurs pour le marché, mais freinés dans leur développement, se montraient prêts à soutenir la paysannerie révoltée. Dózsa s'était rendu compte de l'importance du rôle que pourraient jouer les bourgs agraires, mais le choix des bases d'opérations indique qu'il n'avait pas surestimé la sympathie et l'empressement à aider des éléments plébéiens de ces villes.

Le conférencier fit une analyse poussée de l'importance de la campagne dans la Grande Plaine. C'est cette région, avec celles du Sud, qui offraient le plus d'avantages militaires, l'indignation y étant la plus forte à cause de la faiblesse du combat contre les Turcs. La direction des campagnes, à partir de ces territoires avait le plus de chance de réussite. C'est dans le Sud qu'ils pouvaient frapper les forces du parti des barons qui se rassemblaient, en outre, la Transylvanie et les bases du parti de la noblesse moyenne étaient également accessibles. Le choix du théâtre des opérations, aussi bien que l'organisation des actions de l'armée de fond et ses résultats attestent la grandeur de Dózsa en tant que chef militaire. Les réussites contre les forteresses et contre les troupes des seigneurs renforcèrent le moral des troupes paysannes, élargirent ses assises dans les masses. La prise de Csanád ouvrit le chemin vers la vallée du Maros, et les départements Bihar, Békés, Zaránd, Arad, Csanád et Temes étaient déjà en juin 1514 contrôlés par le soulèvement des paysans.

Après avoir présenté les mouvements de l'armée principale, Gy. Székely passa en revue les opérations des unités paysannes de moindre importance. Nous possédons des données sur des événements d'importance locale en Transdanubie, le mécontentement eut plus d'éclat dans les territoires du Nord (Slovaquie). Dans les régions minières la tension était certes grande, mais on a réussi à isoler les mouvements des mineurs de la résistance paysanne. Des résultats temporaires furent atteints aux environs de certains bourgs viticoles, les paysans prirent les villes de Sáropatak et d'Eger sans pouvoir prendre les châteaux forts. Des troupes paysannes déployaient leur activité dans la partie est aussi, dans les comitats de Bereg, Máramaros, Ugocsa, Szatmár, où les lignes de front étaient assez enchevêtrées. Dans ces comitats-là, la petite noblesse déclassée constituait une masse considérable, et nombreux ceux qui adhéraient aux paysans révoltés. Nagyvárad fut investi et des paysans armés apparurent dans plus d'un comitat transylvain. La guerre paysanne eut l'effet d'accélérer la polarisation des antagonismes de classes dans les villes; les patriciens des villes importantes soutenaient l'armée des féodaux et maintenaient l'ordre des classes à l'intérieur des murs, les éléments plébéiens n'obtinrent des succès provisoires que dans quelques villes moins grandes.

Tandis que le gros de l'armée paysanne assiégeait Temesvár, point culminant de la lutte de classes armée, les signes du déclin de la guerre paysanne étaient déjà visibles. Le gros de l'armée de Dózsa n'avait pas suffisamment d'armes, le siège traînait, il était impossible de prêter concours aux troupes paysannes moindres, dont une partie s'effrita au début de juillet dans les luttes inégales contre les troupes seigneuriales.

L'accord conclu provisoirement entre les partis féodaux n'a fait qu'accélérer l'issue tragique, et le soutien militaire du pouvoir de l'Etat devint également de plus en plus efficace. Les prisonniers faits après les défaites des troupes paysannes furent exécutés dans des tortures, ce qui servait à la dissuasion psychologique, la politique de Szapolyai, sa tactique de diversion s'y ajoutant, la résistance des paysans s'affaiblissait.

La région de Temesvár devait servir de théâtre des opérations pour la dernière épreuve. Les troupes de Szapolyai avaient une grande supériorité numérique, ce qui décida du sort des troupes paysannes, affaiblies d'ailleurs par la trahison aussi. Sans penser à la fuite, Dózsa combattit et, blessé, fut fait prisonnier. Son armée fut dispersée, une partie a forcé l'encerclement, mais les prisonniers furent exposés à une vengeance effroyable. Dózsa fut assis sur un trône de fer rouge, couronné d'une couronne en fer rouge, et quelques-uns des prisonniers furent contraints à « déchirer et ronger de leurs dents la chair de Dózsa encore vivant ». Après cette torture horrible il fut décapité et son corps écartelé. Selon toutes les sources, le « roi paysan » supporta tout sans broncher.

Pour ses fidèles et leurs partisans, le supplice de Dózsa était un martyr, et sa mémoire survécut, avec des transpositions, dans le culte de Démétrius, sa décapitation ayant eu lieu le jour de saint Démétrius. A Szeged et à Cegléd, où il y avait des églises Saint-Démétrius, et où Dózsa avait de sa vie beaucoup de partisans, cette tradition était plus persévérante.

La défaite de l'armée principale n'éteignit pas tout de suite la flamme de la guerre paysanne, le lieutenant du chef et son idéologue, Lőrinc Mészáros, réunit une partie des troupes paysannes dispersées. Les plébéiens de Kolozsvár, une des plus importantes villes de Transylvanie, s'unirent aux paysans qui

trouvèrent dans cette ville un appui de brève durée. Cette résistance, toutefois ne pouvait être durable face à la prépondérance des féodaux. Les unités paysannes furent dispersées au milieu d'août dans les environs de Nagyvárad. Le prêtre Lőrinc (Mészáros) y échappa encore, sans toutefois pouvoir éviter son sort.

L'échec et le supplice furent la part des insurgés du Sud aussi. Le voïvode Étienne, que l'on peut identifier à Étienne Siljánovics, fut écartelé à Nándorfehérvár (Belgrade). Un illustre représentant des aspirations populaires serbes périt en lui, un chef qui avait réuni sa cause à la guerre paysanne hongroise. Ses partisans, orthodoxes, et la tradition en firent un saint dont la mémoire fut vénérée au milieu d'août aux églises et à des liesses populaires.

En conclusion Gy. Székely souligna: « La guerre paysanne et Mohács touchèrent la même génération. La défaite des masses paysannes qui prirent part à la croisade devenue un soulèvement, et les répressions barbares qui la suivirent, ont anéanti cette matière humaine, ayant acquis une certaine pratique des armes, ainsi que ses officiers et ses prêtres qui lui sont restés fidèles. En commun, ces masses et leurs chefs auraient pu constituer un adversaire efficace et fort pour combattre l'armée ottomane. »

La section d'histoire politique consacra ses travaux à l'examen des rapports entre l'évolution des institutions des trois ordres et de l'Etat, de l'importance politique des soulèvements paysans, ainsi que de la participation de la paysannerie à la défense contre les attaques venues de l'étranger.

La conférence de L. Elekes traita des problèmes de la lutte antiféodale menée par la paysannerie et de l'évolution des institutions des ordres, c'est à partir des mouvements de caractère hussite jusqu'à la guerre paysanne de 1514. Il a indiqué que, dans le siècle précédant la bataille de Mohács (1526), on voit avec une netteté toute particulière les rapports bien connus qui existent entre l'évolution des ordres, surtout des formes féodales de l'Etat d'une part et la lutte des classes de l'autre. Ce siècle se prête donc particulièrement bien à en utiliser l'étude non seulement pour éclaircir encore davantage une période importante de l'histoire hongroise, mais aussi pour arriver à des conclusions plus générales.

En Hongrie, nous situons l'établissement définitif de l'Etat des ordres vers le milieu du XV^e siècle, mais il va sans dire que ses débuts remontent à plus loin. L. Elekes considère que le droit de l'immunité, tout en étant un élément essentiel du droit dont jouissait l'ordre de la noblesse, représente un état antérieur au système parfaitement formé des ordres. Le système de l'oppression de classe, soutenu par le pouvoir privé des seigneurs domaniaux, auquel correspond le principe de l'immunité, coïncide aux débuts de la lutte de classe des paysans asservis. Une des formes en vue de cette lutte était de désertir les lieux, ce qui avait contribué à liquider, à la fin du XIII^e siècle, le servage de la glèbe. Quant à l'application de la liberté de résidence, les intérêts de la classe dominante étaient divisés. Le principe de l'immunité favorisait les grands domaines, et plus les barons en usaient, moins les propriétaires peu importants pouvaient réaliser leurs droits domaniaux.

La mesure différente dans laquelle les barons et le commun de la noblesse pouvaient prendre leur part à la propriété terrienne et au pouvoir sur les serfs, mesure qu'ils ne pouvaient augmenter qu'au détriment les uns des autres, constituait les fondements de la lutte entre eux. La première phase de ces luttes était marquée par l'opposition de la simple noblesse à la pression exercée

par les grands domaines et aux rapports des commensaux. Leurs mouvements ont aidé le pouvoir central à prendre le dessus sur le particularisme des oligarches, mais ne pouvaient rien contre le système des commensaux et contre l'expansion des grands domaines. Par conséquent, le département nobiliaire qui se formait, tombait lui aussi sous le contrôle des grands seigneurs, dont il servait les intérêts dans les luttes internes de la classe dominante. Mais il aidait en même temps, contre les serfs, les moindres propriétaires terriens, ne possédant pas d'important appareil de pouvoir, à réaliser leurs droits domaniaux. Aussi, dans la phase suivante, les luttes entre les ordres s'aggravent-elles dans la question de la direction des comitats, et leur aggravation constante montre les aspirations de la simple noblesse qui voudrait obtenir la direction politique du pays, ou du moins la participation à cette direction.

Toutefois, derrière cette lutte pour le pouvoir politique, lutte qui se déroulait en différentes phases et qui était au premier plan dans le conflit entre les ordres, se cachait en dernière analyse la question du pouvoir sur la terre et sur les serfs. Aux XIV^e-XV^e siècles, les droits domaniaux se réalisaient en premier lieu sous forme d'accumulation de rentes, ce qui signifiait de plus en plus des rentes en espèces. La grandeur en dépendait de l'importance de la production paysanne pour le marché qui était déjà engagée, du marché même et d'autres facteurs. Par conséquent, les efforts des propriétaires d'augmenter les redevances en espèces pouvaient suivre différentes méthodes de différentes efficacités. Tout comme jadis les colonisations, cela différenciait les intérêts de la classe dominante. Une preuve en est aussi le fait qu'au cours du XV^e siècle cette classe ne prit pas une position homogène, ni dans la question du déplacement des serfs, ni dans celle de l'exploitation des terres par les paysans. L'attitude des différents composants de la classe dominante était pourtant influencée par d'autres facteurs aussi.

Les changements dans les structures de la société féodale causés par le développement de la production marchande n'ont pas manqué d'avoir leur effet sur la lutte de classe de la paysannerie. Grâce aux mouvements hérétiques, cette lutte de classe s'étendait, au premier tiers du XV^e siècle, sur des régions entières. Ses buts et ses revendications visaient de plus en plus haut, et elle réagit nettement à tous les changements dans l'oppression et l'exploitation. Sans cesse elle combattait vigoureusement les nouvelles charges et cherchait à élargir ses droits dans la sphère des libertés personnelles et de l'exploitation des terres. Cette dernière était entravée par les formes surannées des rentes, par les limitations juridiques, et l'accord de Kolozsmonostor, auquel aboutit le soulèvement paysan de Transylvanie en 1437, montre clairement que la lutte de classe des serfs les visait avec une force particulière. Tout cela est la manifestation d'un effort, conscient quant aux détails, instinctif quant au résultat final, d'acquérir plus de liberté pour le développement des exploitations paysannes, de créer des conditions plus favorables, objectivement possibles. La revendication incluse dans l'accord de Kolozsmonostor, à savoir de réunir annuellement une assemblée, afin de contrôler l'observation de cet accord, cache déjà une négation de la forme en présence de la domination de classe.

La réponse de la classe dirigeante à l'aggravation de la lutte des classes était le renforcement du pouvoir oppressif. En dehors d'autres facteurs, c'est à cela qu'il convient de rattacher la formation et la stabilisation en Hongrie de l'institution représentative par ordres. Cela trouve une manifestation spéciale dans les mesures prises par les assemblées nationales, interdépartemen-

tales et provinciales, dans lesquelles deux questions restent constamment à l'ordre du jour: la défense contre les Turcs et la répression des mouvements populaires. Ces deux questions n'ont pourtant pas le même poids aux assemblées nationales et aux autres. Aux assemblées interdépartementales le premier plan est occupé par la répression de la lutte des classes, tandis qu'à l'assemblée nationale elle semble s'effacer derrière le problème de la défense contre le danger turc. C'est que, dans la plupart des cas, les forces locales suffisent pour vaincre les forces populaires. L'assemblée nationale ne manque pas pourtant de prendre des mesures énergiques si l'intervention du pouvoir central s'avère nécessaire. On voit donc que la classe dominante prit une position très nette en face de la lutte de classe des paysans.

Elle n'occupa pas, par contre, une position cohérente dans la question des tendances plus libres de l'évolution socio-économique, bien que les institutions des ordres, sous leur forme évoluée, donc comprenant aussi la représentation des villes, eussent un caractère nettement féodal, donc marqué par les seigneurs domaniaux, les villes étant encore faibles. Outre les intérêts particuliers fort divergents, la situation et la politique du pouvoir central de l'Etat y avait également son rôle.

La centralisation, considérablement développée sous le règne de Mathias, créa pour l'évolution socio-économique des conditions provisoirement et relativement plus avantageuses qu'elles n'étaient pendant la période précédente et qu'elles ne seront dans la suite. Cela s'ensuit des contradictions internes, spécifiques à la centralisation: afin de maintenir le pouvoir féodal, il faut affaiblir les éléments de la classe dominante attachés aux formes dépassées, et il faut soutenir les forces progressistes de la société. Voilà pourquoi les ordres, représentants du pouvoir, ne créent pas encore d'entraves sérieuses devant le développement de la production marchande dans les villes et dans les villages.

L'achèvement de la période efficace de la centralisation fut suivi d'un tournant. Dans les luttes anarchiques des ordres, les villes ne jouent guère de rôle politique, les institutions des ordres sont contre les villes et contre la paysannerie. Le conférencier apporte une nuance dans cette attitude, il dit que les lois et les mesures prises par le pouvoir tendent à amoindrir l'importance des villes et à fermer devant elles les voies de l'évolution, de l'autre côté, elles visent l'abrogation des formes plus libres de l'utilisation des terres, ainsi que les règlements juridiques concernant les paysans et que les deux tendances ensemble signifient que les institutions des ordres s'engagent en Hongrie dans une voie réactionnaire.

En explorant les causes de ce changement de grande portée nous devons compter avec plusieurs facteurs.

Dans l'adoption des lois de 1514, contenant les mesures les plus graves contre la paysannerie, la vengeance et la répression avaient incontestablement joué un rôle, mais elles n'expliquent pas les tendances pareilles, décelables déjà auparavant.

Nous pouvons considérer en tant qu'autre facteur la participation de la noblesse, de plus en plus forte à partir de la fin du XV^e siècle, au commerce des produits agricoles. Tout en reconnaissant le rôle de cette participation, le conférencier estime que la concorde entre toutes les couches de la noblesse, sans laquelle la législation est impossible, devait se faire sur des bases plus larges. Cette base-là — constate le conférencier — n'est pas autre chose que l'élévation de la lutte des classes sur un plan plus haut.

Vers le tournant des XV^e-XVI^e siècles, dans la possession de la terre, dans les rapports de travail sur celle-ci, ainsi que dans la prépondérance de la rente-argent, on voit mûrir des germes qui approchent la tenure d'une exploitation affermée, et la condition servile de la condition du fermier. Cela aurait pu mettre en question le maintien immuable de l'économie féodale et des rapports de classes. Il y avait deux voies possibles: rendre plus souples les vieilles formes ou les appliquer sans changement, et le choix était une question relevant de la lutte des classes. Or, l'évolution des rapports de force entre les classes fermait en Hongrie la voie du type occidental menant à la désagrégation du féodalisme. Le motif principal qui est à la source de la législation et des mesures prises par le pouvoir aux alentours de la fin du siècle est la volonté de renforcer le pouvoir féodal sur la terre et sur les serfs et, à cette fin, d'éliminer les formes d'exploitation qui sont dans la ligne de l'évolution. Il ne s'agit donc pas de la stabilisation de l'ordre féodal, mais de l'engagement de la lutte qui est liée à «l'écart» de l'évolution en Hongrie, à la version de l'évolution aggravée par le deuxième servage. Cela met en lumière que ces démarches marquent le commencement du processus, au cours duquel les ordres hongrois sont devenus réactionnaires.

L. Bánkuti examina dans son intervention l'influence qu'avaient exercée sur la lutte de la classe paysanne au XVII^e siècle les luttes des ordres et du pouvoir central. De son avis, ce n'est pas l'ensemble des serfs qui prit part à la lutte menée par les ordres hongrois contre les Habsbourg, seulement certains groupes (militaires, heiduques etc.), dont l'intérêt exigeait également une Hongrie indépendante fondée sur les ordres. D'un autre côté il indiqua que dès la fin du XVII^e siècle une proposition était faite au gouvernement absolutiste des Habsbourg d'utiliser les serfs pour pacifier les nobles. Toutefois, seul l'absolutisme éclairé en fit une pratique en créant l'illusion du «bon roi».

L. Benczédi examina l'attitude, dans la Hongrie du XVII^e siècle, du pouvoir central et des ordres, en ce qui concerne les rapports entre seigneurs domaniaux et serfs. Il estime qu'il faut dans une certaine mesure modifier l'opinion généralement admise par nos historiens selon laquelle il y avait une entente tacite entre les Habsbourg et les ordres hongrois qui compensait ces derniers pour leur élimination des affaires d'Etat par une domination illimitée sur les serfs. Selon lui, dès le XVII^e siècle, la cour a fait quelques tentatives, aussi faibles fussent-elles, pour organiser la protection centrale des serfs, mais voyant l'indignation des ordres, elle renonça à leur mise en vigueur. Les heurts entre les intérêts du pouvoir central et des ordres n'étaient pas inconnus dans la principauté nationale de Thököly non plus, à propos des mesures sociales. Par conséquent, si la réglementation du côté de l'Etat faisait défaut, une raison importante en était la résistance des ordres, l'autre par contre le fait que vu le danger turc, les pouvoirs intéressés étaient astreints à faire des improvisations au lieu de mesures à long terme.

I. Bertényi consacra son intervention à quelques questions héraldiques des mouvements paysans antiféodaux. Contre l'opinion qui rattache à la noblesse le port d'armoiries, il indiqua que les mouvements populaires se servaient, eux aussi, de représentations héraldiques. Cela découlait d'une part des exigences guerrières (p. ex. le rôle des drapeaux dans les mouvements des troupes) et de l'autre, les signes choisis reflétaient bien l'idéologie. Par exemple, la Jacquerie et le soulèvement de Wat Tyler se servaient de la bannière du souverain et le mouvement hussite avait également ses souvenirs héral-

diques. L'utilisation de ces symboles servait en même temps à gagner des alliés. Le conférencier avança donc l'idée qu'en face de la noblesse fière des armoiries héritées des ancêtres, les éloges prodigués par Dózsa à la noblesse née de la « vertu », étaient adressés aux nouvellement anoblis qui avaient été lésés par la vieille noblesse orgueilleuse de sa lignée.

P. Cernovodeanu (Roumanie) parla des répercussions de l'insurrection de Rákóczi en Moldavie et en Valachie. Se fondant sur la correspondance du prince Constantin Brancovan et de la famille de boyards Contacusenos, il démontra que les nouvelles de l'insurrection de « kuruc » pénétrèrent vite en Valachie. Les dirigeants y tâchaient de prendre une position neutre, mais sous la pression de la Porte Sublime et aussi pour répondre aux intercessions françaises, ils ont rendu certains services aux Kuruc. Les princes de Moldavie ont exprimé plus ouvertement leur sympathie. Des envoyés hongrois ont visité les deux cours et, encore qu'un accord ferme n'ait pas été établi, l'attitude envers les Kuruc s'inspirait d'idées humanitaires. Cela se manifestait avant tout dans l'accueil des réfugiés et dans l'activité déployée en vue de leur rapatriement.

L. Demény (Roumanie) analysa le rôle des éléments militaires dans les mouvements populaires du XVII^e siècle. En Europe orientale et sud-orientale le permanent danger turc et tatar, ainsi que la modestie des moyens financiers conduisirent à l'augmentation du nombre des paysans guerriers libres. Ceux-ci constituèrent au XVII^e siècle les assises d'importants mouvements de masse. L. Demény classa ces mouvements en trois types. Le premier comprend les soulèvements paysans spontanés et les guerres paysannes de Bolotnikov et de Razine, à l'origine desquelles nous trouvons l'élément militaire constitué de paysans libres. Le deuxième, ce sont les mouvements populaires de libération (la guerre ukrainienne de Khmelnitzki et les mouvements « kuruc » en Hongrie), où l'élément militaire avait également joué un rôle important (cosaques, heiduques, etc). Le troisième type, dans lequel la lutte contre les conquérants étrangers était liée à des combats antiféodaux, est représenté par les soulèvements des militaires des confins et par l'insurrection des « seimens » en 1655. Ceux-ci étaient des militaires établis autour des villes et des bourgs de la Valachie, où ils recevaient leur solde et de la terre de paysan libre. Leur lutte était liée à celle des serfs. L'organisation des éléments militaires-paysans libres prêtait de la force aux mouvements des serfs — constata en conclusion le conférencier — toutefois, leurs buts étant différents, les revendications particulières des serfs ne figuraient pas sur leur programme.

J. Gierowski (Pologne) élucida la question de savoir de quelles possibilités disposa la paysannerie pour influencer la vie politique dans la Pologne du XVII^e siècle, dont l'histoire est remplie des luttes entre les tendances de la république des ordres et de la monarchie absolue, ainsi que de longues guerres. Cette possibilité était fournie, avant tout, par les mouvements paysans. Gierowski distingue trois catégories de ces mouvements :

A la première appartiennent les mouvements contre les charges, qui n'avaient qu'un effet politique indirect. D'ailleurs, en Pologne, ces mouvements avaient un rayonnement très limité.

Les luttes politiques étaient considérablement influencées par la résistance opposée aux pillages perpétrés par les mercenaires et les troupes étrangères. La réglementation en 1717 de la solde des mercenaires en fut une conséquence.

Les combats qui eurent le plus d'effet politique, étaient ceux que la paysannerie menait, intervenant dans certains conflits internes ou se soulevant

contre les conquérants étrangers. Ces mouvements-là n'étaient pas seulement des instruments politiques dans les mains de la noblesse, mais aussi les manifestations des aspirations propres à la paysannerie, et de son choix fait en toute conscience.

G. Heckenast attira l'attention des congressistes sur le fait qu'en dehors des tendances de l'évolution socio-économique dont l'effet était durable et prolongé, la guerre paysanne de 1514 avait aussi une raison liée au moment, à savoir, la crise commerciale et financière des années 1512-1513 en Europe centrale.

Cette crise devait polariser les conflits sociaux et elle devait se faire sentir dans toutes les classes et toutes les couches sociales. Rien que cette crise suffirait à expliquer la participation à la guerre paysanne des habitants des bourgs agraires et des heiduques, dont les masses étaient «privées de pain» en 1513.

V. V. Mavrodine (Union Soviétique) s'occupa de l'importance historique des guerres paysannes de Russie. Il constata que les guerres paysannes (Bolotnikov, Boulavine, Pougatchev) ne caractérisent qu'une étape déterminée, plus évoluée du système féodal. En effet, les guerres paysannes supposent l'union des couches paysannes exploitées comme contre-parti de la classe féodale dominante.

Mavrodine a indiqué que les grandes guerres paysannes en Russie coïncidèrent avec les débuts de la formation de la nation russe et posèrent la question de l'existence du féodalisme à l'échelle nationale. Les déclarations et lettres des chefs prouvent qu'ils avaient dans leurs idées toujours la Russie entière, il n'est donc pas justifié d'affirmer que l'horizon politique des paysans n'avait pas de dimensions nationales.

Mavrodine résume les traits distinctifs des guerres paysannes par rapport à d'autres mouvements, en précisant qu'elles étaient en substance des guerres civiles menées contre l'ensemble du système féodal. C'est une lutte pour le pouvoir qu'ils pensent pouvoir réaliser dans les cadres de conceptions monarchiques naïves, prenant comme modèle la communauté paysanne. La guerre paysanne suppose une direction, une idéologie et une organisation homogènes.

Si l'on compare les guerres paysannes en Russie et celles en Europe occidentale, la particularité des premières est, selon le conférencier, la présence d'éléments religieux et l'absence de tentatives d'accord. Il estime qu'outre le renversement du système féodal, le contenu objectif mais inconscient de leurs aspirations est le renforcement des éléments capitalistes. Leur importance historique ne se manifeste pas dans des résultats immédiats, mais dans la formation et dans l'expansion des idées révolutionnaires, ce qui, en fin de compte, avait eu son rôle dans la réalisation en 1861 de la réforme du servage.

A. Podraza (Pologne) examina les mouvements paysans des XVI^e-XVII^e siècles dans les Carpates occidentales, appartenant à cette époque à la Pologne. Après avoir exposé les conditions géographiques et les zones de production de cette région, il analysa l'évolution des structures des propriétés et des rentes. Il constata que les forêts, dans leur grande majorité, étaient propriétés seigneuriales, quant aux terres arables, là c'est l'exploitation paysanne qui dominait, ainsi que la rente-argent. Les mouvements paysans étaient en général provoqués par l'expansion des domaines seigneuriaux ou par l'augmentation des rentes. Vu que les domaines royaux avaient la prépondérance, comme point de départ des mouvements nous voyons souvent les procès intentés contre les seigneurs auxquels ceux-ci étaient afferchés.

A propos des brigands agissant à l'époque dans les régions montagneuses, il constata que ce mouvement, produit des conflits de classe, fut entouré de mythes surtout sous l'influence de la littérature ethnographique, pourtant les éléments de la lutte des classes s'y mêlent avec la criminalité ordinaire.

En conclusion, il attira l'attention des historiens sur l'importance de la recherche en commun des mouvements paysans dans le bassin carpatique.

P. Ratkos (Tchécoslovaquie) traita des répercussions en Slovaquie du soulèvement de Dózsa. Il apporta des corrections à la constatation imprécise, admise dans l'historiographie d'après Taurinus, selon laquelle aux environs de Körmöcbánya une insurrection eut lieu parmi les mineurs sous l'effet de la guerre paysanne. Il précisa que les affrontements entre les Dóczy et les mineurs de Selmec etc. se calmèrent en juin 1514, point culminant de la guerre paysanne, grâce au recul des Dóczy. Le calme ne s'est pourtant pas tout à fait rétabli parmi les mineurs, même pendant les années suivantes.

Les serfs de l'abbaye de Lelesz, par contre, rejoignirent les troupes paysannes. Parmi eux il y eut même un religieux. En 1514, dans ces régions il fallait tenir compte aussi des représentants de la résistance passive, les membres de la secte dite «frères bohémiens».

I. Rácz analyse les libertés des heiduques dans le système du deuxième servage. Il voit dans les problèmes des heiduques et des militaires des confins pareils à bien des égards, comme des tentatives de s'opposer au deuxième servage, et y cherche les signes de l'évolution de la paysannerie libre. La couche des heiduques se formait, au XV^e siècle, de bouviers et pâtres. Au XVI^e siècle elle formait déjà une couche de militaires dont les libertés attiraient les éléments cherchant à s'affranchir des servitudes féodales. Leurs libertés connaissaient de grandes variations, elles atteignirent leur plus haut point, grâce aux privilèges accordés par Bocskai. Au XVII^e siècle ils menaient encore une vie moitié militaire, moitié paysanne, pour vivre plus tard presque exclusivement d'agriculture. Leur évolution marque une nette différence d'avec l'évolution paysanne de l'Europe occidentale. Au fond ils se sont féodalisés et restaient bloqués à mi-chemin entre les serfs et la noblesse.

M. Steinmetz (RDA) examina la place qu'occupe dans l'histoire la guerre paysanne allemande de 1524-1526. Il constata que le déclin du féodalisme était accompagné d'une ligne ascendante des mouvements paysans. L'aggravation dans les campagnes de la lutte des classes et l'apparition des guerres paysannes étaient en connexion avec l'expansion du marché monétaire et avec l'épanouissement de la bourgeoisie. Une double tendance caractérise cette époque: d'une part, le capitalisme des manufactures et de l'autre, le deuxième servage. La lutte de classe paysanne est liée donc dans la grande guerre paysanne allemande à des aspirations de réforme, à des tendances nationales et à la lutte des couches plébéiennes. Dans l'histoire européenne c'est pour la première fois que des tendances de ce genre se transformèrent en révolution bourgeoise précoce. Pourtant, cette révolution, par laquelle la paysannerie cherchait à résoudre d'en bas les problèmes sociaux, subit un échec à cause de la faiblesse de la bourgeoisie capitaliste. Par conséquent, en Allemagne la révolution bourgeoise précoce a une double face, elle signifie à la fois la fin des mouvements antiféodaux de l'époque et la première tentative d'un passage révolutionnaire au capitalisme. Sa défaite mit fin à l'unité révolutionnaire de la Réforme et de la guerre paysanne, les mouvements paysans retombent à leur niveau d'avant 1465 et, pour longtemps, perdent leur importance nationale.

Dans la *section idéologique* le travail était strictement concentré sur l'analyse de la guerre paysanne de 1514. L'exposé de fond fut fait par J. Szücs. Dans cette conférence, imposante par son volume, il a rendu compte de recherches d'une portée décisive concernant l'idéologie de la guerre paysanne et, sous plusieurs rapports il a modifié l'image que nous nous étions faite de cette guerre.

Cette réévaluation, cette modification des vues, sont possibles grâce à un élargissement considérable des sources primaires relatives au mouvement de Dózsa qui permettent de dégager de nombreux facteurs inconnus jusqu'ici. Il y a peu, on a découvert un livre manuscrit franciscain datant d'après 1515 qui fournit d'intéressants renseignements relatifs aux antécédents et aux circonstances du soulèvement. En outre, des documents relatifs à la guerre paysanne, conservés dans le legs d'Antal Fekete Nagy, sont désormais accessibles à la recherche.

Dans la lumière de ces sources primaires, J. Szücs a, avant tout, soumis à un examen critique les matériaux déjà connus et les chroniques. Il en tira la conclusion que les œuvres des historiens humanistes ne se prêtent pas à y puiser des renseignements crédibles sur la personne et le mouvement de Dózsa. De Taurinus jusqu'à Simoaffy, les humanistes se servaient d'éléments épars de la réalité pour en faire des motifs, en vue de créer un tableau d'une grande vigueur, dramatique, mais faux dans son ensemble. Sándor Márki chercha dans la suite à concorder les nombreuses sources recueillies par lui avec l'exposé des humanistes. Le résultat en était la création de toute une série d'identifications intenables, de constatations chronologiques erronées sur 1514 et sur le chef de la guerre paysanne. Il posa ainsi les fondements d'une idée différant substantiellement de la réalité que l'opinion publique adopta. Les nouvelles recherches modifient à bien des égards ces idées.

Quant aux corrections chronologiques qu'il faut apporter du point de vue de la naissance de l'idéologie de la guerre paysanne, selon J. Szücs le plus important est que le tournant, qui a transformé les croisés en une armée paysanne antiféodale, survint non pas à la mi-mai à Pest ou à Cegléd, mais bien plus tard à la fin de mai, et plus loin, au-delà de la Tisza, au moment de la bataille de Nagylak et par les exécutions qui la suivirent. Il s'ensuit que le discours de Cegléd, considéré comme l'appel à la guerre paysanne et comme son programme, est fictif. Il s'ensuit en outre que la proclamation, rattachée au séjour de Dózsa à Cegléd, ce plus important document idéologique de la guerre paysanne, date également de plus tard. Cette proclamation, plus exactement cette levée générale, fut faite dans les premiers jours de juin, entre Lippa et Nagylak, et c'est Gergely Dózsa qui l'a diffusée entre les 12 et 21 juin, marchant sur Buda à partir de Cegléd. La troisième conclusion qui en découle est que le soulèvement commença le plus tôt non pas dans l'armée principale, mais aux lieux de rassemblement provinciaux, et qu'il a commencé en réalité au milieu de mai. Par conséquent l'ordre de Cegléd signifie dans l'évolution une phase plus avancée que ce n'est reflété dans les écrits des croisés de Gönc et de Szikszó.

Dès l'introduction de sa conférence J. Szücs a précisé que, malgré leur caractère fragmentaire — souvent apparent et dû aux déficiences des sources, — les mouvements paysans montrent des structures idéologiques caractéristiques, que l'on a le bon droit de considérer comme idéologie, l'élément conscient y étant en général plus fort qu'on ne le pense.

Dans l'idéologie de la guerre paysanne de 1514, prise dans ce sens, on

peut distinguer deux strates fondamentales. L'une est constituée par les idées dites de croisade populaire qui est la création des participants ecclésiastiques du soulèvement. L'autre a des origines laïques et n'est autre chose que le modèle des conditions des Sicules. Leur adaptation doit être attribuée à la personne de György Dózsa.

En examinant la naissance des idées de croisade populaire, le conférencier élucida d'abord le mécanisme grâce auquel la défense contre les Turcs et les tensions sociales étaient réunies dans un groupe des soulèvements paysans. Il prend un exemple à l'étranger, en se référant aux mouvements paysans de 1470 en Styrie et en Carinthie. La liquidation de l'anarchie féodale et de l'oppression seigneuriale y fut considérée comme condition du succès dans les combats contre les Turcs. L'autre exemple est pris dans l'histoire hongroise: les croisés ayant libéré en 1456 Nándorfehérvár (Belgrade) étaient, au bout de quelques jours après la victoire sur les Turcs, au point de se révolter, et seule la prompt dispersion des troupes empêcha le soulèvement paysan d'éclater.

L'absence de la noblesse dans les combats contre les Turcs, et en même temps l'engagement des paysans, suffirent à eux seuls à renverser le schéma idéal du système féodal, selon lequel le noble devait combattre et le paysan travailler. Mais cette désintégration de l'ordre comportait à la fois les conditions idéologiques de la revendication d'un tout autre ordre. Les prédicateurs croisés, appelant à la guerre contre l'infidèle, exhortaient les paysans avec des exemples pris à l'Ancien Testament. Le symbolisme de celui-ci, «le peuple élu», la victoire des «simples» sur les puissants etc., prenait facilement des dimensions sociales, et ce d'autant plus que les idées des prédications se rapprochaient du mysticisme qui avait été à l'origine des doctrines hussites.

Dès 1456, c'étaient surtout les Franciscains qui recrutaient les croisés et en 1514 le primat Bakócz confia aux Franciscains observantins, comme unique organisation appropriée, la proclamation et la propagation de la bulle. Or, dans les années aux alentours de la guerre paysanne, cet ordre connut de sérieux troubles intérieurs, des idées, et des personnes, suspectes d'apostasie et d'hérésie.

Dans les prédications des représentants illustres des Franciscains observantins (Pelbárt Temesvári, Osvát Laskai) on trouve de nombreux passages contenant une critique sociale, bien proche des aspirations de la guerre paysanne de 1514. Tels sont par exemple l'abrogation des contributions à payer à l'Etat et aux seigneurs domaniaux, l'extermination des agents exécutifs du pouvoir féodal, la vengeance justifiée provoquée par l'oppression de l'état naturel etc. Ce rapprochement entre les Franciscains observantins et la guerre paysanne, et le rôle que jouèrent les premiers dans celle-ci, sont démontrés non seulement par les membres de l'ordre dont la participation personnelle à la guerre nous est connue, mais aussi par le fait que les quatre régions (comitats d'Abauj-Zemplén, Békés-Bihar, Csanád et Bodrog-Bács) où l'armée paysanne se rassemblait et que les sources indiquent comme centres du mouvement, avaient toutes un couvent important de cet ordre. La propagande des Franciscains explique peut-être la rapidité et la simultanéité avec laquelle la guerre paysanne se déployait dans le pays.

Les idées professées par les Franciscains observantins étaient un des facteurs dans la formation de l'idéologie de la croisade populaire, l'autre, très important étant l'interprétation donnée à la bulle du pape. Cette bulle, plus précisément les extraits qui en étaient divulgués, se divisait en trois parties.

Dans la première, la campagne était définie comme une sainte entreprise et l'autorité donnée par Dieu à la prêcher fut octroyée, à travers le pape, à l'archevêque Bakócz. La deuxième promettait aux participants une récompense spirituelle et la troisième contenait des sanctions contre ceux qui l'entravaient.

Parmi les documents survécus des croisés, trois contiennent en substance une réinterprétation de la bulle papale, et ce en deux phases. Selon la lettre de Tamás Kecskés et de Lőrincz Mészáros écrite à Szikszó, l'autorité incombe, selon la volonté de Dieu, aux croisés mêmes, comme sanction, l'excommunication est remplacée par la vengeance de la collectivité. L'ordre de Cegléd, dont nous avons déjà parlé, signifie la phase suivante où la justification de la guerre contre la noblesse est déduite de la partie de la bulle contenant les sanctions. Cela transforme le caractère de la campagne en une entreprise sacrée contre la noblesse.

Dans son examen concernant les sources de l'idéologie de la croisade populaire, le conférencier arrive à la position suivante. Cette idéologie remonte à la concertation de l'apostasie monastique et des idées de la croisade et ne peut pas être rattachée à des principes hérétiques du genre hussite. Cela n'exclut pourtant pas la présence de certains éléments hussites, d'autant moins, que l'apostasie et l'hérésie vont souvent de pair et que les personnes qui les transmettent sont souvent les mêmes.

Le modèle sicule, signifiant la strate laïque de l'idéologie, donna une direction plus réaliste, sans pour autant diminuer son radicalisme, aux excès de l'idéologie de la guerre paysanne de 1514, dont les racines sont à chercher dans un mysticisme chiliastique. L'ordre de mobilisation de Cegléd, déjà mentionné, est une source qui prouve que les institutions sicules ont été prises comme modèle. Parmi les sanctions qu'il prévoit nous trouvons le châtiment particulier à infliger, selon le droit coutumier sicule, aux réfractaires, en outre le titre de «supremus capitaneus» figurant dans les armoiries de Dózsa correspond également à un titre sicule. Faire promener le glaive sanglant pour convoquer le ban, ainsi que les deux dignités que l'on conserve, en dehors de celle du roi, évoquent également le modèle sicule. L'égalité entre serfs et nobles, comme but du soulèvement en relève également, tout comme l'extension à la paysannerie de Hongrie des libertés et de la capacité d'être propriétaire, dont jouissaient les Sicules. Pour conclure, le conférencier a constaté que ces deux strates fondamentales étaient parfaitement soudées et que les éléments principaux dans l'idéologie de la guerre paysanne peuvent également être déduits des deux sphères d'idées. Leurs symboles, la croix des appelés et des élus et le pal signifiant et la vengeance et la contrainte, figurent ensemble ce qui exprime nettement cette union.

I. Bog (RFA) a analysé dans son intervention l'historiographie de la grande guerre paysanne de 1525 en Allemagne. Il a indiqué que chaque époque jugeait de cette guerre sous l'angle de ses propres problèmes et essayait de tirer profit des enseignements que celle-ci offrait.

É. Földes traite des aspirations culturelles dans les mouvements anabaptistes antiféodaux qui se joignirent à la guerre paysanne allemande. Ces mouvements visaient aussi bien l'instruction s'étendant et aux enfants et aux adultes, que les domaines de la culture matérielle (connaissances artisanales, techniques et scientifiques), ainsi que des exigences morales et de comportement. Ils plaçaient au centre la vie communautaire, but et moyen de l'éducation.

S. Gyimesi développa l'exposé de *J. Szücs* sur le rôle du modèle sicule. Il se référa aux travaux historiques qui, sans le démontrer à l'aide de sources documentaires, supposaient déjà l'effet que l'idée sicule sur les libertés avait exercé dans l'idéologie de la guerre paysanne. Il analysa la question de savoir quel ascendant ce modèle sicule pouvait avoir sur les paysans. Il indiqua que précisément aux endroits principaux du rassemblement de l'armée paysanne et de son passage, les serfs avaient des expériences directes des conditions en présence chez les Cumans et les Yazigues, conditions fort analogues dans leurs éléments les plus importants pour les paysans, à celles des Sicules. Au XVI^e siècle le serf, affranchi en vue du service militaire, s'appelait «traban sicule», à l'opposé du «traban mercenaire», ce qui montre également que les idées sur la liberté des Sicules avaient déjà été généralement adoptées. C'est ce qui ressort en outre des références aux libertés sicules dans les privilèges accordés aux heidugues.

T. Kardos dit qu'il y a quelques décennies, en partant de l'élucidation de l'idéologie des mouvements hussites, il aboutit à l'examen des idées qui régissent la guerre paysanne de Dózsa. Il en trouva deux sources, l'une dans l'enseignement humaniste sur la noblesse et l'autre dans la sphère des idées mystiques-apocalyptiques. Il estime que l'élément religieux était plus décisif dans l'évolution vers la révolution. Dans toute révolution ayant des devises religieuses survient un tournant, où le peuple en soulèvement se considère comme représentant de la volonté divine et où il stigmatise ses adversaires, les seigneurs laïcs et l'Église officielle, comme serviteurs de l'Antéchrist. C'est ce qui est arrivé dans l'armée croisée de Dózsa.

Cet enseignement remonte aux commentaires à l'Apocalypse de *Petrus Ulivi*, où les Taborites ont également puisé. Il devait pénétrer par deux voies dans l'armée paysanne de 1514: par des milieux monacaux (franciscains, ordre de Saint Paul l'Ermite) et par les traditions taborites. On découvre bien des éléments hussites dans tout ce qui se rapporte à *Lőrinc Mészáros*.

L'autre source est un principe fondamental de l'humanisme, selon lequel la noblesse est donnée par la nature et au temps de nos premiers ancêtres il y avait l'égalité. Cet enseignement était professé par des clercs et des moines, et dans la vision du jugement apocalyptique et du recommencement chiliastique, il s'unit aux traditions spiritualistes pour former un courant d'idées homogène.

L. Makkai souligna que l'apparition d'une critique sociale, aussi forte qu'elle puisse être, ne conduit pas encore, à elle seule, à une fermentation révolutionnaire. Pour avoir des répercussion, la présence d'une situation révolutionnaire est nécessaire. Les prédicateurs de la Réforme prononçaient des jugements non moins violents à l'adresse de l'arbitraire et des abus féodaux que les Franciscains observantins. Il cite en exemple les prédications et autres travaux de *Péter Méliusz Juhász*, démontrant avec de nombreuses illustrations leur ton critique d'une extrême violence, ce qui ne l'empêcha guère de se représenter la société idéale d'une manière conservatrice, comme une société où chaque ordre a sa place et sa fonction ordonnées par Dieu. L'attitude des prédicateurs protestants, fustigant les conditions de leur temps, n'est pas devenue un facteur révolutionnaire, ce qui doit nous pousser à chercher la cause de la révolution, lors de la guerre paysanne de Dózsa, dans une situation socio-économique spéciale et d'élucider l'influence exercée par l'idéologie dans ces cadres-là.

G. Perjés aborda la question de l'idéologie de 1514 du côté de l'histoire militaire. Il souligna que l'activité de Dózsa révèle en lui un général excellent, voire génial, dont les victoires n'ont pas leur pareille dans les autres armées paysannes. Aussi sommes-nous en droit d'estimer que les opérations étaient conçues en toute conscience. Or, si, en partant de Pest, nous prenons en considération tous les plans d'opération possibles pour attaquer les Turcs, force nous est de découvrir que son itinéraire ne convient à aucun d'eux. G. Perjés en tire la conclusion que Dózsa conçut le projet d'aller contre la noblesse avant de découvrir son jeu. Il suppose par conséquent que ce n'est pas le tour pris par les événements qui a fait de Dózsa un chef révolutionnaire, mais qu'il avait fait partie d'une conspiration ayant sciemment préparé la guerre paysanne. Cette conspiration expliquerait que le soulèvement avait éclaté, d'une manière concertée, à différents endroits.

F. Szakály a donné une appréciation positive aux résultats des recherches de J. Szűcs, soulignant l'heureuse rencontre de différents facteurs, — nouvelles sources découvertes, recherches bien larges —, et de l'ambition de chercheur. Il a toutefois exprimé certaines doutes à propos de la surestimation possible du rôle qu'avait joué dans les masses l'idéologie. Il craint que nos recherches ne soient arrêtées au niveau d'une certaine «intelligentsia» consciente qui ne laisse pas voir combien les masses étaient dirigées par les instincts. A ce propos, il se réfère aux paysans enrôlés dans l'armée, chez qui la conscience de la patrie est fort réduite, sinon absente, les aspirations et les objectifs sont liés à des situations et à des objets concrets, en toute ignorance de quelque contexte et d'un horizon idéal plus large.

L. Vargyas analysa l'essence de la tension sociale et du désir de promotion sociale qui se manifestent dans les ballades des XIV^e-XV^e siècles. Il a indiqué que la ballade, apparue vers le tournant des XIII^e-XIV^e siècles, apporta, par rapport à la poésie héroïco-épique qui la précède, de nouveaux thèmes, et mit en relief les conditions d'existence, les conflits provoqués par les rapports entre humains. Ces thèmes expriment, d'une part les aspirations du peuple à l'élévation, et de l'autre son jugement sur les conditions sociales, jugement selon lequel le riche est coupable devant le pauvre, celui qui s'accroche aux richesses sera confondu, et le pauvre doit triompher, etc. L'aspiration à la promotion sociale, la condamnation des différences de classe et des différences économiques constituent les éléments idéologiques typiques qui rattachent cette poésie à l'attitude révolutionnaire qui conduisit à la guerre paysanne de Dózsa.

La section d'histoire socio-économique mit au centre de ses travaux les problèmes des mouvements paysans en Hongrie et en Europe centrale-orientale, ainsi que les voies fort variées conduisant au deuxième servage.

L'académicien Zs. P. Pach a fait la conférence de fond de cette section sous le titre «Le soulèvement paysan de 1514 et le "deuxième servage"». Sa conférence embrassait les moments principaux de l'évolution agraire dans la Hongrie de la seconde moitié du XV^e et le début du XVI^e siècle. Il cherchait à répondre à la question si «Les tendances annonçant le "deuxième servage" avaient-elles, ou non, contribué à préparer le soulèvement paysan de 1514?»

Au cours des XIV^e-XV^e siècles la Hongrie vit, elle aussi, se former les conditions de la production marchande en agriculture, dans laquelle la production paysanne occupa une situation déterminante. Un grand nombre de sources permettent de dégager les formes multiples de cette production pay-

sanne dès la seconde moitié du XV^e siècle. Les marchandises principales étaient le bétail sur pied, les grains et le vin. Des saufs-conduits royaux fournissent un témoignage de l'activité sur les marchés des paysans des bourgs agraires et des villages. A l'intérieur de cette activité, le plus d'importance incombait au commerce des bovins qui avait sa base dans les bourgs agraires de la Grande Plaine et dont le poids était immense dans le commerce extérieur.

Au début, les seigneurs domaniaux n'intervenaient pas dans les mécanismes du marché et s'appropriaient les fruits de la production marchande des paysans par l'intermédiaire des rentes-argent. Les prestations en espèce suppléaient de plus en plus souvent aux prestations en nature, mais les serfs avaient besoin, pour y satisfaire, d'une demande accrue, non seulement aux marchés des villes mais aussi du fait de la consommation des propriétaires terriens. Les sources documentaires provenant de la seconde moitié du XV^e siècle montrent que le domaine et la maison des propriétaires terriens constituaient un débouché pour la production marchande des paysans. Cette consommation était stimulée par une structure des prix similaire à celle d'Europe occidentale, comme les nouvelles recherches permettent de le supposer. Cette structure était caractérisée par une courbe ascendante des prix industriels et descendante pour les prix agricoles. Cette évolution des prix poussa les propriétaires à la « commutation », c'est-à-dire à exiger au lieu des prestations naturelles, des rentes-argent, ce qui répondait le mieux à leurs intérêts. En perspective, la rente-argent peut conduire aussi à une évolution de la paysannerie vers la bourgeoisie, mais elle peut avoir comme résultat l'aggravation de l'exploitation féodale.

« Dès lors, le développement de la production marchande ajoute de nombreux moments aux conflits fondamentaux du système féodal, à savoir au conflit entre seigneur domanial et serfs; *il aggrave et intensifie la lutte des classes entre eux*, et tend jusqu'à l'éclatement l'atmosphère du village féodal » — souligna le conférencier qui indiqua ensuite que « C'est cette atmosphère qui fit surgir les soulèvements paysans des XIV^e-XV^e siècles en Europe occidentale, et en Hongrie 1514 est en grande partie le résultat de pareils antécédents économiques. »

Vers le tournant des XV^e-XVI^e siècles, les propriétaires terriens — seigneurs laïcs et ecclésiastiques, simples nobles avides de promotion sociale — cherchent de plus en plus nettement à s'accaparer, sous forme d'argent en espèce, les bénéfices de la production marchande des paysans (et des bourgeois). Après 1490, l'écroulement du pouvoir central de l'Etat, ils se précipitèrent sur les revenus d'Etat et modifièrent radicalement, par rapport à l'époque du roi Mathias, la répartition de la « rente centralisée » et, en tant que propriétaires privés, augmentèrent au dépens de leurs serfs la rente-argent. Cela se manifeste aussi bien dans l'augmentation du cens et de la taxe, que dans celle des rentes spéciales, loyer de forêt, de pré, liées aux affermage communs, et dans celle du rachat des prestations en nature.

La multiplication des octrois et péages servait indirectement le même but. Les paysans pratiquant le commerce de leurs marchandises subirent de ce fait des pertes matérielles et aussi des tracasseries fréquentes.

Les atteintes portées aux paysans par les charges monétaires, les péages, trouvent leur reflet et dans les événements et dans l'idéologie de 1514. Parmi les exemples cités par le conférencier nous nous référons au discours dit de Cegléd de György Dózss qui « exprima, outre l'aspiration générale, à s'affranchir

des charges féodales, aussi la protestation de la paysannerie qui produisait pour le marché contre l'appropriation des fruits de son travail et de son argent, dénonçant tout le dédale du paiement des rentes-argent.»

En plus, l'exploitation des serfs s'intensifiait aussi sous forme de prestations en nature. A la fin du XV^e siècle, un grand nombre d'articles de loi se rapporta au renouvellement du neuvième, obligeant les serfs des bourgs agraires et des villages à fournir du champart après les terres arables et les vignes. Notre historiographie a tiré un grand profit du fait d'avoir reconnu que ces articles de loi étaient dirigés contre les bourgs agraires, il ne faut pourtant pas oublier — souligna le conférencier — qu'ils aggravèrent également les charges des villages des serfs. C'est que, auparavant, le neuvième n'y était pas général, les charges étaient bien plus souvent fixées indépendamment des récoltes. Par rapport à cet état, l'effort tendant à rendre exclusif le neuvième était une aggravation. Il n'est donc pas sans intérêt de mentionner que ces lois prescrivaient le neuvième obligatoire, non seulement d'après les tenures, mais aussi d'après les terres afferchées.

L'exigence du champart cache les efforts des seigneurs domaniaux de participer au *commerce des produits*. L'exemption des octrois et la revendication d'un traitement préférentiel dans le commerce extérieur visaient le même but.

Ces conclusions peuvent être étayées par l'évolution des prix vers le tournant des XV^e-XVI^e siècles. A l'opposé de la seconde moitié du XIV^e siècle et de la plus grande partie du XV^e, ici ce sont les prix des denrées alimentaires qui s'élèvent plus vite à longue échéance. Comme l'augmentation des prix industriels suivait un rythme plus lent, l'écart des prix était en faveur des produits agraires.

Les seigneurs domaniaux avaient deux possibilités de réagir à l'augmentation des prix. Ils pouvaient augmenter le rachat en argent des redevances en nature, ce dont témoignent les sources contemporaines en grand nombre, ou bien ils cherchaient à s'approprier le vin et les grains *in natura*. L'introduction du neuvième en est un bon exemple, bien que dans les villages des serfs son application n'était pas générale, mais dans les bourgs agraires l'aggravation en était devenue une réalité.

Dans la suite Zs. P. Pach a souligné que l'augmentation des redevances en nature, et les articles de loi adoptés entre 1492 et 1504 pour limiter le déplacement libre des serfs, cachaient des éléments qui allaient dans un sens opposé à l'évolution précédente. «... ils ne visaient plus à enlever de l'extérieur le profit de la production marchande paysanne, ils signifiaient déjà une *intervention* dans le mécanisme mis en place pour l'activité des paysans sur les marchés. L'augmentation des redevances en nature diminuait la quantité de produits que la famille paysanne pouvait écouler après avoir assuré sa propre nourriture, et de l'autre côté elle limitait les possibilités dont disposait l'exploitation paysanne pour mettre en vente ses produits.»

L'importance que prirent les redevances en nature, ainsi que les efforts tendant à aggraver l'oppression de la part des seigneurs terriens, ressortent moins des *documents mêmes du soulèvement* que des *mesures répressives* prises après sa défaite. Après leur victoire, les seigneurs exigeaient, outre le dédommagement personnel et matériel, d'étendre aux serfs des bourgs agraires et des villages, en dehors des redevances en espèces et en nature, aussi la *redevance en travail* sous la forme d'une journée de corvée par semaine. Vu que pendant les décennies précédant la guerre paysanne, dans les bourgs agraires et dans

la plus grande partie des villages il n'y avait que quelques jours de corvée par an, cette mesure était particulièrement grave. La diète de 1514, non contente de limiter le libre déplacement des serfs, les a purement et simplement attachés à la glèbe, et le fameux Tripartitum (code de lois) ne reconnut pas le droit des serfs à la succession de leurs tenures. On est donc en droit de constater que «le décret postulant les répressions de 1514 et le Tripartitum — ces deux bases juridiques organiquement liées entre elles — ont posé les fondements de la version hongroise du "deuxième servage": les bases et cadres juridiques du système de servage à perpétuité qui devaient rester en vigueur pendant des siècles.» Évidemment, à ce propos également, on peut poser la question de savoir comment, à quelle vitesse et dans quelle profondeur, les décisions de 1514 pénétrèrent dans la pratique. Pour y répondre, nous n'analyserons ici que l'évolution des redevances aux seigneurs terriens. Pour la période allant jusqu'à 1520, les livres terriers de plusieurs domaines parlent de la création de réserves seigneuriales, ce qui était nécessairement accompagné de l'augmentation de la corvée. Certains renseignements montrent que pour différents produits, surtout pour le vin, les redevances étaient augmentées, ce qui témoigne à la fois des débuts du commerce seigneurial du vin. A Gyula, dans le domaine de György de Brandebourg, les redevances en argent et en nature augmentèrent après 1514, et en 1520 les instructions données poussent à la création de *réserves seigneuriales*. Ces instructions montrent en outre que l'extension des réserves seigneuriales était exigée aussi bien par le développement de l'activité *commerciale* du domaine que par le besoin d'assurer son *autarcie*.

Entretemps la hausse des produits agricoles que connut le début du siècle, s'accéléra vers le milieu du XVI^e siècle ce qui «...renforça encore davantage la tendance des seigneurs terriens à s'occuper du commerce et de la production marchande».

Entre 1519 et 1557, les bénéfices provenant de la vente des grains augmentèrent plus de dix fois dans le domaine seigneurial cité. Tandis que dans la période succédant à la guerre paysanne, le blé écoulé sur les marchés provenait avant tout du neuvième, en 1557 la priorité appartenait déjà aux grains produits par la réserve seigneuriale. Il est évident que pendant cette période les corvées devaient augmenter et que les serfs de ce domaine étaient obligés à fournir «tout travail et toute prestation».

«Par conséquent, vers le milieu du siècle, les *cadres juridiques* du système de servage à perpétuité étaient remplis dans plusieurs régions du pays d'un *contenu concret* très lourd, et ensuite, vers la fin du siècle, le système arriva à l'achèvement de sa période de formation.»

I. Szendrey traita dans sa conférence des efforts faits avant 1514 pour attacher les serfs à la glèbe. Il souligna que le décret de 1351 était déjà dirigé contre le libre déplacement. Au cours du XV^e siècle des articles de loi furent pris et pour interdire et pour autoriser le déplacement des serfs, ces derniers servant les intérêts de la simple noblesse. Les lois autorisant le déplacement libre prescrivaient des conditions de plus en plus lourdes aux serfs voulant quitter leur domaine, ce qui montre que la loi de 1514 attachant les serfs à la glèbe n'a pas été sans antécédent et c'est uniquement à défaut d'une occasion propice qu'elle n'avait pas été adoptée plus tôt.

Gy. Bónis concentra sa conférence sur les lois répressives de 1514. Pour commencer, il nota que le code témoigne de la hâte et de la soif de vengeance des législateurs, bien que la répression sanglante fût déjà accomplie en gros avant

la réunion de la diète. Après les châtiments prévus pour les paysans, des mesures spéciales furent prises contre les nobles ayant collaboré avec eux, ceux-ci devaient être frappés de saisie de leurs propriétés, les villes et bourgs agraires à leur tour étaient obligés de prouver leur innocence en cas de suspicion. Il souligna l'importance du dédommagement que les serfs déclarés coupables devaient payer pour les dégâts matériels et personnels causés à la noblesse. L'estimation des dégâts donna lieu à des abus, traîna pendant des années, et l'exécution provoqua des conflits même parmi les nobles.

J. Varga parla du règlement des liens entre les serfs et la terre, qui suivit le soulèvement paysan. Il souligna que les lois répressives et le *Tripartitum* constituent une unité organique et que ces deux actes législatifs «...en liquidant les libertés personnelles du serf réduisent à néant le droit de propriété du serf concernant la terre». La loi reste équivoque sur plusieurs questions dont, par exemple, le droit des serfs de mettre en valeur les terres et ainsi «...dans la suite elle permit à la classe des propriétaires terriens d'interpréter le texte des lois de manière à les adapter le mieux à ses propres intérêts déterminés par l'évolution économique».

I. Orosz analysa les rapports qui existaient aux *XV^e-XVI^e* siècles en Europe orientale entre le déplacement des serfs et la simple noblesse. Nous savons qu'en 1514 des membres de la petite noblesse rejoignirent également les troupes de György Dózsa, ce qui ne change pourtant pas le fait que la simple noblesse, dont le poids devenait plus grand dans les luttes politiques, était contre les paysans révoltés. La loi de 1608, qui attribua aux départements la compétence dans le déplacement des serfs, devait servir les intérêts de cette simple noblesse (référence aux recherches de János Varga), et dans ses conséquences elle aboutit à la liquidation du droit de la libre résidence.

L'aggravation de la situation des serfs dans le domaine du libre déplacement s'observe, vers la fin du *XV^e* siècle, en Bohême et en Pologne aussi, et un siècle plus tard, en harmonie avec d'autres conditions, en Russie. L'opinion est assez répandue, non seulement parmi les historiens hongrois, selon laquelle la liquidation du droit de libre déplacement s'explique par un manque de main-d'œuvre dans l'économie allodiale. Toutefois, indiqua *I. Orosz*, les limitations commencent déjà avant que les seigneurs terriens s'adonnent à la production marchande. L'évolution hongroise, aussi bien que les analogies polonaises et russes montrent également que la simple noblesse se cramponna à ses serfs dont le nombre allait diminuant, ce qui prouve qu'en dehors d'autres facteurs socio-économiques «on ne peut pas négliger dans la genèse du servage à perpétuité est-européen les tendances de la simple noblesse ou des couches sociales qui lui correspondaient».

I. Szántó choisit comme sujet de sa conférence le soulèvement de Car Jovan Nenad. Pour commencer, il esquaissa l'historiographie du mouvement paysan et ensuite il analyse le processus qui fit de la population serbe et hongroise en fuite un facteur essentiel de la lutte contre les Turcs. Le soulèvement de Černi Jovan, éclaté immédiatement après la bataille de Mohács, se divise en plusieurs périodes. Le chemin que parcoururent les insurgés les conduisit du roi János Szapolyai au camp de Ferdinand. Ce sont les sentiments contre les Turcs qui déterminèrent leur comportement, aussi le caractère antiféodal du soulèvement n'est-il que secondaire. Pour conclure, il fit la parallèle entre le soulèvement de Černi Jovan et celui des Serbes de la Voïvodina en 1594, ce dernier étant nettement un soulèvement de raïas contre les Turcs.

V. *Bácskai* passa en revue les traits essentiels caractérisant l'évolution des bourgs agraires en Hongrie. Dans son introduction elle nota que les soulèvements paysans, non seulement en 1514 en Hongrie, étaient avant tout provoqués par l'aggravation des redevances en argent. C'est ce qui exigea le maintien de la dépendance des serfs et qui conduisit à la limitation de la liberté de résidence. En Hongrie, les bourgs agraires étaient les centres de la production marchande, fait que nous reconnaissons à propos du XV^e siècle, bien que, pour les XVI^e-XVII^e siècles la prépondérance des domaines allodiaux dans la production marchande ne soit pas encore suffisamment prouvée. C'est un fait que l'histoire socio-économique des bourgs agraires aux XVI^e-XVII^e siècles n'est pas encore complètement dégagée, il est toutefois certain qu'à cette époque on ne peut parler du déclin qu'à propos de quelques bourgs agraires et non pas de l'arrêt de toute leur évolution.

Elle souligna dans la suite que si les bourgs agraires réussirent à se maintenir et à garder leur importance, c'était grâce à leurs privilèges et, avant tout, à ce que leurs produits leur permirent de se joindre au commerce international tout en constituant en eux-mêmes des marchés considérables. Cette double fonction de marché explique que les bourgs agraires «... purent rester pendant des siècles des adversaires redoutables du commerce, tant des domaines seigneuriaux que des villes». Pour finir, elle esquissa l'évolution des bourgs agraires à partir du XVIII^e siècle jusqu'à la veille de notre temps.

J. *Buza* prit pour exemple les conditions en présence dans les régions entre le Danube et la Tisza, pour éclaircir la situation de la paysannerie sous l'occupation turque. Il avança l'opinion que les conditions, plus favorables dans la première moitié du XVII^e siècle qu'auparavant, y permirent une lente régénération. Entre 1658 et 1664, pourtant, la population connut une crise et ensuite, dans le dernier tiers du siècle, sa situation devint intolérable par suite de l'exploitation directe par les Turcs et par un grand nombre de phénomènes négatifs indirects provoqués par la crise dans l'Empire Turc (p. ex. la détérioration de la sécurité publique, l'augmentation des prestations en nature, des abus, dévaluation accélérée de la monnaie, dont l'effet défavorable fut renforcé par la baisse des prix des plus importants produits agricoles).

O. *Pickl* (Autriche) choisit comme sujet de sa conférence les soulèvements paysans qui s'étendirent en 1515 sur les duchés de Carinthie et de Styrie. Vu l'aggravation de leurs charges, en nature et en espèce, les paysans s'adressèrent à l'empereur avec leurs doléances. Leur alliance, tout en protestant de leur fidélité au souverain, demanda la liquidation des abus et le rétablissement du «stara pravda» (ancien droit). Les mercenaires des ordres firent vite de réprimer le soulèvement et la défaite fut suivie de répressions relativement faibles. C'était peut-être la raison du calme qui régnait dans cette région lors de la guerre paysanne de 1525.

J. *Koropec* (Yougoslavie) passa en revue les caractéristiques principales des mouvements paysans en Slavonie de la fin du XV^e jusqu'au milieu du XVII^e siècle. A propos du soulèvement paysan de 1515, il exposa que la «stara pravda» revendiquée par les paysans, signifia en même temps que le vieux droit aussi le vieux système des redevances. Il se référa aux analogies que l'on trouve entre le soulèvement paysan en Hongrie et celui de 1515 en Styrie et Slovénie.

A. *Laube* (RDA) analysa le problème de l'alliance entre la paysannerie et la population urbaine dans la période précédant la guerre paysanne et pendant cette guerre. Il exposa que l'on ne peut en parler qu'en analysant les cas

concrets. Il passa en revue les différentes strates de la bourgeoisie urbaine, et ensuite les différents types de villes. Il souligna que deux catégories de ville — les « Mediatstadt » et « Ackerbürgerstadt » — peuvent être considérées comme alliées potentielles des paysans, et qu'à l'intérieur des villes, les artisans-compagnons et les éléments plébéiens se joignirent aux paysans dans un nombre étonnamment grand, tandis que les bourgeois moyens s'allièrent tout au plus pour des raisons tactiques, et les patriciens, conformément à leurs intérêts, étaient pour les seigneurs féodaux.

G. Vogler (RDA) s'occupa dans sa conférence des conséquences de la guerre paysanne allemande de 1524/25. Il souligna qu'après les répressions, la classe dominante prit des mesures militaires pour se défendre contre le renouvellement des mouvements paysans. Après la Grande Guerre paysanne, il n'y avait que quelques mouvements dispersés, surtout aux endroits où le calme régnait en 1524-25, et là où le poids des grands domaines produisant pour le marché était accru.

A. Wyczański (Pologne) examine les problèmes du fermage des tenures abandonnées dans la Pologne du XVI^e siècle. Celles-ci n'étaient pas des terres incultes, mais étaient affermées à court terme à des paysans. Elles apportaient de sérieux bénéfices et, en outre, contribuaient à la différenciation de la paysannerie. Parallèlement à la naissance de l'économie allodiale s'engagea la lutte pour la possession de ces terres, lutte qui apporta la victoire des seigneurs terriens, aussi la paysannerie était-elle de proche en proche évincée de leur exploitation.

S. Stefanescu (Roumanie) examina la situation juridique et sociale de la paysannerie en Valachie, aux XV^e—XVI^e siècles. Il a montré les tendances, similaires à celles que nous connaissons en Hongrie au XV^e siècle, conduisant à l'augmentation des redevances et à la limitation de la liberté de déplacement. Il évoqua les répercussions de 1514, et indiqua ensuite que dans la seconde moitié du XVI^e siècle, la situation des serfs de la Valachie devenait pareille à celle en Transylvanie, et que vers la fin du siècle Michel le Preux avait légalisé l'attachement à la glèbe.

R. Marsina (Tchécoslovaquie) a souligné dans sa conférence intitulée « La question du deuxième servage » que malgré ce terme uniforme, ses particularités sont variées selon les régions. De son avis, le terme n'a qu'une importance secondaire, l'essentiel est d'élucider l'évolution socio-économique des diverses régions. Il mit l'accent sur l'importance des recherches concernant le trend général dans l'économie.

A. Hoffmann (Autriche) fit une conférence sur l'histoire et la typologie des mouvements paysans en Haute-Autriche et passa en revue les luttes paysannes dans ces régions, à partir du début du XVI^e siècle jusqu'à l'abolition du servage. Il examina l'une après l'autre les raisons — abus de la part des seigneurs terriens, doléances confessionnelles, augmentation des contributions à l'Etat, dévaluation de la monnaie etc. — qui, à des moments donnés, servaient en premier lieu de motifs à la résistance paysanne. L'industrialisation de la paysannerie autrichienne prêta, à son avis, un caractère bourgeois aux mouvements paysans.

G. Heitz (RDA) concentra la conférence à la lutte de classe des paysans dans la seconde moitié du XVII^e siècle et l'illustra d'exemples pris en majeure partie au Brandebourg. Il mit en relief la variété des règlements adoptés par les seigneurs terriens et, par conséquent, la variété de la résistance paysanne,

et, à ce propos, attira l'attention sur l'importance des investigations relatives à des régions concrètes.

J. Koči (Tchécoslovaquie) s'occupa de la lutte de classe des masses laborieuses des régions tchèques au temps de la Guerre de Trente Ans. Lors du soulèvement tchèque de 1618-1620, les ordres étaient insensibles aux revendications populaires, le soulèvement ne pouvait donc pas se transformer en guerre de libération nationale. Après la défaite de la Montagne Blanche, nous voyons au premier plan la lutte spontanée des masses populaires, leurs combats défensifs contre les mercenaires, et dans certaines régions l'aggravation de l'exploitation poussa également à la résistance populaire. Le conférencier analysa en profondeur le soulèvement «vlach» en Moravie orientale et, en conclusion, se référa aux échos que trouvèrent en territoires tchèques les mouvements anti-féodaux des peuples voisins.

I. Karaman (Yougoslavie) traita de l'importance socio-économique des mouvements paysans en Croatie du Nord, au cours des XVI^e-XVII^e siècles. Parlant du soulèvement de 1573, connu sous le nom de Máté Gubec, il attira l'attention sur le centre de ce mouvement, une région viticole bien riche, où l'insurrection était motivée entre autres aussi par le commerce du vin, dont les seigneurs terriens commencèrent à s'occuper. Dans la première moitié du XVII^e siècle, le service militaire aux confins offrait par endroits une possibilité de fuir les charges féodales, mais la situation militaire s'étant améliorée, les grands propriétaires se mirent immédiatement à organiser leurs terres allodiales, à augmenter les charges, ce qui ne manqua pas de renforcer la résistance des paysans.

Après les conférences, *M. Malowist* (Pologne) demanda la parole, et dans son intervention se référa, à propos des soulèvements paysans, à des analogies suédoises et espagnoles, en soulignant l'importance des recherches comparatives. *I. Wellmann* attira l'attention sur les différences entre les types de propriété et sur le grand profit que l'on peut tirer de la confrontation selon les régions. *O. Pickl* nota que la noblesse n'ayant pas accompli son devoir de défendre le pays contre les Turcs, la paysannerie s'estimait en droit de prendre les armes. Enfin, *Zs. P. Pach* reprit le concept du deuxième servage et son interprétation. Il évoqua les opinions divergentes que même au cours de cette conférence le public entendit au sujet de ce thème. En ce qui concerne les recherches futures, il nota que dans les recherches régionales il faut bien prendre garde de ne pas appliquer des procédés mécaniques. Au sujet du concept du deuxième servage, il distingua dans son interprétation les types suivants: 1. Dans un sens plus étroit, il se limite à la situation juridique personnelle des producteurs directs et a comme contenu l'attachement à perpétuité à la glèbe, ou la limitation des libertés personnelles. 2. Dans un sens plus large, l'interprétation prend comme point de départ les conditions économiques servant de fondement à la réglementation juridique. 3. Une interprétation de synthèse, selon laquelle ce concept couvre non seulement les limitations juridiques et les conditions agraires, mais un phénomène socio-économique complexe, une période à part du féodalisme, caractérisée par la création d'entraves à l'évolution paysanne-bourgeoise. «Cette nouvelle forme du servage est en même temps une nouvelle forme du féodalisme», une période tardive de celui-ci. Voilà ce qui situe historiquement les événements de 1514: c'est le point culminant de la lutte antiféodale et à la fois un tournant dans l'évolution de la société féodale, une transition entre le féodalisme mûr et le féodalisme tardif.

La section d'historiographie, dans laquelle les représentants des disciplines voisines étaient également présents, commença ses travaux par la conférence introductive d'E. Pamlényi, intitulée « Dózsa dans l'historiographie hongroise et dans les vues générales sur l'histoire ». Après avoir interprété la notion de l'historiographie, il nota que sa conférence sera limitée aux historiens des XIX^e-XX^e siècles, l'état actuel des recherches ne permettant pas de traiter dans le fond la période précédente.

C'est dans les travaux de Mátyás Bél et ses disciples, ainsi que dans les travaux économiques et juridiques de la fin du XVIII^e siècle, dont ceux de Gergely Berzeviczy, qu'un intérêt apparaît pour l'histoire de la paysannerie, intérêt qui se nourrit de vues autres que celles de la noblesse féodale.

Les Lumières n'ont pas provoqué de tournant dans ce domaine et l'image faite de Dózsa ne changea qu'à l'époque des luttes pour la transformation sociale, pour l'affranchissement des serfs, quand les propriétaires moyens, libéraux, évoquaient la personne de Dózsa en guise de memento devant effrayer les conservateurs opposés aux réformes.

C'est l'étude de Mihály Horváth qui marque la rupture avec les vues nobiliaires traditionnelles. Sans s'identifier à Dózsa, il estima que la guerre paysanne avait de justes fondements. Sa manière de voir et de représenter ses personnages correspondait aux idées de la noblesse progressiste qui considéra sa propre époque avec une certaine satisfaction, comme époque de l'élévation des serfs. Vu l'analogie dans son esprit nous devons y rattacher aussi le grand roman de József Eötvös : « La Hongrie en 1514 ».

Seuls les démocrates révolutionnaires sont allés jusqu'à s'identifier complètement à Dózsa et à la guerre paysanne. La poésie de Sándor Petőfi et l'étude restée en fragment de Pál Vasvári en témoignent.

Après 1848, plus exactement après la défaite de la révolution bourgeoise et de la guerre de liberté, on remarque des phénomènes contradictoires. D'un côté, on voit une baisse de niveau, un renforcement de la conscience des ordres, l'apparition de vues nationalistes et cléricales, de l'autre côté, l'historiographie se développe du point de vue méthodique, la publication des sources, ainsi que les grandes synthèses sont considérables. Rien ne montre mieux la régression que les travaux de haut niveau de Mihály Horváth et de László Szalay qui abordent la guerre paysanne sur un ton bien moins sympathisant, ou que le drame de Mór Jókai sur Dózsa ayant provoqué une polémique d'une extrême virulence et, en grande partie, défavorable à la pièce. Le changement dans les idées se manifeste aussi dans le refus catégorique de la part de l'historiographie officielle auquel s'est heurtée dans la seconde moitié du XIX^e siècle la monographie sur Dózsa de Sándor Márki, ainsi que dans les idées de Vilmos Fraknói, aux vues cléricales, qui découvrit dans le mouvement de Dózsa le spectre redouté de l'instauration du règne populaire.

Aux alentours du tournant des deux siècles, le capitalisme entra en Hongrie dans un stade plus évolué. Sur le plan politique cela aggravait les conflits de classes, dans l'historiographie en revanche c'est l'époque où s'engagea la seconde grande offensive contre le féodalisme. La grande synthèse que nous devons à Ignác Acsády est due à une attitude antiféodale conséquente. Il prit en défense la paysannerie révoltée et traça un arrière-fond socio-économique, certes critiquable, mais d'un horizon plus large. Quelques années plus tard parut le travail de Sándor Márki sur György Dózsa, dont les grandes qualités sont la recherche très poussée et des vues radicalement démocratiques. « C'est

à cette période que les mouvements progressistes inscrivent de nouveau sur leurs drapeaux le nom de Dózsa et la guerre paysanne...» — a souligné E. Pamlényi qui mit en relief la poésie d'Endre Ady dans la littérature, et la presse ouvrière-paysanne dans l'activité des publicistes.

En passant aux vues marxistes sur 1514, il nota l'importance d'Ervin Szabó et traita en détail les travaux de Sándor Csizmadia et d'Ernő Czóbel.

György Dózsa et la guerre paysanne n'ont été mis à la place qu'ils méritent, que pendant les quelques mois de la révolution démocratique bourgeoise et de la République des Conseils. Sous le régime contre-révolutionnaire ce thème n'avait pas « d'actualité », aussi l'historiographie de l'époque consacra-t-elle peu de place au soulèvement paysan et ne favorisa pas les recherches y relatives. Dans le dégagement des circonstances dans lesquelles la guerre paysanne éclata, les recherches d'Elemér Mályusz et d'István Szabó apportèrent de nouveaux éléments, malgré leur attitude critique.

L'art progressiste de l'époque de son côté évoqua sous différentes formes Dózsa le révolutionnaire. Ce personnage occupa Zsigmond Móricz, inspira Gyula Juhász, Gyula Derkovits, Gyula Illyés, Sándor Gergely et Pál Szabó.

Dans la suite, le conférencier indiqua que le tableau dressé par lui ne peut pas suppléer à une analyse systématique à accomplir dans l'avenir. Le but en sera, entre autres, d'examiner la survie, dans les conditions de la société bourgeoise, d'idées féodales et de dégager le rôle qu'avait joué dans les jugements sur la guerre paysanne l'effort visant à dissimuler le caractère de classe de la société bourgeoise, et aussi de définir ce que signifia concrètement la vision historique des historiens bourgeois «...qui ne peut concevoir l'histoire que d'une manière particulariste, ne pénètre pas la structure économique du féodalisme dans sa totalité, dans ses rapports internes».

A la fin, le conférencier dressa le bilan de notre historiographie depuis la libération du pays. Il parla brièvement des recherches relatives à la guerre paysanne ou touchant son histoire, faites par György Székely, Erik Molnár, Zsigmond Pál Pach, Elemér Mályusz, Lajos Elekes, István Szabó, Jenő Szűcs, András Kubinyi, Vera Bácskai, János Varga, Zsuzsa Hermann, Gábor Barta et Antal Fekete Nagy.

Selon leur type, les corapports lus dans cette section se divisent en trois groupes: a) conférences sur l'historiographie, dans le sens strict du mot; b) conférences de linguistes et des historiens de la littérature; c) conférences sur les échos provoqués à l'étranger par Dózsa et la Guerre Paysanne de 1514.

a) E. Niederhauser traita des recherches et des jugements relatifs aux guerres paysannes et aux mouvements paysans dans les périodes bourgeoise et marxiste de notre historiographie. Il est caractéristique de l'historiographie bourgeoise qu'à l'époque de la crise du féodalisme sa sympathie va vers les mouvements paysans, tandis qu'après les transformations bourgeoises dans la société elle ne met en relief que leurs côtés national et religieux et efface les antagonismes de classes.

L'épanouissement de l'historiographie marxiste a apporté un tournant dans les jugements sur la lutte de classe des paysans. Dans cette historiographie les grandes guerres paysannes occupèrent une place centrale, sans que les mouvements de moindre importance et les formes passives de la résistance paysanne fussent négligés. Ainsi, les historiens marxistes ont mis en relief la continuité des luttes de classe de la paysannerie.

Après la Seconde Guerre mondiale, en Union Soviétique et dans les pays de démocratie populaire, les recherches furent poussées plus en profondeur, le premier plan fut occupé par le dépouillement des sources, par les recherches complexes concernant les antécédents, par l'analyse de la situation des paysans, par le dégagement des motifs idéologiques. En même temps, toutefois, certaines généralités qui régnaient dans les idées entravaient le progrès des recherches, surtout en ce qui concerne l'importance attribuée aux guerres paysannes et l'analyse de leurs conséquences. A partir des années soixante, en Union Soviétique une importance croissante est attribuée aux recherches concernant cette dernière question.

J. Leszczynski (Pologne) présenta les dernières recherches relative à la lutte de classe des paysans silésiens. Ce n'est qu'après 1945 que cette lutte de classe paysanne dans le féodalisme tardif put être explorée, les sources étant plus tôt inaccessibles et l'intérêt étant minime envers les luttes paysannes. Après 1945 ces travaux aboutirent à des publications de sources et surtout à des ouvrages historiques sur les mouvements de la période allant du XVII^e siècle au tournant des XVIII^e et XIX^e. La valeur de ces travaux est rehaussée par le fait qu'ils pouvaient utiliser aussi des sources se trouvant à l'étranger. Pour conclure, il a évoqué certaines lacunes qui restent encore, dont la typologie des mouvements paysans et la synthèse des résultats déjà acquis.

S. Pascu (Roumanie) estime que dans l'historiographie des soulèvements paysans il est nécessaire de procéder à une analyse poussée des ouvrages écrits par les historiens humanistes et autres historiens contemporains, et à une révision de leurs affirmations. Il a souligné l'importance de la concertation des recherches, la nécessité de faire la typologie des guerres paysannes, d'unifier la terminologie fondamentale et de créer des formes homogènes.

A. L. Shapiro (Union Soviétique) a fait parvenir sa conférence par écrit. Il y résuma les recherches soviétiques effectuées au cours de la dernière décennie dans le domaine de l'élucidation des guerres paysannes. Selon son opinion l'époque des guerres paysannes commença en Russie au XVII^e siècle, leur contenu objectif était la lutte pour éviter le servage à perpétuité et ce n'est qu'à propos de la grande guerre paysanne de la seconde moitié du XVIII^e siècle que l'on puisse parler du mûrissement des conditions précédant l'évolution capitaliste.

En cherchant la réponse à la question de savoir quelle était l'importance des guerres paysannes en Russie, il souligna que celles-ci forcèrent la classe dominante à faire des concessions, diminuèrent la dépendance, accélérèrent le processus qui menait à l'absolutisme éclairé. Les hobereaux ne prenaient plus part aux mouvements paysans du XVIII^e siècle, dont le caractère paysan devint de plus en plus net et qui, par conséquent, contribuèrent à la cristallisation des antagonismes de classes. Leur survie dans le folklore et dans la littérature donnait des impulsions aux mouvements de classe ultérieurs et favorisait le mûrissement des idées révolutionnaires et leur pénétration dans les masses.

b) *S. Mikesy* examina dans son intervention l'origine du nom Dózsa. Les analogies phonétiques montrent qu'il devait se répandre dans notre langue comme diminutif du nom David. La première fois on le rencontre sous cette forme à la fin du XIII^e siècle, aux XIV^e-XV^e siècles plusieurs personnes illustres portèrent ce nom qui ne devint pourtant généralement connu que grâce à György Dózsa. L'image traditionnelle que la noblesse se faisait de Dózsa se modifia dans la première moitié du XIX^e siècle et ce changement dans les

esprits était la condition préalable à ce qu'il fût utilisé comme prénom. En Transylvanie il l'est encore de nos jours. Comme nom géographique il est attesté depuis 1433 sous forme de « Dosa » — aujourd'hui Jászdózsa.

I. Katona analysa la personne de Dózsa et le souvenir de la guerre paysanne tels que la tradition populaire les a conservés. Dans son introduction théorique il a exposé que la poésie populaire conserve le souvenir des événements et de leurs protagonistes, en les revêtant des aspirations de l'époque donnée, et l'image, qui va s'effaçant, reprend de l'éclat au moment où les conditions sociales et historiques y offrent des possibilités favorables.

Peu de tradition orale a survécu sur la personne même de Dózsa, son personnage continua à vivre avec des transpositions, comme celui des personnages marquants du folklore international et hongrois, des rois paysans péris au bûcher. Avec le temps, il changea de nom — Rákóczi — et fut même revêtu de couleurs bibliques. Il ne faut pas attribuer au hasard que les traits sociaux caractéristiques du roi Mathias — le souverain justicier — étaient fixés après 1514 et qu'ils se sont si profondément enracinés dans la tradition populaire hongroise.

S. V. Kovács analysa les circonstances de la naissance de Stauromachia, épopée humaniste contemporaine, et de sa valeur en tant que source historique. Il traça la carrière de son auteur, Stephanus Taurinus, analysa le poème épique en tant qu'œuvre littéraire et passa en revue les facteurs l'ayant motivé du point de vue de son contenu. Il a tiré la conclusion que le poème de Taurinus «... interprété dans un esprit historique offre des informations de valeur documentaire sur la personne de György Dózsa et en général sur la guerre paysanne hongroise de 1514».

M. K. Kovács traita de la représentation du personnage de Dózsa dans la littérature hongroise de l'époque des réformes (première moitié du XIX^e siècle). Outre le libéralisme de la noblesse, la mode romantique des sujets historiques tournaient les auteurs vers la personne de Dózsa. Même avant la parution de l'étude de Mihály Horváth ils puisèrent de l'inspiration dans la vie du chef paysan. Après quelques œuvres mineures, l'image la plus positive de Dózsa est donnée dans le roman de József Eötvös. Il est à noter qu'une partie de la jeunesse de mars s'occupa de Dózsa dès le cercle littéraire du collège de Pépa et que le nom du chef paysan devint symbole de la révolution populaire au printemps de 1848. Enfin, la conférencière remarqua que la ligne radicale du thème de Dózsa, malgré sa richesse idéale, ne put entièrement se faire valoir aussi à cause de la censure.

F. Kiss commença par mettre en question la méthode de la conférence introductive de la section. S'il engagea une polémique, dit-il, c'est d'un côté parce qu'il aurait fallu faire connaître les sources qui se trouvaient à la disposition des historiens en question, et de l'autre, parce que la conférence a présenté, sans les distinguer, des ouvrages historiques, littéraires et publicistes, bien que, conformément aux différences de genre, ils reflètent différemment leur sujet, donc il faut les juger sur des plans différents.

Dans la seconde partie de sa conférence, il traita de la manière dont Dózsa apparaît dans l'art de nos jours. D'une part, il expose les circonstances qui prêtent, même aujourd'hui, de l'actualité à ce thème, et de l'autre, il cita des exemples concrets dans les œuvres de Sándor Csoóri et de Ferenc Juhász, et se référa aux œuvres plastiques de Tibor Szervátiusz qui s'y rattachent.

N. Aradi traita du même sujet, à partir du milieu du XIX^e siècle jusqu'à

nos jours. Elle souligna que «les poètes, écrivains et artistes ne cherchaient pas à illustrer 1514. Ils abordaient le thème de Dózsa toujours sous l'impulsion des questions les plus brûlantes de leur époque, soit pour défendre les idées de 1848 comme Madarász, soit comme instrument de propagande pour le mouvement ouvrier comme Derkovits, soit en s'inclinant, de la position du peuple travailleur au pouvoir, devant le trône, devant Dózsa, symbole du peuple devenu souverain, comme c'était le cas en 1919, et comme c'est le cas de nos jours.»

c) *L. Bâti* exposa dans son corapport, comment Montaigne, grand penseur français du XVI^e siècle, fut informé sur Dózsa et la guerre paysanne. Sa source était l'œuvre contemporaine de Jovius (Paulo Giovio). Dans ses essais, Montaigne parla de Dózsa sous le titre «Couardise mère de la cruauté», en prononçant par là-même une critique sur ceux qui réprimèrent les guerres paysannes.

S. Hoyer (RDA) traita dans son intervention des répercussions de la guerre paysanne hongroise en Allemagne.

E. Pamlényi, dans sa réponse à l'intervention de *F. Kiss*, invoqua que l'analyse des sources dont s'étaient servis les auteurs, dépassent les cadres d'une conférence. En ce qui concerne la question d'avoir traité ensemble des œuvres littéraires et historiques, ainsi que publicistes, la possibilité en fut offerte par le titre même de sa conférence qui ne parle pas uniquement de l'historiographie sur Dózsa et sur la guerre paysanne, mais aussi de leur rôle dans la pensée générale.

A la *séance plénière de clôture* de la session, tenue sous la présidence de *Gy. Ember*, après les brefs résumés des présidents des sections, *I. Sinkovics*, *T. Klaniczay*, *Gy. Bónis*, *Á. Várkonyi*, *L. Makkai*, fit une conférence sous le titre «Questions résolues et non résolues de l'histoire des guerres paysannes».

De l'avis de *L. Makkai*, la session a traité dans une gamme très large les modifications de la lutte de classe de la paysannerie au cours des modifications du féodalisme. Se référant à la conférence de *Mavrodine*, il souligna qu'une forme spécifique de cette lutte de classe était la guerre paysanne qui ne visait pas de concessions, mais s'en prenant au système féodal dans son ensemble, et qui doit être considérée en substance comme une guerre civile. Tout autre mouvement doit être classé dans la catégorie des soulèvements paysans.

Le déclenchement des guerres paysannes présuppose l'accord de la grande majorité des paysans, aussi ne peut-il en être question qu'après l'unification des serfs. C'est pourquoi, avant le XIII^e siècle, il n'y a pas en Europe de guerre paysanne, seulement des soulèvements paysans. Les XIII^e et XIV^e siècles par contre sont marqués par d'importantes guerres paysannes. Ce fait recèle une contradiction spéciale: l'analyse des tendances économiques à long terme montre cette période comme celle de la dépression agraire et à la fois comme période de la production marchande dans la paysannerie. Cette production marchande toutefois ne désintègre pas encore l'unité de la paysannerie.

L'objectif des guerres paysannes précoces était la création d'une monarchie populaire fondée sur l'égalité des fortunes et des ordres. Cette monarchie était représentée dans leurs idées par le modèle, en proportions agrandies, de la communauté villageoise, dont les principes devaient servir de base à la transformation du système féodal. La dernière des guerres paysannes «classiques» des XIII^e-XV^e siècles était le mouvement dirigé par Dózsa. Comme *Zs. P. Pach* l'a démontré par l'analyse des longs processus économiques, elle put éclater

quand, après un siècle et demi de stagnation, le marché des produits agricoles commença à s'animer. Les propriétaires terriens féodaux exploitèrent la conjoncture agraire et c'est ce qui fit éclater en Hongrie la guerre paysanne de 1514.

La conjoncture agraire du XVI^e siècle marque en Europe les débuts de l'économie capitaliste, ou bien le féodalisme tardif. La lutte de classe paysanne, jusque-là homogène, se désintègre, pour des raisons différant selon les régions européennes.

La déconjoncture qu'apporta le deuxième tiers du XVII^e siècle ne provoqua guère de conséquences graves en Angleterre et aux Pays-Bas. C'est que seuls ces pays-là étaient en mesure de produire des récoltes moyennes (six à huit fois plus grandes) qui pussent maintenir la rentabilité de la production marchande même en temps de déconjoncture. Dans ces régions la production marchande paysanne se transforma de proche en proche en production marchande de caractère bourgeois, et ce processus fit peu à peu disparaître la paysannerie de type féodal, et avec elle, la base sociale des guerres paysannes antiféodales.

En France, en Italie et dans les territoires occidentaux de l'Allemagne, l'agriculture souffrit de la déconjoncture ce qui conserve le caractère autarcique, féodal, des exploitations paysannes, en affaiblissant à la fois la lutte de classe paysanne dont les perspectives se limitaient. La centralisation étatique mise en place, la contribution à l'Etat devint plus pesante que les charges seigneuriales. Cela concerne non seulement l'augmentation numérique des contributions, mais aussi la forme des redevances. C'est que la redevance à l'Etat centralisé était dans la plupart des cas une contribution en espèces, ce qui, dans les périodes de dépression, est plus difficile à fournir que les redevances féodales dont la majorité était en nature. Une preuve en est fournie par les mouvements paysans français du XVII^e siècle, où le motif dominant était la résistance aux contributions.

En Europe centrale-orientale, à la production marchande paysanne succéda non pas celle de la bourgeoisie mais celle de la noblesse, ce qui était accompagné, comme il est connu, de l'aggravation des conditions paysannes. Et pourtant, à cette époque il n'y a pas de guerre paysanne en Europe centrale-orientale. La raison en est à chercher, ici aussi, en partie dans la division de la paysannerie. Ajoutons encore que somme toute la situation socio-économique de la paysannerie était plus basse qu'à l'époque précédente. Sa prise de conscience n'atteignit donc pas le niveau où elle aurait pu se proposer de faire écrouler le système féodal. En Hongrie, les mouvements paysans sont colorés par les soulèvements contre les mercenaires qui pillent le pays. Les ravages faits par les mercenaires remontent d'un autre côté également aux besoins insatisfaits en argent de la centralisation, ce sont les militaires ne recevant pas leur solde qui ravagent les habitations paysannes.

Le manque d'argent dont souffre l'Etat est à l'origine de la naissance du type de soldat qui fait son service pour recevoir de la terre, et ce des Vlach jusqu'aux Cosaques. C'est un moyen de suppléer au manque de mercenaires. Selon l'avis de L. Makkai — à rebours de son opinion antérieure — dans ces couches militaires on ne doit pas voir les représentants de la production marchande libre de la paysannerie, ni dans leur constitution chercher les voies de l'évolution agraire. C'est une impasse sans perspectives, aussi ses couches furent-elles liquidées par les débuts de la vraie évolution bourgeoise.

On peut faire la classification des mouvements paysans dans cette troisième période du féodalisme selon la typologie exposée par Gierowski. Comme il découle de ce qui précède, cette typologie ne renferme pas la guerre paysanne. Ces mouvements manquent de programme en perspective. Ils représentent, soit une défense désespérée contre la lourde exploitation, soit, s'ils regardent plus loin, ils s'unissent aux couches militaires dont nous venons de parler, pour acquérir leurs privilèges, mais sans chercher à liquider le féodalisme.

En conclusion, L. Makkai a mis en relief trois idées, en tant qu'enseignements à tirer pour servir les recherches futures. L'une est que les mouvements paysans sont toujours à examiner dans le contexte général, en attribuant une importance toute particulière aux périodes de longue durée de l'évolution économique. En même temps, et c'est le second enseignement, il faut toujours aborder le mouvement en question du côté de son caractère concret, en dégageant ses spécificités. Troisièmement, c'est l'approche selon les types qui peut considérablement avancer nos recherches, le dégagement de l'essence dans les mouvements paysans, la compréhension de leur rôle.

J. Buza—S. Gyimesi

Istoriija Vengrii v trekh tomakh. I.

(*"The History of Hungary" in three volumes*)
Moscow, 1971, Nauka, pp. 644

The first synthesis of Hungarian history in Russian language is such an event in the Russian and Hungarian historical scholarship that merits due appreciation. The author who have established the success of this pioneer enterprises deserves credit. Especially V. P. Shusharin — the editor of volume I. and the composer of its central parts — has great merits. The virtue of this volume is the consequent application of the conception outlined in the Introduction. The authors warn the reader that they do not regard their position taken in connection with the unsettled, problematic question as definitive. By this they not only facilitate the appraisal of the volume and the exchange of opinions but promote at the same time the interest of further research work as well.

The chapters of Yu. K. Kolosovskaja, bold and stressing only the essentials are devoted to the history of the Danube basin from the prehistoric age up to the fifth century A. D. It is to be regretted that the early palaeolithic site of Vértesszöllös — an African Olduvai type site — got no appraisal. The western part of the Danube basin became a Roman province under the name of Pannonia in the first century B. C. A common issue of conception concerning the history of the lands under Roman rule is that of the features and depth of Romanization. Yu. K. Kolosovskaja's point of view is that in the case of Pannonia the foundation of cities, the network of fortresses and roads, the settlement of the veterans as well as the worship of the Emperor are all proofs of Romanization. In the opinion of others the notion of

Romanization itself needs a clear definition and its application is justified only in the case if the Roman influence had changed the local conditions deeply and with lasting consequences. This point of view is more convincing though the issue cannot be regarded as settled. In the case of Pannonia, however, the features of Roman influence had quickly disappeared.

Yu. V. Bromley elaborates the stormy — though because of the rare and contradictory sources — hardly summarizable developments of the 6–9th centuries. It must be said to his credit that he does not resort to theories brought to the extremes. The central problem of this age is that of the development of the Avar-Slav and Slav-German relationships respectively. Regarding open questions he throws several not yet mature solutions into the scale. Perhaps it would have been more advantageous to deal with the survival of the Avars after the 9th century from a similar theoretical position. The appraisal of the significance of the Great Moravian Principality and the Slav Principalities of Pannonia is convincing. The political aspects of the ambitious activity of Method and Constantine are successfully expounded. The efforts of the Slav princes to establish an independent Church in their countries was an important factor of their policy; the brethren were the moving spirit of these efforts.

The bulk of the volume (pp. 87–426) is written by V. P. Shusharin who deals with the Hungarian history beginning with the problems of ethnogenesis up to the end of the 17th century, in respect of Transylvania till

1790. V. P. Shusharin offers valuable interpretations in the field of Hungarian prehistory, a discipline which demands from the historian the mastery of special methods. His interpretations concern the Caucasian and steppe sources of the Hungarian culture in the 5–9th centuries and the appraisal of the connections between the Kiev Principality and the Hungarian tribes.

He regards the nomadic way of life as valid not only in the whole ancient Hungarian culture, but in the 11th and the first half of the 12th century as well. He defines the level of the way of life and culture achieved during the 11–15th centuries in relation to the nomadic, semi-nomadic starting points respectively. The appraisal of the level attained is perfect, but he ought to have concluded from the Hungarian vocabulary and from the date of economic history covering the steppe period of the 8th and 9th centuries to the use of plough by the Hungarian tribes even before their settlement in the Danube basin. The last narrative sources mentioning the remnants of nomadic way of life in 12th century Hungary relate not to the Hungarians but to the Pechenegs, then new settlers in the country.

The proficiency of V. P. Shusharin in the problems of Hungarian history attains its peak in the chapters devoted to the formation and development of Hungarian history. He argues convincingly that the existence of other peoples beside the Slavic groups in 10th century Hungary is not proved. The description of the historico-geographical borders of the Hungarian feudal state in the making is precise. The author's point of view is that the elements of feudalism and the state were gradually developing. He rightly doubts the correctness of one trend of today's Hungarian historiography, claiming that feudalism cannot be identified with the appearance of feudal land property. He argues successfully also against the idealizing tendencies of the bourgeois historiography. V. P. Shusharin's treatment of the social development during the 12th century, the least elaborated subject in Hungarian historiography, is a considerable achievement.

During the 11–12th centuries the quarrelsome groups of the ruling class had a vested interest in strong royal power, in territorial integrity and the preservations and improvement of an effective system of government. It is the original recognition of V. P. Shusharin that the Golden Bull (1222) by widening the ranks of the ruling class and securing its privileges, documents the power of the royal policy. In this respect a more balanced conclusion seems to have a greater impact. Namely the authority of the central power declined at an early period, beginning with the middle of the 13th century, whilst the Hungarian feudal state organization achieved gradually greater perfection and its administrative functions differentiated. It would have been worth while to point out with greater emphasis the interdependence of the two courses of development.

From the second half of the 15th century simultaneously with significant achievements serious problems emerged. In order to promote his centralizing policy, King Matthias curbed the opposition of the barons, however — and this fact would have deserved to be underlined — he created at the same time a new one. The support of centralization is a sure and tidy state income. The significant progress in the 14th century of the towns enjoying the patronage of the kings came to a sudden halt in the second half of the 15th century as a result of the anti-town policy of the nobility. Hungary always depended on industrial import, her foreign trade balance was passive and the Hungarian golden coins of good quality were pouring abroad. Because the bourgeoisie was not strong enough the king had to depend on the support of the lesser nobility. In so far as the royal power defended the estates of the lesser nobility against the barons the lesser nobility sided with the central power. V. P. Shusharin proves convincingly that in normal circumstances the feudal ruling class was able to secure the exploitation of the peasants even without the intervention of the state.

By increasing the state burdens of the peasantry King Matthias changed the "normal" circumstances because he took the

cream off the private incomes of the nobility. The conflict between the lesser nobility and the central power was unavoidable. If the connections between all the factors which motivated the centralizing efforts of King Matthias had been duly expounded, the analysis of the developments would have been more successful.

Commodity production, money rent and the development of towns began to weaken the system of feudalism at the turn of the 14–15th century. The efforts of the nobility to exploit the tax in kind more vigorously and to restrict free movement became in the last decades of the 15th and the first decade of the 16th century more manifest. The suppression of the peasant rising in 1514, the vindictive edict, and the "Tripartitum" (the tripartite corpus juris of Werbőczy) created the legal framework and the foundations of perpetual bondage, the Hungarian version of the second serfdom. This legal framework began to obtain its actual economic content beginning with the third part of the 16th century when the appearance and spreading of manorial farming based on socage-service set the course of development.

V. P. Shusharin rightly asserts the Hungarian class relations had been less clear cut than those of Western Europe.

From the end of the 14th century Hungary was subjected to the increasing pressure of Turkish expansion. The Hungarian foreign policy tried — unfortunately with little success — to ward off this danger. The defeat suffered at Mohács in 1526 from the Turks was serious, but not fatal. The Turks occupied the central part of the country only in 1541. In the course of the struggles of the following 150 years even the most farsighted politicians could only have the choice between two evils: they could take side with either the Hapsburgs who ascended the Hungarian throne through the will of the major part of the Hungarian nobility or with Transylvania, at that time under Turkish control, which meant to join eventually forces with the Turks. There was no other real choice left. Nevertheless this complicated situation ought to have been more thoroughly examined. The

conclusion, which regards Transylvania as the only relatively independent state, is problematic. Transylvania was really the ambitious political base of the anti-Hapsburg struggles but under the protection of the Turkish Empire. The Hungarian nobility of Transylvania enjoyed independence in the field of domestic policy and — as it is pointed out by the author — this political and social condition caused the extension of the late feudal system. It would have been expedient for the author to warn the reader that this was also the case in the part of Hungary being under Hapsburg rule. The nobility of this part, having created its own establishment here, was disputing with the foreign king — who showed interest in the Hungarian affairs only from a dynastic point of view — about the distribution of the annuities pressed out from the peasants. The nobility was unwilling to pay tax, yet the incomes of the country could not meet the costs of the war against the Turks. Even the taxation of the nobility could not have provided the country with the necessary means. The financial situation of the Hapsburg government was hopeless. The Hapsburgs did not think of a serious campaign against the Turks; they paid attention only to the defence of the hereditary provinces because their interest was captivated by the political developments of Western Europe. The complaints of the soldiers heroically defending the border fortresses against the Turks evidence their agonizing privations, on the other hand those of the peasants living in the neighbourhood of the fortresses tell us how the soldiers tried to help themselves.

Both in Hungary and Transylvania the Hungarian estates had narrowed down the concern of the state's sovereignty to the desperate defence of their medieval, obsolete privileges; they were unable to rise above their class interests.

In the eighties and nineties of the 17th century the Hapsburg royal army, thanks to a substantial foreign support drove out the Turks of the country. The rehabilitation of the country would have been a heavy burden even upon an efficient state organi-

zation supported by a developed economy and social structure. The nobility was threatened by the introduction of the nobles taxation, besides 10 per cent of the value of their estates situated in the liberated territories was to be paid to the Treasury as redemption. The sustenance of the uncontrollable mercenary army weighed heavily on the peasantry already having been ransacked during the long war. The measures interfering with the interests of each social layer of the ruined country could only lead to an explosion. The intention of introducing the nobility's taxation was in itself rational but not in the given situation.

Ya. I. Sternberg describes with great plasticity the forces taking part in the war of independence launched under the leadership of Ferenc Rákóczi II. The discontent of the peasantry, of the peasant soldiers demobilized after the war and unwilling to put their head in the serf's yoke again, and the discontent of the nobility hurt in its class interest, now met.

The nobility resorting to arms lacked not military virtues but the understanding of the elementary demands of the serfs. The nobility was unwilling to ease the serfs' burden; they turned away from the national absolutistic ideas of the state and when the Hapsburg king offered them to confirm their ancient privileges they abandoned the cause of national independence. It is to be regretted that opportunity was lacking for the introduction of the program and reform ideas of Ferenc Rákóczi II. and his best partisans. Even the most far-sighted Rákóczi was unable to give an anti-feudal program because it would have alienated the nobility from the cause of the war of independence. It would have been expedient for the author to mention in advance that the unity of the forces taking part in the fight for freedom was shaky from the beginning. It is well founded to emphasize the responsibility of the nobility for the failure of the movement. In the analysis of the causes of the defeat, however, the unfavourable influence of the international situation on the war of independence would have deserved more attention: the Austrian

army — after having decisively won the upper hand in the War of Spanish Succession — could be turned against the Hungarians and the military balance of forces made the fight hopeless for the Rákóczi movement.

The fate of a layer of peasant origin, having done military service and becoming superfluous in consequence of the conclusion of the war, yet harbouring the dream of getting the "hajdú" privileges, would require a deeper analysis as given in the volume. These privileges, the release from serfdom, made life easier for some ten thousand out of the several million peasants. Even this little layer was a thorn in the nobility's eyes, though winning the "hajdú" privileges was an ambition beyond the reach of the majority of the peasants.

Of the several serious problems of the 18th century the economic troubles were really pressing. The Hapsburg government tried to keep Hungary as the source of raw materials for and the market of the manufactured goods of the economically and socially more developed provinces. The basic conclusion of V. P. Shusharin, namely that the preservation of the feudal conditions, the urban development coming to a standstill took place already at the turn of the 15—16th century, could have been mentioned here. The responsibility for this lies not with the Hapsburg government. The protective tariffs against Hungarian agricultural export to the hereditary provinces had had their destructive effect on Hungarian development. But if the yield of the Hungarian squire farms based on socage-service and therefore burdened by no or little production costs had enjoyed the high market prices of the hereditary provinces, the nobility would have had so great income that it would have led to other tensions in the Empire's life. The Hapsburg economic policy, fatally interfering with the interests of Hungary, expressed in a distorted way the objective tensions between various territories on a different stage of development, forced into the framework of an Empire.

The Hungarian nobility was seeking the balm for poverty in a feverish and unruly

way, while they were tenaciously sticking to the serfdom. For want of progressive social program the nobility's rightful demands and accusations levelled against the government did not go beyond their discussing politics with the Court. The serfs — 90–95% of the country's population — were unconcerned in this affair. It is true that they were not left out of account in so far as the Court and the nobility were quarrelling over who should get the lion's share from the products of the peasantry's labour. The threat of peasant revolts forced the government to reform the conditions of socage. This reform had not destroyed the system of feudalism, only regulated the landlord–peasant relationship. Because of the resistance of the nobiliary assemblies of the counties, the reform bill was passed after eight years instead of the intended two months. The modernization of agricultural cultivation was a slow and painful process; the nobles, in need of credit for want of capital, were unable to get a mortgage loan because ancient laws entailed their estates. But modernization under the given conditions meant bourgeois transformation, whereas the nobility was unwilling to give up its privileges. It would have been worth while to mention that the most stubborn defenders of the nobility's privileges were the lesser nobility. The possibilities of modernization were limited to a narrow field because of the policy of the Hapsburg government, too, but the modest results of the Southern-Slav, Greek and Armenian merchants proved that a standstill in Hungarian development was not inevitable.

The chapters devoted to cultural history, written by V. P. Shusharin and Ya. I. Sternberg with emotion, are outstanding parts of the volume. It is to be regretted that the political, social and economic ideas were neglected in the chapters dealing with the history of 18th century politics and society. The analysis of the development and positive activity of the 18th century Hungarian professional intelligentsia is successful, but it would have been more effective if the conceptual bearings of the results of education and cultural history had dominated the course of the treatment.

The description of the atmosphere in which the group became self-conscious that was to afford real alternatives vis-à-vis both the Hapsburg government and the Hungarian nobility in the following decades, would belong to the analysis of the enlightened absolutistic reforms of Joseph II which were doomed to failure.

Both V. P. Shusharin and Ya. I. Sternberg evaluated the characteristics and situation of the country's non-Magyar nationalities in the social, economic and political conditions in accordance with the respective periods. They pointed out that several prominent personalities of the Hungarian political and cultural life were of Slav origin.

V. P. Shusharin's analyses of the foreign policy merit particular evaluation. He shows all the aspects of the foreign policy of the feudal Hungary true to the sources. In this respect the comprehensive apprehensions of the tendency issuing from the developments of several centuries feudal foreign policy, would have been a paying task. Behind the selfish dynastic interests and reasons there was a historical necessity lurking.

The authors deserve credit for the hard work with which they tracked down the data of the Hungaro-Russian connection and evaluated them. The information of the Russian minister to Vienna on the 18th century Hungarian conditions and the quotations taken from the contemporary Russian press are especially precious. Certainly, there is a lot to do as to research work and data processing in this field. By way of example we mention the servant named György Magyar in the martyrology of Boris and Gleb (sons of Vladimir I of Kiev). This is the earliest known date of Hungaro-Russian connections, the significance of which for the history of ideology is hardly known.

There is not enough space for the appreciation of all the virtues of the work and for dealing with all the arguable points. One of the intentions of this review was to express the historian's satisfaction on account of the successful work of his colleagues. The fact that thanks to this work thousands of the Soviet readers may get acquainted with the

history of Hungary is welcome, and this is an important contribution to the friendship of the two peoples.

The authors and the publisher deserve

credit for having made the Hungarian history available for many readers beyond the Soviet Union, too, by the help of a book well written in a world-wide language.

A. Bartha

Istoriya Vengrii v trekh tomakh. II.

("The History of Hungary" in three volumes)

Moscow, 1972, Nauka, pp. 599

The Institute for Slavonic and Balkan Studies of the Soviet Academy of Sciences, a place of work for some years for scholars engaged in the study of Hungarian history, has completed the first synthesis of the history of Hungary in Russian language. This synthesis is the first work in Russian which treats the history of the Hungarian people and the state maintained by it, with a scientific character based on the solid fundamental principle of Marxism—Leninism and drawing upon the primary sources.

The second volume to be reviewed here below treats the history of Hungary from 1790 until 1917. The editor responsible for the volume, T. M. Islamov and the members of the editorial board R. A. Averbukh, J. A. Pisarev, M. M. Smirin and V. P. Shusharin, have been well-known scholars to the Hungarian historians since long; each of them has already been in Hungary even on more occasions and made research work in the Hungarian archives. The overwhelming part of the team of the authors consists of them, since the bulk of the second volume was written by T. M. Islamov, certain parts of the period between 1790—1830 by I. M. Meško (Užgorod) and some subchapters of the period between 1831—1847 by R. A. Averbukh. She is the author of the chapter on the Revolution and War of Independence of 1848—49 as well (except the subchapters concerning the nationalities). And she who has been studying Hungarian history for the longest time of all the members of the editorial board, wrote the chapter on the cultural life of the period between 1790—1847. The chapter treating World War I was writ-

ten by E. I. Rubinstein (one subchapter by T. M. Islamov), the cultural outline of the epoch between 1849—1917 is the work of O. K. Rossijanov. The chronological table and the bibliography was compiled by A. T. Lesenčuk.

Not only the bibliography, but the footnotes frequently encountered in the text prove at first sight what can be experienced more convincingly by one while reading the book, namely that the authors are really experts in Hungarian history, they are well informed and use a considerable material. They know the bourgeois historical literature concerning this epoch and the new, Marxist one that is growing more voluminous every day, the new source publications, and they are familiar with the economical and political literature published in the epoch which they are interested in. Moreover they have copiously drawn upon the material of the Hungarian central archives. The Hungarian reader admires first of all this unique command of the material, since the knowledge of the history of a foreign country to such depths is an exceptional achievement indeed. The epoch treated by this volume is that of the transition from feudalism to capitalism; the development of capitalism, and the transition to imperialism. The epoch is traced almost to the end of World War I. when the bourgeois and democratic revolution broke out in Hungary under the influence of the Great October Socialist Revolution and the Hungarian Soviet Republic was established. The authors are interested in the course of development of the Hungarian people up to that historical moment.

The authors first expound the crisis of the feudal-absolutistic system between 1790—1830, the manifestations of this crisis in the economic life, and the appearance of the first signs of the new, bourgeois system. By the time of the death of Joseph II. the crisis led to an explosion in the political life as well, but the volume points out very clearly to what an extent the anti-Habsburg movement of the Hungarian nobility was dominated by retrograde, feudal elements at that time. However there emerged a little group consisting of nobles and bourgeois intellectuals, by this time who were making efforts to spread the ideas of the French Revolution in Hungary. The movement of the Hungarian Jacobins was crushed by the Habsburg absolutism without mercy and the central power and the Hungarian nobility formed a strong alliance against the threat of revolution during the Napoleonic Wars which, however, subsequently collapsed due to the absolutistic measures of the Crown during the era of the Holy Alliance. In the thirties of the 19th century a new movement, the so-called Reform Movement was brought about by the deepening crisis of feudalism. This movement was the attempt of the nobility to prevent revolution by means of reforms and render bourgeois transformation possible. It was the result of the Hungarian development, the weakness of the bourgeoisie that the nobility stood in the forefront of this practically bourgeois movement. The book points out clearly these causes and analyses the different trends within the Reform Movement; the reform program of Count István Széchenyi who wished first of all agrarian capitalistic development and a more progressive one, that of Lajos Kossuth who urged the way to self-sufficient industrial development. The author refers to the fact in a subchapter that the course of evolution towards becoming a bourgeois nation got under way with the non-Magyar peoples of Hungary as well and this carried the germs of further conflicts. Of course the development of the nationalities is not dealt with in details neither here nor in the following parts, since the Soviet reader may get informations on this topic

in other comprehensive works. Here only the most important facts are mentioned, those which had influence upon the development of the country and the Hungarian people. The chapter on the culture of the whole epoch gives a proper picture of the advance in the individual branches of culture, only it is unfortunate that this theme is treated separately from political history, albeit it was just the cultural development that had an important function in promoting the evolution towards becoming a bourgeois nation. The chapter on the Revolution and War of Independence of 1848—49 is very good. The author makes it clear that the reform movement of the nobility was forced to take a revolutionary course in the wake of the revolutionary movement of the people in March 1848. The Laws of March meant the first, decisive steps towards the liquidation of the feudal system; they abolished serfdom, allotted land property to certain strata of the peasantry, they transformed the country into a constitutional monarchy with a government responsible to the representative parliament elected on the basis of property qualifications. The partisans of revolution started under the leadership of L. Kossuth the armed fight against the reactionary forces and in order to win the support of the peasant masses they undertook legislative measures to emancipate the serfs; they widened the circle of the peasants who were allotted land property. In April 1849 the independence of Hungary and the dethronement of the Habsburg dynasty was proclaimed and Hungary became a republic in effect. At the same time when the author points out the great revolutionary achievements of the Kossuthian leadership, he does not conceal his opinion that this leadership was not only far from giving evidence to high statesmanship in connection with the nationalities of Hungary but it did not think even of self-defense and it was unwilling to grant them the collective basic freedoms. This serious mistake enabled the Crown to line up the non-Magyar peoples of the country against the Hungarian revolution. This mistake was seriously condemned by the contemporaries

Marx and Engels. The Hungarian revolution was, however, still too strong for the Habsburg power to defeat it and it had to make an alliance with the Tsar in order to be able to crush it with arms. Averbukh shows very nicely how unpopular the task forced on them by Nicholas I was among the soldiers, moreover, among the officers of the tsarist army of intervention. After the suppression of the Revolution and the War of Independence the Court of Vienna tried to continue its policy where it had left off before March 1848; it restored the absolutistic regime but it did not dare to destroy the achievements of the revolution. The Crown carried through the emancipation of the serfs despite the leading force of the revolution, the nobility, though modified the same in many respects to the disadvantage of the peasants.

The rigid absolutistic regime, however, came to a crisis in consequence of the defeat suffered in the French-Italian-Austrian war of 1859 and it tried to get out of the crisis in different ways. T. M. Islamov points out how the Crown gradually came to realize that it could no longer maintain its unlimited rule as an expression of the interests of the Austro-German bourgeoisie in the whole empire, so that it was bound to make a compromise with the ruling class of the strongest nationality, the Magyar. In 1867 this compromise was realized through the partial renewal of the constitutional monarchy of 1848. The Austrian dominance was maintained, Hungary in short remained dependent from Austria, though the Hungarian ruling classes regained their complete power over the non-Magyar nationalities of Hungary and they were forced to come to certain terms only with the Croats who were granted partial autonomy. T. M. Islamov treats the consolidation and development of the dualism until the end of the century in a long chapter. He shows the economic growth of the period, the development of transport, manufacturing industry and agriculture. In our opinion Islamov attributes too much importance to Hungary's dependence from the Western part of the Monarchy, to the restricting influence of the customs union that cur-

bed the growth of the Hungarian industry. The research work of the previous years done by Hungarian scholars in this field indicates that this influence was not so negative as Islamov puts it. Consequently the Hungarian scholars consider the economic growth stronger than their Soviet colleagues do.

Beside elaborating on the bourgeois parties and the party struggles of the epoch the author treats the development of the working class and its struggles for the establishment of a socialist workers party by duly stressing these issues. He underlines the positive role played in the second part of the seventies by Leo Frankel who was the "Minister of Labour" of the Paris Commune. The peasant movement, first of all that of the landless agrarian proletariat developed side by side with the labour movement. The agrarian proletariat sought to find some sort of "socialistic" solution to the land question and to the liquidation of the feudal features of the system which — especially in the form of latifundia — were seriously hindering economic and social progress. The agrarian proletariat first followed the leadership of the social democratic party which was formed in 1890, then they tried to found the solution independently of the labour movement. Of course Islamov makes it clear that this attempt could not be successful. Beside the movements of the workers and peasants the author pays great attention to those of the nationalities as well and points out that the efforts of the Hungarian ruling classes to Magyarize the nationalities were unsuccessful. He discusses the formation of the nationalities' parties and the bourgeois leadership in them. Unfortunately the reader's attention is not drawn to the fact that there was a political tendency within every nationality which would have been willing to co-operate with the Hungarian ruling classes after the Compromise but the stiff refusal of the government led to the domination of another tendency that assumed a passive attitude vis-à-vis the government. Beside these problems the issue of Hungary's relationship to Austria was also the topic of the day and the author treats it in accordance

with its importance. He pays less attention to the further development of capitalist society; he mentions for this reason the so-called struggle in the field of ecclesiastical policy to curb the influence of the Roman Catholic Church only in a few words.

T. M. Islamov evidently represents that point of view according to which the Hungarian ruling classes had no influence on the foreign policy of the Austro-Hungarian Monarchy. This point of view is open to debate, not only because a Hungarian politician, Count Gyula Andrássy who took part in the Hungarian War of Independence, was in charge of the foreign policy of the Monarchy between 1871–79 and the alliance with Germany was also connected with his name but also because the interests of the Hungarian ruling classes were taken into account on several occasions when deciding of the trend of the Monarchy's foreign policy. But whatever the point of view should we take, Islamov ought to have elaborated the principal features of the Monarchy's foreign policy. He finds time to do this only at the treatment of the period after 1900 in connection with the annexion of Bosnia-Herzegovina but even then only beginning with the turn of the century.

The period between 1900–1914 is dealt with in three chapters. The picture of the economic and social development is right though our earlier critical remark refers to it as well. The author outlines the situation of the working class and the peasantry thoroughly and clearly. But we miss that he did not describe to a similar depth the middle layers that played such an important role in the Hungarian development as well as the nobility and the haute bourgeoisie. Naturally T. M. Islamov who has already published several books on the political struggles of the beginning of the century in Hungary describes very precisely the progress of events, the crisis of the dual system that led to defeat of the governing liberal party at the elections in 1905 and to its rapid disintegration, the Monarch's attempt to introduce government without Parliament; the taking over of the government by the coalition of the parties in

opposition that led necessarily to the giving up of their earlier — and socially meaningless — program and to their concentrating only on Hungary's relationship to Austria. This policy having disappointed the voters, in 1910 the former liberal party was reorganized under the name of National Labour Party and took over the government again. He describes in detail how the social democratic party became connected with the political struggles of the beginning of the century and how the socialist workers with their revolutionary protest meetings — they were acting among other influences under the influence of the first Russian revolution — swept away the obstacles of the peaceful political struggle put into their way during the struggle for franchise by the reformist party leadership. He shows very realistically the struggle of the left wing opposition — Ervin Szabó who was the only Hungarian elected member of the Socialist Academy of Moscow in 1918 and Gyula Alpári, an outstanding campaigner and martyr of the Hungarian and international communist movement — of the party in order to drive the movement forward in a revolutionary direction. T. M. Islamov often relies in his work on new sources not yet utilized in the Hungarian historical literature, especially in connection with the period between 1906–1914. He deals with the peasant movement and the establishment of the peasant parties as well. He continues to rightly attribute a significant role to the nationality movements. He does not differentiate, however, sufficiently within the parties of the nationalities, he does not point out the bourgeois character and leadership of these parties and the class antagonism which was growing more acute among the nationalities too. Therefore he unequivocally regards the nationality movements — similarly to the peasant movements — the potential ally of the labour movement.

The last but one chapter dealing with World War I does not dwell long on the precedent and course of the war and this is a matter of course as the Soviet reading public can inform itself on the topic from several other works. The chapter focuses the atten-

tion on the development of the Hungarian domestic policy and the increasing difficulties in the country's economy. The author points out the changes in Hungary's domestic policy caused by the international volte-face from the imperialist war to the imperialist peace: there were some attempts very limited in scope, at a kind of democratization which eventually failed. Thus it becomes clear that the Hungarian political life, too, came to a crisis in the summer of 1917. This conclusion practically prepares the treatment of the third chapter. It would have been worth while to make this preparation from other aspects as well: this chapter could have outlined the participation in the war of the Hungarian army, the losses in human life which were to become one of the main causes of the revolution. Nor are mentioned the Hungarian prisoners of war in Russia who played a not at all insignificant role in the defence of the Soviet power after the victory of the October revolution and in the revolutionary movements in Hungary.

The chapter of the cultural development of the period 1848–1917 is written with great competence but it is too short (simply for lack of space), therefore only the most important factors are treated on their merits, while everything else is treated in brief. In consequence of this the bright age of the Hungarian cultural life at the beginning of the 20th century is not brought in proper relief. Some critical remarks must be made in connection with not only the whole conception of the volume, its essential appraisals, but questions of details as well. To claim that the change-over from two-course rotation to three-course rotation took place only at some places in the twenties and thirties of the 19th century is to show the Hungarian agriculture more underdeveloped than it was. Two-course rotation was dominant only in the border regions, among others in Transylvania at that time. When the authors use economic data they do not always convey whether their data refer to the whole historical Hungary, or Transylvania, or Transylvania and Croatia together are not included. Namely contemporary statistics gener-

ally dealt with Transylvania independently of Hungary, but the data relating to Croatia were sometimes included in those concerning Hungary, sometimes not. The Magyarizing efforts are repeatedly mentioned, and with full powers condemned in the volume, but the natural process of assimilation is not dealt with though it had a significant role in social respect too. With respect to the treatment of the Revolution and the War of Independence of 1848–49 Kossuth is described as a politician who had been consequently opposed to Habsburg rule and partisan of the break between Hungary and Austria, nonetheless he was ready for very essential compromises until the summer of 1849, it is true, however, that only for the sake of preventing the threatening armed clash with the Habsburg dynasty. These mistakes and some misspellings, the incorrect transcription to Russian of those Hungarian names which were written according to the old-fashioned spelling do not modify the positive impression given by the volume.

The chronological table is to be mentioned with great appreciation: it consists of several data which were not treated in the text likely for want of space (e.g. the Hungarian republican party of the beginning of the 20th century). The bibliography which comprises — beside the guidance of classics — the most important part of the printed sources, the source publications, statistics etc. and the historical literature is impressive. It is also useful for the Hungarian reader that he can find here the Russian books and studies concerning this epoch, the Soviet reader receives a selection from the literature published in Hungarian and other languages. It is remarkable that the bibliography contains the latest Hungarian historical literature almost up to the moment of the book's date of publication, moreover the most important works of the historical literature of Hungary's other peoples. The Hungarian reader may close the book with a feeling of comfort that the Soviet reading public, the experts obtain a correct, in its data authentic overall picture of the Hungarian people's history in the 19th century and at the begin-

ning of the 20th century; in its conception this picture is in harmony with the present state of the Marxist—Leninist historical scholarship. The positive and negative aspects of development alike are properly illuminated, the treatment is balanced, the questions are examined and appraised from the point of view of social progress. The author does not keep back the retrograde phenomena and traces them back to social development. The

Hungarian historians may note the fact with pleasure that the historians of a friendly country formed almost the same conception of the history of Hungary as they did themselves during the last two and a half decades. It is not a sort of obligatory politeness, but really sincere appreciation that induces us to say that we are greatly indebted to our Soviet colleagues for this work.

F. Mucsi—E. Niederhauser

A. P. Vlasto: *The Entry of the Slavs into Christendom*

Cambridge University Press, 1970. I—XII. pp. 1—435 One map

The Christian Church that came into being and developed in the political and administrative conditions of the late Roman Empire disintegrated with the splitting of the Empire into a western and an eastern part. The separation not only brought about differences in the administrative patterns but also resulted in a schism of dogmatics and liturgy which in the course of time gave rise to bitter feuds. The Western Church had Latin while the Eastern Greek as its official language, and four of the five patriarchates regarded as apostolic foundations belonged to the Eastern and only one to the Western Church. The Eastern Church began its independent life within the boundaries of the Byzantine Empire which considered itself the continuer of the Roman Empire. The Byzantine emperor had full control over both State and Church, although his high dignitary failed to enforce his right to the title of *sacerdotium spiritualis*.

The Western Church had to develop and maintain connections with various barbarian kingdoms which established themselves in the diverse parts of the disrupted Empire, and in Italy with a number of holdings under Byzantine influence which was still considerable in that peninsula. Through a series of protracted negotiations and ill-remembered conflicts, the Western Church succeeded in preserving the idea of clerical separation and independence in relation to the Carolingian rulers and later the emperors of the Holy

Roman Empire. Depending on the development of power relations, this circumstance had had now an expanding, now a restricting influence on the intensity of the struggle that arose from different interpretations of the scope of clerical and secular power, respectively. In a dogmatic sense, the arena for such fights was not wanting in Byzantium either where, however, open antagonisms were of a much rarer occurrence.

It is regrettable enough that the author omitted to analyze these historical developments which basically determined the relations of the Slavs with Christendom. Indeed, a survey of the broader political and ideological background would have been beneficial for the whole of his study.

The conditions referred to above in connection with the Eastern Church had been consolidated by the seventh century. By that time the Slavs had separated into several branches which settled in the areas stretching from the Baltic Sea to the southern ranges of the Balkan Mts. Along the Elbe river they were neighbouring Germanic peoples. Their eastern boundaries have not yet been clarified, although in all likelihood they had entertained long-standing connections with some of the Finno-Ugric peoples both before and in the seventh century. The author failed to pay attention to the fact that the Slavs had inhabited the mentioned vast areas unevenly and with fairly variable population density. The Carpathian Basin conquered by

the Avars was less suitable for their purposes, although it is this territory where their western and southern branches maintained more or less stable contacts with each other. But the dimension of their territorial spread in itself provides evidence enough on which to assess the importance of the role the Slavs played in European history in that early stage. Emphasizing the moment of "entry", the author wishes to point out the significance of the active participants of the historical process of Slavs and Christendom coming into contact with each other, and he does so with full justification in a study devoted to this subject.

The time when unsystematic converting activities took place among the Slavic populations along the border lines of the Eastern and the Western Churches fell somewhere at the middle of the period between the seventh and the ninth centuries, but with what results missionary trips ended can only be stated from scanty and uncertain data. The Slavs came into contact with representatives of the Eastern Church in the eastern parts of the Balkan, while in Dalmatia priests of both Churches were active at the same time. Towards the middle of the seventh century a new situation arose with the appearance of the Bulgar Turks under the leadership of Asparuh in the territory of present-day Bulgaria; subjugating the Slavs there, the Bulgar Turks raised obstacles in the way of christianization and continued a policy inimical to Byzantium and Christendom as a tool of Byzantine expansion. The southern groups of the eastern Slavs were contacted from the middle of the eighth century by missionaries from the bishoprics in the steppe regions that were ecclesiastically subordinated to the metropolitan bishop of Doros, further by those of the Georgian and Armenian Churches. The author mentions that occasional trips of missionaries of the said Churches can be inferred from other connections that had developed as a matter of course between the Eastern Slavs and the Christian peoples of the Khazar Khanate.

Nevertheless, systematic and really effective mass conversions did not take place

until the princes of the various Slavonic peoples began to organize church on their own initiatives. The conception, however, that the christening of pagan princes was tantamount to the entry of their peoples into the world of Christendom is rather problematic. Quoting the statement of Teilhard de Chardin (Beginnings have an irritating but essential fragility), the author points out the impossibility of an exact determination of the time when the Slavs entered into Christendom.

Adoption of the Christian faith and the foundation of their respective churches began in the first quarter of the ninth century in the case of the Croats and Slovans, and lasted from the sixties-seventies of the same century to the turn of the tenth and eleventh with the other Slavonic peoples. This historical period was interrupted by recessions and temporary prevalence of pagan reaction, and arguments the author brought forward in negation of the impact of pagan reaction are not convincing.

Both Churches laid claim to the conversion of the Slavs and they also made efforts in order to enforce their claims. It was only in relation of the eastern Slavs that the Western Church failed to implement its claims. Clashes of interests manifested themselves in contradictions and sometimes assumed the form of intense antagonism. By extending their activities to part of Pannonia and Great Moravia situated east and north of the Danube, respectively, Cyril and Methodius made attempts to resolve the aggravated situation. These two excellent clericals possessed unmatched experiences both as missionaries and politicians. As concerns questions of dogmatics, they adopted the views of the Eastern Church. But the mere fact that they replaced Latin and Greek liturgy by Slavic rendered their persons problematic in the eyes of both Churches. Nevertheless, the use of Slavic was not a partial question of liturgy but it originally implied the idea of an independent Slavonic church, which had indeed come true, owing to the strenuous organizing activity Cyril and Methodius had carried out to this end. With what result was shown

by the oversensitive attitudes of the Western and the Eastern Churches. Both of them considered this new development a hardly repairable loss, although both from a different aspect. We share the opinion of the author attributing an extremely great significance to the organizational and educational activity of the two brothers. They represented the right cause and showed a clear foresight when taking the field for the use of a language in liturgy that stood not wide apart from the spoken idiom. On the other hand, Latin and Greek established in their rights in their respective territories were efficient means of surveillance of liturgical practice and dogmatic consistence. Fierce controversies going on in connection with the interpretation of questions relating to dogmatics well indicated the fact that no uniform understanding could be attained under the prevailing conditions of the time. Thus the attitude of the two Churches suspicious of a third liturgical language was fully justified.

Parallel with the missionary and church-organizational activities, whose successful conduct was but partly dependent on the internal relations of their lands, the princes involved had to face the danger of losing their sovereignty. In any case their supremacy was impaired by the influence of the collaborating bishoprics of former foundation whose assistance the princedoms on the verge of conversion could not dispense with, mainly because they were badly in need of learned persons apt to fill the ecclesiastical posts that required more erudition than what could be expected from natural but uneducated mind. As to the methods of interference applied on the pretence of christianization and organization, the two Churches relied on strongly different endowments and policy. In the ninth century, the bishoprics of the Eastern Church were no feudal tenure-dioceses, and comparatively large numbers of poor bishops were active in them. Consequently, they were not in a position to carry out an independent policy. The interference of the Emperor motivated with interests of his being *fidei defensor* necessarily presupposed the coming into

motion of a sluggish state administration. On the other hand, by and large the rule prevailed in the East that to high ecclesiastical authority only celibate hieromonachs with profound dogmatic education could be appointed.

In the West the privilege of investiture passed over into the sphere of authority of the reigning prince as early as the Carolingian period. There the holders of high ecclesiastical posts were implementing the ruler's policy; since however the dioceses were transformed into beneficial feudal estates, they were invested with independent scope of authority as well. The proceeds from their dioceses ensured financial independence for them. Otto I, the founder of the Holy Roman Empire in the second half of the tenth century, and his successors stabilized with strict regulations the Carolingian tradition. The interests they had in common with the state and their independent scope of authority at the same time ensured a high degree of mobility to Western bishoprics. It followed from this situation that the bishops themselves did not hold it their tasks to enter into the depths of religious learning, but they had well-educated clericals at hand who were full of ambition, expecting promotion and rich material compensation from the Slav rulers they served with all their power in the newly founded church provinces.

The eastern Frank rulers buttressed their intervention in the affairs of quarrelling Moravian princes also under the pretext to protect the church interests.

The direction of missionary work and of the administration of the young Church in Poland was taken over by the bishopric of Posnan established in or about 968. This bishopric, however, belonged under the scope of power of Magdeburg, which again was a vassal of the Holy Roman Empire. The Saxon dynasts extended their rule also to the Baltic Slavs. In this process missionary work combined with wares played the usual role. The merciless policy the Saxon House offered to the Slavs did not differ any from the attitude Charles the Great used to show in relation to the stubborn pagan Saxons

in his time. For fear of the forceful neighbour, the Polish princes did their best in order to bring about a church organization of their own, that would be an expedient means of averting interference in their own internal affairs from the side of the church of the Holy Roman Empire. Nevertheless not until the turn of the tenth century did they succeed in establishing the archbishopric of Gnieznow, the first primate of which was Adalbert, half-brother of the bishop of Magdeburg.

It is after similar preliminaries that the bishopric of Prague was called into being in the early 970s.

The House of the Bulgar-Turcic Princes was feared and honoured in Byzantium. They began to show interest in conversion to Christianity about 865, but among the conditions stipulated we find the right of appointment by the ruling House bishops of Bulgarian nationality and also an independent patriarch for the Bulgar's church. This claim, however, was declared, politely but resolutely, unfeasible by both Pope Nicolas I and the Patriarch of Constantinople. In the eyes of the Byzantine government this stipulation meant no less than that the Bulgar princes wished to place themselves in line with the Byzantine emperor. For more than a twenty years' period the struggle was continued between the Pope and the Patriarch for the supreme authority over the Bulgarian church, and since other contradictions also stimulated to aggravate the situation, the Patriarch of Constantinople excommunicated Pope Nicolas in 867. Finally, the Bulgars joined the Greek Church, although they failed to enforce their claim for a patriarch of their own. The Bulgarian church records mention seven bishops in the years 879–80, but nothing certain is known concerning the character of their relation with Byzantium. The pupils of Methodius compelled to leave Great Moravia in 885 or 886 settled in Bulgaria where they acquired a great influence and organized the Slavic-speaking eastern church. Their eminent representatives, Clementis (of Ohrid), was raised by prince Simeon to the rank of bishop in 893. In the same year the Bulgarian Synod declared the Cyrillic alphabet, a Gre-

cized variety of the Glagolytic alphabet constructed by Cyril and Methodius, to be the official writing of both secular and church usage. In 913 Simeon took up the title of *Basileos* and *Autochrator* of the Bulgars. In his opinion this title authorized him to appoint the patriarch of Bulgaria, which right was subsequently conceded to him by the Byzantine emperor as well. This took place in 927. Simeon's son and successor Peter preserved the title of *Basileos* but received the rank of "Emperor's Son" in Byzantine hierarchy. As long as Bulgaria was strong enough, the Byzantine supremacy expressed in this latter title remained an inconsequential and ceremonial formula devoid of any legal content.

The creation of the Eastern Church with a Slavic liturgy was an achievement of an international consequence. It is to be much regretted that the author failed to deal in merit with the representation of the developments that followed logically from the actual political relations and the organizational form of the Byzantine Church and that these developments which were highly consequential for the above-mentioned historical process were relegated into the background in favour of the otherwise equally important emotional, ideological and educational relations.

As regards dimensions and importance, the missionary and church-organizational activity that took place in Kievan Russia stands unparalleled in history. It would require further elucidation why the author considers later interpolation the data of the *Povest* according to which there lived many Christian Khazars and Varegs in Kiev of the forties of the tenth century. It is a matter of general knowledge that such an interpolation would be diagonally opposed to the conception of the scribes of later times. This supposition follows from the author's idea that paganism found supporters exclusively among the Varegs. This is contradicted by the fact that Dobrinja, Vladimir's uncle on the maternal line, though far from being a Varg, appears as a powerful protector of paganism. Princess Olga was baptized in

the middle of the tenth century according to Byzantine rites. She sent a legation to Quedlingburg in 959 in order to establish bilateral connections. In result, the Benedictine monk Adalbert of Trier came to Kiev in 961, though his mission proved to be a failure. Nevertheless, we see him active from 962 on in the post of the bishop of Magdeburg directing the missionary work among the Baltic Slavs and the Polish. From this it may be guessed that he was more or less versed in Slavonic affairs. No spectacular results had been achieved by the eastern church organized in the environment of Princess Olga. His son and successor Svyatoslav "of the panther's carriage" and his *»druzhina«* (armed retinue) laughed at the wanton creed of the Christians. But there are no reports from those years about any prosecution of Christians. In 973 his son and successor to the throne sent another legation to Quedlingburg but with what results they fared we do not know. And there are no data at hand to substantiate the part his unfortunate wife had played in strengthening the Christian faith, this onetime Greek nun whom the prince's father had brought as a prisoner to Kiev.

Vladimir, the other son of Svyatoslav, was baptized around 987. He opened the gates wide for Christendom spread on a large scale by clericals arriving with the retinue of his Greek wife from Byzantium. It was under his rule that the principality of Kievan Russia was officially acknowledged as a Christian country. His activity as an organizer of church is less known. The author's endeavour to add to the results so far obtained in the documentation of Vladimir's church-organizing efforts has remained fruitless. It is not accidental either that the sources are silent or contradictory in this respect. Vladimir seems to have cared little about bishoprics to be organized or relations with the Byzantine Church to be made clear. Indeed, such claims did not come up until Yaroslav the Wise took steps to such ends. Not as if the question had been meaningless in former years. Conditions in Kievan Russia and its connections with Byzantium were of a

nature that originally determined the country's independent status, and the imperial government could never think of an escalation in that direction. Byzantine high priests living in Kiev had no knowledge of the feudal type of church estate, nor did they possess the means of influencing secular policy. The high priest of Byzantine origin had never attained any considerable political weight in struggles that were going on among the various principalities all over Kievan Russia. What they were able to do was moralizing at best, which on the other hand had an enormous spiritual influence. The Russian Church of Kiev took shape in the first half of the eleventh century under the rule of Yaroslav the Wise who after vacillating for some time passed the metropolitan dignity over to a Byzantine high priest. But the stronghold of the young Russian Church, the Lavra monastery of Kiev, stayed in the hands of the Russians, and what is more, was even exempt of all kinds of sponsorship of both bishops and grand dukes. In this sense it followed the traditions of the other monastic houses of the Eastern Church. The adherents of the Western Church were allowed to practice their rites undisturbed. This indicates that Kievan Russia did not discontinue all forms of relations with the Western Church. At the same time the ecclesiastical records written in the Lavra monastery proclaim unanimously that the Latin creed was false teaching. The papal legate Humbert visiting Kiev in 1054 reported there on the schism in the Church, yet he failed to succeed in winning over the Russian Church to the Roman side. Similarly, all subsequent attempts on the part of the Western Church were frustrated, which fact would well deserve to be emphasized by the author.

The author dwells extensively on the analysis of the question whether the Greek or the Bulgar Church had a greater influence on the development of Russian Christendom. Bulgar priests are not mentioned in the sources; on the other hand Greek had vanished almost completely in the Russian Church, and Russian literates used the Cyrillic alphabet from the very beginning. Early Russian

literature speaks in terms of high respect of the leading personalities of the Slav Church, as well as of the beginnings of Slavic education. From initial times the Russian Church of the Kiev period felt a strong impetus to become the most powerful church of the Slavs. Consequently, the silence of the sources concerning the activity of Bulgar priests cannot be regarded as a decisive argument. From the thirties of the eleventh century the struggle waged by the Russian bloc of the clergy with a view to acquiring church dignities assume the cloak of an anti-Byzantine action. This again indicates that the key-positions were held by the Greeks. The lexical elements and morphological peculiarities of the vocabulary of the Slav Church are clearly discernible in the early Russian literature. Although their proportion is not large. We think it an unexcusable negligence of the author that he did not call attention to the Old Russian bases of the language both liturgical and literary of the Kiev period. This flexible language, rich in emotion and metaphors, did not burst into blossoms all of a sudden, that is without proper antecedents, at the middle of the eleventh century. Therefore the problem cannot be reduced to a question of mere choice between the Byzantine Greek or Bulgar Slav influence. The opinion held by Vernadsky in the question of Tmutorokan ecclesiastical connections seems perhaps somewhat exaggerated in some of its elementary aspects, nevertheless, the connections the Eastern Russian Church had developed with the Armenian and the Georgian Churches are by no means negligible.

It is undoubtedly an exactive task to grapple the essence of so contradictory a person as was Grand Duke Vladimir. The characterization of his conduct before he was baptized is an interpolation of a later date in the opinion of the author, though he fails to support his statement with reliable data. This period of Vladimir's life time may be subject of severe criticism from a Christian angle. It was certainly in the interest of Povest, what arranged the material at a later date, to omit or modify all such traits that were apt to overshadow the brightness of

the prince's character who had been canonized and honoured as the founder of the Church. Any attempt of this kind would have proved unfeasible, however, for to carry out such a correction would have altered the conception of the whole work which no man was bold enough to undertake. Anyway, Povest's attitude marked by dissenting ideas in relation of the representatives of the princely house is by no means devoid of interest, and therefore more attention should have been paid to it.

Some of the statements of the author in connection with the highly interesting questions of the early history of the Eastern Slavs are contestable. As concerns the interpretation of the ethnic names *Rus* and *Saqaliba*, Minorsky pointed out that the notional sphere of the former included both Varegs (Normans) and Slavs and the latter referred, besides Slaves, to sundry aborigines of East Europe. The role the Varegs played in Eastern Europe and Kievian Russia is fairly well known. It does not take us any nearer to the solution of the still debated questions if we try to enforce unfounded statements surpassing the tenets of the extremist pro-Norman views, like the one launched by the author alleging that the route leading from the Gulf of Finland to the Khazar Khanate was known to and used by the Viking Northmen as early as the seventh century. The earliest known Viking invasion dates to 793 and refers to the ransacking of the Anglo-Saxon monastic house of Lindisfarne. By a chronological assessment of the valuable dirhem finds unearthed in the territory of the Soviet Union (in addition to the less revealing dirhem finds exposed from Scandinavia) it could have been established that the Volga route was not used by the Vikings before the first quarter of the ninth century, the beginning of the Viking period. The word *Rus* also began to receive a wider acception in that time. Different is the situation with the Byzantine *βαγαγγορ* and the Russian *Vareg* that derived from the Old Scandinavian *Voeringjar* of the late Viking period and as such cannot be regarded as an early usage. It meant 'trading agent capable of giving

security for his part in a deal'. The settlement of Normans in the Danelaw area in North-eastern England is a quite different phenomenon and has nothing in common with the presence of the Varegs in the eastern Slav areas. The supporters of the Norman theory make a sharp distinction between the two occurrences and the author's endeavour to identify them stands before us as a solitary venture. There is no light shed on what was the relation between the campaign the Russ people waged against Constantinople in 860 and the mission of Cyril (Constantine) in 861. The campaign started from the Dnieper region, while Constantine travelled through Crimea, towards the East to the land of the Khazars, and not towards the North.

The author comments himself on some of the questions of Hungarian history as well. His discussion in this line is helpful inasmuch as he repudiates all such speculations which pursue the futile aim of sizing up the possibilities that would have remained open for the Slavic nations, had the Hungarians not inserted their settlements between the western and southern Slavs. On the other hand, it is hard to understand on what grounds the author calls it in question that Methodius, as known from his biography, met the king of the Hungarians in the Danube region about 882. He states that only few Hungarians were present in Europe at that time, and that they had no king, because the title *kralji* referred exclusively to the emperor of the Holy Roman Empire. It is true that the Slavic *kralji* had derived from the name of Charles the Great. But this circumstance is irrelevant to the point in question. The author wishes to substantiate his allegation in a way that he ascribes the mentioning of Hungarians in the source to corruption of the text. But the title of *kralji* was also applied to Svjatopluk the ruler of Great Moravia though he was not called emperor either. Constantine Porphyrogenitus who was well versed in the affairs of the Hungarians and wrote on them extensively in the middle of the tenth century mentions that earlier the Hungarians lived at various places, named *Etelköz*, in the areas between the Lower

Danube and the Don river, exactly where the land of the Pechenegs was situated at the time he wrote the work. Well, that place formed part of Europe. Thus Cyril (Constantine) might well have contacted the Hungarians in Crimea in 861. Not even the author calls in doubt the validity of this information. In fact, he speaks in terms of appreciation of the Hungarians who though fierce and hard to manage in the eyes of the Crimean population had been civilized to some extent under the influence of the Khazar Khanate and the bishopric of the Onogurs in the course of the seventh and eighth centuries. Anyway, it would be hard to explain what profit Hungarian history could draw from trains of thought which are inconsistent as these, and which, in the final issue, lead nowhere. For the most part, Hungarian early history is irrelevant to the subject; nevertheless, a deeper analysis may have convinced the author that the Hungarians of the time had attained a level of development not inferior to the standards of other nations. The author is right when pointing out the significant influence the Eastern Church exercised on medieval Hungary. An episode worthy of mention is that when certain monks insisting on the Slavonic liturgy were forced to leave the Sazava monastery of Bohemia in 1055, the exiles found refuge in the Basilitic monastic House of Visegrad in Hungary.

Medieval religious life surprises us by certainly peculiar manifestations. There was a general ambition to acquire relics of famous saints that gave rise to numerous quaint occurrences. For example, King Béla III of Hungary brought home as booty the relics of St. Ioan of Rila from Sophia in 1183, which, however, he returned in 1187. Though far from being acceptable, the moral of this act was in harmony with the general outlook of the period, and in spite of the author's suggestion, the deed cannot be qualified as one of stealth.

The book by P. Vlasto contains a well-selected bibliography which adequately complements this treatise on the historically important moments of the Slavs' entry into Christendom. For this thanks are due to the

author. Also his assessments are valuable, and his deficiencies and questionable statements of which we have been censorious follow in a logical way from the starting point of his approach, to wit that he regards

as identical concepts the Slavonic peoples entering Christendom on the one hand, and the beginnings of their medieval history, on the other. Whereas they are interconnected but not identical concepts.

A. Bartha

L. R. Kyzlasov: Istoria Tuvy v srednie veka
(*The History of Tuva in the Middle Ages*)

Moskva, 1969, Izdatelstvo Moskovskogo Universiteta, pp. 211

By presenting a medieval history of the peoples of the country situated in the source region of the Yenisei, the work by Kyzlasov eliminates one of the white spots of historiography. In lack of written source works the author mainly relies on the evidence of archaeological finds brought to light after the Second World War. The runic inscriptions, some fifty altogether have been discovered so far, are of special value.

The monograph is confined within the time limits of the sixth and the fifteenth centuries. It was in the sixth century that Tuva first in the course of its history was incorporated into a state organization (that of the Qaghanate of the Turks), and the fifteenth century was the period in which the ethnic character of the present-day inhabitants of Tuva began to take shape, although this did not mean at all that by that time the medieval age was over in the examined area. The territory of present-day Tuva was conquered by several Asiatic empires in the said period, thus the author made his chronological division according to the succession of conquests, breaking down the medieval history of Tuva into the following four stages: Turk (from the sixth to the eighth century), Uigur (from the eighth to the ninth), Hakhas (ninth to twelfth) and Mongol (thirteenth to fifteenth century).

In 552 the Turks founded their vast Asiatic empire called the First Turkic Qaghanate in the literature (552—630). It was probably in 555 that they occupied the territory of present-day Tuva. Their appearance in a region is well reflected archaeologically by

traces of equestrian burial customs. This kind of interment custom — a horse in full harness was buried beside the corpse in the tomb — had been disseminated in a large area by the Turks whose archaeological remains are easy to identify precisely on the basis of the said custom. [It is worth while mentioning here that the Turks used to inter their dead ones always in a horizontal position instead of a foetal or squatting posture, as it has been stated by Elemér Moór lately (Századok 1970, No. 2, p. 353). Interment in a straight posture and with a horse appeared in the Altai region as early as the seventh century B. C. and continued up to the most recent times. Before the large-scale dissemination of the Turks, that is up to the sixth century A. D., this type of interment was not practised in any region of Asia except the Altaic, which means that it used to be characteristic of one single ethnic group, that of the Turks. On the other hand, equestrian interments are known from a comparatively early stage of East Europe, namely from the Bronze Age of the Volga Region. In the Iron Age the horse of the deceased was customarily entombed together with the corpse in several parts of East Europe. Thus, parallel with the development of the nomadic pastoral way of life, the custom of equestrian interment appears and obtains all over Asia and Europe, and although stemming from similar roots of popular beliefs, the elements of the burial rites are not identical in the two areas.]

The aborigines of the studied area — mentioned by the names of *chik* and *az* in the inscriptions — had other interment customs

than the Turks: they buried their dead in the foetal posture. Interment according to the equestrian style was unknown to them. The author thinks it undisputable that the aborigines spoke Turkic.

The grave-statues in stone, called *kamen-nye baby*, are precious artistic relics of the Turks. These statues holding a cup in their hands were erected at the place of the burial feast, in representation of the dead.

In 581 the Turk Qaghanate fell apart into two, the eastern part had for its centre the Orkhon Region, while the western the Region of the Seven Rivers. Tuva belonged to the Eastern Qaghanate till 630 when it fell. For thirty years the Eastern Qaghanate was under the supremacy of China. In 682, the Turks succeeded in restoring their power, and reorganized their empire which was called the Second Turk Qaghanate (682—745). In 709 they extended their rule to the territory of Tuva once more.

Tuva economy under the rule of the Turks was primarily based on nomadic animal husbandry, although agriculture had also a by no means negligible role in it. This latter statement can be well supported by the agricultural implements and objects exposed from female tombs, such as grinding stones, and by those found in males' graves, for instance millet seeds, coulter. Adapting themselves to the conditions of a semi-nomadic way of life, that portion of the population which was engaged in agriculture did not live in the light felt tents, but in wood structures modelled in the jurta fashion. (The writer of the book had the opportunity to hit upon traces of a wooden jurta with an octagonal design while carrying out an excavation.) In this period — as pointed out by Kyzlasov in a convincing way — we can observe a typical example of the development of feudal production relations in Tuva's territory. The larger part of agricultural land (arables and grasslands) were private possessions of the conquering clans, and the best-quality soils owned by the Qaghan himself. A considerable part of the ancient inhabitants lived in subordination of the Turks to whom they contributed pay-

ments in kind and other performances. It is not impossible that they also used slaves, mainly in agriculture. Inexhaustible sources of slave supply were the constant warfares of the Turks. (It is not precluded either that also indebted free people increased the number of slaves.)

Shamanism obtained everywhere among the Turks, although their rulers made repeated attempts at introducing Buddhism as official state religion; these attempts remained fruitless for the most part.

In 754 the Turks were defeated by the Uigurs. Formerly the Uigurs lived on the riverine of the Selenga, subjected first by the Zhuan-Zhuans, later by the Turks. Now they founded their own Qaghanate (745—840), in 750—1 they occupied Tuva and annexed it to their empire. The new province was governed by the military chief of the Khan, called *tutuk*, while the smaller territorial units were headed by lower dignitaries named *isbar* and *tarkhan*.

One of the most important changes in the Uigur period was represented by fortified settlements, castles and towns which began to appear at that time in Tuva. (So far some fifteen castles and one watch-tower have been exposed by archaeologists.) These are all of a quadrangular basic design, their walls were built of clay or adobe; circular bastions stood on the corners and at the gates. These castles formed an unbroken line of defence raised against the Hakhases who lived in the Minusinsk Valley north of Tuva and were a constant menace to its inhabitants. The fortresses of the Uigurs fulfilled the task of a defence line and in addition they also served as centres of handicraft industry, trade and administration of the province. They played an important role in the economic life of the country by intensifying trade relations (mainly with China). In all probability, the Uigurs invited experts of town construction from Sogdia.

The Uigurs that lived in the territory of Tuva made their burials in catacombs and built mounds on top of them. It is interesting to note that owing to the very low number of archaeological excavations in Inner Asiatic

areas, Uigur graves are known only from Tuva as yet; consequently, the territory of Tuva may provide a starting point for further research of the Uigur question which is far from being clarified to any considerable extent. Mention has been made before about the burial customs of the aborigines and the Turks in Tuva.

The majority of the Uigurs in the eighth century were adherents of Buddhism, but from 763 on they had Manichaeism as their established state religion. The latter, however, never ousted Buddhism and Shamanism from the religious beliefs of the Uigurs. The new creed was accepted only by the ruling circles.

As mentioned before, the northern neighbours of Tuva were the Hakhases who lived in the Minusinsk Valley. They were engaged in constant warfare with the Uigurs. The struggle ended in 840 when the Hakhases gained complete victory over the Uigurs and extended their suzerainty to the Tuvan territory. According to Kyzlasov, the ruling clan of the Hakhases were the Kirghiz. In his opinion, the word Kirghiz is not an ethnic name but the name of a ruling clan which had a decisive part in the amalgamation of the population of the early feudal Hakhas state in the sixth—twelfth centuries. (This inference would shed new light on the Kirghiz question, but only further investigations can make it sure if the author is right or not.) By the ninth century the Hakhases all spoke Turkic, but earlier — says the author — Samoyed- and Ugric-speaking ethnic fragments must have lived among them. (Notably, in an earlier work of his, Kyzlasov supposed that the Urheimat of the Ugrians was in the Minusinsk Valley, from where they migrated to the Ural Region at a later time. This opinion, however, cannot be shared by us, but there is no room here to refute it.)

By evidence of grave finds exposed from excavations by archeologists, the one-time population of the territory of present-day Tuva used to be of a fairly variegated ethnic composition. Most of the Uigurs left the country after their defeat. The new conquerors, the Hakhases, cremated their dead,

then buried their ashes together with their implements, weapons and the harness of their palfrey, and heaped mounds of stones over the tombs. Not far away from the tomb they erected a memorial pillar of stone. On these pillars runic inscriptions were engraved with the Yenisei characters. Also the *tamga* of the deceased was shown on the pillar. By means of these *tamgas* it can be established that the Tuvan territory was divided into six districts, each of which was headed by a rich family.

Stockbreeding and agriculture continued to provide the bases of their economic life. The significance of agriculture increased under the Hakhas rule, which is not to be wondered at since they had brought with them rich agricultural traditions from their old country in the Minusinsk Valley. In contrast to earlier pastoral traditions, the stabled form of stockbreeding undoubtedly gathered momentum among them: they made hay for winter. This is well documented by the short scythes that came to light from the excavations. The Hakhas handicraft industry also rested on rich traditions and displayed a rapid development. The high level of skill attained at their smithies was mainly due to the iron ore deposits which were numerous in Tuva. The rich finds of coins indicate a considerable currency turnover in the land of the Hakhases, although they did not coin medals but used Chinese coins instead (chiefly in the ninth–eleventh centuries).

The mentioned inscriptions on the memorial pillars provide ample information on the society of the Hakhas state. The general picture of an unfolding feudal state emerges from these data. Real estates formed the basis of this state. The land was possessed by the dominating Kirghiz families, headed by the Khan. State administration was managed by a very intricate system of officials. The feudal ruling layer received a powerful support from the standing army well trained and drilled during the endless wars. A most efficient part of the army was represented by the mailed heavy brigade of cavalry. The Khans divided the territory of Tuva into six *bags* (feudal tenures), each of

which was allotted to some of the generals who distinguished themselves during the occupation of Tuva. (The possessors of the *bags* are termed *begs* in the inscriptions.) As has been mentioned, the enumerations of *tamgas* offer reliable bases for the establishment of the extent of the *bags*, they show furthermore that the size of the *bag* was not stable but subject to frequent changes. Both the tillers of the land and the stockbreeders had to make their tributes to the lords they were subordinated to (socage, tax in kind, etc.; tax in cash can be supposed only for shorter transition periods). During the eleventh and twelfth centuries the position of the Khan as a sovereign monarch was strongly undermined. We may realize it as symptoms of feudal dissection that the feudal *begs* tended to be ever more detached from the central power and strived to obtain, as they did obtain, complete independence.

The Hakhas had shamanism as their original religion. From the middle of the eighth century, a portion of the ruling layer began to follow, under Uigur influence, the Manichees. Nevertheless, the new creed did not strike root, and by the tenth century it vanished without leaving any trace.

Living in its stage of feudal dissection, the Hakhas state fell victim first to the Mongol wars. Their empire was disrupted in 1207. Tuvan history of the Mongol period encounters extremely great difficulties, written sources being very scanty and also the archaeological finds rather few relating to that time.

The exposition of six towns in Tuva of the Mongol period is a very important result of archaeological research. All six towns came into life as an outcome of Mongolian settlement policy. The conquerors regarded Tuva as an important industrial as well as agricultural base where the majority of the population continued to be engaged in handicrafts and agriculture in the period of Mongol conquer as well. Many settlers were brought from China. Excavations have provided evidence enough that the towns founded by the settlers were centres of handicraft industry and trade.

Agriculture and stockbreeding followed the lines of old traditions. Those working on the land produced wheat, rye and millet. Pig-breeding appeared as a new branch in the animal husbandry of the time. In all likelihood, the spread of pigs was due to the new settlers, because this kind of domestic animal had not been known on the Sayan-Altai plateau before. (Anyway, nomadic peoples did not breed pigs, as a rule.)

The ethnic picture of Tuva that had been by far not uniform in earlier times was made even more complicated by the Mongol regime. In addition to Mongols and the Chinese settlers, also swarms of Moslem merchants came to live in the country.

Tuva formed part of the Mongol empire until the fifteenth century. The Mongol occupation had an unfavourable effect on the development of the economic and social life of the country's population. The conditions of earlier statehood had been forcibly degraded, the populations living in Tuvan territory had lost their independence and were not able to follow what would have been the normal course and a continuation of their earlier development. The Mongols disrupted their state and regarded the Sayan-Altai plateau as an agricultural and industrial basis, for the exploitation of which they brought about a well-organized and highly efficient bureaucratic apparatus. By extinguishing a considerable part of the local population and inaugurating forcible settlement movements, the Mongols created a situation of ethnic promiscuity, and it took the work of long centuries until the medley of races assimilated into a uniform nation. (Also the anthropological aspects had changed, owing to the Mongol occupation. In earlier times, the mixed population of Tuva displayed features characteristic of the Mongoloid-Europid types, but the present-day inhabitants of Tuva are perhaps the clearest representatives of the Inner-Asiatic anthropological type.) In the fifteenth century when the Mongols' supremacy ceased in Tuva, the country was being inhabited by closed ethnic groups of diverse racial affinity and sundry languages. Thus, the population of

present-day Tuva began to assume its recent shape in the fifteenth century. In the Mongol period, and owing to Mongol oppression, the social and cultural level of the Tuvan population was much lower than what it was in the Hakhas times.

By way of conclusion, the author sums up the results of his investigations into the medieval social and economic conditions of Tuva. First of all, he decisively rejects the theory of "nomadic feudalism", and is particularly censorious of the view which holds that it is not the land but the livestock that represented the most fundamental means of production in nomadic societies. He establishes that the most important means of production was land also in nomadic and semi-nomadic societies, and that the basis of feudalism in such societies, as well as in the agricultural ones, was provided by the system of tenure, that is the feudal ownership of land, even though the differences were considerable and many.

From the beginning to the end, the agricultural layers played an important role in the life of medieval Tuva, and they constituted a considerable portion of the population. The major part of the inhabitants earned their livelihood by semi-nomadic stockbreeding, changing their summer and winter residential quarters in a systematic way. In Tuva the semi-nomadic communities

were not unlike the village communities of Western Europe of the feudal times: in that epoch already the division of population observed not so much the blood (i.e. tribal and clan) relations but was rather based on the territorial, i.e. the military and administrative principle.

As an outcome of the complicated ethnic processes that took place in the Tuvan territory, the recent Turkic-speaking population assumed its present-day ethnic character in the eighteenth century. The process was ended by and large in that century.

Kyzlasov's work is of a pioneering nature in almost every respect. He works up the medieval history of an area whose past has been almost fully unknown to us so far. His book is like an example and an admonition to us: not only the history of the great Asiatic empires that shook the whole world are meaningful for researchers of the Middle Ages, but many interesting lessons can be drawn also from the past history of small nations. Therefore we must not underrate their importance.

This thoroughgoing study by Kyzlasov may be of much use to experts of the period of the great migration of peoples, as well as to those of the Hungarian Conquest period, since Tuva is situated just in that part of the globe from where the great migrations of the nomadic peoples used to start.

I. Fodor

*Wilhelm Rausch: Handel an der Donau. I
Die Geschichte der Linzer Märkte im Mittelalter*

Linz, 1969. 277 S. und 32 Tabellen

Wilhelm Rausch, Direktor des Linzer Städtischen Archivs, ein vorzüglicher Stadt-historiker, der Initiator und Organisator der denkwürdigen Linzer Konferenz für Stadt-geschichte und Archivwesen im Jahre 1961, erörtert in seinem Buch »Handel an der Donau« die Geschichte der beiden Linzer Märkte bis 1500. Der Titel an sich ist etwas irreführend, denn der Leser bekommt nicht die Geschichte des Donauhandels, sondern

jene des Linzer städtischen Handels. Die Monographie, die sich in erster Linie auf die seit 1954 fortlaufend erscheinenden »Linzer Regesten« stützt, bildet den ersten Band einer aus mehreren Bänden bestehenden Reihe.

Der Verfasser geht davon aus, daß Linz unter den Babenbergern zu einem den ganzen ost-westlichen Donauhandel kontrollierenden Grenzort wurde. Dieser Funktion schloß sich die Kontrolle der über den Haselgraben

nach Böhmen, über den Pyhrnpaß nach dem Süden (Venedig) und über Wels nach Salzburg führenden Handelswege an. Die sich aus der günstigen Lage der Stadt ergebenden Vorteile werden von den Babenbergern erkannt. Die Stadt erhielt von ihnen Privilegien und wurde von ihnen nicht nur zu einem militärischen, sondern auch zum Handelsstützpunkt ausgebaut. Die hohen Zolleinnahmen im 13. und 14. Jahrhundert erklärt der Verfasser gerade mit dem Umstand, daß die Stadt in das Eigentum der Babenberger gekommen war. Die Bedeutung der Linzer Zollstelle bestand nach dem Aussterben der Babenberger auch zur Zeit der ersten Herrscher aus dem Hause Habsburg ungebrochen weiter und spielte in der Herausbildung der beiden Linzer Märkte eine große Rolle.

Den Ursprung der Oster- und Bartholomäus-Märkte setzt der Verfasser ins 13. Jahrhundert. Der Ostermarkt stand in Zusammenhang mit dem Kirchweihfest der Pfarrkirche bzw. hat sich aus diesem entwickelt; der Bartholomäus-Markt hatte als Herbstmarkt eine besondere Bedeutung. Dies kam auch darin zum Ausdruck, daß seine Zeitdauer auf vier Wochen anberaumt wurde.

Der Verfasser widmet der Untersuchung der Handelswege ein besonderes Kapitel. Sehr bemerkenswert ist seine im Zusammenhang mit dem ost-westlichen Handelsweg gemachte Feststellung, wonach im 15. Jahrhundert die Hauptschlagader des Handelsweges Wien—Linz—Passau der Wasserweg, die die Lasten des Handels tragende Donau war. Die Schiffe wurden bis zum 14. Jahrhundert von Menschen, dann von Pferden gezogen. Die Einbeziehung der tierischen Zugkraft ermöglichte die gleichzeitige Benutzung mehrerer Schiffe. Die Passauer Schiffsordnung aus dem Jahre 1420 spricht schon von Treideln mit Pferden. Das Ansteigen der Linzer Zolleinnahmen zeigt ebenfalls den heherrschenden Charakter des Wasserweges, und aus den Schiffsmeistern sind später Speditionsunternehmer geworden.

Wenn wir die Zoll- und Taxeinnahmen der Linzer Märkte untersuchen, kann es festgestellt werden, daß der Handel mit Tuch, Leinen, Häuten, Honig und zum Leimsieden

benötigten Fischflossen dominierte. Das Tuch wurde in erster Linie von Kaufleuten aus Nürnberg, Eichstätt, Salzburg, Braunau, Kufstein, Passau, Augsburg, München und Böhmen auf den Markt gebracht. Den Lederhandel hielten Kaufleute aus Brünn, Freistadt, Krems, Leonfeld, Melk, Wels, Perg, Wien und Passau in der Hand. Auf den Markt des Jahres 1490 brachten der Nürnberger Kuncz Harner und Fricz aus Teyer 3200 Ochsenhäute. Ein Großteil der Häute stammte laut Feststellung des Verfassers aus Böhmen, Mähren, Schlesien und Polen. Der Welser Wolfgang Huebmayer hat in den Jahren 1496—1500 auf 6 Märkten insgesamt 2240 Ochsenhäute verkauft. Auf den Bartholomäus-Markt des Jahres 1499 wurden aus Welschland 480, aus Krakau 800 Häute gebracht. Über die Qualität der Häute wird in den Quellen nichts berichtet, denn die Verzollung erfolgte stückweise zu je einem halben Pfennig.

Besonders erwähnenswert ist der wissenschaftliche Apparat des Buches; hervorzuheben sind in dieser Beziehung die Beschreibung der Quellen, die Aufzählung der in den Tuchzollregistern der Jahre 1496—1500 erwähnten Kaufleute nach Orten und chronologisch, was anderen ähnlichen Arbeiten als Beispiel dienen könnte. Und wenn wir zu all dem noch das prachtvolle Bildmaterial hinzunehmen — z. B. die farbigen Faksimiles der Urkunden (auf grünem Untergrund gelbes Pergament, rotes Siegel) — kann von dem Buch nur mit Anerkennung gesprochen werden.

Sehr beachtenswert ist auch die Methode Wilhelm Rauschs, daß er sich außer dem Archivmaterial auch auf die zeitgenössischen Kunstdenkmäler stützt. Dies zeigt sich besonders in zwei Punkten seines Werkes: bei der Beschreibung der auf den Ort des Marktes bezüglichen Kunstdenkmäler (S. 108—116) und des Markus-Löwen (S. 274—275). Bei Bestimmung des Ortes der Märkte erwähnt er sämtliche erhalten gebliebenen Gebäude, Durchhäuser, die sich an den Orten der einstigen Linzer Märkte befinden. Der venezianische Markus-Löwe zierte auch heute noch ein Eckhaus des mittelalterlichen Teils

von Linz. Der Verfasser sieht darin einen Beweis für die Verbindungen der Stadt mit Venedig.

Ungarische Beziehungen finden sich in diesem Werk leider nur in geringer Zahl. Auf S. 100 sehen wir in Verbindung mit dem Vergeltungsrecht einen Brief der Grazer Kaufleute vom 17. September 1656, in welchem sie gegen die Praktizierung des Vergeltungsrechtes protestieren und betonen, daß sie besonders mit Linz und Ungarn Handel betreiben und an beiden Orten dieses Recht gilt. Auf S. 169 finden wir die Preisordnung des Jahres 1461, wo an erster Stelle die »ungarische Ochsenhaut« steht. Dies zeigt, daß es richtig gewesen wäre, den ost-westlichen Handelsweg auch über Wien hinaus zu unter-

suchen, denn die unter »Wien« figurierenden Ochsenhäute stammten offenbar aus Ungarn. Es ist auffallend, daß die ungarische Ochsenhaut in der Preisordnung an erster Stelle steht.

Die Ungarn betreffende interessanteste Stelle ist zweifellos die auf S. 268. Im Jahre 1490 beschlossen die österreichischen Stände in Wien, alle auf dem Wasser- oder Landwege nach Linz beförderten Waren mit einer Sondertaxe zu belegen und das hieraus einfließende Geld zur Gänze für die Kosten des Kriegszuges Maximilians gegen Ungarn zu verwenden. Dies zeigt — neben der Beziehung zu Ungarn — auch die Wichtigkeit und die zentrale Lage der Linzer Märkte.

I. Kállay

Ingeborg Meckling: Die Außenpolitik des Grafen Czernin

Wien, 1969, Verlag für Politik und Geschichte. 371 S.

Die bürgerlichen Geschichtsschreiber des Westens befassen sich in den letzten Jahren außerordentlich intensiv mit der Geschichte der Habsburger-Monarchie, hauptsächlich aber mit dem Prozeß ihres Zerfalls. Die besondere Aktualität des Problems besteht darin, daß, obwohl jetzt in den führenden Kreisen der westlichen Länder ernste Anstrengungen zu einer breiten Integration gemacht werden, es die bürgerlichen Historiker schwer verstehen, wie es dazu kommen konnte, daß vor einem Jahrhundert das Macht-Konglomerat des Habsburger-Reiches in Kleinstaaten zerfiel. So wie die westeuropäische öffentliche Meinung, will auch die eine ähnliche Stimmung ausdrückende Geschichtsanschauung, die über die Traditionen der bürgerliche Nationalidee und die gefühlsmäßigen Gebundenheiten schon hinausgekommen ist, das neue Geschichtsbeispiel in einer der bedeutendsten »Integrations«-Formeln der jüngsten Vergangenheit finden. So wird die Habsburger-Monarchie fast zu einem modischen Geschichtsthema, dessen von seinem gesellschaftlichen Inhalt abstrahierte Formel zahlreiche zu lösende Probleme aufwerfen kann.

Ingeborg Macklings Buch hat sich die Erschließung des Gegensatzes zwischen Kaiser Karl und Außenminister Czernin und der bisher tatsächlich ziemlich unklaren Details desselben zum Ziel gesetzt, und zwar — wie festgestellt werden kann — mit gutem Erfolg. Die Verfasserin ging gründlich vorbereitet mit dokumentarischer Methode ans Werk, alle ihrer Behauptungen sind archivarisches belegt. Dabei ist die Meinung und Grundeinstellung der Historikerin unverkennbar: einer der Gründe des Zerfalls des Habsburger-Reiches war die erstarrte deutschfreundliche Außenpolitik Czernins, die — selbst im Falle eines Sieges — nur den totalen Sturz der Monarchie mit sich gebracht hätte. Die Verfasserin verschweigt jedoch auch nicht, daß Czernin neben seiner deutschorientierten Haltung auch von dem Bestreben geführt wurde, die Habsburger-Monarchie im Bündnis mit Deutschland bei totaler Aufrechterhaltung ihrer Großmachtposition zu erhalten. Genauer gesagt, das Wesen der Czernischen Konzeption war, daß bei Sicherung der Großmachtstellung der Monarchie, die zur Zeit des Weltkrieges nur mehr im Bündnis mit Deutschland zu erhalten war, diese auch dem

deutschen Verbündeten gegenüber gewahrt werde. Laut der Verfasserin war es Czernins großer Irrtum, daß er die grundlegenden Widersprüche dieser Konzeption und ihre Unhaltbarkeit nicht erkannte, daß nämlich das Bündnis mit Deutschland eine Lebensgefahr für die Monarchie bedeutete. Kaiser Karl war es, der klar sah, daß die Monarchie nur durch die Lösung ihrer Bindungen an Deutschland gerettet werden könne; darin besteht das Wesentliche des Gegensatzes zwischen dem Herrscher und seinem Außenminister. Unheilvoll war es nur, daß Kaiser Karl nicht mehr die Kraft hatte, dem sich auf die Deutschen stützenden Minister gegenüber seinen Willen durchzusetzen.

Dies ist kurzgefaßt der Grundgedanke des Werkes. Es wäre jedoch vielleicht eine Übertreibung, wenn wir diese Konzeption habsburgfreundlich oder geradezu »legitimistisch« nennen wollten. Daraus nämlich, daß diese in vielen Beziehungen begründete Konzeption dem Kaiser nähersteht als Czernin, was auch reichlich untermauert wird, folgt von sich aus noch lange nicht eine eventuell subjektive Zuneigung der Verfasserin zum Legitimus. Bloß ein Moment erscheint beim Lesen des Buches offenkundig: die unzweifelhafte — fast persönliche — Antipathie der Autorin gegen Czernin. Dies erhellt auch — unter anderem — aus der übrigens gänzlich begründeten Erwähnung der späten Sympathie Czernins für Mussolini (S. 67), die für die Richtlinie seiner Einstellung auch dann charakteristisch bleibt, wenn sie in seiner einstigen Tätigkeit keine erkennbaren Formen angenommen hatte.

Im Rahmen dieser Besprechung können wir natürlich auf die neue Darstellungsmethode der Czerninschen Außenpolitik nicht detailliert eingehen. Doch müssen mit einigen wichtigeren Detailproblemen zusammenhängende Feststellungen hervorgehoben werden. Zu diesen gehören neben den bereits erwähnten Grundfragen z. B. die Analyse der Czerninschen Richtlinie in der Sixtus-Frage, in der polnischen Frage und bezüglich des Friedens von Brest-Litowsk.

Was die Rolle der Prinzen, der Schwager des Kaisers, in der Vermittlung zwischen den

beiden Lagern betrifft, kam der Gegensatz zwischen Kaiser und Minister zweifellos in schärfster Form zum Ausdruck. Czernin sah in dieser Vermittlungsaktion gewisse Möglichkeiten, er wollte die Lage der Monarchie nach beiden Seiten hin stärken: den Westmächten wollte er beweisen, daß — falls sie von den der Monarchie gegenüber erhobenen Forderungen Abstand nehmen —, dies auch eine Verständigung mit Deutschland fördern, ja sogar zu einem allgemeinen Frieden führen könnte, während er das verbündete Deutschland, indem er die Möglichkeit eines österreichischen Separatfriedens aufleuchten läßt, zu einem Übereinkommen mit England und Frankreich unter Druck setzen kann (S. 124). Die Ziele Kaiser Karls waren wesentlich einfacher: die Rettung der Monarchie und der Dynastie. Zu diesem Zweck wäre er schlimmstenfalls auch vor einer Lockerung des deutschen Bündnisse nicht zurückgeschreckt. Hinsichtlich ihrer Realität waren beide Konzeptionen — trotz ihres gegenteiligen Inhalts — aussichtslos, denn einesteils beanspruchten weder die Westmächte noch Deutschland eine Vermittlung Czernins bzw. der Monarchie, andernteils konnte Kaiser Karl eine Lockerung des Zweibundes eben wegen der Außenpolitik Czernins nicht durchführen. Eine Lösung dieses Widerspruchs konnte demnach tatsächlich nur in Form eines Skandals erfolgen, den diesmal zufällig Clemenceau auslöste. Das Ergebnis zeugte in jeder Beziehung Halbheiten: Czernin trachtet — so sehr er sich auch von der Sache distanziert — danach, den Einfluß des Herrschers einzuengen (S. 349–350), wurde jedoch infolge des Ganges der Dinge gezwungen, zu demissionieren; dagegen mußte der Kaiser seine Unentschlossenheit, Czernin nicht rechtzeitig abgelöst zu haben, mit einer bedeutenden Einbuße seines Ansehens bezahlen (S. 357), wohl auch damit, daß er in der Person Buriáns schließlich einen Außenminister ernennen mußte, der zwar ebenso wie Czernin die alte Monarchie zu erhalten beabsichtigte, nur mit dem Unterschied, daß er in der Verteidigung ihrer Großmachtstellung den Deutschen gegenüber weder dessen Energie, noch eine Konzeption besaß.

In der polnischen Frage war die Lage der Monarchie ebenfalls nicht eindeutig; die Erkenntnis Czernins erwies sich auf diesem Gebiet als restlos stichhaltig. Seine Befürchtungen waren zweifellos darin begründet, daß die stetig schwächere Monarchie bei Friedensschluß seinem Verbündeten gegenüber in ungleich schlechterer Lage sein werde, zumal wenn dieser in der polnischen Frage (und im Osten im allgemeinen) einseitigerweise zu großen Vorteilen kommt (S. 174). So würde Deutschland für die Monarchie aus einem Verbündeten ein gefährlicher Gegner werden, besonders, falls die Lage der Westmächte bei Friedensschluß nicht stark genug und der Osten restlos den Deutschen ausgeliefert wäre (ebd.), was nur im Falle eines Kompromißfriedens umgangen werden könnte. Deshalb trachtete Czernin, die polnischen Expansionspläne Deutschlands zurückzudrängen, bzw. wollte er die den Deutschen in bezug auf Polen gemachten Zugeständnisse mit Gebietsabtretungen in Elsaß-Lothringen an die Franzosen ausgleichen und so den Friedensschluß fördern, bevor noch die Monarchie kampfunfähig werde. In diesem Sinne versuchte Czernin, sein Verhältnis zum Verbündeten mit seiner polnischen Politik in Einklang zu bringen, was aber ebenso fehlschlug (S. 196) wie andere seiner Bestrebungen, den Bestand der Monarchie durch einen rechtzeitigen Frieden zu sichern. Statt dessen hat er — krampfhaft am System des Zweibundes festhaltend — mit seinem Bestrebungen zur Rettung der Machtposition der Monarchie, die eben in der polnischen Frage den Deutschen gegenüber kraftvoll zum Ausdruck kamen, diesen Verbündeten am meisten gestört und gereizt.

In vielen Beziehungen ergab sich auch bei den Friedensverhandlungen in Brest-Litowsk und Bukarest eine ähnliche Lage. Hier kam es zu zahlreichen Interessengegensätzen zwischen Deutschland und der Habsburger-Monarchie; Reibungsflächen boten einerseits der Charakter des Friedensschlusses selbst, andererseits dessen Inhalt; dieser ergab sich in der Frage der Annexion. Während nämlich das Interesse der Monarchie tatsächlich ein allgemeiner Friedensschluß gewesen wäre,

freute sich die OHL, daß die Ententemächte den Antrag Lenins, Friedensverhandlungen aufzunehmen, nicht angenommen haben (S. 271). So blieb sie allein am Konferenztisch, wo sie als »Sieger« die »Friedens«-Bedingungen diktieren konnte. Czernin war verzweifelt (S. 272—273), nicht nur wegen der Verzögerung der Verhandlungen, wodurch sich die innere Krise der Monarchie ständig vertiefte, sondern weil die deutschen Annexionsbestrebungen auch das Zustandekommen eines Friedens aufs Spiel setzten, wovon das Los der Monarchie und der Dynastie abhingen. Dies war der Grund, daß Czernin (übrigens nicht nur in Brest-Litowsk, sondern auch in Bukarest) nicht nur gegen die deutschen Annexionspläne war, sondern auch geneigt gewesen wäre, einen Separatfrieden zu schließen, wenn dies die ungarischen Staatsmänner, die mit den Deutschen nicht brechen wollten, (S. 266—267) nicht verhindert hätten. Wie sehr die Lage zugespitzt war, zeigt der Umstand, daß Czernin, als Kaiser Wilhelm II. solche Forderungen stellt, die zum Abbruch der Verhandlungen von Brest-Litowsk führen können, Protest einlegt (S. 293). Czernin war sich dessen bewußt, daß er aus Brest-Litowsk nicht »mit leeren Händen« zurückkommen und die Monarchie nicht für deutsche Eroberungen Krieg führen könne (S. 284—285). So wurde der Frieden von Brest-Litowsk zu einem neueren Prüfstein des Bündnisses zwischen der Monarchie und Deutschland; im Zusammenhang damit stellte es sich heraus, daß die Deutschen die österreichische Friedenspolitik ebenso verurteilen und verwerfen wie die russische Revolution (S. 287).

Ingeborg Meckling zeigt in ihrem Buch — in der bisher gründlichsten Analyse der Czerninschen Außenpolitik —, fast alle schwachen Punkte der internationalen Lage der Monarchie auf und führt auch die gemachten Fehler an: so läßt sie z. B. nicht unbeachtet, daß Czernin das Selbstbestimmungsrecht nur in der von ihm modifizierten Form anerkannte und dieses so deutete, daß es bloß auf die Staaten anwendbar sei, und nicht auf die Nationen. Auf diese Weise wollte er die Anerkennung des Selbstbestimmungsrechtes

der russischen Randstaaten damit in Einklang bringen, daß er die Anwendung dieses Rechtes auf die Österreichisch-Ungarische Monarchie verweigerte (S. 257). Diese logischen Ungereimtheiten hatten natürlich ihre Folgen. Als Ausklang müssen wir aus dem Werke Mecklings zwei grundlegende Feststellungen hervorheben. Die eine ist die, daß die Donaumonarchie im Kampf neben einer Macht ausharrte, deren Sieg für sie nicht nur keinen Gewinn bedeutet hätte, sondern für ihren Bestand als unabhängige Großmacht ebenso nachträglich gewesen wäre wie jene Gegebenheiten, die 1914 zum Ausbruch des Krieges geführt haben, und jene Entwicklung, die man in Wien durch einen gegen Serbien geführten militärischen Schlag abzuwenden hoffe (S. 220).

Die zweite Feststellung und Folgerung I. Mecklings steht mit dem Problem der

Bundestreue in Zusammenhang. Hier entsteht mit Recht die Frage, welche Partei es sei, die die Verpflichtungen der »Treue« bricht: jene, die der Treue eine solche Handlungsrichtung aufzwingt, die sie sicher in das Verderben stürzt, oder jene, die sich dagegen — wenn auch vergebens — zu wehren versucht und ihrem Los entgehen will (S. 289—290).

Im Aufwerfen dieser Frange kann schließlich die Folgerung Ingeborg Mecklings zusammengefaßt werden. Sie soll der Rechtfertigung der Politik Kaiser Karls dienen, was in diesem Zusammenhang in vielen Beziehungen auch berechtigt ist. Die Frage ist jedoch nicht, ob Kaiser Karl Czernin oder der deutschen Heeresleitung gegenüber recht hatte oder nicht, sondern die, daß bezüglich den Anforderungen der Zukunft keiner von ihnen recht behielt, weshalb eben beide stürzen mußten.

I. Gonda

János Váradi-Sternberg: Utak és találkozások

(Пути и встречи. Статьи по истории русско-венгерских и украинско-венгерских связей)

г. Ужгород, Изд-во »Kárpáti Könyvkiadó«, 1971 г., 144 стр.

Имя Я. Варади-Штернберга хорошо известно венгерским историкам: профессор Ужгородского государственного университета является неутомимым исследователем русско-венгерских и украинско-венгерских связей, в частности, его работы по истории восстания под руководством Ф. Ракоци внесли ценный вклад в дело изучения этого периода. Ряд его статей был опубликован в венгерских научных журналах.

Рассматриваемый нами сборник содержит статьи Я. Варади-Штернберга с более широкой тематикой, причем опубликованные ранее статьи автор пополнил новейшей литературой по данным вопросам. Сборник статей делится на две части: первая часть посвящена революционным, вторая — культурным связям народов.

В вводной статье первой части сборника

автор рассматривает высказывания В. И. Ленина о развитии Венгрии в период между 1848—1919 гг., подчеркивая большой интерес В. И. Ленина к развитию сельского хозяйства в Венгрии, в котором он обнаружил немало аналогичных черт с развитием сельского хозяйства в России, подчеркивая, тем не менее, его большую развитость. В следующей статье автор знакомит читателей со связями Г. В. Плеханова с венгерским рабочим движением конца 19 — начала 20 вв. Автор рассказывает об опубликовании статей Плеханова в печати венгерского рабочего движения и о связанной с ним переписке, в частности между Г. В. Плехановым и Эрвином Сабо. В статье «Привет из Петербурга» автор выяснил, что автором анонимного приветственного письма из Петербурга учредительному съезду Социал-демократической партии Венгрии была

Екатерина Григорьевна Бартенева, член группы Бруснева, посетившая Венгрию и имевшая связь с газетой *Arbeiter-Wochen-Chronik*. В последней статье этой части сборника рассматриваются связи Лео Франкеля с русскими революционерами. В период Парижской Коммуны Франкель познакомился с Елизаветой Лукиничной Дмитриевой, которая впоследствии, после поражения Коммуны помогла ему бежать. Он дружил с П. Л. Лавровым и высоко ценил деятельность Н. Г. Чернышевского.

В первой статье второй части сборника автор знакомит читателей со сведениями, связанными со студентами Киевской Академии, побывавшими в Венгрии, в том числе здесь говорится о В. Г. Барском, проехавшем по Венгрии во время своего путешествия в Палестину и упоминавшем об этом в своих путевых записках. Видный украинский философ 18 в. Г. С. Сковорода длительное время жил в Венгрии в качестве священника русской комиссии по закупке вина в Токае. В его произведениях чувствуется влияние венгерской поэзии периода восстания Ракоци (поэзии «куруцев»), с которой он познакомился в Венгрии. И. Я. Фальковский, ставший позже профессором Киевской Академии, посещал среднюю школу сначала в лютеранском лицее г. Пожонь, (Братислава), затем в гимназии ордена пиаристов в Пеште. Дневник его содержит интересные детали об этом периоде его жизни. Фальковский составил даже краткое географическое описание Венгрии. А. Самборский посетил Венгрию в конце 18 века, в качестве священника Александры Павловны, супруги наместника венгерского короля Йожефа. Он был связан с Шамуэлем Тешшедиком, и как последний, он также был основателем сельскохозяйственного училища (в Царском Селе). В «Двух пушкинских этюдах» автор рассказывает с одной стороны, о том, какие данные собирал А. С. Пушкин для своего крупного труда об эпохе Петра I, о бывших солдатах и офицерах армии «куруцев», бежавших в Россию после подавления восстания под руководством Ракоци. Здесь же Пушкин

отметил, что немцы, находившиеся на службе Российской империи, враждебно относились к венграм. Во второй части статьи рассказывается о связях А. С. Пушкина с венгром Шамуэлем Том, явившимся одесским консулом Австрии во время южной ссылки поэта. В другой статье рассказывается о связях А. И. Герцена с Шандором Телеки, возникших еще до 1848 г., когда Телеки побывал в России с Ф. Листом во время российских гастролей последнего, но ставших особенно тесными в годы эмиграции Телеки. Автор с помощью тщательно собранных данных показывает пути, по которым отдельные стихотворения Ш. Петёфи дошли до русских читателей, начиная с 1858 г. При этом он дает характеристику переводчиков стихотворений — всех до единого сторонников прогресса. Подробно рассказывает автор о сборнике украинской народной поэзии, изданном Тивадаром Лехоцким в Шарошпатаке в 1864 г., с помощью которого венгерские читатели знакомились с народной поэзией Закарпатской Украины. Сборник понравился и Яношу Арань. Весьма ценным сведением является сообщение о произведении Ивана Франко на венгерскую тему — статья посвящена произведению великого украинского писателя о предании, связанном с происхождением венгров. На основе прежде всего хроники Анопутиус Франко написал поэму об Альмоше — вожде, под руководством которого венгерский народ обрел себе новую родину. Я. Варади-Штернберг в своей статье приводит некоторые отрывки из поэмы. В другой статье говорится о связях Л. Н. Толстого с Венгрией, возникших благодаря деятельности словацких секретарей писателя. Л. Н. Толстой очень интересовался движением венгерских назареев, но он не раз говорил о том, что о Венгрии ничего не знает. Он имел переписку с главным пропагандистом движения назареев в Венгрии — Е. Г. Шмиттом. Для славы Л. Н. Толстого, распространенной по всей Венгрии, характерно, что рабочий из Будапешта, лишившись работы, просил писателя о денежной помощи в целях эмиграции. Послед-

няя статья сборника посвящена связям с Россией первого профессора славистики в Будапештском университете Оскара Ашбота, прежде всего на основе путевых записей последнего, возникших в 1882 г. во время путешествия в России. Записи обнаружены автором статьи в семейном архиве Ашбота.

Именно последний момент ярко пока-

зывает, с какой тщательной заботой автор раскрывает малейшие детали изучаемого им вопроса. Мы можем лишь искренне радоваться тому, что вопросы связей между нашими народами в Советском Союзе изучаются с таким большим подъемом и эрудицией. Мы с большим интересом ожидаем дальнейших сообщений об исследованиях автора.

Э. Нидерхаузер

Die Zimmerwalder Bewegung. Protokolle und Korrespondenz

Herausgegeben von Horst Lademacher. Mouton. Paris—The Hague, 1967 Bd. I—II. 644, 756 S.,

Die Geschichte des 1. Weltkrieges und innerhalb deren die Geschichte der internationalen Arbeiterbewegung sind in vielen Beziehungen wieder in den Vordergrund des internationalen Interesses getreten. Tatsachen, die Anzahl der herausgegebenen Bücher beweisen, daß fast in jedem Land neue Bearbeitungen, neues Quellenmaterial aus diesem Themenkreis erscheinen. Die international wohl interessanteste Bewegung dieser Zeit dürfte zweifellos die Zimmerwalder Bewegung sein. Bereits in den 1920er Jahren erschienen die ersten wertvollen Memoiren (an erster Stelle sind hier natürlich die Arbeit Balabanowas und die Münzenbergs zu erwähnen) und die ersten Bearbeitungen. Dann folgte eine längere Pause, bis dann A. Rosmer das bereits bekannte Bild, vor allem in französischer Beziehung, ergänzte. In den Jahren des zweiten Weltkrieges machten die amerikanischen Historiker Olga Gankin und H. Fisher in ihrem bekannten Standardwerk neue Dokumente — hauptsächlich in russischer Beziehung — zugänglich. Dann folgte abermals eine längere Pause, bis dann anlässlich der fünfzigjährigen Wiederkehr der Geburt der Bewegung, doch offenbar nicht nur aus diesem Grund, in der Geschichtschreibung eine neue Renaissance begann. So können wir folgende Arbeiten erwähnen: die in unserer Zeitschrift bereits besprochene Bearbeitung von Reisberg (Deutschland) und Tomkin (Sowjetunion), die Memoiren und die Bearbeitung von J. Humbert-Droz, die Arbeit

des Bulgaren Samuilow, der unsere Kenntnisse mit neuen bulgarischen Quellen bereichert, während Feliks Tych auf die polnischen Relationen eingeht. Wir könnten diese Aufzählung noch weiter fortsetzen, da ja über die revolutionären Bewegungen der einzelnen Länder ebensoviel Bücher erschienen sind wie über die Führer der Arbeiterbewegung dieser Epoche. In dieser ständig anwachsenden Literatur gebührt der von Horst Lademacher zusammengestellten Arbeit ein besonderer Platz.

Diese, vom Amsterdamer Gesellschaftswissenschaftlichen Institut betreute und mit seiner Hilfe erschienene Arbeit ist eigentlich die erste, die nicht nur das Material der Verhandlungen der Zimmerwalder (1915) und der Kienthaler (1916) Konferenz enthält, sondern auch das in der im September 1917 in Stockholm abgehaltenen und schon bedeutend weniger bekannten III. Konferenz. Selbst wenn Lademacher nichts weiter geboten hätte, sicherte er damit jenen, die diese Bewegung kennenlernen wollen, das wichtigste Quellenmaterial. Doch seine Arbeit geht darüber wesentlich hinaus.

Die in zwei Bänden erschienene Arbeit enthält in ihrem ersten Teil außer einer umfassenden Einleitung — die wir hier nicht behandeln — die Protokolle der Konferenzen. Doch nicht nur das. Lademacher publiziert hier die Protokolle des nach der Zimmerwalder Konferenz geschaffenen zentralen Koordinationsorgans, des Interna-

tionalen Sozialistischen Komitees, bzw. des größeren »erweiterten Internationalen Sozialistischen Komitees« über die im Februar und Mai 1916 abgehaltenen Sitzungen. Ebenso finden wir hier die Rundschreiben und Aufrufe des Internationalen Sozialistischen Komitees, die zumeist mit der Vorbereitung der Konferenzen in Zusammenhang stehen. In eine gesonderte thematische Einheit gegliedert, publiziert er einige neue interessante Dokumente über die Grimm-Affäre, die seinerzeit einen großen Sturm ausgelöst hatte, was zwar in engem Zusammenhang mit der Zimmerwalder Bewegung steht, aber doch nicht mit dieser identisch ist. Und schließlich — an erster Stelle, da Lademacher verständlicherweise die chronologische Reihenfolge einhält — das Protokoll der Konferenz von Lugano (Oktober 1914). Der zweite, noch umfangreichere Teil publiziert den Briefwechsel der Teilnehmer der Zimmerwalder Bewegung.

Schon diese bloße Aufzählung zeigt, welchen beispiellosen Wert dieser Quellenpublikation zukommt, die weniger bekannte Prozesse und Momente in vielen Details neu beleuchtet. Ein Verdienst des Bearbeiters ist es, daß er nicht nur Dokumente publiziert, sondern deren Handhabung mit erklärenden Anmerkungen erleichtert. Diese Anmerkungen machen Ereignisse, Verhandlungen und Personen verständlich und haben manchmal quellenkritischen Charakter.

Es dürfte sich erübrigen, hier auf die Geschichte der beiden Zimmerwalder Konferenzen einzugehen. Interessant jedoch erscheint das Material der weniger bekannten III. Zimmerwalder Konferenz, auf der sich der bolschewistische, der Martower Gedankengang und die Vorstellungen der deutschen »unabhängigen« Sozialisten gut abzeichnen. Nicht minder neu ist das Material der Verhandlungen vom Mai 1916, die — wie es scheint — in den Grundfragen die in Kienthal angenommenen Beschlüsse wohl nicht modifizieren, doch zeigt es sich, daß die Zimmerwalder »Mehrheit« auf Kosten der »Zimmerwalder Linken« erstarkte.

Separat muß von der Luganer Konferenz gesprochen werden. Bekanntlich war diese

nach Ausbruch des Krieges die erste internationale sozialistische Konferenz, auf der sich italienische und schweizerische Sozialistenführer trafen und Beschlüsse gegen den Krieg gefaßt wurden. Doch aus dem hier veröffentlichten Protokoll geht auch hervor, wie vielerlei Strömungen hier aufeinandertrafen. In Lugano war es für die Abgrenzung nicht maßgebend, ob man aus Italien oder aus der Schweiz kam. Auch in Lugano hatten die Sozialisten zu gewärtigen, daß sie mit der Akzeptierung der Vaterlandsverteidigung konfrontiert werden, und gerade diese grundlegende Frage führte zur Spaltung der Teilnehmer in Lugano — was damals nicht in die Öffentlichkeit geriet. In Lugano hielten natürlich die Rechten (die Schweizer Pflüger und Greulich) die Annahme des Standpunktes der Vaterlandsverteidigung für möglich, und auch einige Italiener (Modigliani) neigten dazu. Diesen gegenüber verwarf am radikalsten der Führer der italienischen Partei, C. Lazzari, jedwede Vaterlandsverteidigungsthese, worin ihn auch die Vertreter der Schweizer Linken, Ch. Naine, ja selbst Grimm unterstützten. Unsicherer waren die Konferenzteilnehmer in der Beurteilung der Rolle des Internationalen Sozialistischen Büros — was nicht überrascht, weil in der Zimmerwalder Bewegung sich in diesem Punkt bekanntlich auch später in vielen Fällen Gegensätze ergaben. Schade, daß sich Lademacher in seiner Einleitung oder in den Anmerkungen nicht damit befaßt, welches Echo Lugano in der damaligen internationalen sozialistischen Bewegung und in ihrer Presse erweckte. Er macht nur eine einzige Ausnahme, als er erwähnt, wie die Thesen der Bolschewiken Rußlands — namentlich Lenins — den Delegierten damals schon bekannt waren, und wie sehr diese die Arbeit der Konferenz beeinflußt haben. Und obwohl er das erwähnt, unterschätzt er diesen Einfluß, was die sowjetischen Historiker in ihren Rezensionen auch kritisierten (Novaja i Nowejsaja Istorije, 1969, Nr. 4).

Nach Lugano würden auf dem Wege nach Zimmerwald chronologisch nun die beiden internationalen Konferenzen folgen, die im Frühjahr 1915 in Bern stattgefunden haben.

Die Berner Jugend- und Frauenkonferenz erwähnt Lademacher in seiner Einleitung ebenfalls, aber nur sehr flüchtig, ohne auf die Ergebnisse, das Material, die Literatur dieser Konferenz detailliert einzugehen. Auch im Quellenmaterial des Bandes fehlen diese beiden Konferenzen, wenn wir nicht den die Korrespondenz beinhaltenden zweiten Band berücksichtigen. Die Protokolle der beiden Berner Konferenzen befinden sich offensichtlich nicht im Besitz des Autors. Die beiden Berner Konferenzen können viel mehr als Vorspiel zu Zimmerwald betrachtet werden als Lugano, wenn auch nicht bestritten werden kann, daß auch aus Lugano ein gerader Weg nach Zimmerwald führt, haben doch die beiden veranstaltenden Parteien — die schweizerische und die italienische Partei — dort beschlossen, mit der sozialistischen Aktion gegen den Krieg nicht mehr länger zu warten. Lademacher hätte sich aber im Falle der beiden Berner Konferenz auf die bereits publizierte wertvolle Korrespondenz berufen können, kann doch der eine Zweig derselben genau verfolgt werden. Die Korrespondenz von Krupskaja, Inessa Armand mit holländischen, deutschen, französischen und anderen Vertreterinnen der Internationale ist ja teilweise aufgrund der Dokumentenpublikation der Zeitschrift *Istoritscheskij Archiv* zugänglich. Schade, daß Lademacher dieses Material nicht mit neueren Quellen (so eben aus der Korrespondenz von Balabanowa) ergänzen konnte. Bezüglich der Berner Konferenz hat die sowjetische Zeitschrift nicht alles publiziert, was diesbezüglich im Archiv des Marx—Engels-Instituts zu finden ist (unter anderem die Antwort des Engländers Montefiore, den Brief Litwinows über die englischen Beziehungen, den Brief des Polen Warski, der in allem Zetkin unterstützte, auch in der damaligen Geschichtsauffassung Zetkins, die sich zu dieser Zeit nicht in allem mit der Lenins deckte), doch all das kann in skandinavischer Relation aufgrund der Korrespondenz Kollontajs mit F. Ström ergänzt werden (Universitätsbibliothek Göteborg), wo man ergänzende Beiträge bezüglich der beiden Berner Konferenzen finden kann.

Im allgemeinen kann festgestellt werden,

daß sich Lademacher in dieser anspruchsvollen Arbeit — die offenbar für lange Zeit eine erstrangige Quelle für die Geschichte der Bewegung bleiben wird — neben einigem Moskauer Archivmaterial sich fast ausschließlich auf das Material des Amsterdamer Archivs gestützt hat. Dies ergibt sich teils von selbst — aber nicht ganz. Denn offenbar hätte man auch in anderen Archiven ergänzendes Material finden können. Auch glaube ich nicht, daß das österreichische Echo der Zimmerwalder Bewegung total gleichgültig wäre, diesbezüglich wären die Briefe von Danneberg und F. Adler unbedingt in Betracht zu ziehen. Und in skandinavisch-schwedischer Relation darf man sich nicht — wie es Lademacher tat — mit der Publikation einiger Briefe von Nerman bzw. Kollontaj begnügen. Zur Entfaltung der Zimmerwalder Bewegung in Skandinavien wäre der Nachlaß von Ström (darin, außer den Briefen von Kollontaj auch andere meritorische Briefe, u. a. von Bucharin, Urickij, Münzenberg und Platten) gut zu verwerten gewesen, dann der Nachlaß von Kilbom in Stockholm, in welchem sich auch einige — inhaltlich zwar nicht vielsagende — Postkarten Höglunds eben aus der Zimmerwalder Zeit befinden. Doch gibt es auch einen archivarischen Höglund-Nachlaß, dessen Material man ebenfalls hätte verwerten können. Und hier haben wir einstweilen bloß über zwei Gebiete gesprochen. Freilich, alles zu publizieren ist einfach unmöglich, man muß auswählen, doch hätte man in der Einleitung auf die Schwierigkeiten und die in Betracht kommenden Quellen hinweisen können.

Die hier angeführten Quellen haben ihren Platz strukturell außerhalb des Horizonts des die Korrespondenz beinhaltenden zweiten Bandes. Lademacher ist nämlich im grund genommen davon ausgegangen, nur jene Briefe zu publizieren, die Grimm im Namen des Internationalen Sozialistischen Komitees geschrieben hat oder die an ihn gerichtet waren. Manchmal ist er jedoch von diesem Prinzip abgewichen, als er z. B. den Briefwechsel Merrheims mit den Schweizer Gewerkschaftsführern oder die gegenseitige Korrespondenz der holländischen Sozialisten

(Roland Holst, Raveynstein, Wijnkoop, Pannekoek) publiziert. Der Herausgeber hat also Ausnahmen gemacht, was dem Band keinesfalls zum Schaden gereichte. Doch hätte er auch noch einige andere Ausnahmen machen können. Außer den bereits erwähnten hätte auch die Korrespondenz der französischen Mitglieder der Zimmerwalder Bewegung eine solche Quelle ergeben können. Und unter dem offiziellen Material hätten auch die Berichte des Auslandsbüros der zaristischen Ochrans, die Krassilnikow verfaßte, ein interessantes Spiegelbild Zimmerwalds und seiner Bewegung geben können. Hier würden auch die Akten der russischen revolutionären Emigration einige interessante Beiträge liefern.

Die sowjetischen Kritiker des Bandes dürften recht haben, wenn sie darauf verweisen, daß bei der Auswahl der Korrespondenzen gewisse strukturelle Verschiebungen vorhanden sind, schöpft doch der Band hauptsächlich aus den Schreiben der Mitglieder der Zimmerwalder Mehrheit und aus jenen der Linken bedeutend weniger. Von Lenin können wir nur ganz wenige Zeilen lesen, so daß man über die Bewegung eine falsche Optik erhalten kann.

Neben einer besseren Erhellung der Konturen der Linken wäre es für die Einordnung der Zimmerwalder Bewegung dienlich, wenn sich die Reflektoren der Rechten nicht darauf konzentrieren würden, wie man in Regierungskreisen über Zimmerwald dachte (und auch dieses Bild könnte noch bedeutend ergänzt werden), sondern auch darauf, welcher Meinung die Führer der »Mehrheits«-Sozialisten von Renaudel bis Scheidemann über diese Bewegung waren. Und hier würden wir das Bild nicht nur auf die sozialistischen Parteien der kriegführenden Länder beschränken, da ja die Äußerungen von Stauning, Branting und Troelstra nicht minder charakteristisch und im Endergebnis abweisend sind, und diese die Zimmerwalder auf jeden Fall beeinflussen haben, noch dazu offenbar nach links. (Die Äußerungen der Parteiführer der neutralen Länder hätte Lademacher gerade aus dem Troelstra-Nachlaß im Amsterdam bzw. aus dem Branting-Nachlaß in Stockholm reichlich benutzen können.)

Unseres Ermessens lohnt es sich, auch bei dem Schlußdatum des Bundes zu verweilen. Zweifellos bilden die Jahre 1915–1916 die »Heldenzeit« der Bewegung. Es ist bekannt, daß Lenin vom Frühjahr 1917 an die Bewegung mit stets wachsender Skepsis betrachtete und nur mehr mit der Zimmerwalder Linken rechnete. Andererseits nahm die Korrespondenz ab, offenbar von der Zeit an, da sich die russische Emigration nach der Februarrevolution nacheinander aus der Schweiz entfernte und auch das Internationale Sozialistische Komitee nach Stockholm verlegt werden mußte. Es fragt sich nur, ob dieses Versiegen in solchem Ausmaße erfolgte. Aus der Zeit nach dem Februar 1917 veröffentlicht Lademacher insgesamt 7 Briefe, davon entfallen 3 auf die Korrespondenz zwischen Grimm und Balabanowa, ein weiterer Brief berührt eigentlich nur die Peripherie, denn die Verbindung Grimm–Herron ist für die Zimmerwalder Bewegung nicht charakteristisch, höchstens in der Frage, wie die »außerhalb Zimmerwalds stehenden« westlichen Sozialisten reagiert haben, und von diesen ist Herron nicht der wichtigste. Im Falle dieser Zeit, die bedeutend weniger bekannt und eines eingehenden Studiums würdig ist – unter anderem gerade aus dem Gesichtspunkt, ob Zimmerwald auch nach dem Frühjahr 1917 auf die westeuropäische Arbeiterbewegung revolutionierend oder zumindest vorantreibend einwirken konnte –, hätte man das Material aus vielerlei Quellen, so auch aus dem erwähnten schwedischen Archivmaterial bereichern können. Und wenn dies auf das Jahr 1917 zutrifft, hätte man diesen Versuch auch auf das Jahr 1918 ausdehnen können, da ja Lademacher aus dieser Epoche insgesamt nur ein Dokument veröffentlicht: den Brief Grimms an Balabanowa vom Januar 1918.

Und schließlich soll noch ein Problem aufgeworfen werden, nämlich das Echo der Bewegung in der Presse. Lademacher geht auch auf diese Zusammenhänge ein, doch eher nur streifend, in erklärenden Anmerkungen, was er aber auch nicht umgehen kann, da in den Materialien der Konferenzen, in den Briefen davon die Rede ist. Er veröffentlicht

jedoch die Presseartikel nicht und gibt über diese keine bewertende Übersicht. Das Echo der Presse ist so freilich ungleichmäßig.

In ungarischer Relation können wir leider nur die Mängel verbuchen. Das Bild könnte auch aus ungarischen Archivquellen ergänzt

werden; ebenso sollte erwähnt werden, daß im Gegensatz zu den Artikeln des »Vorwärts« und der »Arbeiterzeitung« das ungarische Organ »Népszava« (Volkstimme) Zimmerwald begrüßt hat.

J. Jemnitz

Elemér Mályusz: Az V. István-kori Gesta

(La Geste du temps d'Étienne V.)

[in *Értekezések a történeti tudományok köréből. Új sorozat (Dissertations historiques. Nouvelle série)* 58. Directeur de la série Gy. Spira]

Budapest, 1971. Akadémiai Kiadó. pp. 151, 4 photocopies

Nous savons que dans la cour royale de Hongrie, des chroniqueurs faisaient des notes historiques à partir du milieu du XI^e siècle. Ces notes, complétées et modifiées à presque chaque tournant d'époque, nous sont parvenues dans plusieurs variantes de chroniques (Nemzeti, Budai, Dubnici etc.). Les différentes strates de ces textes, provenant de diverses époques, ont été bien délimitées grâce à des analyses méticuleuses exécutées dans le cadre d'études critiques modernes des chroniques, études qui sont en cours depuis bientôt un siècle. C'est ainsi qu'a pu être séparée de la Geste primitive, datant du milieu du XI^e siècle, sa suite, la Gesta Ladislai regis, écrite au début du XII^e siècle, sous le règne de Coloman, et de celle-ci sa suite rédigée au milieu du XII^e siècle, ainsi que les passages conçus plus tard. C'est Sándor Domanovszky qui, le premier, avançait que ces passages plus tardifs dataient du règne du roi Étienne V. En ce qui concerne l'auteur de cette suite, György Györffy réduisit avec beaucoup d'ingéniosité le nombre des données sur lesquelles on pouvait s'appuyer, et en partant de ces données il a identifié l'auteur de la Geste de l'époque d'Étienne V avec le maître Ákos, curé de Pest, ensuite custode au chapitre de Székesfehérvár, et puis père prévôt à Buda, entretemps chapelain du roi et chancelier de la reine. János Horváth ajouta de fins détails aux recherches de Györffy en définissant,

avec une minutie philologique, les chapitres de nos chroniques dus à la plume du maître Ákos, ainsi que les modifications que celui-ci a faites dans les travaux de ses prédécesseurs. Dans sa dernière étude, qui présente une union exceptionnelle des méthodes philologiques et historiques et qui est le résultat supplémentaire de ses recherches relatives à la chronique de Thuróczy et de sa monographie sur ce sujet. Elemér Mályusz a atteint avec ses conclusions les limites jusqu'où, à mon avis, on peut aller à l'aide de cette méthode complexe. Ses commentaires aux chapitres de la Chronique Thuróczy dus à maître Ákos sont réunis, et complétés de remarques d'ordre général. Sa conclusion est que le maître Ákos avait ajouté à la Geste précédente des chapitres entiers, et de plus «il y avait modifié quelques phrases dans différents endroits». (p. 91.) Mályusz a méticuleusement enregistré ces modifications. Ses confrontations jettent de la lumière sur les intentions par lesquelles maître Ákos était guidé dans ses modifications et dans la manière d'écrire les nouveaux passages. Il possédait des connaissances étonnamment larges de sa matière, avait un talent exceptionnel de faire revivre le passé, ces qualités contribuaient à ce qu'il puisse dépasser les conditions de classe d'un chroniqueur de ce temps (conditions définies déjà par János Horváth) et lui permettaient d'écrire plus concrètement du milieu intellectuel où il

avait vécu et où sa personnalité d'historien et de fonctionnaire royal s'était formée. Tantôt Mályusz a recours à l'œuvre afin d'en faire des déductions concernant l'auteur et ses conditions de vie, tantôt il intègre les renseignements parvenus par hasard jusqu'à nous dans le tableau que l'historiographie occidentale avait tracé de la carrière dans les chancelleries. De cette façon il arrive à évoquer au moins les contours du personnage qui se perd dans l'ombre de cette époque dont nous possédons des données si frustes.

Dans ce qui suit nous ferons quelques remarques aux passages du travail de Mályusz où il s'appuie sur l'œuvre même pour faire des déductions concernant l'auteur et ses vues, passages auxquels lui-même prête plus de poids. Peut-être mes remarques pourront-elles, du moins avec des nuances, rendre plus nets, plus reconnaissables les traits qui marquent les vues et les intentions des chroniqueurs de ces siècles lointains, surtout celles de maître Ákos.

Au cours de l'analyse textuelle de la chronique, dans presque tous les cas où nous savons, grâce à d'autres sources ou à la reconstitution faite avec une minutie sans pareille, le déroulement des événements, Mályusz a constaté que le chroniqueur d'Etienne V avait, d'une manière ou d'une autre, modifié la réalité. Il est presque nécessaire que Mályusz ait accompagné ses constatations de remarques négatives (qu'il me soit permis de dire, avant même de tirer mes conclusions, que ce sont des remarques en apparence négatives). Sans faire un choix plus approfondi, je passerai en revue quelques-unes de ses remarques critiques.

En datant l'introduction des sollicitations par voie de requête écrite non pas du temps de Béla IV mais du règne de Béla III, maître Ákos «*désirait augmenter le prestige de l'administration par écriture des chancelleries*» (p. 14 — Souligné par moi — M. K.). Le pape Benoît IX, de vie malfamée, est appelé par l'auteur «*bienheureux*». Ce pape étant celui qui, à ce qu'on dit, avait accordé le privilège lié aux vêtements liturgiques de Fehérvár, «*l'auteur voulait augmenter l'importance de cette mesure*» (p. 17). «*Afin de renforcer*

l'autorité de la prévôté de Buda», il avait procédé à plusieurs modifications de l'histoire de cette institution ecclésiastique (p. 18). Ainsi par exemple «*maître Ákos attribua en toute conscience à Géza I^{er} le don fait au chapitre*» (p. 19), «*il employa avec intention des formes archaïques*» (p. 12), «*écrivit sans gêne que saint Etienne se rendit en personne à Rome*» (p. 22). A plus d'un endroit «*il parle comme de liens réels, de liens familiaux fictifs*» (p. 30). Les lauriers guerriers des Nagymartoni sont «*les produits de l'imagination de maître Ákos*» (p. 35). Dans la relation de la principauté d'Etienne en Styrie, souvent «*en dehors des protagonistes, les événements sont également nés de son imagination*» (p. 35). «*Il était l'historien qui décrivit l'état politique de son époque comme la suite directe de l'état à l'époque de la conquête du pays . . .*» (p. 49). «*Plus ses récits s'écartent de la réalité, plus nettement nous voyons la classe dominante de la Hongrie du temps d'Etienne V*» (p. 101). «*. . . la situation de sa propre famille constitua la base à partir de laquelle il suivait les conditions concrètes de son époque et le cours de l'histoire*» (p. 53). Le but des modifications faites par maître Ákos était «*d'accommoder la conscience historique à la situation effective*» (p. 53). «*. . . il n'a fait qu'adapter le passé à la situation concrète de la société*» (p. 57). «*Il n'est pas sans intérêt de noter*» à propos du récit ajouté au mariage de Sarolt — écrit Mályusz — «*que le maître Ákos supposait dans ses contemporains un sens chronologique fort incertain*» (p. 61). Il traite de préférence les faits et les origines de ses contemporains de haut rang et «*sans broncher il transforme la tradition*» (p. 70). «*Non seulement il adapta sciemment la tradition, mais il créa aussi des ancêtres à défaut de tels*» (p. 83). L'histoire de la grande victoire après la défaite sur le Lech «*est inventée d'un bout à l'autre*» (p. 99). Il puisa les détails de la merveilleuse campagne dans les sources relatant les victoires hongroises des décennies précédentes «*les détails sont donc parfaitement démontrables — dit Mályusz —, mais l'ensemble est le produit du plus grand arbitraire d'auteur*» (p. 100). L'auteur démontre plusieurs fois, dans les chapitres traitant les

guerres de rapace « *les procédés arbitraires de maître Ákos* » (p. 102). Dans la suite aussi il est forcé de constater « *qu'il fait bon marché de la réalité afin d'atteindre son but fixé dès l'avance* » (p. 113).

Dans ces particularités de son attitude, dans ces modifications répétées de la vérité, Mályusz voit les « *inconvenients de l'attitude d'écrivain* » (p. 60) tandis que pour le récit fait avec un effort d'objectivité il le complimente « *de son comportement digne d'historien* » (p. 52); ou bien il constate qu'il « *avait accompli par là le devoir d'historien* » (p. 106). Le récit fidèle à la réalité « *fait apparaître maître Ákos comme un historien qui se tient aux faits* » (p. 34).

La confrontation de ces passages rares, presque exceptionnels, aux passages, incomparablement plus fréquents, où maître Ákos avait altéré la vérité, où il avait placé les événements dans une chronologie faussée, dans un contexte différent, où, sans aller aussi loin que le notaire Anonyme (qui pour « *nationaliser* » une légende populaire, l'avait remplie de contenu de classe, en faisant par exemple du Botond de la légende populaire un membre de la classe dominante), il a toutefois faussé les choses en y faisant refléter ses vues sur la société, cette confrontation pose inévitablement la question de savoir si ce ne sont pas les derniers cas, les faits défigurés, qui caractérisent sa pratique d'historien, bien plus que les récits fidèles des événements? On découvre chez lui tant d'exceptions aux règles de l'objectivité, qu'à notre avis c'est plutôt cette série d'exceptions qui paraît être l'élément typique de son procédé d'historien. Dans une de ses notes (p. 101, note 84) Mályusz remarque que « *l'Europe du XIII^e siècle ne demandait pas aux historiens de se tenir à la réalité* ».

La fidélité à la vérité historique n'était pas le côté fort des siècles précédents non plus, encore qu'ils ne soient pas allés aussi loin. Au haut moyen âge, certes, les réminiscences antiques posèrent encore aux historiens l'exigence de relater les faits sans peur, sans envie et sans égards, mais cela n'empêchait pas par exemple l'auteur de notre

Geste primitive comme le constate Elemér Mályusz dans *A Thuróczy-krónika és forrásai* (La chronique Thuróczy et ses sources), Budapest, 1967, p. 32 — in *Tudománytörténeti Tanulmányok* 5. — de ne pas être guidé dans le récit des faits par quelque sens historique de la réalité. L'étude des gestes ultérieures démontre également que « *la révision tendancieuse était devenue pour ainsi dire une pratique courante des historiographes* » (ibid. p. 33, souligné par moi — M. K.). Une des manifestations les plus fréquentes, les plus typiques, était le renversement de la chronologie, l'archaïsation des faits, des institutions, des lois — et ce aussi bien dans les chroniques plus anciennes que chez maître Ákos. La question est de savoir s'ils agissaient ainsi, si maître Ákos se permettait de procéder de cette façon, parce qu'ils supposaient que leurs lecteurs n'avaient pas le sens bien sûr de la chronologie. A mon avis, nous n'avons guère besoin d'avancer une telle hypothèse. L'homme médiéval, tout en sachant que le temps passait, pensait peu à ce que le changement des siècles devait laisser son empreinte sur les hommes, les groupes d'hommes, les sociétés, les institutions et les pays. L'historien médiéval n'éprouvait donc pas de difficulté ou de gêne particulières à placer les faits, la naissance d'institutions, la pénétration dans la vie de certaines coutumes, à des époques antérieures de quelques décennies ou de quelques siècles à leur apparition effective. Pour l'homme médiéval l'ancienneté du droit ne faisait que confirmer sa force, sa vigueur, sa justesse. Il est tout aussi clair que la démonstration de l'ancienneté de l'objet de leur chronique, son antédation de quelques siècles, était non seulement admissible pour les chroniqueurs médiévaux, mais, je me permettrais de dire que ce renversement de la chronologie était considéré comme une des qualités d'historien.

L'arbitraire dans la chronologie des faits, ou, disons-le carrément, la falsification de la chronologie, cet élément des plus essentiels du récit historique, nous avertit qu'il est impossible d'aborder les auteurs des gestes, dont maître Ákos, en les mesurant à l'idéal

moderne de l'historiographie et, à partir de cette attitude, de louer leur objectivité ou de leur reprocher son absence. La formule paraîtra peut-être paradoxale, mais les chroniqueurs médiévaux voyaient le sens de leur travail non pas dans la recherche de la vérité, dans le récit aussi fidèle que possible des faits effectifs, leur tâche était de donner un caractère historique aux faits, de créer un passé aux choses, de placer les événements dans un temps aussi reculé que possible. De toute leur force ils cherchaient à donner un aspect ancestral aux mesures prises par les souverains, au droit coutumier, aux institutions. La vérité entraînait chez eux dans une hiérarchie de valeurs diamétralement opposée à celle de l'historiographie moderne. De toute façon elle ne correspondait pas sans équivoque à l'idéal de Ranke: présenter les faits tels qu'ils étaient dans la réalité. La fonction de leur historiographie ne peut pas non plus se comparer à celle de l'historiographie moderne. S'ils se proposaient de rendre fidèlement compte de l'évolution des destins du monde, ils voulaient au moins autant, sinon davantage, influencer ces destins.

Pour faire la somme de ses analyses faites phrase par phrase, Mályusz trouve la formule juste en disant que maître Ákos «estimait que la vocation de l'historien était de rendre manifestes les grands contextes» (p. 142). Il arrangeait sa matière, comme ses

prédécesseurs d'ailleurs, pour la rendre conforme à des objectifs actuels. Partant de ces remarques, il m'est peut-être permis de modifier la constatation citée de Mályusz, en disant que nos chroniqueurs médiévaux, dont aussi maître Ákos, se proposaient moins de chercher et de montrer les grands contextes, les rapports historiques, que de les construire. Par leurs relations ils projetaient de la lumière sur les périodes et sur les personnalités du passé qu'ils voulaient présenter à leurs lecteurs conformément à leur but préconçu. La différence essentielle entre maître Ákos et ses prédécesseurs ne provient pas de leur attitude différente devant la réalité ou des modifications qu'ils effectuaient dans les sources dont ils disposaient, elle s'explique par la différence entre les couches de société dont ils voulaient satisfaire par leur travail la curiosité et les intérêts. La couleur personnelle de leur récit, et partiellement son contenu, sont dus en premier lieu à leur situation déterminée par l'histoire de la société.

L'ouvrage d'Elemér Mályusz, réduit en volume mais extrêmement riche en renseignements et en idées, exercera certainement une influence féconde sur l'historiographie relative aux premiers siècles de l'Etat hongrois. Les données qu'il avait retenues après le triage minutieux constituent une base solide pour les recherches ultérieures.

M. Komjáthy

Források Budapest múltjából I. 1686—1873
(*Quellen aus der Vergangenheit Budapests I. 1686—1873*)

Budapest, 1971, Fővárosi Levéltár, 331 S.

Die Steigerung des Urbanisationsprozesses ist eine notwendige Folge der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung des modernen Zeitalters. Der stürmische Fortschritt der Urbanisierung der Lebensform und des Lebensrahmens ist eine Erscheinung der wachsenden Großstädte, die zugleich imposant und erschreckend ist, Anziehung und zugleich Widerstreben auslöst; gleichzeitig

hat er die Aufmerksamkeit verschiedener Wissenschaftszweige erweckt (Siedlungsgeographie, Soziologie, aber auch Baukunst, Organisierung, Planung usw.) und eine ganze Reihe von Forschungen wurde aus den miteinander verflochtenen Motiven des praktischen Bedürfnisses und der wissenschaftlichen Erkenntnis unternommen.

Der Geschichtswissenschaft wurde in

diesen Forschungen eine Doppelrolle zuteilt. Einerseits sollen die aus den Untersuchungen der einzelnen Seiten der Entwicklungsercheinung der Urbanisation gewonnenen Teilergebnisse zu einer Einheit zusammengefaßt werden, andererseits müssen die Forschungen in chronologischer Reihenfolge gestaltet werden und demnach die Bewegungsrichtungen und Tendenzen als diachronistischer Prozeß gemessen werden.

Die Stadtgeschichtsschreibung gelang erst neuerdings zur Erkenntnis dieser Probleme: ihr Interesse schien bis zu den letzten Jahrzehnten an der Schwelle der Neuzeit zurückzuschrecken. Daher kann eine jede stadtgeschichtliche Abhandlung, die sich mit den vergangenen Jahrhunderten beschäftigt, nicht nur mit besonderem Interesse rechnen, sondern auch als ein bahnbrechendes Unternehmen angesehen werden.

Ein solches, bahnbrechendes und lückenfüllendes Unternehmen ist die auf vier Bände geplante Quellenpublikation des Archivs der Hauptstadt Budapest. Ihr Beginn ist an einen Jahrestag gebunden: vor hundert Jahren, in 1873, wurde Budapest aus der verwaltungsmäßigen Vereinigung von drei Städten, Ofen, Pest und Altöfen, die miteinander in ihrem Leben und ihren Funktionen verwachsen waren, geboren.

Das Ereignis der Vereinigung ist — die Abschlußdokumente der organisatorischen Vorarbeiten der Hauptstadt und die Protokollierung der letzten, separat gehaltenen Generalversammlung der drei Städte — die abschließende Zeitgrenze des ersten Bandes. Das Anfangsdatum ist 1686, als unsere Städte sich von dem 150jährigen türkischen Joch befreiten und jenen Weg der Entwicklung betraten, der zur Gründung der vereinigten Hauptstadt des Landes führte.

Dieser Prozeß wird mit Hilfe von 174 Dokumenten in dem von Vera Bácskai fachgemäß zusammengestellten Band dargestellt. Ihre Einteilung zeigt die glückliche Vereinigung des chronologischen und thematischen Prinzips. Vier große Kapitel umfassen in chronologischer Reihenfolge vier aufeinander folgende Perioden: von der Befreiung der Türkenherrschaft bis zum Freiheitskampf

1848/49; die Periode des Freiheitskrieges vom Sturz des Freiheitskampfes bis zur Vereinigung im Jahre 1873, und die Ereignisse der Vereinigung. In dem eine größere Periode umfassenden ersten und dritten Abschnitt sind die Dokumente nach verschiedenen Themenkreisen (Verwaltung, wirtschaftliches Leben, Gesellschaft usw.) geordnet, und innerhalb derselben herrscht eine chronologische Reihenfolge. Jeder Teil wird von einem kurzen Vorwort eingeleitet, das einen bündigen Überblick über die Periode bzw. über die Hauptprobleme des Themenkreises gibt. Damit verhilft Vera Bácskai zum besseren Verständnis der Schriften, teilt dieselben in die zeitgenössische Literatur ein, und formt fast eine kleine Stadtgeschichte aus dem aus den Dokumenten sich ergebenden und schon wegen der zwangsläufigen Auslese mosaikartigen Bild. Offensichtlich kann nur mit dem Raummangel erklärt werden, daß die Anmerkungen der Dokumente sich auf das Wichtigste beschränken. Aber auch so konnten gewisse Wiederholungen nicht vermieden werden. Die Daten F. Schams's, des berühmten Weinbauers — von dem mehrere Aufzeichnungen über Ofen vom Anfang des XIX. Jahrhunderts aufgefunden wurden —, sind z. B. gleichfalls auf Seite 49, 89, und 90 zu finden.

Aus Umfangsgründen wurde der größte Teil der Dokumente nicht in extenso, sondern in Auszügen — unter Hervorhebung der bemerkenswertesten Teile — veröffentlicht. Dies ist nur zu begrüßen, weil die stereotypen Wendungen, der Druck der unwichtigen Elemente den Text nur überflüssig belastet hätten. Bei der Ausgabe der mittelalterlichen Urkunden hat eine derartige Textverkürzung schon ihre althergebrachte Form. Die Methodik der neuzeitlichen Quellenausgabe ist nicht so entwickelt und so konnte unser Band nichts anderes tun, als die ausgelassenen Teile zu markieren.

Die Mitarbeiter des Bandes wollten in erster Reihe die identischen Probleme, die Vereinigung des Lebens der drei Siedlungen (Ofen, Altöfen, Pest) veranschaulichen, sie schon vor der offiziellen Vereinigung als eine Einheit betrachtend. Anhand dieser Methode

wird die Verfolgung der charakteristischen Merkmale der einzelnen Stadtteile erschwert, und besonders wird vor allem das Bild des an Aufzeichnungen armen Altofen »blasser«.

Die historische Auffassung des Bandes ist durch die modernen funktionellen Anschauungen charakterisiert die parallele Entfaltung der städtlichen und hauptstädtischen Funktionen, sowie Wirkungskreisen wird dargestellt. Demgemäß steht im Mittelpunkt die Darstellung von zwei miteinander verflochtenen Hauptströmungen: die erste beschreibt, wie die zerstörte Siedlung nach der Verjagung der Türken wiederbelebt und zu einer Weltstadt entwickelt wurde, die andere charakterisiert, wie sie zum wirtschaftlich-kulturellen, dann politischen Verwaltungszentrum des Landes geworden ist.

Das wirtschaftliche Leben der drei Städte am Anfang des XVIII. Jahrhunderts wurde von ihrem agrarischen Charakter bestimmt — in Ofen und Altofen gab es Weinbau, in Pest Viehzucht. Eine sog. städtische Funktion zeigte damals nur der Viehhandel in Pest, und der Handel — wie im Band gut veranschaulicht — wurde zu einem höchst dynamischen Wirtschaftszweig. Die Pester Märkte übertrafen rasch die lokalen Rahmen und trugen wesentlich dazu bei, daß die Stadt der Mittelpunkt des Landes geworden ist, weiterhin umfassen sie allmählich den ganzen Handelsverkehr Ungarns. Der Beginn der Dampfschiffahrt, später der Bau von Eisenbahnen förderte auch den Handelsverkehr. Der seit den 1850er Jahren im ganzen Land an die erste Stelle tretende Naturalienhandel konzentriert sich auch in Pest. Hier kulminiert der Großteil des Handelskapitals und solche Unternehmen, wie die Eröffnung der Getreidehalle, sowie der Börse, zeigen, daß die Hauptstadt auch zum Zentrum des Handelslebens geworden ist.

Die Entwicklung der Herstellungs- und Verarbeitungstätigkeit bleibt weit hinter der Handelstätigkeit zurück. Die Entfaltung der Manufaktur im XVII. Jh. blieb — wo das handeltreibende Pest gegenüber Ofen den Vorsprung hatte —, trotz der großen Entwicklung in der mittelalterlichen Form und übertrifft kaum den Rahmen der lokalen

Bedürfnisse. Daran konnten selbst einige Manufakturen der letzten Jahrzehnten des XVIII. Jh.-s nichts ändern; die Hindernisse ihrer Entwicklung werden im Band anhand einer Eingabe eines zeitgenössischen Unternehmers veranschaulicht. Erst die kapitalistischen Betriebe im XIX. Jh. brachten eine langsame Wendung. Das Handelskapital ist dagegen auch auf diesem Gebiet noch immer bestimmend: im Jahre 1860 wird die mit dem Naturalienhandel verbundene Mühlenindustrie der meist entwickelte Industriezweig und gleichzeitig wird Pest ein Mittelpunkt der Mühlenindustrie des Landes.

Die Entwicklung zum geistigen Zentrum des Landes war schon ein rascherer Prozeß. Die Anziehungskraft der Schulen der beiden Hauptstädte war schon in der Mitte des XVIII. Jh.-s sehr groß. Die Übersiedlung der Universität von Nagyszombat nach Pest im letzten Drittel des XVIII. Jahrhunderts war für das ganze Land bedeutungsvoll. Im XIX. Jh. steigert sich dieser Entwicklungsprozeß und wird durch den Ungarischen Wissenschaftlerverband, das Nationalmuseum, die Zeitschriften und das Theater erweitert, und um die Jahrhundertmitte ist die zentrale Rolle Pest-Buda's im kulturellen Leben Ungarns bereits unlegbar. Vielleicht ist diese verhältnismäßig zu frühe Entfaltung der Grund dafür, daß wir in den weiteren Teilen des Bandes kaum etwas über das kulturelle Leben erfahren. Während der Schriftleiter im ersten Kapitel dem geistigen Leben einen separaten Teil widmete, wird in den übrigen Teilen dieser Themenkreis kaum erwähnt.

Während bei der vorerwähnten Vorgängen das Zustandekommen der Landeszentrale und das Großstadtwerden miteinander verschmolzen in Erscheinung traten, trat die Entwicklung der städtischen Autonomie separat auf, zur gleichen Zeit, als die Landesverwaltung zum Zentrum wurde. Der Sitz der Landesobrigkeiten und des Parlaments fand lange Zeit zu Preßburg statt und nur stufenweise übernimmt — erst mit der Übersiedlung der Landeshauptgerichte nach Ofen, sodann mit der Übersiedlung des als Stellvertreter des Königs geltenden Palatins und

seines Hofes — Pest diese Rolle, als nach dem Freiheitskampf 1848/49 das Parlament endgültig hierher verlegt wurde.

Die Befreiung von der Verwaltung des Ärars bzw. der Kammer, sowie die Durchsetzung der Rechte der freien königlichen Städte bedeuteten die erste Phase der Entwicklung der Autonomie. Die zweite Phase war von zwei Kämpfen erfüllt: die eine räumte der zu vereinigenden Hauptstadt eine besondere Rechtstellung gegenüber den Zentralisierungsbestrebungen der staatlichen Verwaltung ein. Der andere erfolglose Kampf wurde gegen das Virilistensystem geführt, demzufolge die Hälfte der Stadtvertretung aus den größten Steuerzahlern gewählt wurde, was gleichzeitig auch den liberalen Geist der Hauptstadt gegenüber den führenden Kreisen des Landes bewiesen hat.

Neben den funktionellen Veränderungen gibt uns der Band auch ein Bild der gesellschaftlichen Umgestaltungen, in deren Rahmen die mittelalterliche zünftig-patrizische-plebejische Gliederung von den modernen

Gesellschaftsklassen — und von den für sie bezeichnenden Gegensätzen — abgelöst wurde.

Auch jene Dokumente sollen erwähnt werden, die die funktionelle Entwicklung in den Veränderungen der territorialen Ausdehnung und des Stadtbildes verfolgen. Diese ermöglichen es, anhand der durch dem ganzen Band führenden genauen und ausführlichen topographischen Anmerkungen, die standörtliche Identifizierung der alten Straßen und Gebäude und veranschaulichen so die Gestaltung des räumlichen Bildes der Stadt.

Das Ziel der Quellenausgaben-Serie wurde von der Hauptschriftleiterin, Ágnes Ságvári, in Ermangelung einer neuzeitlichen stadtgeschichtlichen Quellenausgabe als Ersatz bezeichnet. Der erste Band entspricht diesem Ziel und ist zugleich ein Beweis für die vertiefte Forschungsarbeit, insofern das Budapester Stadtarchiv nicht nur zu einem Forschungsinstitut der Hauptstadt, sondern der ganzen ungarischen Stadtgeschichte wird.

S. Gyimesi

Források Budapest múltjából II. 1873—1919

(Quellen aus der Vergangenheit Budapest II. 1873—1919)

Budapest, 1971, Fővárosi Levéltár, 522 S.

Dieser Band erschien am Vorabend der Hundertjahrfeier Budapests. Nach den Vorbereitungen von 1872 erfolgte 1873 die Vereinigung der drei Städte Buda (Ofen) und Óbuda (Altofen) am rechten und Pest am linken Donauufer. Am 25. Oktober 1873 hielt der Munizipalausschuß der vereinigten Hauptstadt seine konstituierende Sitzung.

Die unmittelbare Voraussetzung der Vereinigung war der Ausgleich von 1867 zwischen Österreich und Ungarn, das Zustandekommen des dualistischen Systems der Österreichisch-Ungarischen Monarchie. Mit dem Jahre 1867 nahm die bürgerliche Entwicklung Ungarns und des ganzen Habsburger-Reiches einen bedeutenden Aufschwung, Budapest wurde nach Wien zum zweiten bedeutenden Zentrum, zur Hauptstadt »der einen Hälfte« der Monarchie, Ungarns. In den Jahrzehnten

nach 1873 wurde Budapest als Ergebnis der kapitalistischen wirtschaftlich—industriellen und gesellschaftlichen Entwicklung zu einer modernen Weltstadt. Nach dem ersten Weltkrieg, der bürgerlich-demokratischen Revolution von 1918 (sie führte zum Zerfall der Österreichisch-Ungarischen Monarchie), der sozialistischen Revolution im März des Jahres 1919, war Budapest im Frühjahr und Sommer 1919 Hauptstadt der Ungarischen Räterepublik.

Der vorliegende Band behandelt also eine höchst bedeutsame Periode der Geschichte Budapests. Die Dokumente wurden, thematisch gegliedert, in chronologischer Folge veröffentlicht. Das Quellenmaterial der Jahre 1873—1914 ist in 5 Abschnitte eingeteilt: 1. Stadtpolitisches, 2. Entstehung der modernen Großstadt, 3. Wirtschaftliche Entwick-

lung, 4. Lebens- und Arbeitsverhältnisse, wirtschaftliche und politische Kämpfe der Arbeiterschaft der Hauptstadt, 5. Kultur und Schulwesen.

Die Jahre 1914–1918 werden in 3 Abschnitten behandelt: 1. Versuch einer Erweiterung der städtischen Autonomie und die Sackgasse der liberalen Stadtpolitik, 2. Kriegsmaßnahmen, Lebens- und Arbeitsverhältnisse der Stadtbevölkerung, 3. Anti-kriegsbewegungen.

Die Ereignisse von 1918–1919 gliedern sich in folgende Abschnitte: 1. Vom Ungarischen Nationalrat bis zum Hauptstädtischen Direktorium, 2. Oktober und März (aus den Schriften der Zeitgenossen), 3. die Zentral- und Bezirksräte für die sozialistische Stadtpolitik.

Dieser Aufbau gewährt eine gute Übersicht, selbst wenn die Absonderung der einzelnen Themenkreise nicht immer aufs beste ausfiel. (Dies zeigt sich z. B. bei den Abschnitten »Entstehung der modernen Großstadt« und »Wirtschaftliche Entwicklung«.) Der Band enthält auch Dokumente, die eigentlich zu keinen der erwähnten Abschnitte gehören. Wir können aber die Schwierigkeiten der Arbeit der Herausgeberin verstehen: die Vielfalt des Lebens (und demzufolge die der Dokumente) ermöglicht kaum, die Gliederung in jeder Hinsicht einwandfrei zu lösen. Trotzdem taucht die Frage auf: Wäre es nicht besser gewesen, die einfache chronologische Reihenfolge anzuwenden?

Die Herausgeberin sah sich natürlich mit dem allgemeinen Problem von Quellenausgaben konfrontiert, die sich mit der modernen Zeit befassen: sie mußte unter den archivalisch einheitlichen Schriften eine weitgehende Auswahl treffen, ganz zu schweigen davon, daß das Schriftenmaterial eines einzigen Typs vom Leben der Stadt kein Bild bieten könnte. So wurde es notwendig, Protokolle der Munizipalversammlung, der Räte, behördliche Verordnungen, Eingaben, Briefe, ja, auch Memoiren zu veröffentlichen. Im Vorwort stellt die Herausgeberin im wesentlichen richtig fest: »Unser Band ist nur ein Lesebuch; obzwar wir bestrebt waren, die wichtigsten, charakteristischsten Dokumente

zu publizieren, konnte unsere Auswahl viele wesentliche Gebiete der Stadtpolitik und des Lebens der Hauptstadt nicht erfassen, unsere Hände waren durch die Publikationsgattung, der Art der verfügbaren Akten und Schriften, nicht zuletzt durch den Umfang des Bandes gebunden.« Wir halten bloß das Wort »nur« für allzu und fast überflüssig bescheiden. Auch ein solcher Band von der Art eines »Lesebuches« ist von wesentlichem, wissenschaftlichem Nutzen, selbst wenn er den Forscher der Mühe nicht enthebt, sich in die verschiedenen Sammlungen weitgehend zu vertiefen.

Aus dem Gesagten geht hervor, daß im Falle des vorliegenden Werkes wie auch sonstiger ähnlicher Publikationen die redaktionelle Konzeption eine sehr große Rolle spielt. Dadurch ist bedingt, inwiefern es gelingt, aus dem umfangreichen Schriftenmaterial die wesentlichsten, die authentischsten Stücke auszuwählen. Der Selektierende muß über das Thema gründlich informiert sein, über eine vielseitige geschichtliche Bildung verfügen. Aus dem Band ist ersichtlich, daß Maria Kohut die wichtigsten Merkmale der Geschichte der ungarischen Hauptstadt in den Jahren 1873–1919 richtig sieht, das Quellenmaterial gut kennt und daher dessen Auswahl richtig — als Historiker — trifft. Zur Illustrierung der von uns akzeptierten Auffassung der Redaktion zitieren wir die zusammenfassenden Worte der ausführlichen Einleitung: »Die liberale Reformpolitik der sich rasch entwickelnden Hauptstadt des zurückgebliebenen Landes, die sich unter vielen natürlichen hemmenden Umständen durchsetzte, kam durch den ersten Weltkrieg endgültig ins Stocken; Elend und Probleme des Krieges konnten nicht durch stadtpolitische Reformen behoben werden, so daß der Sturm der Revolutionen nach dem konservativen Regime auch die davon nicht unbedeutend abweichende Führung der Hauptstadt zu Recht hinwegfegte.«

Schon aus den ersten Dokumenten sind die hemmenden Umstände ersichtlich, auf die die Redakteurin anspielt. Der emigrierte Kossuth kritisiert in seinem Brief vom April 1883 aus Turin die Unzulänglichkeit der

hauptstädtischen Selbstverwaltung. Diesbezüglich wurde auch späterhin keine Abhilfe geschaffen. Das Fehlen eines bürgerlich-demokratischen politischen Systems erschwerte die Bestrebungen zur Ausweitung der Selbstverwaltungs-Möglichkeiten. So wird auch in der Eingabe vom 24. Mai 1916 an den Ministerpräsidenten, Graf István Tisza, Beschwerde geführt: »Wenn wir einzelne unserer Gesetze untersuchen, kann festgestellt werden, daß wir zahlreiche Gesetze haben, die die wirtschaftlichen, kulturellen und materiellen Interessen oder die Verwaltung unserer Haupt- und Residenzstadt berühren und die oft solche Verfügungen beinhalten, die bezüglich der Provinz gut motiviert werden können, jedoch die spezielle Lage und die speziellen Verhältnisse der Haupt- und Residenzstadt nicht in Betracht ziehen, so daß diese Verfügungen die Interessen der Hauptstadt verletzen, ihr unbegründet hohe Lasten auferlegen, die sie zumindest nur unter den größten Schwierigkeiten tragen kann.«

Die Probleme der sich herausbildenden Hauptstadt beschränkten sich freilich nicht nur auf die enge Abzirkelung der Autonomie. Der Aufschwung der kapitalistisch-industriellen Entwicklung und ihre Krisen wirkten sich auch auf die sich in diese Entwicklung einschaltende ungarische Hauptstadt aus. Unter den ersten Dokumenten des Bandes findet sich der Antrag des Stadtphysikus Dr. Patrubány, Volksküchen und Wärmestuben einzurichten. Dem folgt ein Bericht des der Regierungspartei (liberalen Partei) angehörenden Abgeordneten und Magistratsrats Ambrus Neményi über die Wohnungsverhältnisse der Hauptstadt. Aus beiden Dokumenten bietet sich ein Bild des Elends in der Großstadt. Dies alles ändert jedoch nichts an der Tatsache, daß es um die Jahrhundertwende zu einer großangelegten — relativ planvollen, vom Stadtrat kontrollierten und nicht selten angeregten — Bautätigkeit, zu einer umfassenden Stadtneueinrichtung und zum Ausbau der Kommunalwerke kam. Aus den publizierten Dokumenten ist auch ersichtlich, daß die Regierung selbst — wenngleich kein Befürworter der

Erweiterung der hauptstädtischen Autonomie — nicht mit Maßnahmen zur Förderung der Hauptstadt geizte. Als im Februar 1891 der Handelsminister Gábor Baross zum Ehrenbürger von Budapest gewählt wurde, besagte der diesbezügliche Antrag des Stadtrates, daß der so Geehrte »mit seinen Schöpfungen auf dem Gebiete des Verkehrs das Leben des ganzen Landes, doch vor allem jenes der Hauptstadt Budapest in großem Maße gefördert hat.« Einen Aufschwung brachten auch die Festveranstaltungen des Millenniumsjahres 1896 aus Anlaß des tausendjährigen Bestehens von Ungarn.

Die Entwicklung der Stadt erhielt vor allem durch die Industrialisierung einen dauernden Auftrieb, so daß sich bereits um die Jahrhundertwende Proportionen herausbildeten, die vom Gesichtspunkt des ganzen Landes aus kaum für gesund gehalten werden können: fast ein Drittel der industriellen Entwicklung Ungarns konzentrierte sich in Budapest und Umgebung. Was die Einwohnerzahl anbelangt, stand die ungarische Hauptstadt 1870 in Europa an 17., im Jahre 1900 und ebenso 1910 (mit fast 900 000 Einwohnern) bereits an 8. Stelle. Die Herausgeberin des Bandes hielt es — sehr richtig — nicht für ihre Aufgabe, statistische Daten über die gesellschaftliche Struktur der Hauptstadt zu veröffentlichen; dies wäre Aufgabe einer Publikation anderer Art. Ebenso richtig war es aber, daß sie die aus Anlaß des politischen Streiks vom 10. Oktober 1907 angelegte Liste der Fabriken und Betriebe mit über 100 Arbeitern in dem Band aufnahm. Laut dieser gab es zu diesem Zeitpunkt etwa 60 000 Fabrikarbeiter in Budapest. (Mit allen Vororten erhöht sich diese Zahl auf 80 000.)

Wenn wir die Arbeiterschaft, die bürgerlichen Schichten und den Agrarcharakter des Landes in Betracht ziehen, könnte man meinen, daß die Selbstverwaltung der Hauptstadt — von der Regierung des Landes abweichend — einen gewissen demokratischen Charakter hatte. Davon war aber keine Rede. Der Stadtrat wurde aufgrund eines überaus beschränkten Wahlrechts gewählt. Der Band enthält das Protokoll der Sitzung des Stadtrates vom Oktober 1916. Erst in

dieser Sitzung wurde der Antrag der bürgerlichen Demokraten zur Abschaffung des Virilismus — er sicherte das Übergewicht der Bürger mit großem Vermögen — angenommen; zu einer praktischen Anwendung kam es aber nicht, weil infolge des Kriegszustandes keine Wahlen stattfanden. Diese Frage leitet aber schon zur Stadtpolitik in engerem Sinne über. Von 1873 bis zur Jahrhundertwende war im Rathaus eine Führung (Ráth — Kammermayer) tonangebend, die auf die Erweiterung der Autonomie drängte, sich aber der Regierung anpaßte und zugleich das völlige Vertrauen der Großbürgerschaft genoß. In den 1890er bzw. 1900er Jahren rückten aber zwei Richtungen, die bürgerlich-liberale und die bürgerlich-demokratische in den Vordergrund. Die Vertreter der ersten übernahmen auch die Führung der Hauptstadt.

Die bestimmende Persönlichkeit der liberalen Stadtväter war Dr. István Bárczy, der von 1906 bis 1918 Bürgermeister der Stadt und ein prominenter Vertreter des Freimaurertums war. Über die Ára Bárczy heißt es in der Einleitung des Bandes: »Die liberale politische Richtung in der Führung der Hauptstadt, das Rathaus Bárczyscher Observanz, konnte natürlich nicht zur demokratischen Vertretung der hauptstädtischen Bevölkerung werden, konnte aber auch nicht der Vollstrecker des Willens der Regierung, der Hemmschuh der fortschrittlichen und lokalen Bestrebungen sein, wie die Obergespäne in den Komitaten. Das Regime Bárczy war ein überbrückendes, ausgleichendes, verbindendes Glied zwischen den konservativ-adeligen Regierungen sowie dem deutschen und jüdischen Bürgertum, der sozialistischen Arbeiterschaft der Hauptstadt, das hinsichtlich des bürgerlichen Fortschritts mit Genehmigung der Regierung der rapid wachsenden, von der Industrialisierung erfaßten Hauptstadt so viele Konzessionen als unumgänglich notwendig machte.« Der Bürgermeister selbst erklärte — wie im Band zu lesen — in seiner Programmrede vom 19. Juni 1906: »Vor allem muß die Rechtssphäre der Selbstverwaltung der Hauptstadt genau umschrieben und gesichert werden. Das Gemeindewahlrecht

muß reformiert und auf die ganze ständige Einwohnerschaft der Hauptstadt ausgedehnt werden. Von einer wirklichen Selbstverwaltung kann so lange nicht gesprochen werden, bis die Vertreter der 800 000 Einwohner zählenden Hauptstadt von 20 000—25 000 Leuten gewählt werden, die von einigen hundert Leuten zur Wahlurne geschickt werden, bis gegen jeden Beschluß der Generalversammlung und gegen jede Verordnung an die Regierung appelliert werden kann. An die Stelle der gekünstelten Scheinautonomie muß eine auf den Kräften der ganzen Bürgerschaft der Hauptstadt beruhende unabhängige städtische Selbstverwaltung treten. Nur so läßt sich hoffen, daß die Vertretung des Munizipiums von den politischen Parteien unabhängig, aufgrund miteinander wetteifernder städtischer Parteiprogramme zustande kommt, die bewußt eine Gemeindepolitik verfolgt, die die Interessen der breitesten Schichten der Bevölkerung der Hauptstadt und auf dieser Grundlage der ganzen Bürgerschaft würdig vertritt und zur Geltung bringt.«

Bárczy konnte seine Pläne nur teilweise verwirklichen. Um die Vorstellungen dieses gelehrten, energischen Mannes durchzusetzen, hätte es bürgerlich-demokratischer Verhältnisse bedurft, das Ungarn Wekerles und Tizsas aber war keine bürgerliche Demokratie. Einzelnde stadtfördernde Pläne wurden verwirklicht, die Bárczysche Führung realisierte — unter Mitwirkung des bedeutenden Kulturpolitikers Dr. Ödön Wildner — zahlreiche fortschrittliche und kulturelle Vorstellungen. So wurde das Volksschulsystem Budapests ausgebaut, das Gesundheitswesen organisiert. Das Rathaus verfolgte auch eine meritorische literatur- und kunstfördernde Tätigkeit. Der Band enthält auch die Eingabe Endre Adys, des großen revolutionären Dichters dieser Periode, in der er sich — im April 1909 — um den Großen Preis für Literatur der Hauptstadt bewarb. Zu Ehren der Bárczy—Wildnerschen Kulturpolitik sei gesagt, daß ihm der Preis auch zugesprochen wurde. Das sind alles Ergebnisse, die gewürdigt werden müssen, zu einer durchgreifenden Reform aber kam es nicht.

Der Band zeigt auch jene politischen Kräfte auf, die links von der bürgerlich-liberalen Stadtführung standen; über die stadtpolitische Tätigkeit der demokratischen Partei finden wir mehrere Dokumente. Diese Partei wurde bereits in den neunziger Jahren vom Budapester Rechtsanwalt Dr. Vilmos Vázsonyi gegründet. Später baute sie ihre Organisationen im ganzen Land aus, konnte aber nur einige Abgeordnetenmandate erwerben. Im Rathaus aber hatte Vázsonyi eine starke Position, und er benutzte seinen Einfluß zur Förderung bürgerlich demokratischer Verhältnisse. (Übrigens rückte Vázsonyi in den Jahren des ersten Weltkrieges nach rechts ab.)

Vilmos Vázsonyi gab in seiner Gründungsrede vom 7. November 1897 — wie im vorliegenden Bande zu lesen — ein wirklich bürgerlich demokratisches Programm; vor allem griff er die Institution des Virilismus an. Demzufolge wurden die 400 Mitglieder des Munizipalrats zur einen Hälfte aus den Reihen der 1200 Personen mit der größten Steuer- aufbringung, zur anderen Hälfte aus den Reihen sämtlicher Wahlberechtigten gewählt. »Die gebildeteste und erste Stadt Ungarns verfügt heute — sagte Vázsonyi — über das beschränkteste Gemeindewahlrecht. Und was den Zensus an sich betrifft, müssen wir erröten, denn in ganz Europa hat Ungarn das eingeschränkteste Wahlrecht.« Doch gelang es Vázsonyi nicht, sein Programm während seiner Tätigkeit von zwei Jahrzehnten zumindest teilweise zu verwirklichen. In den ersten Kriegsjahren standen dieselben unge lösten Probleme auf der Tagesordnung wie ein Jahrzehnt vorher. Es sei erwähnt, daß sowohl Vázsonyi wie auch Bárczy in den Kriegsjahren die Politik der Regierung unterstützten.

Da aus den oberwähnten Gründen ein sozialdemokratischer Einfluß in der Stadtführung nicht zur Geltung kam (aber selbst ein bürgerlich-radikaler kaum), war die Arbeiterbewegung im Rathaus kein politischer Faktor. Um so mehr auf den Straßen der Hauptstadt. Der Band enthält zahlreiche — zwangsläufig fallweise erstellte — Dokumente über die Lebensverhältnisse, die Orga-

nisation, die Demonstrationen der Budapester Arbeiterschaft. Das sind größtenteils im Archiv der Hauptstadt verwahrte Schriften, die hier zum erstenmal in Druck erscheinen. Als Quellen sind die publizierten Memoiren zur Geschichte Budapests und der Arbeiterbewegung weniger bedeutend; ihre Zahl hätte nach Belieben vermehrt werden können.

Im Oktober 1918, in den Tagen der Revolution, schloß sich der Budapester Gemeinderat unter den ersten dem Ungarischen Nationalrat an. Dieser genoß nach den ersten Tagen die Gastfreundschaft der Hauptstadt, insofern er seinen Sitz im Rathaus hatte. Die Einführung beschreibt richtig die beiden Richtungen, die damals in der Lenkung der Hauptstadt zur Geltung gelangten: die des von Dr. Ferenc Harrer, Dr. Ödön Wildner, Dr. József Madzsar geführten radikalen linken Flügels, und die des von Ripka, Sipőcz, Bódy geführten konservativen rechten Flügels. Im Januar 1919 wurde die Munizipalversammlung von der Revolutionsregierung aufgelöst und der Hauptstädtische Volksrat ins Leben gerufen. Bevor jedoch dieses Organ seine Arbeit hätte aufnehmen können, trat am 21. März 1919 die sozialistische Wende ein: die Ungarische Räterepublik wurde ausgerufen. (Es ist erwähnenswert, daß die Herausgeberin unter dem Titel »Oktober—März« interessante Ausschnitte aus den zeitgenössischen literarisch-publizistischen Werken bringt. Unter den Autoren finden wir Persönlichkeiten der ungarischen Literatur, wie Zsigmond Móricz, Ferenc Molnár, Gyula Krudy.) An der Spitze der Hauptstadt stand ein Dreier-Komitee (ein Kommunist, zwei Sozialdemokraten), namentlich Dr. László Dienes, der kommunistische Bibliothekar, sowie die zwei Sozialdemokraten, der Gewerkschaftsführer Mór Preusz und der Journalist Sándor Vincze. Am 7. April wurden die Budapester Räte (Arbeiter- und Soldatenräte) gewählt.

Der Band bringt im Teil über 1919 höchst interessante Ausschnitte aus den Protokollen des Budapester Revolutionären Arbeiter- und Soldatenzentralrates. Die Herausgeberin stellt fest: »Der Arbeiterrat von 500 Mitgliedern hatte der Bedeutung Budapests entsprechend im politischen System der Räterepublik

schon darum eine hervorragende Position eingenommen, weil die Führung der Partei und der Gewerkschaften in vieler Hinsicht den Anforderungen der Revolution nicht entsprach und die Landesversammlung der Räte nur einmal zusammentrat. Deshalb wurde, hauptsächlich bis zur Einberufung der Landesversammlung der Räte, auch in den wichtigsten politischen Fragen des Landes im Rat der 500 beschlossen.« Im Band finden wir — aufgrund der im Archiv des Instituts für Parteigeschichte verwahrten stenographischen Aufzeichnungen — auch Einzelheiten aus den Debatten der Arbeiter- und Soldatenräte der hauptstädtischen Bezirke. Das Quellenmaterial des Teils über die Räterepublik ist also besonders interessant, weil es den Alltag der sozialistischen Arbeitermacht, die Probleme der öffentlichen Versorgung, der Wohnungsfrage und der Verteidigung veranschaulicht. Hier können wir u. a. die Äußerungen von Jenő Varga, György Lukács und selbstredend jene der führenden Politiker, Kun, Landler und anderer lesen.

Für eine Ausarbeitung einer sozialistischen Stadtpolitik reichten die 133 Tage der Räteregierung selbstredend nicht aus. Doch die vorbereitenden Schritte wurden unternommen. Interessant ist in dieser Beziehung die Erklärung István Biermanns, eines der führenden Politiker im sozialistischen Rathaus. Wie in unserem Band zu lesen, erklärte er in der Sitzung der Arbeiter- und Soldatenrats eines Stadtbezirks: »Heute ist die Räteordnung noch nicht vollständig ausgebaut, da infolge des eingetretenen Kriegszustandes nicht genügend Zeit zur Verfügung stand,

das demokratische System auch nach obenhin völlig auszubauen, damit auch die höchsten demokratischen Organe auf demokratischer Basis gewählt werden.« Als dann die Räteordnung völlig ausgebaut war, gewann die Intervention die Oberhand...

Am Ende unserer Besprechung stellt sich heraus, daß es auch diesmal nicht gelang, das Dilemma des Rezensenten, das bei der Besprechung von Bänden dieser Art gewöhnlich auftritt, zu umgehen: sollte man über das Zeitalter oder aber über den vorliegenden Band sprechen? M. E. stehen aber die beiden in organischem Zusammenhang. Der Dokumentenband bietet eine gute Darstellung des Themas, der Epoche. Freilich könnte man noch weitere Forderungen stellen. So hätten wir gern mehr über die Lebensform der verschiedenen gesellschaftlichen Klassen und Schichten gelesen, auch die Publikation weiterer bürgerlich-radikaler und sozialdemokratischer Quellen hätten wir begrüßt. (Über die Zeitschrift »Szocializmus« konnten wir, leider nichts lesen.) Doch muß auch auf den Umfang Rücksicht genommen werden. Schließlich vermissen wir das Namenverzeichnis, das eine bessere Lösung gewesen wäre als die — zu lakonischen — Fußnoten über einzelne Persönlichkeiten. Lob verdienen aber die gut ausgewählten Illustrationen, die der heutigen Generation die Stimmung des »alten Budapest« vermitteln. Der Band kann — und damit schließen wir unsere Besprechung — vorzüglich gebraucht werden: alle, die sich für diese äußerst bedeutsame Epoche der ihr Zentenarium feiernden ungarischen Hauptstadt interessieren, werden den Band gewiß mit Nutzen zur Hand nehmen.

T. Erényi

Edít S. Vincze: A hűtlenségi per. 1871—1872

(Der Hochverratsprozeß, 1871—1872)

Budapest, 1971, Kossuth Kiadó, 207 S.

Im Juni 1871 wurden in der ungarischen Hauptstadt ungarische und österreichische Arbeiterführer verhaftet. Diese Maßnahme

hatte hauptsächlich innenpolitische Gründe; die Regierungskreise hofften, mit diesem Schritt die sozialistische Arbeiterbewegung

bereits im Keim zu ersticken. Neben den heimischen Beweggründen spielten jedoch auch internationale Zusammenhänge eine Rolle, über die die Verfasserin eine gründliche Übersicht gibt.

Die internationalen und ungarischen Bewegungen und Fäden waren zu dieser Zeit eng verknüpft, besonders die Organisierung der Arbeiterschaft in den beiden Teilen der Donaumonarchie. Als nach dem Ausgleich von 1867 die Organisierung der Arbeiterschaft in Österreich bzw. in den ungarischen Städten einsetzte, unterstützte die ältere und stärkere österreichische die ungarische Bewegung. Beide standen mit dem Hauptbeauftragten der Internationale für Mitteleuropa, J. Ph. Becker, in Verbindung, der sie brieflich sowie durch den »Vorboten« über Lage und Aufgaben der Internationale orientierte. Becker erteilte ihnen auch Ratschläge für die Organisationsarbeit. In den letzten Tagen der Pariser Kommune, am 20. Mai 1871, wandte er sich in einem Schreiben an Károly Farkas dringend an die ungarischen Führer und bat sie, die Pariser Arbeiter durch Sympathiekundgebungen und Arbeiterversammlungen zu unterstützen.

Den Brief Beckers haben die Arbeiterführer tatsächlich beherzigt. Zu dieser Zeit traten die österreichischen Delegierten Leopold Schäftner und Rudolf Kutill mit den ungarischen Arbeiterführern in Pest zusammen, um die Möglichkeiten zu besprechen. Von Schäftner ist bekannt, daß er Mitglied der österreichischen Organisation der Internationale war, im Jahre 1870 im Wiener »Hochverratsprozeß« verurteilt wurde und im Frühjahr 1871 durch kaiserlichen Gnadenakt mit mehreren seiner Genossen enthaftet wurde. Zu dieser Zeit übersiedelte er nach Pest, wo er sich sogleich in die Arbeiterbewegung einschaltete. Schäftner war von Beruf Steinmetz, Kutill — über den in den Akten weniger zu lesen ist — stellte beruflich medizinische Geräte her; auch er übersiedelte im Frühjahr 1871 nach Pest. Neben diesen beiden Facharbeitern nahm an den Besprechungen auch ein deutscher Intellektueller, August Rüdts, teil, der als Mitarbeiter von Bebel und Liebknecht im Kerker von Huber-

tusburg gesessen hatte; nach seiner Freilassung hielt er sich kurze Zeit in Wien auf, und nachdem er auch von dort ausgewiesen wurde, ließ er sich im Frühjahr 1871 ebenfalls in Pest nieder.

Nach Pest kamen aber nicht nur Briefe aus Genf und von Becker. Der französische Außenminister J. Favre wandte sich zur selben Zeit in einem Rundschreiben an die Regierungen der europäischen Staaten und ersuchte um die Auslieferung der geflüchteten Kommunarden. In vielen Ländern Europas verschloß man sich diesem Ansuchen, kam jedoch den Forderungen der französischen gegenrevolutionären Regierung insofern nach, daß in ihrem Lande die Sozialisten vor Gericht gestellt wurden. Dies geschah gleichermaßen in Italien, Spanien, Dänemark, Deutschland und Österreich. Und dies diente auch als Hintergrund für die Prozesse gegen die Sozialisten in Ungarn.

Favres Brief erweckte in den Kreisen der ungarischen Regierung kein Mitgefühl, da ja — wie die Verfasserin darauf hinweist — fast alle Mitglieder der Regierung, den ungarischen Ministerpräsidenten Julius Andrássy miteinbegriffen, vor einigen Jahren selbst in der Fremde Asylrecht genossen hatten. Außerdem war sich die Regierung darüber im klaren, daß durch eine Auslieferung internationale Verträge gebrochen würden. Einer der Führer der bürgerlichen demokratischen Opposition im Parlament, Dániel Irányi, der ebenfalls an der Revolution von 1848 teilgenommen hatte und selbst erst im Jahre 1868 heimkehren konnte, führte am 3. Juni im Parlament aus, daß »diese, die nämlich nur politische Vergehen begangen haben, nicht mit gewöhnlichen Kriminellen verwechselt werden dürfen«; unter diesem Rechtstitel sei nur die Auslieferung gewöhnlicher Krimineller vorstellbar. Irányi forderte von der Regierung eine Erklärung, daß sie »das durch Volksrechte sanktionierte Asylrecht restlos aufrechterhalten werde«.

Die Regierung beschloß — sich auf die Worte Irányis stützend, jedoch den wirklichen Inhalt derselben verdrehend — am 10. Juni im Ministerrat, sie sei, obwohl internationale Verträge die Auslieferung politi-

scher Flüchtlinge untersagen, »bereit, in ihrem eigenen Wirkungskreise die nötigen Verfügungen zu treffen . . . jenen Personen gegenüber, die der Teilnahme an den Pariser Verbrechen verdächtigt werden«. Während also Irányi die Abweisung des Auslieferungsbegehrens begründete, suchte die Regierung nach einem Ausweg. Zugleich war der Regierungsbeschluß unklar genug, um jeden, der mit den Ideen der Kommune sympathisierte oder zu ihrer Verteidigung auftrat, für schuldig zu betrachten.

Dieser Regierungsbeschluß, der in die allgemeine Kampagne gegen die Kommunisten und die Internationale hineinpaßte, bot dem Innenministerium und den Polizeiorganen die Möglichkeit zu einem Schlag gegen die ungarischen Sozialisten, zur Durchführung »ihrer vorbedachten Aktion« gegen diese und zur Einleitung eines »Hochverratsprozesses« (S. 94).

Edit S. Vincze verfolgt in ihrem Buch genau die Geschehnisse vom Moment der Verhaftung an. Sie beschreibt die Behandlungsweise den Inhaftierten gegenüber, die mit der Verhaftung in Zusammenhang stehenden Parlamentsdebatten, sie analysiert eingehend die Anklageschrift und den komplizierten Hintergrund ihres Entstehens im Ministerrat und im Justizministerium. Besonders ausführlich behandelt die Verfasserin den Gang der Verhandlung und weist überzeugend darauf hin, wie und weshalb die Anklage des »Hochverrats« notgedrungen in einem Lande zusammengebrochen ist, dessen kurz zuvor an die Macht gelangte herrschende Klasse ihre liberalen Traditionen, ihre Verbindungen zur Revolution vom Jahre 1848 noch nicht ganz zerreißen konnte.

Die verhafteten Arbeiterführer wurden beschuldigt, in dem im Jahre 1868 geschaffenen Allgemeinen Arbeiterverein »gesetzwidrig« sozialdemokratische Ansichten verkündet zu haben; daß sie diese auch »im Wege ausländischer Korrespondenz« verbreiteten und die bestehende Rechtsordnung stürzen wollten; daß sie im Verein solche organisatorischen Änderungen vorgenommen hätten, die die Organisierung von Streiks ermöglichten; daß sie für die Kommune

demonstriert und im allgemeinen durch Verbreitung »aufrührerischer Schriften« aus dem Ausland auf den Sturz der Monarchie hingerichtet hätten. Diese Anklagepunkte waren jedoch — wie es sich im Laufe des Verfahrens erwies — teils nicht beweisbar, teils verstießen sie nicht gegen die bestehenden Gesetze; die 1867 an die Macht gelangte Ordnung hatte sich noch nicht gegen die Arbeiterbewegung, gegen den Sozialismus gewappnet.

Interessante Mitteilungen macht die Verfasserin über die soziale Herkunft und Nationalität der 28 Angeklagten. Danach gehörten sie in der Mehrheit der gutsituierten Facharbeiterschaft im Kleingewerbe und in der Fabrikindustrie an, bedeutend war auch die Zahl der Intellektuellen. Bemerkenswert ist auch die Feststellung von E. S. Vincze, daß es unter ihnen nur sehr wenig aus dem Ausland eingewanderte Arbeiter gab; die Mehrheit bildeten ungarndeutsche Arbeiter (sieben von ihnen konnten nicht Ungarisch, drei hingegen konnten nicht Deutsch). Nicht minder wichtig ist auch die Feststellung, daß die überwiegende Mehrheit aus jüngeren Leuten unter 30 Jahren bestand, die nicht zu den Teilnehmern an der Revolution und des Freiheitskampfes von 1848/49 gehörten; sie waren Angehörige einer um neue Ziele kämpfenden neuen Generation.

Über die aufschlußreiche Statistik hinaus zeichnet die Verfasserin auch gut gelungene Porträts der Angeklagten Zsigmond Pollitzer, Antal Ihrlinger, Károly Farkas, András Essl, Viktor Külföldi, Károly Rauchmaul usw. Besonders gut gelungen ist der Epilog des Buches, in dem die Verfasserin den weiteren Lebenslauf der in diesen Prozeß verwickelten Leute beschreibt.

Der Hochverratsprozeß wurde in der Absicht angestrengt, die ungarische Arbeiterbewegung bereits in ihren Anfängen lahmzulegen und ihre Beziehungen zur I. Internationale zu unterbinden. Wie irreell dieser Plan war, das beweist am besten der Umstand, daß in kaum einigen Monaten nach dem Prozeß Károly Farkas bereits am Genfer Kongreß der Internationale teilnahm und im Januar 1873 das Blatt der sozialistischen

Arbeiterbewegung in Ungarn, Munkás Heti Krónika (Arbeiter-Wochenchronik), herausgegeben wurde, das als das seit längster Zeit bestehende Organ in Ungarn unter dem Titel Népszava (Volkstimme) heute noch erscheint.

Mit ihrem vorzüglich verfaßten und an-

sprechend geschriebenen Buch hat die Verfasserin den Bahnbrechern der sozialistischen Bewegung in Ungarn am 100. Jahrestag des ersten antisozialistischen Prozesses ein würdiges Denkmal gesetzt.

J. Jemntiz—F. Mucsi

Gyula Mérei: *A magyar polgári pártok programjai 1867—1918*

(*Les programmes des partis bourgeois hongrois entre 1867—1918*)

Budapest, 1971, Akadémiai Kiadó, pp. 383

En 1934, Gyula Mérei publia son ouvrage *Programmes politiques des partis hongrois entre 1867—1914*, une publication de sources avec analyses, qui devint un manuel souvent utilisé dans les recherches hongroises et étrangères. Le travail, au titre analogue, qui vient de paraître, s'écarte de la publication, d'il y a près de trente ans, de deux points de vue essentiels. Non seulement étend-t-il la période des investigations jusqu'en 1918, moment de la désintégration de la Hongrie historique, mais il renferme aussi un recueil de programmes, aussi complet que possible, couvrant toute la période de la monarchie dualiste. Son livre fournira un manuel profitable aussi à l'enseignement supérieur.

Dans sa publication des sources, Gyula Mérei divise en six groupes les partis bourgeois de Hongrie et leurs programmes.

En premier lieu nous trouverons les programmes des partis gouvernementaux. Singulièrement, ce sont les publications des partis gouvernementaux qui occupent la moindre place. Cela s'explique par le fait qu'en général ceux-ci ne publièrent pas de programme officiel, aussi l'auteur inclut-il dans son recueil les discours de tel ou tel leader ou de président du conseil (par exemple de Ferenc Deák, Sándor Wekerle, István Tisza) qui reflétaient plus ou moins la ligne du parti. Les deuxième et troisième groupes sont constitués par les partis, en gros libéraux ou conservateurs, se tenant au compromis avec l'Autriche, tels que le parti dit de «centre-gauche» d'avant 1875 (parti de Kálmán Tisza), «L'opposition modérée», le «Parti National» (parti d'Albert Apponyi) d'après les années quatre-vingt, ou, des périodes ulté-

rieures le «Nouveau parti» de Dezső Bánffy, le «Parti constitutionnel» de Gyula Andrássy le jeune. Dans les années soixante-dix, l'«Union de l'opposition» (classée d'ailleurs à un autre groupe) y appartient encore. Parmi les partis conservateurs, c'est-à-dire, parmi les formations représentant le conservatisme dit social, on remarquera le Parti Populaire Catholique, le Parti Populaire Chrétien-démocrate, ainsi que le OMGE, organe, formellement non politique, représentant les intérêts des grands propriétaires fonciers.

Parmi les partis opposés au système dualiste, on obtiendra le plus d'informations des programmes du «Parti d'Indépendance» qui revient sous différents noms et dans différentes divisions fractionnaires. L'histoire de ce parti est en somme l'histoire de crises ininterrompues. Ces crises marquèrent les étapes successives d'un processus, très lent, de prise de conscience: la majeure partie, tout en maintenant l'esprit d'opposition, s'adapta au système créé par le compromis de 1867, tandis que la minorité du parti, après bien des détours, se rapprocha, vers le début de la guerre, de l'opposition démocratique moderne, des sociaux démocrates et des radicaux bourgeois, traités dans la cinquième partie. Le sixième chapitre du livre contient les programmes des partis paysans. Des mouvements socialistes-agraires, nés à la fin du XIX^e siècle, surgirent quelques formations spéciales. Ces partis-là (donc: Parti Socialiste Indépendant de Hongrie, Parti Socialdémocrate Réorganisé, Union Paysanne Socialiste Indépendante de Hongrie) se faisaient le porte-parole de certaines aspira-

tions paysannes qu'il était impossible de satisfaire dans le système capitaliste sclérosé, et dans ce sens, ils reflétaient parfois des besoins latents dépassant les cadres de la société bourgeoise.

Afin d'éviter les répétitions, l'auteur n'a pas inclus dans son recueil les programmes des partis des nationalités de Hongrie, bien que ceux-ci n'auraient pas occupé trop de place. Ils sont à trouver dans les volumes de la série publiée sous la direction de *Gábor G. Kemény*, intitulée *Iratok a nemzetiségi kérdés történetéhez Magyarországon a dualizmus korában 1867–1918* (Documents relatifs à l'histoire des nationalités en Hongrie à l'époque de la Monarchie dualiste 1867–1918).

Les programmes des partis politiques bourgeois de l'époque capitaliste ne révèlent pas grand-chose devant le public qui veut connaître la place réelle qu'occupait tel parti, et le rôle effectif qu'il joua dans la structure économique-politique en place. Le programme était toujours un manifeste occasionnel, il rassemblait les questions mises en avant par la vie politique du moment, et, tenant compte de «l'opinion publique», présumée ou réelle, tâchait d'avancer pour leur «solution» des propositions sympathiques «pour tout le monde» et, si possible, spectaculaires. Par contre, les éléments de ces programmes, auxquels on revient avec plus ou moins d'esprit de suite pendant des décennies, qui peuvent donc être considérés comme constants, contiennent nécessairement des généralités que même les auteurs des programmes ne prenaient pas trop au sérieux. En lisant les programmes des partis bourgeois, on tire la conclusion, paraissant un lieu commun, qu'ils caractérisent moins le parti même avec son activité et ses buts effectifs que le reflet de cette activité dans la conscience des dirigeants, et encore davantage l'image que ceux-ci voulaient créer d'eux-mêmes.

La cohésion dans les partis bourgeois n'était pas due au programme — en Hongrie pas même à la puissance des intérêts économiques agissant dans l'arrière-plan — mais au système de la division de travail dans la vie politique, aux différents degrés de parti-

cipation à l'appareil d'Etat et aux sphères inférieures de l'administration.

La Hongrie, tout comme les autres pays de l'Europe orientale et sud-orientale, ne connut pas le bipartisme que l'on peut considérer comme régime classique des démocraties bourgeoises. Pour les contemporains occidentaux la vie politique hongroise présentait un aspect insolite: un parlement à l'anglaise où tous les partis se disaient libéraux et même chacun d'eux se considérait comme unique dépositaire du «vrai libéralisme». Une formation qui se respectait ne pouvait pas se nommer conservatrice, le mot conservateur étant équivalent pour l'opinion publique à l'absolutisme Habsbourg, donc à l'oppression nationale.

Les spécificités de l'évolution de la société hongroise avaient comme résultat que l'activité politique était réservée aux descendants de la noblesse moyenne et à l'intelligentsia bourgeoise qui cherchait à s'assimiler aux premiers. Dans la vie politique l'aristocratie terrienne a, certes, joué un rôle décisif, mais dans la vie publique elle se faisait représenter plutôt par des propriétaires terriens moyens. Il s'ensuit que même après 1867 les partis n'étaient pas des représentants des classes ou de couches sociales, les intérêts de celles-ci étant, pour ainsi dire, mis en veilleuse, ils se différenciaient selon leurs positions concernant le compromis avec l'Autriche conclu en 1867. Les contemporains eux-mêmes étaient conscients des contradictions de cette situation et se rendaient compte que ces formations surgies sur une base dite de «droit public» (ou constitutionnel) devraient, avec le temps, céder la place à des partis constitués selon les différents intérêts sociaux. Gusztáv Beksics, un des publicistes les plus en vue des libéraux, tenait pour un des signes de cette évolution l'apparition du mouvement dit agraire, s'organisant à partir des années quatre-vingt en vue de défendre les intérêts de la grande propriété terrienne. Or, le compromis n'ayant réglé d'une façon satisfaisante les rapports entre la Hongrie et l'Autriche, ni pour les classes dirigeantes autrichiennes, ni pour celles de Hongrie, les débats sur les questions constitutionnelles absorbaient tou-

jours, conformément à leur logique intérieure, et transformaient les formations dont la naissance n'était pas conditionnée par le problème constitutionnel. Seul le parti de la classe ouvrière, dont le renforcement était parallèle à la croissance industrielle, avait une base de classe et pouvait éviter pour l'essentiel l'ornière des débats constitutionnels. Même les partis des nationalités — dont le rôle au Parlement était d'ailleurs minime — s'adaptèrent à la vie politique hongroise selon leur attitude adoptée dans la question constitutionnelle. Les Saxons défendaient le dualisme, tandis que les autres appartenaient au camp adverse. (Les deux dernières décennies de la Monarchie dualiste a créé la situation singulière où ces derniers tenaient, du point de vue de l'évolution politique des nationalités, le parti gouvernemental pour moins dangereux, tandis que la menace principale était pour eux dans le parti oppositionnel d'Indépendance qui se considérait comme dépositaire du nationalisme hongrois.) Le système du compromis (coordonner les rapports de force de deux pays dans le cadre d'un seul empire) ne supportait pas de changements substantiels, ni pour des raisons de la politique extérieure, ni à cause du fait qu'*au fond* il répondait aux intérêts *fondamentaux* des classes dirigeantes hongroises. Par conséquent, la naissance d'une opposition capable de former un gouvernement était impossible. Les changements des rapports de force à l'intérieur des classes dirigeantes, ou les nouvelles orientations de certains groupements ne se manifestaient pas dans des «rotations» parlementaires, mais dans des fusions, dissidences et fractions.

Le système électoral antidémocratique, fondé sur un sens électoral élevé, les circonscriptions électorales formées en conformité des intérêts du parti gouvernemental, les abus sous des formes discrètes ou ouvertes, étaient des facteurs importants du maintien du *règne du parti unique* sans en être l'origine. La structure politique de la Monarchie dualiste, le régime de co-domination de la Hongrie et de l'Autriche, n'était possible que grâce au parti unique.

Pendant les premières deux-trois décen-

nies de la monarchie dualiste, les partis avaient nettement le caractère des *partis-clubs* du XIX^e siècle, sans organisation mise en place, sans membres permanents. Le «Parti Deák» et ensuite le «Parti Libéral» étaient des rassemblements de conservateurs aussi bien que de libéraux et comprenaient des conformistes de tout acabit. Une des tâches principales du chef du parti était de concilier les différents intérêts, de servir d'intermédiaire pour des compromis, d'esprit libéral dans la plupart des cas. L'*opposition nationale* (le Parti d'Indépendance et ses fractions de noms analogues) peut également être considérée comme un rassemblement d'oppositions fort variées. Pour longtemps, ses tendances, représentant les aspirations à l'indépendance, étaient la seule opposition, et tout mécontentement populaire cherchait en elles le refuge. Cette bipolarité figée du parti gouvernemental et de l'opposition exigeant l'indépendance, commença, à partir du milieu des années quatre-vingt, à s'ébranler du fait du renforcement de la critique du capitalisme à libre concurrence, critique venant de deux côtés: d'un côté de la part du *mouvement ouvrier socialiste*, et de l'autre de la part de l'*anticapitalisme conservateur*, divisé lui-même en plusieurs tendances. Vu le degré d'évolution relativement faible de la bourgeoisie hongroise, la critique bourgeoise, progressiste, de la structure sociale au temps de la monarchie dualiste n'a apparu que bien tard, avec l'entrée en scène des *radicaux bourgeois*. Cette critique n'a pas pu attirer de masses considérables, mais son rayon d'influence était plus grand que nous ne le supposons en général, en jugeant d'après le tableau que les contemporains nous en ont laissé.

Ces quelques remarques concernant le système des partis bourgeois en Hongrie nous semblent être nécessaires, d'autant plus que dans ce livre, qui contient bien dans son appendice les données les plus importantes relatives aux différents partis, nous ressentons l'absence d'une étude qui donnerait l'analyse de ce système de partis. Connaissant les travaux historiographiques de l'auteur, une telle étude aurait été accueillie avec grand intérêt.

Z. Szász

*Ágnes Szabó: A Kommunisták Magyarországi Pártjának újjászervezése
1919–1925*

(Reorganization of the Hungarian Communist Party 1919–1925)

Budapest, 1971, Kossuth Kiadó, pp. 251

In her book Á. Szabó examines a crucial period of the Hungarian revolutionary labour movement. The six years under review were the hardest and most critical — virtually the most tragic — times of the communist movement. After the Hungarian Soviet Republic had been overthrown, the party of the working class that, despite its organisational unity, was burdened with substantial political and ideological divergences, disintegrated. The ruling class of yesterday became a persecuted class overnight, and was befallen by all misfortunes of the counter-revolution. The defeat of the Hungarian proletarian revolution came as a shock to the communists. Moreover, the atrocities of the White Terror and a long period of emigration still aggravated their situation. The Hungarian Communist Party, under reorganization after the defeat of the proletarian revolution, was the first in Europe to face a new kind of political reaction. The basic question for the Hungarian communist movement was the choice of the policy to be adopted vis-à-vis the consolidating counter-revolutionary regime. Inspired by the memories and practice of 1919, as well as by the revival of the international revolutionary movement, the party set about to reorganize itself and to take up the struggle against the White Terror in the hope that the counter-revolutionary system would be short-lived and its overthrow — precipitated also by the intensified class struggle of the international proletariat — imminent. Notwithstanding brutal repression, the reorganization of the party started but under extremely difficult conditions of the underground movement. Of the six chapters the authoress devotes the first three to expound, investigate and analyse these events.

The first chapter is a review of the period between the overthrow of the Hungarian

Soviet Republic and the formation of the first communist groups, from August to December 1919, a true presentation of the uncertain and inconsistent steps of the party in the first months after defeat. The exposition is centred on an analysis of the situation following the defeat, its effect on both the communist and the social democratic movement and the efforts aimed at getting rid of the depression of the first days and weeks and turning to action. The statement here that in the new situation the Social Democratic Party could not preserve its legal status but at the cost of reformism (p. 15) is likely to have slipped in by mistake, as well as the assertion as if it was only after 1919 that right-wing leaders of the Social Democratic Party rejected the idea of the dictatorship of the proletariat (p. 67).

Chapter 2 summarizes theoretical and political discussions and considerations spread over one and a half year, the efforts made to draw the lesson from the two revolutions and to assess the experience they had provided. It is made clear that this preoccupation with the past was not for its own sake, but to find a way out and to decide how to go ahead. As a consequence of the circumstances rather than by its own fault, the communist movement failed to conceive a satisfactory answer at that time. It is made manifest by the authoress that on account of the isolation imposed upon it, the party was prevented from studying social problems in Hungary which made it difficult to form a true notion of the strength and character of the prevailing system and to outline the tasks and tactics for the immediate future.

The endeavour of the authoress to demonstrate in this chapter, as well as in chapters 4 and 5 the activity of the Hungarian party in the light of the international communist movement is surely to be appreciated. On the

other hand, it is unnecessary to examine in Hungarian terms each problem brought forward by the international labour movement, e.g., the controversy in the Communist International over parliamentary struggle was for the Hungarian party merely of theoretical importance (pp. 40–42). The Hungarian party formed part of the 3rd International and was bound by its resolutions. Á. Szabó does not view the Hungarian communist movement as a separate entity but, — and that is one of the main features of the book she has to be credited with —, as one being, in the ideological and political sphere, under the influence of the international communist movement “so that the Hungarian movement was no exception in being unable to break out from” (p. 131).

Of all the chapters the second is the most valuable, rivalled only by Chapter 4. This is due partly, but not entirely, to a special layout of the book. Á. Szabó combines the thematical and chronological order: the Chapters 1, 3 and 5 follow the chronological order, Chapter 2 and predominantly also Chapter 4 are arranged according to the thematical point of view. A consequence of this method of arrangement is that the theoretical and practical activities of the party are handled separately, and it is the chapters dealing with organizational questions that suffer from this, even though the vast amount of source material the authoress is treating in them with praiseworthy diligence, adds to complete the picture and deepen our knowledge of the period. This is the case with Chapter 3 that, in reverting to the 1920's in order to survey the party-building work in the summer of 1920 and 1921 becomes, despite its large amount of material, less of a success compared to chapters on theoretical, political or tactical issues.

Chapter 4 which elaborates on the disagreements on tactical and organizational matters is not only extremely interesting but, it can be safely said, a really thrilling piece of reading, too. There is more to it than the pure fact that by providing new details Á. Szabó gives a clearer description than we have had so far of the political and tactical

disputes, accompanied by factional conflicts, within the communist party. Underground parties are in general prone to sectarian introversion and intolerance which cause them to incur the risks of replacing reality by their desires and imaginations. Working underground and in emigration makes it difficult for a movement to define properly its place and tasks. Hungarian communists, too, had to fight against the class enemy and simultaneously struggle for a unified ideological stand within their own ranks. This struggle degenerated now and then to personal quarrels, however the urge for answers to the great political questions could always be felt in their background. Richly documented, the authoress shows the strong and weak points, the right and wrong views of the two factions which were formed. In judging them, although feeling drawn to the group led by Landler, she is anxious to do equal justice to both factions, despite the fact that the evidence brought forward turns the scale in favour of the Landler group which cannot be counterbalanced by such generalities that Landler was more experienced in “dealing with masses”, while Kun was “more familiar with the general theory of Leninism” (p. 136). If so, this would only make Kun's mistakes and his responsibility for his extreme revolutionism seem still greater. In order to help a better understanding of their positions, the authoress should have explained that Kun was living in Moscow, whereas Landler was acting in a wholly different field of class warfare where the difficulties were more apparent than in Moscow, in the throes of revolution at that time. Further, it would have been relevant to point to their different personalities, since besides his theoretical knowledge, the character of a leader also plays an important role. Kun was often misled by his subjectivity, restless obstinacy and rash revolutionary spirit.

The events of the years 1923 and 24 are discussed in lesser detail. Apart from the proportions (Chapters 1–4 — 1919–22 — 147 pages, Chapter 5 — 1923–25 — 68 pages) this appears also from the fact that a number of important issues are omitted or only cur-

sorily treated. We are missing very much the comparison with the international communist movement so effectively drawn in the previous chapters (4th and 5th Congress of the Communist International and the Communist Party), the analysis of the ideological and political activity of the party in 1923–24 and the polemics. The authoress oversimplifies the political activity after 1923, limiting it to the opposition work within the Social Democratic Party and neglecting the investigation and analysis of the legal (illegal?) organizational work. After 1924 the party did indeed concentrate its efforts upon the former field, but it never abandoned underground activity.

The sixth and last chapter sums up the work of the 1st Congress of the Communist Party. It is hard to give anything new here, the work of the 1st Congress being mostly known from various other sources, including a study by the same authoress. What we are missing is that the 1st Congress sums up and closes an epoch in party history, opening at the same time a new one, and this is not emphasized enough by Á. Szabó. This, we believe, is due first of all to the way she is treating the subject. She describes only the work of the 1st Congress without analysing it. When studying the situation in Hungary, the mass support of the regime, the tasks of the Communist Party, etc., she is relying unfor-

tunately too heavily on the text of the congress, preferring a mere enumeration of facts to criticism. Although she speaks about a two-fold party policy, she does not go as far as to define the conscious and unconscious side of this duality.

We should not conclude this review without a due appraisal of the enormous amount of source material the authoress made use of in her work in order to substantiate her propositions and conclusions. Nevertheless, such an abundance of source material might have served as a basis for bolder and more substantial deductions.

Despite its shortcomings, this book by Á. Szabó is a good professional work. The Institute of Party History has acquired a reputation for its high-standard publications and the present one also lives up to our expectation. A new book has been added to the wealth of the literature on party history, offering a thorough study of an era so far unexplored of the Hungarian Communist movement. The authoress describes the Hungarian communist movement, in the setting of the counter-revolutionary Hungary, in its true reality and proportion, following with attention even minute changes in the movement and avoiding commonplace statements. The book is suitable for educational purposes and rightly deserves the interest of scientific circles as well.

K. Szakács

István Tóth: A Nemzeti Parasztpárt története. 1944–1948

(The History of the National Peasants' Party 1944–1948)

Budapest, 1972, Kossuth Kiadó, pp. 323

At the end of June 1939 the bests of the populist writers — those who had bravely undertaken the political struggle — organized the National Peasants' Party: the revolutionary-democratic party of the Hungarian peasantry. Hereupon, the party of the Hungarian peasants, the organization of which had already been tried by István Várkonyi, János Kovács and András Áchim at the turn of the century, was instituted.

At the birth of the National Peasants' Party, that was to make its appearance on the political scene as the inheritor of the best traditions of the Hungarian peasant movements, present were the outstanding leaders of the populist Leftists: József Darvas, Ferenc Erdei, Gyula Illyés, Imre Kovács, Pál Szabó and communists: Ferenc Donáth, Lajos Fehér, as well. This party gave an unequivocal answer to the alternatives of

the 20th c. Hungarian agrarian question: Dózsa or Nagyatádi, revolution or reform?

The populist movement, having started in the middle of the thirties, was the most significant spiritual current in contemporary Hungary. The populist Left formulated the program of a new, democratic Hungary on high level, though the interpretation of the political situation was not lacking in errors. As the result of the deficient agrarian policy of the Hungarian Soviet Republic which was conceived in the spirit of left-wing communist ideas most of the leaders of the National Peasants' Party reached the stage of denying the leading role of the working-class. Therefore, they regarded the working-class as an ally at best, not as the leading class. The entire movement had not even later, after 1945, risen above this view, but Erdei, Darvas and others, as well, had already from the end of the thirties, and the beginning of the forties, professed a consistently Marxist view. The book of István Tóth traces the history of the populist Left from 1939, the formation of the National Peasants' Party, through the period of antifascist struggle, dwelling on all the important stages of this struggle! The populist took part in every significant antifascist action: they were among the writers of the Christmas issue of "Népszava" in December 1942, among the founders of the "Historical Commemorative Committee" at the beginning of 1942, they could be found among the leaders of the farmer section of the Peasants' Association, as well as in the leadership of the Hungarian Front that was organized in May 1944. Ferenc Erdei had already in the summer of 1943 put forward arguments for a Hungary with a political system that pointed beyond bourgeois democracy.

The National Peasants' Party took an active part in the formation of the Hungarian National Independence Front in Nov. 1944 in Szeged and the setting up of the Provisional National Government a month later in Debrecen — through Ferenc Erdei. The real opportunities for the party came with the Liberation of the country in 1945. The ideas of the party had influence among

the intellectuals of peasant origin and the bravest elements of peasantry even before 1945, but this influence had not been realized on the organizational level.

In Dec. 1944 and the beginning of 1945 the party branch organizations were founded in quick succession in the liberated villages of Tiszántúl and the territory between the Tisza and the Danube. The Party unfolded its flag as the party of farm-hands, season workers, dwarf holders, landless peasants and intelligentsia of peasant origin. After the liberation of the whole country the building-up of the branch organizations in Dunántúl began as well. By August the branch organizations were active in 45% of the liberated villages of the country. The National Peasants' Party was the strongest and remained to be so in Tiszántúl. The organizations of the party were built in 80% of the villages here and the party represented an equal force to that of the workers' parties in this part of the country. Even József Révai, the leading ideologue of the Hungarian Communist Party, had written down in the thirties that the populist writers had cast more light upon the society of the Hungarian village in their sociographical studies than all the data published by the Hungarian agrarian statistics during half a century. This fact urged the Communist Party to make it possible for the young peasants' party to play an outstanding part in the framing of the Land Reform Law. The leaders of the National Peasants' Party, having not drawn a difference between the latifundia of feudal origin and the gentry medium-sized farms and the kulak farms, made an unequivocal proposition for the requisition of the farms over 50 "holds" (1 hold = 1.42 English acres) for the purposes of the reform.

The National Peasants' Party had modified this revolutionary agrarian program after discussions with the Hungarian Communist Party: in the case of the kulak farms 200 "holds" and in the case of gentry estates 100 "holds" were to be the maximum that gained exemption. Thus the Peasants' Party appeared before the public with this land reform program.

The book of István Tóth brings light to that important fact as well that 21% of the members of the Local Committees for the Claimant for Land were the members of the Peasants' Party. This percentage indicates that the Party had a significant basis among the peasantry. The consistently democratic policy of the Party, its agricultural labourer class basis, its policy in favour of the worker-peasant alliance determined the federal orientation of the Party, its close co-operation with the Communist Party. From the summer of 1945 three groups separated: the left-wing lead by Erdei-Darvas, the Centre that gathered around Péter Veres and the group of Imre Kovács which was regarded as the right-wing. The Kovács-group urged the revision of the above mentioned federal orientation and a considerable loosening of the co-operation between the National Peasants' Party and the Hungarian Communist Party. Simultaneously the Centre and the right-wing of the Smallholders' Party and the Social Democratic Party wanted to make an obstacle in the way of the further spread of the Communist Party by resuming the alliance that was concluded between the two parties in 1943. The National Peasants' Party was to play in the realization of these efforts in the plans of the party leaders. They wanted to carry this plan through by making the Peasants' Party to join the Peasants' Association. They called upon the Peasants' Party to do so and they explained this with the necessity of the creation of the peasantry's unity. The purpose of these efforts was to change the power relations of Hungarian political life, to considerably decrease the influence of the Communist Party. The Peasants' Party came to recognize it very early, especially the left-wing was aware of the danger. Therefore while the Kovács-group stood for joining the Peasants' Associations under certain conditions, the left-wing was unwilling to know of it. The time and again resumed negotiations on the joining and the debates accompanying them had occupied the Peasants' Party for a year and a half. Erdei and Darvas by way of an answer to the proposal of the

Smallholders' Party advocated the adoption of a new slogan: "Unity of the peasantry in the Peasants' Party and worker-peasant alliance". Though the debate of this proposal threatened with a split in the Party, finally the stand-point of the left-wing gained the upper hand. The National Peasants' Party took cognizance of the results of the elections for the new National Assembly held in November 1945 with disappointment: the Party won only a low 6.7% of the votes instead of the expected 10%. Still this percentage showed that the Peasants' Party took roots in the Hungarian village, first of all in the peasant population of the Great Plain. The Peasants' Party had to acquiesce in that, that as being a coalition-party with the fewest votes, it had to change the important Ministry of the Interior for the Ministry of Education. After the elections Imre Kovács propounded the following for the sake of making the Party a big national party: laying stress upon the organization of middle peasantry, the winding up of the close connections between the Peasants' Party and the Communist Party and a more definite formulation of the differences between the published aims of the two parties. Though the proposal of Kovács was turned down by the party leadership and the parliamentary panel of the Party on 6th December 1945. Kovács was not isolated with his views, with the open formulation of middle-of-the-road policy — as it is unfolded by the author. The article of István Bibó in the October-December 1945 issue of the periodical "Valóság" also indicated that Imre Kovács was not alone in the Party. Bibó suggested a petty-bourgeois, middle-of-the-road policy in his article "The Crisis of Hungarian Democracy". The National Peasants' Party joined the Left-wing Block that was formed in March 1946 because it had become evident by the beginning of this year that the leaders of the Smallholders' Party wanted to assist the former land-owners in their action for the recovery of their lost estates. All the tendencies within the Party had uniformly approved of the Party's joining the Left-wing Block. After

that a party-conference was held where — in spite of the expectations of the Kovács-group — the left-wing policy of the Peasants' Party was accepted. Further on the left-wing of the Party led by Erdei-Darvas had to continually fight in defence of the Party's federal policy against the Kovács-group which wanted to modify it. The Centre, gathering behind the party leader, Péter Veres, was the pointer in the debate of the left-wing and the right-wing. Until the middle of 1947 the policy, formulated by Péter Veres predominated in the Peasants' Party: "We will force the upper classes, the manufacturer and the land-owner and the office-holder gentlemen in the right-wing of the Smallholders' Party to step aside from the land-issue, from the administration, from public and economic life and make them let the real forces of democracy come across on the basis of the national power relations of the Hungarians." The soberness of Péter Veres saved the unity of the Party at the turn of 1946/47. The influence of the parliamentary panel of the Party grew also through Veres. The retrograd policy of the Kovács-group was put an end to by the Centre. The Party took part in the elections of 1947 having a great prestige among the peasantry though the outcome — 8.3% of the votes — was not so impressive. The elections of 1947 proved that the smallholder misgivings of the peasantry could be overcome only by hard persuasive work and the Party had a lot to do on this field. However, a year after the elections a

sectarian political conception gained the upper hand in the Hungarian Workers' Party and as a result the Peasants' Party — in the possession of important Ministries — was dissolved and absorbed in the Popular Front.

István Tóth's book concentrates his attention on the domestic political activity of the Peasants' Party. But the position the Party took up in the case of the international situation of Hungary and the foreign policy was to be followed.

So much the more as all the tendencies within the Party formulated their own foreign political conceptions. These conceptions went back to the starting years of the populist movement.

István Tóth is an initiated expert of the period and the theme. He made good use of the rich archivalia, the daily press and the memoir literature. High scientific standard and marxist exaction is the dominant feature of this work. The complete political picture of the Party needs one more additional remark: there were certain persons among the better known politicians of the Party who had definitely turned down the socialistic way of development or the pace of it — they had gathered around Imre Kovács. But further on even those who were willing to stop half-way sooner or later got as far as the affirmation of the policy that was pursued by the Hungarian Socialist Workers' Party.

K. Mészáros

О сборнике „ Двацать пять лет свободной Венгрии”

(Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae 63)

Budapest 1971, Akadémiai Kiadó, pp. 378

Общественные науки Венгрии, в том числе и историческая наука, заслуженно пользуются хорошей репутацией за ее пределами. К сожалению, многие весьма ценные, крайне интересные труды венгерских авторов недоступны зарубежному читателю, который, как правило, не знает венгерского

языка. Число переводов увеличивается, но оно не может охватить венгерскую продукцию во всем ее разнообразии. Поэтому заслуживает всяческого одобрения всё более распространяющаяся в венгерской научной жизни практика публикации многих значительных научных трудов на том

или ином из самых известных европейских языков. Недавно вышедший в издательстве Венгерской академии наук сборник на русском языке «Двадцать пять лет свободной Венгрии» (редакторы А. Шагвари и Ф. Мучи) наглядно иллюстрирует иностранному — в первую очередь советскому читателю — высокий уровень, достигнутый венгерской исторической наукой.

Данная рецензия не претендует на всесторонний и вывешенный во всех деталях анализ сборника. Она представляет собой скорее предварительное впечатление, сложившееся у одного из тех читателей, к которым сборник адресован, при первом прочтении. Как видно из оглавления сборника, его составители стремились предоставить место на его страницах ряду наиболее видных представителей венгерской исторической науки (некоторые из них занимают, к тому же, и руководящие посты в центральных научных учреждениях ВНР) и в то же время тематически охватить некоторые важнейшие проблемы 25-летия, причем, речь, конечно, не могла идти об освещении *всех* важнейших проблем. В общих чертах проблематика сборника может быть разделена на работы, посвященные всему периоду истории ВНР за последние 25 лет, и на работы, связанные главным образом, с историей первых лет венгерской народной демократии. (Статья директора Института истории партии при ЦК ВСРП Г. Вашша посвящена периоду 1956—1962 гг.)

Достоинством обзорных работ, вошедших в сборник, является то, что их авторы сумели избежать встречающегося еще подчас в работах аналогичного жанра распределения успехов и недостатков по разным рубрикам, когда сначала дается длинный и нередко монотонный и однообразный, утомляющий читателя перечень успехов и повторяющих друг друга цифровых показателей, затем — список отрицательных моментов и недостатков, чаще в самой общей форме, из обоснованного опасения, что перечисление недостатков в виде некоего регистра будет выглядеть умалением или

даже перечеркиванием только-что упомянутых успехов. В данном случае авторы статей, включенных в сборник, сумели показать историю социалистического строительства в избранной каждым из них для обозрения сфере таким образом, что достижения, преодоленные трудности и стоящие на очереди задачи представляют неразрывные составные части единого большого процесса. Грандиозность и масштабность исторического полотна от этого только выигрывают.

На первое место составители сборника заслуженно поместили очерк И. Т. Беренда, интереснейший материал и еще более интересные выводы которого далеко выходят за узко-венгерские рамки. Поучительны, в частности, выводы И. Беренда, касающиеся оптимального уровня численности промышленных рабочих в Венгрии, наблюдения над сложными, подчас противоречивыми процессами развития венгерской экономики (замечание, например, по поводу форсированного развития горнодобывающей промышленности и черной металлургии как явления, идущего вразрез с мировыми тенденциями современного промышленного развития). Обращает на себя внимание то, что И. Беренд не ограничивается перечислением общих показателей экономического роста. Он анализирует внутреннюю структуру экономики не только по отраслям, но и внутри отраслей производства, сравнивая их друг с другом, привлекая для сопоставления материал высокоразвитых в промышленном отношении стран. И. Беренд наглядно показывает огромные преимущества и прямо необходимость для Венгрии включения в процесс международной социалистической интеграции, не обходя при этом нерешенных задач и «узких мест». Интересны в этой связи наблюдения автора по поводу структуры и тенденций венгерского экспорта. Он отмечает, в частности, то обстоятельство, что наличие в социалистических странах широкого гарантированного рынка сбыта продукции венгерского машиностроения не всегда сопровождалось в описываемое время предъявлением достаточно высоких

требований в отношении технического уровня и качества изделий, которые нередко оказывались неконкурентноспособными на мировом капиталистическом рынке.

Работа И. Беренда как бы дополняется статьей М. Лацко «Структурные изменения в составе венгерских индустриальных рабочих в 1945—1970 гг.». Интересные наблюдения и выводы автора — как частного, так и обобщающего характера — могли бы послужить в качестве ценного материала и исходной позиции при изучении политической истории венгерского общества на том или ином отрезке времени внутри хронологических рамок 1945—1970 гг. например, при исследовании социального состава и социального происхождения участников различных политических движений и течений эпохи, особенно при сопоставлении с соответствующими исследованиями в отношении других общественных слоев и классов.

Много новых и важных фактов и выводов может, на наш взгляд, узнать советский читатель из статьи Ш. Орбана «Некоторые проблемы развития кооперативного движения в Венгрии». Автор показывает нелегкий путь социалистической перестройки венгерской деревни, поиски правильных решений, исправление имевших место ошибок, дискуссии в партии. В работе Ш. Орбана особенно ценно то, что партийные решения по вопросам коллективизации сельского хозяйства не подаются читателю только в их законченном виде и только в тех их частях, которые выдержали проверку временем. Автор показывает сложный, подчас противоречивый путь выработки линии партии, столкновения точек зрения, ошибки, непоследовательность в одном случае, крайности — в другом. Материал статьи заставляет обратить внимание и на то немаловажное обстоятельство, что коллективизация сельского хозяйства была далеко не единственной среди тех задач, которые одновременно стали перед строителями основ социализма, так что само нагромождение сложных, взаимопереплетающихся, взаимодействующих — не всегда в положительном смысле

— проблем, требующих срочного решения (например, проблема распределения инвестиций) являлось важным источником трудностей.

Бегле (и отнюдь не потому, что она не заслуживает более внимательного и обстоятельного разбора) упомянем статью М. Хабуды «Профсоюзное движение в год перелома (сентябрь 1947 — июль 1948 гг.)», показывающее большие возможности — в значительной степени не использованные —, которые открылись перед венгерскими профсоюзами с победой пролетарской революции.

Б. Сабо в статье «Программа действий Венгерской Коммунистической Партии осенью 1944 г.» подчеркивает общие черты в программах, выработанных в подполье и на освобожденной территории. Полемически заостряя этот тезис против тенденций преувеличивать расхождения между подпольным и заграничным руководящими центрами партии, автор склонен считать эти разногласия и расхождения незначительными и во всяком случае не заслуживающими рассмотрения в его статье, разве что в пределах сноски.

Интересные и поучительные наблюдения и выводы Б. Сабо относительно перспектив развития строя народной демократии, какими они вырисовывались перед венгерскими коммунистами в первые послевоенные месяцы, находят для себя дополнение и широкий контекст в статье А. Шагвари «Влияние международных политических событий на венгерскую внутреннюю политику в период народно-демократической революции». Автор статьи справедливо указывает на то, что марксистская историография, правильно подчеркивая историческое значение нового соотношения сил на международной арене и особенно в Центральной и Юго-Восточной Европе, сложившегося в результате победы Советского Союза во второй мировой войне, значение неизмеримо выросшего авторитета и международного веса советского государства, уделяет в то же время явно недостаточно внимания, а то и вовсе обходит вопрос о конкретном преломлении

этих факторов во внутренней жизни стран народной демократии, их влиянии на формирование конкретной политической ситуации в этих странах. Работа А. Шагвари, призванная заполнить этот пробел могла бы явиться стимулом для других близких по тематике работ относительно всего периода 1945—1970 гг. в истории как Венгрии, так и других социалистических стран Центральной и Юго-Восточной Европы.

Среди частных проблем, затронутых в статье А. Шагвари, внимание советского читателя несомненно привлечет вопрос о немецком национальном меньшинстве в Венгрии. Вопрос этот в таком виде уже поднимался в венгерской литературе, но читателю, не владеющему венгерским языком он едва ли знаком.

М. Шомьян в своей работе «Начало жизни в освобожденной Венгрии» поставил перед собой задачу и удачно справился с ней: избежать двух крайностей, имевших и имеющих место в литературе (и надо признаться, не только венгерской) — преувеличения влияния марксизма с одной стороны на трудящихся Венгрии в момент ее освобождения и приписывания им особой подверженности фашистской заразе. В работе М. Шомьян привлекает явное стремление автора не подбирать факты, иллюстрирующие два-три примитивизированные до предела тезиса общего порядка, а обрисовать как можно более полно и разносторонне и в то же время четко и ясно реальную и конкретную историческую обстановку, сложившуюся именно в восточной части Венгрии именно во второй половине 1944 года.

За статьи М. Хабуды, Б. Сабо, А. Шагвари и М. Шомьян, посвященными начальному периоду истории венгерской

народной демократии, в сборнике снова следуют — в качестве заключительной части — обобщающие работы по всему периоду. Статья Г. Вашша «Развитие взаимоотношений между ВСРП и массами (1956—1962 г. г.)», излагающая политику партии в одном из самых важных для нее направлений, служит как бы соединяющим звеном к этой последней части сборника. Обзоры развития и состояния венгерской культуры и исторической науки за 25 лет, принадлежащие академику Ж. П. Паху и члену-корреспонденту Академии наук генеральному секретарю ВАН Б. Кёпечи, содержат обильный фактический материал и в то же время разжигают у читателя жгучий интерес и желание подробнее ознакомиться с многими упомянутыми в статьях деталями культурной и научной жизни Венгрии, особенно что касается литературных и научных дискуссий. О них, естественно, хотелось бы узнать несколько поподробнее. Авторы обеих обзорных статей не взяли на себя явно непосильную задачу включения в юбилейный сборник оценки вклада тех или иных конкретных деятелей культуры и науки в достижения 25-летия, однако краткое упоминание о тех или иных значительных произведениях и их авторах — может быть, с учетом перевода их на русский или другие распространенные европейские языки — очевидно порадовало бы читателя.

В заключение хотелось бы пожелать сборнику «Двадцать пять лет свободной Венгрии» дойти до самого широкого круга советской научной общественности и оказать тем самым ценную помощь в ознакомлении с опытом социалистического строительства и с научными достижениями братского народа.

В. М. Алексеев

ACTA HISTORICA

Academiae Scientiarum Hungaricae
1958—1973

Table des matières

Avant-propos V. 1, XIII. 1

Erik Molnár, 1894—1966 XII. 259

ETUDES

E. ANDICS: Ansichten und Tätigkeit des gestürzten Metternich XVI. 53

Э. Андич: Следует ли подвергать ревизии взгляды Маркса и Энгельса на венгерскую революцию 1848—1849 гг. XII. 373

M. ARANYOSI: Gyula Alpári VI. 31

Б. Балаж: Роль национальных комитетов в создании Венгерской народной демократии I. V. 109, II. V. 361

I. BARTA: István Széchenyi VII. 63

A. BARTHA: Hungarian Society in the Tenth Century and the Social Division of Labour IX. 333

К. Бенда: История венгерского яacobинского движения I. V. 263, II. VI. 1

I. T. BEREND: Contribution to the History of Hungarian Economic Policy in the Two Decades Following the Second World War XIII. 3

I. T. BEREND: Der Schutz der Währungsstabilisierung und der staatskapitalistische Weg der Kapitalenteignung in Ungarn (1946—47) IX. 69

I. BEREND—GY. RÁNKI: Die deutsche wirtschaftliche Expansion und das ungarische Wirtschaftsleben zur Zeit des zweiten Weltkrieges V. 313

I. BEREND—GY. RÁNKI: German—Hungarian Relation Following Hitler's Rise to Power (1933—34) VIII. 313

I. T. BEREND—GY. RÁNKI: Zur Methodologie und zum Konzept der allgemeinen Wirtschaftsgeschichte XVII. 257

GY. BÓNIS: Recherches hongroises sur les institutions des Ordres XVII. 173

Le IV^e Congrès International d'Histoire Economique XV. 29

Le XI^e Congrès International des Sciences Historiques VII. 233

XII^e Congrès International des Sciences Historiques XII. 1

Д. Чатари: Живые традиции — живой интернационализм XIV. 85

I. DRÓSZEGI: Der gemeinsame Ministerrat vom 18. Juni 1870 IX. 361

W. ENDREI: Der Trittwebstuhl im frühmittelalterlichen Europa VIII. 107

T. ERÉNYI: Der 100ste Jahrestag der Pariser Kommune XVII. 53

E. FÜGEDI: Die Wirtschaft des Erzbistums von Gran am Ende des 15. Jahrhunderts VII. 253

J. GERICS: Textbezüge zwischen den ungarischen Chroniken und der Sankt-Ladislaus-Legende XIX. 273

F. GLATZ: Historiography, Cultural Policy and the Organization of Scholarship in Hungary in the 1920s XVII. 273

I. GONDA: Bismarck und der österreichisch-ungarische Ausgleich von 1867 VIII. 257

GY. GRANASZTÓI: Computerized Analysis of a Medieval Tax Roll XVII. 13

GY. GYÖRFFY: Dem Gedächtnis Stephans, des ersten Königs von Ungarn XVII. 1

T. HAJDU: A Contribution to the History of the Proclamation of the Hungarian Republic of Councils in 1919 XIX. 55

Т. Хайду: Съезд объединенной партии и принципиальные проблемы рабочей партии в Венгерской Советской Республике XV. 1

P. HANÁK: Probleme der Betriebsgeschichtsforschung XIV. 339

P. HANÁK: Skizzen über die ungarische Gesellschaft am Anfang des 20. Jahrhunderts X. 1

Z. HORVÁTH: The Rise of Nationalism and of the Nationality Problem in Hungary in the Last Decades of Dualism IX. 1

M. INCZE: Theoretische und methodische Probleme der Zeitgeschichte XVI. 323

T. M. ISLAMOV: Die ungarländische Arbeiterbewegung zur Zeit der Koalitionsregierung (1907—1909) XVI. 105

J. JEMNITZ: Engels and the Problem of the International Labour Movement in the 1890s XVII. 225

J. JEMNITZ: Le centenaire de Jean Jaurès VII. 297

J. JEMNITZ: The First International and the War (1864—1866) XI. 57

J. JEMNITZ: The First International and the War (1868—1870) XV. 51

Gy. JUHÁSZ: La politique extérieure de la Hongrie à l'époque de la «drôle de guerre» IX. 407

Л. Катунш: Хорватская Политика правительства Тиса и народные движения г. т. Хорватии 1882. VIII. 1

L. KERÉKES: Der Anschluß und die »Alternative« der Donaukonföderation in der Außenpolitik Otto Bauers in den Jahren 1918—1919. XIX. 335

S. KÓNYA: To the Attempt to Establish Totalitarian Fascism in Hungary 1934—35. XV. 290

D. KOSÁRY: Ungarische politische Bestrebungen und die Probleme der Monarchie im Zeitalter des Dualismus XVII. 27

Л. Кёваго: Югославы в Венгрии и право нации на самоопределение (1918—1919 гг.) XI. 113

M. LASKÓ: La naissance de la démocratie populaire hongroise. 1944—1946 VII. 1

Е. Липтай: Борьба венгерской Красной армии против империалистической интервенции в 1919 г. I. VI. 287, II. VII. 103

L. MAKKAJ: Les caractères originaux de l'histoire économique et sociale de l'Europe orientale pendant le Moyen Age XVI. 261

L. MAKKAJ: The Hungarian Puritans and the English Revolution V. 13

L. MÁRKUS: Über den Charakter der herrschenden Elite des Horthy-Regimes XVIII. 119

L. MÁTRAI: Henricus Regius (Le Roy), pionnier de la psychologie scientifique VI. 239

L. MÁTRAI: Kulturhistorische Folgen der Auflösung der Österreichisch-Ungarischen Monarchie XIV. 323

L. MÁTRAI: Probleme des Fortschritts und des Verfalls in der Kulturgeschichte XI. 95

Gy. MÉREI: Über die Möglichkeit eines Zusammenschlusses der in Ungarn lebenden Völker in den Jahren 1848—1849 XV. 253

Дь. Милей: К истории создания Венгерской Коммунистической партии VII. 321

J. MIRNICS: Die Batschkadeutschen zur Zeit der ungarischen Besetzung (1941—1944) XVIII. 319

E. MOLNÁR: Le rôle historique de la République Hongroise des Conseils VI. 229

Э. Мольнар: Великая Октябрьская социалистическая революция V. 3

Дь. Моравчик: Византийские императоры и их послы в г. Буда VIII. 239.

Zs. L. NAGY: The Mission of General Smuts to Budapest, April 1919 XI. 163

D. NEMES: Die »österreichische Aktion« der Bethlen-Regierung XI. 187

E. NIEDERHAUSER: Problèmes de la con-

science historique dans les mouvements de renaissance nationale en Europe orientale XVIII. 39

M. Sz. ORMOS: A propos de la sécurité est-européenne dans les années 1930 XVI. 307

M. Sz. ORMOS: Sur les causes de l'échec du pacte danubien (1934—1935) XIV. 21

Zs. P. PACH: Diminishing Share of East-Central Europe in the 17th Century International Trade XVI. 289

Ж. П. Пах: Проблемы развития венгерской марксистской исторической науки XII. 113

Ж. П. Пах: Развитие помещичьего хозяйства в России «по русскому пути» во второй половине XIX века VI. 71

Zs. P. PACH: The Shifting of International Trade Routes in the 15th—17th Centuries XIV. 287

O. PAULINYI: Die anfänglichen Formen des Unternehmens im Edelerzbergbau zur Zeit des Feudalismus. I. Teil XII. 25, II. Teil XII 261

G. PERJÉS: Army Provisioning, Logistics and Strategy in the Second Half of the 17th Century XVI. 1

И. Пинтер: Данные к истории Венгерского Освободительного Комитета Национального Восстания IX. 129

F. PÖLÖSKÉI: István Tisza's Policy toward the Romanian Nationalities on the Eve of World War I. XVIII. 267

Gy. RÁNKI: The German Occupation of Hungary XI. 261

Gy. RÁNKI: The Socialist Reorganization of the National Economy and the Five-Month Plan (1948) X. 273

F. RÖTTLER: Beiträge zum Versuch der Bildung einer Gruppe von kirchlichen Gesellschaftsschreibern im Ungarn der 1860er Jahre XIX. 23

Á. ROZSNYÓI: October Fifteenth, 1944 (History of Szálasi's Putsch) VIII. 57

Á. SÁGVÁRI: Les partis et leurs programmes en Hongrie au lendemain de la libération (1944—1945) XIII. 49

V. SÁNDOR: Die Entfaltung der Großmühlenindustrie in Budapest nach dem Ausgleich i. J. 1867 X. 233

А. Шиклош: Данные к историографии революции 1918—1919 годов в Венгрии X. 307

A. SIKLÓS: The Hungarian Soviet Republic and the National and Nationality Question XVII. 73

I. SINKOVICS: Quelques remarques concernant l'étude intitulée «La situation des serfs en Hongrie de 1514 à 1848» XI. 285

М. Шомьян: Земельная реформа 1945 года в Венгрии I. XIII. 101, II. XIII. 313

Gy. SPIRA: Petőfi et les dirigeants libé-

raux de la révolution hongroise de 1848 XIX. 1

K. SAKACH: Краинне правые движения в венгерской деревне в тридцатые годы XII. 347

GY. SZÉKELY: Evolution de la structure et de la culture de la classe dominante laïque dans la Hongrie des Árpád XV. 223

GY. SZÉKELY: La Hongrie et Byzance aux X^e—XII^e siècles XIII. 291

M. SZINAI: Zur Geschichte der Beziehungen zwischen der Ungarischen Räterepublik und Österreich. Otto Bauers Brief an Béla Kun XVIII. 293

J. SZÜCS: »Nationalität« und »Nationalbewußtsein« im Mittelalter. Versuch einer einheitlichen Begriffssprache. I. Teil XVIII. 1, II. Teil XVIII. 245

L. TILKOVSKY: Volksdeutsche Bewegung und ungarische Nationalitätenpolitik (1938—1941) I. Teil XII. 59, II. Teil XII. 319

GY. TOKODY: Die Pläne des Alldutschen Verbandes zur Umgestaltung Österreich-Ungarns IX. 39

I. TÓTH: The Role of the National Peasant Party in the People's Democratic Revolution 1944—1948 XIX. 87

A. VÁRKONYI: Buckle and the Hungarian Bourgeois Historiography X. 49

A. R. VÁRKONYI: Handelswesen und Politik im Ungarn des 17—18. Jahrhunderts. (Theorien, Monopole, Schmugglerbewegungen 1600—1711) XVII. 207

A. R. VÁRKONYI: The Impact of Scientific Thinking on Hungarian Historiography about the Middle of the 19th Century XIV. 1

H. VASS: Les caractéristiques principales du développement des conditions sociales en Hongrie (1956—1966) XIII. 375

E. S. VINCZE: Der Pester Hochverratsprozess (April 1872) XVIII. 75

É. V. WINDISCH: Die Entstehung der Voraussetzungen für die deutsche Nationalitätenbewegung in Ungarn in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts XI. 3

V. ZIMÁNYI: Mouvements des prix hongrois et l'évolution européenne (XVI^e—XII^e s.) XIX. 305

L. ZSIGMOND: Ungarn und das Münchner Abkommen VI. 251

L. ZSIGMOND: Versuche des deutschen Imperialismus, seine Machtpositionen nach Ost- und Südosteuropa hinüberzueretten (1919—1920) V. 47

DOCUMENTS

M. ÁDÁM: Documents relatifs à la politique étrangère de la Hongrie dans la période de la crise tchécoslovaque (1938—1939) I^{re} partie X. 89, II^e partie X. 373

GY. EMBER: Der österreichische Staatsrat und die ungarische Verfassung 1761—1768. I. VI. 105, II. VI. 331, III. VII. 149

GY. EMBER: On the Methodology of Archives-History XVI. 171

GY. FUKÁSZ: Lettres de Paris d'Oszkár Jászi VIII. 349

T. HAJDU: Michael Károlyi and the Revolutions of 1918—19 X. 351

É. H. HARASZTI: Contemporary Hungarian Reaction to the Anti-Corn Law Movement VIII. 381

G. HECKENAST: Das Eisenhüttenwesen in Ungarn am Anfang des 18. Jahrhunderts IX. 155

The Relations of the American and the Americo-Hungarian Labour Movement as Revealed in the Correspondence of Ervin Szabó (J. JEMNITZ) IX. 179

GY. JUHÁSZ: Beiträge zu Ungarns Außenpolitik in den Tagen des Ausbruchs des zweiten Weltkrieges (August—September 1939) VIII. 137

L. KERÉKES: Akten des Ungarischen Ministeriums des Äußeren zur Vorgeschichte der Annexion Österreichs VII. 355

L. KERÉKES: Akten zu den geheimen Verbindungen zwischen der Bethlen-Regierung und der österreichischen Heimwehrbewegung X. 299

Neuer Aktenfund zu den Beziehungen zwischen Hitler und Dollfuß im Jahre 1933 (L. KERÉKES) XVIII. 149

B. KÖPECZI: Politique et jansénisme. Lettres de François II Rákóczi, prince de Transylvanie, au cardinal Filippo-Antonio Gualterio (1714—1717) V. 153

Á. R. VÁRKONYI: Repopulation and the System of Culturation in Hungary after the Expulsion of the Turks XVI. 151

Briefwechsel zwischen Friedrich Engels und den ungarländischen Sozialdemokraten (1890—1895) (E. S. VINCZE) XVI. 341

COMMUNICATIONS

E. FÜGEDI: Der Stadtplan von Stuhlweißenburg und die Anfänge des Bürgertums in Ungarn XV. 103

É. HARASZTI: Appraising F. O'Connor. Some Reflections upon Reading "F. O'Connor, Irishman and Chartist" by D. Read and E. Glasgow XIII. 163

M. MAYER: Beiträge zur Geschichte der Ruthenen (Karpatoukrainer) um die Jahrhundertwende XIX. 115

И. Вида: Политика независимой партии мелких сельских хозяев в 1944—1948 гг. XIX. 151

K. VÖRÖS: «Grandeur et décadence» de Károly Franciscs, barbier à Veszprém XIX. 365

DISCUSSIONS

GY. SPIRA: Auf der Suche nach dem besseren Verstehen des ungarischen Achtundvierzig XIII. 415

Discussion sur la division chronologique de l'histoire hongroise au cours de l'époque féodale XIV. 125

Une conférence franco-hongroise d'histoire économique à Budapest (L. MAKKAI—V. ZIMÁNYI—L. KATUS) XV. 335

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

É. H. BALÁZS: Quelques problèmes relatifs à l'histoire de l'absolutisme IX. 224

I. BARTA: Publication of Lajos Kossuth's Complete Works VI. 373

A. BARTHA: Discussion Held in Budapest about the Soviet Edition of the Thuróczy Chronicle IX. 249

E. FÜGEDI: Hungarian Bishops in the Fifteenth Century. (Some Statistical Observations) XI. 375

P. GUNST: Report on the Candidate Dissertation in the Historical Sciences IX. 215

Gy. GYÖRFFY: Über die Arbeit an der »Historischen Geographie Ungarns zur Zeit der Arpaden« VI. 164

É. H. HARASZTI: Einige Fragen der industriellen Revolution in Großbritannien in neuen englischen und nordamerikanischen wirtschaftshistorischen Aufarbeitungen XVIII. 171

Historical Problems of the Austro-Hungarian Monarchy 1900—1918. Held in Budapest from the 4th to the 9th May 1964 XI. 341

Les historiens hongrois commémorent le quarantième anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre V. 401

Institutions de science historique en Hongrie V. 175

M. JÁSZAY: Dix ans de politique viennoise après Villafranca à la lumière des lettres d'un diplomate autrichien XII. 395

О деятельности Института истории партии (Э. Кальман) VI. 155

L. KATUS: A propos des travaux du groupe d'étude de l'histoire des nationalités et quelques problèmes concernant l'étude de cette question VII. 398

L. KATUS: Rapport sur les travaux de la Bibliographie Hongroise d'Histoire VII. 183

E. KOVÁCS: Hungarian—Polish Relations Between the two World Wars XVIII. 161

A. KUBINYI: L'historiographie hongroise moderne des villes VIII. 175

A. KUBINYI—L. NAGY—K. VÖRÖS: Zur Erforschung der Geschichte von Budapest XIII. 171

Развитие исторической литературы, касающейся Венгерской Советской Республики (Ж. Л-Надь) VII. 391

E. MÁLYUSZ: Les problèmes des sources de l'histoire médiévale hongroise (Publication des chartes) XIV. 179

L. MÁRKUS: Über die methodologischen Richtlinien der Untersuchungen zur neuesten ungarischen Pressegeschichte XVIII. 353

Les recherches en cours à l'Institut d'Histoire d'Amérique Latine à Szeged XIV. 367

L. RUZSÁS: Recherches d'histoire poursuivies à l'Institut des Sciences de Transdanubie VIII. 405

M. M. Шомьяи: Совещание преподавателей научного социализма XII. 193

A. SZEDŐ: Recherches historiques dans les archives hongroises X. 393

A. URBÁN: La recherche historique dans les Universités de Hongrie (1957—1962) X. 117

О подготовке учебника по истории партии. (Г. Ваши) IX. 459

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

E. ARATÓ: L'activité des comités mixtes d'historiens travaillant sous la direction de l'Académie des Sciences de Hongrie XIX. 195

I. T. BEREND: Le V^e Congrès international économique-historique et ses enseignements XVII. 85

Le Congrès des historiens à Moscou (le 16—23 août 1970) XVII. 295

Interventions hongroises au Congrès de Moscou XVII. 316

Session scientifique de la commission mixte hungaro-tchécoslovaque des historiens (Presbourg, mai 1971) (L. BENCZÉDI) XVII. 359

Session scientifique internationale sur l'histoire des mouvements paysans en Europe centrale-orientale aux XVI^e et XVII^e siècles (J. BUZA—S. GYIMESI) XIX. 379

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Acta Universitatis Szegedinensis. Sectio historica 1957. Histoire. I—II. Réd. par Gy. MÉREI VI. 192

Un acte d'accusation contre le nazisme. Documents de l'histoire de la persécution des Juifs en Hongrie. I. 19 mars 1944—15 mai 1944. Réunis par I. BENOSCHOFKY et E. KARSAI VI. 423

Annales de l'Ecole Supérieure de Pédagogie d'Eger VI. 192

Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio Historica, Tom. I. Redigit Z. I. TÓTH V. 439

Les antiquités de Budapest. Annales du Musée Historique de Budapest. XVII. Réd. par L. GEREVICH V. 217

Les affiches de la République Hongroise des Conseils VI. 421

L'anéantissement de la 2^e armée hongroise sur le Don VI. 423

L'Armée Rouge hongroise de 1919 (Documents choisis) VI. 422

S. AUSCH: L'inflation et la stabilisation des années 1945—46 VI. 199

- A. BABICS: L'extraction houillère à Vasas, à l'époque du féodalisme VI. 196
- A. BABICS: Histoire des houillères de Komló VI. 418
- B. BALÁZS: Le rôle des couches moyennes dans le développement de la société hongroise VI. 419
- J. BALÁZS: János Sylvester et son époque. VI. 416
- I. BÁN: János Apáczai Csere VI. 416
- M. BELÉNYESSY: Culture et danse chez les Sicules de Bukovine VI. 195
- M. BELÉNYESSY: Sur les méthodes de la recherche de notre histoire d'agriculture du moyen âge V. 430
- I. T. BEREND—GY. RÁNKI: Le développement du capitalisme monopolisateur en Hongrie, 1900—1944. VI. 197
- Bibliographie de la littérature agricole hongroise (1831—1867) Tome III de la Bibliographie Economique Hongroise. Réd. par F. S. SZABÓ VI. 191
- GY. BÓNIS: Le roi Etienne V. 213
- D. CSATÁRI: Relations hungaro—roumaines VI. 423
- Les décrets de la République des Conseils sur l'éducation nationale. Publ. sous la direction de S. KÖTE V. 439
- D. DERCSÉNYI—L. GERŐ: Le Château de Sárospatak VI. 193
- D. DERCSÉNYI—L. ZOLNAY: Esztergom, Budapest VI. 193
- Discours et écrits choisis de Béla Kun à propos de la République Hongroise des Conseils VI. 197
- Écrits choisis de K. Ligeti V. 438
- Écrits choisis de Pál Vasvári V. 219
- L. ELEKES: Le roi Mathias et son époque V. 213
- G. ENTZ: La cathédrale de Gyulafehérvár (Alba Iulia) VI. 419
- Etudes sur l'Etat et le droit de l'époque de Horthy VI. 422
- Etudes sur le passé de Budapest. XI. V. 219
- Etudes historiques du passé de Budapest. XII. V. 440
- Etudes sur l'histoire des démocraties populaires. I. V. 219
- E. FERENCZY: Histoire des peuples du territoire de la future Hongrie jusqu'à la conquête arpadienne VI. 415
- J. FITZ: Székesfehérvár VI. 193
- É. FÖLDES: Quelques chapitres de l'histoire de la culture physique hongroise V. 214
- E. GAÁL: La lutte des ouvriers de Szeged pour la République des Conseils. 1917—1919. V. 214
- L. GÁLDI: La lexicographie hongroise à l'époque des Lumières et des réformes VI. 191
- L. GERŐ: Architecture des châteaux de Hongrie V. 214
- GY. HAJDU: En lutte contre les oppresseurs et envahisseurs (Pages glorieuses du mouvement ouvrier de Pécs) V. 439
- T. HAJDU: Les Conseils en Hongrie en 1918—1919 VI. 198
- I. HAJNAL: La politique étrangère du gouvernement Batthyány V. 434
- L. HANZÓ: Péter Vajda (1808—1846) VI. 417
- G. HELTAI: Écrits choisis (1552—1575) Choix de I. NEMESKÜRTY V. 430
- L'histoire du mouvement ouvrier à Debrecen depuis les débuts du mouvement ouvrier jusqu'à la défaite de la République des Conseils V. 217
- L. HUSZÁR: Histoire du monnayage médiéval de Buda VI. 415
- F. JÓZSEF: «Nous courons à la Révolution...» Le chemin de la littérature hongroise de 1914 à 1919 V. 437
- T. KARDOS: L'époque de l'humanisme en Hongrie V. 214
- J. KELEN: Un procès Galilée au XX^e siècle V. 436
- G. G. KEMÉNY: Problèmes sociaux et nationaux dans la presse militaire de la guerre d'indépendance V. 434
- E. KOVÁCS: Les efforts de reconciliation des Hongrois et des Slaves du Sud en 1848/49 VI. 417
- M. KRESZ: Costumes paysans hongrois 1820—1867 V. 215
- M. LACKÓ: La composition de la classe ouvrière de Budapest à la fin des années 1920 VI. 422
- La lutte de János Horarik contre la hiérarchie et l'Eglise dans les années 1841—1845. Trad., intr. et annot. par R. BOHÓ et GY. TORDAI V. 217
- L. MAKKAJ: Exploitation agricole paysanne et fermière au XVI^e siècle V. 431
- L. MAKKAJ: Les antécédents du ralliement national kouroutz V. 215
- F. MAKSAJ: La paysannerie et l'économie fermière dans la Hongrie du XVI^e siècle VI. 417
- L. MÁRKUS: Guyon, Richard VI. 216
- I. MARTINOVICS: Œuvres philosophiques. Trad. par E. Kolozsvári-Grandpierre, préf. et notes par L. MÁTRAI V. 218
- A la mémoire d'Hegel. Ouvrage commémoratif publié sous la direction de J. SZIGETI V. 432
- Les Mémoires de Madame Déry. Intr., notes et mise sous presse de P. RÉZ V. 436
- K. MÉREY: Les mouvements des ouvriers agricoles en Transdanubie dans les années 1905—1907 V. 216
- K. T. MÉREY: Sur les conditions de vie des domestiques de culture des domaines seigneuriaux de la Transdanubie méridionale au tournant du siècle VI. 196

M. MEZEI: La conception de l'histoire dans la littérature hongroise à l'époque des Lumières VI. 418

Les monuments historiques de Sopron et ses environs. Par E. CSATKAI, D. DERCSÉNYI, G. ENTZ, L. GERŐ, G. HÉJJ, K. MOLLAY, A. RADNÓTI V. 219

Le mouvement des instituteurs socialistes en Hongrie 1900—1920. La politique scolaire des Conseils. Par M. BIHARI, B. BOTH, E. K. BARTOS, J. KELEN, GY. SZILÁGYI. Réd. par J. Kelen VI. 198

Le mouvement ouvrier hongrois de 1917 à 1919. La République Hongroise des Conseils VI. 419

Le mouvement ouvrier en Hongrie de 1919 à 1929 VI. 199

Le mouvement ouvrier hongrois de 1929 à 1939 VI. 420

F. MUCSI: La première révolution russe 1905—1907 et le mouvement ouvrier hongrois V. 216

Nous sommes la jeune garde. Pages du mouvement de la jeunesse ouvrière. Réd. par MME LÁNYI V. 438

Œuvres choisies de Péter Pázmány VI. 416

Les œuvres d'art militaire de Miklós Zrínyi VI. 194

Ouvrages pédagogiques choisis de J. Apáczai Csere. Réd., intr., notes et trad. des textes latins par L. OROSZ V. 431

Pétitions de soldats kouroutz 1703—1710. Prés., intr. et annot par T. ESZE V. 213

La politique culturelle de la République Hongroise des Conseils (Décrets, documents, articles). Prés. par K. PETRÁK et GY. MILEI VI. 421

Les prédécesseurs des hongrois et la conquête arpadienne. Les témoignages des contemporains et des chroniqueurs VI. 415

Les rapports hungaro-russes dans l'histoire. Réd. par E. Kovács V. 218

I. RÉVÉSZ: Quelques chapitres de la politique ecclésiastique de l'époque Bach V. 435

Le roi Matthias dans les sources contemporaines. (Mémoires et lettres.) Intr. par É. H. BALÁZS V. 429

L. RUZSÁS: L'évolution capitaliste de l'industrie dans les parties sud-est de la Cisdanubie (1848—1900) V. 436

P. SÁNDOR: La crise agraire en Hongrie à la fin du XIX^e siècle VI. 419

V. SÁNDOR: Le développement de l'économie capitaliste en Hongrie (1849—1900) VI. 195

Souvenirs des luttes héroïques. Du passé du mouvement ouvrier hongrois. 1893—1945 V. 218

Souvenirs de témoins de grandes époques (1918—1919) VI. 421

T. SZAMUELY: «Alerte!» Un choix d'articles et de discours V. 437

L. TAKÁCS: Trouvères, chants épiques. Bibliothèque de la Société Hongroise d'Ethnographie VI. 194

Textes choisis de M. Tánicsics. Réd. par L. GERÉB. L'étude d'intr. par L. et F. VINCE V. 433

Textes hongrois du moyen âge. Réd. par L. MEZEY V. 429

L. TILKOVSKY: Le soulèvement des paysans de 1831 V. 216

GY. TÓTH: Ádám Balogh, brigadier kouroutz VI. 194

Zs. TRÓCSÁNYI: A propos de l'histoire du collège de Nagyenyed (1831—1841) V. 433

Zs. TRÓCSÁNYI: Histoire de la paysannerie transylvanienne. 1790—1849 V. 216

Vue par les contemporains... La presse hongroise de 1917 et 1918 sur la révolution prolétarienne russe. Choix, préface par L. REMETE V. 438

É. V. WINDISCH: Le Bulletin de 1848—1849. Histoire du journal officiel de la révolution et de la guerre d'indépendance de 1848 VI. 418

T. WITTMAN: La «révolution du prix» et les phases initiales des rapports du marché mondial (1566—1618) V. 432

COMPTE RENDU DE LIVRES

Э. Андич: Союз Габсбургов и Романовых (И. Дольманьох) IX. 469

З. Арато: История Национального вопроса в Венгрии в 1790—1848 гг. (И. Дольманьох) IX. 279

The Autobiographical Writings of Mrs Mihály Károlyi (J. JEMNITZ) XV. 376

R. A. AVERBUCH: Revolution und nationaler Freiheitskrieg in Ungarn 1848—1849 (E. ANDICS) XII. 429

K. K. AZIZ: The Historical Background of Pakistan. 1837—1947 (J. JEMNITZ) XVIII. 379

A. BARTHA: Hungarian Society in the 9th and 10th Centuries (G. HECKENAST) XVIII. 401

Das Bauerntum in Ungarn im Zeitalter des Kapitalismus. 1848—1914 (P. HANÁK) XV. 148

Bemerkungen zur Geschichte des Prozesses von Stephan Ludwig Roth (Z. SÁRKÖZY) X. 160

I. T. BEREND—GY. RÁNKI: Hungarian Economy after the World War I. 1919—1929 (GY. MÉREI) XIII. 460

Bibliotheca Corviniana (E. MÁLYUSZ) XV. 137

LÉON BLUM: Auswahl aus dem Werk (L. KERÉKES) XVIII. 189

Two Books about Miklós Zrínyi (L. MAKKAI) XIII. 203

A. BULLOCK: Hitler. A Study of Tyranny (GY. RÁNKI) VII. 419

P. BURIAN: Die Nationalitäten in Cisleithanien und das Wahlrecht der Märzrevolution 1848/49 (Zs. TRÓCSÁNYI) XIII. 443

E. ČALÍČ: Le Reichstag brûle! (M. ORMOs) XIX. 225

Démographie historique de la Hongrie. Population de la Hongrie depuis la conquête arpadienne jusqu'en 1949. Réd. sous la dir. de J. KOVÁCSICS (K. VÖRÖs) XII. 215

I. DIÓSZEGI: L'Autriche-Hongrie et la Bulgarie après la paix de San Stefano. 1878—79 (E. PALOTÁS) X. 164

I. DIÓSZEGI: L'Autriche-Hongrie et la guerre franco-prussienne. 1870—1871 (M. INCZE) XIII. 454

I. DIÓSZEGI: Notre pays et l'Europe (T. ERÉNYI) XVII. 400

И. Доби: Неповедь и история (Э. Михальфи) X. 425

Документы к истории контрреволюции (Дь. Ранки) VI. 396

F. DONÁTH: Democratic Land Reform in Hungary 1945—1947 (L. SZÜCS) XVII. 130

Две новые книги о циммервальдской конференции (Я. Емниш) XVI. 201

Экономическое положение и политика контрреволюционного режима в Венгрии в 1924—1926 гг. (Дь. Ранки) X. 167

T. ERÉNYI: Anfänge der ungarischen Gewerkschaftsbewegung (F. MUCSI) X. 421

CH. D'ESZLÁRY: Histoire des Institutions Publiques Hongroises (I. BERTÉNYI) XIII. 213
Etudes Historiques publiées par la Commission Nationale des Historiens Hongrois (—x) VIII. 199

A. B. Фадеев: Россия и Восточный кризис 20-х годов XIX века (И. Дольманьш) VII. 416

M. FARKAS: Militärischer Zusammenbruch und Revolution im Jahre 1918 (E. LIPTAI) XVII. 415

L. FEKETE: Die Siyāqat-Schrift in der türkischen Finanzverwaltung. I—II. (J. PERÉNYI) V. 189

L. FEKETE—GY. KÁLDY-NAGY: Rechnungsbücher türkischer Finanzstellen in Buda (Ofen) 1550—1580 (I. SINKOVICS) XIV. 199

В. Фельчак: Венгерско—Хорватское соглашение 1868 года (М. Петнеки) XVIII. 380

E. FERENCZY: Geschichte der Völker auf dem Boden Ungarns bis zur Landnahme (I. HANN) VII. 202

L. FÜR: The Csákvár Estate on the Road of Capitalist Management. 1870—1914 (P. GUNST) XIX. 236

S. GÁBOR: Österreich und die ungarische Räterepublik (Zs. L. NAGY) XVI. 362

Gedanken beim Lesen von Mehrings Marx-Biographie (L. ZSIGMOND) VI. 173

C. GÖLLNER: Turcica. Die europäischen Türkendrucke des 16. Jahrhunderts (K. BENDA) XI. 405

GY. GYÖRFFY: Historical Geography of Hungary in the Age of the Árpáds (I. SZABÓ) XI. 393

Т. Хайду: Венгерская буржуазно—демократическая революция 1918 года. — Венгерская Советская Республика (Ж. Л. Надь) XV. 389

I. HAJNAL: Foreign Policy of the Cabinet of Batthyány (P. HANÁK) VI. 385

G. W. F. HALLGARTEN: Das Wettrüsten. Seine Geschichte bis zur Gegenwart (L. ZSIGMOND) XVI. 211

E. H. HARASZTI: The Chartist Movement (E. NIEDERHAUSER) XIV. 377

HECKENAST—NOVÁKI—VASTAGH—ZOLTAI: History of Hungarian Metallurgy in the Early Middle Ages From the Conquest Period to the Mid-13th Century (A. BARTHA) XVIII. 183

The History of Hungary in Three Volumes. I. (A. BARTHA) XIX. 409

The History of Hungary in Three Volumes. II. (F. MUCSI—E. NIEDERHAUSER) XIX. 414

Z. HORVÁTH: La Hongrie au seuil du siècle. Histoire de la seconde génération des réformateurs (P. HANÁK) X. 407

Z. HORVÁTH: László Teleki 1810—1868 (I. DIÓSZEGI) XIV. 379

Hungary and World War II. Secret Diplomatic Documents concerning the Antecedents and History of the War (GY. RÁNKI) VII. 197

The Influence of the World Economic Crisis on Hungary. Ed. by M. INCZE. Authors: M. INCZE, E. KARSAI, I. KUBITSCH, P. PETŐCZ, A. SIPOS (GY. RÁNKI) V. 207

Die I. Internationale und Ungarn. Red. T. ERÉNYI, E. KOVÁCS (E. S. VINCZE) XII. 207

L'irrédentisme allemand en Europe centrale et sud-orientale avant la 2^e guerre mondiale (E. KOVÁCS) XIX. 228

Т. Исламов: Политическая борьба в Венгрии в начале XX века (И. Дольманьш) VIII. 422

T. M. ISLAMOVI: Politische Kämpfe in Ungarn am Vorabend des ersten Weltkrieges. 1906—1914 (F. MUCSI) XIX. 209

История Венгерского революционного рабочего движения. Том. I. (Ж. П. Пах) XIII. 446

Избранные документы истории венгерского рабочего движения (И. Диосеги) V. 198

E. K. JAHN: Die Deutschen in der Slowakei in den Jahren 1918—1920 (E. KOVÁCS) XIX. 222

J. JEMNITZ: Le danger de guerre et la II^e Internationale (E. S. VINCZE) XV. 383

Я. Йемниц: Социалистические партии и война 1914—1918 гг. (Ф. Мучи) XVII. 408

A. JÓZSA: Krieg, Kriegsgefangenschaft, Revolution. Ungarische internationalistische Kriegsgefangenen in der rußländischen Revo-

lution des Jahres 1917 (M. FARKAS) XVIII. 186

Gy. JUHÁSZ: Foreign Policy of the Teleki Government. 1939—1941 (L. T.) XII. 434

R. A. KANN: Das Nationalitätenproblem der Habsburger-Monarchie. I—II. (I. DIÓ-SZEGI) XIV. 209

G. G. KEMÉNY: Documents sur l'histoire du problème des minorités en Hongrie à l'époque du dualisme (Z. Szász) XVI. 358

Г. Г. Кемень: Документы к истории национального вопроса в Венгрии в эпоху дуализма. Т. I—II. (Э. Том) V. 192

L. KERÉKES: Anschluß 1938. Österreich und die internationale Diplomatie 1933—1938 (M. INCZE) XII. 223

P. GRAF KIELMANNSEGG: Deutschland und der erste Weltkrieg (I. GONDA) XIX. 212

B. KIRSCHNER: Die sechs Tage der Gewerkschaftsregierung (L. SERFÖZ) XVIII. 403

Б. Киршнер: В. И. Ленин о демократической и социалистической революциях 1893—1917 гг. (А. Жулак) XIX. 241

L. R. KYZLASOV: The History of Tuva in the Middle Ages (I. FODOR) XIX. 426

D. KOSÁRY: Introduction into the Sources and Literature of the History of Hungary (A. KUBINYI) XIX. 229

E. KOVÁCS: L'émigration de Kossuth et les mouvements européens d'indépendance (E. NIEDERHAUSER) XV. 367

M. LACKÓ: Arrow-cross Men, Nazis 1935—1944 (M. STIER) XIII. 227

I. LÁNG: Development and Activities of International Economic and Financial Organizations in the Years following World War II. (M. INCZE) XVIII. 193

I. J. LEDERER: Yugoslavia at the Paris Peace Conference. A Study in Frontiermaking (Zs. L. NAGY) XVI. 206

A. LHOTSKY: Quellenkunde zur mittelalterlichen Geschichte Österreichs (E. MÁLYUSZ) XIII. 199

Gy. LUKÁCS: Lenin. Studie über den Zusammenhang seiner Gedanken (M. SZABÓ) XVII. 122

L. LUKÁCS: Garibaldi e l'emigrazione ungherese 1860—1862 (J. KOLTAY-KASTNER) XIV. 205

C. A. MACARTNEY: October Fifteenth. A History of modern Hungary (M. INCZE—GY. RÁNKI) V. 419

J. MACUREK: Die tschechischen Provinzen und die Slowakei (E. NIEDERHAUSER) XVIII. 378

E. MÁLYUSZ: La chronique de Thuróczy et ses sources (GY. SZÉKELY) XVI. 193

E. MÁLYUSZ: La Geste du temps d'Etienne V. (M. KOMJÁTHY) XIX. 441

V. S. MAMATEY: The United States and East Central Europe 1914—1918. A Study in

Wilsonian Diplomacy and Propaganda (L. ZSIGMOND) VI. 393

J. MARX: Die wirtschaftlichen Ursachen der Revolution von 1848 in Österreich (M. S. LENGYEL) XVI. 197

J. MARX: Österreichs Kampf gegen die liberalen, radikalen und kommunistischen Schriften. 1835—1848 (M. S. LENGYEL) XII. 119

I. MECKLING: Die Außenpolitik des Grafen Czernin (I. GONDA) XIX. 432

Gy. MÉREI: Les programmes des partis bourgeois hongrois entre 1867—1908 (Z. Szász) XIX. 455

J. MISKOLCZY: Ungarn in der Habsburger-Monarchie (P. HANÁK) VIII. 191

Э. Мольнар: Союзная политика марксизма. 1848—1889 гг. (Ф. Мучи) XV. 141

Д. Немеш: Внешняя политика правительства Бетлена в период с 1927 года во 1931 г. (И. Беренд) XI. 409

Neue österreichische Werke über die ungarische Revolution von 1848 (I. BARTA) XIII. 208

Die neue Zeitschrift der ungarischen Geschichtswissenschaft (P. HANÁK) VII. 191

The New Cambridge Modern History. II. The Reformation 1520—1559 (L. MAKKAJ) X. 155

Э. Нидергаузер: Освобождение крестьян от права в Восточной Европе (Л. Катунш) X. 403

О сборнике «Двадцать пять лет свободной Венгрии» (В. М. Алексеев) XIX. 463

P. Zs. RASCH: Agrarian Development in Western Europe and Hungary in the 16th—17th Centuries (E. MOLNÁR) XI. 398

В. Т. Пашуто: Внешняя политика Древней Руси (И. Бертенёу) XVIII. 375

A. PIRNÁT: Die Ideologie der Siebenbürger Antitrinitarier in den 1570er Jahren (I. RÉVÉSZ) IX. 287

Ю. А. Писарев: Сербия и Черногория в первой мировой войне (А. Йосжа) XIX. 218

Пятьдесят лет. Великий Октябрь и венгерские революции (З. Палоташ) XIV. 216

Ф. Пелешкеи: Правительственная политика и парламентская оппозиция 1910—1914 гг. (Ф. Мучи) XVII. 128

J. L. PYRKER: Mein Leben (K. VÖRÖS) XVII. 400

Quellen aus der Vergangenheit Budapests. I. 1686—1873 (S. GYIMÉSI) XIX. 444

Quellen aus der Vergangenheit Budapests. II. 1873—1919 (T. ERÉNYI) XIX. 447

Я. Рац: Роль фабрично-заводских комитетов (фабзавкомов) в народно-демократическом преобразовании Венгрии 1944—1948. гг. (Э. Штрассенрейтер) XIX. 249

W. RAUSCH: Handel an der Donau (I. KÁLLAI) XIX. 430

Recht und Verfassung des Reiches in der Zeit Maria Theresias. Die Vorträge zum Unterricht des Erzherzogs Joseph in Natur- und Völkerrecht, sowie im deutschen Staats- und Lehnrecht unter Mitarbeit v. G. KLEINHAGEN, T. BUYKEN u. M. HEROLD. Hrsg. H. CONRAD (E. MÁLYUSZ) XIV. 373

E. RÉV: The Trial of the Commissars (B. SARLÓS) XVII. 418

H. SCHWINDT: Jakob Bleyer (B. BELLÉR) VIII. 425

The Secret Documents of István Bethlen (Zs. L. NAGY) XIX. 246

E. SIK: Histoire de l'Afrique Noire. I. (K. BORSÁNYI) IX. 472

D. SINOR: History of Hungary (L. MAKKAJ) VIII. 206

M. ШОМЬЯН: Земельная реформа 1945 года (К. САКАЧ) XVI. 366

S. D. SPECTOR: Rumania at the Paris Peace Conference. A Study of the Diplomacy of Ioan I. C. Brătianu (Zs. L. NAGY) XVI. 206

H. J. STEINBERG: Sozialismus und deutsche Sozialdemokratie. Zur Ideologie der Partei vor dem I. Weltkrieg (J. JEMNITZ) XVII. 408

G. STÖKL: Russische Geschichte von den Anfängen bis zur Gegenwart (I. DOLMÁNYOS) XII. 203

Syndicalisme révolutionnaire et communisme. Les archives de Pierre Monatte. 1914—1924 (J. JEMNITZ) XVIII. 390

Á. SZABÓ: Reorganization of the Hungarian Communist Party 1919—1925 (K. SZAKÁCS) XIX. 458

B. SZABÓ: People's Democracy and Revolutionary Theory (S. ORBÁN) XVIII. 409

К. САКАЧ: Аграрная политика коммунистической партии в 1290—1930 гг. (Б. КУРШЕНЕР) XII. 220

Széchenyi in Recent Western Literature (D. KOSÁRY) IX. 255

A. J. P. TAYLOR: Die Ursprünge des zweiten Weltkrieges (L. KERÉKES) IX. 476

L. TILKOVSKY: Pál Teleki. Legend and Reality (Zs. L. NAGY) XVIII. 403

I. TÓTH: The History of the National Peasants' Party 1944—1948 (K. MÉSZÁROS) XIX. 460

A. J. TOYNBEE: Change and Habit. The Challenge of our Time (L. ELEKES) XV. 371

G. URAY: Studies of the Relations of Regal and Late Tibetan Historiography (GY. SZÉKELY) XVIII. 179

Я. Варади-Штернберг: Пути и Встречи (Стати по истории русско-венгерских и украинско-венгерских связей) Э. Нудерхаузер) XIX. 435

J. VARGA: Leibeigenensystem in den späten Jahrhunderten des Feudalismus in Ungarn. 1556—1767 (E. VARGA) XVII. 397

D. VASIĆ: South-Bačka Chronicle of the War of Liberation (L. KÖVÁCS) XVIII. 398

Важные документы эпохи первой мировой войны (К. МУЧУ) VIII. 415

Вестник истории мировой культуры (Я. ЙЕМНИЦ) VI. 404

V. VINAVER: La Yougoslavie et la Hongrie 1918—1933 (M. ORMOS) XVIII. 394

E. S. VINCZE: La création du Parti Social-Démocrate de Hongrie et les premières années de son activité 1890—1896 (GY. MÉREI) IX. 282

E. S. VINCZE: Der Hochverratsprozess. 1871—1872 (JJ—MF) XIX. 452

«Vingt ans». Etudes de l'histoire de la Hongrie socialiste (S. BALOGH) XII. 440

A. P. VLASTO: The Entry of the Slavs into Christendom (A. BARTHA) XIX. 419

E. WANGERMANN: From Joseph II to the Jacobin Trials. Government Policy and Public Opinion in the Habsburg Dominions in the Period of the French Revolution (K. BENDA) VII. 411

I. WELLMANN: Destins paysans il y a deux cent ans au comitat de Pest, décrits par eux-mêmes (P. GUNST) XIX. 233

Die Wilhelmstraße und Ungarn (L. SZÜCS) XV. 162

E. WINTER—P. FUNK—J. BERG: Bernard Bolzano. Ein Denker und Erzieher im Österreichischen Vormärz (M. S. LENGYEL) XVIII. 383

T. WITTMAN: The Golden Age of the Netherlands (GY. SZÉKELY) XVI. 351

Записи Пала Радаи 1703—1706 гг. (А. П. ВАРКОНИ) VI. 185

V. ZAPLETAL: Les débuts du mouvement ouvrier social-démocrate des Slovaques à Budapest. 1893—1900 (E. ARATÓ) XVIII. 387

Die Zimmerwalder Bewegung. Protokolle und Korrespondenz (J. JEMNITZ) XIX. 439

L. ZSIGMOND: Wirtschaftliche und internationale Faktoren im Wiedererwachen des deutschen Imperialismus und Militarismus. 1918—1923 (GY. TOKODY) X. 415

CHRONIQUE

András L. Áchim (L. FÜR) XVIII. 197

Au 50^e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre XIV. 221

Les assemblées de la Société Hongroise d'Histoire à Miskolc, à Sopron et à Pécs VII. 211

L'assemblée générale du Comité International des Sciences Historiques à Lausanne V. 232

L'assemblée générale de la Société Hongroise d'Histoire VI. 207

Assemblée générale de la Société Hongroise d'Histoire IX. 291

L'assemblée générale de la Société Hongroise d'Histoire (M. MANN) XII. 456

Assemblée générale de la Société Hongroise d'Histoire (M. MANN) XVI. 239

L'Autriche-Hongrie et l'Internationale.
Symposium International d'Histoire, Vienne,
7-9 septembre 1964 (J. JEMNITZ) XI. 420

István Barta, 1910-1966 (L. TILKOVSKY)
XIII. 233

Colloque international sur l'histoire des
pays danubiens entre 1938 et 1945 (M. SZ.
ORMOS-L. TILKOVSKY) XIV. 237

Commémoration du 40^e anniversaire de
la révolution démocratique bourgeoise de
Hongrie de 1918 VI. 204

Commémoration du Risorgimento en
Hongrie VII. 209

Commémorations solennelles d'historiens
hongrois à l'occasion du 40^e anniversaire de la
Grande Révolution Socialiste d'Octobre V. 230

Compte rendu de la 2^e réunion de la Com-
mission Germano-hongroise d'Histoire du 29
au 31 mai 1962 à Berlin IX. 294

Compte rendu de la session idéologique
organisée à l'Université Eötvös Loránd sous
le titre « L'idéologie nationale autrefois et de
nos jours ». 21-22 février 1965 (F. GLATZ)
XII. 451

Compte rendu de la session scientifique
organisée à l'occasion du 40^e anniversaire de
la République des Conseils VI. 431

Compte rendu de la session scientifique
organisée à l'occasion du 10^e anniversaire de
l'avènement de la République Populaire de
Chine VII. 207

Compte rendu de la session scientifique
traitant des problèmes concernant la Renais-
sance et la Réformation de Hongrie et de
Pologne VIII. 429

Une conférence d'étude réunie à l'occa-
sion du 75^e anniversaire du premier congrès
du Parti Social-Démocrate de Hongrie (K.
SZOKOLAY) XIII. 233

Conférence d'historiens à Berlin, à l'occa-
sion du 25^e anniversaire du déclenchement de
la deuxième guerre mondiale (L. T.) XI. 418

Conférences historiques à la 118^e assem-
blée générale de l'Académie des Sciences
de Hongrie VII. 210

Conférence internationale sur l'histoire
des entreprises industrielles (J. SZEKERES)
XIX. 265

Les conférences internationales de la
Table Ronde des archives (A. SZEDŐ) XI. 413

Conférences scientifiques du mouvement
de la paix (M. STIER) XI. 416

Conférence scientifique sur les 50 années
du mouvement communiste hongrois (E.
KABOS) XV. 171

Conférence sur les problèmes dans les
recherches relatives à l'histoire locale (M.
MANN) XVII. 423

Conférence sur l'histoire des villes X. 180

La V^e conférence sur l'histoire des villes
organisée par la Société Hongroise d'Histoire
(M. MANN) XVIII. 205

Le congrès ambulant de la Société Hon-
groise d'Histoire (M. MANN) XV. 167

Congrès ambulants organisés par la
Société Hongroise d'Histoire en automne 1963
(E. FÜGEDI) X. 436

Le congrès du centenaire de la Société
Hongroise d'Histoire, du 22 au 26 août 1967
(M. MANN) XIV. 385

Le XXII^e Congrès et la science hongroise
de l'Histoire (V. KONDOR) X. 182

Le II^e Congrès International d'Histoire
de l'Economie (Zs. P. PACH) X. 433

Le III^e Congrès International d'Histoire
Economique, Munich, 23-27 août 1965
(P. Zs. PACH) XII. 445

Le cours historique de la politique d'al-
liance du Parti (1936-1962). Les enseigne-
ments d'une session de l'Institut d'Histoire
du Parti (I. TÓTH-R. VÉRTES) XII. 229

Le débat national d'histoire à Keszthely,
20-22 mai 1963 X. 193

Débat sur le manuel universitaire d'his-
toire. 1849-1880 V. 446

Un débat sur les problèmes de l'histoire
culturelle (M. MANN) XIII. 248

Débat sur quelques questions idéologi-
ques du féodalisme IX. 295

« Le développement du capitalisme dans
les anciens pays de la Monarchie Austro-
Hongroise. » Conférence des historiens à Buda-
pest VI. 425

Une discussion sur la conception de
l'histoire des écrivains populistes VI. 446

Discussion sur les origines historiques du
nationalisme VIII. 211

Discussion sur la situation et les tâches
de la publication des sources historiques
hongroises VII. 427

Dix ans du développement de notre société
XIV. 226

Ferenc Eckhart, 1885-1957 (Gy. SZÉ-
KELY) V. 443

L'étude de l'historiographie hongroise
V. 450

Etienne Hajnal, 1892-1956 (I. WELL-
MANN) V. 221

Une Histoire de la Hongrie en dix volu-
mes (M. B.) XII. 235

Journées d'historiens tenues à Pécs le 4
et 5 mai 1961 VIII. 431

A la mémoire du siège de Szigetvár
(M. MANN) XIII. 252

Научная сессия в Институте Истории
Венгерской Академии Наук по случаю
100-летия со дня рождения В. И. Ленина
(А. Герзей) XVII. 135

Научная сессия, посвященная двадца-
тилетию со дня освобождения Венгрии
(И. Том-П. Вернеш) XVI. 373

Nouveaux résultats de recherches hon-
grois sur Comenius VI. 201

Parution du volume I/2 du manuel universitaire «Histoire de la Hongrie». 1526—1790 V. 446

Le patriotisme — les sciences historiques et leur enseignement (J. FEJES) XIX. 256

Problèmes concernant l'histoire du fascisme hongrois (Zs. L. NAGY) X. 189

Les problèmes de la culture historique moderne. La session itinérante de la Société Hongroise d'Histoire (M. MANN) XVIII. 413

Problèmes de l'histoire des civilisations XVI. 213

Publication de documents du Ministère hongrois des Affaires étrangères, relatifs à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale V. 447

La publication des deux premiers tomes du manuel d'enseignement universitaire «Histoire de Hongrie» V. 233

La question nationale dans la Monarchie des Habsbourg (P. HANÁK—GY. RÁNKI) XIII. 467

Recherches concernant l'histoire de la démocratie populaire hongroise (J. BORUS) X. 187

Recherches sur l'histoire de la culture matérielle à l'Institut des Sciences Historiques V. 449

A propos de la réunion à Varsovie de la Commission hungaro—polonaise d'Historiens (GY. SZÉKELY) X. 178

V. Sándor, 1903—1962 (Zs. L. NAGY) X. 177

Session scientifique à l'occasion du 50^e anniversaire de la révolution bourgeoise démocratique de 1918 en Hongrie (L. PÁL) XV. 401

Session scientifique commémorant le centenaire de la Commune de Paris (J. KENDE) XVII. 145

La session scientifique de l'Université de Budapest en l'honneur du 50^e anniversaire de la Révolution d'Octobre XIV. 250

Session scientifique en l'honneur du 50^e anniversaire de la proclamation de la République Hongroise des Conseils (I. TÓTH—R. VÉRTES) XV. 418

La situation et les tâches de la recherche dans l'histoire des villes (—.—) XIII. 241

Symposium 1867—1967. (Du 23 au 25 mai 1968) (B. SOMOGYI) XIV. 400

Zoltán I. Tóth, 1911—1956 (L. MAKKAI) V. 226

Travaux concernant la publication de la série «Monumenta Comitania Regni Hungariae» X. 191

T. Wittman, 1923—1972 (L. MAKKAI) XIX. 254

BIBLIOGRAPHIE

Extrait du répertoire des ouvrages historiques (livres, études, articles) parus en 1956 V. 235

Extrait du répertoire des ouvrages historiques (livres, études, articles) 1^{er} janvier—30 juin 1957 V. 453

Extrait du répertoire des ouvrages historiques (livres, études, articles) parus en Hongrie entre le 1^{er} juillet 1957 et le 30 juin 1958 VI. 209

Extrait du répertoire des ouvrages historiques (livres, études, articles) parus en Hongrie entre le 1^{er} juillet 1958 et le 31 décembre 1958 VI. 451

Bibliographie sélectionnée d'ouvrages historiques publiés en Hongrie dans la première moitié de 1959 VII. 213

Bibliographie sélectionnée d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1959 VII. 431

Liste des ouvrages historiques (monographies, études, articles) publiés en Hongrie dans la première moitié de 1960 VIII. 217

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1960 VIII. 433

Répertoire des ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans le premier semestre de 1961 IX. 299

Extrait du répertoire des ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1961 X. 195

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la première moitié de 1962 X. 447

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1962 XI. 425

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la première moitié de 1963 XII. 237

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1963 XII. 459

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1964 XIII. 255

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1965 et dans la première moitié de 1966 XIV. 259

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1966 et dans la première moitié de 1967 XIV. 405

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1967 et dans la première moitié de 1968 XV. 187

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1968 XVI. 243

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire
publiés en Hongrie en 1969 VII. 149

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire
publiés en Hongrie en 1970 XVIII. 215

Table onomastique

- Achim L. András* XVIII. 197
Ádám Magda X. 89, 373, XVII. 358
Alexejev, V. M. XIX. 463
Alpári Gyula VI. 31
Andics Erzsébet IX. 469, XII. 373, 429, XVI. 53, XVII. 381
Apáczai Csere János V. 431, VI. 416
Aranyossi Magda VI. 31
Arató Endre IX. 279, XVIII. 387, XIX. 195
Ausch Sándor VI. 199
Averbuch, R. A. XII. 429
Aziz, K. K. XVIII. 379
Babics Antal VI. 196, 418
Balázs Béla V. 109, 361, VI. 419
H. Balázs Éva V. 429, IX. 224
Balázs J. VI. 416
Balogh Sándor XII. 440
Bán Imre VI. 416
Barta István VI. 373, VII. 63, XIII. 208, 233
Bartha Antal IX. 249, 333, XVII. 330, XVIII. 183, 401, XIX. 409, 419
Bartos E. K. VI. 198
Baithány Lajos V. 434, VI. 385
Bauer, Otto XVIII. 293, XIX. 335
Belényessy Márta V. 430, VI. 195
Beller Béla VIII. 425
Benczédi László XVII. 343, XVIII. 359
Benda Kálmán V. 263, VI. 1, VII. 411, XI. 405, XVII. 341, 385
Benoschofsky I. VI. 423
Berend T. Iván V. 313, VI. 197, VIII. 313, IX. 69, XI. 409, XIII. 3, 460, XVII. 85, 257
Berg, Jan XVIII. 383
Béri Balogh Ádám VI. 194
Bertényi Iván XIII. 213, XVIII. 375
Bethlen István XI. 187, 299, 409, XIX. 246
Bihari M. VI. 198
Bismarck, Otto v. VIII. 257
Bleyer, Jakob VIII. 425
Blum, Léon XVIII. 189
Bohó Róbert V. 217
Bolzano, Bernard XVIII. 383
Bónis György V. 213, XVII. 173
Boros Miklósné XII. 235
Borsányi Károly IX. 472
Borus József X. 189
Both Béla VI. 198
Bratianu, Ioan XVI. 206
Buckle, Henry Thomas X. 49
Bullock, Alan VII. 419
Burian, Peter XIII. 443
Buyken, Thea XIV. 373
Buza János XIX. 379
Čalić, Edouard XIX. 225
Comenius, Jan VI. 201
Csatári Dániel VI. 423, XIV. 85
Csatkai Endre V. 219
Czernin, Ottokar XIX. 432
Dercsényi Dezső V. 219, VI. 193
Déryné Széppataki Róza V. 436
Diószegi István V. 198, IX. 361, X. 164, XIII. 454, XIV. 209, 379, XVII. 405
Dobi István X. 425
Dollfuß, Engelbert XVIII. 149
Dolmányos István VII. 416, VIII. 422, IX. 279, 469, XII. 203
Donáth Ferenc XVII. 130
Eckhart Ferenc V. 443
Elekes Lajos V. 213, XV. 371
Ember Győző VI. 105, 331, VII. 149, XVI. 171
Endrei Walter VIII. 107
Engels, Friedrich XII. 373, XVI. 341, XVII. 225
Entz Géza V. 219, VI. 419
Erényi Tibor X. 421, XII. 207, XVII. 53, 371, 405, XIX. 447
Esze Tamás V. 213
Eszlári, Charles de XIII. 213
Fagygyev, A. V. VII. 416
Farkas Márton XVII. 415, XVIII. 186
Fejes Judit XIX. 256
Fekete Lajos V. 189, XIV. 199
Felczak, Wacław XVIII. 380
Ferenczy Endre VI. 415, VII. 202
Fitz Jenő VI. 193
Fodor István XIX. 426
Földes Éva V. 214, XVII. 351
Francsics Károly XIX. 365
Fukász György VIII. 349
Funk, Paul XVIII. 383
Fügedi Erik VII. 253, X. 436, XI. 375, XV. 103
Für Lajos XVIII. 179, XIX. 236
Gaál Endre V. 214
Gábor Sándorné XVI. 362
Gáldi László VI. 191
Garibaldi, Giuseppe XIV. 205
Gerevich László V. 217
Gergely András XVII. 145
Geréb L. V. 433
Gerics József XIX. 273
Gerő László V. 214, VI. 193
Glasgow, E. XIII. 163
Glatz Ferenc XII. 451, XVII. 273, 432
Gonda Imre VIII. 257, XIX. 212
Göllner, C. XI. 405
Gömbös Gyula XV. 290
Granasztói György XVII. 13
Gualterio, Filippo-Antonio V. 153
Gunst Péter IX. 215, XIX. 233, 236
Guyon Richard V. 216
Gyimesi Sándor XIX. 379, 444
Györffy György VI. 164, XI. 393, XVII. 1
Hahn István VII. 202
Hajdu Gy. V. 439
Hajdu Tibor VI. 198, X. 351, XV. 1, 389, XVII. 363, XIX. 55
Hajnal István V. 221, 434, VI. 385
Hallgarten, G. W. F. XVI. 211

- Hanák Péter VI. 385, VII. 191, VIII. 191, X. 1, 407, XIII. 467, XIV. 339, XV. 148, XVII. 319
- Hanzó Lajos VI. 417
- H. Haraszi Éva VIII. 381, XIII. 163, XIV. 377, XVII. 360, XVIII. 171
- Heckenast Gusztáv IX. 155, XVII. 331, XVIII. 183, 401
- Hegel, Georg Wilhelm Friedrich V. 432
- Héjj Géza V. 219
- Heltai Gáspár V. 430
- Herold, Martin XIV. 373
- Hüter, Adolf VII. 419, VIII. 313, XVIII. 149
- Horarik János V. 217
- Horváth Zoltán IX. 1, X. 407, XIV. 379
- Huszár L. VI. 415
- Huszár J. VI. 415
- Incze Miklós V. 207, 419, XII. 223, XIII. 454, XVI. 323, XVIII. 193
- I. István V. 213 XVII. 1
- Islamov, Tofik M. VIII. 422, XVI. 105, XIX. 209
- Jahn, Egbert K. XIX. 222
- Jászay Magda XII. 395
- Jászi Oszkár VIII. 349
- Jaurès, Jean VII. 297
- Jemnitz János VI. 404, VII. 297, IX. 179, XI. 57, 420, XV. 51, 376, 383, XVI. 201, XVII. 225, 408, XVIII. 379, 390, XIX. 437
- Józsa Antal XVIII. 186, XIX. 218
- II. József VII. 411, XIV. 373
- József Farkas V. 437
- Juhász Gyula VIII. 137, IX. 407, XII. 434, XV. 162
- Kabos E. XV. 171
- Káldy-Nagy Gyula XIV. 199
- Kállay István XIX. 430
- Kálmán Endre VI. 155, 173
- Kann, Robert A. XIV. 209
- Kardos Tibor V. 214
- Károlyi Mihály X. 351
- Károlyi Mihályné XV. 376
- Karsay Elek V. 189, 207, VI. 396, 423, X. 167
- Katus László VII. 183, 398, VIII. 1, X. 403, XV. 335
- Kelen Jolán V. 436, VI. 198
- Kemény G. Gábor V. 192, 434, XVI. 358
- Kende János XVII. 145
- Kerekes Lajos VII. 355, IX. 476, XI. 299, XII. 223, XVIII. 149, 189, XIX. 335
- Kielmannsegg, Graf Peter XIX. 212
- Kirschner Béla XII. 220, XVIII. 403, XIX. 241
- Kizlaszov, L. R. XIX. 426
- Kleinheyer, Gerd XIV. 373
- Kolozsvári-Grandpierre Emil V. 218
- Kolpinsky L. VI. 173
- Koltay-Kastner Jenő XIV. 205
- Komjáthy Miklós XIX. 441
- Kondor Viktória X. 186
- Kónya Sándor XV. 290
- Kosáry Domokos IX. 255, XVII. 27, XIX. 229
- Kossuth Lajos VI. 373, XV. 367
- Kovács Endre V. 218, VI. 417, XII. 207, XV. 367, XVII. 372, XVIII. 161, XIX. 222, 228
- Kovacsics József XII. 215
- Köpeczi Béla V. 153
- Köte Sándor V. 439
- Kővágó László XI. 113, XVIII. 398
- Kresz Mária V. 215
- Krilov, B. VI. 173
- Kubinyi András VIII. 175, XIII. 171, XIX. 229
- Kubitsch Imre V. 207, VI. 396
- Kun Béla VI. 197, XVIII. 293
- Lackó Miklós VI. 422, VII. 1, XIII. 227
- Láng Imre XVIII. 193
- Lányi E. V. 438
- Szt. László XIX.
- Lederer, Ivo J. XVI. 206
- S. Lengyel Márta XVI. 197, XVII. 119, XVIII. 383
- Lenin, I. V. XVII. 122, 135, 316, XIX. 241
- Lhotsky, A. XIII. 199
- Ligeti K. V. 438
- Liptai Ervin VI. 287, VII. 103, XVII. 415
- Lukács György XVII. 122
- Lukács Lajos XIV. 205
- Macartney, C. A. V. 419
- Macurek, Josef XVIII. 378
- Makkai László V. 13, 215, 226, 431, VIII. 206, X. 155, XIII. 203, XV. 335, XVI. 261, XVII. 345, XIX. 254
- Maksay Ferenc VI. 417
- Mályusz Elemér XIII. 199, XIV. 179, 373, XV. 137, XVI. 193, XIX. 441
- Mamatey, Victor S. VI. 393
- Mann Miklós XII. 456, XIII. 248, 252, XIV. 385, XV. 167, XVI. 239, XVII. 423, XVIII. 205, 413
- Mária Terézia XIV. 373
- Márkus László V. 216, XVIII. 119, 353
- Martinovics Ignác V. 218
- Marx, Julius XVI. 197, XVII. 119
- Marx, Karl VI. 173, XII. 373
- Mátrai László V. 218, VI. 239, XI. 95, XIV. 323
- I. Mátyás V. 213, 429
- Mayer Mária XIX. 115
- Meckling, Ingeborg XIX. 432
- Mehring, Franz VI. 173
- Mérei Gyula VI. 192, IX. 282, XIII. 460, XV. 253, XVII. 323, 369, XIX. 455
- T. Mérey Klára V. 216, VI. 196
- Mészáros Károly XIX. 460
- Metternich, Klemens Lothar XVI. 53
- Mezei M. VI. 418
- Mezey L. V. 429
- Mihályfi Ernő X. 425
- Milei György VI. 421, VII. 321
- Mirnic József XVIII. 319
- Miskolczy Gyula VIII. 191
- Mollay Károly V. 219

- Molnár Erik V. 3, VI. 229, XI. 398, XII. 259, XV. 141
Monatte, Pierre XVIII. 390
 Moravcsik Gyula VIII. 239
 Mucsi Ferenc V. 216, VIII. 415, X. 421, XV. 141, XVII. 128, 316, 408, XIX. 209, 414, 452
 Nagy László XIII. 171
 L. Nagy Zsuzsa VII. 391, X. 189, XI. 163, XV. 389, XVI. 206, 362, XVIII. 406, XIX. 246
 Nemes Dezső VI. 396, X. 167, XI. 187, 409
 Nemeskürty István V. 430
 Niederhauser Emil X. 403, XIV. 377, XV. 367, XVII. 378, 391, XVIII. 39, 378, XIX. 414, 435
 Nováki XVIII. 183
O'Connor, F. XIII. 163
 Orbán Sándor XVIII. 409
 Sz. Ormos Mária XIV. 21, 237, XVI. 307, XVIII. 394, XIX. 225
 Orosz L. V. 431
 Pach Zsigmond Pál VI. 71, X. 433, XI. 398, XII. 113, 445, XIII. 446, XIV. 287, XVI. 289, XVII. 331, 338
 Pál Lajos XV. 401
 Palotás Emil X. 164, XIV. 216
 Pamlényi Ervin VI. 396, XV. 162, XVII. 327
 Pasuto, V. T. XVIII. 375
 Paulinyi Oszkár XII. 25, 261
 Pázmány Péter VI. 416
 Perényi József VI. 189
 Perjés Géza XVI. 1, XVII. 393
 Petneki Áron XVIII. 380
 Petőcz Pál V. 207
Petőfi Sándor XIX. 1
 Petrák Katalin VI. 421
 Pintér István IX. 129, XVII. 379
 Pirnát, A. IX. 287
 Piszarjev, J. A. XIX. 218
 Pölöskei Ferenc XVII. 128, XVIII. 267
 Pyrker, Johann Ladislaus XVII. 400
 Rácz János XIX. 249
 Rádai Pál VI. 185
 Radnóti Aladár V. 219
II. Rákóczi Ferenc V. 153, VI. 193
 Ránki György V. 207, 313, 419, VI. 197, 396, VII. 197, 419, VIII. 313, X. 167, 273, XI. 261, XIII. 460, 467, XV. 162, XVII. 257, 355
 Rausch, Wilhelm XIX. 430
 Read, D. XIII. 163
Regius, Henricus (Le Roy) VI. 239
 Reisberg, A. XVI. 201
 Remete L. V. 438
 Rév Erika XVII. 418
 Révész Imre V. 435, IX. 287
 Réz Pál V. 436
Roth, Stephan Ludwig X. 160
 Rottler Ferenc XIX. 23
 Rozsnyói Ágnes VIII. 57
 Ruzsás Lajos V. 436, VIII. 405
 Ságvári Ágnes XIII. 49
 Sándor Pál VI. 419
 Sándor Vilmos VI. 195, X. 177, 233
 Sárközy Zoltán X. 160
 Sarlós Béla XVII. 418
 Schwind, Hedwig VIII. 425
 Serfőző Lajos XVIII. 403
 Sik Endre IX. 472
 Siklós András X. 307, XVII. 73, 366
 Sinkovics István XI. 285, XIV. 199, XVII. 347
 Sinor, Denis VIII. 206
 Sipos András V. 207
Smuts, Jan Christian XI. 163
 Somlyai Magda XII. 193, XIII. 101, 313, XVI. 366
 Somogyi Éva XIV. 400
 Spector, Sherman David XVI. 206
 Spira György XIII. 415, XVII. 375, XIX. 1
 Steinberg, H. J. XVII. 408
 Stier Miklós XI. 416, XIII. 227
 Stökl, Günther XII. 203
 Strassenreiter Erzsébet XIX. 249
Sylvester János VI. 416
 Szabad György XVIII. 374
 Szabó Ágnes XIX. 458
 Szabó Bálint XVIII. 409
Szabó Ervin IX. 179
 Szabó István XI. 393, XV. 148
 Szabó S. F. VI. 191
 Szabó Miklós XVII. 122
 Szakács Kálmán XII. 220, 347, XVI. 366, XIX. 458
Szálasi Ferenc VIII. 57
 Szamuely Tibor V. 437
 Szász Zoltán XVI. 358, XIX. 455
Széchenyi István VII. 63, IX. 255
 Szedő Antal X. 393, XI. 413
 Székely György V. 443, X. 178, XIII. 291, XV. 223, XVI. 193, 351, XVIII. 179
 Szekeres József XIX. 265
 Szigeti J. V. 432
 Szilágyi Gy. VI. 198
 Szinai Miklós XVIII. 293, XIX. 246
 Szokolay Katalin XIII. 233
 Szücs Jenő XVIII. 1, 245
 Szücs László XV. 162, XVII. 130, XIX. 246
 Takács Lajos VI. 194
 Táncsics Mihály V. 433
 Taylor, A. J. P. IX. 476
Teleki László XIV. 379
Teleki Pál XII. 434, XVIII. 406
 Tilkovszky Loránd V. 216, XI. 418, XII. 59, 319, 434, XIII. 233, XIV. 237, XV. 162, XVIII. 406
Tisza István XVIII. 267
Tisza Kálmán VIII. 1
 Tokody Gyula IX. 39, X. 415
 Tordai György V. 217
 Tóth Ede V. 192
 Tóth Gy. VI. 194
 Tóth István XII. 229, XV. 418, XVI. 373, XIX. 87, 460
 I. Tóth Zoltán V. 226, 439
 Toynbee, Arnold Joseph XV. 371
 Trócsányi Zsolt V. 216, 433, XIII. 443

- Tyomkin, Ja. G. XVI. 201
 Uray Géza XVIII. 179
 Urbán Aladár X. 117
Vajda Péter VI. 417
 Váradi-Sternberg János XIX. 435
 Varga Endre XVII. 397
 Varga János XVII. 397
 R. Várkonyi Ágnes VI. 185, X. 49, XIV. 1,
 XVI. 151, XVII. 207, 337
 Vass Henrik IX. 459, XIII. 375
 Vasvári Pál V. 219
 Vastagh XVIII. 183
 Vasić, Djordje XVIII. 398
 Vértés Róbert XII. 229, XV. 418, XVI. 373
 Vida István XI. 416, XIX. 151
 Vinaver, Vuk XVIII. 394
 Vince F. V. 433
 Vince L. V. 433
 S. Vincze Edit IX. 282, XII. 207, XV. 383,
 XVI. 341, XVIII. 75, XIX. 452
 Vlasto, A. P. XIX. 419
 Vörös Károly XII. 215, XIII. 171, XVII. 400,
 XIX. 379
 Wangermann, Ernst VII. 411
 Wellmann Imre V. 221, XIX. 233
Wilson, Woodrow VI. 393
 V. Windisch Éva VI. 418, XI. 3
 Winter, Eduard XVIII. 383
 Wittman Tibor V. 432, XVI. 351, XVII. 384,
 XIX. 254
 Zapletal, V. XVIII. 387
 Zimányi Vera XV. 335, XVII. 326, 336, XIX.
 305
 Zolnay László VI. 193
 Zoltai XVIII. 183
 Zrínyi Miklós VI. 194, XIII. 203
 Zsigmond László V. 47, VI. 173, 251, 393, X.
 415, XVI. 211
 Zsilák András XIX. 241

INDEX

ETUDES

<i>J. Gerics</i> : Textbezüge zwischen den ungarischen Chroniken und der Sankt-Ladislaus-Legende	273
<i>Й. Герич</i> : Связь между текстами венгерских летописей и «Легенды о святом Ласло»	303
<i>V. Zimányi</i> : Mouvements des prix hongrois et l'évolution européenne, XVI ^e -XVII ^e	305
<i>В. Зиманыи</i> : Движение цен в Венгрии и общеевропейское развитие XVI—XVII вв.	332
<i>L. Kerekes</i> : Der Anschluß und die »Alternative« der Donaukonföderation in der Außenpolitik Otto Bauers in den Jahren 1918—1919	335
<i>Л. Керекеш</i> : Аншлюс и «альтернатива» дунайской конфедерации во внешней политике Отто Бауэра 1918—1919 гг.	364

COMMUNICATIONS

<i>K. Vörös</i> : «Grandeur et décadence» de Károly Francsics, barbier à Veszprém	365
---	-----

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Session scientifique internationale sur l'histoire des mouvements paysans en Europe centrale-orientale aux XVI ^e et XVII ^e siècles (<i>J. Buza—S. Gyimesi</i>)	379
--	-----

COMPTE RENDU DE LIVRES

The History of Hungary in three volumes I. (<i>A. Bartha</i>)	409
The History of Hungary in three volumes II. (<i>F. Mucsi—E. Niederhauser</i>)	414
<i>A. P. Vlasto</i> : The Entry of the Slavs into Christendom (<i>A. Bartha</i>)	419
<i>L. R. Kyzlasov</i> : The History of Tuva in the Middle Age (<i>I. Fodor</i>)	426
<i>W. Rausch</i> : Handel an der Donau. I. Die Geschichte der Linzer Märkte im Mittelalter (<i>I. Kállay</i>)	430
<i>I. Meckling</i> : Die Außenpolitik des Grafen Czernin (<i>I. Gonda</i>)	432
<i>Я. Варади-Штернберг</i> : Пути и встречи (Статьи по истории русско—венгерских и украинско—венгерских связей) (<i>Э. Нидерхаузер</i>)	435
Die Zimmerwalder Bewegung. Protokolle und Korrespondenz (<i>J. Jemnitz</i>)	437
<i>E. Mályusz</i> : La Geste du temps d'Etienne V. (<i>M. Komjáthy</i>)	441
Quellen aus der Vergangenheit Budapests. I. 1686—1873 (<i>S. Gyimesi</i>)	444
Quellen aus der Vergangenheit Budapests. II. 1873—1919 (<i>T. Erényi</i>)	447
<i>E. S. Vincze</i> : Der Hochverratsprozeß 1871—1872 (<i>J. Jemnitz—F. Mucsi</i>)	452
<i>Gy. Mérei</i> : Les programmes des partis bourgeois hongrois entre 1867—1918 (<i>Z. Szász</i>)	455
<i>Á. Szabó</i> : Reorganization of the Hungarian Communist Party. 1919—1925 (<i>K. Szakács</i>)	458
<i>I. Tóth</i> : The History of the National Peasants' Party. 1944—1948 (<i>K. Mészáros</i>)	460
О сборнике «Двадцать пять лет свободной Венгрии» (<i>В. М. Алексеев</i>)	463
RÉPERTOIRE 1958—1973	467

AUTEURS DU PRÉSENT NUMÉRO

V. M. Alexejev, candidat ès sciences historiques, chargé de cours à l'Ecole Supérieure du Parti de Léninegrad — *A. Bartha*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *J. Buza*, collaborateur scientifique de l'Université Karl Marx de Budapest — *T. Erényi*, candidat ès sciences historiques, chef de section à l'Institut d'Histoire du Parti — *I. Fodor*, candidat ès sciences historiques, chef de section au Musée Historique du Musée National Hongrois — *J. Gerics*, candidat ès sciences historiques, chargé de cours à l'Université Roland Eötvös de Budapest — *I. Gonda*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *S. Gyimesi*, candidat ès sciences historiques, collaborateur scientifique de l'Université Karl Marx de Budapest — *J. Jemnitz*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *I. Kállay*, candidat ès sciences historiques, chef de section aux Archives Nationales de Hongrie — *L. Kerekes*, candidat ès sciences historiques, directeur adjoint de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *M. Komjáthy*, candidat ès sciences historiques, archiviste en chef des Archives Nationales de Hongrie — *F. Mucsi*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *E. Niederhauser*, docteur ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *K. Szakács*, candidat ès sciences historiques, professeur à l'Université Roland Eötvös de Budapest — *Z. Szász*, collaborateur scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *K. Vörös*, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *V. Zimányi*, candidate ès sciences historiques, collaboratrice en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise.

THE HISTORY OF BLACK AFRICA

Vol. III

by *E. Sík*

This is an objective and valuable history book; a political document conceived so as to reestablish historical truth.

The first two volumes covered the history of the countries of Black Africa up to the Second World War. The present volume and the following fourth one treat the history of the African people during the years of the Second World War and the disintegration of the colonial empires after the Second World War as well as the fight of the colonized people for independence and the establishment of independent countries in Black Africa.

In English · Approx. 450 pages · Cloth

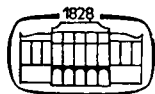
TREATY-BREAKERS OR “REALPOLITIKER”

The Anglo—German Naval Agreement of June, 1935

by *Éva H. Haraszty*

Were the British politicians who urged the conclusion of the Anglo—German Naval Agreement of June 1935 treaty-breakers or political realists? This is the question the author is trying to answer, and she considers this topic most suitable for examining the international political and power relations prior to World War Two. This agreement, a “break of treaty” as Churchill called it, actually provided the ground for Hitler to develop the German Navy in violation of the Treaty of Versailles. At the same time it meant a capital gain of prestige both in foreign and in internal politics for the leaders of Nazi Germany.

In English · Approx. 180 pages · Cloth



AKADÉMIAI KIADÓ

Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences
Budapest

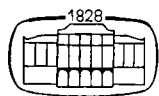
THE HISTORY OF BLACK AFRICA

Vol. IV

by *E. Sik*

In the first two volumes of this comprehensive historical work published in three languages (Hungarian, English and French) the author dealt with the history of the countries of Black Africa up to the outbreak of World War II. The third, and the present fourth volumes analyze the situation of those countries in the years of World War II and describe the post-war disintegration of the African colonial empires and the emergence of the independent states of Black Africa. The history of Black Africa is a fascinating reading not only for historians but also for the general reader showing an interest in the shaping of world politics.

In English · Approx. 480 pages · Cloth



AKADÉMIAI KIADÓ

Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences
Budapest

«*Acta Historica*» публикуют трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском и немецком языках.

«*Acta Historica*» выходят отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год. Подписная цена — \$ 24,00 за том

Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

The *Acta Historica* publish papers on history in French, English, Russian and German.

The *Acta Historica* appear in issues of various size making up volumes. One volume of 400—500 pages appears every year. The rate of subscription is \$ 24,00 a volume.

Orders may be placed with «Kultúra» Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest 62, POB. 149) or with representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, deutscher, russischer und englischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25—30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Abonnementspreis pro Band: \$ 24,00.

Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Außenhandels-Unternehmen «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

Reviews of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable
at the following addresses:

ALBANIA

Drejtorija Qëndronë e Përhapjes
dhe Propagandimit të Librit
Kruja Konferenca e Pëzës
Tirana

AUSTRALIA

A. Keesing
Box 4886, GPO
Sydney

AUSTRIA

GLOBUS
Höchstädtplatz 3
A-1200 Wien XX

BELGIUM

Office International de Librairie
30, Avenue Marnix
1050 Bruxelles
Du Monde Entier
162, rue du Midi
1000 Bruxelles

BULGARIA

HEMUS
11 pl Slaveikov
Sofia

CANADA

Pannonia Books
2, Spadina Road
Toronto 4, Ont.

CHINA

Waiwen Shudian
Peking
P. O. B. 88

CZECHOSLOVAKIA

Artia
Ve Směrkách 30
Praha 2
Poštovní Novinová Služba
Dovoz tisku
Vinohradská 46
Praha 2
Maďarská Kultura
Václavské nám. 2
Praha 1
SLOVART A. G.
Gorkého
Bratislava

DENMARK

Ejnar Munksgaard
Nørregade 6
Copenhagen

FINLAND

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 2
Helsinki

FRANCE

Office International de Documentation
et Librairie
48, rue Gay-Lussac
Paris 5

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

Deutscher Buch-Export und Import
Leninstraße 16
Leipzig 701
Zeitungsvertriebsamt
Fruchtstraße 3-4
1004 Berlin

GERMAN FEDERAL REPUBLIC

Kunst und Wissen
Erich Bieber
Postfach 46
7 Stuttgart S.

GREAT BRITAIN

Blackwell's Periodicals
Oxford House
Magdalen Street
Oxford
Collet's Subscription Import
Department
Denington Estate
Wellingborough, Northants.
Robert Maxwell and Co. Ltd.
4-5 Fitzroy Square
London W. 1

HOLLAND

Swetz and Zeitlinger
Keizersgracht 471-487
Amsterdam C.
Martinus Nijhof
Lange Voorhout 9
The Hague

INDIA

Hind Book House
66 Babar Road
New Delhi 1

ITALY

Santo Vansia
Via M. Macchi 71
Milano
Libreria Commissionaria Sansoni
Via La Marmora 45
Firenze
Techna
Via Cesi 16.
40135 Bologna

JAPAN

Kinokuniya Book-Store Co. Ltd.
826 Tsunohazu 1-chome
Shinjuku-ku
Tokyo
Maruzen and Co. Ltd.
P. O. Box 605
Tokyo-Central

KOREA

Chulpanmu
Phenjan

NORWAY

Tanum-Cammermeyer
Karl Johansgt 41-43
Oslo 1

POLAND

RUCH
ul. Wronia 23
Warszawa

ROUMANIA

Cartimex
Str. Aristide Briand 14-18
Bucuresti

SOVIET UNION

Mezhdunarodnaya Kniga
Moscow G-200

SWEDEN

Almqvist and Wiksell
Gamla Brogatan 26
S-101 20 Stockholm

USA

F. W. Faxon Co. Inc.
15 Southwest Park
Westwood Mass. 02090
Stechert Hafner Inc.
31, East 10th Street
New York, N. Y. 10003

VIETNAM

Xunhasaba
19, Tran Quoc Toan
Hanoi

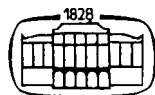
YUGOSLAVIA

Forum
Vojvode Mišića broj 1
Novi Sad
Jugoslovenska Knjiga
Terazije 27
Beograd

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE
DER WISSENSCHAFTEN

TOMUS XIX



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1973

INDEX

ETUDES

<i>J. Gerics</i> : Textbezüge zwischen den ungarischen Chroniken und der Sankt-Ladislaus-Legende	273
<i>Й. Герич</i> : Связь между текстами венгерских летописей и «Легенды о святом Ласло»	303
<i>T. Hajdu</i> : A Contribution to the History of the Proclamation of the Hungarian Republic of Councils in 1919	55
<i>Т. Хайду</i> : Данные к истории провозглашения Венгерской Советской Респубаки	86
<i>L. Kerekes</i> : Der Anschluß und die »Alternative« der Donaukonföderation in der Außenpolitik Otto Bauers in den Jahren 1918—1919	335
<i>Л. Керекеш</i> : Аншлосс и «альтернатива» дунайской конфедерации во внешней политике Отто Бауэра 1918—1919 гг.	364
<i>F. Rotler</i> : Beiträge zum Versuch der Bildung einer Gruppe von kirchlichen Geschichtsschreibern im Ungarn der 1860er Jahre	23
<i>Ф. Ротлер</i> : Материалы к попытке создать группу историков церкви в Венгрии в 1860-х годах	53
<i>Gy. Spira</i> : Petöfi et les dirigeants libéraux de la révolution hongroise de 1848	1
<i>Дь. Шпура</i> : Петёфи и либеральные руководители венгерской революции 1848 года	21
<i>I. Tóth</i> : The Role of the National Peasant Party in the People's Democratic Revolution, 1944—1948	87
<i>И. Тот</i> : Роль Национальной Крестьянских Партии в народно-демократической революции 1944—1948 гг.	112
<i>V. Zimányi</i> : Mouvements des prix hongrois et l'évolution européenne (XVI ^e -XVII ^e siècles)	305
<i>В. Зиманыи</i> : Движение цен в Венгрии и общеевропейское развитии XVI—XVII. вв.	332

COMMUNICATIONS

<i>M. Mayer</i> : Beiträge zur Geschichte der Ruthenen (Karpatoukrainer) um die Jahrhundertwende	115
<i>И. Вуда</i> : Политика независимой партии мелких сельских хозяев в 1944—1948 гг. ...	151
<i>K. Vörös</i> : «Grandeur et décadence» de Károly Francsics, barbier à Veszprém	365

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

<i>E. Arató</i> : L'activité des comités mixtes d'historiens travaillant sous la direction de l'Académie des Sciences de Hongrie	195
Session scientifique internationale sur l'histoire des mouvements paysans en Europe centrale-orientale aux XVI ^e et XVII ^e siècles (<i>J. Buza—S. Gyimesi</i>)	379

COMPTE RENDU DE LIVRES

<i>E. Calic</i> : Le Reichstag brûle! (<i>M. Ormos</i>)	225
The History of Hungary in three volumes I. (<i>A. Bartha</i>)	409

The History of Hungary in three volumes II. (<i>F. Mucsi—E. Niederhauser</i>)	414
L'irrédentisme allemand en Europe Centrale et Sud-orientale avant la 2 ^e guerre mondiale (<i>E. Kovács</i>)	228
<i>T. M. Islamow</i> : Politische Kämpfe in Ungarn am Vorabend des ersten Weltkriegs. 1906—1914. (<i>F. Mucsi</i>)	209
<i>E. K. Jahn</i> : Die Deutschen in der Slowakei in Jahren 1918—1929. (<i>E. Kovács</i>)	222
<i>P. Graf Kielmansegg</i> : Deutschland und der erste Weltkrieg (<i>I. Gonda</i>)	212
<i>L. R. Kyzlasov</i> : The History of Tuva in the Middle Age (<i>I. Fodor</i>)	426
<i>I. Meckling</i> : Die Außenpolitik des Grafen Czernin (<i>I. Gonda</i>)	432
<i>W. Rausch</i> : Handel an der Donau. I. Die Geschichte der Linzer Märkte im Mittelalter (<i>I. Kállay</i>)	430
<i>Ю. А. Писарев</i> : Сербия и Черногория в первой мировой войне (<i>А. Иожа</i>)	218
<i>Я. Баради-Штернберг</i> : Пути и встречи (Статьи по истории русско—венгерских и украинско—венгерских связей) (<i>Э. Нидерхаузер</i>)	435
<i>A. P. Vlasko</i> : The Entry of the Slavs into Christendom (<i>A. Bartha</i>)	421
Die Zimmerwalder Bewegung. Protokolle und Korrespondenz (<i>J. Jemnitz</i>)	437
<i>L. Für</i> : The Csákvár Estate on the Road of Capitalist Management. 1870—1914. (<i>P. Gunst</i>)	236
<i>Б. Киришнер</i> : В. И. Ленин о демократической и социалистической революциях 1893—1917 гг. (<i>А. Жилак</i>)	241
<i>D. Kosáry</i> : Introduction into the Sources and Literature of the History of Hungary (<i>A. Kubinyi</i>)	229
<i>E. Mályusz</i> : La Geste du temps d'Etienne V. (<i>M. Komjáthy</i>)	441
<i>Gy. Mérei</i> : Les programmes des partis bourgeois hongrois entre 1867—1918 (<i>Z. Szász</i>)	455
Quellen aus der Vergangenheit Budapest. I. 1686—1873 (<i>S. Gyimesi</i>)	444
Quellen aus der Vergangenheit Budapests. II. 1873—1919 (<i>T. Erényi</i>)	447
<i>Я. Пац</i> : Роль фабрично-заводских комитетов (фабзавомов) в народно-демократическом преобразовании Венгрии 1944—1948 гг. (<i>Э. Штрассенрейтер</i>)	249
The Secret Documents of István Bethlen (<i>Zs. L. Nagy</i>)	246
<i>A. Szabó</i> : Reorganisation of the Hungarian Communist Party. 1919—1925 (<i>K. Szakács</i>)	458
О сборнике «Двадцать пять лет сводной Венгрии» (<i>В. М. Алексеев</i>)	463
<i>E. S. Vincze</i> : Der Hochverratsprozeß 1871—1872 (<i>J. Jemnitz—F. Mucsi</i>)	452
<i>I. Tóth</i> : The History of the National Peasants' Party. 1944—1948 (<i>K. Mészáros</i>)	460
<i>I. Wellmann</i> : Destins paysans il y a deux cents ans, au comitat Pest, décrits par eux-mêmes (<i>P. Gunst</i>)	233

CHRONIQUE

T. Wittman 1923—1972. (<i>M. Makkai</i>) — Le patriotisme — les sciences historiques et leur enseignement (<i>J. Fejes</i>) — Conférence internationale sur l'histoire des entreprises industrielles (<i>J. Szekeres</i>)	253
--	-----

RÉPERTOIRE 1958—1973	467
----------------------	-----